

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'OUVRIER EN SOIE

MONOGRAPHIE DU TISSEUR LYONNAIS

ÉTUDE HISTORIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

1466-1791

THÈSE POUR LE DOCTORAT

ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée le 6 mai 1899

PAR

JUSTIN GODART



LYON

E. NICOLAS, IMPRIMEUR

38, rue Tupin, 38

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41545308_0024



FACULTÉ DE DROIT DE LYON

MM. CAILLEMER, O. ✱, C. ✱, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

THALLER, I. ☉, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil.

ROUGIER, I. ☉, professeur d'Economie politique.

AUDIBERT, I. ☉, professeur de Droit romain.

COHENDEY, I. ☉, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☉, professeur de Droit international.

BARTIN, A. ☉, professeur de Droit civil.

SOUCHON, A. ☉, professeur d'Histoire des Doctrines économiques.

APPLETON (Jean), agrégé.

LAMBERT, agrégé.

BOUVIER, agrégé.

LAMEIRE, agrégé.

JOSSERAND, agrégé.

GUERNIER, chargé de cours.

BECK, I. ☉, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. PIC, professeur, *président* ;

ROUGIER, professeur.

GUERNIER, chargé de cours.

} *Suffragants.*

Pour paraître prochainement :

L'OUVRIER EN SOIE

MONOGRAPHIE DU TISSEUR LYONNAIS

Etude historique, économique et sociale

DEUXIÈME PARTIE

LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

*Le chef d'atelier, de la suppression des maîtrises
et jurandes (2-17 mars 1791)*

à la création des syndicats professionnels (21 mars 1884)

En préparation :

L'OUVRIER EN SOIE

MONOGRAPHIE DU TISSEUR LYONNAIS

Etude historique, économique et sociale

TROISIÈME PARTIE

LA LIBERTÉ DU TRAVAIL ET LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

*Le chef d'atelier, de la création des syndicats professionnels
(21 mars 1884) à nos jours*

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'OUVRIER EN SOIE

MONOGRAPHIE DU TISSEUR LYONNAIS

ÉTUDE HISTORIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

*Le maître ouvrier en draps d'or, d'argent et de soie
de l'établissement de la manufacture à Lyon (1466) au décret des 2-17 mars 1791
portant suppression de toutes les maîtrises et jurandes*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée le 6 mai 1899

PAR

JUSTIN GODART



LYON

E. NICOLAS, IMPRIMEUR

38, rue Tupin, 38

1899

Déjà cette page était tracée qui disait mon orgueil d'offrir ce livre à ma mère : je l'avais composé sous ses yeux, parfois elle s'effrayait de voir à tant de pages noircies s'en ajouter encore d'autres, et son émoi un peu factice, qui n'était pas sans un soupçon de malicieuse fierté, faisait place à un sourire lorsque je lui disais que, pour le lui dédier, je voulais mon travail toujours plus complet. Et voici que la mort a fait son œuvre impitoyable, et j'évoque aujourd'hui avec une infinie tristesse le souvenir de ma mère songeant que ce bonheur m'est refusé de voir perler deux larmes de joie à ses yeux en lisant cette page qui devait être pour elle.

J'ai pensé un moment qu'il serait incurable le découragement dans lequel ce deuil m'a plongé. Puis je me suis repris, persuadé qu'on honore plus la mémoire de ceux qu'on a aimés en continuant le chemin qu'ils vous ont tracé qu'en s'arrêtant au bord pour pleurer et gémir. C'est grâce au travail de ma mère que la voie dans laquelle je suis engagé me fut ouverte. C'est grâce à son exemple et à ses enseignements que j'ai au cœur le désir d'être utile et bon, et l'espérance aussi qui élargit au-delà du monde les pensées et vers des satisfactions immatérielles tend la volonté.

Je veux m'efforcer dans ma vie d'imiter la vie si simple et si belle de ma mère, toute de travail, de bonté et d'espoir. Et ma reconnaissance que je voulais lui dire en lui dédiant ce livre va à son souvenir si doux qui sera toujours présent à mon esprit, avec son sourire d'encouragement pour l'effort persévérant, pour l'action, qui sont la beauté et la raison d'être de la vie.

Lyon, le 15 Mars 1899.

L'OUVRIER EN SOIE

MONOGRAPHIE DU TISSEUR LYONNAIS



Une préface, surtout lorsqu'elle est de l'auteur du livre, court le danger de n'être pas lue. Cela ne serait pas pour nous inquiéter si nous voulions, suivant le mode habituel, faire part ici au lecteur de la méthode que nous avons suivie, de la thèse que nous voulons soutenir et de quantité d'autres choses dont il s'apercevra amplement en parcourant l'ouvrage. Notre intention n'est point de le prévenir ou de le circonvenir; nous entendons simplement lui donner quelques conseils pratiques.

En raison de son importance, nous avons placé à la fin du volume, comme appendice, notre Bibliographie. Il serait bon, croyons-nous, d'en lire la préface de suite; elle donne d'utiles renseignements sur les sources auxquelles nous avons puisé. Il serait bon, aussi, avant d'entreprendre la lecture de chaque chapitre, de parcourir celui qui y correspond dans notre Classement méthodique des archives. On aurait ainsi un aperçu des documents, et l'analyse que nous en faisons en aura plus de netteté.

Notre étude étant surtout historique, c'est-à-dire écrite sans souci de trouver dans tels ou tels faits des arguments en faveur d'une théorie économique, nous avons autant que possible donné *in extenso*

les passages essentiels des documents importants. Nous avons conservé à ceux-ci leur orthographe souvent pittoresque, mais nous n'avons pas cru devoir, après chaque mot défiguré, placer, ainsi que l'usage le veut, un *sic*, entre parenthèses. Cela est inutile, les citations étant entre guillemets; cela est naïf, les fautes si fréquentes dans n'importe quel manuscrit n'ayant pas besoin d'être soulignées.

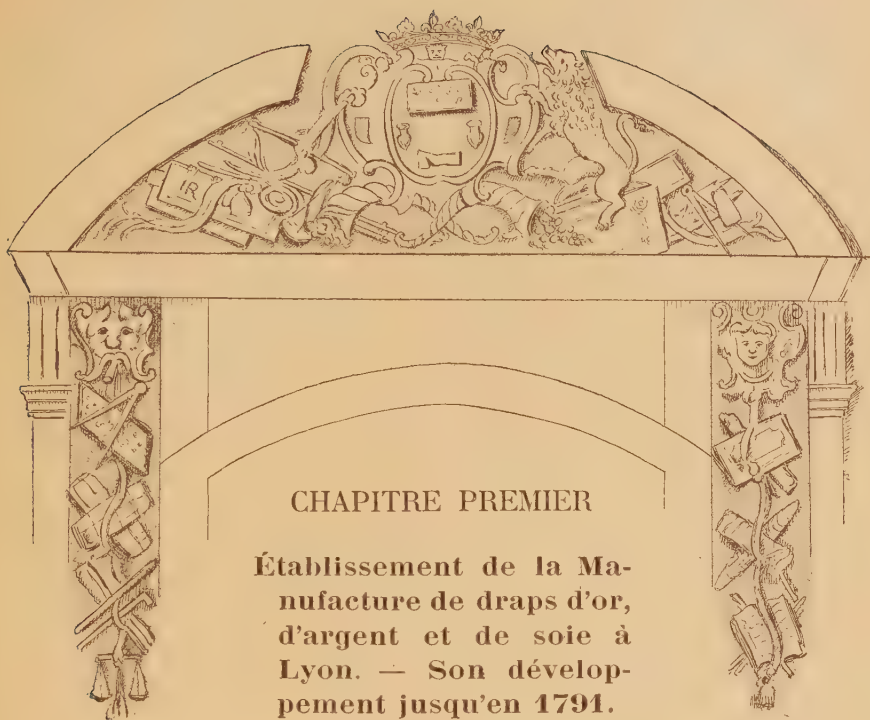
Le lecteur s'étonnera peut-être que nous n'ayons point fait de parallèle entre la vie sociale et professionnelle d'autrefois et d'aujourd'hui. Souvent, en lisant certains faits, il aura à penser — déjà — et à s'arrêter pour comparer le présent au passé. C'est le but de notre ouvrage, et ce que le lecteur fera de lui-même et mieux que nous, nous avons jugé superflu de le faire. On a découvert de nos jours la question sociale, et il n'est d'étude historique qui ne s'efforce de démontrer qu'elle est contemporaine de la première organisation industrielle, si ancienne fût-elle. Établir cette vérité une fois de plus nous a paru peu important, comme aussi d'accoler aux faits anciens les mots nouveaux par lesquels nous caractérisons les différentes phases de la lutte du capital et du travail.

Sur le sujet que nous avons traité rien de complet n'a été écrit; beaucoup de légendes se sont propagées et nous avons cru utile de leur opposer la vérité historique, nous efforçant de reconstituer avec son aide la vie professionnelle et sociale de cet ouvrier en soie qui a illustré et enrichi notre ville de Lyon. Dans le choix de notre étude nous avons aussi été guidé par le désir de montrer ce que peuvent être les thèses d'une Université régionale. Le doctorat ès sciences économiques et politiques permet d'aborder ces sujets d'histoire industrielle et c'est pour l'obtenir que nous avons écrit ces pages. Puissent-elles inspirer le goût de semblables recherches; un travail sur les communautés d'arts et métiers lyonnaises est à faire; certaines d'entre elles, par leur importance, fourniraient les éléments nécessaires à d'instructives monographies. Et ces études, d'une originalité réelle et d'une véritable utilité, seront, nous l'espérons, entreprises par nos successeurs à l'Université de Lyon. Ses professeurs sont des guides sûrs, dont nous avons pu apprécier le dévouement, et notre reconnaissance va tout particulièrement à M. Pic, professeur de Législation industrielle, qui a bien voulu nous conseiller en nos recherches.

Ces dernières sont aussi simplifiées par la complaisance de MM. les bibliothécaires et archivistes de Lyon. Nous n'avons eu qu'à nous louer de la facilité avec laquelle nous avons pu consulter livres et

documents et nous tenons à remercier de leur aide efficace M. Royet, bibliothécaire de la Chambre de commerce, et M. Favier, chef du bureau des Archives municipales, dont nous avons pu apprécier la cordialité et l'érudition ès choses lyonnaises.

Notre ambition est de terminer cette monographie de l'Ouvrier en soie et, à la période que nous venons d'étudier, d'ajouter celle qui se déroule jusqu'à nos jours. C'est là une grande tâche que nous avons le désir de mener à bien. L'accueil que feront les lecteurs au volume que nous leur présentons aujourd'hui nous dira si nous sommes trop ambitieux et si nous devons compléter l'œuvre entreprise.



SOMMAIRE

Causes qui amènent dans un milieu l'établissement d'une industrie spéciale. — Caractère artificiel du développement de la manufacture de draps d'or, d'argent et de soie à Lyon. — Lente immigration d'ouvriers venus d'Italie et d'Avignon, appelés par les besoins de la clientèle religieuse et le mouvement des foires. — Edit de 1450 accordant à Lyon le monopole du commerce des soieries. — Intervention de Louis XI (1466). — Création, de par la volonté du Roi, d'une manufacture. — Opposition des conseillers de Lyon. — Transfert des ouvriers à Tours (1469). — Compte des deniers « bailles et deslivres » par Jehan Girard « pour le deffrayement et delivrance des maistres et ouvriers de draps de soye naguere menez en la ville de Tours » (1470). — Lents progrès de l'industrie des ouvriers restés à Lyon. — Essor donné par Turquet et Nariz. — Lettres patentes de 1536. — Aide pécuniaire accordée aux ouvriers par le Consulat. — Relation de Marino Cavalli, ambassadeur vénitien (1546). — Règlement de 1554. — « Rolle des ouvriers travaillant en l'art de la soye » en 1575. — Exagération de la plupart des dénombrements. — Recensement de 1621. — Résultats donnés par « le livre de visite commansé le 28 janvier 1660 par les maistres jurés de la ditte anné ». — Visite de 1667. — Chiffre de la population de Lyon en 1694 et 1698. — Résultats de la visite générale de 1739. — Détails sur la manière dont il fut procédé à la visite de 1752; ses résultats. — Population de Lyon de 1750 à

1752. — Renseignements sur le nombre des maîtres, de leurs auxiliaires et de leurs métiers donnés par les visites de 1761 à 1788. — Recensement de Lyon en 1788-1789. — Tableau du nombre des personnes employées à la manufacture de 1575 à 1788. — Tableau du nombre de métiers de 1621 à 1788. — Chiffre maximum des personnes employées à la manufacture. — Influence de l'idée corporative sur la manière dont les résultats des visites sont interprétés (1).

Si l'on étudie les causes qui ont amené à Lyon l'établissement du tissage de la soie, si l'on cherche les raisons du prodigieux développement de cette industrie, on demeure tout d'abord étonné. Comment se fait-il, en effet, qu'un art aussi spécial ait été exercé dans un milieu où rien ne se prêtait soit à son inspiration, soit à son exécution matérielle, et y ait fleuri au point de rendre inséparables son nom et celui de Lyon ? L'histoire nous montre que tout fut artificiel dans l'établissement de la manufacture ; elle fut transplantée à grands frais et exigea, plante précieuse végétant sous un climat étranger, des soins minutieux, une incessante sollicitude du Consulat et de la Royauté. De longs siècles passèrent que nous allons étudier, pendant lesquels, avec d'inquiétants malaises, des crises terribles, l'art du tissage s'acclimata peu à peu, et il fallut pour le maintenir, pour en faire une industrie locale vigoureuse, comme si elle avait pris naturellement naissance à Lyon, des interventions d'Etat telles, qu'elles porteraient atteinte même au minimum de liberté que les théories les plus socialistes laissent à l'individu.

Une industrie comme celle qui nous occupe prend naissance spontanément dans un milieu où abonde la matière première qui lui est nécessaire, où l'habitant est obligé, pour en tirer parti, de la travailler ; celui-ci acquiert ainsi peu à peu une grande habileté dans l'exercice d'un métier qui lui est en quelque sorte imposé. Or, Lyon et sa région ne furent jamais, et cela seulement au ^{xviii}e siècle, qu'un petit centre de culture du mûrier et d'élevage du ver à soie, et ce fut aussi artificiellement qu'ils furent un centre de tissage. Le mûrier eut à s'acclimater comme le métier. Les habitants de Lyon n'étaient en rien préparés au maniement délicat et patient de la soie, et le climat de la ville, humide et brumeux, semblait devoir rendre impossible la mise en œuvre d'un produit originaire des pays de l'Orient,

(1) Pour les références des documents que nous citons dans ce chapitre, voir les chapitres I et II de notre Classement méthodique des archives.

au ciel pur nécessaire à l'éclat de ses reflets. Par la situation même de la ville, ses habitants étaient naturellement confinés dans le négoce, où ils surent exceller. Mais ils firent plus : non contents d'être les entrepositaires des soieries italiennes, ils voulurent fabriquer eux-mêmes ces étoffes dont on faisait un trafic si considérable dans leurs murs. Ce furent les besoins d'une clientèle locale très restreinte, et à la consommation de laquelle un petit nombre d'ouvriers en soie pouvait suffire, qui amenèrent à Lyon les premiers tisseurs ; c'est de cet embryon d'industrie qu'à coups d'ordonnances, de privilèges, de règlements, la Royauté parvint à faire sortir ce qu'on appellera la grande Fabrique, qui devait satisfaire au luxe du monde entier.

Dans son ordonnance du 23 novembre 1466, Louis XI, essayant de créer de toutes pièces la manufacture, déclare qu'il y en a déjà un « commencement ».

Qui avait commencé la manufacture à Lyon ? A quels besoins répondait-elle avant 1466 ?

Une tradition, à laquelle dans le courant du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècle tous les auteurs se réfèrent, attribue aux Lucquois l'établissement à Lyon de la fabrique. Un rapport de la Chambre de commerce en date du 24 février 1753 déclare que les « Lucquois, nos auteurs, en jetèrent les fondements », et à ce sujet M. Pariset nous dit : « Cette tradition de la Chambre de commerce qui fait des Lucquois les fondateurs de l'industrie lyonnaise mérite attention. L'exode des Lucquois pendant le ^{xiv}^e siècle à la suite des guerres civiles et leur dispersion en Italie, en France, en Allemagne, sont des faits connus. Faut-il admettre que les riches négociants italiens qui étaient établis à Lyon y attirèrent quelques-uns de ces réfugiés lucquois, ouvriers tisseurs en soie ? Serait-ce là cet embryon d'industrie, ce commencement auquel Louis XI fait allusion dans ses lettres patentes de 1466 ? » Peut-être ; il serait téméraire d'avancer qu'aucun Lucquois ne vint à Lyon, mais il ne nous paraît pas qu'il y eut du jour au lendemain un établissement de métiers par des ouvriers fuyant leur pays et appelés par des compatriotes. Nous verrons tout à l'heure le succès d'un identique procédé. Il y eut plutôt une lente infiltration de tisseurs en soie venus au fur et à mesure des besoins qui se manifestaient et dont nous pouvons suivre la marche ascendante dans la vallée du Rhône. Qu'on se souvienne du long séjour de la Papauté à Avignon ; elle y a apporté son luxe, et à sa suite tout un peuple d'artisans s'est installé dans la ville papale. Les tisseurs de soie sont du nombre, et les papes introduisent dans le Comtat Venaissin la culture du mûrier et l'élevage du ver à soie. Lorsqu'en 1377 Grégoire XI eut reporté à Rome le siège de la Papauté, un certain nombre d'ouvriers restèrent, créant une manufacture qui

devint assez florissante (1). Mais beaucoup émigrèrent, cherchant du travail : ils en trouvent à Vienne, où tout un peuple de chanoines se presse dans la cathédrale Saint-Maurice ; à Lyon, la ville des martyrs, centre religieux important, où à côté des cérémonies du culte se multiplient les réceptions somptueuses de rois et de princes. Et ils se fixent dans ces deux villes, tissant pour les églises les étoffes dont les brodeurs feront de somptueux ornements d'autels, de lourdes sculptures d'or, d'argent et de soie pour les chapes et les chasubles (2).

Centre religieux, Lyon était en outre par sa situation tout désigné pour devenir un centre d'échanges. De célèbres foires très fréquentées font affluer dans ses murs les marchandises italiennes et spécialement les soieries, et Charles VII pour faciliter la perception des droits accorde à Lyon, par un édit de 1450, le monopole du commerce des soieries pour tout le royaume. De là à vouloir lui assurer un monopole de fait pour la fabrication il n'y a qu'un pas, vite franchi alors surtout que la volonté du Roi peut tout. Et c'est pourquoi Louis XI fait la très instructive tentative que nous allons raconter, qui met en face de la réussite lente et sûre d'une industrie nécessaire dans un milieu où elle trouvait suffisamment de consommateurs, l'échec de l'anormale création d'une manufacture là où rien autre que l'intervention du Roi ne pouvait concourir à son succès.

C'est le 23 novembre 1466 que Louis XI rend l'ordonnance dont nous extrayons les lignes suivantes : « Comme Nous considerans la grant voidange dor et dargent que chacun an se fait de nostre royaume es moyen et occasion des draps dor et de soye qui sont debitez et exploitez en nostre dict royaume en diverses manieres qui

(1) C'est à Avignon que le Consulat achète l'étoffe nécessaire à ses robes, et en 1389 nous relevons le paiement fait « a Nicholas Radisson pour vi pieces de satain roge que il acheta Avignon du commandement des conseillers Lxv escus qui valent Lxxiii fr. ii sols. Item por lo change de Lxx escus qui estoyent en moneya que je changis a or pour tramectre Avignon por achetar ledit satains iiii deniers pour piece, xxiii sols iiii deniers », — (C. C., 383.)

(2) Contre cette tradition qui attribue aux étrangers la création à Lyon non seulement de la manufacture de soieries, mais aussi de la plupart des industries d'art, M. Natalis Rondot s'élève avec force appuyant sa démonstration de nombreux documents. Il établit que sur cinq mille deux cents artistes ou maîtres de métiers qui ont travaillé à Lyon du xiv^e au xviii^e siècle, deux cent cinquante seulement étaient étrangers. Sur cent maîtres étrangers on ne compte que douze faiseurs de draps de soie ou de velours, ou tissutiers. Et en tout, d'après les renseignements donnés par les rôles des tailles, les comptes et les documents originaux de toute sorte, il n'y eut que vingt-neuf faiseurs de draps de soie étrangers, se décomposant ainsi : vingt-six Italiens (dix-huit au xv^e siècle, huit au xvi^e siècle) ; deux Flamands (xv^e siècle) ; un Suisse (xv^e siècle). Si l'on excepte les maîtres italiens attirés au xv^e siècle par la tentative de Louis XI et qui ne firent que passer, on s'aperçoit que l'influence étrangère eut peu d'action sur le développement de la manufacture. Toutefois il faut tenir compte que, si du côté des maîtres et ouvriers il y eut peu d'étrangers, il y en eut beaucoup du côté des marchands et négociants, à commencer par Turquet et Nariz, Piémontais ou fils de Piémontais.

peut monter par chacun an ainsi que remonstre nous a este a la somme de quatre a cinq cens mille escus ou environ et pour donner ordre que lart et ouvraige de faire lesdicts draps dor et de soye soit commence et introduit en nostre dicte ville de Lion en laquelle comme lon dit en y a ja aucun commencement Ayons par grant et meure deliberacion de Conseil conclud et ordonne faire mectre sus et introduyre ledict art et ouvraige de faire lesdicts draps dor et de soye en icelle nostre ville de Lion Et pour ce ordonne faire venir audict lieu maistres et ouvriers appareillieurs et autres experimentez tant au fait de louvraige de ladicte soye comme es tainctures et autres choses a ce propres et convenables et aussi pour faire les molins ostilz et autres habillemens qui y seront necessaires lesquelles choses comme chacun peut savoir ne peuvent estre faictes sans aucune despense mesmement au commencement et introduction dicelles..... » Pour couvrir ces dépenses nécessaires, le Roi a recours à un impôt extraordinaire et ordonne « la somme de deux mille livres tournois estre mise sus et levee en icelle (ville de Lion) pour ceste foiz et pour lannee qui commencera le premier jour de janvier prochain venant icelle somme estre convertie et employee tant au payement et salaire desdicts maistres ouvriers comme des utilz calement et descheutes des soyes et autres choses qui seront necessaires pour lintroduction et commencement de louvraige dessusdict et ce sans prejudice de lafranchissement de tailles par nous donne a noz chiers et bien amez les conseilliers bourgeois et habitans de nostre dicte ville de Lion. »

Le lendemain 24 novembre le Roi complétait son ordonnance par des lettres patentes adressées aux généraux des finances, au Sénéchal et aux élus de Lyon, dans lesquelles il indiquait les privilèges octroyés « aux ouvriers et ouvrières qui viendront demourer audict lieu de Lion pour faire exercer ledict ouvraige et artifice de drap dor et de soye et autres dependances ».

Il sagissait donc, non point de développer une industrie déjà existante, mais surtout d'attirer un personnel nombreux qui pût créer la manufacture. Privilèges et faveurs sont offerts en grand nombre.

Toutefois le Roi songeait bien aussi aux habitants de Lyon, auxquels il fallait avant tout faire accepter l'imposition de 2,000 livres tournois comme une marque d'intérêt. Et leur rôle dans la nouvelle industrie est tracé par le Roi dans une lettre qu'il leur adresse le 15 décembre : « Nous par grant et meure deliberacion de Conseil ayons ordonne faire mectre sus icelluy art de draps dor et de soye pour estre fait et exerce en nostre dicte ville de Lion et pour ceste cause y faire venir hommes et femmes experimentez a ce faire et sommes advertiz considere que cest chose honnorable et honneste

et a quoy se pourront occuper licitement hommes et femmes de tous estaz que dix mille personnes tant de ladicte ville que des environs et tant gens deglise nobles femmes de religion que autres qui a present sont oiseux y auront honneste et prouffitable occupacion. » Cette même pensée de mettre à la portée de tous, et surtout des femmes et des enfants, un métier qui pût leur procurer des ressources, se trouve de nouveau exprimée dans le préambule du règlement d'avril 1554 ; après la constatation des succès déjà obtenus, il y est dit : « Oultre ce plusieurs pauvres personnes jeunes filles et enfans de nostre dicte ville de Lion sexerseront a la dicte manufacture et mestiers qui en dependent et y gagneront aisement leur vie sans tomber en oysivetez et mandicitez » (1). C'était là pour le menu peuple une agréable perspective d'avenir et, dans la ville, de si bien-faisants efforts de la puissance royale devaient produire les meilleurs résultats.

Il fut loin d'en être ainsi. Les lettres et ordonnances du Roi sont l'objet de longs commentaires ; jaloux des prérogatives de leur cité qui est libre, bourgeois et notables ne peuvent que s'insurger contre la volonté royale. Créer avec les deniers des habitants une manufacture dont la direction restera entre les mains du Roi, n'est-ce pas une atteinte aux privilèges de Lyon ? Et les conseillers, se faisant l'écho des plaintes unanimes, délibèrent le 31 décembre 1466 : « Et au regard desditz draps dor et de soye ont este tous doppinion que atendu que la matiere estoit et est de grant poys et coustange icelle matiere bonnement ne se pourroit conduyre ne mestre a effect pour si peu que de deux mille livres tournois non pas comme estoient doppinion et disoient lesdits Janin de Bruyeres Guillaume Dodieu Jacques Caillie et certains autres marchans experts et cognoissans en tieulx matieres pour trente ou quarente mille livres et pour ce que avant que lon tire plus avant ne mectre sus deniers lon sache plus a plein devers ledit maistre Guillaume Cusinot et autres a ce commis comme ils entendent que ledit art et ouvraige desdits draps dor et de soye sera mis sus et se pourra conduyre en ladite ville ne par queulx gens et ou viendra le prouffit ne qui fournira au surplus desdits deux mille livres et se fait on deliberera plus a plein en la matiere et se ledit Cusinot et autres a ce commis ne vouloient faire autre declaration ains vouldissent proceder a leur dite commission et contraindre a mectre sus ladite somme de deux mille livres non y consentir ains envoyer devers le Roy pour rompre ladite commission ou y avoir

(1) A la même époque et au sujet de l'établissement d'une manufacture de soieries dans leur ville, les Capitouls de Toulouse proclament que « plusieurs jeunes filles pauvres qui vaguent par les rues et plusieurs femmes vieilles en devuidant et doublant les soies qui est un travail leger pourront ainsi gagner une piece d'argent pour vivre ».

autre provision necessaire. » Bien clairement le Consulat avoue ses inquiétudes : par quels gens sera dirigée la manufacture, ceux du Roi ou ceux de la ville ? Quel profit en tirera-t-on ? Qui payera le déficit ?

Suivant le plan arrêté dans sa délibération, le Consulat envoie une délégation à Guillaume Cousinot. Celui-ci, conseiller et chambellan du Roi, était chargé de la mise en vigueur de l'ordonnance du 23 novembre ; il ne veut « faire aultre ouverture ne declaration sinon que tout se feroit et conduiroit bien et quil mettroit sa commission a exerçisse ». Les négociations risquaient d'en rester là ; il fallait employer les grands moyens et la Ville adresse un cadeau de poissons accompagné d'un mandat « de la somme de cent escus dor nuef a present aïans cours... pour icelle estre baillee donnee et deslivree... a noble homme Messire Guillaume Cousinot chevalier seigneur de Monstreul conseiller et chambellan du Roy commissaire ordonne de par ledict seigneur a mectre sus et imposer en ladite ville la somme de 2000 livres tournois avec les fraiz necessaires pour introduyre et encommencer en icelle ville lart et ouvrage des draps dor et de soye affin davoir terme respit et deslay dudit Messire Cousinot commissaire denvoyer devers le Roy pour assuper et abolir ladite commission quant pourra ou y avoir autre telle provision et remede quil plaira audit seigneur ». En attendant que le mandat ait produit son entier effet et pour plus de sûreté, le Consulat demande en outre directement au général des finances de surseoir à la levée des deux mille livres tournois jusqu'au moment où le Roi aurait fait réponse à la requête qui lui a été adressée. Celle-ci lui est portée à Bourges par Pierre Varinier et Jean Palmier, docteurs en lois, assistés de G. Pol, conseiller de la ville. Il est remontré respectueusement au Roi qu'on ne saurait à Lyon fabriquer les étoffes de soie au même prix qu'en Italie, la différence montant à un demi-écu d'or par aune ; puis dévoilant leur secrète ambition, à peine masquée sous une raison d'économie et d'intérêt général, les conseillers ajoutent : « Et neantmoins quant le bon plaisir du Roy seroit quil se feist (l'établissement de la manufacture) ils seroient et estoient toujours prestz de obeir de tout leur pouvoir mais bien leur sembloit que quant le plaisir du Roy sera que l'ouvrage tire avant et quil y ait ouvriers et gens pour ce faire et que iceulx conseillers en eussent la conduite par leurs mains len y pourroit trouver autre maniere de faire plus convenable et a moins de fraiz et despens. »

Prenant les devants, le Consulat entre en pourparlers avec les ouvriers, nommant une commission chargée de débattre avec eux les conditions auxquelles ils veulent exercer leur art dans la ville. C'est ainsi que, le 17 mars 1467, Jean Buatier et Guillaume Pol, membres de cette commission, amènent à l'Hôtel de ville « ung

nomme maistre Juvenal lun des principaulx maistres dudit ouvrage et avec luy Pierre Thomassin et Pierre Palmier pour practiquer la matiere et apres plusieurs parolles et ouvertures ledit maistre Juvenal dit Cose declaira quils ne pourroent besoigner ne continuer ledit ouvrage a moyns de vi^e florins pour an de provision avec delivrance de tous utils necessaires pour ledit mestier et les maisons desdits ouvriers avec les libertes et privileges que le Roy leur avoit donne ». Les conditions ne laissaient pas que d'être dures, surtout si l'on remarque que les dits ouvriers parlent de continuer leur travail; ils étaient donc déjà établis n'ayant pas attendu la faveur royale et deux d'entre eux ont des noms bien français; peut-être leur devait-on pour partie le commencement. Il nous semble, à voir l'exagération de cette demande, qu'il y eut là une tactique du Consulat suscitant des démarches de ce genre pour venir à l'appui de sa thèse qu'il fallait lui laisser toute liberté de « trouver autre maniere de faire plus convenable et a moins de fraiz et despens ».

Malgré délégations, mandats et requêtes, le Consulat fut forcé d'obéir, et le 18 avril 1467 une ordonnance datée de Blois prescrivait la levée des 2,000 livres. Dès le mois de juin, les habitants de Lyon sont frappés d'une taille d'un denier par livre, le produit devant en être affecté aux « maistres ouvriers teinturiers filateurs et a toutes autres choses necessaires pour mectre sus lesdictz art et artifice et aussi les soyes ». Le Consulat n'eut plus qu'une ressource, faire trainer en longueur le paiement de la taxe, et il continua ses intrigues auprès de G. Cousinot qui, le 9 mai 1467, entre la date de l'ordonnance et sa mise à exécution, lui expliquait que si les affaires en ce qui touche « les foires les gens darmes et le fait des draps dor et de soye nont pu estre sitot besoignees », c'est, qu'on lui pardonne ce naïf détail, que « le Roy a este ung peu malade des esmoreydes dont Dieu mercy il est tres bien gary et est plus sein quil ne fut vingt ans ».

En 1469, il restait 300 livres à recouvrer sur l'imposition des 2,000 livres tournois. Dans les chartreaux de la taille spéciale « pour l'ouvraige et la facture des draps dor et de soye » pour cette année 1469, nous trouvons seulement cinq veloutiers et un teinturier devant le nom desquels le comptable a marqué « non » pour indiquer qu'ils bénéficient de l'exemption accordée en 1466. Mais pour faire prospérer l'industrie naissante, il fallait plus que des exemptions et des privilèges; une aide efficace était nécessaire que la lente levée de l'imposition rendit illusoire. Ce fut la seconde tactique du Consulat, qui, n'ayant pu décourager le Roi par ses calculs exagérés, mit ses projets en échec en ne les soutenant pas pécuniairement. L'annonce de la création de la manufacture avait dû attirer à Lyon un certain nombre d'ouvriers en soie; déçus dans leurs espérances, se trouvant

dans un milieu plutôt hostile, certains n'attendirent pas le transfert à Tours et retournèrent d'où ils étaient venus. Dans un chartreau d'une taille levée « pour la fortificacion reparacion et cloture de ladite ville » au mois d'août 1468, en face de la mention « les faiseurs des tyssus en la maison du Basque sur les foussés de la Lanterne » est inscrite l'indication « *recesserunt* ».

Si le Roi ne voulait pas voir tous les ouvriers de sa manufacture suivre ces « faiseurs de tyssus », il lui fallait au plus vite prendre des mesures. Il y avait encore à Lyon un petit nombre d'ouvriers étrangers attirés par les avantages qu'ils pensaient trouver et qui, plongés dans la misère, allaient se disperser. Louis XI ordonna leur transfert à Tours, donnant à cette décision ce simple motif qu'il avait particulièrement à cœur que « le mestier des draps de soye soit faict et continue en sa ville de Tours ». Une lettre de cachet datée d'Amboise, du 12 mars 1469, apporte cette nouvelle aux conseillers de Lyon, ajoutant que le Roi leur adresse Marc Picot, trésorier de Nîmes, chargé de diriger sur Tours « les ouvriers dudit mestier avec les molins mestiers chaudieres et autres choses necessaires a icelluy mestier » qui se trouvent actuellement à Lyon. Sa Majesté prescrit à Marc Picot de faire défrayer par la Ville les ouvriers de tout ce qu'ils doivent, n'importe à quelles personnes et en quelque lieu que ce soit, et pareillement de payer comptant toutes les pièces du matériel qui doit être emporté à Tours. Le Roi enjoint au Consulat de prêter son concours à l'accomplissement de ses ordres, ajoutant, ce qui peut paraître une ironie, qu'il ne peut moins faire, « veu laffection que nous avons tousiours monstree au bien de nostre dicte ville de Lion et des habitans dicelle ».

Sans difficultés, le Consulat paya à Marc Picot « la somme de cent escuz dor » (1). La tentative royale avait échoué et les conseillers, qui y avaient contribué, ne durent pas trouver trop forte la note qui leur restait à payer. Une perte d'argent n'était rien quand il s'agissait d'éviter tout empiètement de la Royauté sur les privilèges de la Ville. Elle avait eu à acheter les soies (2), elle pouvait bien payer les

(1) Voici le texte du reçu délivré par Marc Picot : « Je Marc Picot tresorier de Nismes commis par le Roy a conduire et mener les mestiers et ouvriers de lart de la soye qui par cy devant ont besongne et ouvre en cette presente ville de Lion confesse avoir eu et receu de Messieurs les conseillers de ladite ville par les mains de Jehan Girard tresorier dicelle ville la somme de cent escuz dor laquelle somme ils mont baillee comptant pour employer en la conduite charroy et despens desdits ouvriers et mestiers de ceste dite ville de Lion jusques en la ville de Tours ou le Roy nostre seigneur a ordonne les faire mener. »

(2) « Sensuyvent les soyes que j'ai achetees et fait achaptees par les mains de maistre Perocquet. » — Cette note, qui va du 20 février 1466 au 27 novembre 1469, porte qu'il fut acheté onze balles de soie pesant cent cinquante livres, plus trois cents livres à 3 écus pour livre, deux balles à 2 écus trois quarts, une à 3 écus deux tiers. Les marchands de soie étaient : Jehan Lombart, Martin de Forie, Barthelemy Baudemont, Jacques l'Espainnol, Guillaume Hardy de Paris et Sarvadour de Lalles.

dettes des ouvriers; et le compte du trésorier de la ville, en 1470, résume cette petite lutte où la bourgeoisie avait vaincu, au détriment des ouvriers qui, à voir le détail suivant, devaient se trouver dans le plus entier dénuement. Cela est curieux et très instructif; la Royauté donnait largement privilèges et faveurs, mais elle ne pouvait rien sans les villes qui fournissaient l'argent; leur union était nécessaire, et plus tard c'est elle qui fera le succès de la manufacture. Mais lisons le compte des dettes, qui est une esquisse précieuse de la vie matérielle des ouvriers en draps d'or et de soie de 1466 à 1469 :

« Cest ce que Jehan Girard tresorier de la ville de Lyon et receveur des deniers communs dicelle a paye baille et deslivre desdicts deniers communs par le commandement et ordonnance de Messieurs les conseillers de la ditte ville es personnes dessoubznommees pour le deffrayement et delivrance des maistres et ouvriers de draps de soye naguere menez en la ville de Tours ainsi que le Roy nostre sire le vouloit et mandoit par ses lettres closes adressez sur ce a la ditte ville.

« Et premierement a paye et deslivre ledict Girard a Estienne Rey et sa femme appelee la Niegra pour et au nom de deux desdicts maistres et ouvriers desdicts draps de soye nommez lun Estienne de la Vauge et lautre Raphael de Pareto et que iceulx ouvriers leur devoient pour despenses faictes en leur hostel 2 l. 10 s.

« Item plus esdict Estienne Rey et sa femme pour et au nom dun autre desdicts ouvriers nomme Balthasal de Soloyre et que iceluy Balthasal leur devoit pour despenses faictes en leur maison 28 s. 9 d.

« Item a Michiel le bolangier de Chaponost pour et au nom desdicts Estienne de la Vauge Raphael de Pareto ouvriers desdicts draps de soye pour pain a eulx par ledict Michiel baille . . . 27 s. 6 d.

« Item plus audict Michiel pour et au nom de Balthasal de Soloyre ouvrier pour pain a lui baille par ledict Michiel . . . 12 s. 6 d.

« Item audict Michiel bolangier pour et au nom de maistre Andre Stelle ouvrier desdicts draps de soye pour pain a lui baille par ledict Michiel 2 l. 1 s.

« Item a Jehan Pivot bolangier pour et au nom desdicts Estienne de la Vauge et Raphael de Pareto ouvriers pour pain a eulx par ledict Pivot baille. 17 s. 6 d.

« Item a Janin Guillet tisserand pour et au nom desdicts de la Vauge et de Pareto ouvriers pour ouvrage de toile 21 s. 3 d.

« Item a Annequin le pelletier pour et au nom desdicts de la Vauge et de Pareto pour ouvrage de pelleterie. 20 s.

« Item a Thomassin de Grimaud Gennevoys pour et au nom desdicts de la Vauge et de Pareto ouvriers pour pret dont ledict

Grimaud avoit leurs robes pour trois escus dor valant de monnoie 4 l. 2 s. 6 d. tournoys.

« Item a maistre Thomas le barbier pour et au nom desdicts de la Vauge et de Pareto ouvriers et tant pour barberie comme pour sirurgie 15 s.

« Item plus audict maistre Thomas le barbier et au nom de Balthasal de Soloyre ouvrier desdicts draps de soye pour barberie et sirurgie un escu dor valant en monnoie 27 s. 6 d.

« Item plus audict Thomas le barbier pour et au nom de maistre Yllarion de Saciez ouvrier desdicts draps et pour barberie et sirurgie 12 s. 6 d.

« Item a Loys Faure espicier pour et au nom dudict Balthasal de Soloyre ouvrier et pour certaine quantite de toile achaptee par ledict de Soloyre dudict Loys 2 l. 5 s.

« Item au grand Pierre le fromagier pour et au nom desdicts Estienne de la Vauge et Raphael de Pareto pour fromages a eulx bailles 8 s. 1 d.

« Item plus audict Pierre le fromagier pour et au nom dudict Balthasal de Soloyre et pour fromages a lui vendu . . . 12 s. 6 d.

« Item plus audict fromagier pour et au nom de maistre Yllarion de Saciez et pour fromages a lui bailles 10 s.

« Item a Rolet le cordoannier pour et au nom dudict Balthasal de Soloyre pour souliers a lui bailles 17 s. 6 d.

« Item a maistre Anthoine de Schassangiers tissutier pour et au nom dudict maistre Andre Stelle et pour soye baillee audict Stelle. 15 s.

« Item a Claude Roquetan perollier (1) pour et au nom dudict maistre Andre et pour ouvrage de perollerie 10 s.

« Item a une femme nommee la Jehanne pour et au nom dudict maistre Andre et pour le nourissage dun sien enfant 3 l.

« Item a Jehan Tolain bolangier pour et au nom de maistre Yllarion de Saciez ouvrier desdicts draps de soye et pour pain baille audict maistre Yllarion 6 l. 6 s. 3 d.

« Item a Jehan Gerson cordoannier pour et au nom dudict maistre Yllarion et pour souliers bailles audict 10 s.

« Item a Archaimbaud Munier bochier pour et au nom dudict maistre Yllarion et pour vendition de cher 2 l.

« Item a Ansaldo Justinien Gennevoys pour et au nom dudict maistre Yllarion et que iceluy maistre Yllarion devoit audict maistre Ansaldo pour pret 2 l.

« Item a Rostaing Nicolas mercier pour et au nom de Guillaume le Bourguignon ouvrier desdicts draps de soye et pour marchandises de mercerie baillee audict Guillaume 25 s.

(1) Chaudronnier.

« Item a Pierre Charron pelletier pour et au nom dudict Guillaume le Bourguignon et pour ouvrage de pelletterie faicte audict Guillaume. 15 s.

« Item a Jehan Romanet chappellier pour et au nom dudict Guillaume le Bourguignon et pour despenses faites par ledict Guillaume en l'hostel dudict Romanet 7 escuz dor valant en monnoie 9 l. 12 s. 6 d.

« Item a Philippe Chappe notaire pour et au nom dudict Guillaume le Bourguignon et pour reste de vin vendu audict Guillaume. 20 s.

« Item a Jehan Vidal bochier pour et au nom dudict Guillaume et pour cher achactee dudict Vidal 18 s. 9 d.

« Item a Guillaume le More costurier pour et au nom dudict Guillaume le Bourguignon et pour ouvrage et vestemens faiz audict Guillaume 5 escuz dor et 11 gros qui valent en monnoie 16 l. 11 s. 3 d.

« Item a Denis Cochin affaneur (1) pour et au nom de Baptiste de Territ ouvrier desdicts draps de soye 25 s.

« Item a Jehan le vanneur pour et au nom des dessus nommez Raphael de Pareto et son compaignon 7 s. 6 d.

« Item a Anthoine Trognart bochier pour et au nom desdicts Raphael de Pareto et Estienne de la Vauge ouvriers et pour cher prise dudict Trognart 3 escuz dor valant en monnoie 4 l. 9 s. 6 d.

« Item a Claude Bonin drapier pour et au nom desdicts de Pareto et Estienne de la Vauge compaignons ouvriers es draps de soye et pour draps achepte dudict Bonin 5 escuz dor et 19 gros valant en monnoie 8 l. 1 s. 3 d.

« Item plus paye et deslivre audict Bonin pour et au nom de Balthasal de Soloyre et pour drap a lui baille 2 escuz 1 gros 10 deniers tournoys valant en monnoie. 3 l. 5 s. 10 d.

« Item plus audict Bonin pour et au nom dudict maistre Andre Stelle et pour reste de draps a lui vendu. 12 s. 10 d.

« Item plus audict Bonin pour et au nom de maistre Yllarion de Saciez et tant pour reste de vendition de drap comme pour louaige de maison 10 l. 2 s. 6 d.

« Item plus audict Claude Bonin pour et au nom de maistre Guicherd teinturier desdicts draps de soye et pour vendition de draps bailles et deslivres par ledict Bonin audict maistre Guicherd premierement 10 escuz dor et 3 gros 2 deniers dune part et 9 francs dautre part qui valent en monnoie. 22 l. 19 s. 7 d.

« Item a la veufve de feu maistre Mathieu le medicin pour et au nom desdicts Estienne de la Vauge et Raphael de Pareto et pour louaige de maison 2 escuz 16 gros qui valent en monnoie 3 l. 15 s. »

(1) Crocheteur, portefaix.

Ce compte au détail si particulier se monte à 123 livres 18 sols 6 deniers (1) et il fut arrêté le mardi « treiziesme jour de decembre lan 1470 ». Il n'est mention que de sept ouvriers en soie et d'un teinturier. Était-ce là tout le personnel de la manufacture, ou y avait-il d'autres ouvriers qui, plus fortunés, partirent sans laisser de dettes ? L'occasion cependant était bien tentante avant de se rendre à Tours, sachant que tout, suivant la volonté du Roi, serait réglé par la Ville, et six d'entre eux viennent acheter du drap au sieur Bonin, qui leur en délivre pour des sommes élevées, sa créance étant sûre. Le titre pompeux de « manufacture » peut faire illusion et il semble à distance qu'il y ait eu vraiment un grand concours d'ouvriers. Le mot ne fait rien à la chose et un exemple nous en est donné par Delamarre, nous parlant de la grande manufacture de soieries établie par Henri IV à Paris, au château de Tournelles : les ouvriers y étaient au nombre de quatre.

L'expérience royale était ainsi terminée. En vain Louis XI essayait-il, le 13 décembre 1473, de réclamer encore « sur certaines et grosses peines » 1,800 livres restant dues pour les ouvriers des draps de soie transférés de Lyon à Tours ; le Consulat refuse de les payer, et les draps d'or, d'argent et de soie semblent oubliés pour de longues années.



Après le départ des ouvriers que les avantages offerts par Louis XI avaient attirés, il ne resta plus à Lyon que ceux qui y étaient installés avant 1466 ou leurs descendants. Ils devaient être assurément en bien petit nombre et si le travail de la soie était représenté dans l'industrie de la ville, c'était par les tissutiers ou tissotiers. Dans la première moitié du x^v^e siècle, on trouve mention de trois tissutiers portant des noms français ; en 1493 il y en a seize. Ce n'étaient point des ouvriers en soie au sens véritable (2) ;

(1) Si nous voulons avoir une idée de la valeur actuelle de cette somme, nous trouvons qu'elle représenterait aujourd'hui 655 fr. 50. D'après les calculs de Leber et de d'Avenel, la livre, de 1456 à 1487, aurait eu une valeur égale à 5 fr. 29 de nos jours.

(2) Il importe de bien fixer ici le sens du mot tissutier ou tissotier, car beaucoup, et Rolle dans son *Inventaire des Archives municipales* est de ce nombre, croient que ce terme est synonyme de tisseur en soie. Il n'en est rien ; le nom de tisseur a toujours uniquement désigné ceux qui fabriquent des étoffes de soie, l'ancienne appellation de tisserand de draps et toiles étant tissier. Ce vieux mot a disparu, tandis que celui de tissutier est resté en usage jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Nous le trouvons employé dans les *Reglemens et statuts des maîtres passementiers, tissotiers et rubantiers de la ville de Lyon*, imprimés chez Jullieron en 1682, et aussi dans les nouveaux *Reglemens des maîtres passementiers, tissutiers et ruban-*

ils se contentaient de tisser des galons, passements et rubans, et formèrent plus tard, à côté de la Communauté de la grande Fabrique, une corporation à part. Les documents marquent bien d'ailleurs la différence des deux professions par la différence de titres. Le 7 février 1502 Bastien Escoffier, *tisseur*, est taxé « à riens, à cause de la grosse verolle que luy et sa femme ont heu si longuement et ont de présent » ; en 1507 Raphaël, *tissutier*, ne pouvant payer la taille, donne en gage au receveur de l'impôt un « brot à bec d'estaing appelé coquasse » pour 18 sols 8 deniers. Tisseur, tissutier sont artisans de corps de métiers connexes ; mais au premier la façon des draps d'or et des velours est encore inconnue, il œuvre simplement satins et taffetas ; au second appartient de faire rubans et galons. Et lorsque la Ville a besoin de velours et de draps d'or, elle les fait venir d'Italie. En 1486 elle délivre un mandat de 51 livres 17 sols 6 deniers tournois à Lionet de Roussi, « facteur de la banque Médicis », pour fourniture de huit aunes de velours noir offertes à M. d'Argenton ; en 1493 elle achète, toujours à la banque Médicis, « sept aunes de drap veloux cramesi » pour M. de Bochage, conseiller et chambellan du Roi, et en 1501 c'est « Berthelemi Panchati, marchand florentin », qui fournit « ung beau drap dor contenant quatorze aulnes demy octave à raison de 20 escuz l'aulne, dont a esté fait don à mondit sieur le Légat pour en faire vestemens et ornemens à sa chapelle ». Il serait aisé de multiplier ces exemples.

Les ouvriers en soie, de 1470 à 1536, sont peu nombreux, artisans isolés aux rares métiers qui battent dans le silence des rues étroites, tisseurs inexperts, et leur industrie n'a aucune influence sur la prospérité de Lyon : le Consulat le proclame hautement. En avril 1528, énumérant aux députés de la ville les représentations à faire au Roi, il leur recommande d'exposer « la paovreté desdicts habitans, lesquels depuis sept ou huict ans en ça ont esté, ainsi qu'il a pleu à Dieu, attaincts de peste, et pour y obvier et survenir en corps commun à porter de grans fraitz. Le populaire la pluspart longtemps a esté fugitif au moyen de quoy et de la stérilité du pays qui

niers de la ville et fauxbourgs de Lyon, publiés en 1744 chez Faucheux. Le chef-d'œuvre des tissutiers consistait à faire « un échantillon d'un dessin de ruban broché ou de galon figuré à leur choix sur le nombre de six qui leur sera offert et qui ne pourront porter moins de 12 retours et de 24 marches ». D'ailleurs, l'indication bien nette de la séparation professionnelle entre tissutiers et ouvriers en soie nous est donnée dans un procès réglé devant le Consulat le 4 janvier 1735. Les maîtres-gardes de la Communauté de la fabrique avaient saisi chez Benoit Blanchefleur, maître de la Communauté des passementiers, tissutiers et rubaniers, « un mouchoir en demi-aulne de large travaillé en chenille de soye trouvé sur l'un de ses métiers », et ils font prévaloir cette thèse « que les passementiers n'avoient pas le droit de fabriquer de pareilles étoffes qui ne pourroient se faire qu'à la grande navette, au lieu que les passementiers ne doivent se servir que de la petite navette pour faire des galons, rubans, passemens et autres semblables qui ne pouvoient pas excéder un quart de largeur ».

est estroict et les vivres si chères qui ont eu grant poine à vivre, car ladicte ville n'a aucune magniffacture soit de drapperye, de laine, de soye, de mercerye, bonneterie, quinquanerie, tapisserie ni aultres que ont les aultres bonnes villes et pays de ce royaume ».

Cependant il faut croire que, pour obtenir davantage, les habitants de Lyon se sont faits plus dépourvus d'industrie qu'ils n'étaient en réalité, car nous voyons en 1529 éclater une grande rebeyne : la population se soulève, la disette régnant dans la ville. Pour tout remède, le Consulat enrôle deux cents hommes, fait dresser onze potences sur diverses places et supprime les confréries des métiers à cause des abus qu'elles commettent, « tant en enchérissant les manufactures et matières que les forces et bandes qu'ilz font à chacun son enseigne et les ungs contre les autres ». C'est là une remarque générale, et pour le sujet particulier qui nous occupe il nous faut aller jusqu'en 1536.

« Environ ce temps, nous dit un chroniqueur, le Roy eut nouvelle que les Suysses estoient venus courir jusques auprès de Briançon qui est au pays de Dauphiné et avoient brûlé un village près du Château-Daulphin. Parquoy le Roy partit soubdainement... et vint à Lyon. » Après avoir ordonné « les affaires pour les municions de la guerre », il marche à l'ennemi. La perspective de son retour pousse alors deux Piémontais, Turquet et Nariz, à exposer leurs projets afin de profiter de la présence du Roi pour obtenir des privilèges. Voici comment maistre Claude de Rubys raconte leur démarche : « Or cependant que le Roy estoit en ce voyage, se présentarent aux eschevins de la ville de Lyon deux marchands natifs de Quiers en Piedmont, nommez l'un Estienne Turquet et l'autre Paule Nariz, qui remonstrarent auxdicts eschevins que s'ils pouvoient obtenir du Roy semblables privilèges pour des ouvriers en draps de soye comme avoit faict avoir à ceux de Tours feu Jaques de Beaune, sieur de Blançay, ils avoyent moyen de faire venir de Gênes et autres lieux bon nombre d'ouvriers en draps de soye et establir par ce moyen ladicte manufacture à Lyon qui seroit un grand moyen pour bonifier leur ville. A quoy lesdicts eschevins prestarent volontiers l'oreille et de faict le Roy estant de retour de son voyage de Provence d'où il avoit chassé l'Empereur et ses forces, ils en firent la requête à Sa Majesté, qui leur fut accordée, et leur en furent expédiées lettres en bonne forme données à Lyon au moys d'octobre l'an 1536. » Par ces lettres, François I^{er} accordait à Turquet et à Nariz ainsi qu'aux ouvriers étrangers qui viendront « besongner et résider en nostre dicte ville de Lyon et à leurs femmes et enfans qui viendront illec résider pour le résidu de leur vie », de nombreux privilèges.

Il ne s'agit plus de draps d'or et de soie, mais de velours,

François I^{er} voulant en enlever le monopole à Gênes. Il le déclare dans ses lettres : « Nous désirans peupler et augmenter nostre dicte ville de Lyon, qui est l'une des principales clefs et frontière de nostre royaume et la plus commode et propice pour faire lesdicts velloux. » Le succès vient confirmer les espérances du Roi, et de nombreux veloutiers suivent l'exemple de Turquet et Nariz ou répondent à leur appel. Le Consulat encourage cette entreprise faite avec l'appui de la Royauté, mais en dehors de sa direction, qui garde son caractère d'initiative privée favorisée par des privilèges. Il donne des gratifications élevées à un certain nombre de maîtres et en accorde une de 500 livres à Turquet. Lentement alors se développe la manufacture qui, au début, se spécialise et s'efforce de dépasser Gênes dans la perfection des velours. Nous disons lentement, car, dix ans après, Lyon n'avait pas encore la réputation d'être un centre de production de la soierie. Marino Cavalli, ambassadeur vénitien à la Cour de France en 1546, fait à son retour un rapport très détaillé sur ce qu'il a vu ou appris et il écrit : « Le commerce des soieries est très important. Madame la Régente a ordonné que dans la ville de Tours on établit des fabriques de tissus de soie, puisque les pays où ce produit est indigène ne se soucient guère d'en tirer parti. Aussi dans la ville de Tours on travaille la soie qui vient de l'Italie et de l'Espagne, et cette industrie va toujours en croissant. On y compte huit mille métiers. Plusieurs fabricants vénitiens s'y sont établis avec leurs familles et des Génois en plus grand nombre encore ; puis des Lucquois, sans compter les Français eux-mêmes qui ont appris le secret du métier. » Il semblerait, à changer le nom de la ville, que ce soit là le tableau de la manufacture de Lyon à cette époque, tel qu'on l'a toujours décrit jusqu'ici. Il était loin d'en être ainsi et jusqu'à la fin du xvi^e siècle les ambassadeurs vénitiens qui passent par Lyon comme Marino Cavalli ne disent rien de l'industrie de la soierie, s'ils font de curieuses peintures de la ville.

Si peu nombreux qu'aient été veloutiers et taffetiers, ils songent à s'ériger en Communauté. Leur industrie naissante a besoin d'être réglementée ; un règlement est un soutien qui ne tarde pas à devenir une gêne au jour du complet développement. En outre, les maîtres commençaient à acquérir une part d'influence et nous en voyons apparaître un, un veloutier, dans le syndicat de 1552, qui est l'acte de nomination des maîtres des métiers choisis ordinairement au nombre de deux dans chaque corps d'état.

Que nous rapportent les documents de l'époque sur le nombre des ouvriers en soie ? Il en est de deux sortes : les uns, officiels, ayant tous les caractères nécessaires de sincérité ; les autres, émanant de la Communauté et publiés pour obtenir quelque faveur ou quelque prohibition. Ces derniers ont besoin, pour appuyer leur démonstra-

tion, de chiffres éloquentes, et leurs auteurs ne se font aucun scrupule de grossir au-delà de toute vraisemblance le nombre des personnes employées à la manufacture. Cette exagération semble être de tradition dans la Communauté, et jusqu'à la fin du XVIII^e siècle nous trouverons employé ce moyen enfantin et peu scrupuleux qui fait citer des chiffres hors de proportion avec la population de la ville, la dépassant même. C'est ainsi qu'en 1555 la Communauté adresse au Roi une requête pour obtenir l'homologation du « Reiglement touchant l'art et manufacture des draps d'or, d'argent et de soye qui se feront dans la ville de Lyon et fauxbourgs d'icelle et en tout le pays de Lyonnois » qu'Henri II lui avait octroyé en avril 1554. Il y est déclaré qu'à Lyon douze mille personnes sont occupées au travail de la soie. Et renchérissant encore sur ce chiffre, un mémoire de la même époque, probablement de Laffemas de Humont, dont le but est d'obtenir la prohibition de l'entrée des soieries étrangères (1), en affirme la nécessité de la sorte : « Car nous avons à Lyon douze cents maîtres ouvriers en draps qui comptent plus de deux mil cinq cents mestiers et en compteroient un tiers de plus n'estoit que les estoffes qui viennent d'Italie et d'ailleurs hors du royaume en font choumer une partie et à l'entour de chacun de ces mestiers il faut pour le moins neuf personnes tant de famille, compagnons et apprentifs que pour le devidage des soyes : cela revient à trente mille personnes. »

Ramenons ces évaluations à de plus justes proportions. Lorsqu'il s'agit de projets, les chiffres se manient aisément ; mais faut-il accorder à certains le bénéfice de privilèges, on les restreint dans d'exactes limites. Et c'est ce qu'il advint en 1575, lorsque l'on dressa le rôle des ouvriers de l'art de la soie. Le Consulat en surveilla la confection, devant, d'après ce rôle, délivrer des attestations aux maîtres qui véritablement étaient en droit de jouir des faveurs accordées par les lettres patentes. Il comprend les vingt penonnages de la ville, et les totaux nous donnent :

- 164 velloutiers ;
- 34 taffetatiars ;
- 11 filleux de soye ;
- 15 tinturiers.

C'est là la manufacture au grand complet, ouvriers et compagnons, bénéficiant des privilèges ; il n'est pas question d'auxiliaires comme les tireuses de cordes, le métier à la grande tire étant

(1) Il en venait vraiment des quantités assez considérables et de toutes sortes : du 18 août 1569 au 22 novembre suivant, il est passé à la douane de Lyon des « soies crues et cuites, bourres de soie, taffetas de Lucques, de Raconnis et Milan, velours de Gênes, Reggio et Milan, damas de Florence, satins de Gênes, de Bruges, camelots de soie, draps de soie ras de Lucques, toiles rayées d'or et d'argent, crêpes de soie, etc. ».

inconnu. Deux cent vingt-quatre personnes, chiffre qu'on peut doubler pour comprendre dévideuses et apprentis ; nous sommes loin des trente mille personnes dont parle le mémoire que nous avons cité.

Le second recensement dont les rôles nous soient parvenus est du mois de juin 1621. Quatre listes furent dressées, qui donnent un détail rue par rue du nombre de maîtres, de métiers, d'apprentis et de compagnons. A la suite est l'indication des ouvriers qui ne travaillent point « pour n'avoir de besoigne ». Ces rôles furent établis chacun par un échevin assisté de deux bourgeois et d'un maître juré de la Communauté ; ils offrent ainsi toutes les garanties désirables d'exactitude, l'échevin et les bourgeois représentant l'intérêt de la ville dont les privilégiés diminuent les recettes, le maître juré veillant à ce qu'aucun membre de la Communauté ne soit omis.

Le premier rôle est le résultat de la « rescherche faicte par sieur Jean Guignard, l'ung des eschevins de ceste ville, assisté de MM. Cardon et Dugrimod, bourgeois de ceste ville, prins avec eux sieur Benoist Perier, maistre juré dudit art ». Ils parcourent la partie de la ville comprise entre les deux fleuves, de la rue Thomassin à la place des Terreaux, et relèvent les noms de quatre-vingt-dix-huit maîtres ayant cent neuf compagnons, trente-huit apprentis et trois cent dix-huit métiers. En outre, ils trouvent trente-trois maîtres dont les soixante-deux métiers sont inoccupés.

De leur côté, « sieur Benoist Bezin, l'ung des eschevins de ceste ville de Lyon, les sieurs Grollier, Caboud et Charles Bayle, appelés avec eulx Simon Jehan Henry et Boilleau, maistres ouvriers en draps de soye », font le recensement des « ouvriers en draps de soye fabricant vellours, taffetas et aultres draps de soye, lesquels lon a trouvé travaillians es penonnage du Griffon, de la coste Saint-Sébastien, penonnage de la Fontayne et Saint-Vincent », c'est-à-dire dans la partie de la ville comprenant le quartier des Terreaux jusqu'aux fortifications. Ils dénombrent cent trente-deux maîtres, ayant quatre-vingt-six compagnons, soixante-cinq apprentis et trois cent quatre-vingt-trois métiers ; ils comptent en outre quatorze fils de maîtres. D'autre part, soixante-dix-neuf maîtres ne travaillent pas qui possèdent cent dix métiers, ou, pour être exact, cent neuf et demi, l'un des maîtres dans la rue de la Boteille n'ayant « que la moitié d'ung mestier ayant bruslé l'autre pour estre incensé puis quinze jours en sa ».

En même temps, dans la partie de la ville s'étendant de la rue Thomassin à Bellecour et comprenant tout le quartier Confort, « sieur Claude Navergnon, l'un des eschevins, assisté des sieurs Gabriel Mozilly et sieur Colabaud », relèvent les noms « des veloutiers, taffetiers et guimpiers qui ont des mestiers qui travaillent » ; ils en trouvent cent quatre-vingt-sept occupant cent soixante-douze com-

pagnons, cent trente et un apprentis et trente-trois fils de maîtres, qui ont entre eux quatre cent quatre-vingt-onze métiers. D'autre part, quatre-vingt-deux maîtres ayant cent dix-huit métiers « n'ont des mestiers chargés de marchandises ».

Restait « le costé de Fourvière ». Le rôle ne porte point le nom de ses auteurs et très succinctement nous apprend qu'il y a soixante-treize maîtres ayant soixante et un compagnons, trente et un apprentis, quatre fils de maîtres et cent cinquante-six métiers ; trente-trois maîtres ne travaillent pas, le nombre de leurs métiers n'est pas indiqué : nous le supposerons de soixante, en calculant par analogie avec les chiffres précédents.

Si nous récapitulons, nous voyons qu'en 1621 à Lyon il y avait sept cent seize maîtres travaillant la soie ; nous ne disons pas ouvriers en draps d'or, d'argent et de soie, car parmi ces sept cent seize maîtres il y a des guimpiers qui ne font pas partie de la Communauté de la grande Fabrique. Ces maîtres occupent quatre cent vingt-huit compagnons, deux cent soixante-cinq apprentis et possèdent entre eux mille six cent quatre-vingt-dix-huit métiers. Ces totaux comprennent ouvriers travaillant ou non. Ajoutons que les rôles portent le nombre des fils de maîtres à cinquante et un ; ils ne tiennent compte évidemment que de ceux qui, dans l'atelier, font l'office de compagnons.

Si nous voulons suivre l'augmentation progressive du personnel de la manufacture, il nous faut ensuite consulter « le livre de visite commansé le 28 janvier 1660 par les maistres jurés de la ditte anné ». Il porte un détail minutieux par rues et quartiers, qui se trouve ainsi résumé en dernière page :

« Le nombre des maistres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye à Lyon suivant le rolle cy contre sont la quantité de huict cents quarente un maistres, cy. 841

« Et le nombre des compagnons suivant le rolle cy contre sont la quantité de huict cents neuf, soit compagnons ou aprentifs, cy. 809

« Lesquels maistres, compagnons et aprentifs sont en tout le nombre de mil six cents cinquante, sans y comprendre les fils de maistres qui composent un si grand nombre que les compagnons et les aprentifs.

« Fait à Lyon le unziesme may mil six cents soixante. »

Maîtres, fils de maîtres, compagnons et apprentis sont donc en tout deux mille quatre cent cinquante-neuf. Quelle était l'importance de ce chiffre à côté du chiffre total de la population ? Assez infime ; si nous n'avons pas de renseignements sur ce dernier en 1660, nous

en trouvons d'importants en 1694 et 1698. En 1694, l'intendant d'Herbigny déclare qu'à Lyon on a compté « 100,000 âmes dans son temps de prospérité ; maintenant ce nombre est diminué au moins de 10,000 » ; et en 1698, l'intendant d'Herbouville nous apprend que la population s'élève seulement à 69,000 âmes et qu'elle était quelques années auparavant de plus de 90,000. D'après lui, cette diminution doit être attribuée aux guerres et à la mortalité des années 1693 et 1694.

Pour trouver un nouveau et complet recensement de la manufacture, il faut aller jusqu'en 1739. Le 23 mars 1720 un document est bien fourni à l'Intendant pour obtenir « de garder en caisse chez soy une somme au-dessus de 500 livres pour payer les ouvriers » ; il accuse un chiffre de soixante-quatorze marchands occupant cinq mille soixante-sept métiers et deux mille cent quatre-vingt-dix-neuf familles, mais il ajoute que, dressée à la hâte, la liste est incomplète et que plus de trois cents marchands fabricants n'y sont pas portés. Cela laisse supposer un chiffre formidable de métiers et de familles, et cette omission nous rend suspect ce document.

Les résultats de la visite générale de 1739 nous sont connus par le résumé donné au *Recueil des titres de la Communauté* et par une lettre de M. Parlerne au Contrôleur général. Le *Recueil* nous apprend que la visite a occupé « les maîtres et adjoints au nombre de douze et encore quatre ou cinq personnes étrangères depuis le 24 octobre au 8 novembre 1739 », et a permis de constater ce qui suit :

« Nombre de maîtres ayant boutique. . .	3.299
« Nombre de métiers occupés ou non. . .	8.331
« Ces maîtres occupés ou dans l'espoir d'avoir de l'occupation avoient à leur charge, scavoir :	
« Apprentifs de 5 ans.	1.247
« Filles de maîtres travaillant compagnonnes.	731
« Fils de maîtres travaillant compagnons.	474
« Nombre de compagnons de la ville.	829
« Compagnons forains.	45
« Compagnons étrangers.	22
	3.348
« Tireuses de cordes ou devideuses.	4.749
« Enfants à charge aux maîtres.	6.291
	14.388
« Ajouter les maîtres.	3.299
« — les marchands.	406
	18.093

« De façon qu'on a récapitulé que la manufacture étoit composée de quatre cent six marchands qui forment trois classes :

« La première au nombre de cent trente et un qui occupent entre eux deux mille six cent seize boutiques, dans le nombre desquelles il y avoit cinq mille cinq cent quatre-vingt-quinze métiers dont cinq mille quatre-vingt-dix étoient occupés.

« La seconde classe composée de cent douze marchands qui occupent six cent sept boutiques, sur lequel nombre il y avoit quinze cent neuf métiers dont onze cent soixante-quatre étoient occupés.

« La troisième classe étoit composée de cent soixante-trois marchands qui occupent cent soixante-trois boutiques, dans lequel nombre il y avoit quatre cent cinquante-six métiers dont trois cent cinquante-six étoient occupés.

« On trouva trois cent quatre-vingts boutiques sans aucun travail chez les maîtres qui avoient entre eux sept cent quarante enfants depuis l'âge de neuf ans et deux cent quatre-vingt-douze domestiques qu'ils conservoient dans l'espoir d'avoir de l'ouvrage. »

Somme toute, depuis 1660, le personnel de la manufacture, en ce qui concerne sa partie la plus importante, je veux dire les membres formant la Communauté, marchands, nouvelle classe qui n'existait pas en 1660, maîtres, compagnons, apprentis, fils de maîtres, a presque triplé; de deux mille quatre cent cinquante-neuf il s'est élevé à sept mille cinquante-trois.

Ces visites générales, comme on l'a déjà jugé, étoient faites avec un soin tout particulier. De nouveau en 1752 on ordonne une visite. C'est le moment où M. de Gournay, intendant du commerce à Lyon, entame la lutte, qu'à sa suite Turgot continuera, contre les corporations et les entraves multiples apportées à la liberté du commerce. Il désire connaître la situation de la plus importante Communauté d'arts et métiers lyonnaise, et celle-ci s'empresse de lui fournir un mémoire accompagné d'un recensement. Le secrétaire de la Communauté a consigné les détails d'organisation de la visite. « Il fut délibéré, nous dit-il, que, pour accélérer cette opération, on choisiroit un nombre de marchands et ouvriers non obstant les anciens maîtres gardes des deux classes; qu'on observeroit dans les ouvriers qu'on choisiroit qu'il y en eût un de chaque quartier et que ce fût un sergent ou caporal, comme plus au fait de découvrir les boutiques, auquel même il seroit enjoint, par ordre de M. l'Intendant, de se faire confier le rôle du capitaine.

« A cet effet, on commença dans une assemblée particulière de distribuer un ancien maître garde marchand avec un ouvrier par chaque quartier, ce qui fit cinquante-huit personnes, on mit les noms sur un billet deux à deux d'un côté et les noms des quartiers de

l'autre, et le tout fut tiré au sort pour ne point occasionner de la jalousie, et, en suite, on leur distribua des adjoints proportionément à la longueur du quartier et aussy à l'abondance des ouvriers qui se trouve plus grande dans des quartiers que dans d'autres; chaque ouvrier sergent demeura dans son quartier et joignit ceux qui avoient échus dans son quartier.

« Il fut distribué des rolles imprimés où étoit le nom du quartier et titres par collonnes sur chaque demande qu'ils avoient à faire dans une boutique; indépendemment, chaque chef visiteur étoit muni d'un ordre du bureau qui luy dénomoit ses confrères et ce qu'il avoit à faire.

« C'est de cette façon qu'en dix jours cette opération fut définie et les rolles furent rapportés, arrêtés par les visiteurs de chaque quartier et certifiés véritables. »

Il en résultait, en récapitulant, qu'il y avait à Lyon :

436	marchands;
3.638	maitres;
2.885	compagnons et compagnonnes;
1.072	apprentis;
8.163	enfants (dont 1,800 au-dessus de dix-sept ans, travaillant chez leur père comme compagnons);
5.252	métiers de tire;
4.152	métiers de plein;
6.636	domestiques;
207	compagnons forains.

Si nous cherchons à rapprocher ces chiffres de ceux de la visite de 1732, nous constatons pour les membres de la Communauté une augmentation de près de trois mille personnes : de sept mille cinquante-trois leur nombre s'est élevé à dix mille trente-huit.

A ces chiffres, qu'il était aisé de contrôler par les livres de recette, la Communauté en a ajouté d'autres qui les augmentent singulièrement. En effet :

« Sur trois mille six cent trente-huit maitres on fait compte que les deux tiers sont mariés, nonobstant les veufs et les veuves 2.400

« Les quatre cent trente-six marchands occupent en commis, dessinateurs et teneurs de livres 1.500

« Devideuses externes et domiciliées 2.500

« En outre, ourdisseurs, liseurs, metteurs en main, remetteuses, feseuses de cannettes, tordeuses, feseurs de lats, plieurs de soie 4.600

« En outre, teinturiers, mouliniers, tireuses de cocons, commis-

sionnaires, marchands de soie, tireurs d'or, chineurs, apprêteurs, guimpiers, feseurs de peignes, cordiers, charpentiers pour les métiers, raseurs de velours, anteuzes d'étoffes, etc. . . . 26.000

Ce qui, avec les vingt-trois mille trente-sept personnes énumérées plus haut, nous donne un total de soixante mille trente-sept personnes occupées à Lyon par la manufacture d'étoffes d'or, d'argent et de soie.

On sait quel était le but de ce recensement et l'on comprend l'ingéniosité avec laquelle la Communauté a grossi démesurément le nombre de ceux qu'elle faisait vivre, disait-elle. Elle se proposait même de ne pas s'arrêter en si beau chemin, et une note envoyée par elle à M. Joliclerc, avocat au Parlement, chargé de rédiger le mémoire en réponse à M. de Gournay, lui propose de démontrer qu'il y a « actuellement » cent-vingt mille individus occupés par la manufacture. Fort sagement on se contenta de la moitié. La population de Lyon n'y aurait pas suffi et si nous n'avons sur elle aucun chiffre officiel, de savants calculs basés sur le mouvement de la population (naissances, mariages et décès) en 1750, 1751 et 1752, comparé avec celui de 1828, 1829, 1830, a permis d'évaluer, en établissant un tant pour cent et en tenant compte des changements que les circonstances diverses ont apporté aux chiffres de la mortalité et de la natalité, qu'en 1752 Lyon devait compter environ 103,000 habitants.

Une augmentation aussi considérable ne pourrait s'expliquer que par un accroissement sensible du nombre des métiers; en 1732 il y a dix-huit mille quatre-vingt-treize personnes pour huit mille trois cent quatre-vingt-un métiers, en 1752 il y en a soixante mille trente-sept pour neuf mille quatre cent quatre métiers. Il est vrai qu'en 1732 n'étaient point entrés en ligne de compte les charpentiers pour les métiers, les raseurs de velours et autres. Les recensements suivants nous permettront d'avoir une idée plus exacte de la manufacture : ils n'ont plus besoin de démontrer à M. de Gournay que tout est prospère sous le régime de la réglementation.

En mars 1761 nouvelle visite : la situation est loin d'être brillante et des crises successives ont considérablement diminué le personnel. Il n'y a plus que trois cent cinquante et un marchands occupant trois mille six cent cinquante maîtres. Ceux-ci possèdent neuf mille vingt-sept métiers et ont en tout, comme compagnons, journaliers, attachés et domiciliés, treize cent trente-neuf individus. Maîtres et ouvriers ont entre eux onze mille trois cent cinquante-quatre enfants, dont plus des deux tiers sont à leur charge.

Les fluctuations sont nombreuses dans cette industrie de luxe et elle se relève rapidement après quelques années de travail. En 1769

on signale onze mille sept métiers battants, dont cinq mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf pour les étoffes riches et brochées et cinq mille cinq cent huit pour les étoffes unies. Le personnel de la manufacture est de quatre cent dix marchands, quatre mille deux cent deux maîtres et quatre mille cinq cent soixante-trois tireurs et tireuses. Ce sont là chiffres incomplets, dont seuls ceux relatifs aux métiers importent. En 1777 une visite générale donne les résultats suivants :

Marchands en tous genres.	366
Maitres en tous genres.	4.777
Tireurs et tireuses.	2.268
Apprentis	352
Compagnons	3.214
Enfants.	14.492
Soit au total.	25.469 personnes.

Les métiers sont au nombre de onze mille trois cent cinquante-six, se décomposant en quatre mille neuf cent vingt-quatre métiers de tire et six mille quatre cent trente-deux métiers de plein. En 1783, la fabrication des riches étoffes a considérablement diminué et il n'y a plus que neuf mille deux cents métiers, « mille six cents en tire et sept mille six cents en plein ». Un mémoire nous apprend que douze mille ouvriers ont été obligés de quitter Lyon et d'aller chercher du travail ailleurs. Constatons simplement que, d'après le recensement de 1777, il n'y en avait pas douze mille.

Trois années plus tard, en 1786, Roland de la Platière dresse un tableau général dans lequel il fait entrer, comme on avait voulu le faire en 1752, toutes les personnes qui étaient spécialement attachées à la fabrique. Et il calcule :

Maitres fabricants marchands faisant travailler pour leur compte	500
Maitres fabricants ouvriers	7.000
Compagnonnes et compagnons du pays	4.000
Compagnons étrangers.	300
Enfants des uns et des autres vivant dans la fabrique . . .	12.400
Hommes, femmes, filles ou garçons à gages pour diverses opérations.	2.300
Soit au total.	26.500

Les chiffres vont toujours augmentant ; le dernier recensement est de 1788. A en croire le citoyen préfet Verninac, il donna comme résultat que cinquante huit mille cinq cents personnes étaient employées à la manufacture. Il y eut, croyons-nous, une faute d'impression qui fit commettre à beaucoup une erreur d'évaluation assez

considérable. Pour la corriger, reportons-nous au résultat de la visite qu'ordonnèrent les consuls et qui eut lieu du 18 octobre au 12 décembre 1788. Elle permit d'établir qu'il y avait :

- 5.884 chefs d'ateliers;
- 13.138 enfants;
- 3.924 femmes de chefs d'ateliers;
- 507 apprentis;
- 1.796 compagnons;
- 2.336 domestiques;
- 1.015 filles sans droits.

Soit en tout vingt-huit mille six cents personnes, auxquelles il faut ajouter près de dix mille ourdisseuses, dévideuses, tordeuses, etc.

Pour les métiers on en compte quatorze mille sept cent soixante-dix-sept, qui se répartissent ainsi :

- 1.042 métiers travaillant à la tire;
- 463 — de velours;
- 240 — de façonné;
- 5.583 — de plein;
- 2.007 — de gaze;
- 5.442 — vacants.

Si nous mettons ce chiffre de trente-huit mille cinq cents en face du chiffre total de la population de Lyon, nous voyons qu'il représente environ le quart de cette dernière. Un recensement a été fait en 1788 pour la ville et les faubourgs et il accuse 143,388 habitants. D'autres chiffres ont été donnés, tels ceux auxquels se réfère M. Remilhe, ancien procureur à Lyon, dans une lettre écrite au *Courrier de Lyon* le 3 novembre 1789 : il estime à 150,000 âmes la population lyonnaise, ajoutant qu'il y a environ trente à quarante ans on la portait à 200,000 âmes, « mais depuis l'émigration des ouvriers de la fabrique elle a bien diminué ». En 1790 on évalue à 130,000 le nombre des habitants de la ville.

En résumé, groupons dans un tableau les chiffres précédents, ce qui nous permettra de nous rendre compte rapidement du progrès de la manufacture. Nous voulons avant tout nous faire une idée du nombre de personnes travaillant véritablement (1); c'est pourquoi, suivant l'exemple du recensement de 1752, nous calculons qu'il y a

(1) Chiffres extrêmes donnés par divers documents :

Requête de la Communauté en 1555.	12.000 personnes.
Fin xvr ^e siècle. Laffemas de Humont	30.000 — 2,500 métiers.
1752. Lutte contre M. de Gournay.	60.037 —
1788. Verninac	58.500 —

les deux tiers des maîtres mariés dont les femmes doivent entrer en ligne de compte, et nous prenons le quart, en cela estimant très largement, des enfants, lorsque le nombre de ceux d'entre eux qui viennent en aide comme domestiques ou compagnons n'est pas indiqué.

ANNÉES	MARCHANDS	MAÎTRES	FEMMES de MAÎTRES	APPRENTIS	COMPAGNONS	ENFANTS		DOMESTIQUES	TOTAL
						travaillant	En bas âge non comptés dans le total		
1575	—	498	432	—	—	—	—	—	330
1621	—	716	238	265	428	51	—	—	1.698
1660	—	841	560	809	—	809	—	—	3.019
1739	406	3.299	2.198	1.247	896	1.205	6.291	4.749	11.000
1752	436	3.638	2.400	1.072	3.092	1.800	6.363	6.636	19.074
1761	351	3.650	2.432	1.339	—	2.838	8.516	—	10.610
1769	410	4.202	2.800	—	—	—	—	4.563	11.975
1777	366	4.777	3.184	352	3.214	3.823	10.669	2.268	17.984
1786	500	7.000	4.666	—	4.300	3.100	9.300	2.300	21.866
1788	—	5.884	3.924	507	1.796	3.359	9.779	3.351	18.821

Rapprochons du nombre des ouvriers celui des métiers :

ANNÉES	MÉTIERs		OCCUPÉS	INOCCUPÉS	TOTAL
	A la tire	En plein			
1621	—	—	1.348	350	1.698
1720	—	—	—	—	5.067
1739	—	—	7.560	1.771	8.331
1752	5.252	4.152	—	—	9.404
1761	—	—	—	—	9.027
1769	5.499	5.508	—	—	11.007
1777	4.924	6.432	—	—	11.356
1783	1.600	7.600	—	—	9.200
1788	1.745	7.590	9.335	5.442	14.777

Que disent tous ces chiffres ? Ils nous montrent un lent développement avec des hauts et des bas dont nous conterons les causes ; ils prouvent que la grande Fabrique dans ses moments de prospérité n'eut jamais plus de trente-cinq mille travailleurs, en ajoutant aux totaux qui semblent les plus exacts les douze à quatorze mille personnes qui, en dehors de l'atelier, étaient cependant des auxiliaires

nécessaires. Les exagérations et aussi l'inusité calcul dans les recensements des femmes et des enfants en bas âge ne sont-ils pas comme la caractéristique de l'idée corporative ? La Communauté est un groupement non d'individus, mais de familles ; elle étend son influence tutélaire même sur les tout petits, à qui le fait seul de leur naissance confère une faveur : le titre de fille de maître est une dot, celui de fils de maître l'assurance d'un avenir facile dans le métier paternel. Et placer ainsi les forces des années futures à côté des forces vives du présent, c'est prouver la foi dans la tradition professionnelle, indiquer à l'enfant le chemin tracé par le père, qu'il lui faudra suivre et élargir.

Cela a toujours été un mystérieux attrait de sympathie pour l'atelier familial que de laisser deviner autour des métiers la famille qui grandit, et qui se lèvera en nombre imposant lors du dénombrement. Pourquoi de nos jours ne s'occupe-t-on point de celle du travailleur de l'usine ? Il est une unité dans un groupement artificiel d'hommes : sa femme, ses enfants sont loin, séparés, pris par d'autres besognes, et la sèche statistique dit la force actuelle qui disparaîtra sans laisser soupçonner d'où viendront les bras qui remplaceront ceux qui sont las ou morts ; leur recrutement semble toujours livré au hasard. La Communauté, au contraire, assurait la continuité du travail ; d'aucuns diront : elle enchainait à une spécialité l'enfant incapable de choisir et qu'un chômage laissera misérable. Peut-être, mais elle donnait une forte éducation professionnelle, le soutien moral qu'apporte la certitude d'un appui efficace ; grande famille, elle était protectrice à un double degré offrant la cohésion et l'union, en outre de ce qu'il y a de réconfortant dans l'intimité et le travail en commun du petit atelier familial. La Communauté tenait compte des femmes et des enfants au même degré que des hommes, car ils étaient, grâce à elle, le gage de l'avenir assuré ; et c'est là une des manifestations les plus fertiles en conséquences de l'idée corporative.



CHAPITRE II

La Manufacture et la Ville ; leur développement parallèle. — La Manufacture et la Cour ; le luxe et les édits somptuaires.

SOMMAIRE

Influence du milieu sur la manufacture. — Caractère cosmopolite de Lyon au xvi^e siècle. — Témoignage de Paradin. — Les idées de maistre Claude de Rubys sur les gens « servants de leurs bras et de leurs mestiers ». — Relations sur Lyon des ambassadeurs vénitiens, André Navajero (1528) et Jean Capello (1554). — Causes du développement de Lyon, ville manufacturière et ville frontière, à la fin du xvi^e siècle. — Règlement de Laffemas de Humont et sa théorie économique sur les manufactures de draps d'or, d'argent et de soie (1597). — Les idées d'Antoine du Pinet sur la richesse de Lyon et le luxe de ses habitants (1564). — De « l'esprit de marchand » qui règne à Lyon au dire de d'Herbigny, intendant de la Généralité (1698). — Efforts réitérés des Lyonnais pour sortir de leur spécialité. — Ils demandent au Roi à diverses reprises une Cour de parlement et « une Université en droict et artz libéraux ». — Causes du refus de la Royauté. — Appréciations sur le caractère exclusivement commerçant des Lyonnais par M. Mayet (1786) et par Grimod de la Reynière (1788 et 1792). — Les théories économiques des fabricants en 1789.

La manufacture et la Cour. — Le luxe et les édits somptuaires sous Louis XI et ses successeurs. — Dialogue d'Henri IV et de Sully. — Caractère de la réglementation somptuaire ; son inutilité d'après Montaigne. — Les modes sous Louis XV et Louis XVI. — Influence du changement des modes et des édits somptuaires sur le caractère de l'ouvrier en soie (1).

(1) Voir, pour les références des ouvrages que nous citons, les noms d'auteurs à notre Bibliographie générale.

« On sait quel est le crédit commercial de Lyon et c'est un dicton populaire en France que Lyon soutient la Couronne par les impôts et Paris par les dons gratuits. »

JÉRÔME LIPPOMANO,
ambassadeur vénitien, 1577.

« La pudeur, fidèle garde des vertus, reluit aussi bien sous la soie que sous le bureau. L'habit mesquin ou sordide montre je ne sais quoi de vilénie. » MONTCHRESTIEN.

Pour reconstituer l'histoire aussi vivante que possible d'un groupe social, il importe de ressusciter le milieu dans lequel il a évolué. Idées contemporaines, influences de l'opinion publique, tout cela, pour une étude historique, est précieux au même titre que les vieux plans et les naïves descriptions, et nous nous efforcerons de recueillir idées et opinions avant que de dresser aux yeux du lecteur le décor de la ville.

Nous avons employé un mot bien moderne : l'opinion publique. Eut-elle la puissance qu'elle a aujourd'hui ? Nous ne le croyons pas, et cela grâce au groupement des ouvriers en corporations. Celles-ci, souvent très puissantes et très riches, comme la Communauté des maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soie, devaient être peu sensibles aux impressions du dehors, et c'étaient elles qui, très nombreuses, faisaient et imposaient l'opinion publique. Nous ne pouvons au maître d'autrefois appliquer la conception que nous nous faisons de l'ouvrier d'aujourd'hui. Celui-ci appartient à telle ou telle usine, mais son idéal est d'être libre au dehors, de penser comme il lui plaira, de se reposer de la servitude du travail, que la cloche limite comme aux enfants la cloche de l'école, par la complète émancipation de l'esprit ; celui-là appartenait, quoique indépendant au point de vue du travail, à la manufacture. Ce mot semble désigner un tout au résultat unique, sous une seule direction ; et, au contraire, il indiquait le nombreux ensemble de petits ateliers dont les maîtres n'avaient entre eux que le lien corporatif, la communauté des idées et des règlements. Ces ouvriers s'effaçaient ainsi derrière cette personne morale respectée qu'était la Manufacture ; son action était la fusion de toutes les petites activités et c'était pour le maître une précieuse et forte éducation de volonté et de désintéressement que de faire ainsi abnégation de lui-même et, après avoir contribué au succès de la manufacture, de se réjouir de son œuvre comme si elle était d'un

autre, sans tirer une vaine gloriole de sa petite part d'efforts et sans être jaloux. Que pouvait l'opinion publique contre ces masses disciplinées ? Elle ne les entamait point, elle était impuissante à semer la désunion parmi elles.



De tout temps, Lyon fut un centre très cosmopolite et ce fut un des plus grands soucis des écrivains lyonnais que de faire la part de ce qui revenait aux habitants et aux étrangers dans les événements fâcheux de la vie publique. La grande rebeyne de 1515 fut l'occasion pour Paradin et de Rubys de s'expliquer à ce sujet et de dire en outre ce qu'ils pensaient en général des ouvriers.

Paradin, après avoir fait le récit de la sédition, ajoute : « Ceux qui liront ces memoyres pourroyent accuser le peuple de Lyon comme estant sujet à s'esmouvoir et s'enlever en sédition ; mais qui considérera que la cité de Lyon est composée de plusieurs et diverses pièces et que entre ces petits artisans et basse populasse il n'y a quasi point des Lyonnais, qui sont, de nature, paisibles et obéissans. Mais où il y a nation, je ne dy pas en Europe, mais en Asie et Afrique, de laquelle il ne se treuve des habitans à Lyon qui y sont attirez et alléchez pour la chaterie des gains et commerces ! » Paradin semble faire bon marché de ces petits artisans qui devaient contribuer à la fortune de Lyon ; pour eux, Claude de Rubys est encore plus dur. Toujours au sujet de la rebeyne de 1515, il nous apprend : « Ce fut que les maitres des mestiers de la ville qui sont ceux qui par chascun an sont esleuz par le Consulat pour faire la nouvelle création des consuls et sont pris du corps de tous les mestiers et artisans de la ville et la plus part gens sans jugement servants de leurs bras et de leurs mestiers et communémens turbulents et séditieux, et lesquels (comme tesmoigne Xenophon) le sage Socrates disoit qu'il falloit chasser du régime et maniemient des affaires publics mesmes à coups de bastons, poussez par quelques malins esprits, de ceux que l'on dict communémens qui ne cherchent que playe et bosse, se bandarent contre les eschevins de la ville. » Tout inspiré qu'il soit des souvenirs de l'antiquité, ce sentiment de Claude de Rubys à l'égard des ouvriers et artisans ne laisse pas de nous éclairer sur ce qu'au sujet de ces derniers pensaient ses contemporains.

Les étrangers dans leurs relations de voyages se contentent, sans commentaires, de donner leur impression sur le nombre des ouvriers et la richesse de la ville, qui se développe grâce à eux.

C'est André Navajero, ambassadeur vénitien, qui passe à Lyon en 1528 et écrit : « Lyon est une ville bien peuplée et assez bien construite. La plupart des habitants sont des étrangers, surtout des Italiens, à cause des foires (1) qu'on y tient, du commerce et des échanges qu'on y fait. Le plus grand nombre des marchands est de Florence et de Gênes..... Les ouvriers en toutes sortes d'ouvrages ne manquent pas à Lyon, ni les boutiques non plus ; elles sont pleines des diverses marchandises qui y affluent à cause des foires. C'est pourquoi les vivres n'y sont pas en très grande abondance. » Et après lui, Jean Capello, aussi ambassadeur vénitien, nous apprend, en 1554 : « Lyon est une ville très marchande et très riche, par conséquent fort utile à l'Etat. »

L'utilité de l'Etat fut pour beaucoup dans le développement de Lyon comme centre commercial et manufacturier. Louis XI veut, grâce à l'établissement de la fabrique de soieries, éviter « le grant

(1) L'influence des foires fut aussi considérable sur le développement de Lyon. Dès 1420, le Dauphin Charles concède à la ville deux foires franches de six jours chacune, qui se tenaient l'une le lundi après le dimanche de Jubilaté et l'autre le 15 novembre. Elles jouissaient des privilèges des foires de Champagne, de Brie et du Lendit. (Ordonn. XI, p. 45-48, art. 3.) Ces foires ne prospérèrent pas et, rétablies en 1444, leur durée fut étendue à vingt jours. (Ordonn. XIII, p. 399.) Leur nombre fut de trois ; elles se tenaient le premier mercredi après Pâques, le 26 juillet et le lendemain de la fête de saint André. Elles tirent une concurrence redoutable aux foires de Champagne et de Brie, déjà bien déchues, et eurent à lutter contre les foires de Genève, alors en pleine prospérité. Charles VII leur vient en aide en défendant (1445) de transporter à l'avenir des marchandises de France aux foires de Genève, et en confirmant par une série d'édits (1454, 1457, 1461) les privilèges des foires de Lyon. Ce fut seulement sous Louis XI que celles-ci commencèrent à éclipser les foires de Genève. En 1462 le Roi interdit aux marchands français et étrangers de se rendre aux foires de Genève ; en 1463 il porte à quatre le nombre des foires de Lyon et fait coïncider leur tenue avec celles de Genève. (Ordonn. XV, p. 57 et p. 644.) Leurs dates sont : le lundi de Quasimodo, le 4 août, le 3 novembre, le premier lundi après la fête des Rois. Dès lors, malgré des fortunes diverses, les foires de Lyon devaient triompher. En 1484 les Etats de Tours déclarent que Lyon est pour les foires un emplacement fâcheux, et malgré la réplique par un mémoire du cardinal de Bourbon, du Chapitre, du Consulat et des habitants de Lyon, les foires sont abolies en 1486 et transportées deux à Bourges et deux à Troyes. (ISAMBERT, XI, p. 161.) Peu de temps après elles sont rétablies et Charles VIII les confirme en 1494. (Ordonn. XX, p. 441.) Il défend en 1496 à tous marchands de transporter des marchandises hors du royaume sur le Rhône et sur la Saône pendant les quinze jours qui précédaient ou suivaient les foires de Lyon. (Ordonn. XX, p. 561.) En 1498, Louis XII renouveau leurs privilèges, exemple qui fut suivi par tous ses successeurs. Le Consulat, dans un mémoire adressé au Roi à la fin du xv^e siècle sur les charges qui pesaient sur la ville, apprécie de la sorte l'influence des foires sur la prospérité de Lyon, « qui n'a moyen d'estre entretenue, peuplée, si ce n'est par passage et séjour des marchans, car il n'y a Université, Parlement, laines, draperies, fruicts, ne autres choses dont l'en puisse tirer argent, et à ceste cause, par bonne considération, grande et meure délibération, y ont esté mises d'ancienneté les foires, au moyen desquelles elle se peuple, autrement ne seroit que ung village. » A la fin du xviii^e siècle, un autre mémoire nous rapporte : « On peut dire que la foire à Lyon est perpétuelle et que Lyon n'a d'autre commerce que celui des foires. » Toutefois au xviii^e siècle les foires étaient bien déchues de leur ancienne splendeur ; d'autres modes de commercer s'étaient répandus et lorsqu'elles furent supprimées, en 1790, elles n'avaient qu'une bien minime importance.

vuidange d'or et d'argent » qui se fait chaque année par les achats à l'étranger; François I^{er} désire peupler et augmenter Lyon, « qui est l'une des principales clefs et frontière » du royaume. L'idée de la guerre économique se fait jour à côté du besoin de faire de la ville une forteresse, et la manufacture sera doublement préjudiciable à l'étranger, offensive directement, défensive en agglomérant un peuple d'artisans qui pourra devenir un peuple de soldats. C'est ce que fait ressortir à la fin du xvi^e siècle l'auteur (probablement Laffemas de Humont) d'une petite brochure intitulée : *Moyens pour monstrer que dès maintenant les François se peuvent passer des manufactures dor, d'argent et de soye estrangères et de leurs soyes crues et grèzes au bout de douze ou quinze ans, et par ce moyen empescher le transport de plus de douze millions de livres hors du royaume et attirer en iceluy la plus liquide richesse de l'Italie, partie de celle de l'Espagne et du Levant*. Ce titre un peu long est un véritable sommaire.

Après des considérations économiques générales, l'auteur nous apprend que c'est par les guerres d'Italie qui ont suivi la conquête de Naples que les rois de France ont eu conscience des immenses avantages du travail de la soie; ils en tentèrent l'essai à Tours, puis à Lyon, ville « beaucoup plus-propre pour un tel établissement, à cause du cours de ses foires, de sa situation proche de l'Italie, sous le climat tempéré du quarante-cinquième degré, habitée qu'elle estoit de grand nombre de Génois et autres Italiens qui pourroyent faire venir les soyes et les ouvriers ». Pour développer Lyon « frontière et fortification » du côté de l'Italie, les rois employèrent deux moyens, « qui ont rendu ladicte ville si peuplée qu'elle peut aujourd'huy compter six-vingt mille âmes pour le moins et que parmy le peuple qui est naturellement guerrier et l'exemple de fidélité à toutes les autres villes de cest Estat il se trouve ordinairement trois ou quatre mille soldats tous prest au premier tambour qui bat pour le service du Roy. L'un fut d'y establir les quatre foires franches, lesquelles ont remply la ville de bons marchands qui ont à perdre et conséquemment obligation à veiller à la garde et conservation d'icelle. Et l'autre fut l'establissement de la manufacture des soyes, auxquelles fins furent octroyés de grands privilèges aux ouvriers par le moyen de quoy fut incontinent attiré en ladicte ville un très grand nombre d'estrangers qui se sont naturalisez par leurs descendans et ont instruit un si grand nombre de naturels François qu'aujourd'huy une grande partie des artisans et du menu peuple est composée des ouvriers en draps de soye et de ceux qui vivent à l'entour ».

Avoir dans une ville frontière trois à quatre mille hommes prêts à se lever pour le Roy « au premier tambour » est déjà

un résultat appréciable. Mais au point de vue de la prospérité générale, quel plus grand profit encore que de « dresser la manufacture en ce royaume et couper le cours des draps de soye et autres marchandises qui perdent et ruinent l'Estat » ; c'est pour arriver à cela que Laffemas de Humont en 1597 publie son *Règlement général*. Il ne connaît pas encore l'expression de balance du commerce, mais sa théorie est d'un pur mercantiliste ; il s'efforce de démontrer que tout l'or du royaume s'en va à l'étranger, grâce aux « soyes, toilles d'or et d'argent » que les Français sont obligés d'acheter en Italie, n'étant pas « aussi braves à la manufacture comme ils sont à plaider ». La preuve en est aisée à donner : « Jugez s'il vous plaist ce qu'est la douane qu'a establie le duc de Savoie à la Suze, aux frontières de son pays, qui luy vaut tous les ans grand nombre de deniers à cause des draps de soye, toilles d'or et d'argent et autres telles marchandises qui viennent à Lyon ; je vous laisse à penser s'ils apportent les deniers d'Italie pour payer ladite somme et si ce ne sont pas des deniers clairs de la France. Et par l'industrie de ceux qui ont envoyé si grand nombre de draps de soye manufacturez en France ils ont fait un grand service aux ennemis du Roy et de l'Estat, car ils ont tiré les thrésors hors de France, que l'on dit estre le nerf de la guerre. Voilà pourquoy le Roy et son peuple sont dénués de tous moyens. »

Dans une vive description, Laffemas nous montre la multitude des marchands d'étoffes d'or, d'argent et de soie qui « tous les jours et à toute heure sont après à trouver de l'or et de l'argent de tous costez et cherchent toutes les bonnes bourses pour avoir argent et y emploient tous leurs amis et crédit pour faire grands amas de deniers pour porter à Lyon ou en Italie et ailleurs, qui est un vray moyen d'achever de ruiner l'Estat, si Dieu, par sa miséricorde, ne coupe le cours de ceste meschante invention, qui ne porte que la ruine des François ». Tous ces objets de luxe ne valent pas les deniers qu'on emploie à leur achat, deniers perdus, les Français n'ayant aucune marchandise à donner pour les faire rentrer dans le royaume. Et même ce ne sont pas des deniers que mériterait un tel commerce, mais « il semble qu'il seroit de besoin bailler en eschange les sacs et procez, cartes et dez et toutes sortes d'autres jeux qui sont les ouvrages et trafic de la pluspart des François, jusques aux laboureurs des champs qui en font mestier et marchandise ». Le seul remède à cet état de choses si ruineux « qu'autant vaudroit il permettre de mener les finances de France à charretées dedans la mer », c'est « de faire travailler les manufactures et ouvrages pour remettre les pauvres villes et villages ruinés : ce sera avoir trouvé la vraie pierre filosofalle ; au lieu de convertir le cuivre et austres mestaux en or et argent, ce seront des doubles thrésors des Indes

pour faire voir et admirer les François à cinq cents lieues de leur province ».

Laffemas de Humont était avant tout un économiste : point d'autre considération pour lui que la richesse de l'Etat, et Lyon devait y contribuer en arrêtant la fuite des deniers, et, changeant leur cours, en attirant ceux de l'étranger. Au point de vue moral, peu lui importait que le luxe ruinât les gentilshommes et poussât les artisans à les vouloir égaler par le costume. Alors Antoine du Pinet attira l'attention sur les malheurs qu'entraînait l'usage immodéré par tous des étoffes d'or, d'argent et de soie ; à ce sujet, il nous a laissé un bien curieux tableau de la ville commerçante et des mœurs de ses artisans. En 1564 il écrit son *Plant, pourtraict et description de la ville de Lyon*, tout animé de l'esprit de la Réforme, prêchant avec un zèle d'apôtre le retour à la simplicité et à l'esprit évangélique. « Lyon a deux rivières toutes navigables et marchandes qui apportent beaucoup et font d'ailleurs grand traite de marchandises, Lyon est aussi fort riche en manufactures ; de sorte qu'il y a peu de villes, je ne diz pas en France, mais en l'Europe, où les artizans ayent meilleure commodité de faire proffit qu'en ceste cy. Aussi l'a t'on toujours tenue comme pour un Fondigue de deniers. » Mais au prix de quels désordres et de quelles ruines ! Ce ne sont que faillites, que trafics de superfluités, le tout pour la destruction du royaume. L'orgueil et le désir de paraître ont remplacé la touchante simplicité d'autrefois. « Du temps de ces braves roys de France qui portoient les chapperons à borreletz et à cornette et les cheveux longs à la boëmiennne, pensez-vous que les gentilz-hommes et chevaliers laissassent de donner coups de lances à cause de leurs chausses à queue ou à la martingalle ? Une damoiselle vestue de fine escarlata rouge ou violette ne sentoit-elle aussi bien sa femme de bonne maison que nos femmes de Court font aujourd'hui avec leur droguetz de soye et leurs estamines de toyle d'ortie ?

« En ce temps-là, le marchand estoit aysé à remarquer d'avec le gentilhomme et le gentilhomme d'avec l'homme à longue robbe, et tous néantmoins vestuz de draps de laine. Lors n'estoit question d'un simple bouchier ou artizan lyonnais portant un accoustrement de trente escuz de façon, sans l'estoffe, toutes les festes. Tous n'avoient pas la douzaine de paires de chausses de douze escuz la pièce comme nous y avons veu de nostre temps. Mesme qui ne les pouvoit avoir se mettoit à ribler, à voler cappes et à crochetter boutiques la nuit et le tout pour estre aussi brave et si hault au gibet que son compaignon. Et d'où venoit tel désordre sinon de la bombance et de la superfluité des draps de soye practiquée et moyennée à Lyon par les banquiers estrangers, qui, souz ceste douce poyson, ont tiré tous les deniers hors de ce royaume. Je ne dis

mot des reventes et finances, dont les diables saint Martin de ses usuriers et suceurs de povres mal advisez ont ruyné tant de bonnes maisons. »

Le tableau, pour être pittoresque, n'est-il pas un peu poussé au noir ? Peut-être, et en voici l'explication dans le petit sermon final :

« Et par ainsi, vous, Messieurs de Lyon, ne soyez pas trop eschaufez après telles denrées ; dressez en vostre ville des ars et traffiques nécessaires à la conservation de vostre République et qui induisent les nations estranges à vous venir rechercher. Si le cours des draps de soye cesse, reestablissez la laine en son entier et luy déférez l'honneur qu'elle a eu de tout temps. Ne fait-il aussi bon voir un gentilhomme avec un colet de maroquin ou de buffle, qu'avec un pourpoint de satin bien broché et pourfillé ? Si fait, certes. Pour cela néanmoins je ne veux nyer que les draps de soye ne soyent failtz pour l'usage de l'homme et que le chrestien n'en puisse user et s'en servir modestement et avec actions de grâces ; mais seulement je taxe l'abus lequel j'ay veu si grand en ceste ville, que les tailleurs y estoient princes et comme petiz roys tant estoient grandes et superflues les façons des habillemens. »

Ces longues et curieuses citations nous montrent combien, dès la fin du xvi^e siècle, l'idée du commerce de soieries et le nom de Lyon étaient étroitement associés ; plus tard ce sera la pensée des métiers qui battent sans trêve et fabriquent des richesses de goût que le nom de Lyon éveillera. Formés par le commerce, ses habitants feront plus par leur esprit spécial pour le développement de la manufacture que les privilèges royaux. C'est ce que l'intendant d'Herbigny constate en 1698, « Lyon étant une ville toute marchande, l'esprit de marchand y règne, de l'industrie, de l'invention, de la souplesse, beaucoup d'attachement à son intérêt, beaucoup d'ordre et d'application aux affaires. Par rapport au gouvernement, l'autorité est si bien reconnue dans tout le royaume qu'il seroit mal aisé de distinguer en quel lieu elle est mieux établie ; mais on peut dire qu'il n'est point de grosse ville de la considération dont est Lyon qui soit plus facile à gouverner, par deux raisons : l'une, qu'il n'y a point de gens de qualité ny d'une distinction soit par leur naissance, soit par leur estat à ozer rien entreprendre ; l'autre, que les habitans sont non seulement riches, mais s'enrichissent journellement ; ainsy ils seront tousiours contens par leur propre intérêt et contiendront la multitude infinie qu'il y a dans Lyon de petit peuple et d'arrivants qui ne subsistent que par le travail que leur donnent les marchands. La seule cessation du travail jointe à une grande disette est ce qui peut rendre une multitude fascheuse. »

Après d'Herbigny, la plupart de ceux qui voudront porter un

jugement sur Lyon repèteront que seul « l'esprit de marchand y règne ». Cela, nous a-t-il paru, n'est que partiellement vrai, et longtemps les Lyonnais s'efforcèrent d'échapper à cette éducation exclusivement commerciale que la situation de leur ville et la volonté du Roi leur imposait. Ils devaient s'adonner au commerce ou quitter la ville, car, malgré toutes les requêtes, la Royauté se refusa toujours à leur donner les moyens d'entrer dans les charges de judicature ou de faire des études. S'ils voulaient élever leur esprit et l'orner, ils étaient obligés, faute de maîtres et d'écoles supérieures, de le faire eux-mêmes, un peu au hasard, et c'est peut-être là ce qui explique le caractère si particulier et si original de l'esprit lyonnais. De longs siècles l'ont façonné ainsi, n'ayant pour commenter ses lectures que ses propres réflexions. Et pourtant que de sollicitations pour obtenir un Parlement et une Université! Dès le 26 décembre 1418, les conseillers demandent « le Parlement de droit escript, item ung estude d'Université »; de même le 5 janvier 1419. En 1462, le 7 octobre, ils délèguent à Paris Jehan Grant pour obtenir « ung Parlement qui pourra repeupler et entretenir la ville ». Le Roi leur accorde une manufacture, à l'établissement et au départ de laquelle Grant devait être mêlé. Sans se lasser, le Consulat continue ses réclamations, les 27 octobre et 10 novembre 1527, 13 novembre 1531, 27 novembre 1554, 10 novembre 1575. Quels avantages s'il plaisait à Sa Majesté « d'honorer ladite ville d'une Université en droict et artz libéraux et de faire ung séminaire de gens de lettres; seroit par même moyen restaurer l'Académie ancienne de ladite ville et lever l'occasion aux subjects d'aller rechercher en pays estrangers ce que par sa grâce et bonté ils pourroient avoir avec abondance et peu de frais en leurs maisons et encore y appeler l'estranger pour prendre sa part de tel fruit et commodité ». Et la ville se flatte de tirer un bénéfice aussi considérable de l'établissement d'un Parlement (1).

A ces aspirations légitimes inspirées par le désir de sortir de la spécialité commerciale, le Roi ne veut donner satisfaction. Il en expose la raison en juin 1704, lorsqu'il crée à Lyon une Cour des monnaies, devenue nécessaire par le grand trafic de métaux précieux qui se faisait, la manufacture en employant beaucoup et parfois même fon-

(1) Voici ce qu'expose la requête du 27 novembre 1554 à ce sujet : « Quant au prouffict qui proviendrait dudict Parlement, il est tout notoire que par le moyen d'icelluy, les pays des ressorts apporteront pour le moins la somme de 100,000 livres par chacun an qui demeurera par les bourses particulières des pauvres artisans et autres marchans de ladite ville et auroient les notables et bourgeois de ladite ville plusieurs bons moyens desquelz ils sont destrivez aujourd'huy de bailler occupation honneste sur le lieu de leur nativité à leurs enfans qui ne veulent faire train de marchandise et de loger leurs filles à plusieurs honorables personnes; et seroit grandement augmentée l'auctorité des marchans parce que au lieu de vingt-cinq ou trente riches marchans qu'il y a dans ladite ville il s'en trouveroit dans dix ou vingt ans deux ou trois cents comme on veoit par expérience en la ville de Paris. »

dant le numéraire pour son usage. Si jusqu'ici la Royauté s'est refusée à établir à Lyon une Cour de parlement, une Chambre des comptes, une Cour des aides, etc., c'est par crainte « que les familles des principaux marchands et négocians tentés d'entrer dans les charges ne méprisassent insensiblement le commerce et n'y causassent dans la suite un préjudice très important ». C'est donc par un dessein bien arrêté qu'il fut, en fait, interdit autant que possible aux Lyonnais de faire autre chose que « train de marchandise ». Et dès lors on ira sans cesse répétant que c'est par goût qu'ils sont exclusivement commerçants, alors qu'il y a eu une culture artificielle de leurs aptitudes, et qu'après de longs siècles le pli s'est imprimé, maintenu par l'habitude et le besoin de continuer la tradition. Lorsque M. Mayet, directeur des fabriques du roi de Prusse, écrit en 1786 : « C'est à leur indifférence pour les sciences et pour les lettres que les habitans de Lyon doivent en partie la prospérité de leurs manufactures », il ne fait que répéter ce que l'on disait couramment et ce qui de nos jours encore est pour beaucoup la seule définition exacte de l'esprit lyonnais.

Grimod de la Reynière pense de même ; il eut l'occasion d'écrire quelques pages sur Lyon qui sont intéressantes à notre point de vue. En 1788 Mercier lui ayant demandé ce qu'il pensait de Lyon, il lui répondit : « C'est comme si vous demandiez à un amant ce qu'il pense de sa maîtresse », et voici ce qui lui inspire un si vif sentiment : « A Paris on court, on se presse, parce qu'on y est oisif ; ici l'on marche posément, parce que l'on y est occupé. Le négociant, le marchand, l'artisan, l'ouvrier, tous songent à leurs affaires en les faisant, tous portent sur leur visage l'empreinte de la réflexion ; et l'on voit que si leur intérêt les occupe, cet intérêt n'est pas fondé sur le malheur des autres. Le commerçant doit aimer sa patrie, le rentier n'aime que lui-même. L'industrie est poussée ici au dernier degré de la perfection. La main-d'œuvre y est à bas prix et l'on y exécute des ouvrages admirables avec des sommes modiques. L'ouvrier se contente d'un léger bénéfice, le fabricant aime mieux accroître modérément ses fonds par une prompte circulation que de les doubler par les risques inséparables d'une longue attente. Les affaires s'y font avec une promptitude et une confiance, une bonne foi que je n'ai vues qu'ici et qui peut-être ne pourroient exister ailleurs. Les faillites y sont très rares et plutôt l'effet du malheur que de la cupidité ; enfin, l'on peut dire que si le dieu du commerce a fondé à Lyon son principal temple, il n'y est honoré que par des mains pures et n'y reçoit que des victimes sans taches. »

Quatre ans plus tard, Grimod de la Reynière a l'occasion de faire un parallèle entre Lyon et Marseille ; ce n'est plus l'amant qui parle de sa maîtresse : elle dut être cruelle envers lui, et il s'en venge avec

bien peu de délicatesse et de ménagement pour ses amours d'autre-fois. « La ville de Lyon, déclare-t-il, est peut-être plus riche que Marseille et à coup sûr elle est plus grande et plus peuplée. Cependant on n'y remarque point cet air d'aisance qui se peint ici sur tous les visages. Le luxe y est modéré, s'y cache en quelque sorte sous les traits de la lésine et les rues sont presque désertes une partie de la semaine. C'est que le commerce de la fabrique est un commerce intérieur dont rien ne transpire au dehors. C'est qu'un magasin à Lyon peut renfermer de très grandes valeurs dans un fort petit espace. C'est que l'ouvrier, sédentaire par la nature de son travail, attaché à ce travail par la manière même dont il en est payé et respirant toujours le même air, n'a ni cette santé qui accompagne l'exercice, ni cette satisfaction qui annonce la santé. Fixé dès son enfance sur un triste métier, il n'agit que mécaniquement comme la machine qu'il fait mouvoir. La sphère de ses idées est étroite parce que leur cercle, circonscrit par la routine, n'a jamais occasion de s'étendre. C'est le bœuf qui trace chaque jour son pénible sillon et qui parcourt sans cesse le même terrain. Le fabricant lui-même, quoique né dans un état plus relevé, se ressent de cette stagnation morale dans laquelle il est condamné à vivre; il est étranger à son commerce et ce commerce est borné à sa ville, souvent même à son quartier. » Et pour accentuer les lignes de ce portrait, l'auteur ajoute en note : « Rien de plus ignorant que le fabricant de Lyon : tirez-le de sa soie, c'est un véritable Topinambou. L'histoire, la géographie, les belles-lettres lui sont également étrangères; il ignore complètement et comment on parle sa langue et comment on l'écrit : il sait à peine lire et ne calcule que par ses doigts. Enfin, le Lyonnais qui n'a pas voyagé est dans un état d'ignorance crasse, bien fait pour dégoûter de sa société tout homme qui a un peu d'esprit, d'éducation et de lumière. Le fabricant de Lyon n'a jamais été et ne sera jamais négociant. Il n'y en a pas un qui ose expédier en droiture une pièce de taffetas ni courir les risques d'une créance de 10 livres. Petit dans ses spéculations comme dans son travail, il achète la soie dans une rue, la donne à fabriquer dans une autre et la vend dans une troisième à des commissionnaires plus habiles et moins craintifs. C'est en un mot un véritable boutiquier, et le moindre épicier de Marseille donnerait des leçons de commerce au plus fameux fabricant de Lyon. On sent aisément qu'un pareil genre de négoce retrécit l'esprit et rapetisse l'âme bien plutôt que de les agrandir et de les élever. »

On retrouve dans ce passage le procédé familier aux caricaturistes, qui consiste à exagérer certains traits qui masquent ou annihilent les autres. Grimod de la Reynière n'a fait que répéter en le grossissant ce qui se disait couramment dans le public, et grâce à lui nous voyons, comme avec une loupe qui déformerait, surtout les défauts trop exclusifs du caractère lyonnais.

Cette tendance d'esprit développée par le milieu et acquise par un long atavisme devait se retrouver dans les théories économiques des fabricants. Aussi se rallient-ils à l'idée mercantiliste, et leurs observations adressées au Roi en 1789 en sont un pur résumé appliqué à la manufacture. Elles tendent à prouver la décadence de cette dernière, la mode étant aux étoffes unies, les étoffes riches et brochées n'ayant plus la vogue. Et pourtant ce sont elles qui font la prospérité de la fabrique ; sous Louis XIV leur usage était fort répandu : l'étranger nous achetait beaucoup de ces articles riches et de grand prix, qui étaient d'autant plus avantageux que la main-d'œuvre en est fort compliquée. « Les matières premières en étant de peu de valeur, ils procuraient à l'État un bénéfice immense, puisque le plus grand avantage des manufactures est de donner à l'étranger en échange de son argent le plus d'industrie possible avec le moins de valeur intrinsèque. » Fort habilement et sans insister, les fabricants prennent à la doctrine physiocratique un argument pour soutenir leur théorie. Au milieu du XVIII^e siècle, « l'économie politique commença à devenir l'étude de tous les administrateurs », et ils s'aperçurent alors que les manufactures étaient le premier moteur de l'agriculture et que « plus il y a de bouches à nourrir dans les villes, plus il faut cultiver de terrain dans les campagnes ». Cette vérité apparut éclatante aux souverains étrangers, qui s'empressèrent d'attirer dans leurs États des ouvriers pour établir des manufactures ; celles-ci ne tardèrent pas à faire à Lyon une redoutable concurrence. Pour lutter victorieusement contre elles, Lyon ayant encore le monopole du goût et du vrai luxe, il importe de répandre l'usage des étoffes de prix ; une simple démonstration pour convaincre : « Si nous supposons que Lyon vende à l'étranger pour 50 millions d'étoffes unies, nous trouvons que pour cette somme nous lui donnons à peu près 42 millions de soie matière et 8 millions de main-d'œuvre de l'ouvrier, des teinturiers, dévideuses, etc., y compris le bénéfice du fabricant et l'intérêt de ses capitaux. Dans cette première supposition, le bénéfice de l'État, salaire de l'industrie de ses sujets, est donc de 8 millions. Supposons à présent que nous vendions à l'étranger pour 50 millions d'étoffes brochées en soie et dorure. Comme la manutention de ces étoffes est beaucoup plus compliquée, que la préparation des matières d'or et d'argent les fait passer par les mains d'un très grand nombre d'ouvriers, que par conséquent la façon de ces étoffes est infiniment plus chère, nous donnerons à l'étranger pour cette somme environ 27 à 28 millions de matières ; le reste sera le prix de la main-d'œuvre des ouvriers, et le bénéfice de l'État sera de 22 à 23 millions. »



Nous avons réuni en ces pages des citations qui ont pu paraître un peu diverses et ne pas se rapporter strictement au même sujet. Notre désir a été de donner une idée de ce que les contemporains pensaient de la manufacture et de ses travailleurs. Nous avons vu comment ils ont associé le nom de Lyon et celui de la fabrique, et comment l'esprit commerçant vint à dominer dans le caractère lyonnais ; nous en retrouvons le reflet dans les théories économiques comme dans les appréciations de certains écrivains. La Royauté avait, bon gré, mal gré, coulé dans le même moule toutes les pensées lyonnaises, et elles se tournaient vers elle lorsque les intérêts de la manufacture étaient menacés. Les caprices des rois qui faisaient la mode comme aujourd'hui ceux des femmes, tenaient en suspens tout un peuple d'ouvriers à Lyon, et les fabricants avaient sans cesse les yeux fixés sur la Cour, dont les engouements subits faisaient leur fortune ou leur ruine.

Suivons leur exemple et regardons défiler les règnes et les modes. Un ambassadeur vénitien, en 1546, a bien défini la cause de ces dernières en nous disant que « les François s'ennuieroient à porter le même habit trop longtemps ».

Au début de son règne, Louis XI semble avoir été fort peu sensible à cet ennui et Commines nous dépeint ainsi sa tenue : « Nostre Roy s'habilloit fort court et si mal que pis ne pouvoit. Et assez mauvois draps portoit aucunes fois, et un mauvois chapeau différent des autres et une image de plomb dessus. » Peut-être, car le Roi était avisé même dans les petites choses, voulut-il par son exemple réagir contre le luxe ruineux de ses prédécesseurs, auquel la France ne pouvait satisfaire. Et en échange des draps de soie et d'or, les finances du pays s'en allaient en Italie. Mais lorsque la manufacture de Tours commença à prospérer, soudain changement se fit dans la toilette du Roi. Commines s'en étonne sans en chercher la raison et il nous apprend qu'à la fin de son règne, le Roi « se vestoit richement, ce que jamais n'avoit accoustumé par avant, et ne portoit que robes de satin cramoisi, fourrées de bonnes martes, et il en donnoit aux gens sans que ont les lui eust demandées ».

Cette générosité tardive ne semble pas avoir développé le luxe de ses sujets. Charles VIII eut bien à rendre un édit somptuaire, mais il n'avait point le caractère d'une loi d'urgente répression. Le 17 décembre 1485 il défend « de porter aucuns draps d'or, d'argent ou de soye soit en robes ou en doublures, à peine de confiscation des habits et d'amende arbitraire ». Il excepte néanmoins quant à

la soie les nobles de bonne et ancienne famille et vivant noblement, leur permettant de se vêtir, « scavoir : les chevaliers ayant 2,000 livres de rentes, de toutes sortes d'étoffes de soie indistinctement; et les écuyers ayant un pareil revenu de 2,000 livres, d'étoffes de damas ou de satin figuré ». A tous étaient interdits le velours et autres étoffes de cette qualité. Dans la pensée qui les dicta comme dans leurs résultats, ces édits, pour la plupart, n'eurent aucune portée économique. Ils étaient de naïfs monuments d'enfantine vanité, classant les étoffes, attribuant les plus belles et les plus chères aux plus nobles, réservant au Roi tel genre de tissu et telle couleur. Ils étaient un protocole étroit et ridicule du vêtement.

Il faut aller jusqu'à François I^{er} pour voir se développer véritablement le luxe; une Cour brillante et nombreuse parade autour du Roi, chacun rivalisant de splendeur extérieure. Il importe de mettre de l'ordre dans ce déploiement de richesses, et c'est la tâche qu'entreprend l'édit du 8 décembre 1543. Il est interdit « à tous princes, seigneurs, gentilshommes et à tous autres sujets du Roy de quelque état ou qualité qu'ils soient, à l'exception seulement des deux princes enfans de France, le Daulphin et le duc d'Orléans, de se vêtir d'aucun drap ou toile d'or ou d'argent, velours et autres étoffes de soie barrées d'or ou d'argent ». Et afin que ceux qui avaient plusieurs de ces habillements eussent le temps de les user, le Roi leur donnait un délai de trois mois pour les porter ou en disposer, ainsi que bon leur semblerait. Déjà un édit semblable avait paru en 1532, sans grand succès. L'exemple venait de trop haut pour qu'un simple édit vint remédier à l'exagération du luxe, et un contemporain nous apprend qu'outre leurs pourpoints de draps d'or et de velours, les hommes portaient des « robes autant précieuses comme celles des dames ». Avec Henri II la richesse fut remplacée par le goût, et la Renaissance apporta plus de sobriété dans les vêtements. La Réforme eut aussi son influence prêchant la simplicité, même la sévérité des ornements. Les édits n'en continuaient pas moins à hiérarchiser étoffes et couleurs. En 1549, par ordre du Roi, le port de la couleur rouge cramoisi est réservé aux princes et princesses du sang; il est interdit aux bourgeois de porter soie sur soie et aux gens de métiers et de la campagne de porter de la soie, même comme simple ornement. Ronsard ne put s'empêcher de célébrer sur le ton lyrique une telle réforme, déclarant au Roi :

*Le velours trop commun en France
Sous toy reprend son vieil honneur,
Tellement que ta remonstrance
Nous a fait voir la différence
Du valet et de son seigneur,*

*Et du muguet chargé de soye
Qui à des princes s'esgaloit
Et riche en drap de soye alloit
Faisant flamber toute la voye.*

Si les diverses classes se voyaient ainsi par édit assigner telle ou telle étoffe pour leurs vêtements à l'ordinaire, lorsqu'une cérémonie avait lieu il n'était plus de règlement et chacun rivalisait de richesse et de luxe. L'exemple de la magnificence du Camp du Drap d'or est classique, et en le rappelant il est curieux de faire connaître la description du costume porté par la Compagnie des fils de la bourgeoisie à l'entrée de Henri II à Lyon, le 23 septembre 1548 : « Ils avoient un pourpoint de satin noir sur lequel des appliques de ganse d'or dessinoient des écailles et dans l'intérieur de chacune de ces écailles étoit cousue une perle. Leur chemise brodée d'or se montrait par un large col rabattu et par des bouillons sortant d'une fente longitudinale qui étoit pratiquée aux manches du pourpoint. Par-dessus le corsage de ce pourpoint étoit appliqué un hoqueton en velours rouge de deux pièces que des brides assembloient sur les côtés. Le bas étoit découpé en lambrequins que dépassoit une courte cotte de toile d'or. Les chausses étoient presque entièrement couvertes par cette cotte. Ils avoient aux jambes des bottines de toile d'or, sur la tête un morion à crête de velours avec un gros panache planté par derrière. »

Dès le règne de Charles IX il fallut remettre en vigueur les édits somptuaires, qui ne sont plus de simples protocoles, mais une législation sévère contre l'exagération des dépenses. Le 22 avril 1561 le Roi règle non seulement la qualité des étoffes, mais aussi le prix de façon des vêtements. Son successeur vint, que le peuple appelle « l'empeseur des collets de sa femme et le friseur de ses cheveux », qui n'est occupé que de frivolités. Les robes à longue traine apparaissent à la Cour, les fraises prennent une ampleur exagérée qui fait éclater cette ironie des gamins de Paris : « A la fraise on connoît le veau. » Le Roi n'en continue pas moins la tradition inefficace des édits somptuaires. Il interdit en 1577 « aux femmes des non nobles de porter l'habit et accoustrement des damoyselles et atour de veloux ». Cela souleva les protestations des consuls de Lyon. Ils adressent une requête demandant qu'une dérogation soit faite en leur faveur et pour leurs descendants directs et légitimes, eu égard aux privilèges de noblesse qui leur sont accordés; ils font ressortir en outre le mécontentement que causerait un refus, « principalement pour le regard des femmes qui depuis douze, quinze et vingt ans en ça, voyre de tout temps, ont porté l'atour de veloux ». Rien n'y fit et le Roi renouvela son édit en 1583. La misère qui va se géné-

ralisant oppose une digue à ce débordement de dépenses de luxe, d'autant plus que les étoffes de soie, venant pour la plupart de l'étranger, coûtaient fort cher. Une ordonnance de 1577 rendue sur le fait de la police générale du royaume nous apprend que les soieries, sauf une petite quantité fabriquée à Lyon, venaient principalement de Milan, Gênes et Florence.

Les événements politiques de la Ligue repoussèrent au dernier plan les préoccupations de la mode et un contemporain remarque : « Vous ne voyez plus dedans Paris que du drap au lieu de la soye. » Avec Henri IV la soie allait prendre sa revanche. Les extravagances de la mode allaient porter surtout sur les couleurs, qui sont des plus étranges et affublées des noms les plus inattendus. Il semble qu'Henri IV ait pris pour modèle Louis XI ; vêtu simplement au début de son règne, il concentre ses efforts sur l'extension des manufactures et leur fait faire de réels progrès. « Mes prédécesseurs vous ont donné des paroles, dit-il aux députés du Clergé qui venaient en 1598 lui apporter les conclusions de leur assemblée ; mais moi, avec ma jaquette grise, je vous donnerai des effets. Je suis tout gris au dehors, mais je suis tout d'or au dedans. » Il eut à lutter contre Sully pour implanter définitivement dans le royaume la fabrication des soieries et en assurer le succès. Dans ses *Economies royales*, Sully rapporte un dialogue qu'il eut à ce sujet avec le Roi. « Je ne sçais pas, lui dit Henri IV, quelle fantaisie vous a pris de vouloir vous opposer à ce que je veux établir pour mon contentement particulier et enrichissement de mon royaume et pour oster l'oisiveté de parmi mes peuples. » Sully répond par la peinture du temps passé où les raffinements du luxe ne venaient point affaiblir le corps et amollir la vaillance, où « il s'est veu que des chanceliers, premiers présidents, secrétaires d'affaires et plus relevés financiers n'avoient que de fort médiocres logis, ne portoient point de plus riches étoffes de soye que du taffetas et à quelques-uns d'entre eux leurs femmes que le chaperon de drap ; n'avoient ni tapisseries de prix, ni lits de soye, ni vaisselle d'argent ; ne donnoient que de fort petits mariages à leurs enfants et ne traitoient leurs parents et amys que chacun n'apportât sa pièce sur la table ». D'ailleurs Sully professe que c'est une erreur de vouloir tout produire, car « autant qu'il y a de divers climats, régions et contrées, autant semble-t-il que Dieu ait voulu diversement faire abonder certaines propriétés, commoditez, denrées, matières, arts et métiers spéciaux ». Mais il ne peut convaincre le Roi et obtenir sa signature à un édit somptuaire. « J'aimerais mieux, s'écrie-t-il, combattre le roi d'Espagne en trois batailles rangées que tous ces gens de justice, de finances et d'écritaires et surtout les femmes et les filles que vous me jettiez sur les bras par tant de bizarres réglemens. » Sully n'a plus

qu'à s'incliner, mais il veut avoir le dernier mot. « Puisque telle est votre volonté absolue, je n'en parle plus; le temps et la pratique vous apprendront que la France n'est nullement propre à de telles babioles. » C'était là un jugement que le dépit faussait, car il savait bien que toute la noblesse se ruinait en frivolités et en costumes et que la bourgeoisie suivait son exemple. Laffemas de Humont l'en avait averti, rapportant les plaintes de certains nobles à qui la nécessité coûteuse de faire figure à la Cour enlevait les dernières ressources, ajoutant : « Et plusieurs bourgeois et autres en disent de même, en partie à cause de leurs femmes à qui ils ne peuvent retrancher les habits, et si en veulent faire tous les jours d'avantage. »

Henri IV avait dans sa lutte contre Sully un soutien et un conseiller, Olivier de Serres, qui dans son *Théâtre de l'Agriculture* écrit : « Pour faire tant plus expérimenter au mesnager la libéralité de la nature, je le vestiroy et le meubleroy pompeusement en lui donnant l'adresse d'avoir abondance de soye dont il tirera grands deniers, et ce par l'admirable artifice de vers qui la vomissent toute filée estant nourris de la feuille de meurier. »

Aussi, à partir d'Henri IV, dans les édits somptuaires que lui et ses successeurs promulguèrent, trouvons-nous désormais le souci de favoriser les manufactures de soieries et non plus la préoccupation d'une stérile vanité. Jusqu'ici les étoffes de soie venant pour la plupart de l'étranger, on en proscrivait sans scrupule l'usage au plus grand nombre. Le royaume fournissant désormais à la consommation, c'est contre les ornements qui vont surcharger les vêtements que seront dirigés les édits. L'édit de 1594 s'exprime ainsi : « Défenses de porter ni or, ni perles, ni diamants, excepté cependant aux filles de joie et aux filous auxquels nous ne prenons pas assez d'intérêt pour leur faire l'honneur de donner attention à leur conduite. » Laffemas de Humont avait attiré l'attention du Roi sur le danger que présentait l'abus de ces ornements, dans son *Règlement général* : « Autre abus grandement préjudiciable touchant la permission qui se fait de laisser faire dans la ville de Paris et ailleurs un si grand nombre de passemens d'or et d'argent qu'autant vaudroit-il permettre de mener les finances de France à charretées dedans la mer, attendu que sont besongnes perdues au monde, dont il ne revient aucun profit. » Henri IV ayant ainsi remis en honneur les soieries, répandu leur usage et proscrit le mauvais goût des ornements ruineux, méritait cet éloge que lui adressait Laffemas : « Vous avez commencé le premier d'embrasser les manufactures et de leur faire rendre la navette aussi préjudiciable aux étrangers que l'épée. »

Après Henri IV, les édits somptuaires continuent à bannir le luxe des ornements. En 1634, Louis XIII fait défense de charger les vêtements de galons, cannetilles, pourfilures, franges, etc. Le cos-

tume y gagna en réelle et sobre élégance. Richelieu sut faire respecter ces proscriptions de tout ce qui était clinquant et exagération. Mais après sa mort, par une réaction qui se comprend, on revient avec furie à ces ornements si longtemps défendus. La monnaie même est sacrifiée pour fabriquer paillettes, toiles d'or et d'argent ; rien qu'à Lyon, dit-on, 100,000 écus par semaine étaient transformés en fils et en paillons. Cet emploi anormal du numéraire ne pouvait durer sans de grands inconvénients ; aussi au printemps de 1644 une ordonnance règle que les plus somptueux habits seraient de soie, sans autre chose pour les parer qu'une bordure de deux petites dentelles de soie ou une broderie de la largeur d'un pouce. Une nouvelle ordonnance de 1656 proscriit l'usage des rubans et galons (1).

Toute cette réglementation était en somme très favorable aux manufactures de soieries françaises, qui suffisaient largement à la consommation courante. Les étoffes usitées pour les robes étaient : le velours, le satin, la moire et une étoffe à petits bouquets d'or et d'argent appelée la brocatelle ; la bourgeoisie employait de moins riches tissus, comme le camelot de Hollande, ou une étoffe de soie tramée coton, la ferrandine, qui se fabriquait tout spécialement à Lyon. La Royauté tirait des manufactures un trop grand produit pour ne pas les favoriser, et elle rend un édit somptuaire le 17 novembre 1667 proscrivant le port et usage d'étoffes ou passements d'or et d'argent, et de dentelles de fil venant des pays étrangers. A la Cour, la splendeur d'un luxe jusqu'alors inconnu se développait autour de Louis XIV. Mais celui-ci, dans une pensée d'orgueil, revint à une réglementation somptuaire disparue depuis Henri IV, aux édits hiérarchisant les étoffes. Il réserva à son usage et à celui des princes de sa famille le brocart et les passements. Et il trouva moyen de battre monnaie avec sa curieuse institution des justaucorps à brevet, qui en dit long sur la fatuité des gens de la

(1) Cet édit, comme les autres d'ailleurs, souleva des colères et des moqueries, et il permit à Chappelle et à Bachaumont, alors à Lyon, de dater ainsi de façon ironique et actuelle l'envoi de leur fameux voyage :

ENVOI

*De Lyon où l'on nous a dit
Que le Roy par un rude édit
Avoit fait défenses expresses,
Expresses défenses à tous,
De plus porter chausses suissesses.
Cet édit qui n'est pas pour nous
Vous réduit en grandes détresses,
Grosses bedaines, grosses fesses :
Car où, diable, vous mettez-vous ?*

Les chausses suissesses étaient agrémentées de bandes de velours brodées d'or et tombaient ainsi sous le coup de l'édit.

Cour. Il permettait par un brevet spécial, signé de sa main, et moyennant finances, de porter des justaucorps confectionnés avec l'étoffe dont l'usage était réservé à la famille royale. Fort jaloux des prérogatives de la Couronne, il renouvela jusqu'à onze fois l'ordonnance qui lui réservait le privilège des brocards et ornements d'or et d'argent. Mais devenu vieux et sous une pieuse direction, il laissa un peu de côté ses préoccupations de grandeur ; toute la Cour l'imita et pour un temps le luxe subit une accalmie. Il eut un réveil subit et désordonné, de par la volonté du Roi, à l'occasion du mariage du duc de Bourgogne ; la bourgeoisie elle-même se mit à porter du velours, et ne se serait pas arrêtée en si beau chemin si une ordonnance de 1700 ne fut venue rappeler à tous quelles étoffes étaient réservées à la famille royale. Toutefois elle permit l'usage de l'or et de l'argent dans le costume des nobles et des fonctionnaires.

Enfin, en 1708 paraît le dernier édit somptuaire ; il reproduit la défense des ornements d'or et d'argent, puis timidement se contente de blâmer les exagérations du costume des femmes. On en avait terminé avec cette législation anodine, s'étant aperçu de son inutilité et de son ridicule. Elle aurait pu être bienfaisante et avoir une réelle influence sur le développement des manufactures et spécialement de celles de soieries. Henri IV chercha bien à l'orienter en ce sens. Mais vite après lui elle redevint ce qu'elle était avant : le reflet des puériles vanités d'une Cour et d'une classe qui avaient besoin d'affirmer leur supériorité par le costume, empruntant au Moyen âge cette manière de se singulariser, lui qui n'imposait qu'aux prostituées et aux juifs un vêtement particulier. Montaigne a admirablement fait ressortir tout ce qu'avaient de maladroit ces édits somptuaires : « La façon de quoy nos loix essayent à régler les folles et vaines despenses des tables et vestements semble estre contraire à sa fin. Le vray moyen ce seroit d'engendrer aux hommes le mespris de l'or et de la soye, comme choses vaines et inutiles ; et nous leur en augmentons l'honneur et le prix, qui est une bien inepte façon pour les en degouter. Car dire ainsy qu'il n'y aura que les princes qui mangent du turbot et qui puissent porter du velours et de la tresse d'or, qu'est-ce autre chose que mettre en crédit ces choses-là et faire croistre l'envie à chascun d'en avoir ? Que les roys commencent à quitter ces despenses, ce sera faict en un mois, sans édict et sans ordonnance : nous irons tous aprez. La loy debvroit dire au rebours que le cramoisy et l'orfeverrie est defendue à toute espèce de gens, sauf aux bastelours et aux courtisanes. »

A peu près au moment où disparaissait la réglementation somptuaire, les étoffes de l'Inde vinrent faire concurrence aux soieries. En outre, l'engouement de la mode se porta sur les falbalas et les prétintailles : l'étoffe des robes était sacrifiée, toute l'élégance

venant des rubans, floquets et dentelles qui les surchargeaient. On les abandonna bientôt, et avec Louis XV apparaissent les paniers qui avaient jusqu'à 3^m50 d'ampleur; tous les ornements sont supprimés : sur une aussi grande surface ils auraient été d'un poids trop grand et seraient revenus à un prix trop élevé. Les dames portent l'hiver des soieries à grands ramages, l'été des soieries légères ou des indiennes. Les hommes ont toujours des habits de Cour d'une richesse inouïe, si les habits de ville deviennent plus simples. Le système de Law devait avoir son influence sur le costume; l'or et l'argent disparaissent, plus de passements et de galons, ou bien les galons du système qu'un industriel ingénieux lança, qui n'étaient ouvragés que d'un côté et plus économiques. Les draps de soie et le velours n'en restèrent pas moins les étoffes les plus employées; elles étaient d'ailleurs obligatoires pour les habits et robes de Cour.

Sous le règne de Louis XVI le luxe réapparait, grâce à la Reine. Les paniers sont toujours à la mode, et ils commencent à se couvrir de garnitures. Les couleurs des étoffes varient à l'infini et Monsieur, ayant trouvé que la teinte d'une soie gris cendré rappelait la nuance des cheveux de la Reine, envoya par courriers spéciaux des cheveux de Marie-Antoinette aux Gobelins et à Lyon pour qu'on obtint des soieries conformes. Et pour un temps les riches étoffes n'eurent de prix qu'elles revêtaient la couleur des cheveux de la Reine. La coquetterie changeante de cette dernière mit à la mode les étoffes blanches, les toiles peintes d'Oberkampf, et ce fut un rude coup porté à la manufacture de Lyon. Les *Mémoires secrets*, dits de Bachaumont, rapportent à la date du 12 décembre 1779 : « Des députés du commerce de la ville de Lyon envoyés ici ont fait des représentations sur le dépérissement des manufactures depuis que Leurs Majestés ne donnaient point l'exemple des vêtements riches et en or et argent. Le Roi y a eu égard; en conséquence, la Reine a défendu qu'on parut devant elle en polonaise et il a été commandé des étoffes en or et argent pour la Cour. On ne doute pas que cet exemple ne ranime le goût de ce genre de magnificence auquel avait succédé celui des étoffes simples et unies. » Cela procura un regain de vigueur à la manufacture. Mais elle pensa sombrer lorsque fut signé le traité de commerce de 1786 avec l'Angleterre; la France fut inondée d'étoffes anglaises que sacra " l'anglomanie ". Tout fut sacrifié à cette mode qui dure encore. Les tisseurs de Lyon furent réduits à faire presque uniquement des gilets et des habits, que d'habiles brodeuses ornaient de guirlandes, voire même de tableaux d'histoire. Le noir devint de plus en plus l'habit de tous les jours et ne resta plus l'apanage des hommes de loi. Vinrent les jours de la Révolution, et les riches soieries que les édits d'autrefois réservaient aux nobles rehaussèrent la fierté des Dames de la

Halle. Mercier, dans son *Tableau de Paris*, déclare : « Les femmes ont pleine licence à cet égard : elles choisissent leurs ajustements comme bon leur semble. La femme d'un commis ou de l'épicier du coin se mettra comme une duchesse : le gouvernement ne s'en mêlera point. Un particulier étalera le luxe le plus effréné : s'il a payé les impositions royales et la capitation, permis à lui de se ruiner. »

Ces excès ne sont point pour nous étonner ; la complète liberté accordée du jour au lendemain éblouit, et avant que d'en jouir avec mesure on ne s'y accoutume qu'en en abusant un peu. La simplicité va régner ensuite dans le costume et durera jusqu'à la fin de la période qui nous occupe.



Que pensaient les ouvriers en soie de ces édits et de ces modes ? Ils en souffraient, car de nombreux chômages eurent pour cause ces caprices du goût qui, du jour au lendemain, arrêtaient toute consommation de soieries. Le chapitre où nous parlons des crises nous édifiera sur ce point. Ils se plaignaient et souvent firent entendre au Roi leurs doléances, auxquelles le Consulat et la Chambre de commerce s'associaient. Ils cherchèrent à se révolter parfois, mais on les calma avec des promesses. Et ces coups subits de la fortune finirent par les laisser indifférents et résignés. Ce fut une des caractéristiques de l'ouvrier en soie, et en général de tous ceux qui vivaient d'une industrie de luxe, que d'accepter avec tranquillité, résultat d'une longue habitude, les crises qui fondaient si souvent sur eux. Il ne leur restait plus, devant leur métier muet, incapables d'un autre labeur, qu'à songer et à attendre. Ils étaient bien placés pour juger des frivolités humaines, ces ouvriers que le Roi faisait chômer afin de se réserver l'usage exclusif d'une riche étoffe, qui apprenaient avec stupeur qu'ils n'auraient plus de travail parce qu'une reine, pour jouer à la bergère, s'habillait de blanc et que tous l'imitaient. Et cet empressement à suivre l'exemple des souverains, à copier servilement leur toilette ; et cet engouement du bourgeois à vouloir imiter le gentilhomme et à se croire tout autre parce qu'il a un habit de velours, étaient pour eux des sujets de conversations sans fin, où la colère fit place à la longue à une ironie qui est restée le fond du caractère lyonnais. Rien de ridicule ou de prétentieux ne trouve grâce devant ces ouvriers qui jugent depuis si longtemps et à leurs dépens. Après avoir souffert des édits qui déclaraient telle étoffe plus noble que telle autre, au point

qu'elle était un visible brevet de toutes les supériorités pour celui qui en était vêtu, ils étaient bien en droit de se montrer sceptiques et moqueurs lorsqu'une carmagnole et un bonnet phrygien devinrent d'éclatantes et irréfutables preuves de civisme.

Il y eut là une éducation intellectuelle toute professionnelle et spéciale à l'ancien régime. L'esprit narquois et réfléchi de l'ancien ouvrier en soie fut fait de résignation et d'appréciations, où l'amertume s'égayait de ce qui faisait arrêter les métiers et pourtant était ridicule. Avec le chômage entra dans le petit atelier l'occasion d'observer et de juger; on ne la laissa plus échapper, et le bruit du métier scanda désormais les pensées du maître.



CHAPITRE III

Description de la Ville au point de vue de la Manufacture. — L'atelier du maître ouvrier en draps d'or, d'argent et de soie. — Étude technique du métier.

SOMMAIRE

Les deux collines et les deux fleuves. — Impressions de divers voyageurs qui ont traversé Lyon : Thomas Coryat (1608), Abraham Golnitz (1630), Dr Maihows (1760). — Pourquoi les boutiques des maîtres ouvriers étaient éparpillées dans toute la ville. — Raison de leur agglomération au Gourguillon et à la Grand'Côte. — Petit nombre des boutiques dans les faubourgs. — En quels lieux de la ville les maîtres se rendaient le plus fréquemment. — Le Bureau, la Chapelle de la Communauté, l'Hôtel de ville.

La boutique et le logement du maître ouvrier en draps d'or, d'argent et de soie. — Contrat de mariage et inventaire après décès du mobilier de « deffunct Jean Dagan, maistre ouvrier en soye » (18 décembre 1645). — Procès-verbal de la vente aux enchères des meubles et effets de François Bertellier, maître ouvrier en soie, qui eut lieu le 18 février 1687 « en la place et au devant de l'église Saint-George, lieu accoustumé à faire vente ». — Contrat de mariage de Barthélemy Palluis (16 août 1738). — Testament de Joseph-Noël Laurent, « maître fabriquant d'étoffes de soye à Lyon, travaillant comme simple ouvrier pour les marchands » (1777).

Le métier. — Distinction des étoffes en pleines ou unies et en figurées ou façonnées. — Division correspondante des métiers en métiers de plein et en métiers de tire. — Le métier de plein. — Division des métiers de tire en métiers à la grande tire et en métiers à la petite tire ou à boutons. — Métiers à la grande tire. — Nécessité d'un auxiliaire pour tirer les cordes. — Mécanisme de la tire. — La liseuse de dessins et la faiseuse de lacs. — La machine à tirer. — Les sept temps de la tire. — Inconvénients du système de la tire. — Métiers à la petite tire ou à boutons. — Mécanisme. — Métiers de Jean le Calabrais, de Galantier et Blache. — Le métier et l'homme (1).

(1) Voir le chapitre III de notre Classement méthodique des archives pour les références des pièces que nous analysons.

« Lyon se peut vanter que Dieu et les astres se sont tant inclinés en sa faveur que de l'avoir honorée de la plus commode, la plus belle, la plus délicieuse situation qu'autre ville d'Europe. Car il n'est possible d'avoir deux plus riches, plus fécondes et plus plantereuses nourrices que ces deux grands fleuves du Rhône et de la Saône. » PARADIN.

Aux yeux de l'observateur, les monuments du passé éveillent la vision de ceux qui les ont construits; les vieilles villes rappellent les vieilles gens, et dans le dédale de leurs rues étroites aux façades qui surplombent ou se penchent pour s'étayer l'une l'autre, on cherche à retrouver la vie et les gestes de ceux qui vécurent aux siècles écoulés. Il y a pour le poète et le penseur de vivantes sensations à écouter dans leurs cœurs, émus par les souvenirs, l'écho du bruit des cœurs qui ont battu dans les antiques maisons, et pour l'érudit qui a de l'imagination, un féérique spectacle à voir défiler la magique apparition des morts qui se réveillent et très exactement, comme autrefois, vont et viennent dans les occupations ordinaires de leur vie intime et sociale. Le milieu évoque l'homme, et nous voudrions reconstituer le milieu dans lequel vécurent ceux dont nous tentons d'esquisser l'histoire. Il est de vieilles rues de Lyon qui sont ainsi au plus haut point évocatrices et qui en disent plus long à qui sait les écouter que bien des froides pages. Nous laissons à ceux qui ont la curiosité mélancolique du passé le soin de les consulter. Notre ambition se borne à donner une idée de l'aspect général de la ville et à parler, avant que de pénétrer dans quelques-uns de leurs ateliers, des lieux où plus habituellement fréquentaient les ouvriers en draps d'or, d'argent et de soie.

Avoir de Lyon une vision exacte ne suffit pas : il faut s'en imprégner au point de revivre l'impression qui autrefois s'en dégageait. Il est des villes mornes, sans mouvement, sans but, et elles pèsent de toute leur inutilité sur l'esprit de leurs habitants qui s'alourdit et s'endort. Il est au contraire des villes qui vous communiquent leur fièvre, des villes qui agissent et font agir, comme d'autres qui se sont fondues dans le paysage, ont rivalisé avec la nature pour être aussi belles qu'elle et la compléter; elles font penser comme elle; ne semblent-elles pas songer au bord de l'eau où elles se mirent? Lyon fut autrefois, au milieu des solitudes que créait la difficulté des communications, une ville d'un mouvement intense. Les foires et le commerce y attiraient les peuples, et tous

les voyageurs se rendant en Italie ou dans le Midi la traversaient. Des pages éloquentes ont symbolisé la ville d'aujourd'hui par ses deux collines : Fourvière, montagne mystique qui élève si haut la douce et exaltante splendeur de la Vierge ; la Croix-Rousse, montagne du travail qu'escaladent les populeuses maisons de labeur ; et l'une verse sur la ville la poésie de sa religion féminine, l'autre impose l'admiration pour l'effort humain, fusionnant ainsi dans l'esprit des habitants le sens pratique et l'amour d'un idéal. Aux siècles passés et jusqu'au début du nôtre, Fourvière n'était qu'une petite chapelle, la Croix-Rousse qu'un plateau inculte. Lyon s'incarnait alors dans ses deux fleuves, ces « deux plantereuses nourrices » dont parle Paradin. Par eux était la vie et la richesse, et aussi l'imprévu et la désolation. Le Rhône non endigué occupait l'immense plaine des Brotteaux et, indomptable, venait ravager les rues de la ville. On avait pour lui l'admiration craintive que l'on a pour les forces de la nature ; il aurait pu être une religion : on l'aimait non pour les services qu'il rendait, mais pour sa beauté, pour les pensées qu'il éveillait, de hautes montagnes blanches à sa source et d'espaces bleus à l'infini où il allait se perdre. La Saône était la forte travailleuse, transportant des milliers de bateaux, au milieu des maisons dont elle baignait les pieds, animant les ports grouillants et encombrés, travailleuse parfois méchante, mais après avoir été si longtemps calme et bienfaisante.

La vie des deux fleuves était celle de la ville. Dans leurs cours divers ils donnaient l'exemple du mouvement fécond, de l'activité incessante, belle en elle-même autant que dans ses résultats. Et l'un, lent et profond, parlait de patience et d'endurance ; l'autre, impétueux et limpide, entraînait la pensée, la vivifiait à son souffle humide et y mettait toute sa poésie, toute sa fougueuse indépendance.

Les deux collines ou les deux fleuves c'est toujours ce qui élève l'esprit et ce qui apprend au corps la beauté du labeur. La ville, bien que changeant d'aspect, a toujours symbolisé à travers les âges le Travail qui affranchit, le Rêve qui ennoblit.



Les écrivains qui nous ont laissé des descriptions de Lyon se sont souciés de faire œuvre d'érudition et, avant tout archéologues, ont relevé et traduit avec soin les multiples inscriptions romaines de Lugdunum. Mais une ville est caractérisée par autre chose que par ses antiquités, et si elles sont de précieux monuments qui ressuscitent le passé, l'aspect de la ville contemporaine a aussi son intérêt et

mérite d'être décrit. De cela les anciens historiens lyonnais n'ont pas tenu compte, et si nous voulons nous faire une précise idée de Lyon aux siècles passés, de ses rues, si nous voulons en avoir une vivante impression, il nous faut lire les récits des voyageurs qui le visitent et qui notent ce qui les a frappés; c'est parfois un infime détail, comme cette peinture qui ornait la salle de l'auberge des Trois-Rois, représentant un colporteur endormi dans une forêt vierge tandis qu'une troupe de singes dévalisent ses marchandises et s'en affublent avec force contorsions; Thomas Coryat, voyageur anglais qui traversa Lyon en 1608, décrit avec complaisance ce tableau. De la ville, il nous apprend : « La plupart des maisons sont d'une hauteur excessive car elles ont six ou sept étages au-dessus de celui qui est sous terre, car sous presque toutes les maisons il y a des caves voûtées; j'ai remarqué que les fenêtres sont fermées avec du papier blanc : dans beaucoup de cas la fenêtre tout entière est de la sorte, dans d'autres la partie inférieure est de papier blanc et la partie supérieure est garnie de verres. Presque toutes les maisons sont en pierre blanche. » Les fenêtres garnies de papier ont frappé le plus tous les voyageurs, ainsi que la hauteur des maisons. Abraham Golnitz, qui séjourna dans notre ville de décembre 1630 au milieu de janvier 1631, signale ces particularités dans une rapide description des rues de Lyon. « Les rues sont étroites et malpropres : de là une odeur infecte considérable. Les maisons qui les bordent sont très bien bâties. On leur a donné une grande élévation pour qu'un air sain puisse y pénétrer. Mais trois choses nuisent à la beauté de leur construction : en premier lieu, les chéneaux en bois s'avancent des toits sur la rue et jettent l'eau de la pluie sur les passants en souillant leurs vêtements (1). En second lieu, les fenêtres, qui sont garnies d'un simple papier huilé, s'ouvrent de bas en haut au moyen d'une corde. Enfin, les façades des maisons sont en maçonnerie brute et non revêtues d'un enduit de chaux. Quand vous observez tout cela, surtout dans les rues infectes, vous ne vous arrêtez pas longtemps à le contempler. »

En 1694 d'Herbigny, intendant de la Généralité, estime qu'il y a quatre mille maisons à Lyon « qui, sur le pied qu'elles se vendent communément, peuvent valoir 37 millions ». Il ne nous renseigne pas autrement sur la ville et il nous faut attendre le passage du D^r Maihows en 1760 pour apprendre de nouveau. « Les meilleures maisons sont assez élégantes, mais les fenêtres des autres font triste figure; elles sont garnies de papier huilé au lieu de vitrages. Les

(1) Cet inconvénient dut disparaître peu après, car en 1640 (B. B., 194) une ordonnance de voirie prescrit à tous ceux qui feront bâtir des maisons dans la ville de « mettre ez endroict des chancées auxquelz seront les cheuttes de l'eau qu'elles recueilleront un canal de fer blanc d'hault en bas pour la recevoir et jeter dans la rue sans qu'aucun passant en puisse estre mouillé ».

négociants ne veulent pas convenir que c'est par épargne : ils prétendent que le papier huilé empêche la grande ardeur du soleil. On en voit souvent s'arracher et se déchirer, ce qui fait un très vilain effet. » Ce mode de vitrages en papier était si répandu que dans les baux on notait soigneusement si les fenêtres avaient des vitres, et dans l'inventaire des maisons de l'Hôtel-Dieu dressé en 1723, sur quatre-vingt-quatorze maisons une seule a cette mention : « Il y a des vitres à toutes les fenêtres. » C'était un grand luxe.

Du mouvement de la ville, de la physionomie des places et rues, aucun voyageur ne parle. Seul Thomas Coryat note ce fait qui a trait à l'existence des ouvriers : « Le jour où je partis de Lyon, qui était le 6 juin (1608), j'ai vu fouetter publiquement dans les rues un compagnon, si solide d'ailleurs que, quoiqu'il reçût plus d'un coup violent, il semblait n'en ressentir aucune douleur. » La vigueur et le courage du compagnon ont frappé davantage Coryat que la barbarie du traitement qui lui était infligé.

De ces descriptions et remarques nous retiendrons celles ayant trait à la hauteur des maisons. L'extension de la manufacture fut, pensons-nous, pour beaucoup dans ce mode de construction. Les rues étaient étroites et cela pour des raisons de stratégie, afin de se mieux prêter à la défense de la ville, couloirs qui divisaient les assaillants et que barraient des chaînes. Le rapprochement des maisons les rendait obscures et les ateliers des maîtres ouvriers ayant besoin de lumière, celles-ci s'élevèrent peu à peu, plaçant leurs étages supérieurs en pleine clarté.

Il n'en fut point pour les ouvriers en soie comme pour divers corps d'état où les maîtres se groupaient dans un quartier spécial, relégués pour ainsi dire en un coin de la ville en raison des inconvénients que présentait leur industrie. Les ouvriers en draps d'or, d'argent et de soie furent, au contraire, très dispersés dans la ville jusqu'au début de ce siècle, où des maisons furent spécialement construites pour eux. Les rues étroites et profondes assombrissaient les étages inférieurs, le peu de jour qu'elles recevaient étant encore atténué par les châssis en papier. Aussi les ouvriers en soie occupèrent-ils de préférence les étages les plus élevés ; si jusqu'à la fin du XVIII^e siècle on avait partagé la ville par couches horizontales, on eût trouvé que la couche supérieure comprenait une grande partie des ateliers. Et comme dans chaque quartier les maisons élevées n'étaient pas très nombreuses, peu à peu tous les quartiers furent occupés par les ouvriers en soie.

Les maisons de trois étages dominaient, et les inventaires des immeubles appartenant à l'Hôtel-Dieu et à l'Aumône générale nous donnent d'instructives indications à ce sujet. En 1723 l'Hôtel-Dieu possédait cinquante-six maisons disséminées dans la ville et ses

faubourgs ; sur ce chiffre, trois avaient un étage ; cinq, deux ; trente-cinq en avaient trois ; douze, quatre, et une seulement cinq étages. En 1731 la Charité avait trente et une maisons, se décomposant ainsi : cinq d'un étage, trois de deux, quinze de trois, sept de quatre, et aussi une seule de cinq. Sur quatre-vingt-sept maisons, cinquante avaient donc trois étages.

Les rôles de la capitation dressés pour la grande Fabrique notent soigneusement à quel étage étaient les ateliers et il nous sont d'un précieux secours pour en voir la répartition. En 1761, dans les quartiers de la place Saint-Pierre, de la Juiverie, de la rue Neuve, de la rue Tupin et de Bon-Rencontre se trouvaient deux cent dix-neuf ateliers ainsi placés : sept au rez-de-chaussée, cinquante-sept au premier, quarante et un au second, cinquante-neuf au troisième, quarante-huit au quatrième, sept au cinquième. Il est à remarquer, au sujet du rez-de-chaussée et du premier, que le quartier de la Juiverie, adossé à la colline, avait des maisons très claires du côté de Fourvière et que beaucoup d'ateliers des étages inférieurs portent cette mention : « Sur le derrière, sur le jardin ou sur la terrasse. » Cette disposition des maisons ayant sur le derrière non point d'étroites et sombres cours, mais un espace relativement large, fut la raison de l'agglomération des ateliers au XVIII^e siècle dans certains quartiers neufs, comme le Gourguillon et la Grand'Côte. La ville dans son extension envahit peu à peu les pentes de Saint-Just et de la Croix-Rousse, et ses maisons dominant la Saône ou surélevées sur la pente de la colline étaient claires à tous les étages. Les métiers trouvèrent de très confortables logements, en attendant le début de notre siècle où l'on devait leur construire un quartier spécial. En 1789 l'abbé Guillon ne pouvait écrire de la Croix-Rousse que ceci : « Les murs, fossés et fortifications de la ville sont remarquables de ce côté-là. »

Il y avait ainsi dans la plupart des rues des métiers battants et tout ce bruit les animait, poursuivait partout le promeneur, lui rappelant sans cesse la manufacture et ses travailleurs. Il devait se dégager l'impression que derrière les murs était une invisible mais nombreuse armée de tisseurs, et les exagérations, lorsqu'il s'agissait de l'évaluer, étaient presque naturelles. Dès 1575, pour dresser le rôle des veloutiers et taffetiers il faut parcourir les vingt penonnages et noter dans chacun la présence de plusieurs d'entre eux. La visite de 1621 comprend toute la ville divisée en quatre quartiers ; l'un d'entre eux n'a point le détail des rues, mais les trois autres comprennent l'inspection de cinquante-huit rues. Le rôle de 1660, plus sommaire, porte l'indication de trente-trois rues. Des renseignements intéressants nous sont aussi donnés par les registres de la capitation ; ils sont établis minutieusement par rues et quartiers, mais par

malheur ils sont incomplets. C'est ainsi qu'en 1759 il y a cent deux maîtres au quartier du Gourguillon, trente-cinq à celui de la place Neuve, cent soixante-trois au port Saint-Paul, cent vingt-neuf à Pierre-Scize, trente-quatre à Porte-Froc. Les rôles de 1761 et de 1770 contiennent un détail par rues et sont une nouvelle preuve de la dissémination des maîtres dans la ville. Si nous arrivons à la fin de la période qui nous occupe, nous trouvons le résultat de la visite générale de 1788 qui nous permet de jeter un coup d'œil sur la répartition des ateliers dans la ville et les faubourgs. Vingt-huit quartiers sont passés en revue ainsi que huit faubourgs. Onze des premiers ont plus de deux cents ateliers; ce sont les suivants :

La Grand'Côte. . .	705.	
Saint-Vincent. . .	549,	« 3 tinturiers de soye et 1 velloutier » en 1575.
Port Saint-Paul. . .	492,	il y en avait 163 en 1759.
Saint-George . . .	472,	« 3 tinturiers et 20 velloutiers » en 1575, 374 maîtres en 1770.
Pierre-Scize. . .	462,	il y en avait 129 en 1759.
Le Gourguillon. . .	400,	— 102 en 1759.
Porte-Froc . . .	314,	— 34 en 1759.
La Juiverie . . .	297,	— 182 en 1761.
Bon-Rencontre . .	235,	— 261 en 1761.
Place du Change. .	204.	
Bellecour. . . .	200.	

Le quartier qui a le moins d'ateliers en compte encore vingt-huit. Quant aux faubourgs, ils sont peu habités par les maîtres : on en compte vingt-cinq à la Croix-Rousse, huit à Saint-Clair, cinq à la Guillotière, quatre à la Quarantaine, cinq à Saint-Just, deux à Saint-Irénée, deux à Vaise, un à Serin, soit cinquante-deux en tout.

La manufacture était donc bien toute enfermée dans la ville, groupée dans ses murs, mais éparpillée dans tous les quartiers. Elle commençait toutefois à s'élever, à quitter le centre trop obscur pour s'installer sur les pentes des collines aux maisons bien en lumière, sans vis-à-vis; puis elle gagnera les plateaux, Saint-Just et la Croix-Rousse, et envahira les campagnes. Elle suit le développement de la ville trop à l'étroit dans ses murailles : le système défensif féodal, aux murs épais, à créneaux et à machicoulis, a fait son temps; de même a disparu le mode industriel des corporations et des règlements, qui ressemble par tant de côtés formidables et enfantins aux places fortes féodales. La manufacture s'affranchit comme la ville, et, comme elle, a soif de grand air et de liberté.

Les maîtres ouvriers ainsi dispersés avaient des centres de réunions où les appelaient les exigences professionnelles. C'était en

premier lieu le logis du maître garde qui tenait le Bureau, c'est-à-dire pendant six mois de la durée de ses fonctions enregistrait apprentis, compagnons, maîtres, réunissait ses confrères pour trancher les difficultés, etc. Tous les six mois, le Bureau changeait et était transporté chez un nouveau maître garde; à partir de 1727 il devint stable, installé avec beaucoup de confortable et un certain luxe dans l'immeuble construit spécialement rue Saint-Dominique. Ce fut l'expression matérielle de la Communauté, le centre d'où partait et où aboutissait la vie des petits ateliers, vers lequel parfois de tumultueuses manifestations se dirigeaient, au grand effroi des bourgeois.

La messe dite tous les dimanches dans la Chapelle de la confrérie réunissait, au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècle surtout, un grand nombre de maîtres. Célébrée d'abord dans une chapelle de l'église des Cordeliers, elle le fut ensuite en l'église des Dominicains, qui communiquait avec le Bureau. Une messe solennelle avait lieu le jour de l'Assomption. Outre le sentiment religieux, la nécessité conduisait les ouvriers à la messe, car à l'issue de cette dernière les maîtres gardes recevaient les plaintes et dénonciations; ce fut d'abord en l'église des Cordeliers, puis au couvent des Carmes des Terreaux. L'installation du Bureau de la rue Saint-Dominique fit disparaître cet usage. Les affaires qui ne pouvaient se régler devant les maîtres gardes et le ugement des contraventions, étaient portées devant le Consulat, qui siégeait à l'Hôtel de ville; là fréquemment se rendaient les maîtres, soit dans la rue de la Poulallerie lorsque l'Hôtel commun était en la maison de la Couronne, soit sur la place des Terreaux.

Tels étaient les divers aspects de la ville dans ses rapports avec la manufacture. Il y eut influence certaine de l'une sur l'autre : la première imprimant à l'esprit des ouvriers son caractère d'activité rêveuse, la seconde orientant le développement matériel de la cité dont les maisons s'élèvent et se hissent sur les collines à la recherche du grand jour.

*
* *

Pénétrons maintenant dans un de ces nombreux ateliers qui emplissent la ville du bruissement de leurs métiers; les meubles, témoins insoupçonnés de la vie, la racontent à qui sait les interroger. Ouvrons la porte de quelques intérieurs de maîtres.

Pour cela, il nous faut suivre les recteurs de l'Aumône générale qui viennent faire l'inventaire du mobilier et avoir de « deffunct Jean Dagan, maistre ouvrier en soye », demeurant « proche la porte Saint-George de cette ville ». C'est le lundi « dix-huictième du moy

de décembre mil six cent quarante-cinq ». La fille du maître est là et déclare que « ledict deffunct ayant demouré mallade et indisposé quelque temps par le moyen de quoy son travail avoye esté discontinué il avoyt esté contrainct d'emprunter quelques deniers pour subvenir à son entretien et de ses dicts enfands ». Aussi la misère règne-t-elle en ce logis avec son habituel compagnon le désordre. On inventorie ce qui reste du mobilier, qui fait entrevoir une situation antérieure florissante, grâce au travail. Dagan s'était marié en 1629 et sa femme avait apporté soixante livres en dot, « l'époux promettant de fournir bagues et joyaux à son épouse avec habits pour la bénédiction dudit mariage selon leur qualité ». Il occupait une petite maison de trois pièces, une à chaque étage (1). Dans la salle du bas se trouvent :

« Une table boyde noyer sur quatre pilliers à l'anthicque avec deux bancs aussy boyde noyer estimés ensemble troy livres.

« Ung lict à colonnes aussy boyde noyer avec son tour de thaille, son fonds boyde sappin, sa paillasse, une coultre et coussin de plume, une couverte, le tout fort use et rompu (12 livres).

« Deux coffres de boyde noyer, l'ung grand et l'autre moyen fermand à clefs (12 livres).

« Ung petit chaslict bas boyde noyer avec son fonds boyde sappin, la paillasse avec sa coultre et coussin de plume, ung pavillon thaille, une couverte bleux, le tout fort use (10 livres).

« Troy coffres à bahu (8 livres).

« Ung chauffelict ou bassinore cuivre rouge avec son manche fer. Ung pot feu avec son couvercle, quatre cuillières et deux escumoyres aussy fer, une petite casse frissoire (2), une choppine et demy choppine estaing commun sans couvercle, une petite lampe fer blanc, une petite quaisse propre à tenir sel fermand à clef, une petite barille propre à tenir vinaigre, une espée, une hallibarde. »

Tout cela garnissait la salle commune, où l'on recevait et où l'on prenait les repas; le lit à colonnes se dressant dans le fond, la table au milieu devant la cheminée, sur la tablette de laquelle les objets de cuisine étaient disposés. Au mur l'épée et la hallebarde se croisaient, le maître faisant partie du peuplage de son quartier.

Si l'on monte au premier étage, on trouve dans la chambre « où ledict deffunct avoit déceddé » :

« Une table boyde noyer au dessoubs de laquelle il y a ung buffet boyde sappin fort vieulx.

(1) Des maisons de ce genre existent encore, notamment quai Pierre-Scize.

(2) C'est une poêle à frire ; à côté de la casse frissoire, il y avait la casse cloche, qui était la casse à cuire.

« Un chaslict à colonnes avec son fonds boyde sappin, un aultre chaslict bas, boyde noyer use et rompu avec son fonds et deux paillasses, ung coussin de plume et ung baffier.

« Un aultre petit lict sur deux bantcz boyde sappin.

« Une bigue et une pioche avec leur manche. »

Ici le dénuement s'accroît; on a respecté la salle du bas qui a conservé un certain air d'aisance pour que les voisins ne se doutent pas de la misère du maître, mais la chambre du mort s'est peu à peu dégarnie. « Quant au linge, il ne s'y est trouvé que quatre linceulx, presque tout rompus, ledict deffunct ayant vendu tout ce qu'il avoit de plus beau et de meilleurs pour s'adsister. »

Enfin, « au grenier de ladict maison a esté estimé deux mestyer propres à lart de la soye tout desmonté et desgarny, quelques meschands habicts dudict deffunct qui nom estes estimés pour estant comme à nulle valeur, un rouet propre à faire cannettes ». C'était tout ce qui restait de l'atelier du maître placé ainsi sous les toits à la lumière directe du jour; dès que la maladie s'est prolongée, les pièces des métiers s'en sont allées les unes après les autres chez le revendeur.

C'est le plus ancien inventaire que nous ayons trouvé; il nous montre un modeste intérieur et un petit atelier, deux métiers seulement, et si l'on compte les lits dont il est fait mention, on voit que cinq personnes vivaient du travail du maître. Pas d'épargnes, et sitôt le maître mort, l'Aumône générale recueille les enfants.

Les meubles d'un atelier plus important sont dispersés aux enchères après le décès du maître, et le procès-verbal de la vente est un bien curieux document. C'est à la fin de 1686 que mourut François Bertellier, ouvrier en draps d'or, d'argent et de soie; il s'était marié le 8 janvier 1668, sa femme se constituant pour dot la somme de 150 livres, « scavoir cent livres en argent contant qu'elle a gagné servant les maîtres et cinquante livres pour valeur de son coffre garny d'habits et linge à son usage ». De cette union naquit une fille que l'Aumône générale adopta au décès de ses parents en liquidant leur succession. Et c'est pourquoi le 18 février 1687 Nicolas Dutronchy, sergent royal, se transporte « au domicile dudict deffunct sis rue et parroisse Saint-George dans une maison appartenant aux héritiers Rossefort ». Mais laissons-lui la parole : « Estant entré dans une chambre, boutique et cuisine, j'ay fait porter par Jean-Baptiste Pregais et Pierre Canton, crocheteurs de cette ville, les meubles et effects en la place et au devant de l'église Saint-George, lieu accoustumé à faire vente... Et le peuple assemblé en ladict place Saint-George j'ay crié à haute et intelligible voix : qui voudroit mettre prix et enchère au dessus de l'estime faite par le susdict

inventaire des meubles et effects, et ensuite iceux délivrés au plus offrant et dernier enchérisseur comme s'ensuit :

« Premièrement à Estienne Mandeur, maitre ouvrier en soye de cette ville y demeurant rue des Espies, un tour de lict cadix rouge pour la somme de 5 livres 10 sols.

« A Claude Moynemire, fustainier, une couverture verte use et rompue pour 39 sols.

« A Jeanne Mailhet, revenderesse publique, deslivré un matelat layne et un traversin plume use. »

Et ainsi pendant trois jours se déroulent les enchères. Très longuement le procès-verbal détaille les objets, noms et adresses des acquéreurs; nous l'abrègerons en y mettant un peu d'ordre et groupant les meubles de même catégorie, les crocheteurs chargés de les transporter prenant ce qui leur tombait sous la main. Aux objets de literie ci-dessus énumérés succèdent « un lict noyer et sa paillasse, 7 l. 5 s.; un mastelat layne et un traversin de balouffe (1), 6 l. 1 s.; deux couvertes, l'une blanche et l'autre verte, 4 l. 1 s.; un autre bois de lict noyer garny de son fond sapin, 4 l.; un troisième bois de lict noyer à colonnes torces garny de sa paillasse, 14 l. 1 s.; trois tours de lict, l'un en serge rouge use vendu 3 l. 10 s., l'autre en fustaine blanc 15 l. 1 s., le dernier en tapisserie use et rompu 41 s.; un mastelat use et rompu ainsy qu'un traversin balouffe, 51 s.; deux paillasses, 18 s.; un mastelat layne couvert de toile rose, 7 l. ».

La lingerie et la garde-robe du défunt se composaient de : « Quatre chemises, 3 l. 7 s.; quatre meschants draps toile, 53 s.; dix lynceux toile usés et rapiécés, 14 l.; huit napes toile grossière usées, 3 l. 3 s.; sept serviettes usées, 25 s.; six torchemains en partie usés, 18 s.; six chemises, 6 l. 6 s.; un manteau barracan gris, 3 l.; un autre manteau couleur noizette, 3 l. 6 s.; deux cravates, l'une à dentelles et l'autre unie, et menus linges, 41 s.; une veste doublée de taffetas noir, 51 s.; deux justaucorps et deux paires cullottes usées et rompues, 8 l.; deux paires habits, l'un drap dalbeuf minisme, l'autre sarge de Rome, doublés de taffetas, 32 l. »

Si nous passons au mobilier, successivement défilent aux enchères : « Une chéze percée bois noyer, 21 s.; une table pastière (2) bois noyer avec ses deux bancs même bois usés, 5 l. 1 s.; six chézes bois noyer, 9 l. 5 s.; un grand garderobbe noyer fermant à quatre serrures usé, 26 l.; un buffet ou almoire boide sapin et noyer usé, 20 s.; un autre petit almoire bois sapin usé, 15 s.; un garderobbe bois sapin usé, 3 l. 1 s.; une petite almoire bois sapin, 17 s.; un

(1) La balouffe est de la balle d'avoine; ce mot est souvent pris dans le sens de matelas ou paillasse garnie avec celle-ci.

(2) C'est la table formée du pétrin recouvert.

miroir à cadre bois noir usé, 35 s. ; un grand coffre bois noyer usé, 11 l. ; un coffre en cuir noir, 31 s. ; une petite cassette couverte de cuir rouge usé, 15 s. ; un coffre boide noyer fermant à clef, 21 l. 5 s. ; une table bois noyer, 8 l. 5 s. »

Une mention spéciale est due aux objets ayant un caractère artistique : nous voulons parler des tableaux et gravures ornant la chambre du maître. Tout d'abord le portrait de son saint patron, « un tableau peint en estampes représentant saint François de Salle, vendu 8 sols » ; puis « un tableau représentant un saint Joseph et plusieurs autres figures, use, 4 l. 6 s. ; un tableau représentant un saint Hierosme garny de son cadre, 40 s. ; un petit tableau estampe garny de son cadre, 9 s. ; trois tableaux et huit estampes usés deslivrés pour 45 s. à M. Badiou, prestre en l'église Saint-George de Lyon ». Bertellier faisait partie de la garde de son quartier et en cette qualité possédait les armes suivantes, bien peu redoutables vu leur état de vétusté ; c'étaient : « Une vieille allebarde et un baudrier, deslivrés pour 6 sols, un mousqueton et une banderolle usé, 2 l. 1 s. ; un coutlard et deux meschands pystollets rouillés, 20 s. ; une bandolière vert garnie de ses charges usés, 9 s. »

Nous n'entreprendrons point la longue énumération des pièces de vaisselle et des ustensiles de cuisine que se disputèrent les ménagères de Saint-George et du Gourguillon, les « chauffelict, chauderons cuivre, poille à frire, lissefrite, tournebroche fer garny de sa corde et contre-poids, chenets, crémaillère », etc. Notons seulement la vente de « trente livres veysselle d'étaing tan fin que commun en plusieurs espèces pour 11 sols la livre, soit 16 l. 10 s. ; une tasse avec une boucle et plusieurs médailles le tout argent peçant 2 onces 9 deniers, soit 7 livres 10 s. 6 d. ».

En père de famille avisé et économe, Bertellier avait en son ménage d'assez importantes provisions de vivres. Ce sont « dix-huit bichets et demy de bled froment pur » délivrés, « après une triple publication, pour 40 sols le bichet, soit 37 livres ; trois bichets et demy de saigle pour 30 sols le bichet, soit 5 l. 5 s. ». En outre, il est vendu quatre livres de sel trouvées dans un « barril à tenir sel fermant à clef, un barril à tenir vinaigre relié de ses cercles dans lequel est quinze pots de vinaigre, un coffre à tenir huile ensemble trante livres huile, 15 l. 8 s. ; un bichet de farine, dix livres de lard vendu 4 sols la livre ; cent fagots bois, 4 l. ; quatre voyages charbon, 4 l. ; deux marchons et quatorze branches gros bois, 15 s. ».

Cette longue énumération nous permet de reconstituer par la pensée un très confortable intérieur. L'atelier du maître n'était pas moins bien monté et nous arrivons à la vente des métiers et marchandises. Bertellier possédait cinq métiers : « Un mestier boide sapin garny de tous ses utancilles avec battant, 13 l. 10 s. ; deux

bois de mestiers sapin garny de tous leurs utancilles et battants, 26 l. 2 s.; un mestier garny de tous ses utancilles, 13 l. 1 s.; un bois de mestier garny de tous ses utancilles, 13 l. 1 s. » Puis suivent les accessoires nécessaires et les pièces de rechange : « Un bastan de nonante portées bois noyer, 40 s.; un autre bastan de soixante portées usé, 2 l. 10 s.; un bastan de soixante portées usé, 31 s.; un trafusoir et une paire battan, 3 l. 3 s.; un rouet à canette bois noyer avec son doubloir, 52 s.; un rouet garny de ses guindres, 10 l. 12 s.; un rouet à quatre guindres usé avec son trafusoir, 8 l. 2 s.; un ourdissoir garny bois de noyer, 15 l. 16 s.; deux ensuples usées, 15 s.; cinq chelu fer blanc, 7 s.; une paire balance avec ses poids non complets, 10 s.; un grand paire balance cuivre avec soixante livres poids de fer, 10 l.; un ourdissoir garny de sa cantre bois noyer usé, 16 l.; un remise fil garny de son peigne et un autre de cinquante-quatre portées, 38 s. » Les marchandises qui se trouvaient sur les métiers ou dans les coffres sont estimées par quatre maitres ouvriers; leur prix est de 16 l. la livre de soie ouvrée ou non. Il y avait, lors du décès de Bertellier, « sur un mestier cinquante aulnes de soye, valant 32 livres; sur un autre cent quinze aulnes dont douze faites, valant 80 l.; sur un troisième mestier une chesne soye tirant cent deux aulnes, 64 l.; sur un quatrième cent quinze aulnes dont vingt faites, valant 64 l. En outre, quarante-neuf rosquets chargés de soye, 48 l.; quatre-vingts rosquets chargés de soye, 51 l.; deux paquets de soye, 589 l.; plus quatre livres soye délaissées à la veuve lors de l'apposition des scellés, 64 l. ». Il y avait ainsi pour 1,056 livres de marchandises tant en soie brute qu'ouvrée, somme non comprise dans le total de la vente des effets mobiliers. Celle-ci produit net 600 livres. Il avait fallu déduire les frais, soit 28 livres à N. Dutronchy, sergent royal; 5 l. 5 s. à chacun des portefaix; 28 l. au greffier, et le montant des oppositions que les créanciers sont venus faire au cours des adjudications et que ce dernier enregistrait sur le procès-verbal. A la première vacation, nous lisons : « A l'instant est survenu Jean Faure, maitre ouvrier en draps de soye de cette ville, lequel a dit qu'il s'oppose à la délivrance des deniers qui sont provenus et qui proviendront de la présente vente des effets du deffunt pour deux louis dor vallant 23 livres par luy prestés audit deffunt le jour de saint Clair du mois de janvier dernier et a constitué pour son procureur M^e Roussel, procureur es cours de Lyon. » A la troisième vacation, le propriétaire se présente à son tour pour mettre opposition; enfin, à la cinquième est noté : « A ce moment sieur Antoine Martin, maitre chirurgien, survient et se rend opposant à la délivrance des deniers pour 25 livres pour médicaments et autres choses par luy fait tant dans la dernière malladie dudit deffunt qu'auparavant. »

L'appartement de Bertellier est vide; parcourons-le et dans les pièces nues replaçons le mobilier qui s'est éparpillé. Il y avait, s'ouvrant sur le palier, la boutique de trois fenêtres, vu le nombre de métiers, coupée au fond dans sa hauteur par une soupente, puis la chambre du maître ayant une fenêtre, le tout « au deuxiesme estage, rue Saint-George, près le port Neuf », et donnant sur la rue; sur la cour, une cuisine dans laquelle il y avait aussi une soupente.

Dans la boutique, en face des fenêtres se dressent les métiers, se pressant pour profiter de la lumière; aux murs sont appendus les battants de rechange, et aux endroits où le jour parvient assez clair à travers l'enchevêtrement des cordages, sont les rouets et dévidoirs. Sous la soupente est la table pastière avec ses deux bancs, le buffet garni de ses étains : c'est la salle à manger; dans la soupente, une paillasse et un matelas pour les compagnons, peut-être un bois de lit. Dans la cuisine étaient rangés en bel ordre les ustensiles de ménage, les provisions étant serrées dans les armoires, avec en un coin le baril à tenir vinaigre et le coffre renfermant l'huile; dans la soupente couchait l'apprenti et il y avait « un petit almoire dans lequel ne s'y est trouvé que quelques vieilles chemises ou habits servant à l'usage de l'apprentif ». Sous la soupente, un lit se dressait à l'usage de la fille du maître. La chambre qui s'ouvrait dans la boutique contenait les plus beaux meubles, entretenus avec soin par la femme du maître; c'était là qu'on recevait, et l'amour-propre de la ménagère était dans le bon ordre et le luisant de sa chambre. Au fond se dresse « le lit à colonnes torces », orné de son tour de cadix rouge; à côté, le « grand garde-robe noyer fermant à quatre serrures » contient dans ses larges flancs la lingerie, les vêtements et aussi des marchandises, pièces, roquets, d'autres étant enfermés dans des coffres; les « siz chézes bois noyer » s'alignent contre le mur orné des tableaux et des armes; à la tête du lit se dresse l'image « de saint François de Salle ». C'est le salon et aussi le magasin du maître; il y a ses balances et manipule à son aise la soie.

Tel nous nous figurons cet intérieur à la fin du ^{xvii}e siècle, et aujourd'hui à la Croix-Rousse on en trouverait une quantité lui ressemblant.

Un document d'un autre genre, un contrat de mariage, nous permet de pénétrer dans un ménage d'ouvriers en soie et de nous rendre compte de son installation matérielle en même temps qu'il est un bien curieux témoin des arrangements de famille en vue de la vie commune au milieu du ^{xviii}e siècle. Le 16 août 1738 Barthélemy Palluis, ouvrier en étoffes d'or, d'argent et de soie, prend pour femme Marguerite Bergeret, fille d'un maître. Celui-ci est décédé et la mère de la jeune fille, « demeurant à la Grand'Côte sur la

parroisse de Notre-Dame-de-la-Platière », lui constitue « par préciput et avantage pour la récompense de son travail et pour l'amitié qu'elle luy porte la somme de 1,100 livres en la valeur de ses joyaux, habits, linges et nippes ». En outre, elle lui donne tous ses biens, consistant « en une boutique où il y a quatre métiers propres à ouvrages figurez garnis de leurs utancils de service quoyque vieux; plus en meubles meublants qui ont aussy servi depuis longtemps composés de lits avec leurs assortiments, garde robes de noyer, tables, chaises, quelque peu de cuivrierie et de vaisselle d'étain et autres petits utancils de ménage, linges de plusieurs sortes pour le ménage dont partie est usée..., le tout évalué entre les parties par des amis communs la somme de deux mille livres ». En retour, le nouveau ménage sera tenu « de loger, nourrir, entretenir d'habillements la donnatrice et de la faire servir avec vigilance dans ses maladies s'il luy en survenait, de luy payer autant qu'elle demeurera avec les futurs époux soixante sols de chaque pièce qui seront fabriquées pendant l'année dans leur boutique ». Et comme il est bon de tout prévoir, il est ajouté : « Au cas de mésintelligence, il sera libre à la donnatrice de se retirer en son particulier et pour lors les futurs époux, sous la solidité de l'un et l'autre, luy délivreront, comme ils promettent solidairement, un rouet, un bon lit garni, une garderobbe de noyer, ses habits, linges et nippes à l'usage de sa personne, douze bons draps de lit, du linge pour le ménage et des utancils aussi pour le ménage, pour néantmoins être le tout rendu aux futurs époux en l'état qu'il se trouvera au décès de ladite donnatrice. De plus, il luy payeront aussi solidairement une pension de cent livres par année, de trois en trois mois le quart...; feront inhumer la donnatrice et célébrer pour le repos de son âme quarante messes. » Ces arrangements pour une vie de famille toute professionnelle ne nous laissent qu'à exprimer un souhait, c'est que la mésintelligence ne soit point venue troubler cet intérieur et que jusqu'à sa mort la donatrice soit restée dans la boutique qu'elle abandonnait si généreusement, faisant des canettes ou dévidant la soie, tout en surveillant la confection des pièces sur lesquelles elle devait prélever ses soixante sols.

Un dernier document nous parlera de la situation mobilière et de l'avoir d'un maître ouvrier en soie; c'est le testament fait en 1777 par « Joseph Noel Laurent, maître fabricant d'étoffes de soye à Lyon, travaillant comme simple ouvrier pour les marchands, demeurant audit Lyon, rue Mizère, parroisse Saint-Paul ». Il s'était marié en 1737 et avait reçu en date du 19 mai, de sa mère, par contrat, « la somme de cent cinquante livres en valeur d'un métier de sa profession garni de ses ustanciles et en ustanciles de ménage »,

tandis que la future lui apportait « deux cents livres en valeur d'un garde robe garni des habits, linges et nipes servant à son usage... et trois cents livres en argent et espèces sonnantes que le père promet payer cent livres à la foire des Roys de l'année prochaine, pareille somme deux années après et cent livres à la majorité de ladite future ». Ce contrat faisait prévoir un avenir florissant, et cependant par son testament Laurent constate : « Pour l'instruction de mes enfants, je déclare que mon mobilier consiste seulement :

« 1° En trois métiers pour le plein, un lit garni et deux pour les domestiques, une armoire ou garderobe de noyer, une commode et quelques petits meubles et ustancilles de ménage, du linge et quelques provisions de ménage, en habits, nipes et hardes de moy et de ma femme et quelques bijoux à l'usage de maditte femme. Après un mûr examen j'ai reconnu que le tout ne peut excéder la valeur de mille livres.

« 2° Il m'est dû trois cents livres par un habitant de la paroisse de Pollionay et mille livres par MM. les recteurs de la Charité et Aumône générale de cette ville, et rien autre ; à l'égard de l'argent monnoyé, je n'en ai que pour les dépenses journalières et indispensables... Sur le peu de bien que je me trouve avoir je dois à maditte femme pour sa dot la somme de mille cinquante livres et pour son augment celle de cinq cent vingt-cinq livres, en supposant que je puisse conserver jusqu'à mon décès ce que je me trouve avoir actuellement, car je n'ay aucune espérance de pouvoir rien augmenter. Si cependant il arrivait quelque augmentation, j'en ferais ma déclaration par acte pour être expédié à la suite de ce testament. »



Ces quelques documents nous ont fait vivre un peu de l'intimité des intérieurs. Ne faut-il pas un décor du temps au milieu duquel les personnages d'autrefois évolueront avec une entière vraisemblance ! Nous avons cherché à brosser rapidement, à indiquer plutôt par quelques traits le tableau de la ville, à esquisser le décor familial d'un atelier, avant que de mettre en scène l'ouvrier lui-même. Il nous reste à dresser aux yeux du lecteur un accessoire important : le métier, l'instrument de travail (1).

(1) Des réductions des métiers que nous allons décrire se trouvent au Musée historique des Tissus, au palais du Commerce, et en les voyant il est aisé de saisir le mécanisme assez compliqué de la tire ; on peut aussi se reporter pour cela aux planches de l'*Encyclopédie méthodique*. (Vol. Arts et Manufactures, mot Soieries.) Il serait intéressant pour les Lyonnais et pour les étrangers de reconstituer dans une des anciennes maisons de la ville un atelier de maître ouvrier ; on retrouverait facilement, croyons-nous, de quoi meubler et agencer de façon authentique ce logement, dont la visite serait une frappante leçon d'histoire locale.

Nous avons vu dans les statistiques de notre chapitre premier que les métiers se divisaient en deux grandes catégories : les métiers de plein et les métiers de tire, correspondant à la distinction des étoffes en pleines ou unies et en façonnées.

Les étoffes pleines ou unies, nous apprend un mémoire de 1751, « sont toutes celles que l'ouvrier travaille seul et sur lesquelles il ne paraît jamais aucun agrément, quoy qu'elles puissent être fabriquées d'une soye teinte en une ou plusieurs couleurs ». Les étoffes façonnées ou figurées « sont celles que l'ouvrier ne peut travailler sans le secours d'un ayde et sur lesquelles il assemble d'après le dessinateur quelques agréments ; elles se fabriquent partie à la tire, partie au bouton ». C'étaient les étoffes façonnées en pure soye ; mais il y avait en outre celles façonnées en dorures, qui en différaient « en ce que la trame est quelquefois d'argent, quelquefois d'or, quelquefois aussy d'or, d'argent et de soye tout ensemble ; elles se fabriquent à la tire ».

En allant du simple au composé, voyons comment se fabriquaient ces divers genres d'étoffes.

Le métier en lui-même était, sauf quelques modifications de détail, ce qu'il est aujourd'hui. Il se composait essentiellement de quatre piliers de bois maintenus à des distances invariables par des traverses et solidement fixés par des étampes butées au plafond de l'atelier. Leur assemblage formait un rectangle : deux rouleaux de bois étaient fixés l'un à l'arrière, l'autre à l'avant. Sur le premier s'enroulait la chaîne, assemblage de fils simplement placés les uns à côté des autres et qui, régulièrement espacés, s'en allaient horizontalement passer dans les mailles des lisses, puis entre les dents du peigne fixé au battant : ils recevaient alors la trame et venaient s'enrouler sous forme d'étoffe sur le rouleau de devant ; au fur et à mesure, le tisseur, à l'aide d'une cheville, faisait tourner ce dernier : cela s'appelait « tourner par devant ».

L'étoffe unie ou pleine qui était fabriquée sur ce métier si simple étant formée du croisement des fils de la chaîne avec le fil de trame qui passe alternativement entre tels et tels des premiers, il s'agissait, suivant la disposition de l'étoffe ou armure, de faire lever ceux-ci en temps utile. C'était l'office des lisses, formées de deux lattes de bois entre lesquelles sont tendus des fils de soie et de coton disposés de façon à former des boucles en leur milieu. Dans ces boucles passent les fils de la chaîne désignés par le dessin de l'armure et il est aisé de comprendre que, si l'on soulève les lisses, certains fils de chaîne sont aussi levés, laissant entre eux et ceux qui restent horizontaux le passage de la navette. Pour obtenir ce mouvement, le tisseur appuyait du pied sur une pédale ; celle-ci faisait traction sur une corde qui, passant sur une poulie fixée au-dessus du métier, redescendait se fixer à la lisse. Ces pédales s'appelaient les marches, et

suivant l'armure il y avait un plus ou moins grand nombre de lisses et de marches.

Une fois le fil de trame emprisonné entre les fils de chaîne ainsi levés, il s'agissait de le serrer contre les autres afin de former un tissu compact ; le battant intervenait alors : c'est un balancier dont la course est limitée en avant par l'étoffe déjà fabriquée, en arrière par les lisses ; il est muni d'un peigne, c'est-à-dire d'un assemblage régulier de dents d'acier entre chacune desquelles passe un fil de la chaîne. Si le tisseur, après avoir poussé son battant en arrière pour passer sa navette, le ramène en avant avec force, il vient buter de chacune des dents du peigne contre le fil de trame qui a été laissé par la navette dans la chaîne et qui est ainsi solidement appliqué, serré contre ceux qui l'ont précédé : il fait corps avec eux. Et si nous regardons travailler l'ouvrier, voici ce que nous lui voyons faire. De la main gauche il pousse le battant en avant, du pied droit il appuie sur une marche levant ainsi un certain nombre de fils de chaîne, de la main droite il lance alors la navette dans l'espace dégagé par ces derniers, puis il cesse de faire pression sur la marche : les fils de chaîne reprennent leur position horizontale emprisonnant entre eux le fil de trame qu'un vigoureux coup de battant serrera contre les autres. Et ainsi de suite, fil par fil, l'étoffe s'allonge sous l'œil attentif du tisseur, qui l'enroule devant lui avec sa cheville.

C'est encore le mécanisme du métier à main employé aujourd'hui, sauf qu'il n'y a plus qu'une marche pour actionner la mécanique Jacquard et que le régulateur enroule automatiquement l'étoffe faite. Le nombre des marches était parfois considérable, pouvant aller jusqu'à trente-six. On se figure quel pénible labeur ce devait être que de parcourir sans cesse ce clavier en faisant effort du pied. Aussi le tisseur sautait-il parfois une marche, ce qui amenait dans l'étoffe une défectuosité qui portait le nom typique de « piéfailli ». En outre, obligé de se tenir debout tout le jour pour se livrer à cette fatigante gymnastique, l'ouvrier était sujet à de graves infirmités, dont la plus fréquemment signalée était la hernie que les mémoires appellent une descente. Pour les métiers où le genre d'étoffe ne nécessitait qu'un petit nombre de marches, l'ouvrier s'appuyait plutôt qu'il ne s'asseyait sur une planchette inclinée encastrée entre les deux piliers de devant : c'était la banquette.



Tout ce mécanisme était conservé dans les métiers à la tire ; il y avait encore les pédales pour tisser le fond ou armure, mais en

outre on y ajoutait, pour obtenir le dessin, un très volumineux équipement que nous allons essayer de décrire.

On divisait, avons-nous vu, les métiers à la tire en grande et en petite tire, ces derniers s'appelant encore à boutons. Cette division correspondait à celle des étoffes façonnées qui comprenaient le grand et le petit façonné. Les métiers à la grande tire étaient employés pour tisser les grands façonnés, étoffes riches pour ameublements, tentures, ornements d'église, où il n'y avait qu'un seul sujet décoratif représenté dans la largeur. Les métiers à la petite tire ou à boutons étaient pour de moindres effets; avec eux on tissait les petits façonnés, c'est-à-dire les étoffes dans la largeur desquelles le dessin était reproduit au moins deux fois. La mise en action des uns et des autres nécessitait deux personnes : celle qui tissait, celle qui tirait les cordes ou les boutons, qui était un jeune garçon ou, plus ordinairement, une jeune fille. Dans ces métiers à la tire le tisseur travaillait comme pour le métier de plein que nous avons vu tout à l'heure; mais il avait plusieurs navettes, la trame se composant de soies de diverses couleurs et parfois de fils d'or et d'argent; sur l'indication de la tireuse de cordes, il passait successivement telle ou telle nuance.

Le rôle de la tireuse était plus compliqué et pour le faire comprendre il nous faut entrer dans de rapides explications techniques.

Nous avons vu que pour obtenir les dispositions du fond ou armures dans les étoffes pleines, on soulevait alternativement avec les lisses un certain nombre de fils de la chaîne; la combinaison est très simple : il s'agit d'obtenir un dessin géométrique et régulier. Pour les dessins du grand façonné il n'en est plus de même; il ne faut plus lever à la fois tel ou tel faisceau de fils de chaînes, les pairs, puis les impairs par exemple, mais parfois un ou deux fils isolément. Alors intervient le système de la grande tire. Chaque fil de la chaîne est enfilé dans un maillon en verre porté par une corde qui, montant verticalement au-dessus du métier, passe sur une poulie et s'en va horizontalement se fixer à une barre; à sa partie inférieure, au-dessous de la chaîne, une aiguille de plomb tient la corde tendue. L'ensemble de ces cordes s'appelait le rame; la réunion des poulies en un châssis, le cassin. Rame et cassin avaient de quatre à huit cents cordes et poulies, et parfois on ajoutait un second et un troisième cassin. Dans le cassin les poulies étaient placées par rangées suivant un plan incliné, de sorte que les cordes en descendaient sans se confondre et étaient régulièrement distribuées sur les fils de la chaîne.

Ceci disposé, si l'on tirait verticalement une des cordes horizontales du rame le mouvement se transmettait, à l'aide de la poulie, au fil de chaîne qui était soulevé par le maillon; si l'on cessait toute

traction, l'aiguille de plomb attachée à la partie inférieure de la corde de rame par son poids ramenait le fil de chaîne à sa position horizontale. Pour obtenir aisément ce mouvement, il suffisait d'attacher une corde au fil de rame placé très haut vers le plafond, laquelle descendait jusqu'au plancher où elle était fixée à une barre. Aux huit cents cordes du rame correspondaient ainsi huit cents nouvelles cordes dont l'ensemble s'appelait le simple. On avait donc alors au-dessus du métier et se prolongeant sur le côté droit une nappe de cordes horizontales fixées à une barre et qui, après avoir passé sur des poulies, descendaient perpendiculairement sur les fils de chaîne soutenant des maillons que ceux-ci traversaient et terminées par des aiguilles de plomb. De ces cordes horizontales descendait à côté du métier une cascade de cordes verticales attachées à une barre fixée au plancher. En tirant sur une de ces dernières, on soulevait le fil de chaîne correspondant à l'aide de la poulie du cassin et du maillon. Cet équipage du simple représentait donc exactement, mais verticalement, la disposition des fils de chaîne, et si l'on tirait la première corde du simple on soulevait le premier fil de la chaîne.

Restait à distribuer dans le simple le dessin qu'on voulait reproduire sur la chaîne. C'était l'œuvre de deux auxiliaires, le plus souvent des femmes, la liseuse de dessins et la faiseuse de lacs. Le dessin est la figuration sur une feuille de carton des fils de la chaîne sur lesquels sont peints les effets à produire avec la trame. Chaîne et trame sont représentées fil par fil, par des traits noirs se croisant, et le dessinateur, chaque fois que la trame doit passer sur la chaîne et être ainsi apparente, recouvre les fils de chaîne de la couleur voulue. Et pour la liseuse de dessins habituée à ce genre de travail il est aisé de voir sur ce carton en quels points le fil de la navette restera caché sous les fils de la chaîne, en quels autres points au contraire il passera dessus; et ainsi dans le simple, qui est la reproduction exacte de la chaîne, elle passe une cordelette qui représente la trame suivant les indications du dessin. Elle distribue ainsi ce dernier dans tout le simple fil à fil. A côté d'elle se trouve la faiseuse de lacs qui fixe le dessin en nouant, à l'aide de cette cordelette appelée le lac, les fils du simple qui doivent être tirés pour produire l'effet voulu. Et afin que ces lacs ne s'embrouillent pas, elle les attache par l'autre extrémité à une grosse corde parallèle au simple appelée la gavacinière. Chaque coup de navette du dessin était ainsi figuré par un lac. Souvent, pour les dessins trop étendus, la hauteur d'un simple ne suffisait pas et on en ajoutait un ou deux, chacun de ceux-ci contenant une partie du dessin.

Comme on se le figure, ce travail de lisage était long et minutieux. En 1763 un maître ouvrier, le sieur Souлары, ayant eu une contestation avec son marchand, fournit au Consulat une note des

dépenses qu'il avait faites pour monter un métier en velours et dorures. Le dessin était de deux cent vingt-trois dizaines et la liseuse, payée 4 sols la dizaine, soit 44 l. 12 s., mit vingt-cinq jours à lire son dessin; sa nourriture, comptée à 20 sols, revint à 25 livres. La faiseuse de lacs resta le même temps, et outre sa nourriture, qui fut la même que pour la liseuse, reçut 11 sols par jour, soit 13 l. 15 s. Et encore ces frais avancés par le maître étaient-ils minimes à côté de ceux nécessités par l'achat de nouvelles cordes (1).

Une fois le dessin lu dans le simple, le tissage allait commencer. Le maître, installé devant son métier, s'occupait des marches, du battant et des navettes; devant le simple se plaçait une auxiliaire, la tireuse de cordes. Son rôle consistait à prendre successivement les lacs le long de la gavacinière, à les tirer à elle pour dégager le faisceau de cordes correspondant au coup de navette et à faire effort sur ce faisceau pour faire lever les fils de chaîne. Cela fait, elle criait au maître la couleur qu'il devait passer, celui-ci lançait la navette et la tireuse laissait aller le lac. Et elle continuait ainsi, prenant les uns après les autres les cordelettes échelonnées le long de la gavacinière, sans relâche, recommençant quand le dessin était terminé, passant d'un simple à l'autre lorsqu'il était compliqué, les yeux fixés sur la carte du dessin pour dire au maître la couleur qu'il devait employer. De plaintives chansons de canuts, de ces chants sans envolée, composés dans la boutique close d'où l'air était exclu à cause des poussières qu'il déposait sur la soie, ont pour refrain le triste appel des tireuses, énumérant sur un ton monotone les éclatantes couleurs des riches étoffes.

Pour que les cordes soient également tirées et suffisamment, la tireuse se servait de la machine à tirer, engin disposé à côté

(1) Un état des frais avancés en 1780 par le sieur Burel pour le montage d'un métier nous renseigne amplement à ce sujet. Il est ainsi conçu :

« Seize journées de lisage à celle qui a lu le dessein à 20 sols par jour de nourriture, fait	16 livres
« Pour le paiement du dessein qui est composé de trois cent soixante-douze dizaines.	36 »
« Pour le faisage de latz dix-huit journées de nourriture.	18 »
« Pour les journées de la faiseuse de latz à 10 sols par jour.	9 »
« Pour l'appareillage et attachage de douze simples y compris sa nourriture.	12 »
« Pour avoir fait levé une pièce et en avoir fait tordre une autre.	6 »
« Pour avoir fait remettre le métier au bout des deux habits.	6 »
« Pour avoir fait six simples neufs, fils et gavassines, les uns dans les autres montent à.	144 »

Soit un total de 247 livres avancées par le maître, et il ajoute qu'il ne compte pas douze journées « que le marchand a fait chômer le métier ».

Une note de 1766 accuse une dépense de 666 livres 12 sols d'avances de montage « pour des suture à la façon de perle ». Cela sort, il est vrai, du genre habituellement fait dans la manufacture.

du simple et se composant essentiellement de deux barres de bois dont l'une fixe sert de point d'appui et l'autre peut être rabattue en avant à l'aide d'un levier. Lorsque la tireuse avait dégagé le faisceau du simple à tirer, elle amenait à elle cette machine, qui roulait sur deux galets et après chaque coup était renvoyée en arrière, engageait le faisceau entre les deux barres et rabattait. Le simple étant fixé au plancher, l'écartement ainsi obtenu des barres de la machine amenait les cordes en avant et le mouvement était transmis aux fils de chaîne qui se levaient. Dans un projet de nouvelle mécanique présenté à la Communauté en 1765, nous trouvons la description de ce travail de la tireuse qui se décomposait en sept temps :

« 1^o Prendre la gavacinière de la main gauche pour choisir le lac à tirer ;

« 2^o Empoigner le lac choisi de la main droite ;

« 3^o Passer la main gauche dans l'ouverture formée par le dernier temps entre le lac et le simple pour atteindre la machine à tirer ;

« 4^o Empoigner la machine à tirer de la main gauche et l'introduire dans cette ouverture ;

« 5^o Tirer la machine à soi de la main droite et s'y appuyer de la main gauche pour la mouvoir ;

« 6^o Fouler la machine et la tenir horizontalement tirée des deux mains sous le poids de son corps pendant que l'ouvrier broche le lac tiré ;

« 7^o Laisser aller la machine et la renvoyer de la main droite en son lieu ».

On voit quelle douloureuse gymnastique était imposée toute la journée à des enfants et l'on comprend que toutes les recherches des inventeurs aient tendu à supprimer ce malheureux auxiliaire ou à simplifier son labeur. Sans compter que souvent, nous dit l'auteur d'une nouvelle mécanique, « la tireuse de cordes annonce une couleur pour l'autre ou l'omet ; il faut défaire ou broder la couleur omise, d'où perte de temps et dépense pour l'ouvrier. En outre, les simples et les lacs s'embrouillent ordinairement, la tireuse de cordes prend l'un pour l'autre ou en omet ; un travail brusqué casse des cordages et la sueur des mains les pourrit promptement ».

Outre ces inconvénients, le système de la tire en général présentait celui de la nécessité d'un nouveau lisage pour chaque dessin. On ne pouvait conserver les simples munis de leurs lacs lorsque la pièce était terminée ; on défaisait ces derniers et la liseuse venait dans le simple disposer un nouveau dessin. Si on avait à reprendre le dessin antérieur, le lisage était à recommencer. La Salle, le grand dessinateur lyonnais, inventa bien un système pour conserver le montage d'un dessin ; mais il faut venir jusqu'à l'invention de

Jacquard pour trouver la réalisation pratique de ce perfectionnement et le progrès considérable de la suppression des tireuses (1).

Nous avons vu que pour fabriquer les petits façonnés, c'est-à-dire les tissus dans la largeur desquels se répète plusieurs fois le même dessin, un semis de fleurs par exemple, on se servait du métier à la petite tire ou à boutons. Il présente le même ensemble, les mêmes dispositions de cordes, soit de rame, soit de semple; seulement les cordes du semple, au lieu de descendre jusqu'au plancher et d'y être fixées, comme dans la grande tire, pendent librement à peu près à hauteur d'homme. La liseuse de dessins et la faiseuse de lacs accomplissent leur travail comme nous le leur avons vu faire, à la différence que cette dernière, au lieu de nouer l'extrémité des lacs à la gavacinière, leur fait traverser une planche percée de trous et attache au bout de chacun une poignée de bois ou bouton à l'aide duquel la tireuse fera effort. Celle-ci, lorsque le dessin est lu et les lacs faits, se trouve en présence d'une ou plusieurs rangées de boutons, maintenus dans l'ordre voulu par la planche, et elle n'a qu'à tirer ces poignées l'une après l'autre. Pourquoi cette disposition ? Dans le métier à la grande tire il n'y a qu'un dessin à reproduire dans la largeur et chaque lac est indépendant en quelque sorte; dans le métier à la petite tire il faut, dans la largeur, faire plusieurs fois le même dessin, par exemple pour un semis de fleurs faire cinq fleurs. Il faut que la navette qui tout à l'heure laissait une seule fois sa trace dans la chaîne, la laisse ici cinq fois uniformément, et il faut donc qu'au même coup de navette cinq lacs soient levés; pour simplifier, on les réunit au même bouton et en tirant celui-ci on obtient l'effet voulu. Dans le premier métier de petite tire inventé au xve siècle par

(1) Jean Tisseur, dans son beau poème *Au Tombeau de Jacquard*, nous montre celui-ci obsédé par la vision du martyre des tireuses de cordes et invoquant la Muse de son génie :

*Oh! viens, lui disait-il, viens, délivre mes yeux
De tout ce que je vois; ces cordes et ces nœuds,
Ces marches, ces agrès, ce rame, cette lisse,
C'est l'instrument grossier d'un éternel supplice.
Je me meurs chaque jour sous ce comble étouffant,
Je me meurs dans la chair de ce chétif enfant,
Prisonnier, comme moi, dans les faisceaux du semple!
Vois son sang appauvri, sa joue hâve, contemple
Sa gêne, la torture où son corps s'est noué.....
Pitié pour cet enfant dans le métier cloué!
Pitié pour son martyre et pour son agonie!
.....
Et maintenant tu peux, loin des semples maudits,
Secouer au grand air tes membres engourdis;
Pauvre enfant! le voilà délivré; remercie
Celui qui fut pour toi comme un second Messie!*

Jean le Calabrais, les boutons sont placés devant le tisseur qui les tire lui-même, les accrochant à une cheville pendant qu'il passe la navette. Cela était long et pénible, aussi en 1687 Galantier et Blache inventèrent-ils le système que nous venons de décrire et qui nécessite l'aide d'une tireuse.



Dans le petit atelier le métier était non point une chose, un meuble inerte et indifférent, mais presque une personne, rappelant le souvenir des parents qui l'avaient dressé, soutenant de ses lourds piliers la tradition de labeur de la famille. Il était de l'intimité de la vie commune, sans cesse actif, chantant tout au long du jour de ses battements secs et rythmés; le soir la lumière de la lampe le projetait fantastique et déformé sur le mur de l'atelier, et au petit matin le soleil, se jouant à travers ses milliers de fils et de cordes, réveillait le maître dont le premier regard était pour son métier; peu à peu, dans la longue succession des journées bien remplies, l'accoutumance faisait de l'instrument docile et habitué à la main du maître comme une partie de celui-ci, qui sentait plutôt qu'il ne voyait quand quelque chose était cassé ou ne jouait point normalement. Rapide au travail vigoureux du jeune homme, peu à peu comme lui le métier s'alourdissait, prenant les allures du vieillard, semblant flatter par sa douceur et la lenteur de sa cadence le désir de celui-ci de tisser toujours malgré le tremblement de ses mains épuisées. Et les petits enfants s'exerçaient au métier de l'aïeul, le traitant avec égards, calmant leur brusquerie, comme lorsqu'ils promenaient le vieux maître ils ralentissaient le pas avec l'attendrissement des petits tout fiers de venir en aide aux faibles. Puis de nouveau sous la main du fils du maître le métier s'éveillait, se dégourdissait et il chantait gaïement son rajeunissement.

Ce sont les mille accessoires du métier qui furent pour les enfants du maître les premiers jouets; son bruit causa leur première stupeur et leur première admiration. Devenus plus grands, ils se sont mis au travail, faisant les canettes, tirant les cordes, et un mémoire du sieur Bonnafous, présenté le 14 mars 1764 pour faire ressortir les avantages d'un nouveau métier de son invention, déclare que « les maîtres ouvriers pourront, s'ils le jugent à propos, employer leurs enfants depuis huit jusqu'à quatorze ans aux simples pour tirer, sans aucune crainte de les fatiguer ny énervier, ce qui leur fera un bénéfice considérable, sans parler de l'avantage inestimable d'accoutumer de bonne heure les enfants au travail ». Le

métier était ainsi le compagnon inséparable de la vie entière de l'ouvrier ; il y avait entre eux les liens que crée la vie commune et la nécessité, le maître ne sachant et ne pouvant rien faire une fois sorti de son battant et de sa navette. Et c'est pourquoi un peu longuement nous avons insisté sur le côté matériel de l'installation du maître, visitant son atelier, étudiant son métier, car l'étroite union des choses et des gens dans la manufacture nous fera comprendre plus aisément l'influence des crises et des chômages sur toute une population de maîtres n'ayant qu'une spécialité et bornant leur horizon aux murs de l'atelier familial.



CHAPITRE IV

Les Règlements. — Les maîtres marchands et les maîtres ouvriers.

SOMMAIRE

La liberté du travail à Lyon. — Intérêt des Communautés et du Consulat à la réclamer. — Lettres patentes relatives au privilège des artisans « de travailler de leur mestier en boutique, ouvroir, chambre ou autrement, sans y estre troublez ni empeschez sous ombre de n'avoir fait chef d'œuvre ou expérience ». — Les règlements et la liberté du travail. — Restriction et suppression en fait de cette dernière dès le milieu du xvi^e siècle.

Les règlements de la manufacture. — Note : L'édit de Léon le Sage (886-911) sur les corporations de Constantinople ; les vestioprates ou marchands de soieries et les séricaires ou fabricants de soieries. Les règlements des « ouvriers en draps de soye et de veluyaus et de boursserie en lac » rapportés dans le *Livre des métiers* d'Etienne Boileau. — Raisons pour lesquelles le règlement de 1554 fut accordé. — Rapide aperçu des divers règlements dans leur complication et leurs prescriptions tant de police que de fabrique. — Note : Rubrique des titres du règlement de 1744. — Les règles techniques. — Roland de la Platière et les règlements.

Prépondérance des maîtres marchands sur les maîtres ouvriers. — Anomalie de cette distinction. — Les diverses phases de l'asservissement des maîtres ouvriers. — Leurs vaines protestations. — Leur attitude lors des élections préparatoires aux Etats généraux.

« En l'an 1554 les eschevins de la ville ayant descouvert qu'en la manufacture des draps de soye qui se fabriquoient à Lyon se comettoyent des grands abus soit es estoifes, bonté et largeur qui redondoit au grand deshonneur et desery de la ville s'estant assemblez avec les principaux maistres dudict mestier dressèrent par leur advis un grand et ample reiglement pour retrencher lesdicts abus et ramener cette belle manufacture à son devoir. »

CLAUDE DE RUBYS.

« Nous ne suivrons pas plus loin l'énumération des dispositions bizarres, tyranniques, contraires à l'humanité et aux bonnes mœurs dont sont remplis ces espèces de codes obscurs (les règlements), rédigés par l'avidité, adoptés sans examen dans des temps d'ignorance et auxquels il n'a manqué, pour être l'objet de l'indignation publique, que d'être connus. »

Édit de février 1776.

Avant que d'entrer dans le détail de la vie professionnelle de l'ouvrier en soie, il importe de montrer à quelles obligations générales son travail était soumis, quelle était sa situation à l'égard des autres maîtres, ses confrères, et si devant lui s'ouvrait largement l'avenir avec toutes facilités d'acquérir, grâce à son labeur et à son initiative, la fortune ou le bien-être.

*
* * *

Parmi les privilèges et franchises de la ville de Lyon, on cite volontiers la liberté du travail, pour en déduire que pendant toute la durée de l'ancien régime il fut loisible aux artisans, quels qu'ils soient, d'ouvrir boutique et d'exercer leur métier sans être assujettis aux maîtrises, jurandes et chefs-d'œuvre. Il faut distinguer, car si en droit la liberté du travail exista, en fait elle fut bientôt restreinte et annihilée. En principe édictée pour l'individu, elle profita aux Communautés qui l'accaparèrent à son préjudice, à la Ville qui s'en servit pour conserver l'autonomie de son administration.

Les Communautés se réclamaient de la liberté du travail pour garder leur indépendance vis-à-vis de la Royauté; celle-ci ne pouvait les rattacher à la charge d'un des officiers de sa maison, charge qui en acquerrait une plus-value très profitable au Roi et dont le titulaire à beaux deniers comptants délivrait les lettres de maîtrise. Il en

était ainsi, par exemple, pour la Communauté des chirurgiens de Lyon, qui dépendait du maître barbier du Roi (1). Mais dans le sein des Communautés, où était pour l'individu la liberté? Droits, épreuves, surveillance, assujettissement à des obligations techniques, rien n'était oublié. Pour avoir une idée exacte de ce qu'était la liberté du travail à Lyon, il faut opposer aux textes qui la proclament les règlements qui la suppriment.

La Ville, de son côté, pour garder son indépendance et son entière action sur les corps de métiers, s'appuyait aussi sur la liberté du travail, à laquelle elle devait sa prospérité. La nomination par le Roi des maîtres des métiers eût été pour elle le plus intolérable empiètement du pouvoir royal, les maîtres des métiers devant être nommés par le Consulat, à l'élection des membres duquel ils concouraient dans la suite. Soustraire les Communautés à l'action de la Royauté c'était pour le Consulat conserver le droit de désigner les maîtres des métiers, et c'est pourquoi il ne cessa de demander à chaque règne confirmation de tous les privilèges de la Ville et entre autres de la liberté du travail.

Quelques faits d'histoire démontrent l'intérêt du Consulat. Le 21 juin 1320 l'archevêque de Lyon, à qui appartenait la justice de la ville, accorde aux bourgeois qui, dès 1271, s'étaient placés sous la protection du roi de France, la charte de la commune; il y aura désormais douze conseillers ou échevins choisis parmi les meilleurs et les plus sages, qui seront élus par les maîtres des métiers. En mars 1395, confirmant, paraît-il, un vieil usage, le Roi donne au Consulat le pouvoir de faire la visite chez les maîtres des métiers, qui eux-mêmes visitaient leurs confrères, et en vain l'archevêque essayait-il d'obtenir ce droit pour lui; un arrêt du 29 septembre 1395 défend à lui et à ses officiers de rien innover sur les visites que les consuls avaient le droit de faire de toute ancienneté chez les maîtres des métiers. Enfin, le 17 avril 1476 Louis XI, par lettres patentes, enjoint aux artisans et gens de métiers de ne faire aucune assemblée, délibération ni règlement concernant leur art sans l'assistance et le consentement des conseillers de la ville. Ainsi est centralisée entre

(1) Seuls, à Lyon, et de toute ancienneté, les barbiers, apothicaires, orfèvres et serruriers étaient organisés en maîtrises en raison de l'importance de leurs métiers : les premiers ayant soin de la santé des personnes, les orfèvres mettant en œuvre de précieux métaux, les serruriers ayant à leur discrétion la sécurité des maisons. Au sujet des barbiers et chirurgiens, la ville eut d'intéressants démêlés avec le maître barbier du Roi. Pendant les épidémies si fréquentes de peste, le Consulat, cherchant par tous les moyens à recruter des médecins, délivrait des lettres de maîtrise. Des procès s'engagèrent sur la validité de celles-ci et un arrêt du grand Conseil intervint, le 18 décembre 1643, confirmant les prévôt des marchands et échevins « au pouvoir qu'ils ont de faire des maîtres chirurgiens dans la ville de Lyon lorsque ladite ville est affligée de contagion ».

leurs mains toute l'organisation industrielle. Il s'agit de conserver cette suprématie ; pour cela, les consuls remontrent au Roi que le pays du Lyonnais est pauvre, qu'aucune industrie indigène ne peut s'y développer et qu'il importe d'attirer les ouvriers comme les marchands, en leur accordant toute liberté. C'est en ce sens que sont rendues les lettres patentes du 14 décembre 1486. A leur rencontre certains métiers s'étant organisés en corporations, Claude Thomassin, conservateur des privilèges des foires et capitaine de la ville, est délégué à Paris pour demander la suppression des maîtrises ; le 8 juillet 1511 des lettres d'abolition sont accordées, les métiers ne devant plus être soumis qu'à la visite de deux maîtres nommés chaque année par les conseillers.

Cette liberté est confirmée par de nombreuses lettres patentes. Le 7 juillet 1603 le Roi conserve et maintient la ville « en l'exemption et franchise dont elle a jouy de tout temps, que les artisans habitez en icelle et qui viendront y résider à l'avenir ne seront tenus faire chef d'œuvre dont les avons d'abondant, en tant que de besoin seroit, exempté et exemptons, ains qu'ils puissent ou leur soit loisible travailler de leur mestier en boutique, ouvroir, chambre ou autrement sans y estre troublez, ni empeschez, sous ombre de n'avoir fait chef d'œuvre ou expérience ». Ce privilège avait été accordé par les prédécesseurs d'Henri IV, « desirans, disaient-ils, augmenter et accroistre nostre dite ville laquelle estant size et située en pays estroit et stérile ne se pouvoit rendre populeuse que par la liberté et franchise accordée à toutes sortes d'ouvriers et artisans qui voudroient s'y habituer ». Cependant cette liberté, « dont seroit advenu que nostre dite ville seroit parvenue à l'opulence et splendeur que chacun scait », a subi des atteintes, car « depuis quelques années aucuns artisans de ladite ville ayans voulu par le moyen de quelques lettres obtenues du feu Roy nostre prédécesseur et de Nous sous faux donné à entendre et par un monopole pernicieux à nostre dite ville et au bien de nostre service introduire la nouveauté de chefs d'œuvres et distribuer la maistrise par les festins et banquets et autres despences prohibées par nos ordonnances, nostre dite ville est tellement descheue de son premier estat qu'il ne lui reste plus que l'ombre de son ancien lustre, dépeuplée, déserte et abandonnée ». C'est pourquoi le Roi révoque comme contraires aux libertés, bien et utilité de Lyon « toutes lettres, statuts et règlemens qu'aucuns artisans, autres que les susdits quatre mestiers jurez de ladite ville, pourroient avoir obtenu par surprise ou importunité ». La seule restriction à la liberté absolue c'est que les ouvrages faits à Lyon « seront veus et visitez par les deux maistres de chacun mestier qui sont et seront esleus par chacun an par lesdits prevost des marchans et eschevins lesquelz seront tenus rapporter les fautes et abus qu'ils

trouveront ausdits ouvrages pour en estre fait telle punition et correction qu'il appartiendra ».

Par ces lettres, le Roi révoque tous statuts et règlements donnés par ses prédécesseurs et lui. Une nouvelle confirmation des franchises de la ville, du 11 mai 1661, en ce qui concerne la liberté du travail, n'est plus aussi radicale. Les statuts et règlements ne sont point d'abondant rendus nuls, ils devront simplement être remis « ez mains desdits prevost des marchands et eschevins pour estre par eux reformés ou modérés ainsi qu'il appartiendra ». Déjà est admise l'idée de la coexistence du principe de liberté avec les restrictions que chaque métier constitué en corps y apporte, toujours sous l'autorité du Consulat. Avec les lettres patentes de septembre 1717, « portant confirmation des franchises et exemptions de chef d'œuvre accordées à la ville de Lion en faveur des artisans qui viendront s'y établir », ce qui était une exception soumise au bon vouloir du Consulat devient un droit affirmé par la Royauté. De la liberté, « les artisans de ladite ville jouiront ainsi qu'ils en ont bien et dument jouy et usé et qu'ils en jouissent encore à présent, *pourvu toutefois que lesdits privilèges n'aient point été révoqués par aucuns édits, déclarations ou arrêts* ». On est loin du point de départ, de la franchise absolue; et les empiètements progressifs de la Royauté marquent les étapes franchies par le pouvoir central, de plus en plus puissant et autoritaire. Le Consulat et les Communautés ne réclament plus; en 1638 le premier avait eu gain de cause contre le Sénéchal qui s'était immiscé dans la nomination des maîtres des métiers; à partir de cette date il ne proteste pas contre les restrictions apportées par la Royauté à la liberté du travail, qu'il faisait confirmer sans cesse quoique diminuée. En 1610 la Communauté des maîtres ouvriers en soie s'élève contre un privilège accordé à Dagon par le Roi et fait opposition à son renouvellement, parce qu'il « estoit contraire à la liberté portée par les articles généraux dudit art » et parce que « ceste ville de commerce libre ne devoit estre restraincte par aulcung privilege ni deffence particulière ». Puis étant appelée à profiter des faveurs royales, elle ne peut plus invoquer la liberté, et lorsqu'un cas semblable se présente en 1720 au sujet du privilège accordé au sieur Roch Quinson, la Communauté se contente de le racheter.

Ainsi donc tout en façade, comme un décor, était la liberté du travail dont la ville se vantait, à bon droit d'abord, puis comme un de ces vieux titres honorifiques qui ne sont plus rien et qui ont été pourtant la base de pouvoirs souvent considérables. Pour les Communautés, plus rapidement la liberté ne représenta qu'une certaine indépendance à l'égard du Roi, indépendance qu'elles aliénèrent vite, car le Roi était dispensateur de privilèges précieux. Et l'artisan

qui, tout au début, profita de l'entière franchise, bientôt fut pris dans l'engrenage des apprentissages, compagnonnages, maîtrises, fut enserré dans les règles professionnelles. A partir du milieu du xvi^e siècle, l'ouvrier, attiré par la renommée de Lyon, ville libre, se heurta aux Communautés d'arts et métiers, dans lesquelles il lui fallut s'embrigader, car elles faisaient bonne garde et chassaient les indépendants. Un rapide aperçu des règlements de la grande Fabrique nous montrera l'accès de la profession, d'abord libre, bientôt fermé, la faculté de fabriquer selon les désirs de la clientèle pour les largeurs et matières rapidement enlevée, en un mot, la liberté du travail devenue un véritable asservissement.

*
* *

Le Consulat, qui avait fait échouer l'établissement de la manufacture royale de Louis XI, favorisa sans marchander les efforts de Turquet, Nariz et des ouvriers qu'ils attirèrent, car s'ils avaient reçu des privilèges royaux, ils n'en restaient pas moins indépendants : leur entreprise était toute d'initiative privée ; grâce à ses subsides, le Consulat la fit sienne et gagna une influence considérable. Aussi est-ce lui qui adresse à Henri II une requête pour obtenir un règlement. « Pource que, est-il dit dans l'ordonnance qui l'accorde, iusques icy n'ont esté faictes en nostre dite ville aucunes ordonnances, loix ou statuts sur les façons et manufactures desdits draps d'or, d'argent et de soye, sur le reiglement des maistres et ouvriers, punition et coertion des fautes et abus qui s'y peuvent commettre, nos chers et bien amez les conseillers et eschevins de nostre dite ville de Lyon Nous ont puis n'aguères adverty que, par la malice des hommes et du temps, il se trouve plusieurs fautes, malfaçons et tromperies esdits draps d'or, d'argent et de soye faits en nostre dite ville de Lyon et se font ordinairement plusieurs plaintes d'aucuns maistres dudit art contre les autres et desdits maistres contre leurs compaignons, ouvriers, moliniers, tainturiers, devideurs et devideresses..., au moyen desquels abus, malfaçons, querelles et procès ladite manufacture... si bien encommencée en nostre dite ville de Lyon se pourroit perdre et discontinuer au grand dommage d'icelle et de tout nostre royaume, s'il n'y estoit pourveu de remède. Quoy voyans lesdits conseillers et eschevins auroyent en leur Maison de ville fait assembler les plus notables et preud'hommes, maistres et ouvriers dudit art, pour, avec eux, adviser le moyen d'oster et d'extirper lesdits inconveniens, malfaçons, tromperies et querelles qui peuvent advenir audit art, et finalement

pour dresser une police ou reiglement tant desdites façons, matières et estoiffes desdits draps d'or, d'argent et de soye que du gouvernement des maîtres... auroient arrêté et conclu estre nécessaire et utile de faire certains statuts et reiglement pour estre entre eux gardés et observés, s'il Nous plaist ainsi l'ordonner et impartir nostre autorité.» Ainsi le règlement a pour but d'édicter certaines règles de fabrication et de prévoir les rapports entre les divers membres de la manufacture. Il est donné au mois d'avril 1554; maîtres et compagnons « unanimement ont conscentu l'entérinement ».

Ce règlement ne contient que vingt et un articles; ce sont des lois de bonne police, et leur observation ne diminue en rien la liberté de chacun d'entrer dans la profession. Une distinction est bien faite entre maîtres et compagnons; mais aucune condition n'est imposée à la délivrance de ces titres, qui sont donnés à ceux qui, plus ou moins habiles, plus ou moins fortunés, travaillent pour leur compte dans leur propre boutique ou se mettent au service d'autrui. Des conditions de stage, des droits de réception il n'en est pas question; le métier est libre, avec des règles sagement ordonnées pour prévenir abus et contestations. Cette liberté, contraire à l'intérêt des maîtres, qui voyaient croître la concurrence avec leur nombre, ne les satisfaisait point. Aussi les voyons-nous présenter dès 1583 un mémoire demandant que les maîtres soient tenus de prendre des lettres de maîtrise et de payer une taxe honnête au profit des prévôt des marchands et échevins qui les délivreront, les fils de maîtres devant succéder à leur père sans rien payer; en outre, que tous les maîtres fassent le chef-d'œuvre. On en vient ainsi à la conception étroite du travail organisé en corporation, et cela était forcé, un métier libre commençant à être regardé comme une anomalie. C'est pourquoi est donné le règlement de 1596; il maintient toutes les dispositions du précédent, mais y ajoute les règles obligatoires de l'apprentissage et du compagnonnage. Désormais la liberté de l'individu n'existe plus dans la Communauté. Les règlements et ajoutés aux règlements vont se succéder, les uns défaisant ou complétant l'œuvre des autres, embrouillant à plaisir, semble-t-il, leurs prescriptions. Et dans ce fouillis contradictoire d'arrêts, d'ordonnances consulaires, de lettres patentes, nous ne retiendrons que les trois grands règlements de 1667, 1737, 1744.

Le premier, appelé plus communément le Règlement de Colbert, est une des parties de sa grande œuvre d'unification et de centralisation industrielle; conçu dans un esprit équitable, sans subir les influences mesquines des chicanes de la Communauté, il n'en souleva pas moins presque une émeute et fit éclore de nombreux mémoires, de véhémentes protestations. Force lui resta, et la lutte qui s'était engagée contre la prépondérance des maîtres marchands, qui com-

mençait à se faire sentir, continua, les forces des deux classes se groupant pour obtenir l'une contre l'autre nouveaux arrêts et nouveaux règlements qui de 1667 à 1737 se succédèrent, les uns abrogeant les autres, sans aucun souci de logique et de justice.

Parut le règlement de 1737, obtenu par les maîtres ouvriers et qui tenait la balance égale entre maîtres marchands et maîtres ouvriers. Un partage équitable d'influence était fait, et cette sagesse étonne de la part de ceux qui se montraient souvent si violents dans leurs actes ou dans leurs écrits. Le règlement de 1744 vint abroger celui de 1737 et replacer les maîtres marchands à la tête de la Communauté. Nous verrons en un autre chapitre quelle émeute et quel long procès souleva sa publication. Jusqu'en 1763 se succédèrent de nombreux mémoires; à cette date intervint un accord et le règlement fut reconnu par tous. Il ne fut point abrogé par les édits de 1777, dans leur souci de simplifier ces multiples et minutieuses lois. La nouvelle Communauté de la manufacture fut régie par le règlement de 1744, qu'un autre, dont les projets furent présentés et qui n'aboutirent point, devait remplacer; ce fut seulement devant la loi de 1791 que disparut le règlement de 1744.

A mesure que se développeront les différents chapitres de notre étude, nous aurons à étudier les articles qui y sont relatifs et à rapprocher ceux des divers règlements pour voir l'évolution des prescriptions qu'ils imposent. Ces articles devinrent de plus en plus nombreux, non seulement à raison des nécessités de minutieux détails pour l'organisation et la police de la Communauté, mais aussi de la multiplicité des genres d'étoffes dont on croyait devoir fixer invariablement les règles de fabrication. En 1554, vingt et un articles seulement, dont trois sur ces dernières; en 1596, vingt-trois articles; en 1667, soixante-sept articles, dont quatorze techniques; en 1737, deux cent huit articles, parmi lesquels cinquante et un relatifs aux étoffes; en 1744, vingt-neuf de ceux-ci sur cent quatre-vingt-trois articles. Ces règlements, sans cesse plus touffus, étaient, surtout celui de 1737, difficiles à consulter, les matières étant mêlées sans ordre et sans divisions; ce devait être, pour les maîtres peu lettrés, un labeur véritable que de chercher telle prescription qui les intéressait. Le règlement de 1744 innova, par sa division en titres et son arrangement rationnel (1).

(1) Le règlement de 1744 était divisé en quatorze titres, dont voici les rubriques :

I. — Du service divin, de l'élection des Courriers de la Chapelle ou Confrairie de la Communauté et de leurs fonctions. (Sept articles.)

II. — De l'élection des maîtres gardes et adjoints et de leurs fonctions. (Neuf articles.)

III. — Des assemblées de la Communauté et de celles du Bureau. (Huit articles.)

IV. — Des visites générales et particulières des maîtres gardes et adjoints et de la forme des procès-verbaux et dénonciations. (Dix articles.)

Le rôle des règlements fut d'ôter toute liberté tant professionnelle que technique. Au premier point de vue, toute l'étude qui suit ne sera qu'une longue preuve. Au point de vue technique, nous ne dirons que peu de choses, car cela est en dehors de notre sujet. Remarquons simplement que fixer immuablement, à peine de contravention et d'amende, la fabrication, maintenir arbitrairement les étoffes dans telle largeur, c'était immobiliser la manufacture. Toute innovation non prévue par le règlement était interdite ou devait s'abâtardir en s'y conformant ; et pour lutter contre la concurrence, pour fabriquer les étoffes bon marché de l'exportation, il fallait des permissions spéciales, révocables à loisir, portant le nombre de pièces qu'on devait fabriquer ; de janvier à décembre 1754, soixante-dix-neuf permissions de ce genre furent accordées ; d'avril 1755 à octobre 1762, soixante-six.

Dans l'ancienne organisation du travail, les règlements techniques et l'idée de chef-d'œuvre engendrèrent la routine. Pour être reçu maître il fallait accomplir ce dernier, qui, pour être parfait, devait condenser en quelque sorte les prescriptions des premiers : il était l'aboutissant des enseignements et de la pratique, on ne pouvait faire mieux, ou autrement ; et après cet effort qui n'avait aucune originalité, le nouveau maître se reposait en l'invariable reproduction de ce qu'avaient fait ses prédécesseurs. Dans divers corps d'état le chef-d'œuvre pouvait être un travail personnel ; dans la manufacture il était un examen banal, où l'imagination n'avait aucune part et qui avait ce défaut de faire croire à celui qui en retirait le titre de maître qu'il avait une valeur spéciale, tandis qu'il n'était qu'un exemplaire de plus du maître type coulé dans le moule des règlements.

Après de Gournay et dans la grande effervescence des idées de liberté qui précéda la Révolution, Roland de la Platière, le 5 avril 1787, avec une ardeur qui étonne, s'élève contre les prescriptions tech-

V. — Des apprentifs et compagnons, de leur réception à la maîtrise et de celle des fils de maîtres. (Vingt-trois articles.)

VI. — Des compagnons, maîtres et fils de maîtres forains et étrangers. (Cinq articles.)

VII. — De l'état du maître ouvrier à façon et de celui du maître marchand fabriquant ou faisant fabriquer. (Douze articles.)

VIII. — De la fabrique des étoffes. (Vingt-neuf articles.)

IX. — De la police concernant la fabrique. (Quatorze articles.)

X. — Suite de la police concernant les acquits. (Quarante-trois articles.)

XI. — De la défense des avouages, des voils de dorures et autres matières et du commerce illicite des piqueurs d'once et des courtages. (Onze articles.)

XII. — Des faillites et banqueroutes et des droits de suite. (Six articles.)

XIII. — Des jugemens et ordonnances qui seront rendus par le Consulat sur les saisies et contraventions, des amendes et confiscations. (Quatre articles.)

XIV. — De l'obligation aux maîtres marchands et maîtres ouvriers d'avoir chacun un exemplaire du règlement. Dérogation à tous autres. (Deux articles.)

niques des règlements, entraves mises au progrès de l'industrie et qui étaient encore solides à la date où il écrivait. « Nous ne sommes plus au temps où la robe de noce de la mère, dit-il, passait à la fille et servoit encore à faire des meubles aux petits-enfants. Aujourd'hui on veut des couleurs de toutes sortes, des nuances de toutes les couleurs; il faut changer d'habits toutes les saisons et ne point revenir sur ce qui a déjà paru. On veut toujours paraître, beaucoup briller, surprendre, fixer les regards, attirer l'attention par la parure : c'est l'unique ressource de quelques gens, de tant de femmes surtout. Que feront là contre nos dissertateurs et profonds réglementaires? Réformeront-ils le genre humain? Feront-ils passer dans le cerveau léger de tant de personnes les graves idées du leur? Ils ne feroient que brouiller les affaires davantage et achever de ruiner nos fabriques. » On songeait alors à rédiger de nouveaux règlements. De la Platière, s'élevant à l'idée fondamentale des Communautés, ajoute : « Le désir du gain chez le fabricant, le marchand, est comme la soif chez les ivrognes. De là l'idée de le rendre difficile pour les autres, de faire acheter à prix d'argent le droit d'y prétendre, de former des communautés, des maîtrises, des gardes du métier, espèces de tyrans qui n'emploient leur autorité qu'à tourmenter leurs confrères, à satisfaire leurs vues particulières, à favoriser leurs parents, leurs amis, assujettir les autres à toutes les gênes dont ils s'exemptent toujours eux-mêmes. Tel est l'effet nécessaire, non sans doute du caractère de chaque individu, mais de la place qu'il occupe et de son intérêt particulier dans telle situation. » C'est pourquoi les marchands « proposèrent maîtrises et gardises pour eux et pour leurs ouvriers, ils fixèrent le nombre des apprentifs et la durée des apprentissages, ils en exclurent le sexe, ils demandèrent de faire des visites par tout et d'en être toujours payés, et pour que rien ne leur échappât, pour pouvoir veiller sur tout, dirent-ils, mais de fait pour contenir et vexer tout le monde, ils firent deux propositions qui eussent été excessivement barbares si elles n'eussent été excessivement absurdes, celle de contraindre les ouvriers de laisser toujours leur porte ouverte, et celle de leur défendre de placer aucun métier hors de l'enceinte des murs ». Après ce violent réquisitoire, Roland de la Platière (1) conclut en proposant de supprimer, sinon les maîtrises, ver rongeur cependant, mais qui rend

(1) Cette généreuse ardeur à défendre la cause de la liberté fit à Roland de nombreux ennemis, et M^{me} Roland en ses *Mémoires* nous dit, en parlant de la Révolution : « Elle nous enflamma, amis de l'humanité, adorateurs de la liberté; nous crûmes qu'elle venait régénérer l'espèce, détruire la misère flétrissante de cette classe malheureuse sur laquelle nous nous étions attendris; nous l'accueillîmes avec transport. Nos opinions indisposèrent à Lyon beaucoup de gens qui, habitués aux calculs du commerce, ne comprenaient pas que par philosophie l'on provoquât et applaudît des changements qui n'étaient bons qu'aux autres. »

de l'argent au fisc, du moins tous les apprentissages et compagnonnages et les gardises; en second lieu, il demande aussi l'abolition de tous les règlements de fabrique ainsi que des règlements de police pour les manufactures, ou tout au moins qu'il soit laissé à chacun la liberté de n'en suivre aucun, « si bon semble ».

Quels qu'aient été les inconvénients des règlements et les idées de liberté alors répandues, on en vint difficilement à concevoir une organisation industrielle fonctionnant d'elle-même sans lois spéciales. Leur tutelle lourde s'était imposée comme une nécessité, et une habitude plusieurs fois séculaire la consacrait indispensable.

En 1789 les électeurs fabricants sollicitent de nouveaux règlements. Le cahier du Tiers-État de Lyon ne demande point nettement la suppression des maîtrises et jurandes : il se contente de prier les Etats de « peser dans leur sagesse s'il ne serait pas plus sage de laisser à l'industrie cette liberté qui toujours augmente ses ressources ». La noblesse, tout en demandant l'abolition des jurandes, ajoute : « Sauf à donner des règlements simples et précis pour la fabrication des étoffes de soie, la chapellerie et la boulangerie qui, par leur importance et la multitude des individus qui y sont employés dans les villes principales, peuvent exiger une discipline particulière. »



Les règlements (1) de la manufacture furent plutôt une arme pour une lutte de classes qu'une sage loi destinée à prévenir les conflits et assurer la perfection du travail.

(1) L'édit de l'empereur Léon le Sage (886-911) sur les corporations de Constantinople nous a transmis d'intéressants détails sur ceux qui travaillaient et vendaient la soie. Une courte préface en résume l'esprit : « Après avoir créé l'ensemble des choses et fait régner dans l'univers l'ordre et l'harmonie, Dieu grava de son propre doigt la Loi sur les Tables et la plaça en pleine lumière pour qu'elle empêchât par une heureuse discipline les membres de la famille humaine de se ruer honteusement les uns sur les autres et les plus forts d'écraser les plus faibles. Il voulut que tout fût pesé entre eux à une juste balance. C'est pourquoi il a paru bon à Notre Sérénité de formuler aussi dans les termes qu'on va lire les dispositions qui découlent de la Loi afin que le genre humain soit gouverné comme il sied et que personne n'opprime personne. »

Suivent les règlements relatifs aux métaxoprates ou marchands de soie grège et aux cataraires ou apprêteurs de soie. Puis viennent les vestioprates, marchands de soieries, et les sérécaires, fabricants de soieries. Les premiers sont nos marchands fabricants; pour être admis dans leur corporation il faut être présenté par cinq de ses membres; ils témoignent au préfet que le candidat est digne d'exercer le métier. Après avoir versé un droit de 6 sous d'or, le nouveau vestioprate peut ouvrir un magasin et faire le commerce. Il est interdit d'être à la fois vestioprate et sérécaire, disposition que nous retrouvons dans les règlements de la Commune. Enfin, « tout vestioprate qui, par des moyens avoués ou secrets, fera hausser le loyer d'un autre vestioprate, sera fouetté, rasé et subira la confiscation ».

Les sérécaires composent la corporation des maîtres ouvriers. Ils sont astreints à des règles

A l'égard des individus et en général, une communauté d'arts et métiers est une hiérarchie, plaçant à des étages divers de la vie professionnelle ceux qui sont plus ou moins expérimentés. La maîtrise donne le droit de s'établir à son compte, de fabriquer ou faire fabriquer, d'être ouvrier et marchand; le maître est le chef d'une petite industrie, il court tous les risques et recueille tous les bénéfices. Par une exception dont nous retrouverons les causes plus loin, un échelon de plus fut établi dans la manufacture : au-dessus du maître fut placé le marchand.

minutieuses relatives aux largeurs et couleurs des vêtements qu'ils confectionnent; il leur est interdit de vendre des articles à des étrangers à l'insu du préfet. De même, « tout séricaire qui vendra un esclave, ouvrier ou contremaître à des personnes étrangères à la ville ou à l'empire aura la main coupée ». Les rapports avec les ouvriers sont ainsi réglés : « Si un séricaire reçoit chez lui un ouvrier qu'il sait être au service d'un autre séricaire et qui n'a pas encore fini chez ce dernier le temps pour lequel il a été payé, il sera passible d'une amende équivalente à la somme que l'ouvrier n'avait pas gagnée par son travail. » D'autre part, « tout séricaire qui prendra un ouvrier à ses gages ne doit faire accord avec lui que pour un mois. Il ne lui payera d'avance que le salaire de trente jours au plus, celui que l'ouvrier peut gagner en travaillant un mois entier. Quiconque aura payé l'ouvrier pour un temps plus long, perdra cet excédent de salaire. » Enfin, pour entrer dans la corporation, le séricaire payera un droit de 3 sous d'or.

*
* *

Il est intéressant de donner en outre un aperçu des règlements des ouvriers en soie contenus dans le *Livre des métiers*, d'Etienne Boileau, qui fut prévôt des marchands de Paris de 1258 à 1270. Il nous a transmis les registres ou statuts des « fillaresses de soie à grans fuseaus, des fillaresses de soie à petit fuseaus, des ouvrières de tissuz de soie et des ouvriers de draps de soie et de veluyaus et de boursserie en lac ». Ces derniers avant d'exercer leur métier doivent être examinés par les gardes du métier et acheter au Roi le droit de travailler moyennant 20 sols. Après des détails sur les largeurs des étoffes et qualités des soies, quelques règles de police :

« Item que nuls de cy en avant ne puist ouvrer ou dit mestier, ne es appartenances, a nulle feste d'apostre, de nostre Dame, ne en dimenche ne a nulle feste que coumun de ville foire : ne ne pourront ouvrer que de la guete cornant au matin jusques a la nuit, sanz candelet tant seulement pour la decevance qui en peut estre faite, se ce n'est pour le Roy, la Roynie et les hoirs de France. Et se ainsint estoit que aucuns mestres ouvrassent ou aucun vallet ouvrast autrement que il est dit dessus, le mestre paieroit l'amende dessus dite pour chascune foys (c'est assavoir vj sols au Roy et iiij s. aus gardes dudit mestier pour leur paine).

« Item que nul de cy en avant du dit mestier, soit maistre ou vallet, ne puisse ouvrer du dit mestier chiez marchand, ne chiez bourgeois, ne chiez autres quel que il soit, se ce n'est chiez mestre du mestier, se ce n'est a très noble prince auquel il soit du tout par especial, pour raison de la decevance qui y a esté faite et peut estre faite de cy en avant.

« Item que nul vallet du dit mestier ne puisse ouvrer a lui ne a autre tant come il doit service a autrui, et se il le faisoit il seroit en amende; et le mestre qui en euvre le mettroit, puis que l'en li aura monstré et deffendu souffisant, sera aussint en amende (c'est assavoir x s. au Roy et aux gardes du dit mestier en la manière dessus dite).

« Item que nul ouvrier du dit mestier, soit vallet ou mestre, de cy en avant, qui soit blasmés de houlerie et de mauvese renommée ou qui auroit esté banis d'aucun mestier ou d'aucun pays, ne puist ouvrer ou dit mestier devant ce que il sera du dit meffet corrigé ou amendé par le prevost de Paris ou par autre souffisament. »

Après les articles relatifs à l'apprentissage et que nous avons rapportés en notre chapitre sur ce dernier, « l'ordonnance du mestier » se termine ainsi :

« Item chascune fame de cy en avant qui aura esté fame de mestre ouvrier juré, si come

Au début, tous les maîtres pouvaient être à la fois marchands ; ils fabriquaient dans leur boutique, faisaient fabriquer par d'autres maîtres des étoffes avec la soie qu'ils achetaient, et ils vendaient pour leur compte. Et comme pour mener un tel train de manufacture il fallait des capitaux assez considérables que peu de maîtres possédaient, il était aussi permis à quiconque, sans être maître, non plus de fabriquer eux-mêmes, mais de donner du travail à façon. C'étaient les marchands conduisant manufacture « sans estre assis tout le jour sur le mestier et mener la navette », pour rappeler l'expression d'une ordonnance du 28 janvier 1554. C'était donner, au détriment des maîtres fortunés pouvant s'établir marchands, trop de facilité pour arriver à une situation très lucrative ; aussi, dès le 6 août 1619, une ordonnance consulaire réserva le droit de marchand aux seuls maîtres de l'art. Cette nouveauté ne fut pas accueillie sans protestation par certains d'entre eux, qui le 18 août font sommation aux jurés d'avoir à leur donner de l'ouvrage puisqu'ils ont fait défendre aux marchands qui ne sont pas maîtres de faire ouvrir. Ces derniers fournirent aussi en septembre un mémoire remontrant les services qu'ils rendaient grâce à leurs capitaux, protestant qu'il n'y a pas que « les enfans de la navette » qui soient capables de faire travailler et qu'il est de l'intérêt de la manufacture que chaque négociant le puisse faire. Ce fut en vain ; pour cesser leur négoce, on leur avait donné comme délai le moment où la soie qu'ils avaient alors sur les métiers serait employée. Ils interprétèrent littéralement cette clause en ne se servant pas de la soie dont leurs roquets étaient garnis et en la recouvrant avec de la nouvelle, pensant ainsi, grâce à cette ruse, continuer leur commerce. Elle fut déjouée par une nouvelle ordonnance qui leur enjoignit de parachever sans autre étendue les ouvrages en cours.

A l'égard de ces marchands qui n'étaient pas maîtres une certaine tolérance s'établit, et le règlement de 1667, pour leur faire une situation nette, incorpora à la Communauté tous ceux qui avaient travaillé et fait travailler dès avant le 1^{er} janvier 1665 ; sur leur demande ils devaient être inscrits, et après avoir payé 4 livres

dessus est dit, pourra ouvrir et faire ouvrir en toute sa veuветé ou dit mestier, en tele manière que se elle se remarioit a autre home que du mestier d'illec en avant elle n'en pourroit ne devroit ouvrir se elle ne le savoit faire de sa main ; mais chascun enfant de mestre du mestier le pourra tenir franchement des cy en avant pour tant que il le sache faire.

« Item que les gardes du dit mestier treuvent aucun autre vice de malefaçon en aucune des euvres du dit mestier par quoy ils puissent monstrier que elle soit fauce ou decevable, que cil qui la dite euvre aura faite et la dite euvre meismes soit corrigiez par le prevost de Paris a la requeste des dites gardes, selonc la malefaçon qui y sera trouvée. Et se ainssi estoit que aucun du dit mestier allast des cy en avant contre aucunes des choses dessus dites il seroit tenuz en l'amende de lx s. par. ; c'est assavoir xl s. par. a nostre seigneur le Roy et xx s. aus gardes du dit mestier pour leur paine et pour leur service. »

étaient « censez reputez maistres marchands et ouvriers dudit estat ».

Désormais dans la Communauté il n'y a plus que des maîtres; ils sont égaux en droits, qu'ils soient marchands ou ouvriers; mais rapidement les premiers, grâce à leur fortune, dispensateurs du travail, prirent une influence considérable; oubliant qu'ils avaient la même origine que les maîtres ouvriers et le même titre, ils s'efforcèrent de les dominer en tout et ils y arrivèrent. Les maîtres ouvriers luttèrent pour leur indépendance, sentant bien que le mot de maîtrise serait bientôt vain pour eux et qu'au service des marchands ils allaient être comme de simples compagnons. En avril 1669 ils réclament qu'il leur soit permis de travailler pour qui bon leur semble; en 1699 ils demandent qu'il soit interdit aux marchands d'avoir plus de trois métiers, d'avoir chez eux des compagnons apprentis ou fils de maîtres.

Le règlement de 1667 ne faisait aucune distinction entre maîtres et marchands; ils formaient deux catégories d'une même classe, chacun passant de l'une dans l'autre à sa volonté, suivant les fluctuations de la fortune. Afin de mettre un peu d'ordre, un arrêt du Conseil du 9 août 1707 ordonna que les maîtres ouvriers travaillant à façon qui voudraient travailler pour leur compte en qualité de marchands seraient obligés de se faire inscrire et de payer 12 livres chaque année en renouvelant leur inscription. Dès 1707 il y eut trois cent treize inscriptions; un mémoire nous conte que « les piqueurs d'once et les pauvres maîtres voyant qu'il n'en coûtait que 12 livres annuellement, les premiers pour faire travailler comme les véritables maîtres marchands, les autres pour prêter leurs noms et privilèges », se firent inscrire en grand nombre; en 1711 il y en a encore cent trente, « dont plus des trois quarts sont hors d'état de travailler pour leur compte et se contentent d'avouer des particuliers qui n'ont ny droit, ny qualité de faire travailler et qui dévient la manufacture de Lion dans les pays étrangers ». Ces affirmations intéressées des marchands produisirent leur effet, et en août 1709 la Communauté étant taxée de 29,700 livres qu'un emprunt avait fournies, elle trouva de l'argent dans l'augmentation du droit de marchand. A partir du 1^{er} novembre 1711, « les maistres et fils de maistres ouvriers en soye qui ont déclaré ou qui déclareront cy après vouloir travailler ou faire travailler, fabriquer ou faire fabriquer pour leur compte », devront payer un droit de 300 livres, bientôt abaissé à 200 pour les fils de maîtres. Un mémoire relatif à l'enregistrement des lettres patentes rendues sur ce point le 31 octobre 1712 nous apprend quelles distinctions s'étaient faites dans la manufacture.

« Les maistres qui la composent sont divisés en trois classes. La

première est celle des maîtres marchands, la seconde des maîtres travaillans pour leur compte, la troisième des maîtres ouvriers qui travaillent à façon pour les maîtres marchands.

« Les maîtres marchands qui forment la première classe n'ont point de mestiers chez eux, ils fournissent les soyes et dorures, les desseins aux maîtres ouvriers qui travaillent les étoffes moyennant la façon que les marchands leur payent. Il n'y a dans la Communauté qu'environ deux cents maîtres marchands et il peut y avoir de trois à quatre mille maîtres ouvriers à façon, de sorte qu'un seul maître marchand occupe quelque fois jusques à cent maîtres ouvriers plus ou moins.

« A l'égard des maîtres qui travaillent pour leur propre compte, ils sont marchands et ouvriers tout ensemble, parce qu'ils achètent la soye, ils la travaillent eux-mêmes et en vendent l'étoffe : leur nombre varie journellement parce qu'au moindre fâcheux événement qui leur arrive ils retombent dans leur première condition de maître ouvrier à façon. »

L'effet des lettres patentes de 1712 fut de faire disparaître cette classe des maîtres travaillant pour leur compte, qui caractérise le système des corps de métiers ; il était trop onéreux de payer 300 livres pour faire le petit négoce qu'un maître avec des capitaux très restreints pouvait faire, il en fallait de trop considérables pour mener le train de marchand, et toute une catégorie de maîtres dans une situation moyenne était maintenue dans l'état d'ouvriers travaillant à façon au service des maîtres marchands qui avaient le droit de fabriquer ou faire fabriquer pour leur compte. Ainsi au profit de ces derniers, peu nombreux, les règlements rendaient de plus en plus difficile pour les maîtres la possibilité de sortir d'un état précaire ; certains toutefois payant le droit travaillaient encore à leur compte sur leurs quatre métiers ; une ordonnance consulaire du 8 mai 1731 vint défendre aux marchands d'avoir plus de deux métiers, leur imposant de les faire valoir eux-mêmes sans compagnons et apprentis. Dirigée en apparence contre les gros marchands, elle donnait le coup de grâce aux petits.

Le règlement de 1737 abolit toutes ces divisions : défense aux maîtres gardes de percevoir le droit de marchand, qui n'a été imposé « que pour contribuer d'autant plus à libérer la Communauté d'une somme de 29,700 livres qui doit estre acquittée depuis longtemps » ; permis à tous les maîtres « de fabriquer ou de faire fabriquer pour toutes sortes de personnes, marchands et autres indistinctement, qui voudront en ordonner, soit pour leur usage ou mesme pour en faire le commerce, toutes les étoffes dont la fabrique est permise par le présent règlement, de les vendre, acheter, troquer, échanger et débiter, tant en gros qu'en détail ».

Ce régime de liberté dura peu et le règlement de 1744 consacre tout un titre à l'état du maître ouvrier à façon et à celui du maître marchand fabriquant ou faisant fabriquer.

Les maîtres pourront soit fabriquer à façon, soit pour leur compte, soit faire fabriquer. Les règles relatives aux premiers seront exposées au chapitre du Travail. Pour ceux qui voudront fabriquer pour leur compte, ils ne peuvent avoir que deux métiers et doivent, en se faisant enregistrer, payer 200 livres. Les maîtres faisant fabriquer payeront un droit de 800 livres.

Ainsi est créée une aristocratie qui allait devenir toute puissante et réunir des richesses considérables. De nombreux mémoires s'élèvent contre ces dispositions, qui sont par certains qualifiées de monstrueuses, faisant des maîtres ouvriers un troupeau d'esclaves. Ce fut en vain, et jusqu'en 1791 la manufacture comprit maîtres marchands et maîtres ouvriers, le droit de marchand étant ramené à son taux primitif et réduit après 1776 à 100 livres. Encore en 1788 sont fournis des mémoires contre les marchands qui sont l'expressif écho de ce que l'on pensait d'eux. « Autrefois on ne connaissait point ces désœuvrés par état qui se décorent aujourd'hui du titre de marchands ; le citoyen et l'étranger allaient porter à l'ouvrier même les fruits de son travail, tout ouvrier était marchand et tout marchand était ouvrier. La fabrique devait-elle être moins régulière ? Est-ce donc le marchand qui forme une fabrique ? N'est-ce point à l'ouvrier qu'elle doit tout son éclat ? Le marchand sait compter, aulner, faire des étiquettes ; presque toujours il est oisif. L'artisan seul connaît les règles : il est adroit, il est laborieux. La question n'est plus un problème, c'est le travail qui fait régner les arts et la mollesse est leur tombeau. Concluons avec toute raison que les marchands ne sont point nécessaires pour former une fabrique régulière et stable. » Ces arguments et d'autres plus haineux encore sont répétés à satiété : la preuve de leur raison d'être n'est-elle pas dans une lettre qu'en 1789 les maîtres marchands adressent au directeur général des finances, lui déclarant qu'ils sont quatre cents dans la fabrique et réunissent en propriétés mobilières et foncières plus de 60 millions ? La suite de cette étude nous montrera comment ces fortunes considérables se fondèrent et nous prouvera qu'au point de vue plutôt humain que commercial les règlements firent œuvre mauvaise en créant deux classes, dont l'une fut exploitée par l'autre au-delà, semble-t-il, de ce qu'on peut imaginer.

On ne peut nier que l'intervention des maîtres-marchands, riches et entreprenants, ait été pour beaucoup dans le développement de la manufacture. Une quantité de petits maîtres fabriquant pour leur compte n'auraient pu suffisamment coordonner leur action pour faire un corps homogène et l'acheteur aurait été obligé d'aller de bou-

tique en boutique, tandis que chez le maître marchand il trouvait réunis les produits de plus de cent ouvriers. Ces petits industriels auraient peut-être compris à la longue la nécessité de s'unir : il ne leur en fut pas donné le loisir et ils furent rejetés dans la classe des maîtres ouvriers à façon. Toute l'histoire de la manufacture sera le récit des péripéties de la lutte entre ceux-ci et les maîtres marchands. Et ce qui ressortira de l'étude des règlements c'est l'asservissement des premiers. La liberté du travail ne fut qu'un mot, l'œuvre des maîtres marchands ne fut qu'une spoliation : ils oublièrent trop aisément que les maîtrises étaient égales, qu'ils avaient même origine professionnelle et que le paiement supplémentaire d'une certaine somme d'argent ne leur donnait pas le droit de rejeter au rang de simples ouvriers ceux qui avaient passé comme eux par les épreuves de l'apprentissage et du compagnonnage.

Ces vérités se firent jour lors des élections préparatoires aux États généraux. L'attitude des maîtres ouvriers fut alors nettement hostile aux maîtres marchands.



Les assemblées du Tiers-État devaient se composer de tous les Français ou naturalisés âgés d'au moins vingt-cinq ans, domiciliés et inscrits au rôle des impositions (1). Le vote étant à trois degrés, les citoyens étaient appelés à se réunir en assemblées de communautés pour nommer un délégué par cent individus pour les corps d'arts et métiers, et deux par cent pour les corps d'arts libéraux et les réunions de corps autorisés. Les citoyens n'appartenant ni aux uns, ni aux autres s'assemblaient à part et désignaient des délégués dans les

(1) Cette dernière obligation était défavorable aux maîtres ouvriers que les crises réduisaient momentanément à la misère et poussaient à demander leur exemption. En une lettre écrite à la barre même de l'Assemblée nationale, M^{me} Roland expose à Brissot cette situation : c'est en avril 1791, et la distinction vient d'être établie des Français en citoyens actifs et passifs. « Lorsque Dubois d'André Rabaut, dit M^{me} Roland, eut répété insidieusement qu'il n'y aurait que des mendiants qui ne seroient pas citoyens actifs, comment quelqu'un n'a-t-il pas observé que dans toutes les villes de grandes fabriques il y a un nombre considérable d'ouvriers qui, par l'effet des crises auxquelles sont exposés tous les objets de concurrence et de manufacture de leur industrie, se trouvent momentanément hors d'état de supporter aucune imposition et même réduits aux secours passagers de l'assistance publique ? C'est ainsi qu'à Lyon dans l'hiver de 1789 plus de 25,000 âmes furent livrées à la misère. Ces ouvriers sont cependant d'utiles et de braves citoyens, d'honnêtes pères de famille très attachés à la Constitution, très ardents à son maintien ; et ils n'auront pas le droit d'être armés par elle et l'autorité arbitraire des municipalités pourra les rejeter ? Car on a aussi à Lyon l'exemple d'une précédente municipalité qui, sous prétexte que tels et tels n'étoient pas pour 89 sur les rôles des contributions, n'a pas voulu les y admettre lorsqu'ils ont sollicité d'y être afin de partager les droits des citoyens actifs. »

mêmes proportions que les communautés d'arts et métiers. A ces délégués choisis en assemblées primaires incombait le soin de rédiger, sous la présidence de la municipalité, le cahier du Tiers-État de la ville et de nommer des électeurs. Ceux-ci, de concert avec les électeurs des autres villes et des campagnes, devaient procéder à la confection du cahier définitif et au choix des députés aux Etats généraux : la Sénéchaussée de Lyon devait avoir huit députés pour le Tiers-État.

L'assemblée générale des délégués du Tiers-État devait avoir lieu le 14 mars; le 18 février une ordonnance consulaire publiait le mode d'élection, portant que les assemblées particulières se réuniraient dans la huitaine. Une certaine agitation se manifesta chez les ouvriers en soie que déjà préoccupait la question du tarif : l'Intendant, inquiet, en référa au gouvernement et au prévôt des marchands, demandant s'il ne serait pas prudent de faire venir des troupes dans la ville. « Il ne faut pas gêner par l'apparition et l'emploi des troupes, répondit le prévôt des marchands, la liberté qui doit accompagner les assemblées de convocation. Ce moyen pourroit entraîner des excès de la part des nombreuses corporations de cette ville qui vont successivement être en mouvement. »

Le 23 février a lieu à la cathédrale Saint-Jean une première réunion de la Communauté, comprenant « les maîtres marchands fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soie, les maîtres ouvriers fabricants aux dites étoffes et autres faisant partie de ladite Communauté ayant domicile et faisant le service de guet et garde ». Un des syndics prit la parole et, connaissant l'état d'esprit des maîtres, fit appel à la concorde. « Permettez-moi, Messieurs, dit-il, de joindre ma voix à celle de la Patrie, qui demande à tous ses enfants cette union si nécessaire à sa conservation; que le moment où le Roi vient se rapprocher de nous ne soit pas marqué par ces divisions funestes qui ont trop souvent agité notre corps. Cessons de nous accuser réciproquement des maux qu'ont éprouvés les diverses classes de notre Communauté et ne sont point notre ouvrage. Ce sont les malheurs publics qui ont pesé sur toutes les têtes... Ah! Messieurs, soyons assez sages, assez heureux pour consoler nos concitoyens par l'image de la paix et de la concorde rétablie dans la plus nombreuse de leurs corporations. » Deux mille six cent cinquante et un membres de la Communauté écoutèrent ces tardives exhortations et se retirèrent après avoir donné leurs noms; le lendemain ils furent trois mille trois cents, et de suite les maîtres ouvriers en majorité imposèrent leur volonté. Leurs orateurs proposent de n'élire ni maîtres marchands, ni syndics tant anciens qu'en exercice, tous inféodés aux marchands. Ceux-ci essayent, mais en vain, de protester; « lorsque quelques voix s'élevaient en leur faveur, elles étaient

aussitôt étouffées par les clameurs des maîtres ouvriers qui forçaient les votants à se rétracter ». C'est ce que déclarent les syndics des maîtres marchands dans une protestation par devant notaires. Seuls des maîtres ouvriers furent élus : il y en eut trente-quatre ; plus spécialement ce furent les promoteurs du mouvement de 1786, entre autres Denis Monnet (1).

Prévoyant le résultat du scrutin, les maîtres marchands s'étaient retirés, leurs syndics avaient refusé de signer un procès-verbal du dépouillement, déclarant faire d'expresses réserves. Tous portèrent alors leurs plaintes au Consulat, qui les renvoya au ministre ; ils adressent un mémoire à Necker, se plaignant de ce que « les maîtres ouvriers salariés par les maîtres marchands, les dessinateurs qui en reçoivent des appointements, ont leurs représentants, et que les maîtres marchands qui donnent le premier mouvement non seulement au corps de la fabrique, mais à tout le commerce de la

(1) Denis Monnet, maître ouvrier, fut mêlé à tous les mouvements qui eurent lieu soit pour obtenir le tarif de 1786, soit pour les élections aux Etats généraux. Il prit une part prépondérante, et surtout en 1786 semble avoir joué le rôle de meneur. Accusé d'avoir en un mémoire écrit « que si la voie de la représentation ne suffisait pas pour obtenir un tarif, il fallait d'un esprit ferme et d'un accord sincère chacun à part soi faire monter le prix des façons », il fut incarcéré, détenu plusieurs mois et finalement remis en liberté provisoire sous promesse de se représenter à première réquisition, après avoir été tancé d'importance pour « son esprit de parti et d'insubordination ». Il n'en continua pas moins ses démarches et en 1790 paraissait un *Recueil de mémoires et tarifs dressés en exécution de l'arrêt du 8 août 1789 obtenu par Messieurs les députés de la Ville et Sénéchaussée de Lyon sur les sollicitations réitérées de Denis Monnet, fondé de procuration des maîtres ouvriers en soie de ladite ville par les procurations à lui passées aux dates des 3 avril et 8 novembre de la même année par devant.....*, etc. C'est en récompense de ces efforts qu'il fut nommé délégué par ses confrères. En 1790 il devait être maître garde. En raison de l'influence qu'il avait sur les ouvriers, il fut sollicité par Guillin et consorts pour entraîner ses confrères dans la conspiration royaliste qu'ils tramaient ; ce fut lui qui vint déposer contre ceux qui le croyaient tout dévoué à leur cause et qui fit échouer le complot. Il raconte que, sollicité par le sieur Pigeon, ci-devant comte de Lyon, il sembla se prêter à ses vues, fut mis en communication avec Guillin, de Pougelon, d'Escars, de Teyssonnet et autres, et reçut d'eux les instructions suivantes. Il lui fallait soulever le peuple contre le nouvel ordre des choses et contre l'Assemblée nationale. « Les moyens étoient de réunir dans les cabarets le plus de personnes que je pourrais. Il faut, me disoient-ils, trouver des cabaretiers qui donnent le vin à meilleur marché et chaque semaine on leur payera le déficit. Je leur fis remarquer sur cette proposition que les cabaretiers pourroient parler et que leur indiscretion nuirait beaucoup au succès de l'affaire. Le sieur Guillin approuva mon observation et convint qu'il falloit se contenter de déclamer dans ces cabarets, d'animer les esprits et les amener enfin à demander le rappel des princes et la diminution des octrois. Ils me dirent qu'il faudroit à cet effet une pétition expresse, et pour m'y déterminer ils me représentèrent que, dès que les princes seroient à Lyon, ils y répandroient beaucoup d'argent, que le commerce fleurirait, que les ouvriers auroient du travail. Le Roi, ajoutoient-ils, trouvera le moyen de s'échapper de Paris où il est détenu prisonnier ; il se rendra à Lyon ; cette ville deviendra la capitale de l'empire ; les Parisiens, par leur félonie, ont mérité de perdre cet avantage et on logera les princes aux Broteaux. » Grâce à Monnet et à plusieurs de ses amis, le complot fut déjoué et ses organisateurs emprisonnés. En 1791, Monnet reçut la récompense de ses services : il fut nommé greffier de la justice de paix du canton de la Montagne à Lyon.

seconde ville du royaume..., n'ont pas de représentants ». Ils invoquent le témoignage des syndics du commerce, des principaux négociants et banquiers, qui appuient leur requête, certifiant « que l'intérêt du commerce exige que la classe des maîtres marchands fabricants ait des représentants en état de rédiger les cahiers de doléances que cette portion nombreuse et utile de citoyens est dans le cas de présenter à l'assemblée générale des députés du Tiers-État, que cette classe des marchands fabricants est la source qui vivifie le commerce de banque, commission et marchandises de soie qui compose la majeure partie du commerce en gros de cette ville ». En terminant, les maîtres marchands demandaient l'autorisation de s'assembler à part et de désigner, comme le commerce libre, deux électeurs par cent individus. Les commissaires nommés par le Roi pour statuer sur les différends relatifs aux élections furent d'avis que maîtres marchands et maîtres ouvriers formaient une seule et même corporation, que les premiers n'ayant protesté que tardivement et seulement lorsque le résultat du scrutin leur avait été connu, l'élection était légale et qu'il n'y avait pas lieu d'y revenir. Le gouvernement ratifia cette décision ; il avait demandé sur ce point son opinion au Consulat, qui n'avait point voulu en formuler, « dans la crainte qu'un avis de notre part, écrivait le prévôt des marchands, en leur faveur (des marchands) n'excitât de la rumeur parmi les ouvriers ». Dans une autre lettre du 4 mars, le même déclare cependant que le choix des ouvriers, bien que blâmable, est parfaitement légal, qu'une réunion particulière des marchands soulèverait des troubles ; d'ailleurs les réclamations et les plaintes seraient générales si on admettait celles des marchands ; « je pense, ajoutait-il, au fond, que la stricte règle, l'esprit de la loi, le maintien de l'ordre se réunissent contre l'introduction de distinctions dans les corps et les communautés auxquels des fonctions et des règlements sont communs ». Il faut croire que de puissantes influences agirent sur l'esprit du prévôt des marchands, car peu de temps après, le 26 mars, il demande qu'une assemblée particulière soit permise aux maîtres marchands ; il reconnaît que si réellement il n'y a qu'une Communauté dans la fabrique, elle comprend deux classes distinctes qui se réunissent à part pour nommer leurs syndics ; « que les maîtres ouvriers sont bornés à fabriquer à tant par aune les matières que leur fournissent les maîtres marchands, que la main-d'œuvre seule est le partage des ouvriers mais que l'industrie est celui des marchands. Ce sont ceux-ci qui inventent toutes nos belles étoffes et qui, correspondant avec tout l'univers, en font refluer les richesses dans notre ville ». Malgré cela, les choses restèrent en l'état : la réunion des délégués eut lieu et le 13 mars le prévôt des marchands en rend ainsi compte : « Le pre-

mier jour elle a été très tumultueuse ; les ouvriers, surtout ceux de la grande Fabrique qui y dominaient, voulaient en diriger les délibérations... ; le lendemain tout s'est bien passé et on a pu exécuter les différentes opérations prescrites par le règlement. »

Ayant ainsi l'occasion de manifester légalement leurs sentiments à l'égard des maîtres marchands, les maîtres ouvriers les rejetèrent simplement, animés à leur égard peut-être d'un esprit de haine, mais aussi du juste désir de proclamer leur indépendance, de montrer qu'ils étaient las du joug qu'on leur avait injustement imposé. Leur nombre fera leur force, le droit des marchands n'ayant pour base que leur influence dérivant de leur puissance pécuniaire.



CHAPITRE V

L'apprentissage.

SOMMAIRE

Double influence de l'apprentissage. — Le rôle des ordonnances consulaires à côté des règlements. — Durée de l'apprentissage. — Age de réception. — Formes du contrat. — Exclusion des étrangers, des forains et des protestants. — Requête d'Abel Duby « tendante à ce qu'il luy fut permis, en considération de l'abjuration qu'il a faite de l'hérésie de Calvin, de se faire enregistrer comme apprentif » (27 avril 1763). — Exclusion des apprentis mariés et domiciliés. — Ordonnance consulaire du 8 août 1619 portant obligation pour les apprentis de se faire inscrire au livre des maîtres gardes. — Perception du droit d'inscription. — Variations de ce dernier.

Limitation du nombre des apprentis. — Interdictions temporaires de faire des apprentis. — Véritables raisons de cette prohibition et ses effets.

Obligation pour l'apprenti de demeurer en la maison du maître. — Absence. — Débauchage. — Congé. — Remise en cas de manque d'ouvrage ou d'absence du maître. — Droit de remise. — Fin de l'apprentissage. — Quittance ou reconnaissance du maître. — Examen oral et pratique.

Clauses habituelles des contrats d'apprentissage. — Caution de fidélité. — Note de fournitures faites par un maître à son apprenti. — Prix en argent, en nature ou en services. — La vie de l'apprenti au foyer du maître.

Les apprentis de l'Aumône générale. — Leur situation spéciale. — Les registres d'apprentissage des garçons de 1722 à 1726 et de 1740 à 1779. — Comparution d'un apprenti devant les recteurs de l'Aumône générale en 1574. — Notes du maître de la Communauté des garçons à la Charité sur les apprentis dont il avait la surveillance.

Attaques de de Gournay, intendant du Commerce à Lyon, contre l'apprentissage et réponses des maîtres marchands et des maîtres ouvriers (1).

(1) Voir à notre Classification des archives le chapitre V pour les références des divers documents et pour la jurisprudence du Consulat relative aux infractions aux règles de l'apprentissage.

« Nous vous disons, Messieurs, que nous avons trouvé un expédiant pour bonifier nostre art, est d'avoir obtenu de nostre Gouverneur une ordonnance pour ne faire aucun apprentif de trois années qui sont presque finie et espérons en avoir une autre pour plus longtemps ayant reconnu le bien que cela fait dans nostre art : nous croyons, Messieurs, que vous ferés très bien d'en user de mesme pour empescher le trop grand nombre d'ouvriers. »

*Lettre des maîtres gardes de Lyon
à ceux de Turin (4 avril 1685).*

Ayant précisé ce qu'il faut entendre par la liberté du travail à Lyon, après avoir en outre fait pressentir quelles luttes s'engageront, au sujet des règlements et de la prépondérance, entre maîtres ouvriers et maîtres marchands, gravissons avec eux les degrés de la hiérarchie professionnelle pour arriver par l'apprentissage et le compagnonnage à la maîtrise.

L'apprentissage, nécessaire étude du métier, qui autrefois imposait en outre à celui qui s'y soumettait de vivre strictement l'existence du maître, développait non seulement l'habileté professionnelle, mais aussi laissait sa marque dans les habitudes futures de vie et de pensée. L'apprenti subissait une double influence et faisait autant son profit des leçons du maître que de la cohabitation en son logis. Et il sortait de ce milieu le plus souvent ayant reçu de bons et honnêtes exemples, parfois perdu pour toujours si le maître remplissait mal son rôle d'éducateur. Pour être complète, une étude sur l'apprentissage doit comprendre le côté officiel en quelque sorte, celui que les règlements nous font connaître, et le côté intime, familial, que divers documents nous dévoileront. C'est l'ordre que nous suivrons en ce chapitre.

*
* * *

Les premiers règlements codifièrent la coutume locale et lorsqu'ils devinrent, avec Colbert, des lois à tendances plus générales, destinées aux manufactures du même genre de tout le royaume, rédigées en haut lieu sur un plan uniforme, ils perdirent de leur souplesse et de leur opportunité. Les besoins changeaient suivant les provinces, encore si profondément différenciées par les mœurs, et les

Communautés, pour redonner aux règles dès lors trop rigides de leur industrie la facilité de se plier aux exigences locales ou aux nécessités créées pour un temps par une crise, s'adressèrent aux échevins des villes. C'est ainsi que, par des ordonnances, ceux-ci apportèrent des dérogations aux règlements, dérogations qui devinrent des articles des règlements futurs ; et ces ordonnances étant rendues à la requête des maîtres gardes, parfois des maîtres ouvriers, les Communautés collaboraient efficacement aux codes de leur industrie. Nous aurons souvent l'occasion de citer des ordonnances consulaires qui complétaient ainsi, en des points spéciaux et pour les besoins du moment, les prescriptions des règlements.

L'apprentissage semble devoir être stimulé par la faculté d'en abrégier la durée suivant l'intelligence et l'assiduité de l'apprenti. Il peut paraître illogique d'en fixer la longueur d'une façon générale ; sous le régime de la réglementation cela est tout naturel, l'apprentissage étant non seulement la période d'instruction et d'éducation, mais pouvant devenir une règle de prohibition absolue pour tous ou pour certains seulement. Grâce à lui, la Communauté défendait l'accès de la profession, réglant à volonté le recrutement des maîtres.

Avant 1596 aucune durée n'est imposée à l'apprentissage (1) ; seule l'expérience fixe le nombre d'années nécessaires au perfectionnement de l'apprenti, suivant le genre d'étoffes auquel il se consacre. En 1534 un contrat chez un maître ouvrier en uni est passé pour six ans ; en 1546 chez un veloutier génois l'apprenti s'engage pour sept ans. Avec le règlement de 1596 s'imposa la durée minima de cinq ans, toute liberté étant laissée aux parties de passer un contrat d'une durée plus longue. Des abus s'ensuivirent et le règlement de 1667 déclara que les maîtres ne pourront prendre leurs apprentis « que pour cinq ans », et cela prévalut jusqu'en 1791.

À quel âge pouvait-on entrer en apprentissage ? Au début cela

(1) Il est curieux de rapprocher des règles que nous étudions celles qui régissaient au XIII^e siècle l'apprentissage « du mestier des ouvriers de draps de soye de Paris et de veluyaus et de boursserie de lac ». Elles sont ainsi transcrites au *Livre des mestiers*, d'Estienne Boilliaue :

« Item que nul ouvrier dudit mestier ne puet ne ne pourra de cy en avant prendre que deus aprentis, ne à moinz que à vj anz de service et vj livres de Paris d'argent sec ou à viij anz sanz poinz d'argent, chacun, si ce ne soient ses propres enffanz et en tele manière que se l'aprentis s'enfuioit ou destournoit d'entour son mestre durant le dit terme, et demourant par an et par jour d'ilec en avant, il ne pourroit retourner audit mestier, aincois en seroit du tout banis et le dit mestre en pourroit prendre un autre quant l'an et le jour seroit passés.

« Et se il estoit ainssi que le mestre a l'aprentis deffaustist ainz son terme acompli, le prevost de Paris par le conseil des gardes du dit mestier le pourvoiront de mestre souffisant tant que le terme à l'aprentiz soit acompli, se ainssi n'estoit que le mestre du dit aprentiz eut hoirs qui le dit aprentiz peussent tenir et le dit aprentiz mettre en euvre souffisant. »

était indifférent, et les règlements, même celui de 1667, sont muets sur ce point. Mais en 1678 intervint une ordonnance consulaire portant que « nul ne pourra être reçu apprentif avant treize ans accomplis », et le règlement de 1737 fixa définitivement que l'apprenti devait avoir quatorze ans accomplis. Il pouvait alors passer un contrat avec des formalités de plus en plus minutieuses. Jusqu'en 1667 peu importait la façon dont il était passé. Le règlement déclare : « Seront les brevets d'apprentissage passez par devant notaire et témoins, à peine de nullité ». Tout cela se faisait en dehors de la Communauté, entre le maître et les parents de l'apprenti. Avec le règlement de 1737 fut imposée au contrat la présence « de deux maîtres gardes, dont un maître garde marchand et l'autre maître garde ouvrier à façon, à peine de nullité ». Cela ne suffisait encore point pour parer aux fraudes relatives à l'âge des apprentis ou à leur lieu de naissance, et le règlement de 1744 édicte : « Les brevets d'apprentissage seront passez par devant notaires et il y sera fait mention expresse du lieu de la naissance des apprentifs et de leur âge, à peine de nullité desdits brevets. Seront à cet effet les extraits baptistaires des apprentifs dûment légalisez et en bonne forme représentez auxdits notaires, qui seront tenus de faire aussi mention de la représentation qui leur en aura été faite. » Cela valait mieux que le contrôle illusoire de la présence au contrat des maîtres gardes. Désormais forains, étrangers, protestants, tous ceux à qui l'apprentissage est fermé, ne pourront essayer d'en forcer les portes.

Celles-ci, ouvertes au début à tous, furent rapidement fermées devant les étrangers, qui avaient d'autres moyens d'entrer dans la Communauté (1) ; elles s'entre-bâillèrent à certains moments pour laisser entrer diverses catégories de forains, c'est-à-dire de jeunes gens nés hors la ville et province de Lyonnais. Le règlement de 1737 admet ceux du « Forest et Beaujollois » ; celui de 1744 laisse entrer en outre ceux du « Bourbonnois, Bresse, Bugey, Dauphiné, Auvergne et Vivarais ».

La production de l'extrait baptistaire au contrat d'apprentissage écartait en outre les protestants, tous les règlements, à partir de 1667, portant que nul ne peut être admis dans la Communauté s'il « ne fait profession de la religion catholique, apostolique et romaine ». Il y eut cependant une assez courte période pendant laquelle les réformés furent admis à l'apprentissage dans la Communauté : c'est de 1673 à 1681. L'édit de Nantes (13 avril 1598) leur avait permis « d'habiter, aller et venir librement en la ville de Lyon et autres villes et places du gouvernement de Lyonnais, nonobstant toutes

(1) L'arrêt de 1702 portant règlement défend de prendre à l'avenir aucun apprenti étranger ou né hors la ville et les faubourgs.

défenses faites au contraire par les prévôt des marchands et échevins de ladite ville de Lyon et confirmées par Sa Majesté ». Mais les réformés n'étaient point admis dans les corporations et le règlement de 1667 le déclare formellement. Ils sont obligés d'obtenir du Roi, le 4 février 1669, une déclaration, ordonnant qu'ils seraient admis et reçus à tous les arts et métiers dans les formes ordinaires des apprentissages et chefs-d'œuvre où il y a maîtrise. Puis plus spécialement un arrêt du 24 juillet 1673 impose aux maîtres gardes de recevoir dans la Communauté des maîtres ouvriers en drap d'or, d'argent et de soie de Lyon ceux de la religion prétendue réformée. Les maîtres gardes refusèrent d'obéir et il fallut, pour les contraindre, une sentence du Consulat les menaçant de prison en cas de désobéissance. C'est ce qu'ils exposent dans une requête à la fin de 1679, remontrant tous les inconvénients qu'il y a d'admettre les protestants, car « il y a une liaison très intime entre toutes les personnes de cette religion et au contraire elles ont une aversion insurmontable pour les catholiques ». Ils obtiennent gain de cause, et en date du 10 février 1680 un arrêt du Parlement porte défense de recevoir des apprentis de la religion prétendue réformée. Le 27 mai 1681 cet arrêt est publié de nouveau, le premier n'ayant peut-être pas été suivi d'une stricte observation, cassant et annulant tous les actes d'apprentissage de protestants alors en cours. L'accès de la manufacture leur est désormais interdit; restaient ceux qui avaient été reçus maîtres et étaient en possession de leurs lettres et des droits qu'elles conféraient. Ils sont exclus le 18 octobre 1685, la révocation de l'édit de Nantes intervenant. Et l'effet de leur départ se traduit par les remises des apprentis qu'ils abandonnent. De 1685 à 1687 il y eut deux cent soixante-seize apprentis remis, lesquels « se trouvoient avoir leurs maîtres réfugiés en Hollande et en Angleterre ». Cela représentait un nombre égal de maîtres, chacun, d'après les règlements, ne pouvant avoir qu'un apprenti. Ce chiffre assez élevé surprend, étant donné le peu d'années pendant lesquelles la liberté fut accordée aux protestants. Après l'édit de Nantes un assez grand nombre avaient dû, par fraude ou par tolérance de certains maîtres gardes, se glisser dans la Communauté, et ceux-ci ne devinrent sévères et ne demandèrent leur exclusion que devant le danger que présentait leur nombre sans cesse croissant.

Désormais pour entrer dans la Communauté les protestants n'ont qu'un moyen, l'abjuration, et nous en avons trouvé quelques exemples, comme celui d'Abel Duby, Genevois, qui présente le 27 avril 1763 une requête au Consulat, « tendante à ce qu'il lui fut permis, en considération de l'abjuration qu'il a faite de l'hérésie de Calvin, de se faire enregistrer comme apprentif ». Consultés, les maîtres gardes déclarent « que, quoiqu'ils se soient aperçus que

cette admission qui a, à la vérité, plusieurs exemples, notamment en dernier lieu en faveur de Jacque Hainick, par ordonnance consulaire du 27 février 1760, soit infiniment préjudiciable à la manufacture par la raison que plusieurs se jouent des mystères de notre religion et ne paroissent abjurer la leur que pour obtenir plus facilement la liberté de s'instruire des secrets du mécanique et de la fabrication, et porter ensuite leurs talents dans leur patrie, on ne voit pas cependant qu'on puisse se refuser à la demande dudit Abel Duby : le mal est fait, le jeune homme travaille depuis longtemps et a déjà des connaissances suffisantes; or il semble que l'apprentissage auquel il se soumet le naturalisera et répond de la sincérité de son changement ».

Après la religion, le mariage était un empêchement à l'apprentissage. Une ordonnance consulaire du 6 décembre 1673 porte que le maître qui recevra un apprenti marié et domicilié sera passible d'une amende de 100 livres. Le règlement de 1744 va plus loin et prévoit le mariage en cours d'apprentissage, édictant : « Ne pourront les apprentifs se marier pendant le cours de leur apprentissage, sous peine de nullité de leur brevet et d'être rayez du registre de la Communauté. »



Le contrat d'apprentissage étant dressé dans les formes, que restait-il à faire? Jusqu'en 1619 on ne demandait rien autre que la passation du brevet devant notaire et témoins. Mais on s'aperçut bientôt des inconvénients de cette pratique sans contrôle, les restrictions à l'entière liberté de l'apprentissage s'accumulant. Le 8 août 1619 paraît une ordonnance « pour obvier aux abus et désordres qui se pourroient commettre en ladite ville du fait de l'art de la soye au préjudice des reiglements d'iceluy à cause du nombre excessif des compagnons et apprentifs qui s'introduisent journellement ». Le Consulat ordonne « qu'il seroit tenu un livre par les maîtres gardes auquel s'inscriroient tous les compagnons et apprentifs dudit art ». Cette mesure permettait un contrôle facile du nombre des apprentis et surtout était l'occasion de la perception d'un droit. L'ordonnance de 1619 le fixe à 30 sols et le règlement de 1667 le maintient à ce taux, ajoutant que ces 30 sols sont pour subvenir aux frais des maîtres gardes. Mais bientôt cette minime somme ne fut plus suffisante devant les taxes imposées par le Roi sur la Communauté, et les droits d'inscription furent successivement plusieurs fois élevés, puis abaissés, formant en quelque sorte l'étiage des dettes de la Communauté. Le 24 mars 1692 le Roi

l'ayant taxée de 38,500 livres pour la réunion d'offices, de 30 sols le droit d'inscription des apprentis s'éleva à 15 livres. Le résultat se fit immédiatement sentir sur les inscriptions. En 1692 elles avaient été au nombre de cent vingt-quatre; elles descendirent à soixante-deux en 1693, à vingt en 1694, puis elles remontent au taux normal, l'espoir d'une diminution prochaine devant être abandonné. Au contraire, ce fut une augmentation nouvelle qui survint le 9 août 1707; les droits s'élèvent à 20 livres pour les apprentis, la Communauté ayant reçu l'autorisation d'emprunter 19,545 livres pour l'achat des offices des contrôleurs des poids. De deux cent cinquante et une en 1707, les inscriptions descendent à quatre-vingt-cinq et quatre-vingt-une en 1708 et 1709. Il fallut attendre jusqu'au 19 novembre 1720 pour qu'une ordonnance consulaire déclare qu'à partir du 1^{er} janvier suivant, les droits seront rétablis au taux antérieur de 15 livres. Mais ils n'y restent pas longtemps, et dès le 22 mai 1728 ils remontent à 20 livres. Le règlement de 1737 les élève encore : « Il sera perçu pour la réception de chaque apprentif la somme de 24 livres, dont 8 livres au profit des maîtres gardes et 16 livres pour les affaires de la Communauté. » Cette somme était payée par le maître, sauf son recours contre l'apprenti, le maître devant faire enregistrer ce dernier dans la huitaine après que le contrat avait été passé, à peine de 60 livres d'amende. Le règlement de 1667 ne portait que 30 livres d'amende. Cette formalité de l'enregistrement avait lieu chez le maître garde de semestre, puis au Bureau; note était prise du contrat sur un registre, et sur le brevet était portée la mention de cet enregistrement avec un numéro d'ordre. Le règlement de 1744 maintient le taux de 24 livres, faisant commencer le temps de l'apprentissage du jour de l'enregistrement. De minutieux détails sont donnés sur la formalité de l'enregistrement, dont la mention sur le brevet devait être signée de trois maîtres gardes au moins : deux marchands et un ouvrier. Jusqu'en 1791 le droit d'inscription et l'enregistrement restèrent tels qu'ils furent réglés en 1744, et le dernier apprenti reçu en août 1790 paya son droit de 24 livres. L'édit de suppression des maîtrises et jurandes en 1777 et le désarroi qui s'ensuivit pendant l'élaboration de nouveaux règlements permirent à beaucoup d'éviter le paiement des droits en ne se faisant pas enregistrer. Une ordonnance consulaire du 16 juin 1778 vint rappeler aux maîtres qu'ils étaient tenus de faire enregistrer leurs apprentis aux peines portées par les règlements.

Outre la perception du droit, l'enregistrement assurait le contrôle sur le nombre d'apprentis qu'avait chaque maître et rendait aisée l'exécution des ordonnances interdisant au plus grand nombre, pour un certain laps de temps, l'accès de l'apprentissage.

Le règlement de 1596 est le premier qui limite le nombre des

apprentis. Chaque maître ne pourra avoir « que deux apprentifs (1) pour une fois sans comprendre ses enfans ». Toutefois il lui est permis d'en avoir un troisième, pourvu qu'il soit des enfans de la Chanal, c'est-à-dire des orphelins recueillis par l'Aumône générale à l'hospice de la Chanal. C'est de cette restriction que parle un mémoire de 1741, disant qu'elle « borna la cupidité des maîtres ouvriers en les bornant à un certain nombre d'apprentifs ». Plus d'un demi-siècle se passe et une grande cessation de travail étant arrivée, la Sénéchaussée, par ordonnance du 13 mars 1649, décide que « pour empêcher que le nombre des misérables augmentât trop », il est interdit aux maîtres ouvriers d'avoir plus d'un apprenti à la fois et aux compagnons forains reçus maîtres par franchise de faire aucun apprenti qu'après avoir travaillé dix ans à Lyon en cette dernière qualité. Le résultat répondit aux vœux des maîtres gardes qui avaient sollicité cette mesure, car cette première ordonnance devant être en vigueur pendant dix ans, ils la font renouveler dans les mêmes termes le 8 mars 1659. Le règlement de 1667 rendit définitif ce qui ne devait être que provisoire, déclarant que « ne pourront les marchands et maîtres dudit estat avoir qu'un apprentif ». Cet article fut reproduit en 1737 et en 1744 et resta en vigueur jusqu'à la fin de la période qui nous occupe.

Le règlement de 1667 parle des « marchands et maîtres », les mettant sur un pied d'égalité. Une distinction s'établit rapidement entre eux au sujet de l'apprentissage. L'ajouté aux règlements du 2 novembre 1700 impose aux marchands, pour prendre un apprenti, l'obligation d'avoir une boutique. Cette restriction n'étant pas encore suffisante, le règlement de 1737 ajoute : « Aucun maître marchand ne pourra à l'avenir prendre un apprentif que tous les dix ans, c'est-à-dire cinq ans après que le dernier apprentif aura fini ses cinq années d'apprentissage; ne pourront pareillement lesdits maîtres marchands avoir d'apprentif s'ils n'ont chez eux au moins trois mestiers travaillant actuellement sur lesquels ils puissent occuper lesdits apprentifs pendant les cinq années de leur apprentissage. » Le règlement de 1744 va jusqu'à la défense absolue aux maîtres marchands d'avoir un apprenti sous les peines les plus sévères : nullité du brevet entraînant des dommages-intérêts au profit de

(1) Un privilège accordé à Ch. Dangon vint déroger à cette règle et soulever des difficultés entre lui et la Communauté. Il lui fut permis d'avoir autant d'apprentis qu'il voudrait pour la fabrication des ouvrages de tapisserie d'or, d'argent, soie, fil et laine pour ameublements et ornements d'église. Les maîtres gardes s'en plaignent au Consulat, qui rend le 27 avril 1628 une ordonnance portant que Dangon pour les métiers ordinaires de soierie n'aura que deux apprentis, qui pourront seuls devenir maîtres dans la Communauté. Pour ses autres ouvrages, Dangon aura douze apprentis qui acquerront seulement la maîtrise pour les dits ouvrages et seront enregistrés sur un livre particulier.

l'apprenti, 500 livres d'amende, confiscation des métiers avec les matières et marchandises dont ils seraient chargés.

Outre ces limitations générales du nombre des apprentis, des mesures prohibitives plus rigoureuses étaient prises, suivant les circonstances, qui pour un temps restreignaient l'accès de l'apprentissage. Nous avons vu que c'était pour éviter l'augmentation du nombre des misérables que la Sénéchaussée imposa à chaque maître de n'avoir qu'un apprenti. Ce fut pour le même motif qu'une ordonnance de l'archevêque du 13 décembre 1684 interdit aux maîtres pour une année de prendre d'autres apprentis que ceux de la ville. Le 30 décembre 1685 le Consulat renouvela cette ordonnance pour deux années consécutives. Celles-ci expirées, de nouveau le 30 décembre 1687 parut une ordonnance constatant que « la misère publique et l'augmentation du nombre des pauvres, à quoy il avoit esté un peu remédié par la cessation desdits apprentissages si prudemment ordonnée, reviendrait et redoubleroit plus que jamais si cette continuation n'estoit accordée... ; le Consulat a résolu et arrêté que nul des maistres dudit art qui a eu quelque apprentif jusques en fin de l'année 1686 ou en a encore à présent ne pourra en prendre pendant le temps de trois années qui courront du jour de la présente ordonnance ; ceux qui n'en avoient point à cette date et n'en avoient pas eu les trois années précédentes pouvoient en prendre un de la ville ou de l'Aumône ». Les maîtres ouvriers appréciaient fort cette réglementation qui leur assurait la certitude d'avoir toujours de plus en plus de travail, leur nombre allant diminuant. Aussi en 1697 adressent-ils une requête au Conseil du roi pour qu'il soit défendu pendant cinq ans de faire des apprentis autres que ceux de la Charité. Ils devaient en 1702 obtenir satisfaction complète, car le 19 septembre le Consulat, sur la requête des maîtres gardes, interdit de faire aucun apprenti d'ici cinq ans, vu la misère toujours croissante. Mais cette fois on était allé trop loin et le 15 juin 1706 cette ordonnance dut être rapportée ; le travail avait repris et il fut permis, aux seuls maîtres ouvriers à façon, de faire des apprentis, mais de la ville. Ce fut la dernière mesure de ce genre.

Pour apprécier à leur juste valeur ces règles d'exception qui cherchaient à se donner une apparence de bienfaisante intervention devant la misère, il suffit de se reporter à la lettre qu'écrivaient le 4 avril 1685 les maîtres gardes de Lyon à ceux de Turin, leur indiquant cet excellent moyen de « bonifier » leur art en empêchant « le trop grand nombre d'ouvriers ». Cela était bien l'expression de l'idée fondamentale corporative, qui veut avant tout créer un monopole au profit des membres de la Communauté. Si véritablement la misère s'était abattue sur la manufacture, elle seule aurait suffi à détourner les apprentis d'un métier momentanément en pleine crise,

à empêcher les maîtres de se charger d'un apprenti, bouche inutile dans un atelier sans travail. Mais les chiffres ont leur éloquence qui explique la mesure dont les maîtres gardes se vantaient si fort. En 1681 il y eut deux cent quatre-vingt-onze inscriptions d'apprentis, en 1682 deux cent cinquante-neuf, en 1683 quatre cents, en 1684 trois cent cinquante-quatre; ce sont les chiffres les plus élevés que nous ayons notés de 1667 à 1791. Devant cet envahissement les maîtres ouvriers prirent peur et obtinrent, sous prétexte de la misère croissante, l'ordonnance de décembre 1684; en 1685 dix-huit apprentis sont inscrits, en 1686 un, en 1687 deux. Puis en 1688, la pénurie d'apprentis se faisant sentir, trois cent quarante sont inscrits. En 1702 nouvelle ordonnance qui fait descendre le nombre des inscriptions à vingt-deux pour 1703, trente-cinq pour 1704, chiffre qui remonte à cent trente-huit en 1707 et à deux cent cinquante et un en 1708 lorsque l'ordonnance est rapportée.

Ces limitations constantes, ces prohibitions momentanées peuvent nous paraître une grave erreur économique. Elles se comprennent et sont d'habiles mesures si nous cherchons à les envisager avec l'esprit qui les a fait concevoir. La Communauté avait avant tout pour mission de défendre les privilèges de droit et de fait des maîtres, privilèges accordés par les rois, privilèges conquis par les diverses épreuves de l'apprentissage et du compagnonnage. Les uns et les autres se transmettaient aux fils des maîtres, qui étaient par le simple fait de leur naissance exempts de ces épreuves. Tous les règlements déclarent que les fils et filles de maîtres ne tiendront lieu d'apprentis : on les engageait avec le consentement de leurs parents et on leur donnait un salaire, à l'inverse de ce qui se passait pour les apprentis ordinaires. Ces enfants, nous l'avons vu par les statistiques, étaient en nombre considérable et n'auraient pu tous travailler dans l'atelier paternel ; il fallait alors leur réserver une place chez les maîtres sans enfants, place que l'apprenti payant occupait de préférence. Exclure celui-ci c'était assurer aux fils et aux filles de maîtres de l'occupation, et en tout temps on était forcé de les prendre, pourvu qu'il soit interdit de faire aucun apprenti ou qu'on ne puisse en avoir qu'un à la fois. A côté de celui-ci, le maître volontiers dans son atelier plaçait un ou deux enfants de maîtres, qui, pour le règlement, ne tenaient lieu d'apprentis et pourtant en avaient tous les avantages, soumis aux mêmes règles, coûtant un peu plus par le fait du gage, mais revenant moins cher qu'un compagnon. Limiter le nombre des apprentis c'était accorder une prime aux nombreuses familles des maîtres, assurées ainsi de l'avenir des enfants qu'elles ne pouvaient instruire dans l'atelier ; c'était aussi leur garder le monopole de la maîtrise, en empêchant, comme l'écrivaient les maîtres gardes, « le trop grand nombre d'ouvriers ».

Tous les efforts de la Communauté tendaient à ceci : faire une classe de privilégiés, défendre ses droits, les fortifier, et elle s'acquittait admirablement de cette tâche.



Quelles étaient les obligations de l'apprenti à l'égard du maître ? Il devait avant tout « demeurer actuellement en la maison et service de son maistre et non hors de ladite maison ». (Règl. de 1667.) C'était un assujettissement bien grand pour l'apprenti déjà âgé, et pour le maître une assez lourde charge; aussi de tout temps l'un et l'autre s'efforcèrent d'éluder cette règle. De nombreuses ordonnances durent la rappeler, sanctionnées par de multiples condamnations. Il fallait éviter surtout les apprentissages collusoires, c'est-à-dire les apprentissages fictifs passés par des commerçants quelconques qui voulaient acquérir la maîtrise pour s'établir marchands et se souciaient peu de la partie technique du métier. Aussi dès le 18 janvier 1673 une ordonnance consulaire sanctionne l'obligation imposée par le règlement, portant « que les apprentifs seront tenus de demeurer actuellement, manger et coucher chez leurs maistres et lorsqu'ils ne s'y trouveront pas lors des visittes que feront lesdits maistres gardes ils seront dès lors comme dez à présent et dez à présent comme dès lors rayés du livre de l'estat et forclos du droit et privillège qu'ils auroient pu prétendre en vertu de leurs actes d'apprentissage ». La radiation est faite sans qu'aucune excuse puisse être acceptée, l'ordonnance étant rendue sur une requête des maîtres gardes exposant qu'ils « ont esté informez qu'il y a divers maistres dudit art qui ont passé des actes d'apprentissage avec des personnes qui ne demeurent pas avec eux, qui sont mesme la plus part mariez et ont des employés et négoces particulliers qui ne leur permettent pas d'exéquuter ledit article et demeurer actuellement en la maison de leurs maistres, ce qu'ilz ont recognu dans les visittes qu'ilz ont faites chez lesditz maistres où ilz n'ont point trouvé lesditz apprentifs et entre autres les nommez Nicollas Perier, Jean Liotaud et Jean Boulliand, dont le premier est controlleur au bureau de la doanne, le second marchand dans la rue Tupin et l'autre boulanger, qui ont passé des actes d'apprentissage simulez ». Cette ordonnance stimula le zèle des maîtres gardes; le 24 janvier 1673 ils font rayer un apprenti « qui étant à Paris ne pouvoit servir son maître ».

Jusqu'ici et fort injustement seul l'apprenti était frappé : le maître avait aussi de graves torts en passant un contrat collusoire; l'attrait

d'une forte somme calmaît, il est vrai, ses scrupules; contre lui on va sévir et le 6 décembre 1673 une ordonnance inflige en des cas semblables une amende de 100 livres. De nombreux procès-verbaux suivis de condamnations (1) nous montrent que les apprentissages frauduleux n'avaient pas diminué devant les sévérités des ordonnances. Le 30 décembre 1704 un mémoire est fourni sur la nécessité d'obliger les apprentis à travailler assidûment chez leurs maîtres pendant le cours de leur apprentissage; l'auteur développe cette thèse que, si un commerçant inexpérimenté souffre seul de son ignorance et se ruine, un artisan maladroît porte tort à toute la manufacture. Aussi le règlement de 1737 édicte-t-il : « Les apprentifs ne pourront s'abstenir du service de leur maître pendant les cinq années de leur apprentissage ni s'absenter de leur maison, la nuit, en quelque temps que ce soit, non plus que les jours de travail, à peine de nullité de leur brevet; deffenses à tous maîtres de les dispenser du travail ou de leur permettre de résider hors de chez eux pendant aucun temps des dites cinq années. » (Art. 32.) Une amende de 100 livres venait sanctionner ces dispositions. Le règlement est muet sur la façon dont sera constatée l'absence; suffirait-il qu'une seule fois en leur visite les maîtres gardes s'aperçoivent que l'apprenti n'est pas dans l'atelier? C'est ce que déclare l'ordonnance de 1673. Plus équitablement en 1744 est établie une procédure pour aboutir à la radiation de l'apprenti absent. La contravention doit être établie par trois procès-verbaux faits à jours différents, signés au moins de deux maîtres gardes ou adjoints marchands et d'un maître garde ou adjoint ouvrier, et déposés dans les vingt-quatre heures au greffe du Consulat. Ce dernier statuait « nonobstant tout ce qui pourroit être allégué de la part du maître pour justifier de l'absence de son apprentif ». Nous n'avons point trouvé, à partir de 1744, de jugemens consulaires portant radiation pour absence de l'apprenti; le système du triple procès-verbal dressé à jours différents avec un tel nombre de maîtres gardes n'était point fait pour surprendre des contrevenants toujours en éveil.

Hors les cas de connivence entre l'apprenti et le maître, il s'en présentait d'autres où l'apprenti quittait l'atelier de ce dernier sans motif connu, ou était débauché par un autre maître. Il arrivait aussi que c'était le maître qui, pour une cause quelconque, congédiait son apprenti, ou bien, n'ayant plus d'ouvrage, l'abandonnait en quittant la ville. Tout cela était prévu par les réglemens.

(1) Voir à notre Classement méthodique le chapitre de l'Apprentissage.



L'apprenti déserte l'atelier du maître et disparaît. Le règlement de 1596 ordonne au maître de lui faire sommation de revenir, ou à ceux qui le lui ont affermé, et s'il ne revient pas il pourra en prendre un autre. Aucun laps de temps n'est prescrit ; l'apprenti fugitif devra, pour rentrer dans la Communauté, contracter un nouvel engagement de cinq ans.

Sous l'empire du règlement de 1667, le maître « pourra faire arrêter son apprentif par tout où il le trouvera pour luy faire parachever son tems, sinon le sommer par acte authentique s'il est maître de ses droits, parlant à sa personne ou domicile par luy esleu aux fins qu'il ait à continuer son service ». Si l'apprenti ne revient pas dans le délai d'un mois, le maître le fait alors rayer. Sur la présentation de la sommation restée sans effet, un jugement consulaire intervenait ordonnant la radiation. Il était imposé à l'apprenti qui revenait après une courte escapade de « parfournir le temps perdu, temps pour temps et non pour argent ». En aucun cas il ne pouvait, après sa radiation, se prévaloir du temps qui s'était écoulé pendant le premier apprentissage interrompu par sa volonté, et il devait s'obliger à nouveau pour cinq ans. Il arrivait parfois que le maître négligeait de faire rayer son apprenti fugitif et en obligeait un autre. Si le premier revenait, il pouvait reprendre sa place, le second apprentissage étant nul et le maître étant « condamné à l'amende de 30 livres et aux dépens, dommages et intérêts dudit second apprentif ». Cette rigueur s'explique, car de la sorte un maître, contrairement aux règlements, aurait pu avoir deux apprentis inscrits. Le règlement de 1737 apporte quelques changements à cette procédure. Pour faire arrêter l'apprenti, le maître devra obtenir « la permission nécessaire », sinon il devra lui faire, dans la quinzaine, sommation, ou à sa caution, de réintégrer. Si la sommation reste sans résultat, le maître la porte au bureau de la Communauté et les maîtres gardes en prennent mention ; le temps de l'apprentissage cesse alors de courir du jour de l'absence. Si l'apprenti revient après cette formalité, le maître doit le présenter au bureau, où note est prise de son retour ; une bonne admonestation des maîtres gardes devait sûrement accueillir le coupable. Si au contraire, après avoir observé ces prescriptions, le maître voyait s'écouler deux mois sans que son apprenti revienne, il le faisait rayer par ordre du Consulat et pouvait en prendre un autre. Le temps d'apprentissage était alors annulé, et l'apprenti rayé ne pouvait s'obliger à nouveau qu'un an après le jour où il avait été rayé. Il arrivait que, pendant le délai de

deux mois ou même après, le maître ait pris un autre apprenti sans faire rayer le premier ; une peine sévère était édictée contre lui par le règlement de 1667 ; celui de 1737 déclare simplement que « le premier sera remis à la diligence des maîtres gardes chez un autre maître pour achever le temps de son apprentissage et remplacer le temps de son absence ». Les formalités de radiation étant assez longues et nécessitant une grande perte de temps, le règlement de 1737 n'en sanctionne aucunement le défaut, le danger de voir un maître ayant deux apprentis à la fois étant paré par une meilleure et plus exacte tenue des livres de la Communauté.

Le règlement de 1744 est plus sévère : il reproduit les termes de celui de 1737, sauf que la sommation de réintégrer doit être faite dans la huitaine ; mais il édicte contre le maître d'un apprenti fugitif qui en a pris un second sans faire rayer le premier une peine très grave, la déchéance de la maîtrise.

En résumé, toute cette réglementation était dirigée contre le maître, qui avait tous les ennuis d'une poursuite judiciaire pour obtenir la radiation et pouvoir prendre un nouvel apprenti. On sanctionnait ainsi trop rigoureusement la règle limitant le nombre des apprentis. Car ceux qui abandonnaient l'atelier se souciaient peu de perdre le temps d'apprentissage déjà fait s'ils ne rentraient avant les délais : le métier ne leur convenait pas, ou le maître était cruel, ou l'instinct de vagabondage parlait trop haut. Ils étaient perdus pour la manufacture. De 1667 à 1791 il y eut vingt-deux mille trois cent soixante apprentis inscrits, pendant la même période seulement quatorze mille six cent vingt et un compagnons ; il y eut ainsi sept mille sept cent trente-neuf apprentis qui n'arrivèrent point au compagnonnage. Et c'est ce qui explique la grande quantité de contrats d'apprentissage qui se trouvent dans les archives de la Communauté où ils étaient déposés après la radiation.

Il pouvait arriver que l'apprenti, attiré par un autre maître ou par un marchand, déserte l'atelier ; il était alors débauché par le maître ou le marchand et cette pratique semble avoir été assez fréquente dans la manufacture où les brusques reprises de travail après les crises amenaient un besoin pressant de main-d'œuvre. Les apprentis un peu expérimentés étaient sollicités ainsi que des compagnons, et préférés à eux faisant payer moins cher leurs services. Le règlement de 1596 inflige 20 livres d'amende au maître qui aura débauché l'apprenti d'un autre maître. En 1667 l'amende est élevée à 60 livres et maintenue à ce taux par le règlement de 1737 ; celui de 1744 le rabaisse à 20 livres, stipulant sagement que cette amende sera au profit du maître de l'apprenti débauché.

Plus sévère est la répression du débauchage des apprentis par les marchands, les règlements traçant à ce sujet encore une profonde

ligne de démarcation entre les deux classes. Il semble en outre que déjà sur les jeunes gens l'attrait du magasin, où l'on est bien mis, où l'on n'est pas astreint à un labeur manuel continu, ait été assez puissant pour nécessiter de sévères sanctions à l'égard de l'apprenti qui se laissait séduire. Il était interdit aux maîtres marchands d'accueillir l'apprenti d'un maître ouvrier travaillant à façon et de s'en servir « soit comme dessinateur, teneur de livres, commis, facteur, domestique ou en quelqu'autre qualité que ce soit », à peine pour le marchand de 300 livres d'amende et pour l'apprenti de la nullité de son brevet, étant stipulé pour l'amende qu'elle ne pouvait être « remise ni modérée sous prétexte d'erreur de fait, ou autrement ». Le règlement de 1744 porte l'amende à 500 livres, donnant toutefois à ceux qui la payaient un « recours contre qui ils aviseront bon être dans le cas où ils auroient ignoré les engagements de l'apprentif ». Mais en retour il organise, pour constater la contravention, le système des trois procès-verbaux que nous avons vu fonctionner en cas d'absence de l'apprenti ; c'était en réalité rendre impossible la répression du débauchage par les marchands, ceux-ci au premier ou au second procès-verbal s'empressant de congédier l'apprenti qu'ils avaient attiré chez eux. Il y a dans cette différence de sévérité toute en surface des deux règlements comme un reflet de l'esprit qui animait leurs auteurs ; le règlement de 1737 dressé par les maîtres ouvriers tout en leur faveur, celui de 1744 constatant leur infériorité et laissant la suprématie aux maîtres marchands.

Outre les cas de départ volontaire de l'apprenti, il s'en présentait d'autres où le maître le congédiait ou l'abandonnait faute d'ouvrage.

Les raisons de congé, multiples, ne sont pas stipulées aux règlements. C'étaient la paresse de l'apprenti, ses mauvaises mœurs, son incapacité au métier, etc. Le maître avait à faire valoir ces défauts ; le règlement de 1596 le condamne à 10 livres d'amende s'il renvoie son apprenti sans cause légitime. L'appréciation de celle-ci était laissée jusqu'en 1737 aux maîtres gardes. A partir de cette date, ce fut au Consulat à statuer sur les motifs du renvoi. C'était lui qui décidait aussi lorsqu'un apprenti avait à se plaindre de son maître et voulait en changer. Il était alors, suivant l'expression consacrée, remis à un autre maître. Le règlement de 1744, sans faire aucune distinction, stipule que dans tous les cas de remise le maître ne pourra prendre un autre apprenti avant que le premier n'ait fini son temps chez son nouveau maître. Cela souleva les réclamations des maîtres ouvriers, qui demandèrent qu'au cas où le maître renvoie son apprenti pour paresse, mauvaise fabrication, etc., il puisse en prendre un autre une année après la remise. Les maîtres marchands répondirent qu'en fait ce cas était résolu à la satisfaction de tous. « Si le maître se plaint avec raison de la paresse, libertinage de son

apprenti, les maîtres gardes prescrivent à celui-ci une journée de travail proportionnée à ses forces qu'il est obligé de remplir, à défaut de quoi il est rayé et le maître libre d'en prendre un autre. Le règlement a eu pour but d'empêcher que le maître ouvrier, à qui on offrirait un apprenti fils de famille avec de gros avantages, n'obligeât par ses mauvais traitements son apprenti de campagne à se faire remettre. » Ce détail est intéressant, nous montrant jusqu'où pouvait aller l'intervention des maîtres gardes et leur pouvoir d'appréciation.

Les cas de remise les plus fréquents étaient le manque de travail du maître. Il ne pouvait plus remplir à l'égard de son apprenti ses obligations, qui étaient de le bien et dûment occuper sur le métier. Il fallut obvier à ce grave inconvénient et ce n'est que peu à peu qu'on arriva à des règles souples et équitables. En 1667, lorsque le maître n'avait plus d'ouvrage il devait, à peine de 30 livres d'amende, remettre son apprenti entre les mains des maîtres gardes « pour luy pourvoir d'un autre maître ».

Rien n'était stipulé au sujet du temps pendant lequel le maître aurait pu rester sans ouvrage espérant qu'il lui en viendrait, avant de remettre son apprenti. Et il est ajouté simplement : « Ne pourra le maître qui remettra ledit apprentif en obliger un autre qu'il n'ait de quoy l'employer. » Cela était bien peu précis et laissait au maître toute possibilité d'invoquer une courte cessation de travail qu'il aurait pu provoquer pour se débarrasser d'un apprenti qui lui déplaisait et qui tenait la place d'un autre plus riche qu'il avait le désir d'engager. Aussi le règlement de 1737 est-il plus sévère, et même subitement trop rigide. La remise est ordonnée par le Consulat et le maître ne peut prendre un autre apprenti que le temps d'apprentissage de celui qu'il a remis ne soit terminé. C'était ainsi, pour un motif indépendant de sa volonté et pour obvier à un inconvénient tout passager, priver pour un temps souvent assez long un maître du secours d'un apprenti. Aussi le règlement de 1744 prescrit-il de justes et opportunes mesures; si le maître a manqué d'ouvrage pour occuper son apprenti pendant un mois, il doit, à peine de 10 livres d'amende, en faire sa déclaration au Bureau. Les maîtres gardes sont autorisés, « suivant ce qu'ils jugeront convenable eu égard aux circonstances et à l'état et situation du maître », à donner une permission temporaire à l'apprenti d'aller travailler chez un autre maître, ou à le remettre à forfait et définitivement à un autre maître. Ils sont libres de prendre une mesure momentanée ou définitive. Dans ce dernier cas, c'est-à-dire lorsqu'ils auront reconnu que le maître ne pourra de longtemps retrouver une situation florissante, celui-ci ne pourra prendre un autre apprenti tant que celui qui a été remis n'aura pas fini son apprentissage chez son nouveau maître. Lorsque, au contraire, une

permission avait été donnée à l'apprenti d'aller pendant un certain temps travailler chez un autre maître, une période de six mois était accordée au maître pour retrouver du travail et reprendre son apprenti. Au bout de ce temps, s'il n'avait toujours point d'ouvrage, ce dernier était remis. La permission qui, suivant les cas, avait une durée variable, pouvait être renouvelée par les maîtres gardes, auxquels à son expiration l'apprenti devait se présenter, à peine de nullité de son brevet. A défaut du maître, l'apprenti ou sa caution devaient déclarer au Bureau que depuis un mois il était inoccupé, « sous peine d'être obligé de remplacer le tems qu'il auroit perdu ».

Une cause fréquente de remise était le départ du maître. Les crises se prolongeant, il quittait la ville, cherchant à gagner Tours ou Avignon ou à s'expatrier, l'étranger accueillant avec grande faveur ces fugitifs. Ce cas est déjà prévu en 1596 : « Si le maître abandonne la ville, les maîtres jurés placeront l'apprentif avec d'autres maîtres encore qu'ils eussent desia deux autres apprentifs. » Les règlements de 1667 et de 1737 fixent la durée de l'absence du maître à un mois ; les maîtres gardes placeront alors l'apprenti chez un autre maître « qui n'en aura point ». A partir de 1744 c'est l'apprenti qui doit avertir les maîtres gardes de l'absence de son maître ; ceux-ci, après un mois au moins et trois au plus, doivent remettre l'apprenti. Si le maître revient, il n'est plus reçu à réclamer son apprenti et ne peut en prendre un autre que son temps d'apprentissage ne soit fini ; ce fut la règle depuis 1667.

Il semblerait, à voir les minutieux détails de la remise d'apprentis, que celle-ci était assez fréquente. Il n'en était rien. De nombreuses crises vinrent s'abattre sur la manufacture, et durant des mois tous les maîtres furent dans la misère ; on ne pouvait songer à trouver un atelier ayant du travail suffisamment pour remettre un apprenti, si la place était libre. Et celui-ci restait au foyer du maître, inoccupé comme lui, ou bien quittait une profession qui se faisait voir sous un aussi triste jour pour ses débuts. Les années où il y eut le plus grand nombre de remises, exception faite de celles qui suivirent la révocation de l'édit de Nantes, furent 1785 et 1788 ; dans la première il y eut vingt-neuf apprentis remis et vingt-huit dans la seconde ; la moyenne était de dix à onze par année, et ce chiffre s'explique surtout par les décès des maîtres dont les veuves ne continuaient pas le commerce. Cela était bien peu et ce nombre minime n'était pas sensiblement augmenté par les crises, à peine doublé en général. Il faut songer, pour expliquer cela, aux sept mille sept cent trente-neuf apprentis qui n'arrivèrent point au compagnonnage ; il faut aussi se figurer que dans la vie commune les liens d'affection devaient rapidement se nouer si le caractère de l'apprenti

s'y prêtait et qu'aux jours de misère celui-ci était un enfant de plus à nourrir et non un étranger à chasser. Et il fallait que le dénue-ment soit vraiment complet pour que le maître emmenât au Bureau son apprenti pour le remettre ou le renvoyât simplement de l'atelier vide de ses métiers et de ses meubles.

Quelle que fût la cause qui entraînait la remise, les maîtres gardes percevaient un droit à leur profit, en considération du temps que cette opération leur prenait. Le règlement de 1667 fixe ce droit à 4 livres, « ainsi qu'il s'est toujours pratiqué »; il est élevé à 8 livres en 1737 et ramené à 6 livres en 1744. Cette somme, payée par le maître à qui l'apprenti était remis, devait toujours être partagée entre les maîtres gardes, « tant pour leurs peines et soins que pour l'enregistrement qui doit estre fait sur le registre du bureau de la Communauté de l'acte de remise en suite de l'enregistrement du brevet d'apprentissage ».



- Le temps de l'apprentissage s'est écoulé avec ou sans les diverses péripéties que nous venons d'exposer. Quelles formalités doit accomplir l'apprenti pour avoir le droit de se faire inscrire compagnon et commencer ce second stage de sa vie professionnelle qui le mènera à la maîtrise?

En premier lieu, il lui faut obtenir quittance de son maître, puis subir l'examen.

La quittance était le certificat délivré par le maître constatant simplement que l'apprenti avait accompli chez lui le temps prescrit. Nulle appréciation ne s'y joignait, et quant aux dettes que l'apprenti pouvait avoir contractées envers le maître, elles faisaient l'objet d'un règlement à part. En 1596, si le maître refusait la quittance il pouvait y être contraint, l'apprenti devant « prendre attestation de personnes dignes de foy ». La raison de ce refus pouvait être précisément la dette que l'apprenti était dans l'impossibilité de payer et pour laquelle le maître aurait été tenté de le retenir. Le règlement de 1667, plus explicite, déclare : « Après que les apprentifs auront finy le temps de leur apprentissage, leurs maîtres seront obligez de leur donner quittance en bonne forme, sauf à eux à se pourvoir pour ce qui leur est deub à cause dudit apprentissage. » Les règlements ultérieurs sont conçus dans le même sens sur ce point.

Muni de sa quittance, l'apprenti avait à passer un examen. Cette obligation n'apparaît qu'en 1667, le règlement imposant au

maître d'apprentissage de faire faire par l'apprenti « une aune de velours ou de satin ou de damas ou bien de brocards d'or et d'argent huit jours après la fin dudit apprentissage en leur maison ou bureau de la Communauté, les maîtres gardes appelez », et cela « pour donner d'autant plus de preuve de sa capacité ». C'est le maître qui doit ainsi prendre l'initiative de cette épreuve, c'est lui qui la dirige et le règlement ne parle point d'un refus possible des maîtres gardes d'enregistrer l'apprenti, compagnon, pour incapacité. Le règlement de 1737 ajoute à ces dispositions que les maîtres gardes le portent sur le livre des compagnons « s'ils le trouvent capable ». Au cas contraire, l'enregistrement était différé « au moins pour six mois ».

La distinction des maîtres marchands et maîtres ouvriers et leur antagonisme a dicté un nouvel article qui nous montre que chaque classe n'avait qu'une très relative confiance en la partialité de l'autre. L'apprenti doit faire « une aune de l'étoffe de l'espèce de celles à la fabrique desquelles il aura travaillé pendant son apprentissage », et ce en présence des maîtres gardes. Mais il y avait des apprentis formés par des maîtres ouvriers et d'autres par des maîtres marchands. Le règlement impose pour l'examen des premiers la présence des maîtres gardes marchands, celle des maîtres gardes ouvriers étant exigée pour l'épreuve des seconds. Eux seuls ou trois d'entre eux au moins certifiaient sur l'acte avoir été présents. Toutefois il n'était pas interdit aux maîtres gardes de l'une et l'autre classe d'assister à tous les examens, « mesme de s'opposer à ce qui pourroit se passer contre l'ordre et l'équité ». Avec le règlement de 1744 toutes traces de suspicion disparaissent ; à l'expérience assistent deux maîtres gardes marchands et un maître garde ouvrier. Dans la huitaine qui suit la fin de son apprentissage, c'est à l'apprenti à se présenter au bureau de la Communauté ; on lui délivre un billet lui fixant le jour où il subira l'examen, et il doit en donner connaissance à son maître, qui est tenu de l'accompagner. Si celui-ci ne comparait pas au jour indiqué et s'il est prouvé par deux témoins que l'apprenti lui a remis le billet, il lui est infligé une amende de 10 livres au profit de l'apprenti. Outre l'examen sur la fabrication, et ceci est nouveau, l'apprenti « sera tenu d'armer le métier sur lequel il aura travaillé et de replacer avec exactitude et précision et avec la diligence convenable les fils de soie et les cordages qui auront été dérangez et déplacez par les maîtres gardes ». C'était une difficulté de plus, grâce à laquelle ces derniers pouvaient renvoyer au moins pour six mois l'apprenti qu'ils ne jugeaient pas suffisamment capable. Au bout du temps fixé, il était examiné de nouveau, ce qui pouvait indéfiniment reculer son admission.

Cette épreuve imposée aux apprentis ne différât en rien, comme

nous le verrons, de celle qu'on faisait subir aux compagnons sous le nom de chef-d'œuvre. Une double barrière était ainsi placée à l'entrée de la profession, pouvant arrêter la trop grande affluence de postulants, permettant aux maîtres gardes de les faire entrer au fur et à mesure des vacances de la maîtrise; ils avaient ainsi à leur disposition un régulateur qu'ils faisaient agir à volonté. En outre, cette obligation d'une double et sérieuse épreuve était une garantie d'une habileté consommée du futur maître, qui devait montrer par deux fois à des juges qu'il possédait à fond son métier.

Nous en avons fini avec les diverses phases de l'apprentissage; aucune restriction au début ne venait en gêner l'accès libre à tous, puis peu à peu il se ferme à certains, suivant les circonstances, et comme si cela ne suffisait pas, à la sortie des difficultés nouvelles sont à surmonter. Autour de la primitive et simple réglementation, le désir d'un savoir professionnel plus grand qui cache la volonté de diminuer le nombre des maîtres pour donner un privilège de fait à ceux déjà inscrits et à leurs enfants, entasse les prohibitions, élève les obstacles. L'apprentissage, qui aurait dû être un admirable moyen d'éducation professionnelle et morale, n'est pas connu des règlements sous ce jour-là : ils ne voient en lui qu'un instrument pour favoriser le monopole de certains au détriment de tous.



Pour voir dans l'apprentissage tout ce que ce mot éveille d'idées d'intimité, tout ce qu'il contient de familial, il nous faut étudier les contrats dont les clauses nous laissent deviner la place occupée au foyer du maître par l'apprenti. Il était seul de sa condition dans l'atelier et sa situation dans les ménages sans enfants pouvait rapidement devenir celle d'un fils adoptif. Dans les nombreuses familles, mêlé aux enfants du maître, il était vite pour eux un camarade. Il n'occupait pas la dernière place dans l'échelle professionnelle, car au-dessous de lui, soumis à un dur labeur, misérablement payés, étaient les tireurs et tireuses de cordes. L'apprenti faisait partie de la Communauté, par conséquent était en passe de devenir un privilégié, d'acquiescer un titre envié, et à son égard s'exerçait l'active surveillance des maîtres gardes. L'amour-propre du maître était en jeu dans son instruction technique, et au jour de l'examen il était là, montrant son œuvre qui était l'habileté de l'apprenti; c'est ce qui faisait la renommée des bons maîtres à qui plus volontiers l'on confiait un enfant. Si parfois aux heures des repas l'apprenti quittait le métier pour aider la femme du maître à vaquer aux travaux de la

cuisine, cela complétait encore son éducation. C'était un des petits côtés bienfaisants de l'apprentissage que cet emploi de l'enfant aux besognes du ménage, dont la connaissance dans le milieu ouvrier rend d'inappréciables services à l'homme comme à la femme.

Nous avons vu que les règlements font une distinction entre les apprentis de la ville et des provinces admises et ceux de l'Aumône générale. Ils formaient deux catégories bien distinctes que nous étudierons successivement.

Pour les apprentis ordinaires, les clauses des contrats varient suivant la condition de leurs parents (1). Ceux-ci avant tout étaient tenus de cautionner de fidélité leur fils, « promettant de le représenter, lui faire remplacer le temps perdu et réintégrer ledit service » s'il s'absentait. Et contre eux, en cas de départ définitif, le maître dirigeait son recours, les actionnant en dommages-intérêts. Un jugement consulaire en date du 4 décembre 1737 condamne ainsi la caution d'un apprenti fugitif à payer 120 livres au maître tant pour dommages-intérêts que pour avances des frais d'enregistrement du brevet. Le maître de son côté s'engageait à entretenir l'apprenti, « le nourrir de bouche, luy fournir feu, giste, losgis et blanchissage, mesme l'enseigner en sadite vocation en bon père de famille sans luy rien celler ». Tels sont les termes d'un contrat du 29 mai 1695 et ils se retrouvent à peu près identiques dans un autre contrat du 8 avril 1776 : le maître promet « de nourrir, loger et coucher ledit aprenti pendant son aprentissage, de luy fournir feu et lumière, et de luy faire blanchir son gros linge et de le perfectionner dans son art de fabriquant en étoffes de soye sans lui rien cacher de ce qui en

(1) Le titre envié de maître ouvrier en soie et la possibilité d'arriver à une position élevée en acquérant celui de maître marchand attirait dans la manufacture les jeunes gens des situations les plus diverses, dont les parents appartenaient à tous les corps de métiers. C'est ainsi que de 1689 à 1725, les parents de cent soixante-douze apprentis, dont nous avons retrouvé les contrats, se répartissent ainsi :

Vingt-trois marchands, vingt-quatre laboureurs, dix-huit vigneron, quinze bourgeois, quatre affaneurs, cinq maîtres charpentiers, cinq notaires royaux, quatre maîtres cordonniers, trois maîtres tonneliers, trois maîtres tailleurs d'habits, trois maîtres selliers, trois maîtres futainiers, deux huissiers, deux imprimeurs, deux maîtres tisserands, deux marchands bailleurs d'eau, deux maîtres teinturiers de soie, deux marchands épiciers, deux marchands de vin, deux tanneurs, deux teinturiers de draps, deux maîtres maçons, un cartier, un commis aux barques de Lyon, un marchand mercier, un marchand toillier, un arithméticien, un maître tailleur de pierres, un maître drapier drapant, un peintre, un meunier, un maître passementier, un maître cardeur de laines, un maître moulinier de soie, un maître tripier, un maître tapissier, un marchand boucher, un maître fondeur, un maître cartonnier, un maître emballer, un fondeur de suif, un maître fontainier, un maître armurier, un marchand vinaigrier, un ci-devant trésorier de l'armée d'Espagne, un maître boutonier, un marchand papetier, un marchand de soie, un ancien commissaire d'artillerie, un maître chapelier, un marchand de crêpes, un commissaire à terrier, un procureur, un rôtisseur, un voiturier sur la rivière de Saône, un marchand poulailleur, un maître chaudronnier, un maître serrurier, un maître traiteur, un libraire, un maître corroyeur.

dépend ». De petites divergences existent sur des points tout à fait accessoires, comme par exemple au sujet du blanchissage. Le maître le plus ordinairement ne faisait blanchir que le gros linge; un stipule qu'il blanchira le linge de son apprenti seulement lorsqu'il « fera faire la lessive dans son domestique ». C'étaient là de menus détails qui devaient entraîner de longues discussions avant d'en arriver à débattre le prix de l'apprentissage.

Nous avons vu que les règlements mettent à la charge du maître le paiement de l'inscription du brevet au livre de la Communauté, sauf son recours contre l'apprenti. Une clause du brevet reconnaît la dette de ce dernier et en règle le plus souvent le mode de paiement. A la fin de son temps l'apprenti s'obligeait à la rembourser en travail ou en argent.

L'entretien de l'apprenti en habits, linges, chaussures, était ordinairement laissé à la charge des parents. Mais dans beaucoup de cas, lorsque ceux-ci habitaient au loin, ils se déchargeaient de ce soin sur le maître, et alors une clause fréquente des contrats était celle-ci : « A l'égard de l'entretien d'habits, linges et chossures d'icelluy apprentif, convenu que ledit maître les luy fournira, à la charge toutefois que ledit apprentif luy remboursera et payera le montant sur l'état qu'il en produira auquel sera cru de bonne foy et sans autres preuves. » A l'égard de son apprenti, le maître avait désormais les mêmes soins matériels qu'à l'égard de ses enfants. En plus, il présentait sa note; nous avons retrouvé un état des fournitures ainsi faites par un maître à son apprenti. En voici la teneur :

« Mémoire de ce que j'ayourny au nommé Jean Galliard pendant trois ans qu'il a demeuré chez moy en qualité d'apprentif depuis Saint-Laurent de 1756 jusqu'à 1759 :

« Pour racomodage d'habit	6 livres.	
« Pour un chapaux	4 —	
« Pour un paire de soullier	3 —	10 sols.
« Pour un paire bas.		36 —
« Pour une chemise fine.	3 —	10 —
« Pour une vaste cotton	4 —	
« Pour deux chemises.	4 —	
« Pour un paire bas de fils		37 —
« Pour un paire culote	4 —	
« Pour un paire soullié.	4 —	
« Pour un bonet		36 —
« Argent donné en plusieurs fois	5 —	10 —
« Pour recemeilage de soullier.		36 —
« Pour une vaste ratine croissé	9 —	
« Pour un paire de culote.	3 —	10 —

« Pour un paire boucles d'argent.	9 livres.
« Pour un recemeilage	36 sols.
« Pour une chemise	2 —

La chemise fine, la veste de ratine et les boucles d'argent nous montrent que cet apprenti n'était pas ennemi d'un certain luxe. Ce qui frappe c'est le peu d'argent avancé, 5 livres 10 sols en trois ans ; ce devait être l'argent de poche du jeune homme. Ses dépenses pour menus plaisirs étaient bien réduites par le fait même de la vie de famille qu'il menait. Tenu au travail toute la semaine, les occasions de sortir se présentaient seulement les dimanches et fêtes, et au lieu de s'en aller à part, il partait avec le maître et sa famille, les frais extraordinaires des promenades étant payés par ce dernier. Sans trop préjuger, n'est-il pas permis de penser que ces fournitures faites ainsi par le maître pour l'entretien de son apprenti devaient être la source de quelques légers bénéfices ? Les accommodages en outre pouvaient être faits par la femme du maître, qui les portait aussi en compte. D'ailleurs la plupart des contrats où se trouve cette clause d'entretien de l'apprenti par le maître ne stipulent aucun prix. Le maître sera remboursé de ses avances et dépenses et sera cru sur son affirmation. Il comptait bien évidemment par son bénéfice gagner partie du prix ordinaire, l'autre partie étant compensée par les services plus nombreux qu'en ce cas il devait être en droit d'exiger de son apprenti.

Mais, et c'est le point important des contrats, le plus fort bénéfice pour le maître était dans le prix d'apprentissage. Pour les apprentis de la ville il était en général stipulé en argent, pour ceux de la campagne en denrées. Enfin, certains s'engagent, pour dédommager le maître, à rester à son service, lorsque leur temps serait fini, pendant une durée variable, ou bien à fabriquer sans rémunération tant d'aunes d'étoffe.

Rien de fixe dans le prix ; ce qui le déterminait, c'était la condition des parents de l'apprenti et aussi la situation plus ou moins prospère du maître. Le bien-être ou simplement le nécessaire strict qu'allait trouver l'apprenti dans la boutique devaient avoir une certaine influence sur la résolution de ses parents.

En 1680 un contrat est passé moyennant 60 livres, en 1695 un autre stipule seulement un louis d'or valant 14 livres ; la même année des contrats portent 120 livres, 90 livres, 100 livres plus 28 livres pour « estraines à la femme du maître ». En 1715 un marchand met son neveu en apprentissage moyennant 900 livres et 50 livres d'étrennes. C'est le chiffre le plus élevé que nous ayons rencontré avec celui du contrat de « Gaspard Cislott, fils de l'inspecteur général des poudres et salpêtres au département de Lion », en 1738, qui est de 650 livres.

Il est permis de croire que ce furent là des apprentis amateurs. A quoi bon donner d'autres chiffres ? Aucune règle ne préside à leur fixation ; nous venons d'en voir de considérables, plus nombreux sont les humbles. Certains prix même sont touchants dans le dévouement qu'ils laissent deviner, comme l'engagement pris par la femme Brunet, veuve d'un marchand libraire à Lyon, de blanchir au maître d'apprentissage de son fils « deux cravates et à la demoiselle sa femme une coiffure et un paire de manches toile à leur usage chaque semaine durand ces présentes sans en prétendre aucun salaire ».

Ce paiement en services était rare, c'est le seul exemple que nous en ayons rencontré ; plus ordinaire était le paiement en denrées. Les habitants de la campagne, désireux de donner à leurs enfants une situation lucrative et élevée relativement à leur état, les mettaient volontiers en apprentissage, et si certains payaient le maître en argent, le plus souvent ils stipulaient sa rémunération en denrées. Et il était toujours ajouté que celles-ci devaient être des fonds et cru du contractant : c'était une garantie de bonne qualité. Ici encore la quantité des denrées varie suivant la situation des parents de l'apprenti. C'est ainsi que le 11 avril 1735 le sieur Connaud, habitant du village d'Ensolm, paroisse de Lhuis en Bugey, « s'oblige de donner et délivrer un bichet de poid rond aux festes de Noel prochaine et un cent et demy de fagots qui seront aussy délivrés et conduits jusqu'au port de cette ville aux frais dudit Connaud père, savoir cinquante à ladite feste de Noel prochaine, autre cinquante l'année suivante et les cinquante restant une année ensuite ». C'était d'une bien minime valeur. Le plus habituellement le vin faisait l'objet de ces paiements en denrées, ou bien le blé. Le nombre d'années était variable, allant jusqu'à dix dans un contrat de 1744. En 1735 Flaisière, vigneron de Soussieu en Lyonnais, promet « une pièce de vin clair et bon, loyal et marchand, teneur de cinq années » ; en 1736 la mère d'un apprenti de « Bregnaise en Lyonnais » s'engage à livrer au maître, « à la foire des Saints prochaine en cas de favorable récolte et au cas contraire à pareille foire et l'année suivante, quatre années de vin, bon, loyal et marchand, rendu aux portes, sans aucun frais de charrois ». C'étaient les termes habituels de ces clauses ; parfois du blé était promis avec le vin, comme dans un contrat de 1738 stipulant « deux bichets de farine froment et une pièce de vin teneur de cinq années », ou « cinq années de vin de bonne qualité et deux années de bled froment » en 1743.

Si l'apprenti est orphelin, un ami ou un parent passe pour lui son contrat d'apprentissage ; il n'a rien, comme ce Delhorme, de Clermont en Auvergne, qu'on engage le 19 février 1701 « pour le tirer de sur le pavé où il est et luy faire apprendre une profession ».

Dans ces cas là, comme dans ceux où les parents trop pauvres ne pouvaient rien promettre, le contrat porte que l'apprenti devra payer son maître par son travail. Ces clauses se rencontrent assez souvent. En 1696 l'apprenti, au bout de ses cinq années, devra faire « une pièce de six vingt aunes gratuitement ». En 1698 un apprenti doit, une année de travail sans prétendre à aucune façon et à autre chose qu'à la nourriture, lumière, feu et couche, s'il n'aime mieux payer 300 livres plus 18 livres pour les frais de son enregistrement. En 1701 l'option est aussi donnée entre une année de travail et 100 livres. Ces engagements pris de la sorte assuraient la permanence d'emploi chez le même maître au jeune homme d'abord apprenti, puis compagnon, des contrats portant, comme celui-ci du 6 mars 1723, que le maître se payera du prix « à la fin de l'apprentissage sur les façons que ledit apprenti pourra faire chez luy en qualité de compagnon ». De même en 1737 « l'apprentif pour tenir lieu du prix du présent apprentissage s'engage de travailler assiduellement au service du sieur Chantepinot pendant six mois ». La durée du travail était dans la moitié des cas limitée à la confection d'une certaine tâche. En 1735 il est stipulé que « l'apprenti sera tenu de faire sans rétribution ni payement que sa nourriture une pièce d'étoffe de vingt aunes »; en 1736 un autre s'engage à fabriquer « deux pièces brocart or, argent et soye de la longueur les deux de quarante-cinq à quarante-six aunes ».

L'examen de ces diverses clauses nous fait songer aux conditions dans lesquelles elles étaient débattues et arrêtées. Les parents de l'apprenti se mettaient en rapport avec le maître, venaient à son atelier, visitant curieusement son logis, demandant où leur fils coucherait, sur quel métier il apprendrait à travailler. Puis s'engageaient les longues et minutieuses discussions sur le prix de l'apprentissage, sur les étrennes réclamées par la femme du maître, sur la manière dont les denrées seraient livrées : et ce devait être un assaut de finasserie et d'entêtement, surtout lorsqu'en face du maître ouvrier se trouvait le paysan du Lyonnais ou du Bugey. Lorsqu'on était tombé d'accord, on allait chez le notaire. Les relations ainsi nouées n'en restaient pas là ; si les parents de l'apprenti habitaient la ville, c'étaient des visites : s'ils étaient à la campagne, ils venaient au moins chaque année apporter le vin ou le blé dus au maître, y ajoutant quelques menues provisions pour ne pas être en reste du dîner que celui-ci leur offrait.

L'apprenti installé avait à faire sa place au foyer du maître ; le prix d'apprentissage et les relations plus ou moins amicales du maître avec les parents guidaient sa conduite à l'égard de son apprenti. C'était un pensionnaire riche et respecté s'il apportait une somme élevée comme le fils de l'inspecteur des poudres : c'était un

égal qui était adopté comme un enfant; ce pouvait être un petit domestique dont on avait le droit d'exiger des services non purement professionnels. Les prix stipulés dans les contrats marquent cette gradation; d'autres clauses aussi parlent de ces différences de traitement. En 1713, le maître accorde à son apprenti « une heure chaque jour pour apprendre à écrire ou à dessiner ». Ou bien on songe à assurer plus de bien-être matériel que d'avantages intellectuels, et des parents fournissent à leur fils de confortables effets de couchage. Le 30 mai 1691 un jugement consulaire intervient entre un compagnon, Hugues Mermier, et son maître d'apprentissage, Catherin Montessuy. Le premier est condamné à payer au maître « la somme de 30 livres qui luy est due en reste du prix de son apprentissage, en rendant par ledit Montessuy une couette, un matelas, un drap, deux couvertures cathalogne, un tour de lict et un traversin qu'il a appartenant audit Mermier ». Et dans un contrat du 17 février 1712 il est stipulé que le père de l'apprenti remet au maître « un lit à repos garny d'une pailleasse, une balloffière et une couverture de toille indienne pour coucher ledit apprenti ».

Mais c'étaient là des exceptions. Le couchage de l'apprenti était le même que celui des enfants du maître, des compagnons et tireurs de cordes. Un lit, où l'on était souvent plusieurs, dans une soupente et où la mauvaise hygiène se compliquait d'une dangereuse promiscuité. La nourriture était pour tous la même, et une expertise des maîtres gardes du 10 octobre 1687 l'estime pour l'apprenti à 5 sols par jour. Il ne semble pas qu'en général une différence de traitement ait existé pour l'apprenti qui partageait la vie commune.



Nous avons dit tout à l'heure que l'apprenti au foyer du maître pouvait être parfois un petit domestique. Cela devait être vrai des apprentis de l'Aumône générale en faveur de qui était faite cette double exception, qu'en tous temps ils étaient admis gratis, et au début en plus du nombre fixé par les règlements (1), et que le maître leur payait un gage.

Alors que les ordonnances consulaires interdisaient pour une durée limitée de prendre des apprentis, une réserve, avons-nous vu, était toujours faite « pour les enfants de la ville élevés dans la maison de la Charité ou Aumône générale ». Ce sont les termes de

(1) Un mémoire de 1583 demande que « de trois en trois ans les maistres soient tenus de prendre un garçon orphelin de l'Aumône générale pour apprentif, lequel après douze ou quinze ans sera maistre estant capable et sans payer finance ».

l'ordonnance du 5 janvier 1688 reproduits dans celle de 1702 sur le même sujet. En outre, alors que la Communauté exigeait à l'enregistrement des apprentis un droit assez élevé, elle consentit par délibération du 6 mai 1695 à ce que les enfants de la Charité soient reçus gratis. Cette faveur ne leur fut jamais retirée et en 1744, pour la bien délimiter, après l'avoir renouvelée le règlement ajoute que ces apprentis « ne pourront être dispensez d'aucune des règles prescrites à l'égard des autres apprentifs ».

On faisait ainsi beaucoup pour faciliter à la Charité le placement des enfants qu'elle recueillait et soulager son budget alimenté par les souscriptions publiques. D'ailleurs n'était-ce pas justice que d'accorder ces faveurs à des enfants pour la plupart orphelins de maîtres ouvriers ou de compagnons, ou abandonnés par eux ? Dans les registres où se trouvent consignés les renseignements sur les enfants délaissés se rencontrent souvent des notes comme celle-ci : « Depuis la cessation du travail de la fabrique des étoffes de soye ledit Gaillard s'est occupé pendant quelque tems en qualité de manœuvre maçon, mais le peu qu'il gagnoit n'étant pas suffisant pour fournir à la nourriture et l'entretien de sa famille, après avoir consommé ce qui luy restoit il s'est absenté de cette ville avec sa femme et ils ont délaissé leurs quatre enfants. » (20 septembre 1758.) Une autre note en date du 27 février 1759, après avoir rappelé la mort du père, maître ouvrier, et la vente de ses meubles, ajoute : « Et ladite Jacob (la mère), réduite à travailler en qualité de compagnon de ladite profession, ne pouvant fournir à sa nourriture et entretien et de ses deux enfants, a pris le party d'abandonner ledit Claude Noel Courajod et s'est absenté de cette ville avec le plus jeune de sesdicts enfants. »

Le contingent d'enfants fournis à la Charité par les maîtres fabricants et ouvriers, et en général pour tous les individus dont la profession se rattachait à la manufacture, fut très considérable à raison des crises périodiques qui sévissaient sur celle-ci. Il peut sembler illogique qu'on ait songé à apprendre à ces enfants un métier dont leurs parents n'avaient pu vivre. Mais il faut penser qu'un grand nombre d'entre eux étaient fils de maîtres, c'est-à-dire à ce titre avaient des droits qu'on ne pouvait dédaigner. On les plaçait chez des maîtres, et ils étaient afferchés et non mis en apprentissage, les fils et filles de maîtres ne comptant pas comme apprentis. Pour les autres enfants, la manufacture étant la principale industrie de la ville c'est là qu'on trouvait le plus de débouchés. Si le maître leur payait des gages, il ne les prenait qu'à défaut d'autres, se réservant bien de tirer d'eux des services suffisamment rémunérateurs. Et ce dernier point est confirmé par le long et triste exposé des fugues

de ces apprentis indisciplinés que nous ont transmis les registres de la Charité.

Le plus ancien contrat d'apprentissage que nous ayons trouvé date de 1546. Le fils de feu Antoine la Rippe, Jean, et de la maîtresse des filles de l'hôpital Sainte-Catherine (1), adoptif de l'Aumône, est placé en apprentissage pour sept ans chez James Testa, veloutier génois, demeurant sur les fossés de la Lanterne à Lyon; celui-ci doit « luy appréhendre son mestier de veloutier, ce que ledict Teste promet de faire, et durant ledict bail le nourrir et instruire bien et deuement moyennant la somme de cinq livres tournois que le sieur Pierre Regnault, l'ung des recteurs meu de pitié et charité pour et au nom dudict enfant adoptif, confesse debvoir à cause de ce présent bail... et ladicte mère promet entretenir de tous habillemens ledict Jehan son filz durant ce présent bail ». C'était là une faveur faite à une employée de l'Aumône. Les registres d'apprentissage de la Charité qui nous sont parvenus vont de 1722 à 1726 et de 1740 à 1779. Pour les compléter en ce qui concerne le XVIII^e siècle, le fonds de la grande Fabrique contient un assez grand nombre de contrats, mais seulement à partir de 1700. Une formule imprimée où les noms et le gage étaient en blanc servait à dresser l'acte. Il y était dit qu'un tel, recteur de l'Aumône générale, plaçait tel enfant chez tel maître, et que celui-ci devait obéir à ce dernier « en tout ce qu'il lui ordonnera concernant sa profession moyennant quoi il le nourrira, logera et blanchira, lui apprendra sa dite profession d'ouvrier en soie et tout ce qui en dépend sans lui rien celer..... et payera pour le susdit tems et à proportion la somme de..... les deux tiers auxdits sieurs recteurs et l'autre tiers audit apprenti pour ses menues nécessitez reconnoissant ledit..... que le linge à l'usage dudit apprenti lui a été remis pour le rendre en l'état qu'il se trouvera à la fin du susdit tems pendant lequel lesdits sieurs recteurs l'entre-tiendront d'habits et chaussures nécessaires ».

Quelle pouvait être l'importance de ce gage divisé ainsi en deux parts inégales ? De 1700 à 1726 il est de 30 livres en moyenne pour toute la durée de l'apprentissage. De 1726 à 1740 il s'élève à 40 et à 50 livres. De 1740 à 1779 il oscille entre 50 et 72 livres, la moyenne restant aux environs de 50 à 60 livres. Jusqu'en 1740 les prix

(1) L'hôpital Sainte-Catherine était situé au bas de la montée du Griffon et servait de refuge aux filles orphelines légitimes. Elles y restèrent jusqu'en 1627, mais jusqu'à la Révolution elles s'appelèrent les Catherines. Elles furent logées à la Charité dont elles dépendaient, ainsi que les Thérèses, qui étaient les orphelines illégitimes. Pour les garçons, ceux nés de mariage légitime étaient au début réunis à l'hospice de la Chanal, à Pierre-Scize; ce nom, les Chanals, leur resta lorsqu'ils furent à la Charité. Les garçons illégitimes et les enfants trouvés s'appelaient les Petits Garçons. Seuls les Chanals et les Catherines étaient adoptés par l'Aumône générale, les Thérèses et les Petits Garçons étant simplement hospitalisés.

semblent fixés invariablement : les maîtres devaient savoir qu'à la Charité un apprenti coûtait tant, sans espoir de diminuer ce chiffre. A partir de 1740 les prix deviennent très divers, certains, assez rares, allant jusqu'à 100 livres, d'autres descendant à 36 livres. L'habileté et l'intelligence de l'apprenti devaient alors entrer en ligne de compte, et aussi la pénurie ou l'abondance d'offres d'apprentis.

Si la Charité retenait les deux tiers des gages, elle se chargeait de l'entretien des enfants, et la distribution des vêtements était faite à domicile par l'abbé directeur de la Communauté des garçons. Il allait d'atelier en atelier recueillant les appréciations des maîtres qu'il notait soigneusement, en rentrant, sur son registre, stipulant parfois que c'est en lui portant ses chemises qu'il a appris telle grave faute d'un apprenti. Ce registre est pour la plupart un véritable exposé de misères et de vices. Que de fois, à côté d'une mention portant qu'un tel a été reçu compagnon, puis s'est installé comme maître, une autre résume cette scène ou toute autre du même genre qu'un procès-verbal de 1574 nous transmet et qui nous fait une vivante peinture d'un épisode de la vie d'un apprenti. Celui-ci, dont le nom est en blanc, avait été placé chez un veloutier nommé Dufour. Ce maître, comparaissant devant le bureau de l'Aumône générale, remontre « que puis deux ans et demy en ça ou environ, lesdictz sieurs recteurs lui avoient baillé pour apprentif... adoptif de ladicte Aulmosne, fort mauvais garson, lequel, depuis sept mois ou environ, est demeuré malade à l'hospital d'une tombeure pour s'estre gesté de deux estages à bas et que d'aautant qu'il est guéry qu'il pleust ausdictz seigneurs le luy remettre pour parachever son apprentissage. Et ayant lesdictz seigneurs enquis ledict Dufour de la cause pour laquelle ledict apprentif se seroit précipité, ledict Dufour leur a dit que ung soir ayant sa femme mis en levain pour cuire le lendemain, ledict apprentif auroit, la nuit, fait cuire et mangé ledict pain ; que ayant ledict apprentif esté corrigé par ung de ses compagnons, qui lui auroit baillé quelque soufflet et menassé de le dire à son dict maistre, ledict apprentif se seroit précipité de deux estages de hault, sans luy avoir fait aultre chose. Et ayant fait sortir ledict Dufour, lesdictz seigneurs auroient examiné ledict apprentif sur ledict fait, scavoir : s'il estoit vrai qu'il eust mangé ledict levain, lequel ne l'auroit nié. Demandé pourquoy il l'avoit fait, a respondu qu'il avoit faim. Interrogé pourquoy il s'estoit gesté des fenestres à bas, a respondu qu'il l'avoit fait d'aautant que sondict maistre luy avoit baillé plusieurs coups de baston sur les reins, l'avoit menassé, le lendemain, lui en bailler davantaige. Et au double, enjoinct d'aller parachever son apprentissage se seroit mis à genoux, priant lesdictz seigneurs ne le remectre avec ledict Dufour, parce que ordinairement il le bat et tourmente excessi-

vement. Après laquelle response lesdictz seigneurs auroient fait fouetter ledict apprentif de leurs bedeaux, tant pour la faulte qu'il avoit faicte d'avoir fait cuire ledict levain, que pour ne vouloir retourner au service dudict Dufour, son maistre, et luy auroient fait plusieurs remonstrances nonobstant lesquelles ledict apprentif auroit tousjours persisté de prier lesdictz seigneurs de ne le remectre avec ledict Dufour, d'aautant qu'il usera tousjours des cruautés acoustumées à son endroict. Quoy entendu par lesdictz seigneurs, ayant fait rentrer ledict Dufour luy auroient remonstré que ayant fait chastier ledict apprentif et luy ayant fait entendre qu'il estoit en volonté de retourner en service et que s'il y retournoit il n'en seroit pas bien servy veu qu'il n'a affection, luy offrant luy en bailler ung aultre de meilleure volonté en son endroict, ledict Dufour a fait response qu'il n'en vouloit prendre d'aulture : mais qu'il vouloit, puisque ledict ne vouloit retourner avec luy, que lesdictz seigneurs luy payassent interestz et qu'il est d'accord que l'affermaige soit cancellé. Lesquelz seigneurs luy ont fait response que d'interestz ils n'en peuvent riens payer, mais qu'il soit content que l'affermaige demeure nul, ce qu'auroit accordé ledict Dufour ».

Ainsi s'exerçait la justice des recteurs de l'Aumône : leur grand moyen d'amélioration, qui avec la peine comportait la crainte pour l'avenir, était le fouet. Le directeur de la Communauté des garçons en usait fréquemment à l'égard des apprentis dont il avait la surveillance. Il note sur son livre, en marge de la page consacrée à un apprenti (1740) : « Sur les plaintes réitérées du maître et de la maîtresse, je suis allé au logis avec mon sous-maître le fustiger à cordons neufs. » D'un autre il écrit : « En ay reçu plainte de fénéantize et y ay été pour le corriger. » Le 10 novembre 1740 un maître ramène son apprenti, « eu égard à sa mauvaise langue », et il lui est rendu « après avoir été fustigé ». Pour les grands coupables, au fouet s'ajoute la peine du « caboulon » ou cachot. Tel qui s'est absenté est fustigé et mis huit jours au cachot « pour ne rien valoir ». Tel autre est « rendu par son maître n'ayant encore rien profité de son métier, jurant aux filles... ; il a resté huit jours au caboulon et fustigé ».

Et les appréciations se suivent, prenant sur le vif les menus faits de la vie des apprentis, notant leurs défauts. Celui-ci, qui est revenu à la Charité le 3 décembre 1759, « est rendu à son maître après avoir été netoyé de ses poux et de la gale dont il étoit couvert en revenant ». Assez souvent des apprentis reviennent pour se faire soigner de la gale. Celui-là est « rendu à la maison ayant les mains péries des engelures, le 20 janvier 1745, et à présent les pieds tout impotent ». On ne le rend point à son maître, mais on l'emploie à l'atelier de carderie de la Charité et la note se complète : « Je n'ay

pas connu le plus grand libertin et l'esprit le plus revêché. » L'un est « reconnu pour grandement hébété ou plustot imbécille » ; l'autre « est un insolant parfait et un buveur insigne ». Tel est « réclamé par une fille qu'il a mise en faute », et de tel autre « ledit maître vient de me dire qu'il ne veut pas encore l'obliger, attendu qu'il est un raisonneur parfait et qu'il lui faut un tems considérable soir et matin pour se mirer et se frizer ».

D'autres apprentis, sans attendre la punition qui leur était réservée, s'enfuyaient, après avoir accompli quelque méfait. En 1749 l'un d'entre eux s'est « absenté de chez son maître à qui il a enlevé un castor et une veste, le 17 février ; ledit chapeau a été vendu à un boucher de qui ledit maître l'a racheté 3 livres 10 sols ; retourné chez ledit maître d'où il est sorti pour s'engager pour les Isles ». Un autre s'est « absenté de chez ledit maître et a emporté toutes les hardes de la maison » ; après une enquête, l'abbé directeur ajoute : « Je le crois engagé au service du Roy depuis le 10 juillet 1746 », et quelque temps après il consigne ce nouveau détail : « Sa maitresse est venue toute éplorée confirmer la vérité du fait. » Enfin, tel autre « s'est absenté de chez son maître, on dit qu'il est domestique d'un officier » ; puis complément d'information : « Il est laquais chez M^{me} Descombes, à Vienne ; je viens de le voir icy à la Charité en habit verd, chapeau bordé ; il est ressorti demy heure après. » La vie facile des domestiques ou aventureuse des soldats tentait ces jeunes apprentis, trop indisciplinés pour se plier à la vie de famille et au travail régulier qui leur était imposé.

Bien leur en prenait de ne pas revenir parfois de leurs escapades, car l'accueil qui les attendait à la Charité était peu agréable. « S'il revient, est-il mis en marge de la page d'un apprenti absent, on ne pourroit luy rendre un plus grand service que de le bien faire vergeter ou prier Dieu, ensuite, de lui faire faire une retraite d'un mois au cachot et ensuite le mettre hors de la maison. »

Beaucoup de ces enfants ainsi placés n'étaient point aptes au travail délicat de la soie, et les maîtres les ramenaient alors à la Charité, exposant les motifs pour lesquels ils ne pouvaient les garder. Celui-ci est « rendu comme impropre audit métier répandant presque toujours de la salive sur l'ouvrage ». L'exemple de celui-là résume les tentatives faites et la faute finale qui motive le renvoi : « Après avoir absenté par cinq fois de chès ledit maître, je l'ay tenu un dimanche au caboulon ; sa maitresse d'aprantissage m'ayant prié de le luy rendre quelle le pardonnoit encore cette fois, je le luy ay rendu bien fustigé, avec promesse de sa part de mieux faire, le 9 octobre 1746. Autres plaintes de la part de sa maitresse disant qu'il ne veut rien faire ; a périt une pièce le 4^{me} décembre 1746. »

Si se trouvent fréquemment de mauvaises notes relatives à

l'apprenti, très rarement de défavorables appréciations sont portées sur le maître. Une seule fois, en 1740, nous relevons en marge de l'indication d'un contrat : « Nota qu'on ne doit plus donner aucun apprentif au sieur Martin Livet attendu qu'il fait mourir de faim ses apprentifs et fait pesé le pain qu'il leur donne. » Au contraire, certaines notes nous montrent que les maîtres se préoccupaient en outre de l'éducation religieuse de leurs apprentis. Un de ceux-ci, qui « a déserté et emporté toutes ses chemises avec un chapeau et une cravatte de son maître », est ainsi dépeint : « C'est un très mauvais sujet qui a toujours très mal contenté son maître, luy ayant refusé même d'aller à la messe et de faire la prière. » Tel autre va encore plus loin qui a « tendu un piège au maître pour luy faire casser la tête pendant la nuit en faisant sa visite ».

Nous avons vu que les crises motivaient un assez grand nombre de renvois d'apprentis ; aussi sur les registres de la Charité se trouve assez souvent cette mention : « Revenu de chès son maître faute d'ouvrage. » L'apprenti attendait que le chômage ait pris fin pour être rendu à son maître, ou bien était engagé avec un autre. Les mêmes règles pour la remise s'appliquaient à tous les apprentis, mais il est permis de croire que les maîtres gardes s'occupaient peu de remettre les apprentis de l'Aumône générale, leurs peines ne devant sûrement pas être rémunérées ; d'ailleurs les recteurs étaient là qui veillaient sur l'apprenti et accomplissaient toutes les formalités. Le règlement de 1744 n'est-il pas obligé de stipuler que, sauf la gratuité de l'enregistrement, toutes les autres obligations doivent être imposées aux apprentis de l'Aumône générale ?

Les pupilles de la Charité qui faisaient leur chemin dans la manufacture étaient ainsi notés : « Il a reçu un certificat pour s'établir dans Lyon. » Quant aux fugitifs, ils étaient « rayés du livre de l'art et totalement rayés de tous les livres de la maison par ordre du Bureau ».

Si nous avons seulement des détails sur l'inconduite des apprentis de la Charité, il ne faut pas croire qu'elle leur était spéciale et nous pouvons nous figurer par ces notes diverses ce que devait être en général la conduite de tous les apprentis. Les pupilles de la Charité, privés le plus souvent de l'éducation première de la famille, étaient, il est vrai, peu préparés à se plier aux exigences de l'apprentissage dans l'atelier, et peut-être dans de plus grandes proportions avait-on à se plaindre d'eux. Mais les motifs de radiation de la plupart des apprentis de la ville et des provinces admises devaient présenter une aussi grande variété d'inaptitudes physiques, de défauts et de vices.



Lorsque M. de Gournay, alors intendant du Commerce à Lyon, produisit en septembre 1752 son mémoire contre les Communautés, il attaqua l'apprentissage et sa réglementation au nom de la liberté du commerce et de l'industrie (1). Il s'efforça de démontrer que tout, dans les restrictions apportées à l'apprentissage, tend au monopole de quelques-uns au détriment de la manufacture et du public. La prohibition d'avoir des apprentis ou la limitation de leur nombre a pour but de diminuer le nombre des ouvriers (c'est ce que les maîtres gardes avouent à leurs confrères de Turin) et leur donne un monopole contre les fabricants qui sont obligés de subir leurs prétentions. Le résultat est « de renchérir considérablement nos étoffes et de leur donner une valeur fictive qu'elles n'auraient pas eu si on avait laissé à chacun la liberté d'avoir autant d'apprentis qu'il eût voulu ». N'est-ce pas encore par le désir d'éviter la concurrence de la main-d'œuvre qu'on interdit l'accès de l'apprentissage aux gens mariés, « article indécent qui éloigne des arts les gens qui ont le plus besoin de les exercer pour se soutenir eux et leur famille? » Pour la même raison on proscriit les apprentis nés hors de la ville et des provinces voisines. Et M. de Gournay montre l'exemple des manufactures étrangères qui, sous le régime de la liberté, prospèrent et ruinent la manufacture de Lyon. Chez elles pas d'autre apprentissage que celui dont l'ouvrier sent lui-même le besoin, pour travailler avec profit ; l'ignorant et le maladroit ne subsistent pas longtemps.

Le mémoire de de Gournay suscita de nombreuses réponses, et ce fut M. Joliclerc, avocat au Parlement et conseil de la Communauté, qui fut chargé de fournir un mémoire au nom des maîtres marchands. Sur le point spécial qui nous occupe, il fait simplement remarquer que si la Communauté impose un apprentissage c'est pour que le maître puisse mieux instruire l'apprenti, et que si elle refuse les jeunes gens venant des provinces éloignées c'est dans un but louable d'utilité générale, afin de les conserver à l'agriculture (2).

(1) Turgot, dans son *Eloge de de Gournay*, écrit : « M. de Gournay pensait que tout homme qui travaille mérite la reconnaissance du public.... Il n'avait pas imaginé... des statuts sans nombre dictés par l'esprit de monopole, dont tout l'objet est de décourager l'industrie, de concentrer le commerce dans un petit nombre de mains par la multiplication des formalités et des frais, par l'assujettissement à des apprentissages et des compagnonnages de dix ans pour des métiers qu'on peut savoir en dix jours, par l'exclusion de ceux qui ne sont pas fils de maîtres, de ceux qui sont nés hors de certaines limites... »

(2) Cet argument peut nous surprendre et pourtant déjà il avait son importance, exploitée, il est vrai, par la Communauté. Elle s'en servit une autre fois lorsqu'il s'agit de repousser un

Au nom des maîtres ouvriers répondit le sieur Volet, secrétaire de la Communauté. Il démontre que les restrictions des règlements sont inutiles; si elles étaient supprimées, les apprentis nés hors la ville et les provinces admises ne seraient pas reçus davantage, car on n'a nul besoin d'eux. Le dernier dénombrement le prouve : sur trois mille six cents maîtres qui pourraient avoir autant d'apprentis, mille soixante-douze en ont; les autres préfèrent former leurs enfants. A quoi bon dès lors leurrer les jeunes gens de l'espoir qu'ils seront reçus apprentis alors qu'il n'y a pas de place! Les règlements agissent sagement en les excluant et consacrent simplement un fait et non un principe. Mais pourquoi exclure les apprentis mariés, même de la ville? dit M. de Gournay, traitant cet article d'indécent. Le sieur Volet déclare qu'il est encore plus indécent de se marier sans avoir son établissement, et qu'en outre chez un apprenti marié le maître ne saurait trouver la soumission et l'assiduité sur lesquelles il est en droit de compter.

Malgré de Gournay et Turgot, l'apprentissage subsista avec toutes ses règles jusqu'en 1791. C'était un temps d'épreuve pour le jeune homme qui le pliait à la discipline du métier; et dans la Communauté, milieu fermé, un stage était nécessaire pour se pénétrer des traditions et des principes, tout autant que pour se perfectionner dans l'art. La durée de l'apprentissage fut conservée près d'un demi-siècle encore après la suppression des règlements; la fabrique vécut longtemps des souvenirs de la manufacture. Mais avec la liberté tombèrent toutes les restrictions intéressées et néfastes. Et si, au point de vue particulier, l'apprentissage imposé par les corporations avait le plus souvent une heureuse influence sur l'instruction comme sur l'éducation de l'apprenti, au point de vue général il fut nuisible, arrêtant le libre développement de l'industrie, maintenant la main-d'œuvre à un taux élevé, empêchant Lyon, pour les soieries ordinaires, de faire face à la concurrence étrangère. Les maîtres gardes dans leur conception étroite voulaient, par des restrictions et prohibitions, « bonifier leur art »; ils ne firent que le rendre moins

projet proposant d'admettre les tireuses de cordes à monter sur le métier sous certaines conditions. Les maîtres gardes en un mémoire (176...) font ressortir l'inconvénient qu'il y aurait à diminuer la population des provinces voisines par cette permission qui attirerait un nombre considérable de filles. Et à l'appui de leur thèse ils citent un édit récent du Roi de Sardaigne « qui défend aux habitants de la campagne d'envoyer leurs enfants à Turin pour y apprendre une profession, crainte que les occupations pour la culture des terres, le tirage des soyes qui fait la principale richesse du Piémont et autres, ne fussent altérés par l'absence de ces enfants; entre autres raisons concernant cet édit il en est une assez remarquable qui est qu'un frère de la campagne qui vient voir son frère occupé dans la ville, s'apercevant qu'il est plus propre que lui soit en habit ou en linge, jaloux de lui paraître inférieur, quitte la campagne pour venir à Turin apprendre une profession qui puisse le faire aller de pair par son travail avec celui qui fait l'objet de sa jalousie ». Cela est d'une assez exacte psychologie.

souple, moins résistant aux chômages et aux crises. Lorsque dans un moulin le grain manque, on ferme les vannes pour arrêter les meules; etsi de nouveau on apporte à moudre, il faut un long temps pour mettre la grande roue en mouvement: l'eau s'est dérivée, un voisin en a profité pour arroser ses prés. Dans la manufacture de tout temps fut canalisé l'afflux des apprentis; une crise survenait qui faisait l'office de vanne et fermait l'inutile accès de la profession; et lorsque brusquement, par un coup de la mode, des commandes se présentaient, il fallait un temps infini pour remettre en mouvement tous les rouages de la fabrique, qui ne pouvaient recevoir qu'un très limité secours de l'apprentissage: les jeunes gens ne s'engageaient plus, créant pour plus tard une pénurie de maitres. Dans cette insuffisance voulue de l'apprentissage se trouve pour partie le secret de la faiblesse de la manufacture.



CHAPITRE VI

Le Compagnonnage.

SOMMAIRE

Le compagnonnage et ses liens avec l'apprentissage. — Droit de réception des compagnons. — Le billet de consentement, de congé ou d'acquit. — Le livre du compagnon. — Règles du congé tant du côté du compagnon que du côté du maître. — Les avances. — Le chef-d'œuvre.

La vie du compagnon dans l'atelier. — Deux budgets de compagnons.

Acquisition de la maîtrise par franchise abrégant les années de compagnonnage. — Supplique d'un compagnon qui s'était établi sans être maître et que le Consulat a condamné soit à finir son temps de compagnonnage, soit à se marier avec une fille de maître dans un délai de quatre mois (1757). — Maîtrise décernée par faveur.

Les compagnons forains et étrangers. — Réglementation de leur admission suivant les circonstances jusqu'en 1737. — Les compagnons forains depuis le règlement de 1737. — Les compagnons étrangers depuis cette même date.

M. de Gournay et l'exclusion des étrangers. — Réflexions à ce sujet du sieur Volet, au nom des maîtres ouvriers. — Influence bienfaisante du compagnonnage (1).

(1) Voir le chapitre VI de notre Classement méthodique d'archives pour les références des documents et l'indication de certains faits que nous n'avons pas cités et qui sont les exemples à l'appui de notre étude.

« Les ouvriers de Lyon sont nourris et logés chez le maître ouvrier : ils travaillent régulièrement dix-huit heures, même plus, chaque jour sans aucune perte de temps, puisqu'un quart d'heure, quelquefois moins, suffit pour chacun de leurs repas. »

Abbé BERTHOLON, 1787.

Nous avons laissé l'apprenti au seuil du compagnonnage. Il a subi l'examen, a été admis et il ne lui reste plus qu'à se faire inscrire au livre des compagnons et à payer le droit.

Pour lui, s'il le veut, peut commencer une vie nouvelle, avec plus de liberté, et il peut ne pas en profiter étant donnés les usages de la manufacture. Le compagnon, en effet, était le plus souvent logé et nourri chez le maître, et certaines dispositions des règlements tendaient à le maintenir dans l'atelier de son maître d'apprentissage.

Tout d'abord, jusqu'en 1744, c'est à ce dernier à payer le droit d'inscription de son apprenti reçu compagnon. C'était imposer à celui-ci, la plupart du temps sans argent, l'obligation de rester au service de son maître pour le rembourser. En outre, les règlements de 1737 et de 1744, dans les dispositions qui ont trait aux avances faites par les maîtres aux compagnons, limitant ces dernières, stipulent que dans le chiffre fixé ne sauraient être comprises les avances faites à un apprenti pour son entretien pendant son apprentissage ou pour son enregistrement au Bureau en qualité d'apprenti ou de compagnon. Le droit pour un compagnon de quitter à sa volonté son maître dépendant du paiement immédiat des avances, lorsque celles-ci étaient grossies du montant des inscriptions et des frais d'apprentissage il était impossible au compagnon d'en user.

Le droit d'inscription des compagnons subit les mêmes fluctuations que celui des apprentis, et comme il fut toujours fixé au même taux que ce dernier, on en connaît déjà le montant et les variations.

*
* * *

Pour étudier les règles du compagnonnage il nous faut supposer qu'un compagnon qui a déjà été employé par divers maîtres se présente dans un atelier pour demander de l'ouvrage. De suite et avant tous pourparlers le maître lui réclame son billet d'acquit,

encore appelé billet de congé ou de consentement. C'est l'ancêtre du livret d'ouvrier : il sert à sauvegarder les droits du maître qui a fait des avances à son compagnon et à lui en assurer le paiement par acomptes sur le travail de ce dernier. L'usage de l'acquit remonte aux débuts de la manufacture ; le règlement de 1554 édicte qu'aucun maître ne pourra « retirer ne accueillir un compagnon besoignans en ladite ville et fauxbourgs pour un autre maistre sans s'estre enquis qu'il soit content de lui ». Aucune sanction n'est indiquée à la violation de cet article et la coutume devait y suppléer, imposant les modes de paiement qui deviendront la règle en 1667. En acceptant le nouveau compagnon, le maître s'engageait à deux choses, d'après ce règlement. A payer « la huitième partie du travail de l'ouvrier », si celui-ci avait été congédié par le maître à qui il devait. Si c'était le compagnon qui avait donné congé, le nouveau maître était tenu « de payer comptant tout ce qui sera deu par ledit ouvrier à son dernier maistre avant que de pouvoir employer ledit ouvrier ». Le billet d'acquit dont il exigeait la production lui permettait donc de connaître exactement la situation des dettes du compagnon qu'il allait prendre et de savoir à quelles obligations il se soumettait en l'embauchant. Cette règle du paiement comptant était trop rigoureuse, aussi dès le début fut-elle atténuée dans la pratique et les jugements consulaires en font foi. Le 21 février 1680 un compagnon, Angelissan Pascali, que son maître veut retenir, voit sa situation ainsi réglée. Il est condamné « ou le maistre qui luy donnera de l'employ à payer audit Mercieu (son ancien maître) 6 livres comptant à compte de ce qu'il luy doit, et pour le surplus il sera payé audit Mercieu à raison de 30 sols par mois ». Un autre jugement du 28 août 1680 donne le choix au compagnon ou de travailler, ou de payer. « Il est dit, après avoir ouy les parties, que ledit Belon, compagnon, est condamné à travailler pour ledit Boy, maître ouvrier, si mieux il n'aime luy payer cinquante sols par mois jusqu'au parfait payement de ce qu'il lui doit. »

Cette réglementation du billet d'acquit semble avoir donné lieu à un double abus, et cela dès le xvii^e siècle. En premier lieu, les maîtres ouvriers, le plus souvent illettrés, se soucièrent peu de ces prescriptions, ne délivrant pas le billet et ne l'exigeant pas. Puis, lorsqu'ils s'aperçurent que ces règles leur étaient favorables et qu'ils avaient en main un moyen bien simple de retenir un compagnon bon ouvrier en lui faisant d'assez fortes avances, ils en profitèrent, et on dut parer à ce double inconvénient.

Dès le 22 avril 1682 une ordonnance consulaire fait défense « à tous maistres dudit art de prendre cy après aucuns compagnons dudit art qu'il ne leur soit apparu du consentement par escrit du dernier maistre qu'ils auront quitté, à peine de payer ce que ledit

compagnon devra au dernier maistre ». Le 7 février 1686 une nouvelle ordonnance portant règlement sur plusieurs points importants impose la nécessité absolue d'un acquit réciproque pour les deux maîtres. Cela est une innovation, le cédant déclarant dans quelle situation se trouve le compagnon, le cessionnaire promettant de régler ce que doit celui-ci. Le règlement de 1737 reproduit cette obligation et donne de nombreux et minutieux détails sur le billet d'acquit. Il doit contenir « les noms des maîtres dont les compagnons seront débiteurs et les sommes qui seront dues à chacun selon leur rang ». Le maître qui engage le compagnon doit promettre au premier créancier, ou au seul créancier, de lui payer par acomptes ce que celui-ci lui doit. Plus de paiement total des dettes, le compagnon ne pouvant quitter son maître sans lui régler ce qu'il lui doit, jusqu'à concurrence du montant légal des avances. Le maître qui congédie a droit, non plus au huitième de la façon, mais à 3 livres par mois pour un compagnon qui travaille en étoffes façonnées, à 30 sols pour un compagnon qui travaille en étoffes pleines ou unies. La fixation de cette somme était une sage mesure, évitant les difficultés que soulevait l'évaluation du huitième de la façon, qui nécessitait de longs calculs, la production des livres du maître et du compagnon. Nous avons vu par les jugements de 1680, cités plus haut, que la jurisprudence avait innové sur ce point, alors que la règle du huitième était encore la loi officielle.

Il se présentait souvent qu'un compagnon avait plusieurs créanciers. Le maître qui l'occupait devait prendre l'acquit du dernier maître et promettre au premier créancier de lui payer les acomptes fixés par les règlements. S'il cessait de l'employer, il devait retirer sa promesse. Des peines variant de 30 à 100 livres d'amende, outre l'obligation de payer comptant les dettes du compagnon, frappaient le maître qui n'accomplissait pas ces formalités assez longues. De même si un compagnon cachait ses dettes, il devait les payer comptant, et se voyait en outre, en 1737, infliger une amende de 12 livres; il pouvait être contraint par emprisonnement au paiement des unes et des autres. Le règlement de 1744 fixe l'amende à 6 livres pour chaque dette non déclarée. Il reproduit toutes les règles que nous venons d'étudier au sujet du billet d'acquit.

De nombreux jugements consulaires viennent sanctionner les violations à cette réglementation de l'acquit. Comme ceux que nous avons déjà cités, ils s'inspirent des faits et de l'état de fortune du maître pour atténuer les rigueurs du règlement et en concilier les exigences avec l'équité. Le 31 janvier 1680 le Consulat statue comme suit : « Entre Léonnar Taillandier, maître ouvrier en soye de ladite ville, demandeur, Jacque Ramassard et Pierre Pipon, compagnon dudit art, deffendeur, il est dit, après avoir ouy les parties, que ledit

Ramassard pour avoir occupé ledit Pipon sans l'avoir acquitté dudit Taillandier est condamné à payer à iceluy Taillandier la somme de 35 livres 7 sols 6 deniers, qui luy est due par ledit Pipon, scavoir, 10 livres comptant et les 25 livres 7 sols 6 deniers restans dans deux mois prochains, et est en outre ledit Ramassard condamné à l'admande de la somme de 3 livres applicable conformément aux règlements dudit art. »

La question de l'acquit était donc toute une question de règlement de dettes ; celles-ci avaient leur source dans les avances faites par les maîtres, avances intéressées, car grâce à elles ceux-ci pouvaient s'attacher de gré ou de force un compagnon intelligent et travailleur. Contre toute justice ils profitèrent des besoins des compagnons et les règlements durent intervenir, qui, imposant à ceux-ci l'obligation de payer comptant leurs dettes au maître qu'ils voulaient quitter, durent limiter celles-ci pour ne pas rendre cette clause illusoire. Ce fut l'ordonnance consulaire du 7 février 1686 qui établit la règle que les maîtres ne pourront répéter contre leurs compagnons plus de 22 livres. En 1737 et en 1744 cette limitation est reproduite, le chiffre des avances étant fixé à 20 livres, les maîtres n'ayant « pour ce qu'ils avanceroient au-delà de cette somme aucun privilège ni droit de suite sur le travail desdits compagnons, sauf auxdits maîtres à se pourvoir pour l'excédent, ainsi qu'ils aviseront bon être ». Nous avons vu que n'étaient point compris les frais d'apprentissage, qui étaient privilégiés au même titre que l'avance reconnue par les règlements. Le droit de congé du compagnon est donc désormais possible : il ne dépend que du paiement immédiat de la somme fixée par les règlements.

Que doit faire le compagnon à qui son maître refuse le billet d'acquit ? Il ne peut entrer dans aucun atelier, son nouveau maître devant en exiger la production, quand même le compagnon ne devrait rien. Dans ce cas, il recourt au Consulat qui ordonne sur l'avis des maîtres gardes. Les règlements, à peine de 30 livres (1737), puis de 20 livres (1744) d'amende, imposent aux maîtres l'obligation de délivrer le billet d'acquit à la première réquisition et sans délais. Leur refus est sanctionné par l'amende s'il est « sans cause légitime et reconnue telle par les maîtres gardes ». Cette cause ne peut être que le non paiement de l'avance fixée par les règlements.

Sur la production du billet d'acquit qui résume la situation antérieure du compagnon dans la promesse faite par le maître de payer des acomptes déterminés au plus ancien créancier, le maître a confié un métier à son nouveau compagnon et l'a admis dans son atelier. Comment vont être réglés leurs rapports professionnels ?

Maîtres et compagnons devaient avoir chacun leur livre ; dans tous les cas litigieux on devait y recourir et pour cela très soigneuse-

ment leur tenue était réglementée, les deux livres en cas de contestation devant être comparés; si un seul était représenté, il devait y être ajouté foi « tout ainsy qui si c'estoit escriptures autentiques et autres preuves ou recoignoissances des dites escriptures » (1554). La première chose que le maître devait transcrire sur son livre et celui du compagnon était la copie du billet d'acquit présenté par ce dernier; toutes les écritures faites sur les livres devaient être de la même main.

Ensuite de la copie de l'acquit venaient les comptes, qui devaient être tenus « en débit et en crédit », comprenant les paiements ou avances faites au compagnon et les prix de façon qui lui revenaient. A propos de ceux-ci, des difficultés s'élevèrent qui expliquent les variations des règlements. La façon d'une étoffe n'était fixée qu'après que celle-ci était terminée, et le maître ouvrier ne la connaissait qu'un certain temps après avoir rendu sa pièce. Il ne pouvait donc dire au compagnon ce qui lui reviendrait de ladite façon et en était réduit à lui faire des avances sur son salaire encore inconnu. Les avances étaient ainsi nécessitées par le délai forcé qui s'écoulait avant la fixation du prix de façon : seul l'abus en fut réprimé. Les règlements s'occupèrent alors d'abrégier ce délai et le 26 décembre 1702 il fut imposé au maîtres ouvriers d'inscrire le prix de la façon sur le livre de leurs compagnons huit jours après que la pièce avait été achevée, et cela à peine de 30 livres d'amende, les maîtres gardes fixant le prix à la réquisition du compagnon. Cette règle était injuste, les maîtres marchands ayant un mois pour inscrire sur le livre des maîtres ouvriers le prix de leur façon. Ceux-ci étaient exposés à perdre s'ils payaient trop leur compagnon, ou, le plus souvent, de peur de se tromper, donnaient à ce dernier un prix inférieur. A partir de 1737, tenant compte de ce grave inconvénient, il ne fut plus imposé au maître que de porter sur le livre du compagnon son prix de façon trois jours après que le maître marchand l'avait réglé et arrêté avec lui. Les maîtres gardes devaient veiller à la bonne tenue des livres et se les faire représenter dans leurs visites.

L'inscription sur le livre du compagnon de son prix de façon n'entraînait pas sa définitive acceptation. Il se trouvait dans cette situation anormale de faire de l'ouvrage sans savoir combien il lui serait payé; c'est seulement après qu'il avait été terminé qu'on lui fixait son salaire. L'élément de discussion avant d'accepter le travail n'existait pas, non plus que la possibilité de le refuser s'il n'était pas suffisamment rémunérateur. Il ne pouvait y avoir d'autre convention entre le maître et le compagnon que celle qui fixait la quote-part du prix de façon qui reviendrait à celui-ci sans savoir à combien il s'élèverait. Aussi un recours fut-il accordé au compagnon en 1702. « Les compagnons qui croiront avoir esté lésez par leurs maistres dans

le prix des ouvrages pourront se pourvoir dans huitaine par devers les maîtres et gardes pour estre réglez sur le plus haut prix des façons de pareilles étoffes, et à faute par les compagnons de se pourvoir dans ledit temps de huitaine, le prix porté par les livres demeurera pour arrêté et le compagnon sera payé sur ce pied. »

Le règlement de 1737 ne reproduit pas cette disposition désavantageuse aux maîtres ouvriers. Le pouvoir des maîtres gardes est simplement de fixer le prix des façons, s'il n'a pas été inscrit dans les délais sur le livre du compagnon. Le règlement de 1744 donne un mois aux compagnons après la fixation du prix pour se retirer devant les maîtres gardes s'ils se croient lésés sur le prix de la façon des ouvrages. Seront alors « leurs prétentions réglées par lesdits maîtres gardes ainsi qu'il appartiendra, sauf aux parties à se pourvoir ensuite au Consulat ». Passé ce délai, « le prix porté par les livres demeurera pour constant et lesdits compagnons seront déchus de toute action et demande en dédommagement ».

Lorsqu'un dissentiment de cette nature s'élevait entre maître et compagnon, celui-ci le plus ordinairement quittait son maître ou celui-là lui donnait congé. Des règles qui sont plus que de simples mesures de police régissaient la procédure du congé.

Dès le début s'établit le principe qu'un compagnon doit achever la pièce commencée. Le règlement de 1544 le déclare en ces termes : « Un compagnon ouvrier ne pourra faire parachever la besogne par luy commencée par un autre compagnon sans le consentement du maître et celui-ci ne pourra le remplacer sur cette besogne sans son consentement. » La durée de la pièce réglait celle de l'engagement. Pour des travaux difficiles, en effet, un maître n'embauchait un compagnon qu'en raison de son habileté, et celui-ci examinait, avant de se mettre au service du maître, la pièce qu'il allait faire, l'état de la chaîne et du métier lui faisant prévoir le plus ou moins grand bénéfice qu'il aurait suivant la rapidité avec laquelle il pourrait travailler. Le règlement de 1667 impose au compagnon « d'achever la pièce d'ouvrage qu'il aura montée ou commencée, quelque temps qu'elle dure, à peine de 20 livres d'amende ». Il prévoit toutefois l'hypothèse où celle-ci ne peut être achevée pour une raison indépendante de sa volonté, « et dans le cas où il manqueroit quelques-unes des choses nécessaires pour continuer l'ouvrage ou qu'il surviendrait quelqu'autre inconvénient où il n'y auroit pas de la faute du compagnon ni de faux prétexte de sa part, il pourra alors s'adresser aux maîtres gardes afin de ne pas perdre son temps et estre dispensé d'achever la pièce ». Le règlement de 1737 stipule qu'un compagnon qui aura travaillé trois jours sur une pièce ne pourra la quitter sous aucun prétexte qu'elle ne soit finie, sous peine

de perdre la façon de ce qu'il aura fait et d'être tenu au remboursement immédiat des avances.

Ces dernières, comme nous l'avons déjà vu, venaient entraver le droit du compagnon de donner congé, et à côté de l'obligation de finir la pièce dressaient un obstacle plus sérieux devant le compagnon qui voulait quitter son maître. En tout temps, suivant son bon plaisir, celui-ci pouvait renvoyer son compagnon. Le maître pourra, dit le règlement de 1667, « en cas d'insuffisance dudit ouvrier, le mettre dehors quand bon luy semblera ». En 1737 et en 1744 il est répété : « Tout maître ouvrier pourra renvoyer ses compagnons quand il le jugera à propos en leur payant ce qui leur sera dû. » Seule la perspective de n'être remboursé des avances faites que par les acomptes que stipule le règlement pouvait retenir le maître trop prompt à chasser l'ouvrier qui lui déplaisait. Avant d'en arriver à cette règle qui consacre les caprices du maître, d'autres dispositions plus équitables régissaient le congé réciproque. En 1554, « si un compagnon ouvrier qui a prins argent d'avance d'un maître pour faire aucune besogne ou ouvrage s'en va sans permission dudit maître sans icelle parfaire », nul autre maître ne pourra l'employer « s'il n'est d'icelle appointé avec son maître ». Il intervenait ainsi une entente entre maître et compagnon. En 1657, malgré la possibilité laissée au maître de renvoyer le compagnon « en cas d'insuffisance », qui sous cette vague raison mettait le compagnon à sa merci, le règlement fixe des délais aux deux parties pour se donner congé. Elles doivent s'avertir réciproquement un mois à l'avance.

La pratique montra vite l'inutilité de cette prescription et elle ne fut point renouvelée. Désormais, en règle générale, le compagnon peut quitter son maître quand il le veut, en payant ce qu'il doit à concurrence du taux des avances limitées par le règlement. C'est la sanction du départ volontaire. La sanction du renvoi est pour le maître dans le remboursement par acomptes de ce qui lui est dû. Les lettres patentes du 12 septembre 1781 portant règlement pour les maîtres et les ouvriers dans les nouvelles Communautés d'arts et métiers arrêtent ainsi les dispositions relatives au congé. Les compagnons ne pourront quitter leur maître qu'après avoir achevé les ouvrages commencés, remboursé les avances et averti huit jours auparavant. Dans ce cas, le maître ne peut se refuser à la délivrance du billet d'acquit.

Nous en aurons terminé avec les règles professionnelles de la vie du compagnon lorsque nous aurons parlé du chef-d'œuvre. Les deux années, puis à partir de 1667 les cinq années imposées par les règlements sont écoulées, et seule une épreuve sépare le compagnon du grade envié de maître. Depuis longtemps il travaille pour l'acquérir;

son habileté s'est développée, le métier n'a plus de secrets pour lui et il lui faut en faire la preuve.

Jusqu'en 1686, alors qu'on exigeait déjà de l'apprenti un examen, les compagnons n'eurent, pour obtenir leur lettre de maîtrise, qu'à faire « apparoir » de leur brevet d'apprentissage, à prouver qu'ils avaient passé cinq ans chez les maîtres et à payer le droit. Mais bientôt les maîtres gardes, prenant pour prétexte une cessation de travail qui amena une grande misère, représentèrent au Consulat la nécessité d'écarter les compagnons peu habiles et d'éviter ainsi l'encombrement de la maîtrise. En février 1686, faisant droit à cette requête, une ordonnance parut, imposant à tous les compagnons le chef-d'œuvre et donnant aux maîtres gardes le pouvoir de les ajourner pour une année en cas d'insuffisance. Le règlement de 1737 donne des détails sur ce qu'on appelait le chef-d'œuvre. Il se composait de l'épreuve sur le métier imposée aux apprentis et en outre il était loisible aux maîtres gardes de « déranger et déplacer les soyes et cordages des mestiers qu'ils jugeront à propos et que les compagnons aspirans à la maistrise seront obligez de les replacer et de remettre le tout en estat avec la diligence et l'exactitude convenable ». Les compagnons devaient aussi « répondre pertinemment sur les questions qui pourront leur estre faites sur la manière d'armer les mestiers ou de disposer le travail des étoffes soit en uni ou en façonné, chacun selon l'espèce de celles à la fabrique desquelles il aura esté occupé pendant le temps de son apprentissage ou travaillé en qualité de compagnon ». L'aspirant qui ne sera pas jugé capable sera renvoyé au moins pour six mois et après ce temps examiné de nouveau. Le règlement de 1744 reproduit toutes ces dispositions, et en ajoute une concernant le chef-d'œuvre sur le velours. Un examen spécial est créé, que subissent seuls les compagnons qui le demandent.

A proprement parler, ce que les règlements appellent le chef-d'œuvre ne ressemble que de loin à ce qu'était cette épreuve dans les autres corps de métiers. Là le compagnon avait à présenter un tout, une pièce complète, qui reproduisait avec la plus grande perfection les objets qu'il serait obligé de fabriquer plus tard. Une part d'invention s'y mêlait souvent, qui donnait à l'œuvre un caractère d'originalité : un sentiment artistique présidait quelquefois à sa confection. Le chef-d'œuvre du compagnon dans la manufacture consistait à tisser une aune d'étoffe sur un métier tout monté ; c'était un travail impersonnel, l'ouvrage d'un simple manœuvre, et aussi s'efforça-t-on rapidement de le compliquer. L'épreuve fut double, imposée à l'apprenti et au compagnon, et elle comprit un examen pratique et oral. Certains cherchèrent à échapper à l'obligation du chef-d'œuvre, et, bien que difficile à réaliser, cette fraude se ren-

contre parfois. Elle est punie avec une sévérité bien grande. En 1726 les maîtres gardes défèrent au Consulat Reynard et Foret, le premier, aspirant à la maîtrise, ayant fait faire son chef-d'œuvre par le second, maître ouvrier. Reynard est frappé de l'incapacité d'arriver jamais à la maîtrise, Foret est déchu de sa maîtrise, et ils sont chacun condamnés à 300 livres d'amende.

Plus souvent on rencontre des compagnons qui s'établissent et travaillent comme s'ils étaient maîtres. Nombreux sont les procès-verbaux comme celui-ci en date du 21 novembre 1681. Les maîtres gardes déclarent : « Procédans à nostre visite ordinaire au quartier du Bourgehanin, serions entrés dans une maison appartenante au sieur Tiard, où pand pour enseigne l'image Saint-Nicolas, et estants montés au second estage d'icelle serions entrés dans la boutique et ouvroir du nommé George Brigoud, qui se dit maistre de nostre art et travaille en cette qualité sur un deux lats, fonds satin bleu, trame bleu et blanche, pour le sieur Etienne Tissot, ainsi qu'il appert par son livre commencé dez le 17 juillet dernier, et cependant n'est que compagnon, ce qui est une contravention formelle contre nos reiglemens. » Les maîtres gardes appellent des témoins, saisissent la pièce, et ensuite de ces faits le Consulat inflige à Brigoud 5 livres d'amende et lui fait défense expresse de travailler comme maître.

Nous avons suivi avec les réglemens le compagnon jusqu'au seuil de la maîtrise. Avant que d'étudier sa nouvelle situation, cherchons à pénétrer avec lui dans l'atelier, à voir quelle place il y occupait et quel genre de vie lui était réservé en raison de son salaire.



Tous les mémoires qui vantent la supériorité de la manufacture de Lyon indiquent comme une de ses causes l'assiduité des compagnons. C'est ce que déclare l'abbé Bertholon dans une phrase qui sert d'épigraphe à ce chapitre ; et avant lui, en 1786, l'auteur d'un mémoire anonyme nous dit : « A Lyon l'ouvrier, en quelque saison que ce soit, commence longtemps avant le jour et finit longtemps après ; le compagnon habite chez son maître et l'assiduité de tous les deux n'étant jamais interrompue, diminue leurs besoins et entretient leur frugalité. » Tous sont d'accord pour se féliciter d'un résultat acquis au prix du plus pénible labeur et du plus complet assujettissement.

Le compagnon logeant chez le maître y continuait sa vie d'apprenti, avec le salaire en plus et une certaine camaraderie avec le

maître. Cependant il nous semble qu'au début du XVIII^e siècle ce ne fut pas un usage très répandu que celui de loger les compagnons, et dans le recensement de 1621, pour l'un des quartiers, sur quatre-vingt-six compagnons trente-neuf sont pour la plupart mariés et ne logent pas chez le maître.

En tous cas, le compagnon y prenait sa nourriture, et divers budgets de maîtres ouvriers qui nous sont parvenus stipulent que dans les dépenses du ménage n'est pas comprise la part du compagnon, vu qu'il paye sa nourriture. A combien pouvait s'élever celle-ci, quel était le salaire du compagnon ?

Ce sont les budgets qui nous permettent de répondre sur ces points intéressants. Celui dressé en mai 1779 calcule les frais de l'atelier y compris la nourriture du compagnon, et à la rubrique " Recette " porte :

« Reprise de la nourriture, huile à bruller, blanchissage et tordages fournis au compagnon vue que le tout est compris dans le tableau de la dépence 240. »

Si le compagnon était logé, on ne lui retenait rien pour le prix de loyer ; il est à supposer qu'il avait sa chambre hors de l'atelier, à moins que l'usage ait été de le loger gratuitement. En tous cas, la lumière, la nourriture et le blanchissage lui étaient comptés ainsi que les frais de tordage (1).

Aux dépenses est ainsi calculé le salaire du compagnon. Il comprend les deux tiers de la façon d'un taffetas Angleterre. On suppose que le compagnon a travaillé deux cent quatre-vingt-seize jours à raison de deux aunes trois quarts par jour, le prix du taffetas étant de 14 sols l'aune. Il a fait huit pièces de cent aunes qui ont produit 560 livres : il lui revient donc 401 livres 10 sols.

Il y a là une erreur de calcul qui ne nous étonne point dans un budget fait pour démontrer une considérable insuffisance des salaires du maître. Il ne reviendrait véritablement au compagnon que 373 livres. Si nous rapprochons recettes et dépenses, nous voyons qu'il ne reste au compagnon que 161 livres 10 sols, ou plus exactement 132 livres. Avec cela il lui fallait s'entretenir de vêtements et économiser pour son établissement futur.

Le budget de 1786 indique très sommairement que le maître a comme recettes 249 livres 15 sols provenant des sept cent cinquante

(1) Lorsque l'on monte un métier qui n'a point encore travaillé, il faut faire passer chaque fil de la chaîne dans les maillons des lisses et dans les dents du peigne ; c'est une longue et délicate opération qu'on évite pour les pièces suivantes en tordant chaque fil de la nouvelle chaîne avec les fils de l'ancienne ; on les fait adhérer au moyen d'un peu de colle et de la sorte on obtient des chaînes sans fin, l'une faisant passer l'autre dans les maillons et le peigne. Cette opération du tordage était faite par un agent spécial, la tordeuse, et les frais en étaient à la charge du compagnon pour la pièce qu'il avait à travailler.

aunes du compagnon. Il reviendrait à celui-ci, étant donné que le prix de façon de l'aune est de 16 sols, 351 livres environ.

Plus explicite est le même budget modifié et imprimé à l'appui des doléances des maîtres ouvriers. Il est inscrit aux recettes :

« Le troisième métier, occupé par un compagnon ayant fabriqué dans l'année douze pièces d'un taffetas Angleterre de soixante-deux aunes un tiers faisant sept cent quarante-huit aunes à 18 sous de façon, prix actuel 673 livres 4 sols. »

Et aux dépenses il est porté :

« Au compagnon lui étant dû pour la façon du taffetas Angleterre 1 sou après la moitié du prix de 18 sous par aune donné au maître, il résulte que le paiement fait au compagnon des sept cent quarante-huit aunes qu'il a fabriquées dans l'année étant comptés à 10 sous l'aune est de. 374 livres. »

Si nous rapprochons ces chiffres, nous voyons qu'à la fin du XVIII^e siècle le salaire du compagnon ne dépassait pas 375 livres pour l'année et que ses dépenses dans l'atelier du maître s'élevaient à 240 livres. Il lui revient sur le prix de la façon une part qui pouvait varier avec les circonstances, mais qui avait pour minimum la moitié de celui-ci. Ce fut de tout temps l'usage de la manufacture, qui s'est perpétué de nos jours. Le tarif de 1779, à côté de la façon indiquée pour les maîtres porte celle qui doit être payée au compagnon et elle se trouve toujours au-dessus de la moitié ; c'est ainsi que pour l'étoffe la plus chère qui y est indiquée, les petits velours de Hollande crus, la façon du maître étant de 4 livres il revient 2 livres 10 sols au compagnon.

Le compagnonnage était un état essentiellement transitoire, un stage forcé qui présentait les inconvénients habituels d'exploitation du stagiaire par le maître. Celui-ci avait à son service deux aides peu coûteux, le compagnon et l'apprenti, et l'obéissance, la soumission de ceux-ci étaient assurées par la crainte d'un retard qui allongerait encore les interminables dix années qui les séparaient de la maîtrise. Y avait-il un moyen légitime de les abrégés ?

* * *

Apprentissage et compagnonnage sont des barrières placées devant les jeunes gens qui ne sont pas fils de maîtres, et cela au profit de ces derniers. Nous avons montré comment toute la réglementation de l'apprentissage aboutit à leur donner un privilège ; celle du compagnonnage, moins directement inspirée par cette idée, n'en était pas moins favorable à ceux qui, en étant exempts, s'établissaient

de bonne heure et prospéraient au détriment des compagnons attardés. Les filles de maîtres jouissaient des mêmes privilèges, mais ne pouvant monter un atelier, elles étaient à l'égard des fils de maîtres dans un état d'infériorité. Il leur fallait attendre un mari qui fût maître, ou bien les règlements accordèrent cette faveur à leur mariage avec un compagnon, qu'on appelle la franchise, qui est une véritable et très lucrative prime.

Une fille de maître épousant un compagnon l'affranchissait des années de compagnonnage qu'il avait encore à faire; il pouvait obtenir de suite sa lettre de maîtrise en ne payant que la moitié des droits (1); à partir de 1744, ce fut seulement le tiers. Et pour profiter de la franchise, il fallait que les compagnons aient l'âge auquel les fils de maîtres étaient admis à la maîtrise. Ils ne furent cependant jamais exempts du chef-d'œuvre. Tous ces avantages constituaient aux filles de maîtres une dot très appréciable et perpétuaient dans les familles le métier; souvent une fille de maître épousait le compagnon qui avait grandi à ses côtés dans l'atelier, où il avait d'abord été apprenti. Mais que de mariages intéressés étaient conclus de la sorte, surtout lorsque un compagnon épousait une veuve de maître, celle-ci jouissant aussi du droit de conférer la franchise au même titre qu'une fille de maître! Un bien curieux document nous est parvenu au sujet de cette franchise gagnée par mariage; il nous en donne en quelque sorte la moralité. C'est une supplique adressée au Consulat par un compagnon qui, ayant amassé quelques économies, s'était établi à son compte et travaillait comme maître. Malheureusement il lui restait encore deux années de compagnonnage à faire, et dans une visite les maîtres gardes constatent sa contravention aux règlements et lui dressent procès-verbal. Déféré au Consulat le 4 mars 1757, notre compagnon se vit ordonner soit de finir son temps, soit d'épouser une fille de maître. Pour arriver à cette seconde solution, qui rendrait légale sa situation, le Consulat lui accorda jusqu'au

(1) Certains règlements de corporations constituent en dot à la fille la part des droits qui, grâce à son mariage avec elle, était remise au compagnon. C'est ainsi que les statuts des tanneurs et cordonniers du Puy-en-Velay, arrêtés le 14 novembre 1595, partagent en deux les droits de maîtrise du compagnon reçu par franchise: une moitié est versée « aux bailles », et « l'autre moytié servira de dot à ladite filhe dudict maistre, laquelle somme ledict compagnon recognoistra à icelle filhe pour lui estre randue par quy appartiendra, le cas de restitution advenant, comme le reste et surplus des dotz que sera constituée à ladite filhe ». Exceptionnellement dans la manufacture une pareille mesure fut prise. Ce fut une ordonnance consulaire du 8 avril 1770, rendue sur la demande du bureau de la Communauté, qui régle de la sorte en l'espèce suivante. En considération du mariage de Mgr le Dauphin, il est dit que chaque maître garde et adjoint proposera un fils de maître ou compagnon en état d'être reçu maître et qu'au moyen qu'ils épousent autant que faire se pourra des filles de maîtres ils seront reçus maîtres gratis, avec cette restriction toutefois « que la valeur du droit soit portée en droit dotal dans le contract de la fille, ce qu'ils seront tenus de justifier ».

30 juin suivant. Ce délai va bientôt expirer et le compagnon, malgré tous ses efforts, n'a pu contracter le mariage conseillé et imposé. Et il fait part au prévôt des marchands de sa perplexité, lui remontrant que « la dure nécessité d'épouser absolument une fille de maître pour acquérir cette même liberté lui faisait appréhender des malheurs sans remèdes qu'un choix limité et précipité en pareil cas entraîne infailliblement après soy; que s'il a adopté cependant ce dernier party, c'est pour s'affranchir de la servitude du restant de son compagnonage et se conserver *in bonis* ». Ce peu de latin est tout en faveur de l'instruction du compagnon, si c'est lui qui a rédigé sa supplique.

Et il continue: « Le remontrant n'a pas été heureux dans ses recherches pour le mariage qu'on lui a prescrit par cette permission et qu'il a inconsidérément projeté pour jouir de son établissement. Ce délai est fatal et de domicilié et estably qu'il est, estre réduit à vendre ses mestiers et effets et à travailler forcément encore deux ans chez les ouvriers ou enfin estre libre dez à présent par le sort d'un mariage dont peut-être la mort sera le seul terme de la discorde qu'il occasionnera, quelle perplexité! Votre Grandeur aperçoit trop sensiblement que le remontrant, âgé de vingt-deux ans, ne scauroit assez réfléchir sur un choix qui dure autant que la vie et que cette précaution est également conforme à la Religion que l'alternative où on l'a réduit lui est d'un préjudice irréparable. » Cette sentence matrimoniale du Consulat et la supplique qui la suivit méritaient d'être citées.



A côté de la franchise et tout exceptionnellement, la faveur du Consulat pouvait accorder la maîtrise à un compagnon avant la fin de son temps. C'était par exemple lorsque quelque visiteur illustre, roi, prince, ambassadeur, avait traversé Lyon et voulu voir fonctionner un de ces métiers dont les produits portaient si loin la renommée de la ville. Le compagnon qui avait travaillé sur le métier était admis alors, et gratis, à la maîtrise. Les cas de ce genre ne sont pas rares et nous citerons simplement une ordonnance consulaire du 27 janvier 1744 conférant la maîtrise gratuite à Jacques Rémond, compagnon, « pour avoir travaillé sur le métier en présence de Don Philippe, lors de son passage à Lyon » (1).

(1) Voir au chapitre XIV la délivrance de lettres de maîtrise gratuites aux miliciens de la Communauté.



A côté des compagnons de la ville et des provinces admises qui avaient fait leur apprentissage dans la manufacture, se trouvaient les compagnons forains et étrangers qui venaient y chercher du travail. Au début, on fit tout pour les attirer, surtout les étrangers qui apportaient leur habileté, quelquefois des secrets de fabrication, et de nombreux privilèges leur furent accordés. Mais bientôt la Communauté sentit le besoin d'établir un contrôle sur l'arrivée de ces étrangers qui, sans avoir subi les épreuves ordinaires, venaient faire concurrence aux ouvriers de Lyon, et ceux-ci voulurent qu'ils soient placés sur le même pied d'égalité qu'eux au point de vue de l'apprentissage et du compagnonnage. Cela ne leur suffit plus bientôt : la manufacture trouvait en elle-même son recrutement, elle n'avait plus besoin de secours extérieur, et chaque forain et étranger qui venait prenait la place d'un compagnon de la ville. Des mesures prohibitives ne tardèrent pas à être édictées, que nous avons à étudier.

C'est en 1596 qu'on commence à s'occuper du danger que pouvait présenter l'entrée des étrangers dans la manufacture et le règlement impose aux ouvriers « venans d'ailleurs et se disans compagnons » de faire dans un délai de six mois la preuve qu'ils ont fait leur apprentissage dans une autre ville ; s'ils ne la font, passé ce délai, ils ne pourront plus travailler. Pour arriver à la maîtrise, les dits compagnons étrangers ou autres devront avoir accompli leur apprentissage et « outre ce travaillé en ladite qualité de compagnons par les boutiques des autres maîtres de ladite ville et sénéchaussée de Lyonnois par le temps et espace de deux ans entiers ». Aucune différence entre eux et ceux de la ville ; on leur impose seulement la stricte observation des règlements.

Mais les maîtres ne semblent pas avoir tenu compte de ces prescriptions ; elles leur importaient peu, et avec les forains ou étrangers ils avaient peut-être la main-d'œuvre meilleur marché. Aussi le 19 juillet 1630 une sentence de la Sénéchaussée défend de donner de l'ouvrage à aucun compagnon forain avant qu'il n'ait justifié de sa quittance d'apprentissage et payé les droits. Et d'autre part des contestations s'élevant au sujet des étrangers, une ordonnance consulaire de 1631 défend aux maîtres ouvriers, tant que les différends ne seront pas réglés, de recevoir des compagnons venant de Genève et autres lieux de l'étranger. On commence à faire une distinction très juste entre les forains et les étrangers qui jusqu'ici étaient englobés dans la même réglementation. Nous ne savons à

quelle date cette seconde mesure fut rapportée, mais une sentence de la Sénéchaussée du 15 juin 1659 vient nous donner un curieux détail sur la façon dont les compagnons de la ville accueillaient les étrangers. Elle nous apprend que « de complot ils s'attroupoient et exigeoient de ceux estrangers qui arrivoient, avant que de pouvoir travailler, 42 sols chaque, ce qui formoit concussion, pourquoy ils sont en prison et condamnés à restituer avec défense de récidive ». Ils prélevaient ainsi un droit de bienvenue à leur profit, et les termes très généraux de la sentence nous permettent de croire que c'était aussi bien au détriment des forains que des étrangers. Le règlement de 1667 impose aux uns et aux autres les mêmes obligations. Maîtres, fils de maîtres, compagnons étrangers et forains doivent travailler cinq ans chez *un maître* pour acquérir la maîtrise, « et en cas qu'ils apportent le secret de quelque étoffe nouvelle, ils seront dispensés desdites cinq années de service par une assemblée de vingt maîtres des plus considérables de la Communauté qui seront choisis par lesdits sieurs prévôt des marchands et eschevins et par les anciens qui auront passé par les charges et des gardes en charge, à la pluralité des voix ». Forains et étrangers acquièrent la franchise par mariage comme les compagnons de la ville.

C'était là une assez large hospitalité offerte aux forains et étrangers, la seule différence de leur situation avec celle des compagnons de la ville étant l'obligation de passer leurs cinq années chez un même maître; ce pouvait être parfois une clause difficile à remplir, un renvoi motivé par de futilles prétextes faisant perdre au compagnon le bénéfice du temps accompli. Et cependant cette règle ne parut pas assez rigoureuse aux maîtres. Dès le mois de décembre 1668, dans un mémoire contre le règlement, ils réclament l'interdiction absolue pour les étrangers de venir travailler à Lyon.

Sans leur donner complète satisfaction, le Consulat rend, le 6 décembre 1673, une ordonnance qui sanctionne sévèrement l'inobservation du règlement en ce qui concerne la nécessité pour le forain ou l'étranger de passer ses cinq années chez un même maître. Les motifs sont curieux, faisant la part des torts revenant aux maîtres et aux compagnons. « Sur ce qui a été représenté au Consulat par les maistres gardes de la fabrique que journellement il y avoit des contestations entre les maistres dudit art et leurs compagnons forains et étrangers..., provenans tant de la mauvaise humeur desdits maistres que de la méchante conduite desdits compagnons, lesquels ne peuvent sympathiser les uns avec les autres pendant le temps de cinq années portées par l'article 35 de leurs règlements qu'ils sont obligez de demeurer avec un mesme maistre pour parvenir à la maîtrise..., ordonne qu'ils seront obligez de demeurer pendant cinq années entières et consécutives chez un mesme maistre dudit art y

faisant leur actuelle résidence et y estant nourris et couchez...; s'ils se retirent chez un autre maistre, ils demeureront dix ans chez plusieurs autres avant que de pouvoir aspirer à la maîtrise. »

Tout en tenant compte de « la mauvaise humeur » des maîtres, cette ordonnance faisait une bien difficile situation à ceux qu'elle visait, les mettant à la merci de ceux-ci qui, par un renvoi, pouvaient leur faire doubler leur temps de compagnonnage. On se rendit bien vite compte qu'il était illusoire de faire une distinction qui eût pu être une prime à la bonne conduite si celle-ci avait été plus forte que les préventions des maîtres, et l'ordonnance consulaire du 7 février 1686, rendue « vu la misère et la diminution du commerce », imposa uniformément aux compagnons forains et étrangers dix ans de travail chez un ou plusieurs maîtres, l'obligation de faire le chef-d'œuvre et de prêter serment. En outre, ils ne pouvaient être admis à travailler qu'en faisant apparoir de leur acte d'apprentissage dans une ville réglée comme Lyon pour les statuts de l'art et la largeur des étoffes. C'était tacitement exclure les étrangers.

Les droits de réception à la maîtrise pour les forains et étrangers sont augmentés dans des proportions considérables, et, afin de leur donner un caractère inviolable, les deux tiers en reviennent aux pauvres de l'Aumône générale et de l'Hôtel-Dieu. C'était ainsi consolider par un semblant d'intérêt général une mesure restrictive d'une portée particulière. Mais cette réglementation accessoire du Consulat était allée trop loin dans la voie des innovations, et le 3 septembre 1693 un compagnon forain en appelle au Consulat de son ordonnance de 1686. Il fait ressortir qu'elle apporte un changement très notable « à la loi du Prince et qui n'est en aucune façon appuyé de son autorité », et il demande en conséquence à être reçu suivant les prescriptions du règlement. Les maîtres gardes appelés font valoir que cette addition demandée par eux leur a été dictée par l'intérêt général et par la nécessité de protéger les compagnons de la ville ; qu'ils poursuivent l'homologation de l'ordonnance qui a été approuvée tacitement, et dont la suppression porterait un tort considérable aux pauvres de l'Hôtel-Dieu et de l'Aumône générale. En réponse, le procureur du Roy fait remarquer que ladite ordonnance, qui a eu sa raison d'être en un moment de misère et de crise, n'a point été confirmée et ne saurait l'être. Que Sa Majesté en effet, par les règlements, loin de vouloir repousser les étrangers, leur accorde des privilèges et le droit de naturalité, persuadée que dans une ville de commerce comme Lyon et pour une manufacture comme celle des étoffes de soie on ne saurait trop attirer, non seulement d'ouvriers, mais de maîtres, de quelque côté qu'ils viennent. Il requiert donc contre cet empiètement sur les règlements et conclut à ce que le compagnon soit admis conformé-

ment à ces derniers, et que l'ordonnance de 1686 soit abrogée. Ce qui fut accordé par le Consulat, qui ordonna l'inscription du compagnon et fit défense aux maîtres gardes de contrevenir désormais au 35^e article du règlement de 1667 relatif aux forains et étrangers.

On retombait dans le droit commun, mais ce ne fut pas de longue durée. Les mémoires adressés au Roi au sujet du règlement de 1667 aboutissent aux arrêts des 2 novembre 1700 et 24 décembre 1702. Ils demandaient, séparant forains et étrangers, qu'à l'avenir ces derniers ne soient reçus dans la manufacture que pour six mois ; s'ils veulent s'y établir, il leur faudra faire leur apprentissage et leur compagnonnage : ils en seront exempts s'ils apportent quelque secret de fabrication. L'arrêt de 1702, portant règlement, sans faire de distinction défend simplement aux maîtres et aux maîtres gardes de recevoir et enregistrer des forains et étrangers pendant dix ans. Ce délai expiré, presque aussitôt la défense est renouvelée, sans limite, par ordonnance du 6 juin 1715.

Pour trouver des dispositions complètes et définitives relatives aux forains et aux étrangers, il faut venir jusqu'au règlement de 1737. On n'a plus souvenir des prohibitions absolues et brutales, et l'accès de la manufacture leur est ouvert avec des restrictions intéressées et toutes au profit de celle-ci. Très nettement on sépare forains et étrangers.

Un forain, qu'il soit maître, fils de maître ou compagnon, se présente au bureau de la Communauté. Il lui faut communiquer aux maîtres gardes la quittance de son apprentissage ou sa lettre de maîtrise, suivant l'usage des villes d'où il vient, avec un certificat des gardes jurés de ces villes attestant l'authenticité de ces titres et la fidélité et probité de leur porteur. Sur l'examen de ces pièces, les maîtres gardes l'admettent à faire une expérience et l'enregistrent s'il est reconnu capable. Ils lui délivrent un certificat sur le vu duquel les maîtres l'emploieront. S'il n'a pas les titres que nous venons d'énumérer, le forain devra les représenter dans un délai de deux mois, pendant lequel on pourra lui donner de l'ouvrage s'il a été reconnu capable. Passé ce temps, il est interdit de le faire travailler.

Qu'il soit maître ou compagnon, le forain ainsi admis doit rester « pendant dix années consécutives et sans discontinuation chez un ou plusieurs maîtres ». Ce temps écoulé, il fera le chef-d'œuvre et sera admis à la maîtrise.

Le règlement de 1744 reproduit ces dispositions, sauf qu'il porte à trois mois le délai accordé au forain pour produire ses titres et qu'il fait une très équitable distinction entre le maître et le compagnon. Désormais le forain qui aura reçu ses lettres de maîtrise dans une autre ville ne devra faire que cinq années de compagnonnage

pour être admis à la maîtrise dans la manufacture, dix ans étant imposés au fils de maître et au compagnon.

Quant aux étrangers, à partir de 1737 leur exclusion est la règle. Ils ne peuvent travailler qu'en passant et seulement pendant trois mois après avoir fait l'expérience devant les maîtres gardes et reçu d'eux un certificat. On organisait ainsi Lyon en étape sur la route des compagnons voyageurs, et on leur offrait un gîte temporaire mais intéressé. Ce délai de trois mois permettait de juger de leur valeur et d'obtenir d'eux des renseignements sur la fabrication dans leur pays. Et si véritablement on reconnaissait qu'ils pouvaient rendre des services à la manufacture, on les retenait en leur délivrant gratis des lettres de maîtrise. C'est ce que déclare l'article 54 : « Si cependant aucun desdits compagnons estrangers se trouvoit avoir inventé quelqu'étoffe nouvelle ou fait quelqu'autre découverte tendant à la perfection ou à l'utilité desdites manufactures, il en sera délibéré par la Communauté, et sur les délibérations qui seront prises ledit ouvrier estranger pourra continuer de travailler pour le temps qui sera convenu, mesme estre admis gratis à la maistrise si ses découvertes sont reconnues d'une certaine importance et qu'il soit dans la résolution de s'attacher à demeure auxdites manufactures. »

En 1744 est supprimée la permission accordée à tout étranger de travailler trois mois à Lyon ; elle pouvait présenter des dangers pour la divulgation des secrets de fabrique ou la copie des dessins nouveaux. « A l'égard des compagnons étrangers, ils ne pourront à l'avenir être reçus à travailler dans les manufactures et fabriques des étoffes de Lyon. » Ceux qui sont occupés au moment de la publication du règlement pourront rester, mais ils sont tenus à se faire enregistrer dans les six mois. La même faveur de la maîtrise gratuite est accordée aux étrangers qui apportent quelque secret.

L'édit de 1777 qui érigeait de nouvelles Communautés d'arts et métiers dans la ville de Lyon, ordonnait l'exécution provisoire des anciens règlements en attendant que de nouveaux fussent rédigés. Les forains et étrangers continuèrent à être régis par les règles que nous venons d'exposer. Ils tentèrent toutefois d'y échapper et ils adressèrent en 1780 une demande au Roi pour que leurs droits de réception à la maîtrise soient mis au même taux que ceux des maîtres ordinaires. Ils obtinrent gain de cause, et dans les livres de comptes disparaît la distinction de maîtres forains et étrangers dans le titre général de maîtres de toute espèce, payant le même droit. Ils furent, malgré cette faveur, tenus à se conformer aux anciens règlements en ce qui concernait leur admission dans la Communauté ; c'est ce que déclare un arrêt du Conseil d'Etat du 17 septembre 1780.

Cette législation d'exception était-elle légitime, répondait-elle à un

besoin, ou satisfaisait-elle simplement ce qu'on appellera à la fin du XVIII^e siècle le désir de monopole de la Communauté? Il est certain que celle-ci fut poussée dans cette voie par les compagnons de la ville qu'inspirait la volonté de garder pour eux le travail de la manufacture; et c'est un droit qui n'a rien d'égoïste à cette époque où l'industrie est rare et les communications difficiles, que celui de vouloir vivre de son labeur, dans sa ville natale, alors qu'on y a besoin de bras. La lutte contre la concurrence du travail étranger à la ville ou au royaume se compliquait du ressentiment des compagnons pour la préférence qu'on lui accordait. N'étaient-ils pas à la merci du maître ces ouvriers rigoureusement réglementés et qui cherchaient à se concilier ses faveurs par un peu de complaisance et moins d'exigence pour le salaire? Ils sont complètement isolés et ils reportent sur la besogne de l'atelier toute leur activité. C'est d'ailleurs ce qu'exposent très nettement les marchands fabricants dans un mémoire où, entre autres choses, ils demandent que les dispositions du règlement de 1737 soient atténuées à l'égard des compagnons forains, et cela en raison de leur supériorité; car ne tenant « de leurs pauvres parents que des biens faits d'une vie frugale et laborieuse, ils apportent dans la manufacture de Lyon la sobriété et l'amour du travail, semences précieuses de leur éducation; le peu d'habitude et de connaissance qu'ils ont dans la ville entretient leur assuidité et insensiblement ils acquièrent sur les autres ouvriers une supériorité qui fait rechercher avec empressement leurs mains par tous ceux qui font fabriquer ».



Les compagnons dans la manufacture ne semblent pas avoir eu de cohésion entre eux; ils étaient bien mêlés aux maîtres lors des révoltes, mais ils ne firent en leur nom propre aucune autre démarche que celle qui nous est contée en une lettre de 1759. Ils s'assemblèrent, paraît-il, et envoyèrent quinze délégués au commandant, « lui portant des plaintes que les façons n'étoient pas assez payées et lui demandèrent de faire appeler les marchands pour les contraindre de les augmenter sur les anciens prix ». Le commandant, M. de Rochebaron, les renvoya au bureau de la Communauté; ils s'y rendent, déclarant que « si on ne leur faisait justice, ils étoient d'un commun accord de ne point travailler ». Les maîtres gardes leur font remarquer que leur démarche ne les intimide pas, que leurs plaintes ne désignent pas la qualité des étoffes sur lesquelles ils demandent une augmentation; toutefois le Bureau

examinera les prix en général et taxera ceux qu'il jugera trop inférieurs. Les délégués se retirent alors et vont rendre compte de leur démarche à la multitude des compagnons assemblés place des Jacobins. « On remarqua que la plupart inclinoit au bruit et ne vouloit pas attendre ce délai; cependant le guet les contint et les chefs les arrangèrent de façon qu'ils se séparèrent et se retirèrent insensiblement. Vous observerez que ces chefs dès la matinée alloient de boutiques en boutiques et faisoient quitter l'ouvrage à ceux qui travailloient et qui ne pensoient à aucune de ces demandes, les obligeant à les suivre. Il nous est même revenu qu'ils s'étoient présentés chez un maître où les compagnons s'y étoient refusés et que le maître ayant blâmé leur démarche et ayant voulu les expulser de chez lui, ils n'en étoient sortis qu'après avoir coupé les cordages d'un de ses métiers. »

Aucun document ne nous est parvenu qui puisse nous faire croire à l'existence d'un groupement permanent des compagnons en dehors de la Communauté. Ils ne ressentirent pas le besoin de se liguier contre les maîtres pour défendre leur salaire, étant appelés à devenir maîtres eux-mêmes; et forcément stables, des peines sévères frappant ceux qui quittaient la ville pour porter leur industrie ailleurs, ils n'eurent aucun intérêt à s'affilier à un Devoir du Compagnonnage, dont un des buts principaux étoit d'organiser le tour de France.



Contre l'institution du compagnonnage, M. de Gournay, dans son mémoire de 1752, ne trouva rien à dire. Il dirigea tous ses coups sur la réglementation relative aux étrangers, qui lui permettait de faire ressortir l'œuvre d'exclusivisme entreprise et réalisée par les corporations. Sous la forme saisissante d'un exemple, il présente ses arguments dont l'ironie doublait la portée. « Si mille Gênois, dit-il, se déterminoient à venir aujourd'hui s'établir à Lyon, que pourroit-il arriver de plus heureux pour le Roy qui aquerroit mille nouveaux sujets, pour nos terres qui gagneroient mil consommateurs et pour la ville de Lyon qui aquerroit mil ouvriers de plus!

« Cependant, suivant les statuts qui sont aujourd'hui en vigueur dans cette ville, il n'arriveroit rien de tout cela; on diroit aux Gênois : Si vous voulés vous établir parmi nous, il faut faire cinq années d'apprentissage, cinq années de compagnonnage, payer pour tout cela, après quoy si vous voulés être maîtres et avoir le droit de vendre vos étoffes, il faudra payer chacun 400 livres parce que vous êtes étrangers. Les Gênois auroient beau dire qu'ils savent déjà faire

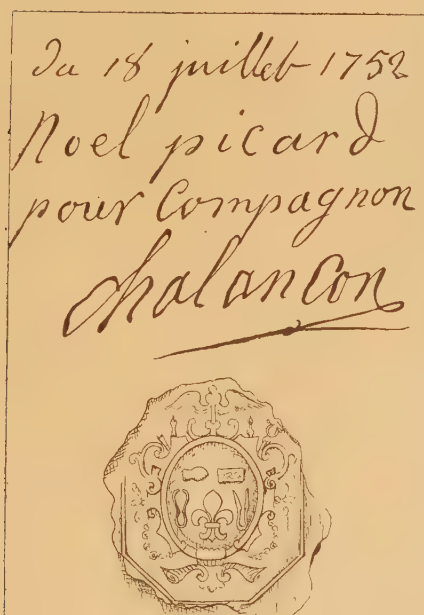
de beaux velours, qu'ils nous en vendoient même beaucoup avant de sortir de leur païs, que d'ailleurs ils n'ont d'autre bien que leur industrie, qu'il n'est pas juste de commencer par les mestrer à l'amande parce qu'ils veulent travailler et contribuer à enrichir l'Etat et la Ville; tout cela seroit inutile, on ne reçoit point de maître et marchand sans 400 livres et dix années d'apprentissage. Les Génois s'en retourneroient confus de nous trouver si étranges, ils s'en iroient débarquer en Angleterre et en Hollande, où ils seroient bien surpris de se trouver, en arrivant, tout à la fois maîtres et marchands, sans acheter ce droit et sans qu'on leur demandât même s'ils ont fait un apprentissage et s'ils ont jamais travaillé dans ce qu'on appelle ville réglée; on demande à tout homme de bon sens si les fabriques et le commerce ne doivent pas déchoir dans un païs où l'on éloigne ceux qui veulent le faire et s'il ne doit pas fleurir et augmenter dans ceux où tout le monde est bien venu à fabriquer et à commercer. »

Et M. de Gournay concluait que de l'exclusion des étrangers et des difficultés d'admission des forains devait résulter une hausse de la main-d'œuvre, les prix de façon diminuant devant la multiplicité des ouvriers. Admettre tout le monde serait le meilleur moyen de permettre à Lyon de lutter contre la concurrence par la baisse des salaires. A cela le sieur Volet, répondant au nom des maîtres ouvriers, démontre que cette règle d'observation ne saurait s'appliquer à Lyon, où, en tout temps, « le prix des façons des maîtres ouvriers est si modique qu'il se trouve balancé par l'équivalent de la somme annuelle qu'exige une subsistance étroite »; et il ajoute : « Cet argument a été certifié par les circonstances des années 1750 et 1751, où on les a vu, aussitôt la cessation du travail, réduits dans une si dure nécessité que leur Communauté s'est cru obligée de faire des emprunts considérables pour leur fournir du pain. » Les règlements n'étaient donc en rien protecteurs des salaires.



Après l'apprentissage, si complet et si long, terminé par un examen dont nous connaissons l'importance, le compagnonnage peut sembler superflu. Cependant il a sa raison d'être dans la nécessité de faire accomplir au jeune homme un assez long stage qui permettra à son esprit de se mûrir comme à son habileté professionnelle de se développer. Au sortir de l'apprentissage ce n'est encore qu'un ouvrier, il lui manque les qualités nécessaires au maître et qui s'affirment par la fréquentation de l'atelier à un autre titre que celui d'apprenti qui éveille l'idée d'enfant. L'amitié plus confiante du

maître formera le compagnon. Dans l'esprit qui a donné à ce titre sa signification professionnelle, le compagnon doit être un confident : s'il partage le pain du maître, il connaît aussi sa situation matérielle; parfois ses conseils sont sollicités et il fait ainsi son éducation de volonté et de responsabilité. Pendant les années de compagnonnage l'homme se développe, à qui bientôt on pourra en toute sécurité décerner ses lettres de maîtrise.



CHAPITRE VII

La maîtrise. — Fils, filles et veuves de maîtres. Les auxiliaires du maître.

SOMMAIRE

Les compagnons de la ville aspirants à la maîtrise. — Droit de réception. — Lettre de maîtrise.

La maîtrise des forains et étrangers. — Droits.

La franchise. — Ses effets au point de vue de la diminution des droits et de la remise du temps de compagnonnage. — Franchise des forains et étrangers.

Les fils et filles de maîtres. — Leur éducation professionnelle. — Age de réception des fils de maîtres. — Droits. — Suppression des privilèges des fils et filles de maîtres. — Leurs plaintes. — Affermage des enfants de maîtres. — Registre d'affermage des fils et filles de maîtres recueillis par l'Aumône générale. — Note des fournitures et avances faites à un fils de maître affermé. — Livre d'affermage de Rose Verdelle. — La situation des veuves de maîtres. — La police des servantes et tireuses de cordes. — Les anciens maîtres et la nouvelle Communauté. — Droit de réunion. — Plaintes des agrégés (1).

(1) Voir le chapitre VII de notre Classement méthodique des archives pour les références des documents et l'indication de diverses contraventions relatives aux sujets traités ici.

« Le corps des maîtres ouvriers de la fabrique de Lyon est au commerce ce que le laboureur est à l'agriculture. »

Mémoire de 1779.

Apprentis et compagnons n'ayant pour but que la maîtrise, la considéraient avec respect ; pour eux c'était le sommet vers lequel leurs longs efforts compliqués de difficiles épreuves avaient tendus sans cesse et ils appréciaient sa conquête en raison de la peine qu'elle leur avait coûté. Être maître, tout leur avenir était là ; et si l'ambition les poussait, ils pouvaient aspirer aux charges de la Communauté ; si la fortune les favorisait, ils pouvaient s'établir maîtres marchands. En elle la maîtrise condensait toutes les espérances et permettait de les réaliser. Le titre de maître pour ceux qui étaient restés dix ans au service des autres, à la merci des événements, exprimait avec force toutes les fiertés de celui qui le possédait enfin. C'était la liberté de soi-même, le travail avec son entière rémunération. Le maître était quelqu'un, l'apprenti, le compagnon n'étant que des subordonnés.

Nous avons laissé le compagnon au moment où, après avoir fait le chef-d'œuvre et subi l'examen, il va se faire inscrire et payer le droit de réception. Au sujet de ce dernier principalement, il nous faut continuer à distinguer les aspirants à la maîtrise en compagnons de la ville, compagnons forains et étrangers.

*
* * *

Le règlement de 1596 très succinctement déclare : « Nul, s'il n'a fait apprentissage et travaillé deux ans comme compagnon, ne pourra faire travailler dans sa maison ou ailleurs. » Ce sont les seules conditions mises à l'accès de la maîtrise. Elles vont singulièrement se compliquer. En 1667 les aspirants — nous ne parlons encore que des compagnons de la ville — doivent « prêter le serment par devant Messieurs les prevost des marchands et eschevins de ladite ville de Lyon et leurs noms seront inscrits sur le livre particulier de tous les maîtres de la Communauté qui demeurera entre les mains du secrétaire de ladite ville dans l'hôtel commun d'icelle

et pareillement seront aussi inscrits sur un registre de la Communauté qui sera au bureau d'icelle et sera payé à chacun maître garde en charge par l'aspirant à la maîtrise 30 sols, et 20 sols au secrétaire pour ledit acte ». Comme il y avait six maîtres gardes, cela faisait 9 livres de droit en ce qui les concernait. Et c'étaient les seuls droits, car une déclaration du secrétaire de la ville de la fin de 1667 remontre qu'il n'a jamais perçu les 20 sols à lui attribués pour l'inscription des maîtres et qu'il ne les percevra jamais. Le règlement semble avoir eu souci de ménager les deniers des nouveaux maîtres ; ses droits sont minimes et il déclare que leur perception devra être faite « sans autre frais ny dépens, mesme de festins que nous deffendons estre faits, à peine de 60 livres d'amande contre chacun de ceux qui les feront et les accepteront ». Cette défense, reproduite par le règlement de 1737, mettait fin à une ancienne et bien naturelle coutume qui, malheureusement, avait vite dégénéré en un obligatoire impôt en nature au profit des dignitaires des Communautés.

Le règlement de 1667 ne fixe point de droit pour la Communauté. Celle-ci allait avoir bientôt de grands besoins d'argent et elle en trouva en imposant lourdement les réceptions. A chaque taxe mise par le Roi correspondait une augmentation des droits. Ceux-ci pour la maîtrise s'élèvent à 30 livres le 24 mars 1692, à 60 livres le 9 août 1707. Ils reviennent à 30 livres le 19 novembre 1720, mais ils ne restent pas longtemps à ce taux et remontent à 60 livres le 22 mai 1728. Le règlement de 1737 maintient ce chiffre, cette somme étant « pour les affaires de la Communauté » ; en outre, les aspirants devaient payer 16 livres « attribuées aux maîtres gardes ». En 1744 cette double attribution disparaît ; les aspirants doivent verser 120 livres « au profit de la Communauté ». A partir de 1777 le droit fut ramené à 25 livres et il resta à ce taux jusqu'en 1791.

Le droit payé et l'inscription faite sur les registres de la Communauté, le nouveau maître recevait sa lettre de maîtrise scellée du cachet de la Communauté et, suivant les règlements, signée d'un plus ou moins grand nombre de maîtres gardes de chaque classe. Le modèle de ces lettres n'a guère varié. Elles étaient complètement gravées avec, en tête, les armes de la ville surmontées d'une banderole portant : « Lettre de maîtrise des ouvriers en soye », et au-dessous l'attestation suivante : « Nous soussignez, maîtres et gardes de la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et soye de cette ville de Lyon, certifions avoir inscrit et reçu maître au livre de l'art, f^o....., comme compagnon de Lyon (ou forain), reçu ce jour f^o....., et ce après avoir vérifié les actes nécessaires, vu l'expérience ordonnée par Messieurs du Consulat. Fait au Bureau ce..... » Suivent les signatures. Muni de sa

lettre qu'il devra présenter à toutes réquisitions des maîtres gardes et qu'ordinairement il mettra dans un cadre à l'endroit le plus apparent de l'atelier, le nouveau maître allait s'installer à son compte.



A côté des mesures qui interdisaient ou rendaient plus difficile l'accès de la maîtrise aux forains et aux étrangers, une nouvelle exception plus grave était dirigée contre eux. Tant qu'il ne s'agissait que de payer de leur personne et de faire un stage plus ou moins long, un peu de patience suffisait, d'autant plus facile à mettre en pratique que le compagnonnage est relativement un état de liberté et qu'on y gagne un peu d'indépendance par le salaire. Mais bientôt on dressa un obstacle plus infranchissable devant la maîtrise en imposant aux forains et étrangers, qui jusqu'ici avaient vécu mais n'avaient pu économiser, le paiement d'un droit formidable. Le règlement de 1667 fixe leur réception à 20 livres pour les affaires de la Communauté, plus 20 sols pour l'acte. C'était plus du double des droits ordinaires ; cela ne parut pas suffisant et une ordonnance d'août 1675, renouvelée les 21 juillet 1677 et 6 juin 1679, porte le droit des forains aspirant à la maîtrise à 100 livres et celui des étrangers à 200 livres. Le 7 février 1686 une ordonnance les fixe à leur taux le plus élevé, 300 livres pour les forains, 400 pour les étrangers. Nous avons cité un jugement consulaire ordonnant, au sujet des forains et étrangers, d'en revenir au règlement de 1667. Le règlement de 1737 impose aux forains un droit de 300 livres ainsi distribué, « scavoir, 100 livres au profit des maîtres gardes, pareille somme pour les deux hospitaux de ladite ville de Lyon, et le surplus pour les besoins et les affaires de la Communauté ». Nous savons qu'à partir de 1737, si les étrangers sont admis c'est par faveur et que leur réception est gratuite. Le règlement de 1744 ramène le droit des forains aspirant à la maîtrise à 200 livres, l'attribuant tout entier aux affaires de la Communauté. La qualité de forain doit être mentionnée sur la lettre de maîtrise.

Sous ce titre de forains sont compris compagnons, maîtres et fils de maîtres ; tous, au point de vue des droits à payer, sont égaux, bien que les derniers eussent pu mériter certaines faveurs. En 1744 tout ce qu'on accorda aux maîtres ce fut de ne faire que cinq années de compagnonnage au lieu de dix. Très jalouse des privilèges qu'elle concédait, la Communauté ne tient nul compte des droits acquis dans les autres manufactures. Cela était impolitique, car les Communautés de celles-ci en usaient de même à son égard ; mais

cela était aussi très habile, empêchant les maîtres d'émigrer. Leur titre et les prérogatives qu'il conférait étaient purement locaux.

A partir de 1777 toute distinction disparaît ; forains et étrangers, rangés dans la catégorie de « maîtres de toute espèce », ne payent que 25 livres.



La franchise, dont nous connaissons les effets sur la durée du compagnonnage, se traduit en outre par une appréciable diminution des droits d'inscription. Jusqu'en 1744 remise de la moitié en est faite au compagnon de la ville qui épouse une fille ou une veuve de maître. Et dans les diverses fluctuations que subissent les droits de réception à la maîtrise, le droit de franchise se traduit toujours par une diminution de moitié. Le règlement de 1744 ne fait remise que d'un tiers du droit entier. En outre, jusqu'ici on n'avait tenu nul compte de l'âge auquel les compagnons pouvaient prétendre à la maîtrise par franchise. Le règlement de 1744, qui élève à vingt et un ans l'âge auquel les fils de maîtres pouvaient obtenir leurs lettres, impose aussi cette limite minima d'âge aux compagnons reçus par franchise. A partir de 1777 les droits ne subirent aucune réduction par le fait de cette dernière.

Les forains et les étrangers pouvaient aussi bénéficier de la franchise, mais encore pour eux furent édictées des règles spéciales leur limitant durement cette faveur. Jusqu'en 1686 aucune différence appréciable avec les compagnons de la ville, si ce n'est que le règlement de 1667 leur impose le paiement de 5 livres pour les affaires de la Communauté et de 20 sols pour le secrétaire. Mais l'ordonnance de février 1686 vient singulièrement changer cette situation. Nous avons vu à quel taux était monté le droit de réception des forains et étrangers ; de par la franchise on leur fait remise de 100 livres et ils ne payent plus, les premiers que 200 livres, les seconds que 300 livres. Les exempter complètement des dix années de compagnonnage qu'ils devaient accomplir eût été une trop grande faveur ; aussi n'obtenaient-ils par la franchise que le droit d'avoir deux métiers tant que la durée des dix années ne serait pas écoulée. Passé ce temps, ils devenaient des maîtres ordinaires. Ces deux métiers ne pouvaient être occupés que par le nouveau maître et sa femme, interdiction absolue leur étant faite de prendre apprentis et compagnons. Le règlement de 1737 reproduit toutes ces dispositions. Celui de 1744 fait une très juste distinction entre les maîtres forains et les compagnons et fils de maîtres forains. Aux premiers nous savons qu'il n'impose que cinq années de compagnonnage. Remise

complète leur en est faite s'ils obtiennent la franchise par mariage, et en payant le même droit que les forains admis normalement à la maîtrise, c'est-à-dire 200 livres, ils reçoivent leurs lettres avec toutes leurs prérogatives.

Pour les compagnons et fils de maîtres forains la réglementation précédente se modifie quelque peu. La franchise leur donne le droit d'avoir deux métiers sans compagnons ni apprentis. Mais avant de les monter, ils doivent en faire la déclaration au Bureau et de ce jour-là courent les cinq années au bout desquelles ils obtiendront leurs lettres de maîtrise, n'ayant jusque-là qu'un certificat des maîtres gardes. Avec les règles antérieures, du jour de leur mariage les forains obtenaient une demi-maîtrise qui finissait au moment où leurs dix années étaient écoulées. Cela était d'un contrôle assez difficile, et pour le simplifier on édicta les dispositions précédentes qui avaient un avantage, celui de réduire à cinq ou six ans le compagnonnage du forain qui se mariait avec une fille ou une veuve de maître la première ou la seconde année, et un inconvénient, celui d'allonger au contraire le temps du compagnon qui se mariait la septième ou la huitième année, ou de l'empêcher de convoler.

Le nombre de maîtres forains admis par franchise ne fut pas très considérable pour les époques où nous le connaissons. Il s'éleva à cent trente-trois de 1745 à 1776. Devant la longueur de l'épreuve qui leur était imposée, seuls les forains qui avaient l'espérance d'une union avec une fille ou veuve de maître devaient persévérer.



Nous avons vu ainsi successivement arriver à la maîtrise les diverses catégories de ceux à qui il était permis d'y prétendre. Nous avons parcouru les diverses étapes qui y conduisaient, apprentissage, compagnonnage, franchise. Il nous reste, avant que d'étudier la situation du maître, quelle qu'ait été son origine, à parler des fils et filles de maîtres, privilégiés qui, par des voies différentes, arrivaient soit à la maîtrise, soit au moment où ils pouvaient la conférer. Il nous faudra aussi rapidement étudier la situation faite aux veuves de maîtres, et, pour connaître complètement le personnel du petit atelier, dire quelques mots des servantes, des tireurs et tireuses de cordes, en un mot des auxiliaires de toutes sortes.

A propos de l'apprentissage, nous avons cité cette règle qui ne varia jamais : « Les fils et filles de maîtres ne tiennent lieu d'apprentis. » Destinés par leur naissance au travail de la soie, tout fut fait pour les retenir dans la manufacture. On ne leur impose ni

apprentissage, ni compagnonnage, et seulement l'âge de leur réception est fixé pour éviter les abus. Toutefois, bien qu'ils n'aient à subir au début aucun examen ni à faire aucun chef-d'œuvre, il leur fallait acquérir la pratique du métier et l'habileté professionnelle. Pour eux fonctionnait la loi naturelle qui pousse l'artisan à se perfectionner dans son art, sans qu'il soit besoin d'autre obligation que son propre intérêt. Les fils et filles de maîtres dans l'atelier paternel faisaient leur apprentissage ; ou bien, s'ils étaient trop nombreux ou si leurs parents trop pauvres trouvaient plus profitable de prendre à leur place un apprenti payant, ils étaient afferlés à d'autres maîtres, moyennant salaire. C'est cette double hypothèse qu'il nous faut examiner.

Le fils ou la fille de maître restait chez ses parents. Le moment venu, la fille était mariée et apportait en dot la franchise du métier. Pour elle point d'obligations. Il n'en était plus de même pour le fils. Au début, la profession lui était largement ouverte, sans conditions. On s'aperçut bientôt que cette liberté extrême engendrait des abus, tel que celui que nous signale un jugement consulaire du 21 mai 1660, portant qu'un fils de maître n'ayant pas d'atelier et travaillant chez sa mère ne peut avoir d'apprentis. Une sentence de la Sénéchaussée du 15 décembre de la même année réprime un autre abus en édictant que nul fils de maître ne pourra avoir boutique et apprenti et être admis à la maîtrise avant l'âge de quinze ans justifié. Il leur suffit de prouver leur âge par un extrait baptistaire. C'est ce que déclare le règlement de 1667, portant qu'ils seront alors reçus sans payer aucun droit et tenus simplement de prêter le serment devant le Consulat.

Les besoins de la Communauté se font sentir encore sur ce point, car bientôt le paiement d'un droit est imposé aux fils de maîtres. Fixé à 15 livres par l'ordonnance de 1692, il ne subit pas d'autres fluctuations que d'être abaissé à 10 livres en 1720 et rétabli au taux primitif en 1728. Le règlement de 1737 innove, déclarant : « Les fils de maîtres ayant atteint l'âge de dix-neuf ans pourront être admis à la maîtrise en justifiant de leur qualité et après avoir subi l'examen et fait le chef-d'œuvre prescrit pour les compagnons, en payant seulement 8 livres aux maîtres gardes et à leur profit, et 10 livres pour les affaires de la Communauté. » Leur situation n'est plus aussi belle et les faveurs qui leur étaient accordées vont diminuant. Ils cherchent alors, par fraude, à tourner le règlement, et les maîtres gardes, peut-être amis des parents, ferment les yeux. Une ordonnance consulaire du 14 juillet 1741 vient leur faire défense de recevoir à la maîtrise, ainsi qu'il le font par complaisance, aucun fils de maître qu'il n'ait dix-neuf ans accomplis. Plus sévère encore à leur égard, le règlement de 1744 élève leur âge de réception à vingt

et un ans accomplis et leur impose le paiement du même droit que les compagnons aspirant à la maîtrise. Au sujet de l'âge, le règlement a un effet rétroactif, déclarant que les fils de maîtres qui auront été reçus avant sa publication sans avoir vingt et un ans accomplis verront leur maîtrise suspendue jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge; six mois leur sont donnés pour cesser le travail de leurs métiers et remettre leurs apprentis. La raison de cette sévérité se trouve dans le grand nombre d'inscriptions de fils de maîtres faites avant la publication du règlement et qui pensaient ainsi échapper à sa loi trop sévère. On la connaissait d'avance et chacun s'empessa de se mettre en mesure de l'éviter. A la fin de 1743 et au début de 1744, deux cent quatre-vingt-quinze fils de maîtres se font inscrire, chiffre inusité, la moyenne étant environ de quarante par année. Dans le second semestre de 1744, neuf seulement réclament leurs lettres de maîtrise, puis deux en 1745, trois en 1746, huit en 1749, les chiffres restant désormais jusqu'en 1777 inférieurs en moyenne à vingt-cinq.

Mais ce qui surtout parut une grave atteinte au privilège des fils de maîtres, ce fut de leur imposer le même droit qu'aux compagnons. Les observations des maîtres ouvriers sur le règlement de 1744 remontrent que c'est un usage dans toutes les Communautés de réduire le droit de réception pour les fils de maîtres, déclarant qu'il n'y aurait aucun inconvénient à le fixer à la moitié de ce que payent ceux qui ne le sont pas. A cela les marchands répondent que c'est le Conseil qui a fixé ce droit, que déjà en 1746 eux-mêmes en avaient demandé la réduction de moitié, mais que le contrôleur général leur avait déclaré « que cet article avoit été mûrement examiné au Conseil et qu'il ne paroissoit pas juste que les fils de maîtres, qui jouissent de la prérogative de n'être point soumis au travail de dix années d'apprentissage et de compagnonage, qui avoient de plus la ressource de leurs père et mère pour former leurs établissemens, ce que les compagnons gens de la campagne n'avoient pas, osassent prétendre néanmoins de payer un moindre droit que ces derniers ». C'étaient là de très justes observations, qui préparaient les esprits aux futures réformes. Le règlement de 1744 toutefois accorde aux fils de maîtres une certaine compensation en prévoyant le cas où ils épouseraient une fille ou veuve de maître; ils obtiennent alors la franchise comme les compagnons ordinaires. C'était créer à ceux-ci une redoutable concurrence matrimoniale.

Avec Turgot et son édit, comme dans les nouvelles Communautés d'arts et métiers, disparurent complètement les privilèges des fils, filles et veuves de maîtres. De suite ils firent entendre leurs plaintes, exposant la nécessité des avantages qui leur étaient concédés. Ceux-ci, en effet, « attachoient les fils de maîtres à la profession de leur père et procuroient des établissemens aux filles et veuves de maîtres;

il en résulterait un grand nombre de mariages et d'établissements qui n'ont plus lieu aujourd'hui ; actuellement privés de ces avantages, les fils de maîtres quittent la profession de leurs pères et s'expatrient, et les filles, n'ayant pour l'ordinaire d'autre dot, languissent dans la misère ou grossissent le nombre assez considérable des malheureuses qui troublent et corrompent la société ». Et le mémoire ajoute que, depuis l'édit de 1777, plus de trois mille personnes ont quitté la ville. Que de maux déchaînés par l'abolition du moins justifié des privilèges ! Et n'est-ce pas le propre des faveurs et des avantages accordés en dehors de tous droits réels que de laisser désarmés et sans énergie ceux qui en bénéficiaient sans les avoir mérités autrement que par le hasard de la naissance ?

Les plaintes des fils et filles de maîtres furent écoutées et le 1^{er} mai 1782 l'édit portant règlement pour les Communautés d'arts et métiers les rétablissait dans leurs anciens droits, sans toutefois leur accorder de diminution pour le prix de leur réception.



Assez souvent le fils ou la fille du maître quittaient de bonne heure l'atelier paternel où on ne pouvait les employer. Ils étaient alors afferlés pendant le temps nécessaire pour apprendre le métier, puis se plaçaient comme compagnons et compagnonnes. Les parents, soucieux de la bonne éducation professionnelle de leurs enfants, les plaçaient comme apprentis, mais le plus souvent ils étaient à gages, c'est-à-dire que moyennant une petite rémunération le maître qui les afferlait mettait à profit leurs faibles talents, sans souci de les développer. C'était un grand avantage, car ces enfants, ne tenant lieu d'apprentis, pouvaient être pris en tout temps et en tel nombre qu'il plaisait. Des formes spéciales furent établies pour les conventions d'engagement des fils et filles de maîtres. Le consentement par écrit des parents est toujours rigoureusement exigé, qui pour les fils et filles de maîtres placés compagnons devra être ratifié à chaque changement. Pour ceux qui sont à gages ou comme apprentis, une convention « par écrit double » ou par devant notaire est passée entre le maître et les parents, portant les clauses et conditions dont ils sont convenus entre eux.

Ces dernières sont variables, comme l'étaient celles des contrats d'apprentissage, quoique à un moindre degré. Il ne nous est point parvenu de ces conventions dont la Communauté n'avait pas à connaître. Un seul détail nous est donné par un contrat du 8 avril 1693 portant qu'un fils de maître est mis en apprentissage moyennant

24 livres pour étrennes à la femme, et il touchera, « comme il sait travailler », 9 livres par an. Ce sont les registres de la Charité qui nous ont transmis les renseignements suivants sur les affermages des fils de maîtres. En 1740 pour trois ans un maître donne 50 livres, un autre pour trois ans et demi 100 livres, mais l'enfant fut « rendu de chez son maître par rapport à la gale ». En 1742 pour trois ans un gage est de 30 livres, en 1743 pour quatre ans 80 livres, pour trois ans 66 livres, en 1744 pour quatre ans 54 livres, en 1747 pour trois ans 66 livres, en 1748 pour la même durée 90 livres. Ces prix variaient suivant l'âge, la force et les connaissances professionnelles du fils de maître. Leur plus ou moins grande abondance combinée avec la pénurie ou le grand nombre d'apprentis avait aussi une influence sur le taux des gages. En 1750 et 1751 pour quatre ans ils ne s'élèvent pas au-dessus de 30 livres, en 1758 pour la même durée ils vont à 60 livres. Il est à noter que le maître se comportait à l'égard de l'enfant ainsi affermé comme à l'égard d'un apprenti, c'est-à-dire le logeait et nourrissait, et que la question d'entretien était à débattre avec les parents. C'est ainsi qu'est résumée sur le registre de la Charité une convention d'affermage :

« Ledit Jean Martin a été affermé au sieur Urbain Arnaud, maître ouvrier en soye, pour quatre années, luy apprendra tout ce qui concerne sa profession et luy payera la somme de 36 livres, l'entretiendra d'habit, linges, nippes, chaussures, en sorte qu'à la fin desdites quatre années il soit suffisamment habillé, nippé, lingé et chaussé, le tout réglé par Monsieur Palerne, recteur de la Charité, le vingt-septième février mil sept cent cinquante-deux. »

Ainsi, au point de vue du gage et des conditions générales, la situation des fils de maîtres affermés était bien supérieure à celle des apprentis. Dans l'atelier ils devaient avoir une place enviable pour ceux-ci, et si nous en croyons la note suivante, ils ne laissaient pas que de trancher du fils de famille. Nous avons vu, au sujet de l'apprentissage, le compte d'entretien fourni par un maître à son apprenti; toutes les dépenses ont un but utile, il y a juste 5 livres 10 sols d'argent avancé pour menus plaisirs en cinq ans. Il n'en est plus de même pour le fils de maître, qui a ainsi gaspillé son gage. Son maître lui fournit le compte suivant :

« Note de ce que j'ai avancé sur le gage de Antoine Potin :

« La première année une once de tabac par semaine.	11 l.	10 s.	
« La seconde année un card donc tous les jours. . .	20	2	6
« Plus 4 sols tous les dimanches pendant les deux années	22	8	
	54	0	6

	54	0	6
« Plus pour dépenses.	4		
« Plus un pot à huile et une lampe	1	4	
« Et plus l'acte de son affermage.	3		
	62	4	6
« Plus un paire de forces.		15	
	62	19	6

Le pot à huile et la lampe nous donnent à penser que le fils de maître, ayant un réduit à part, s'offrait le luxe inconnu aux apprentis de s'y éclairer le soir.

Le contraste des deux notes de dépenses reflète l'état d'esprit des apprentis et des fils de maîtres. Pour les premiers tout est sérieux, car il faut faire l'avenir, et, graves avant l'âge, ils économisent ou ne dépensent qu'à bon escient; pour les seconds, au contraire, qu'importe l'argent, leur situation est assurée par le simple fait de leur naissance, et s'ils ne succèdent pas à leurs parents dans l'atelier, ils trouveront bien un marchand qui leur fera des avances grâce à la recommandation de ces derniers. Et ces deux simples comptes en disent long sur la différence d'éducation par les faits de ceux qui ont tout à conquérir par leur travail et de ceux qui, privilégiés par la naissance ou la fortune, se reposent sur la faveur du soin de leur établissement. Les uns créent par une constante volonté; les autres, sans souci du lendemain, vivent au jour le jour.



Si nous passons aux conditions d'affermage des filles de maîtres, nous avons à constater de suite que leurs gages sont plus élevés que pour les fils de maîtres. Les registres de la Charité nous renseignent sur ce point. Blanchies de tout, et pour un an, de 1736 à 1765 les filles de maîtres touchent un gage qui va de 36 livres à 51 livres, la moyenne étant de 45 livres. A partir de 1760 la durée des affermages devient plus longue, semblant avoir été jusqu'ici de préférence d'une année. De 1761 à 1786 les gages vont de 45 à 48 et à 72 livres pour deux ans, de 48, 54 et 108 livres pour trois ans, de 36 à 66 livres pour quatre ans.

Comme on le voit, rien de plus changeant que le taux de ces gages, variant dans des proportions qui surprennent; celles pour qui ils étaient stipulés ne semblent pas avoir été beaucoup plus

stables et rien qu'en 1760 nous en comptons sept « en fuite de ché leur maître ». Si nous relevons les notes d'une d'entre elles, nous voyons qu'en moins d'un an elle est affermée trois fois ; c'est « Marguerite Boiver, afarmé ché M. Vitet, maître ouvrier an sois, pour un an pour travaillé sur le métier au pris de 51 livres et blanchi de tout, du 18 aous 1763 ; afarmé ché lé demoisele Grivet et Bajar, ouvrière en sois, pour travaillé sur le métier au pris de 42 livres, du onzième fevrié 1764 ; remué ché M. Catin, maître ouvrier en sois, pour un an pour travaillé sur le métier au pris de 39 livres, du 16 juillet 1764 ». Son gage se ressent de son instabilité et il va à chaque fois diminuant.

Si nous opposons les états de service d'une autre fille de maître, Reine Godolin, nous lui voyons tenir exactement ses successifs engagements. Elle est placée au début « chez mademoisele Grand, devideuse, obligée le 4^{me} may 1749 pour quatre ans, 42 livres ; rafermée le 11^{me} octobre 1753 pour un an, 24 livres ; remuée chez M. Chipier, maître fabriquant, affermée le 22 octobre 1754 pour trois ans, 90 livres ; remué ché mademoisele Maichalet demeurant au Nagrolet à l'anseigne de la Cane pour un an pour travaillé sur le métier et lui donne 45 livres et blanchi de tou, du 6 août 1757 ; remué ché mamsel Dugat pour deux ans pour aprende à ordy au prix de 54 livres et blanchi de tout, du 9 juillet 1759, demeurant ver la déserte chez M. Paréty ». En douze ans, Reine Godolin avait appris à dévider, à ourdir et à tisser ; elle dut faire une excellente maitresse d'atelier.

Ici comme pour l'apprentissage la question du blanchissage est toujours stipulée ; les filles de maîtres ainsi affermées étaient le plus souvent blanchies de tout, mais nous avons trouvé parfois des clauses semblables à celle-ci de 1784, que le maître blanchit le gros linge et retient 30 sols pour le fin. La coquetterie ne coûtait pas bien cher.



L'affermage pouvait aussi comporter pour les filles la fourniture des objets nécessaires à leur entretien ; le maître en retenait le montant sur leur gage. Et comme pendant à la note de Antoine Potin, nous avons celle de Rose Verdelle, inscrite sur son « livre d'affermage », petit carnet bien pauvre sous sa couverture de parchemin jaunie et tachée.

Le compte est ainsi inscrit sur la première page :

Du 1^{er} may 1760 moy, sieur Mallet, j'ay affermé Rose Verdelle, fille de sieur Pierre Verdelle, maître ouvrier en soye, et de Marie Arché, sa mère, pour deux années entières sans absenter mon service et moy promet luy payer pour les deux années la somme de 60 livres et luy apprendre son métier. Ainsi convenu.

A absenté en deux fois. 18 jours.

Du 2 mars 1762 a absenté son devoir jusqu'au 3^{me} avril, font. 60 —
78 —

Deux années de gage... 60 livres.
60 livres.

Solde cy contre..... 18 7
18 7

Doit pour retiré ses hardes de Madame la veuve Ancelin à elle comptant. 7. 4
 Pour un paire souliers. 3
 Un paire bas. 2. 5
 Un paire souliers vieux. 16
 Pour dé bouts. 8
 Un juste de cotonne. 4. 4
 Degresage d'un jupon en façon. 1
 Racomodage d'un juste. 12
 Pour un collier. 14
 A elle comptant pour une robe. 12. 10
 A elle comptant. 9
 Pour solde. 18. 7
60

A déduire pour deux mois à 50 sols par mois. 5
 Quelques jours. 1. 7
6. 7
 Pour solde... 12
18. 7

C'est grâce à une contestation que nous est parvenue cette note. Le Consulat fut, en effet, appelé à juger le 13 mai 1762 entre le maître qui voulait retenir la fille pour lui faire remplacer le temps pendant lequel elle avait été absente, et celle-ci qui affirmait avoir accompli tout son temps. Le jugement déclara « que la fille Verdelle demeure libre, et attendu qu'elle prétend avoir travaillé pendant environ trois mois avant qu'elle aye été affermée..., il y a tout compensé. Le sieur Mallet est tenu de luy payer 12 livres, solde, au moyen de quoy quittance; à deffaut, contrainc ».

Le temps d'affermage correspondait pour les fils et filles de maitres à l'apprentissage; lorsqu'ils connaissaient suffisamment la pratique du métier, ils se plaçaient alors compagnons, état plus rémunérateur, en attendant, les fils, l'âge de s'établir, les filles, le moment de se marier. Le consentement de leurs parents leur était encore nécessaire et ils étaient en tout soumis aux mêmes lois que les compagnons. Ils étaient seulement plus étroitement surveillés, leurs parents devant ratifier tous leurs changements, et aussi le

billet de consentement qui leur était délivré par les maîtres. Cette dernière règle ne fut pas reproduite en 1744.

Devenus maîtres ou femmes de maîtres, plus rien ne différenciait ces privilégiés, qui rentraient dès lors dans l'ensemble de la Communauté.



Les règlements ont dû prévoir le cas où, le maître mourant, son atelier reste à la charge de sa veuve, et ils ont accordé à celle-ci le droit de conférer la franchise à un nouveau mari. Le règlement de 1667 permet aux veuves de continuer la fabrique et entretenir le négoce de leur mari ; une seule restriction d'ordre moral et professionnel est faite : elles ne peuvent prendre d'apprentis, et celui qui s'y trouvera au décès du mari pourra y rester si la veuve continue à faire travailler sur ses métiers, sinon il sera remis. Le règlement de 1744 édicte les mêmes règles. L'édit de janvier 1777 avait supprimé les privilèges des veuves de maîtres. Elles n'avaient plus que le droit de diriger l'atelier pendant un an à dater du décès du maître ; passé ce délai, elles devaient se faire recevoir maîtresses en payant la moitié des droits ou abandonner le métier. Très justement, dès le 18 août 1777, elles furent rétablies « dans la possession des droits et qualités dont jouissait leur défunt mary ». Il était équitable que les femmes qui, le plus souvent, avaient contribué par leur dot à l'établissement de l'atelier, et qui y travaillaient comme le maître, ne se trouvent pas du jour au lendemain, par suite de la mort de celui-ci, obligées de vendre les métiers et de retomber dans l'état de compagnonnes, si elles étaient filles de maîtres, ou de redevenir de simples servantes.



Sous le titre de servantes on comprenait les filles qui, dans l'atelier, s'occupaient à divers travaux, faisant les canettes, dévidant, aidant au ménage, etc. A côté d'elles et sans qu'il y ait une délimitation bien tranchée, étaient les tireuses de cordes, dont nous connaissons déjà le pénible travail. Dans ce personnel féminin il y avait la possibilité d'une redoutable concurrence à la main-d'œuvre masculine ; aussi à partir de 1596 tous les règlements édictent avec des peines sévères la défense de faire travailler sur le métier servantes et tireuses de cordes. Maintenues dans un emploi subal-

terne, sans espoir d'arriver à une situation meilleure dans la manufacture, ces filles étaient un véritable danger pour la moralité publique, et l'on eut recours de tout temps, à leur égard, à une stricte réglementation.

Venant pour la plupart de la campagne, elles se trouvaient isolées dans la ville, exposées à toutes les tentations que rend victorieuses la misère et le manque de conseils.

Dès le 5 août 1704 une requête (1) des maîtres gardes demande au Consulat une sévère réglementation des filles à gages qui sont indisciplinées et débauchées; le Consulat y fait droit, ordonnant que les filles à gages devront désormais être engagées à l'année, avoir un livre, être logées et nourries chez le maître; il leur est interdit d'avoir leurs hardes et effets chez d'autres personnes. Cette dernière obligation, outre qu'elle coupait court, semble-t-il, à une industrie peu recommandable d'équivoques logeuses de filles, mettait à la disposition du maître un gage au cas où les filles qu'il employait l'auraient quitté sans observer les délais d'usage ou en lui devant de l'argent. Une nouvelle ordonnance du 15 février 1718 impose une amende de 12 livres aux filles quittant leur maître sans cause légitime, l'appréciation de celle-ci étant laissée aux maîtres gardes. Les règlements de 1737 et de 1744 vinrent condenser en quelques articles toutes les prescriptions de ces ordonnances consulaires. Ils reproduisent l'obligation de l'engagement à l'année, du livre tenu en double, de l'habitation chez le maître où se doivent trouver les hardes ou coffres. Les personnes qui retireraient chez elles ces effets, « sous quelque prétexte que ce puisse être », sont menacées de 100 livres d'amende et de punition corporelle « si le cas y échoit », les filles à qui elles appartiennent étant passibles de prison. Pour elles, aussi, existe l'obligation de se munir, en quittant leur maître, d'un billet d'acquit qui justifie qu'elles ont fini leur temps ou que le maître consent à ce qu'elles quittent leur service. Si le temps est fini et si la fille est débitrice d'avances, elle doit les rembourser à son maître; si, au contraire, c'est celui-ci qui la congédie, il ne peut exiger que 30 sols par mois (20 sols d'après le règlement de 1744), qui seront payés sur leurs gages par le nouveau maître sous sa responsabilité. En aucun cas une fille ne peut quitter le service de son maître pendant le temps de son engagement, sous peine de perdre ses gages.

(1) Il y est dit entre autres choses qu'elles se retirent sans finir leur ouvrage « chez des vieilles femmes et des personnes de mauvaise conduite où elles tiennent ordinairement leur coffre », qu'elles « n'assistent au service divin qu'à leur volonté et se débauchent avec les ouvriers de toutes professions toutes les festes et dimanches, où elles consomment tout ce qu'elles peuvent avoir gagné pendant la semaine; après elles ne mangent que du pain et boivent de l'eau; s'altérant par ce moyen la santé, elles tombent la plupart malades et remplissent les hôpitaux ».

Outre ces filles isolées dans la ville, qui devaient nécessairement habiter chez le maître et être engagées à l'année, des femmes mariées ou veuves pouvaient se placer comme servantes ou tireuses de cordes. Celles-là, ayant un domicile, pouvaient être employées au mois, à la semaine ou à la journée, toutes les autres règles édictées pour les filles leur étant applicables. Seul le règlement de 1737 leur interdit de quitter un métier, si elles ont travaillé trois jours dessus, que la pièce ne soit finie, sans cause légitime et reconnue telle par les maîtres gardes. Le règlement de 1744 ne reproduit pas cette mesure et le droit de congé resta tel que nous l'avons exposé.

Dévideuses, domestiques et autres filles servant chez les maîtres sont assujetties aux mêmes lois que les tireuses de cordes ou de boutons. Le règlement de 1737 qui, en cette matière, innova sans succès, édictait des peines sévères contre les bourgeois et autres personnes de telle qualité qu'elles soient qui attiraient les dites filles comme domestiques. Il leur imposait l'obligation d'exiger le billet d'acquit, à peine de 500 livres d'amende et d'être tenus de « remettre lesdites filles et domestiques chez leurs maîtres » ; celles-ci sont obligées d'y retourner ou de faire « autant de temps de prison qu'il en resterait à finir de leur engagement ».

Il était nécessaire de retenir autant que possible ces filles dans la manufacture, où leur présence était indispensable. Et ce fut un des grands soucis des maîtres gardes que d'en assurer le recrutement ; on le comprend si l'on songe que, d'après le recensement de 1752, il y en avait sept mille, si l'on se rappelle le labeur pénible auquel elles étaient condamnées, sans qu'un avenir leur soit ouvert ; elles ne pouvaient aspirer à être compagnonnes et seul le hasard pouvait les favoriser en leur faisant épouser un maître. Un gage infime leur était alloué, une expertise de maîtres ouvriers au sujet de pièces saisies l'évaluant, le 21 novembre 1716, à 8 sols par jour, nourriture comprise. Ces filles formaient une population flottante à la merci des crises et des cessations, le maître pouvant les renvoyer quand bon lui semblait, la sanction dérisoire de ce congé brutal étant le paiement par acomptes des avances qu'il avait pu faire. A quel chiffre pouvaient bien s'élever celles-ci ? Et le plus souvent les maîtres, pendant un long chômage, trouvaient un bénéfice à renvoyer les filles, bouches inutiles à nourrir. Celles-ci n'avaient qu'un parti à prendre : retourner dans leur pays, et c'est ce qui arriva pendant la longue crise de 1750. Lorsqu'elle cessa, la Communauté eut à délibérer le 16 juillet 1751 sur la nécessité d'attirer à Lyon des tireuses de cordes, en raison de ce que « la cessation du travail qu'il y a eu pendant un temps a obligé le plus grand nombre des filles qui servoient dans la fabrique à tirer les cordes des métiers de se retirer

dans leur païs, n'ayant pas trouvé pendant ces tems de calamité à gagner leur vie ». Les maîtres se plaignent, les commandes ne pouvant être exécutées, et la Communauté décide « que ces sortes de filles venant des montagnes du Dauphiné et de la Savoye, on commettra diverses personnes pour aller dans ces pays annoncer que le travail a repris faveur et qu'il y a quantité de places à remplir chez les maîtres et elles obligeront celles de ces filles qui s'y sont retirées à revenir en cette ville et en amener avec elles un grand nombre d'autres » (1).

Ce n'est que tard, en 1759, qu'on songea à offrir à ces filles la perspective d'un avenir plus lucratif, sans que ce projet ait pu être mis en pratique grâce à l'opposition de la Communauté (2).

La réglementation que nous connaissons resta en vigueur, avec ses conséquences, jusqu'en 1785. A cette date le Consulat, déjà sollicité le 24 mai 1775 à sévir contre les tireuses de cordes et les filles à gages qui n'obéissent plus au règlement, rendit une ordonnance portant règlement pour la police des garçons, femmes et filles occupés à tirer les cordes à journée ou autrement chez les maîtres; elle reproduit toutes les prescriptions que nous connaissons déjà.

L'invention de Jacquard au début de ce siècle vint libérer les filles du travail de la tire et à ce point de vue elle eut des résultats bienfaisants.



Maîtres de toutes sortes, fils, filles et veuves de maîtres, nous les avons vu remplir les formalités nécessaires à leur admission dans la Communauté et par surcroît nous connaissons la réglementation relative à leurs auxiliaires immédiats. Il peut sembler que la situation qu'ils avaient acquise, grâce à quelles épreuves, aurait dû leur être assurée et que nul changement n'aurait pu y être apporté. Cependant l'édit de 1777 et ceux qui le suivirent, créant les nouvelles Communautés d'arts et métiers, firent une place à part aux anciens maîtres, et non pas, comme il semblerait juste, la meilleure. Ils furent, sans qu'on tienne nul compte de leurs droits acquis, laissés en dehors du nouveau groupement, sous le titre d'agrégés, soumis aux visites des maîtres gardes et aux obligations des règlements, mais ne pouvant assister aux réunions ni aspirer aux charges. S'ils

(1) Dans les comptes de la Communauté, aux dépenses du second semestre de 1751 se trouve l'article suivant: « A Perache, pour avoir amené de la montagne dix petits tireurs, pour frais, 30 livres. »

(2) Voir à ce sujet le chapitre XV.

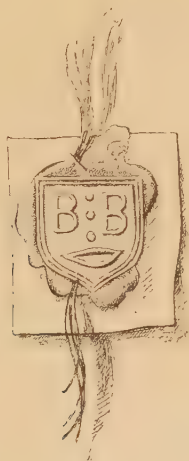
voulaient jouir des mêmes prérogatives que les autres maîtres de la nouvelle Communauté, il leur fallait alors payer un droit de réunion s'élevant au quart du droit de réception, c'est-à-dire 6 livres 5 sols au lieu de 25 livres. C'était là une nouvelle charge contre laquelle ils protestèrent en ne la payant pas, et par divers mémoires où ils exposent que « l'indigence où se trouve la majeure partie des anciens maîtres les met dans l'impuissance de payer le droit de réunion ; ils se sont épuisés pour être reçus primitivement ; ils ont élevé des familles nombreuses ; le prix des façons est le même depuis quarante ans, quoique le prix des danrées ait doublé. Pourquoi donc priver ces maîtres de l'avantage d'être à la teste de leur Communauté et les exposer à être mal vus par de jeunes confrères ? » On n'écoula point ces justes doléances et des arrêts de 1781, 1783 et 1784 fixèrent aux agrégés de successifs délais pour se faire inscrire dans la nouvelle Communauté. Ce fut en vain, et de 1777 à 1790 il y eut seulement cinq cent vingt-huit anciens maîtres qui se firent recevoir dans la nouvelle Communauté ; sur ce chiffre il y en eut cent deux d'admis gratuitement. Ces dernières admissions s'échelonnent de 1785 au commencement de 1788, c'est-à-dire pendant une période où la manufacture subit une grave crise compliquée d'un soulèvement d'ouvriers. En appelant à elle par une faveur les anciens, il semble que la nouvelle Communauté ait voulu trouver un appui et une direction en eux, qui avaient l'expérience et représentaient la tradition. Qui mieux que ces anciens pouvait discuter prix et tarifs ? Où trouver ailleurs des maîtres gardes plus expérimentés ? Et des difficultés nombreuses s'élevèrent, la Communauté ne sachant qui nommer, rappelant aux fonctions de maîtres gardes ceux qui les avaient déjà exercées. C'est ce qu'explique le procureur du roi à l'Intendant dans une lettre du 19 juin 1777 : « J'ai l'honneur de vous rendre compte de la nomination et de la prestation de serment des nouveaux gardes dans la Communauté des fabricants d'étoffes de soie ; mais j'ai omis de vous faire observer que, quoique le sieur Sève n'ait pas été anciennement maître garde comme tous ceux que nous avons nommés, nous avons cru qu'il convenait de lui accorder cette distinction parce qu'il a été le premier et qu'il est encore le seul qui se soit conformé à l'édit pour le paiement des droits et qu'il n'a pas tenu à lui que son exemple ne fût suivi. Le sieur Tournachon est aussi le seul des maîtres gardes ouvriers qui se soit fait inscrire et j'ai l'honneur de vous prévenir que les huit maîtres gardes doivent vous adresser et à M. le contrôleur général des représentations pour que les maîtres reçus avant l'édit soient dispensés des nouveaux droits. »

Ils n'aboutirent point et les anciens maîtres s'abstinrent d'entrer dans la nouvelle Communauté.

Ce chapitre nous a permis, dans sa variété forcée, de fixer la physionomie de tous ceux qui sont arrivés à la maîtrise après les diverses métamorphoses imposées par les règlements. Nous connaissons dès lors le personnel du petit atelier, et en voyant le titre de chacun nous savons quelle évolution il a dû accomplir pour l'obtenir, quel chemin le sépare du but.

Dans la boutique le maître est à son métier, ainsi que les compagnons et l'apprenti; les tireuses de cordes démêlent le semple pour produire l'effet du dessin, la servante dévide ou fait des canettes, tandis que la femme du maître vaque aux soins du ménage. Et chacun, isolé par le bruit assourdissant des métiers, s'absorbe en son labeur. Nous ne pouvons encore nous figurer cet intérieur que comme un de ces tableaux articulés où, par des ressorts cachés, tout se meut et s'agite avec ensemble. Ce n'est qu'une image qui plaît par son intimité; combien elle prendra un relief plus saisissant si nous cherchons à connaître les rouages qui l'animent! Ils sont nombreux et compliqués, car une réglementation étroite enserre et dirige l'activité du petit atelier, les plus minutieux détails du travail étant prévus et ordonnés. Une rapide étude nous permettra de nous en faire une idée.

La lettre de maîtrise confère des droits, mais impose des devoirs; elle libère celui qui l'a conquise de la servitude du travail pour les autres et chez les autres, mais elle l'asservit aux prescriptions du règlement, plus complexes et plus rigoureuses, sanctionnées par de lourdes amendes. La maîtrise c'est la liberté, mais aux conditions suivantes.



CHAPITRE VIII

Le Travail.

SOMMAIRE

Limitation du nombre des métiers. — Le billet d'acquit imposé aux maîtres ouvriers en 1667. — Protestations. — Restrictions au droit du maître ouvrier travaillant à façon de prendre de l'ouvrage pour plusieurs maîtres marchands. — Le livre ou registre des maîtres marchands et maîtres ouvriers ; sa tenue. — Le travail. — Note : La visite et la marque des étoffes. — Les déchets. — Inscription au livre du maître ouvrier du prix de la façon.

Le droit de congé. — Ses limitations. — Les avances. — Protection du salaire du maître ouvrier. — Son privilège en cas de faillite du marchand. — Quasi-insaisissabilité de ses métiers et ustensiles. — Le privilège des maîtres marchands pour leurs avances.

Les privilèges accordés par les rois pour attirer et retenir les ouvriers à Lyon. — Note : Les encouragements du Consulat.

L'avouage. — Les sociétés en commandite. — Le projet d'arrêt de M. de Gournay et les mémoires fournis à son encontre.

Note : Les piqueurs d'once ; les courretiers.

Les juridictions. — Le tribunal amiable des maîtres gardes. — Compétence de la Sénéchaussée, puis du Consulat. — Les contraventions, délits et crimes. — Le Consulat et la Conservation. — Note : Juridictions de la Cour des monnaies, de la Douane de Lyon, de l'Intendant pour les étoffes de soie et de toile provenant des Indes, de la Chine et du Levant (1).

(1) Voir les chapitres VIII, IX et X de notre Classement méthodique des archives.

« Nous nous sommes mis un bras en écharpe sous Henry second, faut-il qu'il y reste sous Louis XV et dans un temps où tous les souverains de l'Europe sont occupés de délier les bras de tous leurs sujets pour nous enlever ce qui nous reste de commerce ? Qu'on nous rende l'usage de nos deux bras et nous serons en état de regagner le terrain que nous avons perdu. »

DE GOURNAY.

En possession de sa lettre de maîtrise, le nouveau maître, grâce à ses économies, à la dot de sa femme ou aux avances d'un marchand qui voulait se l'attacher, louait un appartement et y installait sa boutique. Les minimales ressources dont ordinairement il pouvait disposer ne lui permettaient pas d'acquérir un bien grand nombre de métiers, mais il avait l'espoir d'agrandir peu à peu son atelier, la prospérité de ses affaires croissant. Bientôt il n'eut plus cette perspective encourageante. En effet, l'arrêt portant règlement du 26 décembre 1702 interdit aux maîtres ouvriers d'avoir chacun plus de quatre métiers travaillant dans leur boutique, à peine de confiscation des métiers surnuméraires, des marchandises qui seraient montées dessus et de 60 livres d'amende. Le 13 juin 1703 une ordonnance consulaire fait ainsi l'application de cette règle : elle porte que dans les boutiques où il y aura plus de quatre métiers, les métiers en surplus seront cachetés par les maîtres gardes de manière qu'on ne puisse les employer ; ils devront être vendus par leur propriétaire dans un délai qui ne dépassera pas Noël prochain, sans quoi à cette dernière date ils seront démontés à la diligence des maîtres gardes. Cette atteinte à la liberté qui nous paraît exorbitante ne souleva pas de violentes protestations. La raison en est que les ateliers de plus de quatre métiers n'étaient pas très nombreux. La seule indication que nous ayons du nombre des métiers possédés par un maître antérieurement à 1702 nous est donnée par le recensement de 1621 : la moyenne est de trois. Un petit nombre de boutiques, une dizaine, ont de huit à onze métiers ; Dagon a un atelier de vingt-deux métiers : il est vrai qu'il jouissait d'un privilège spécial pour la fabrication d'étoffes de son invention ; au service de ses métiers étaient onze compagnons, dix apprentis et vingt-cinq tireuses de cordes.

Les règlements de 1737 et 1744 reproduisent l'interdiction d'avoir plus de quatre métiers. Toutefois, en 1744 une exception est faite

en faveur d'un mécanisme nouvellement inventé. Il est, en effet, permis « aux maîtres ouvriers à façon d'avoir un cinquième métier battant, pourvu que dans le nombre desdits cinq métiers il y en ait un monté suivant la nouvelle mécanique du sieur Falcon ». D'autres exceptions, mais assez rares, sont faites en faveur des maîtres chargés de famille. C'est ainsi que le 16 novembre 1769 le Bureau décide : « Vu le nombre des enfants de Benoit Madinier, dans lequel il se trouve sept filles, il lui est permis de monter cinq métiers. »

L'édit du Conseil concernant les Communautés d'arts et métiers de Lyon, du 3 septembre 1786, déclare que le Roi avait vu « avec étonnement que d'anciens règlements avaient limité le nombre de métiers que les fabricants de cette ville peuvent employer », et supprime cette limitation. Cet étonnement tardif se fit jour lorsque enfin on opposa au régime des règlements celui de la liberté. Auparavant nul, même parmi les intéressés, ne s'était plaint de cette mesure qui semblait naturelle avec l'ancienne conception industrielle. En effet, dans un corps d'état tous les maîtres étaient égaux, ayant passé par les mêmes épreuves ; leur titre leur créait des droits identiques et entre eux le travail devait être réparti, car théoriquement, le chef-d'œuvre en faisait foi, l'un n'était pas plus habile que l'autre. C'est pourquoi la réduction du nombre des métiers donna satisfaction à ces sentiments. En outre, en supprimant la liberté par les règlements les pouvoirs publics avaient pris en quelque sorte l'engagement d'intervenir sans cesse pour assurer à tous de l'ouvrage ; aux yeux des maîtres ils devaient établir l'égalité stricte, sans s'inquiéter si elle était une cause d'infériorité devant la concurrence étrangère.

Une fois sa boutique montée, le maître ouvrier se mettait en quête de travail. Jusqu'au règlement de 1667, où apparaît la distinction de fait entre maîtres marchands et maîtres ouvriers, nulle règle n'est imposée à ces derniers ; seulement, en 1554, un article a trait au livre qu'ils doivent tenir pour inscrire les quantités de soie délivrées aux teinturiers, mouliniers et compagnons ouvriers. Les relations entre maîtres, qu'ils travaillent à façon ou fassent fabriquer, sont d'égaux à égaux ; elles vont devenir des rapports d'inférieurs à supérieurs, d'ouvriers à chefs d'industrie, et les règles qui les régiront seront les mêmes que celles établies entre maîtres ouvriers et compagnons.

Jusqu'en 1667 le maître ouvrier ayant des capitaux travaille pour son compte ; s'il n'en a pas, il travaille à façon. Le maître auquel il demande de l'ouvrage le connaît ou prend des renseignements et l'accord s'établit à leur convenance. A partir de 1667 le maître qui prendra un autre maître pour travailler à façon sera tenu, à peine de 60 livres, de savoir si le maître qui l'a employé précédemment

en est content, tous les articles du règlement concernant l'acquit et le congé plaçant sur le même pied maîtres et compagnons, édictant aussi pour les premiers le paiement de leurs dettes par la retenue du huitième sur leurs façons. Cette obligation nouvelle souleva les protestations des maîtres ouvriers ; ils en montrèrent ainsi les conséquences : « Aussitôt qu'un maître ouvrier a eu le malheur de déplaire à un maître marchand pour lequel il travaille ou de le quitter, il peut s'attendre à demeurer sur le pavé pendant un temps très considérable ; il ne doit jamais espérer de travailler pour personne, ny de gagner sa vie, s'il ne trouve le secret par sa soumission et ses bassesses d'adoucir la mauvaise humeur de ce maître capricieux. On conçoit aisément que les maîtres ouvriers, se trouvant dans une dépendance si absolue et dans une soumission si servile, sont obligés d'en passer pour le salaire de leurs façons par où le maître marchand le voudra, et que pour se conserver l'honneur de leurs bonnes grâces ils ne reçoivent leur paiement dans le temps et de la manière qu'il plaist aux maîtres marchands de le leur faire. »

En raison de cela, une requête qui aboutit à l'arrêt du Conseil du 2 novembre 1700 demande que « les maîtres ouvriers seront déchargés de justifier, par un billet ou certificat, de l'acquit que les maîtres marchands ont inventé et introduit pour les contraindre à travailler aux prix qu'ils voudront ». Dans l'arrêt il n'est plus question du billet : seul le paiement des dettes par retenue du huitième de la façon est stipulé. L'arrêt du 26 décembre 1702 rétablit l'obligation du certificat. Très ingénieusement le règlement de 1737 rend le métier seul débiteur ; chaque métier a son compte : le billet porte son numéro et accessoirement le nom du maître, qui se trouve ainsi échapper à l'espèce de subordination que lui crée l'acquit. Avec le règlement de 1744 la nécessité de ce dernier est de nouveau stricte, avec toutes les obligations que nous avons étudiées pour les compagnons.

L'acquit maintient au service d'un maître marchand le maître ouvrier qui lui doit pour avances ou matières ; en effet, le paiement des dettes est intégralement exigé si le maître ouvrier quitte volontairement le maître marchand ; si c'est ce dernier qui le congédie, il ne peut se payer que sur la retenue faite à son profit par le nouveau maître marchand. Les observations sur le règlement de 1744 s'élèvent avec violence contre l'acquit, qu'elles qualifient d'odieux ; les maîtres marchands ayant un privilège sur les biens du maître ouvrier, après celui du propriétaire et du vendeur des métiers, cela leur est une suffisante garantie. Pourquoi imposer cette permission servile même aux maîtres ouvriers qui ne sont pas débiteurs ? A cela les marchands répondent que l'acquit est simple-

ment « un billet, un certificat, une déclaration que le nouveau maître marchand qui veut faire travailler tout ou partie des métiers d'un maître ouvrier à façon est obligé de prendre du dernier maître marchand pour qui ces métiers ont travaillé ou travaillent ». Ce billet contient le débit du maître ouvrier en compte d'argent et a pour objet de procurer le remboursement suivant l'antériorité des dettes au moyen de la retenue du huitième. Il a cet avantage, de garantir les avances faites aux maîtres dans le besoin, aux compagnons dignes de passer à la maîtrise. Il est juste qu'il empêche les uns et les autres de céder au caprice et de quitter brusquement le maître marchand, qui s'écrie : « Eh ! où seroit l'équité que le nouveau maître marchand, en ne me remboursant que la huitième partie des façons, profitât d'un établissement que j'ai formé ? » Si les maîtres ouvriers réclament la suppression de l'acquit entre eux et les maîtres marchands, ils se gardent bien de la demander pour les compagnons qui y sont astreints à leur égard.

Avec l'acquit, la situation antérieure du maître ouvrier qui vient prendre du travail chez un maître marchand est réglée, ses créanciers sont inscrits et ils seront successivement indemnisés.

Il importe d'ajouter que la règle de l'acquit entraînant une retenue sur le salaire, subissait parfois des exceptions ; en cas de pénurie trop grande du maître, le Bureau décidait que pour deux, trois, six mois celui-ci pouvait prendre de l'ouvrage sans qu'on puisse en déduire le huitième. Cette décision était ainsi libellée : « Il est permis à Guillaume Pelletier, maître ouvrier en soye, de travailler de son art pour qui bon luy semblera pendant quatre mois sans rien payer à ses créanciers, après lequel temps expiré sera tenu aller à l'aquit envers Monsieur Puligneux et Devareine et à la charge de l'aquit. » (13 février 1714.) Cent soixante-quatre permissions de ce genre furent délivrées en 1719. Il faut croire que les maîtres gardes avaient abusé de ces permissions, car, d'abord soumises à leur seule appréciation, elles durent bientôt être ratifiées par le Consulat. Un jugement du 6 juin 1680 règle ainsi, pour le cas où un maître ouvrier, débiteur de maîtres marchands qui n'ont point de travail pour l'occuper, reçoit la permission de travailler pour qui bon lui semblera : « Il est dit, après avoir ouy les parties, que ledit Tissot, marchand, qui occupe ledit Turin, maître ouvrier, est condamné à payer auxdits Rambaud, Crozet et Bourru, marchands faisant fabriquer, ce que ledit Turin leur doit, si mieux ils n'aiment luy donner de l'employ, et que deffences sont faites aux maîtres gardes dudit art de donner dorénavant permission aux maîtres du même art de travailler pour d'autres maîtres ou marchands que ceux de qui ils sont débiteurs, mais seulement un billiet signé par trois desdits maîtres gardes, par lequel ils certifieront au Consulat

que lesdits maîtres n'ayant point de besogne, il leur peut être permis de travailler pour les maîtres qui leur donneront de l'employ.....; sur ce billiet le prévôt des marchands donnera la permission s'il le juge juste et raisonnable. »



Il pouvait se présenter cette alternative que le maître marchand occupât tous les métiers d'un maître ouvrier ou seulement une partie. Ce n'est que par l'arrêt du 2 novembre 1700 que le cas est prévu et tranché. Il est loisible aux maîtres ouvriers d'entreprendre de l'ouvrage pour différents maîtres marchands à la fois, à condition que les étoffes commencées pour un maître marchand soient achevées par le même ouvrier, qu'elles ne soient point abandonnées pour entreprendre du nouvel ouvrage, que l'on ne mélange pas l'or, l'argent et la soie des divers marchands. C'étaient de sages mesures d'ordre. L'arrêt du 26 décembre 1702 subordonne le droit du maître de prendre du travail pour plusieurs au consentement du marchand qui l'occupe déjà. En effet, « les maîtres ouvriers à façon, tant en plein qu'en façonné, ne pourront entreprendre de l'ouvrage pour deux maîtres marchands en mesme temps, sans un consentement exprès et par écrit du premier maître marchand pour lequel ils auront commencé à travailler ». L'arrêt est muet sur le cas de refus de la part de ce dernier. Le règlement de 1737 en revient aux dispositions de 1700; en 1744 c'est le principe de 1702 qui triomphe : il faut le consentement exprès et par écrit, et si le marchand qui l'a donné s'aperçoit que le maître cesse de travailler à ses ouvrages pour se consacrer à ceux du nouveau marchand, il peut en référer aux maîtres gardes, qui sont tenus, sur sa réquisition, d'apposer le sceau de la Communauté sur ces ouvrages pour en arrêter la fabrication jusqu'à ce que les siens soient terminés.

Ayant ainsi ses métiers occupés au service d'un maître marchand, le maître ouvrier les montait avec les dessins qu'on lui délivrait et recevait la soie et la dorure qu'il allait mettre en œuvre. Marchands et maîtres — et c'est la première des obligations que leur impose le règlement de 1554 — sont tenus d'avoir un livre sur lequel sont inscrites les quantités de soie, d'or et d'argent délivrées ou reçues, ainsi que les étoffes rendues avec leurs poids, aunage et façon, et aussi l'argent avancé. En cas de différend, ces deux livres étaient confrontés, et à défaut de présentation de l'un, foi était ajoutée à l'autre, « comme si c'estoit écriture autentique faite entre les dits marchands et maîtres ouvriers ». Ces écritures liaient marchands

et maîtres. Le règlement de 1737 vint substituer au maître, dans ces relations de débiteur à créancier, le métier. Cette innovation ne fut pas reproduite en 1744. Dans les livres il devait être ouvert un compte particulier pour chaque métier, distingué par un numéro. Une pièce était-elle montée sur un métier, son compte était ainsi écrit en deux pages vis-à-vis l'une de l'autre et divisé en quatre parties, « dans la première desquelles seront écrites en débit toutes les marchandises qui seront livrées, la date de leur délivrance, le nom et la qualité des étoffes auxquelles elles seront destinées, la qualité et le poids des soyes et autres matières, le nombre des portées et l'aunage que contiendront les chaisnes et poils, comme aussi le nom et le surnom du maistre marchand et du maistre ouvrier, et sera fait mention précise du numéro du mestier pour lequel sera le compte; dans la seconde partie sera écrit en crédit l'aunage de la pièce, le poids d'icelle et des marchandises rendues avec les des-chets; dans la troisième partie sera écrit en débit l'argent payé pour la façon ou qui auroit esté avancé sur ce mestier; et dans la quatrième partie dudit compte sera écrit en crédit l'aunage, le prix et le montant de la façon de la pièce fabriquée et rendue, le tout à peine de trois cens livres d'amende ». Les comptes ainsi tenus sont arrêtés pour chaque métier à la fin de chaque pièce et le solde porté en compte nouveau, sans que l'on puisse en aucun cas imputer à un métier le solde d'un autre, « afin que l'on puisse voir en tout temps ceux desdits mestiers qui seront débiteurs ou en avance, soit en marchandises, soit en argent ».

Les pièces montées, après que la comptabilité des matières avait été inscrite sur les livres, le maître ouvrier se mettait à l'ouvrage, ainsi que ses compagnons. Il devait en tout temps présenter aux maîtres marchands les soies et dorures qui lui avaient été confiées par eux. Il était interdit, sous prétexte de faciliter le travail, de mouiller ou huiler les chaines, « ce qui les rend défectueuses et de beaucoup moindre prix et les fait changer de couleur et devenir moisies et tachées, à la grande perte du marchand et de la réputation de la fabrique de ladite ville ». La vente ou le prêt des dessins confiés étaient sévèrement punis, ainsi que l'emploi dans la fabrication d'autre soie ou dorure que celles qui avaient été délivrées pour cela. En outre, quantité de prescriptions, dont la violation était sanctionnée par de fortes amendes, étaient édictées pour la fabrication de chaque genre d'étoffes.

Le maître ouvrier ayant terminé sa pièce, la rendait au maître marchand. Les règlements de 1667 et de 1737 faisaient une obligation de porter la pièce au Bureau pour être visitée et, en outre, d'apposer en tête et en queue sur une tirelle de deux pouces « les premières lettres de leur nom et leur surnom en toutes lettres,

avec une marque qu'ils auront à cet effet, et au-dessous le nom et la qualité de l'étoffe et le nombre de portées dont la chaîne sera composée ». Le maître marchand devait y mettre aussi les mêmes mentions, et les maîtres gardes, après les avoir examinées, y apposaient l'empreinte : « Bureau de visite des étoffes de soie de la manufacture de Lyon. » Le règlement de 1744 ne reproduisit pas toutes ces formalités, qui étaient depuis longtemps tombées en désuétude à raison des difficultés que présentait leur exécution (1).

Le maître marchand calculait le prix de la façon et pour cela, les déchets étant rendus, tenait compte du poids et du travail. Une discussion s'engagea en 1700 au sujet des déchets, les maîtres ouvriers demandant qu'ils soient fixés à une once par livre, les marchands à 12 deniers par livre de la pièce fabriquée. Des expériences furent ordonnées par le Consulat en 1702; nous n'en connaissons pas le résultat. Le règlement de 1737 enjoint aux maîtres

(1) Déjà l'article du règlement de 1667, qui imposait la visite au Bureau de toutes les pièces, avait soulevé des protestations. N'était-ce pas inutile, puisque déjà les maîtres gardes avaient vu les pièces sur le métier ! L'intérêt particulier est d'ailleurs suffisant pour garantir la bonne fabrication, une pièce défectueuse restant en magasin ou se vendant avec perte. Puis les maîtres gardes, sous prétexte de visite, pourraient garder longtemps « les marchandises des fabricants à qui ils ne voudroient pas de bien, particulièrement celles qui seroient de même nature que celles qu'ils fabriquent eux-mêmes ». D'autre part, toutes les pièces ne peuvent être de qualité supérieure, ainsi celles d'un apprenti, « et ce qui n'est pas bon pour les uns est bon pour les autres, il y a des gens de toutes qualités, ainsi tout s'en va ». Ce mémoire exprimait un fait méconnu par tous les règlements, qui s'efforcent d'assurer la perfection et la richesse des étoffes, toujours chères, alors qu'il y a des gens de toutes qualités pour qui un choix inférieur et le bon marché seraient les bienvenus. Aussi on ne tint nul compte de la visite et de la marque; celle-ci, d'après le règlement de 1667, consistait en un plomb happé dans l'étoffe; il ne nous est parvenu aucun de ces plombs ni des poinçons servant à leur empreinte, qui devaient être en quantité considérable, chaque maître devant avoir le sien. Ces marques devaient être, en outre, déposées au bureau de la Communauté; les registres n'en portent aucune mention, non plus que ceux de la Police des arts et métiers, sur lesquels sont dessinées toutes les marques que l'on voulait déposer. Des arrêts assez nombreux vinrent rappeler l'obligation de la marque des étoffes; le secrétaire de la Communauté écrit en marge d'un d'entre eux, du 29 mars 1731 : « Arrêt pour la marque des étoffes qui porte des conditions qui ne sont point suivies. » Le 25 mai 1731 la Chambre de commerce représentait que le commerce pourrait souffrir de cette obligation de marquer les étoffes, « parce que les marchands qui achètent de ces sortes de marchandises pour envoyer à l'étranger par commission enlèveront infailliblement le plomb contenant le nom et le surnom du marchand fabricant pour en ôter la connaissance à leurs commettants afin qu'ils ne s'adressent pas à eux directement pour tirer les marchandises dont ils peuvent avoir besoin ».

Au sujet de l'inexécution des arrêts et règlements relatifs à la marque, nous trouvons des renseignements dans la délibération de la Chambre de commerce du 13 avril 1783. La douane exigeant l'apposition de plombs pour les pièces qui sortaient, des plaintes s'élevèrent et la Chambre de commerce déclara que « le seul plomb exigé à chaque pièce d'étoffe par d'anciens règlements de fabrique pour leur libre circulation dans le royaume ou leur exportation à l'étranger est celui du nom du fabriquant. Cependant, comme ce plomb étoit souvent inutile et même préjudiciable à l'exportation dans les cas où les marchandises ne devoient pas paroître provenir des manufactures de France, les expéditeurs se sont souvent dispensés d'y apposer le plomb de fabrique et la rigueur de ces anciens règlements ne s'observoit plus ».

ouvriers de rapporter les soies provenant du déchet pour qu'il leur en soit tenu compte; cette sage mesure, coupant court à toute contestation, fut reproduite en 1744.

Le prix de façon, qui ne pouvait être fixé à l'avance, devait être inscrit, au plus tard un mois après que l'étoffe avait été rendue, sur le livre du maître ouvrier; c'est ce que déclare l'arrêt du 26 décembre 1702. (La question avait été traitée dans une requête de septembre 1690, par laquelle le Bureau demandait que les marchands marquent dans la huitaine, le prix des étoffes rendues.) Ce délai est réduit à huit jours par le règlement de 1737, puis ramené à un mois en 1744. A défaut, le maître ouvrier en référerait aux maîtres gardes, qui réglaient eux-mêmes le prix des façons. Contre cette fixation du prix par le marchand, le maître avait toujours son recours devant les maîtres gardes et, au besoin, devant le Consulat; aucune limitation de temps n'était fixée pour l'introduire: ce n'est qu'en 1744 qu'il fut seulement donné un mois, à dater de l'inscription sur son livre, au maître pour réclamer. Au chapitre " la Question des Tarifs " nous étudierons en détail la réglementation et la jurisprudence à ce sujet.



Un maître ouvrier travaillant à façon voulait-il quitter un maître marchand pour un autre, de suite devant lui se dressaient de multiples difficultés, qui diminuaient de beaucoup son droit de congé. Le prix de façon n'étant fixé qu'après l'accomplissement du travail, le maître peu fortuné, qui avait parfois d'assez grosses dépenses à faire pour équiper ses métiers avec un nouvel article, était obligé de demander des avances à son marchand, qui se montrait généreux, sachant bien qu'il s'attachait étroitement le maître par des liens plus solides que ceux de la reconnaissance. Une requête des maîtres ouvriers de 1669 demande en effet, entre autres choses, qu'il soit défendu aux marchands d'avancer de l'argent aux ouvriers, « pour qu'ils soient en liberté de travailler pour les marchands que bon leur semblera, sans trouble ».

De par le règlement de 1667 les maîtres ouvriers à façon étant assimilés aux compagnons, ils ne pouvaient, comme eux, donner congé sans avertir un mois à l'avance, finir la pièce commencée et payer tout ce qu'ils devaient, ou, à leur défaut, le nouveau maître qui les employait; si la somme était trop forte, le maître ouvrier risquait de rester longtemps sans ouvrage et entre deux maux choisissait le moindre, continuant à travailler, même à des conditions désavantageuses, pour le même marchand et s'endettant de plus en

plus. L'arrêt de 1700, quel que soit le montant de la dette déclare qu'elle ne sera payée que par retenues du huitième du prix de la façon. L'arrêt de 1702 fixe le montant des avances; pour les maîtres ouvriers à façon travaillant en plein elles ne peuvent dépasser 150 livres, pour ceux travaillant en façonné 300 livres; pour le surplus, aucun recours n'est donné contre le maître marchand qui emploie le maître débiteur. Désormais un maître ouvrier, pour quitter un marchand, devra, suivant le genre auquel il se consacre, payer comptant 150 ou 300 livres. Si, au contraire, c'est le marchand qui le congédie, il ne peut exiger que le remboursement par retenues du huitième. Le certificat que doit dans les vingt-quatre heures délivrer le marchand porte mention de cette dette. A son paiement le maître ouvrier était tenu sur toutes les façons faites pour le même marchand sur ses quatre métiers.

Le règlement de 1737 vint rendre indépendant chaque métier, qui a ses créanciers propres. Toujours est maintenue la limitation du chiffre des avances, mais elles sont fixées pour chaque métier, c'est-à-dire qu'auparavant un marchand ne pouvait, au maître qui travaillait pour lui de ses quatre métiers, avancer plus de 150 ou de 300 livres, tandis qu'en 1737 il peut avancer ces sommes par chaque métier de plein ou de façonné. Le maître ouvrier qui veut cesser de faire travailler un ou plusieurs de ses métiers pour un marchand, est tenu de payer comptant tout ce qu'il doit sur ce ou ces métiers. Si, au contraire, c'est le marchand qui cesse d'occuper un métier, il ne pourra se faire payer que sur le huitième de la façon des pièces fabriquées à l'avenir sur ce métier. Le billet de consentement porte alors le numéro du métier débiteur. De la sorte, le crédit des maîtres ouvriers se trouvait quadruplé; mais que de difficultés et d'erreurs ce système de débiteurs impersonnels devait présenter!

Le règlement de 1744 en revint à l'ancienne théorie. Un maître ouvrier qui aura fait mettre la chaîne d'une pièce d'étoffe sur le tambour, sera tenu de la fabriquer jusqu'à la fin; s'il manque par la faute du marchand des choses nécessaires pour continuer l'ouvrage, il en réfère aux maîtres gardes, qui le dispensent d'achever la pièce et règlent le dédommagement. Les avances sont élevées à 500 livres pour un maître ouvrier en façonné et à 250 pour un maître ouvrier en plein, et les mêmes sanctions de paiement immédiat ou par acomptes sont stipulées contre le maître qui donne ou reçoit son congé.

De nouveau, lorsqu'il fut donné aux maîtres ouvriers de présenter des observations contre le règlement de 1744, ils s'élevèrent avec force contre les avances. Au sujet du titre X relatif aux acquits, ils disent: « Le mot d'acquit contenu dans les vingt-cinq articles du titre X suppose une avance faite par le maître marchand au maître

ouvrier pour qu'il puisse tenir en esclavage non seulement l'ouvrier qui est son débiteur, mais encore celui qui ne l'est pas : rien de plus funeste à la société que d'asservir des personnes qui sont libres ; l'esprit de domination a imaginé ce mot d'acquit, odieux à tous les maîtres ouvriers sans exception. En effet, un maître ouvrier qui ne devra rien au maître marchand pour lequel il aura travaillé ne pourra prendre de l'ouvrage pour un autre marchand sans une permission expresse de celui qu'il aura quitté. Quelques réflexions suffiront pour déterminer le Conseil à abolir cette tyrannie. C'est un usage établi dans la fabrique que, dans les temps de demande, partie des maîtres marchands, pour avoir des maîtres ouvriers qui puissent travailler pour eux, font des avances à des compagnons qu'ils établissent afin de les faire travailler aux prix qu'ils jugeront à propos ; les avances faites sont exactement couchées sur le livre du nouvel ouvrier, lequel, enchaîné à la fabrique du maître marchand, ne peut plus le quitter qu'il ne luy paye en entier les sommes avancées. » Il y avait là un argument faux, car les règlements limitaient le chiffre des avances. Après ces considérations générales sur l'acquit, en arrivant à l'article ayant trait à la cessation volontaire de travail d'un maître pour un marchand qui était possible moyennant le paiement immédiat des avances, les maîtres ouvriers de dire : « Interprétons mieux cet article, c'est-à-dire que si le maître ouvrier ne veut pas travailler au prix modéré qu'il plaira au maître marchand luy accorder, il faudra, s'il le quite, qu'il paye comptant toutes les avances qu'il aura reçues de ce marchand, et celui-ci a eu soin de faire inscrire sa créance, venant de ce chef, parmi les privilégiées, après celle du propriétaire, avant celles du boucher, boulanger et même la dotte de la femme. C'est acheter la liberté d'un maître ouvrier à prix d'argent que de luy faire des avances. Que les marchands n'en fassent aucune, et il n'y aura point de difficultés ; s'ils en font, qu'ils soient payés comme les autres sur le huitième, car en les faisant ils n'ont en vue que leur bénéfice en forçant à travailler à prix réduit, et il n'est pas juste que le boucher, le boulanger et autres qui auront nourri le maître ouvrier pendant le temps qu'il aura travaillé pour procurer du bénéfice au maître marchand qui l'occupera ne puissent avoir aucune préférence pour leurs avances. »

Au surplus, pourquoi forcer les maîtres ouvriers, qui ne sont débiteurs ni d'argent, ni de matières, à demander la permission « serville » du marchand qu'ils quittent pour prendre de l'ouvrage ? « Outre que cette loi paroît trop rigoureuse pour des personnes libres, elle empêche souvent au maître marchand de donner de l'ouvrage au maître ouvrier qui en auroit besoin ; une raison de bienséance fait qu'un parent, un amy ne veut pas occuper un maître ouvrier qui quittera son parent, son amy, ce qu'il ne refu-

seroit pas si l'obligation d'aller demander ce miserable acquit chès celui qui cesse de l'occuper ne le gênoit pas. La nécessité de supprimer totalement les acquits paroît donc nécessaire. »

De telles raisons, même de sentiment, étaient probantes, et un accord intervint entre maîtres marchands et maîtres ouvriers, dont l'Intendant est informé en date du 20 juin 1769.

Chaque classe lui apprend que dans une entrevue ont été examinés les articles du règlement de 1744 qui entretiennent la division dans la fabrique et qu'on est unanimement convenu d'une conciliation moyennant deux changements demandés par les maîtres ouvriers et approuvés par les maîtres marchands. Le premier a trait au droit de maîtrise des fils de maîtres, ramené de 120 livres à 80. Le second porte sur les avances ; il est entendu « qu'un maître qui aura reçu d'un maître marchand des avances, pourra le quitter, s'il n'est pas content, sans être tenu de le rembourser contant, mais seulement sur le huitième des façons qu'il fera dans la suite pour d'autres maîtres marchands ».



Quelles mesures étaient prises pour protéger le salaire du maître ouvrier et lui en assurer le paiement ? Les règlements se sont occupés de la situation que lui faisait la faillite de son marchand. Jusqu'en 1737 c'est au Consulat à décider comment les façons seront payées, et c'est ainsi que le 9 octobre 1714 il charge les maîtres gardes de recevoir deux pièces d'étoffe que deux maîtres ouvriers avaient fabriquées pour leur marchand récemment failli, de leur en payer la façon, sauf à s'en faire rembourser par le syndic.

Le règlement de 1737 accorde aux maîtres ouvriers un privilège spécial pour toutes les façons des ouvrages qu'ils auront fabriqués six mois avant la faillite ou qui se trouveront être chez eux lors de la faillite d'un maître marchand pour qui ils travailleraient ou auraient travaillé, et ce généralement sur tous les effets qui se trouveront en nature, même par préférence à tous marchands de soie, de dorure, teinturiers, en un mot tous les créanciers qui pourraient prétendre avoir un privilège ou un droit de suite sur ces effets. Si la faillite survient pendant que les ouvrages sont en cours, le maître ouvrier peut sommer le syndic de lui fournir les matières nécessaires pour les parachever ; s'il refuse, il peut soit couper la pièce et entreprendre d'autres ouvrages, soit faire les avances de matières pour lesquelles il aura le même privilège que pour ses façons : toutefois il doit être autorisé du prévôt des marchands. Et

afin que les maîtres ouvriers soient payés le plus rapidement possible, il est donné aux syndics quarante jours à partir de leur nomination pour réaliser la vente « des effets et étoffes qui pourront avoir le plus de débit » ; faute de quoi, ils pourront être poursuivis personnellement par les maîtres ouvriers créanciers. Cette limitation de temps imposée aux syndics pour payer les maîtres ouvriers disparut dans le règlement de 1744, qui reproduit toutes les autres dispositions relatives au privilège de ces derniers en cas de faillite du maître marchand.

Il ne suffisait pas de garantir le paiement des façons compromises par la faillite du maître marchand, il fallait surtout, dans une industrie sujette à de longues et fréquentes crises, parer au danger des saisies et ventes de métiers, en un mot défendre l'atelier du maître contre ses créanciers et leur imposer le paiement par retenues du huitième. La fabrique aurait été rapidement détruite si, impatients d'attendre, les créanciers des maîtres avaient pu se payer par la vente de leurs boutiques. Toutefois, par le règlement de 1667, un privilège est accordé sur les métiers, outils, moulins et autres ustensiles à ceux qui les ont vendus et dont partie ou totalité du prix leur est encore due. Vient après le propriétaire pour les loyers. Seuls ces deux créanciers ont le droit de saisie et de vente. Défense est faite « à tous collecteurs des tailles, de l'impôt du sel et à toutes personnes, pour quelque cause que ce soit, de faire saisir ni enlever et vendre lesdites matières, ustensiles et mestiers servans à ladite manufacture de draps de soye de ladite ville de Lyon et dix lieues aux environs d'icelle, pourvu qu'ils travaillent actuellement auxdites fabriques ».

Cependant un autre privilégié vint se joindre à celui qui avait vendu les métiers et au propriétaire, venant ainsi en troisième rang : c'est le maître marchand pour ses avances. En un long mémoire de 1728, les marchands font ressortir la nécessité dans laquelle ils sont de faire ces dernières, et par suite l'urgence de donner une place privilégiée à leur créance. Si elle n'en avait point, ils se verraient obligés de ne confier leur soie et de ne donner à travailler qu'à des maîtres ouvriers riches, capables d'en répondre ; « cependant il est notoire que la plus grande partie des ouvriers ne subsistent que de leur travail journalier, que chaque jour, chaque semaine au moins, il leur faut avancer de l'argent pour fournir aux nécessités de la vie, à l'achat de leurs métiers ; combien d'ouvriers ne se soutiennent que par de semblables secours ! » Très injustement les maîtres marchands semblent leur faire un grief d'une pénurie qu'ils créaient. Une ordonnance consulaire du 3 août 1728 vint faire droit à leur demande, plaçant leur créance au troisième

rang, sans leur donner toutefois de faire saisir les métiers et ustensiles : leur privilège s'exerce par la retenue du huitième.

Le règlement de 1737 reproduit les dispositions de celui de 1667, mais est muet sur le privilège que les maîtres marchands s'étaient fait accorder avant les bouchers, boulangers « et autres semblables se prétendants créanciers privilégiés ».

En 1744, peuvent saisir les métiers et ustensiles, outre le propriétaire et celui qui les a vendus, « le maître marchand qui en aurait fait l'avance en tout ou en partie ». Et « dans le cas où la vente en seroit ordonnée, la distribution des deniers en provenans sera faite en premier lieu aux propriétaires ou principaux locataires des maisons qu'ils occuperont, et ce, jusqu'à concurrence seulement de ce qui leur est acquis par préférence suivant les us et coutumes de la ville de Lyon; et en second lieu au vendeur à qui le prix desdits métiers et autres ustensiles seroit encore dû en tout ou en partie, ou aux maîtres marchands qui justifieroient avoir fourni l'argent nécessaire pour les acheter; et en cas d'insuffisance, pour le payement des loyers, du prix de la vente desdits métiers, moulins et ustensiles et des autres meubles ou effets mobilières desdits maîtres ouvriers et autres, lesdits propriétaires et principaux locataires pourront faire saisir les façons des ouvrages qui se trouveroient fabriquez sur les métiers et auront sur le prix desdites façons un privilège par préférence au maître marchand à qui appartiendront lesdits ouvrages, même dans le cas où il auroit fait en tout ou en partie l'avance desdites façons ». Il est aussi interdit aux collecteurs des tailles, de l'impôt du sel et à tous autres receveurs de deniers royaux de saisir métiers et marchandises.

Ces privilèges d'insaisissabilité, de paiement des dettes par huitième, de préférence sur les autres créanciers dans l'actif des maîtres marchands faillis, étaient venus compléter d'autres privilèges donnés au début de la manufacture, ou plutôt leur succéder.

Pour attirer à Lyon des ouvriers et ouvrières, Louis XI, par ses lettres patentes du 14 novembre 1466, ordonne qu'ils soient « francs quittes et exemps de toutes les tailles et impôts qui sont et pourront estre mis sus en ladite ville de Lion de par Nous ou autrement et aussi de limpost de douze deniers pour livre de tous les draps dor et de soye qui seront faits et de toute la soye qui y sera faite et appareillée et de lor qui sera mis en appareil pour mettre en ouvre dont ils ne aucuns deulx ne paieront point dimposition pour la premiere vente quils en feront mais seulement du huitieme du vin vendu a detail et des autres denrees dont ils seront tenus paier limposition sils se meslent dautres marchandises et aussi voulons et octroyons quils soient francs et exemps de toutes aydes entrees yssues et fres de ville quelconques et de guet et garde porte et des choses

dessus dites les avons exemptes et affranchis exemptons et affranchissons du tout et chaucun deulx de grace especial par ces presentes dy ci a douze ans prochains venans ». On sait ce qu'il advint de la manufacture de Louis XI. François I^{er} donnant des lettres de privilèges à Turquet et Nariz accorde aussi des faveurs à tous les ouvriers qui viendront besongner à Lyon. Pour les étrangers — il s'agissait surtout d'attirer des ouvriers de Gênes — ils obtiennent, en se fixant à Lyon, tous les droits des regnicoles sans avoir besoin de prendre des lettres de naturalité ou d'aubaine, non plus que leurs héritiers. Tous, étrangers ou non, sont largement exemptés d'impositions de toutes sortes et ils ne doivent le guet et la garde des portes « sinon en temps et cas demynant peril ». Le Consulat de son côté accordait de très appréciables gratifications aux ouvriers (1).

Les rois à leur avènement confirmaient les privilèges accordés aux maîtres ouvriers par leurs prédécesseurs, et il le firent jusqu'au jour où le règlement de 1667 vint nettement leur faire une situation à part et codifier en quelque sorte leurs droits. Désormais, de par les règlements, ils sont des privilégiés, et si la Royauté sent le besoin de développer telle ou telle branche de la manufacture, elle le fait en octroyant des primes. C'est ainsi qu'en 1722 elle accorde une prime de 3 livres sur la recette des fermes pour chaque aune de velours ciselé et à ramages, en imitation de ceux de Venise, et de velours ras, façonnés, figurés, propres à confectionner des habits d'hommes et de femmes, qui seront présentés au Consulat par les marchands et les maîtres fabricants. Si les règlements ne contiennent plus d'exemptions d'impôts, ils répètent jusqu'à la fin les articles accordant aux étrangers les droits des regnicoles et les exemptant du droit d'aubaine sans qu'ils soient tenus de prendre des lettres de naturalité.

(1) C'est ainsi que le 5 mai 1537 le Consulat est d'avis de faire entériner les lettres de privilèges accordées à Turquet et de lui donner des deniers de la ville 500 écus pour une fois, payables en cinq années. La même année il accorde à « Barthelemy Gervay, maistre de la soye, Anthoine Constans et Baptiste du Pont, maistres du métier des velloux nouvellement venuz en ceste ville, besoignans à la magnufacture des velloux, trois escuz d'or pour leur vin, affin de leur donner bon courage de continuer en ceste dicte ville ladicte magnufacture ». En 1538 un mandement de 45 livres est délivré « pour Christofle de Corbonne, Gilbert et André ses enfans, faiseurs de draps de veloux et de soye en ceste ville, laquelle somme lui a esté ordonnée pour en partie le desdommager des fraiz qu'il a faictz pour faire venir et amener en ceste ville ses trois molins à filer et retordre le fil de soye pour ladicte manufacture et plusieurs mestiers desdits veloux et draps de soye pour attraire et multiplier ledit art ». Enfin, pour citer encore un autre fait, le 22 février 1554 il est convenu entre le Consulat et les frères Gapaillon, marchands faiseurs de draps de soie, « que lesdits frères Gapaillon tant qu'ils feront manufacturer seront exempts de tous droits sur la quantité de trente-six bottes de vin pour leur provision, sans y comprendre le vin nécessaire aux ouvriers travaillant à ladite manufacture ».



Le maître ouvrier, réduit à travailler à façon et à rester toujours au service des maîtres marchands, cherchait, en dehors des règlements, le moyen d'améliorer sa situation en retirant une part plus forte des bénéfices de son travail. Il pouvait, et souvent le cas s'est présenté, prêter son nom à une personne plus fortunée, qui fabriquait sans en avoir le droit et payait d'autant plus son prête-nom. C'était l'avouage, que tous les règlements punissaient sévèrement et qu'un mémoire définit ainsi : « C'est la fraude que commet un maître, soit marchand, soit ouvrier à façon, en prêtant son nom à une ou plusieurs personnes pour fabriquer elles-mêmes ou faire fabriquer sans qualité les étoffes de soie, or et argent. Cela s'appelle avouer quelqu'un ; c'est un genre de faux qui cause à cette Communauté si importante les maux les plus réels, celui entre autres d'enlever aux maîtres, aux véritables membres, une portion d'ouvrage ou de commerce qui n'appartient qu'à eux seuls, puisqu'ils en ont acquis le droit et par de longues épreuves et à prix d'argent. » Les maîtres ouvriers étaient en droit de répondre qu'ils avaient eux aussi de la même façon acquis de pouvoir fabriquer ou de faire fabriquer, et que cependant les maîtres marchands les avaient réduits au rôle de simples ouvriers.

En dehors de ces associations cachées, ne pouvait-il y avoir entre les maîtres ouvriers et des négociants quelconques des sociétés ? Ce fut une question qui agita longtemps la manufacture, les maîtres marchands voyant dans les sociétés en commandite ou autres un moyen pour les maîtres ouvriers de ne plus être à leur entière discrétion. Le débat s'engage en 1723 au sujet d'une société conclue entre deux négociants et un maître ouvrier (1) ; la Communauté poursuit ce dernier pour avouage, se basant sur les articles du règlement, et celui-ci répond qu'ils interdisent seulement de prêter son nom et d'avouer quelqu'un, mais non de former des sociétés. La Communauté fournit à ce sujet, le 6 avril 1724, un mémoire pour

(1) L'acte de société en date du 1^{er} janvier 1723 débutait par cette invocation : Au nom de la Très-Sainte Trinité, Dieu le Père, le Fils et le Saint-Esprit, *amen*. Grenier et Chambrier, négociants, formaient pour six ans une société en commandite avec Gatet, maître ouvrier, pour négocier et trafiquer des marchandises, priant Dieu d'en vouloir être le conducteur. Le capital était de 24.000 livres, fourni par Grenier et Chambrier, Gatet obligeant entièrement ses services, talents et industrie. Les profits étaient ainsi répartis : « 15 sols dans la livre de 20 sols aux sieurs Grenier et Chambrier et les 5 sols restant à Gatet. » Il sera en outre levé chaque année 1,200 livres par Grenier et Chambrier et pareille somme par Gatet. Si des difficultés s'élèvent, les associés s'en rapporteront à deux arbitres. Enfin, il sera fait chaque année une aumône aux pauvres de la somme de 50 livres, qui sera passée en profits et pertes.

résoudre la question : “ si les maîtres de ladite Communauté peuvent contracter des sociétés pures et simples ou en commandite avec des personnes qui ne sont pas de leur corps, ”. On ne révoque pas en doute que cela soit défendu, sans étayer cette affirmation d'arguments précis; la Communauté se contente d'assimiler les sociétés aux avouages. A cette époque elle poursuit toutes les sociétés dont elle eut connaissance, sans grand succès, car le 10 juillet 1724 le procureur du roi conclut à la validité d'une société en commandite passée entre Roland, bourgeois de Lyon, et Razurel, maître ouvrier; pour cela il se base sur l'intérêt de Sa Majesté, du public et de la fabrique : les uns et les autres trouveront leur profit dans le plus grand développement possible de la manufacture, grâce aux capitaux apportés par les commanditaires.

Lorsque M. de Gournay engagea la lutte contre les Communautés et les règlements, il comprit qu'un des moyens les plus efficaces de délivrer le maître ouvrier des entraves que les unes et les autres lui imposaient, et d'apporter dans l'industrie plus d'initiative et de liberté, était d'autoriser les sociétés en commandite. C'est pourquoi en 1752 il rédige un projet d'arrêt par lequel il est loisible à tous maîtres marchands et maîtres ouvriers à façon de faire des sociétés en commandite avec qui bon leur semblera, de les faire même sous seing privé, pourvu qu'elles soient enregistrées au Consulat; il était bien stipulé que les commanditaires ne pourraient acquérir le droit de fabriquer par eux-mêmes.

La Communauté s'empresse de présenter des observations sur ce projet; elle ne parle plus de droits, mais simplement expose les raisons plutôt de convenance et d'opportunité qui doivent le faire repousser. Les commandites, en effet, ne sont qu'un moyen pour ranimer un établissement qui languit; or, la fabrique est prospère. Leurs avantages sont de permettre à tous les sujets du Roi de faire fructifier leur argent, et aux maîtres ouvriers de faire des progrès dans leur état et d'avancer leur fortune. Ce serait nuisible et inutile, car cela enlèverait aux autres industries des fonds pour les faire perdre dans la manufacture, qui exige des connaissances approfondies, et d'autre part les maîtres ouvriers trouvent quand ils le veulent l'appui pécuniaire des marchands fabricants. Ceux-ci dressèrent aussi leur mémoire, déclarant que « tout le monde ne peut être officier, il faut aussi des soldats, et si les revenus de l'Etat sont insuffisants pour l'entretien d'une grande quantité de troupes, il est obligé de se restreindre; telle est la composition de notre manufacture : l'officier est le marchand, le soldat est l'ouvrier, ses revenus sont la consommation. Or c'est le défaut de consommation et non celui des fonds qui s'oppose à un plus grand développement de la manufacture ». A son tour, le 16 février 1754, la Chambre de commerce

de Lyon soutint cette thèse : « Les capitaux ne manquent pas, les marchands sont assez nombreux, les ouvriers intelligents sont recherchés comme associés par les fabricants qui ont de la fortune ; dès lors le projet n'auroit aucun avantage et par contre il auroit le péril de compromettre la manufacture, parce qu'il transformeroit d'excellents ouvriers en très mauvais fabricants, diminueroit le nombre des ouvriers et accroîtroit leur indocilité, feroit connaître les secrets de la fabrication à des personnes qui en abuseroient si leur intérêt le leur conseilloit, amèneroit partout le trouble et le désordre là où les règlements actuels maintiennent le progrès. »

Le projet de M. de Gournay resta sans effet, grâce aux mémoires et aux multiples députations que la Communauté envoya à Paris à ce sujet (1).



Comment se réglaient les contestations relatives au travail, les litiges entre les diverses personnes composant la manufacture ? Un tribunal amiable les accueillait, celui des maîtres gardes. Si leurs efforts de conciliation avaient été vains, si la solution qu'ils proposaient ne satisfaisait point les parties, libres d'ailleurs de ne pas recourir à eux, elles s'adressaient au début à la Sénéchaussée, puis au Consulat. Ce dernier, tribunal souverain jusqu'à un certain taux, avait au-dessus de lui, pour les affaires d'une importance pécuniaire plus grande, la Conservation ; celle-ci avait en outre des attributions spéciales en cas de faillite, faisant respecter les privilèges des maîtres ouvriers. C'étaient là les juridictions civiles dont l'appel était au Parlement.

Pour les crimes, délits et contraventions, les trois juridictions de la Sénéchaussée, du Consulat et de la Conservation avaient des compétences mal limitées qui aboutissaient souvent à des conflits, leur désir d'empiètement étant égal (2).

La juridiction première qui s'offrait aux membres de la Communauté était celle des maîtres gardes. Rien ne sanctionnait leurs

(1) Dans ce chapitre du Travail pourrait à la rigueur entrer l'étude du Piquage d'once ; nous avons préféré la faire dans notre Classement méthodique, en complétant les sommaires des pièces par des notes suffisamment développées. Le piquage d'once était pratiqué par les maîtres ouvriers, mais surtout par les dévideuses et toutes les personnes qui manipulaient la soie avant qu'elle ne fût sur le métier. La question du Courretage sera aussi traitée à mesure que nous indiquerons au Classement des documents ceux qui y sont relatifs.

(2) « Le caméléon n'est pas plus changeant en ses couleurs ni le Protée en ses visages que la justice de Lyon en son exercice et en la diversité des puissances qui l'ont possédée. » — SAINT-AUBIN, *Histoire de Lyon*.

décisions; seule l'impartialité et la compétence qui les avaient dictées les faisaient respecter, car il était loisible à chaque partie de faire appel au Consulat.

Juger les différends professionnels est la véritable raison d'être des maîtres gardes; ce sont les plus sages, les plus instruits, et à eux revient le soin de trancher rapidement et sans frais les menus conflits de chaque jour, comme aussi les procès importants. Dès le début cette fonction leur est assignée; le règlement de 1554 veut que les jurés s'assemblent une fois par semaine ou au moins deux fois le mois pour ouïr les dénonciations, plaintes, querelles, afin d'y être « par eux ou par ledit Sénéchal de Lyon ou son lieutenant à leurs requestes et poursuites pourveu ». Il semble que, sur le point de savoir si le Sénéchal devait connaître de tel ou tel cas, ils étaient seuls compétents, car c'est à eux qu'incombe le soin de le saisir des affaires. La Communauté n'ayant pas encore de bureau, et les logements des maîtres gardes étant insuffisants pour recevoir les plaignants, il fallut aviser à trouver un lieu de réunion commode. C'est pourquoi en 1624 une ordonnance consulaire porte que deux fois par mois, à l'issue de la messe qui se célébrait dans la chapelle de la Confrérie en l'église des Cordeliers, les quatre maîtres gardes « oïront les plaintes que leur voudront faire ceulx dudit art sans bruiet, confusion, ny qu'autre que ceulx qui particulièrement auront à se plaindre se puissent assembler en cet endroit et y grossir la troupe ». Puis c'est, à partir du 27 avril 1626, dans une salle du couvent des Carmes qu'une fois par semaine les maîtres gardes accueillent « les dénonciations, plaintes et querelles qui leur seront faictes par les maîtres ouvriers dudit art touchant icelluy ». Ces dispositions sont reproduites au règlement de 1667; l'arrêt du 2 novembre 1700 innove, en adjoignant aux maîtres gardes quatre jeunes maîtres ouvriers avec voix consultative; cela dura peu et l'arrêt du 26 décembre 1702 déclare qu'à côté des maîtres gardes, siégeront trois anciens dont un maître ouvrier.

L'article 18 du règlement de 1737 relatif au tribunal des maîtres gardes et à sa procédure est ainsi conçu : « Les maistres gardes et adjoints s'assembleront régulièrement une fois la semaine dans le bureau de la Communauté, pour y régler les différends et contestations qui pourront survenir sur le fait de la fabrique ou de la police et discipline entre les maistres marchands et maistres ouvriers, les compagnons, apprentifs et autres personnes employées à la manufacture; pourront lesdits maistres gardes mander les parties intéressées pour les entendre, et, en cas de refus de leur part de se rendre au Bureau lorsqu'elles y auront esté mandées, elles seront condamnées en trois livres d'amende, applicable au profit de la Communauté; et ce qui aura esté réglé par lesdits maistres gardes et

adjoints en leur absence, sera exécuté jusqu'à ce que, sur leurs représentations, il y ait esté différemment pourvu dans une autre assemblée ou qu'il y en ait esté autrement ordonné par les sieurs prévost des marchands et eschevins sur les poursuites qui pourroient avoir esté faites devant eux. » Un pouvoir très large est ainsi donné aux maîtres gardes. Ces dispositions sont textuellement reproduites dans le règlement de 1744; mais, en outre, est codifié un usage intéressant à signaler et qui complète ce que nous pensions de la rapidité avec laquelle les affaires étaient liquidées. « L'usage s'étant établi, pour l'exercice continuel d'une police sommaire et qui requiert célérité, qu'il y ait un maître garde de semestre qui reçoive chez lui les différentes plaintes qu'on vient lui faire et décide provisoirement, en attendant l'assemblée du Bureau, il est en conséquence ordonné que ce service particulier par semestre sera fait, scavoir, pendant les six premiers mois de chaque année d'exercice, par le premier des deux nouveaux maîtres gardes marchands, et les six derniers mois, par le second. »

Peu d'observations nous sont parvenues sur le tribunal des maîtres gardes; ce sur quoi on a insisté le plus c'est sur la prédominance des marchands, toujours plus nombreux et qui ne sont pas compétents en tous les divers genres de fabrication. A cela on a pu répondre que l'appel au Consulat est toujours ouvert, et répliquer que le prévôt des marchands et les échevins, ignorants sur ces questions, « se contentent le plus souvent de confirmer la décision des maîtres gardes, et comme ce sont les marchands qui ont la majorité, il y a de nombreuses plaintes ». Conscient de son incompetence, le Consulat se laissait guider par les maîtres gardes, qui assistaient toujours à l'audience quand un différend y était porté relatif à la manufacture, et parfois il renvoyait les parties par devant ceux-ci, comme le 16 mai 1709 où, dans une contestation de comptes, il ordonne « que le maître ouvrier portera ses livres au Bureau des maîtres gardes pour estre par eux lesdicts comptes réglez entre les parties, à quoy elles seront obligées de se tenir et d'exécuter sans qu'il soit besoin d'autre jugement ».

En une note de ce que doivent faire les maîtres gardes, est ainsi décrite la tenue de leur audience : « On doit tenir bureau toutes les semaines : c'est ordinairement tous les mercredis après midy; on y reçoit les apprentifs et tranche les difficultés de la sorte. Dans la salle, au bureau, les maîtres gardes doivent être assis à la table, les deux nouveaux à la gauche, les deux anciens à la droite et les deux ouvriers à façon au bout de la table. C'est à celuy qui a le bureau de recueillir les voix et à prononcer ce qui a été décidé, qui se doit noter sur un registre avec les raisons affin que si la difficulté alloit

par devant MM. du Consulat on puisse être en état de s'en souvenir et en rendre raison. »

Aucun registre contenant les jugements des maitres gardes ne nous est parvenu : il eût été intéressant de voir s'ils terminaient beaucoup d'affaires et rendaient les services qu'en cette occasion ils étaient appelés à rendre. Jusqu'en 1791 fonctionna cette juridiction des maitres gardes (1).



Une ordonnance de Charles IX attribue le 20 mars 1567 la connaissance des procès pour faits de fabrique à la Sénéchaussée de Lyon, en dernier ressort jusqu'à un certain taux. Pendant plus d'un siècle ce fut le seul tribunal. Colbert ayant dressé ses règlements et mis en quelque sorte sous la direction royale toutes les manufactures du royaume, semble avoir voulu donner aux corps municipaux une compensation et une part d'influence qui les intéressa à leurs industries locales, et c'est pourquoi les lettres patentes d'août 1669 viennent établir la juridiction des officiers municipaux en matière de manufactures. Elles veulent que « les maires et échevins, capitouls, jurats et autres officiers ayant pareilles fonctions dans les Hôtels de ville de notre royaume puissent connoître en première instance et privativement à tous autres juges de tous les différends meus et à mouvoir entre les ouvriers employés aux dites manufactures, et entre les marchands et lesdits ouvriers pour raison de longueurs, largeurs, qualités, visites, marques, fabriques ou valeur desdits ouvrages..., même des salaires des ouvriers employés dans les dites manufactures jusqu'à la somme de 150 livres en dernier ressort et sans appel, et par provision à quelque somme que ce puisse être, non obstant appel ».

La procédure de ces affaires est rendue aussi simple que possible : « Voulons que lesdits procès soient traités sommairement sans ministère d'avocats ny procureurs et à l'audience, sur ce qui aura été dit et représenté par la bouche des parties; et où il y auroit quelques pièces à voir et que les différens fussent de telle qualité qu'ils ne pussent être jugés sur-le-champ, les pièces seront mises

(1) La juridiction des maitres gardes devait servir de modèle lointain au Conseil des prud'hommes ; dans leur requête de 1806, les fabricants de Lyon en rappellent le fonctionnement et le rapporteur de la loi le décrit rapidement. Il n'y eut jamais, quoi qu'on en ait dit, de juridiction générale amiable pour tous les corps de métiers portant le nom de « tribunal commun ». Chaque corps avait ses maitres gardes, arbitres tout désignés pour les contestations, le Consulat, comme on le verra plus loin, étant le seul tribunal chargé de régler les contraventions et procès des arts et métiers.

sur le bureau pour être les différens jugés sans apointements, procédures ny autres formalités de justice et sans que, pour quelque cause que ce puisse être, lesdits maires et échevins, capitouls, jurats et autres puissent recevoir ny prendre d'aucuns droits sous prétexte d'épices, salaires ou vacations, ny les greffiers aucuns autres droits que 2 sols seulement pour chacun feuillet des sentences qu'ils expédieront. » Ce tribunal des manufactures devait être composé de six juges dans les grandes villes, de deux ou trois au plus dans les autres villes et principaux bourgs; ces juges, pour s'éclairer, devaient prendre l'avis des maîtres gardes et jurés et prononcer toujours suivant les statuts et réglemens de chacun des métiers dont s'agissait.

Les dispositions de ces lettres patentes furent étendues au Consulat de Lyon par arrêt du 14 avril 1670. Ce n'est que le 30 décembre 1688 qu'elles sont complètement mises en vigueur. « Nous avons jugé jusqu'à présent, est-il dit en l'ordonnance consulaire de ce jour, toutes sortes de contestations concernant ladite police des arts et métiers et les contraventions aux réglemens desdits arts, à quelques sommes qu'elles puissent aller, sans aucune formalité que d'entendre les parties par leur bouche et sur-le-champ, après avoir esté mandées par un mandeur ou servant ordinaire de ladite ville, ou, en cas de non comparution sur ce mandement, après avoir esté assignés par exploit d'un sergent ou huissier, du jour au lendemain, ce qui donnoit lieu à des appellations interminables. » C'est pourquoi, se conformant enfin aux lettres patentes de 1669, le Consulat décide qu'à l'avenir les affaires dont l'importance dépassera 150 livres seront déferées au tribunal de la Conservation, les autres étant de sa juridiction souveraine. Jusqu'à sa disparition, en avril 1790, le Consulat conserva ces attributions judiciaires.

Lors de la réorganisation définitive des nouvelles Communautés, le Conseil d'Etat, le 3 septembre 1786, lui laissa la connaissance des contestations et plus spécialement de celles relatives aux prix de façons; déferées d'abord aux maîtres gardes, s'ils ne peuvent les régler elles doivent être portées au Consulat. Le jugement à intervenir sera exécuté provisoirement, nonobstant toutes sortes d'oppositions, sauf l'appel tel que de droit. La nouvelle municipalité qui remplaça le Consulat en eut aussi toutes les attributions judiciaires.

C'était le mercredi matin que se tenait à l'Hôtel de ville « l'audience pour la décision des affaires concernant les manufactures et réglemens des arts ». Y assistaient le prévôt des marchands et trois échevins au moins, le procureur du roi et les maîtres gardes qui étaient appelés à donner des renseignements techniques sur les questions litigieuses. Leur avis devait exercer une grande influence sur la décision. Cette audience, qui réunissait les contestations de

tous les corps de métiers, devait être fort chargée et on songea à l'alléger de toutes les affaires peu importantes. A partir de 1717, le quatrième échevin fut chargé plus spécialement du détail des contraventions des ouvriers en soie et des autres corporations soumises à la juridiction de la police des arts et métiers « pour régler par devant lui les petites difficultés qui ne méritent pas d'être discutées au Consulat ».

Le rôle de ce quatrième échevin qui triait ainsi les contraventions nous fait entrevoir la compétence du Consulat en matière de délits. Avant que de l'étudier, il nous faut parler du tribunal de la Conservation, juridiction civile, qui connaissait des affaires dont le taux était supérieur à 150 livres et souverainement jusqu'à 500 livres. D'abord juridiction royale, la Conservation (1) fut unie au Consulat qui en acheta les charges en 1655. Nous avons vu les termes des lettres patentes de 1669 qui délimitent sa compétence.



La connaissance des contraventions et délits relatifs aux manufactures fut aussi diverse. Elle appartient d'abord sans partage à la Sénéchaussée; puis, en 1667, un arrêt du Conseil ordonna que toutes les contraventions aux règlements et statuts des arts et métiers susceptibles d'être terminées sommairement seraient jugées gratuitement par le Consulat, tandis que celles où il serait nécessaire de recourir à une instruction écrite continueraient à être déferées aux juges du Présidial. Un mémoire de maîtres ouvriers s'éleva contre cette distinction et remontra que le Consulat étant composé ordinairement de quatre marchands, ils jugeront dans leur

(1) La Conservation créée par Louis XI et représentée par le bailli de Mâcon, Sénéchal de Lyon, qui fut au début investi du titre de conservateur et de gardien des privilèges des foires, avait le pouvoir de juger, « sans longs procès et figures de plaids », les difficultés s'élevant entre toutes sortes de personnes à l'occasion des foires ou pendant leur durée. Ce n'était point alors un véritable tribunal : elle ne fut telle qu'ensuite d'un édit de François I^{er}, qui la composa d'un juge conservateur, d'un lieutenant, d'un procureur du roi et de deux avocats du roi. Par édit du 2 décembre 1602, la Conservation reçut le pouvoir de connaître en tout temps des affaires ordinaires du commerce et des affaires criminelles en tant qu'elles se rattachaient à des faits de commerce. De là vint sa compétence spéciale en cas de faillites. Le Consulat vit d'un mauvais œil cette extension d'une juridiction royale et parvint à l'englober en mai 1655 en achetant les charges; il paya celle du juge conservateur 130,000, celle du lieutenant 63,000, celle du greffier 42,000, celle de chacun des avocats du roi 6,000 livres. Désormais la Conservation se composa du prévôt des marchands, de quatre échevins et de six autres juges, ex-consuls ou marchands, dont deux nommés par le Roi et quatre par le Consulat. Ils n'avaient droit à aucune espèce d'émoluments; il était seulement alloué au greffier 2 s. 6 d. par chaque rôle. Lorsque la Conservation siégeait en matière civile, elle comprenait cinq juges, et sept en matière criminelle.

intérêt; puis il prend toujours parti contre les Communautés, est très ignorant, et pour dresser la sentence est obligé de s'en rapporter au greffier. Ce dernier se contentera-t-il des 20 sols qu'on lui alloue? Et à côté de lui sont le sergent royal et les mandeurs de la ville qui coûteront cher. En outre, quelle perspective de conflits, « car un ouvrier demandant le paiement de son travail ne pourroit sans doute s'adresser qu'au Sénéchal; et si l'on luy opposoit que son ouvrage est défectueux, qu'il a contrevenu aux règlements et que l'on s'est pourvu au Consulat pour raison de la contravention, il est sans doute qu'il y auroit deux procès au lieu d'un et que les jugemens venant à se contrarier il faudroit de nécessité aller au souverain et ainsy multiplier les procédures ». Les lettres patentes d'août 1669 rendent ce conflit désormais impossible. Le Consulat, à côté de sa juridiction civile, connaît des contraventions peu importantes, la Sénéchaussée gardant seulement, de toutes ses anciennes attributions, celle de juger les affaires criminelles nécessitant une instruction écrite. Et encore souvent le Consulat se fait attribuer par arrêt du Conseil la connaissance souveraine de faits qualifiés crimes, portant gravement atteinte à la manufacture : ainsi le transport des manufactures à l'étranger, ainsi le vol des soies. Le 25 janvier 1750 un arrêt donne pouvoir au Consulat de juger en dernier ressort les organisateurs d'une fabrique de soieries à Talavera, en Espagne, qui sollicitaient et débauchaient des ouvriers. Ce sont Jean et André Rulière, deux maîtres ouvriers de Lyon, qui, le 31 mars 1751, sont condamnés aux galères à perpétuité, à trois jours de carcan avec cet écriteau : « Coupables de transport de manufactures chez l'étranger et de séduction d'ouvriers »; ceux qui avaient accepté leurs offres, ouvriers en soie, compagnons, mouliniers, passementiers, se voient infliger des peines allant de deux à cinq ans de galères, de l'admonestation à l'amende. On ne peut s'empêcher de trouver cruelles de telles répressions en un moment où la misère sévissait, n'épargnant personne dans la manufacture de Lyon. Et l'on songe qu'elles étaient encore indulgentes, la peine de mort avant le 1^{er} mai 1685 frappant les ouvriers qui s'expatriaient. A cette époque de la grande cessation de 1750, qui dura plus d'un an, les pays étrangers et l'Espagne en particulier s'efforcèrent d'attirer à eux les ouvriers. Malgré toutes les précautions prises par l'autorité, qui faisait bonne garde, ceux-ci fuyaient, et pour beaucoup donnaient à leur départ un pieux prétexte. Le pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle était leur but, disaient-ils humblement; on s'inclinait sur leur passage et ils ne revenaient plus (1).

(1) Une lettre du garde des sceaux en date du 28 octobre 1753 adressée à l'Intendant est à ce sujet bien curieuse : « J'ai reçu, avec votre lettre du 24 du mois passé, l'interrogatoire du

Lorsque les vols de soie étaient commis par des ouvriers, le Consulat jugeait aussi souverainement, et nous le voyons condamner le 26 juin 1748 P. Charpenet, maître ouvrier, aux galères à perpétuité, et Jeanne Jacquet, sa femme, au carcan et à neuf ans de bannissement, comme retentionnaires de soies à eux confiées. La compétence nécessaire pour juger ces faits appartenait, avant la réunion de la Conservation au Consulat, à ce premier tribunal, qui le 7 mars 1620 condamne une femme Perrot à deux ans de bannissement pour avoir détourné de la soie qui lui avait été confiée pour la travailler.

En résumé, c'était la plupart du temps au Consulat, soit pour les litiges, soit pour les contraventions, que les maîtres ouvriers avaient affaire (2).

La réglementation du travail telle que nous venons de l'étudier était-elle protectrice du salaire ; la répartition des métiers entre tous les maîtres, égaux en puissance de travail, les mettait-elle à

nommé Briquemard, arrêté à Saint-Chaumont allant en pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle ; comme il ne peut être convaincu par ses réponses d'aucun dessein formé d'aller travailler en Espagne et que d'ailleurs son père offre d'être caution de sa conduite, j'approuve que vous le fassiez mettre en liberté. Je ne puis en même temps trop vous recommander de faire veiller à ce que ces sortes de pèlerinages ne servent plus de prétexte à tous les ouvriers qui voudront passer en Espagne. »

(2) Il nous faut, pour être complet, signaler deux juridictions dont les maîtres ouvriers pouvaient être justiciables, quoique rarement, les faits dont elles connaissaient étant plutôt de commerce que de fabrique. C'était d'abord la Cour des monnaies, compétente pour les litiges relatifs aux contrats et marchés de matières d'or et d'argent très employées dans la manufacture. Puis la juridiction de la Douane de Lyon ; elle fut installée pour favoriser la manufacture, Louis XI l'ayant créée pour percevoir un droit de 5 % sur les étoffes d'or, d'argent et de soie ainsi que sur les soies torsées ou filées entrant dans le royaume par le Dauphiné. François I^{er} en 1536 obligea toutes les étoffes étrangères à passer par Lyon pour y être marquées et payer un droit. Et jusqu'au 20 septembre 1775 la douane fonctionna sur les soieries et matières premières ; elle avait ses officiers qui tranchaient les contestations : leurs offices leur avaient été vendus par le Roi, et, tout au début, en 1520, la ferme de cette douane faillit causer une émeute parmi les ouvriers en soie. Les fermiers, alors, ayant lassé le Consulat et les marchands étrangers tout puissants à Lyon par leurs exactions, celui-ci voulut leur racheter leurs droits et pour cela s'adressa au Roi. Les ouvriers virent dans cette démarche un danger pour la manufacture, craignant que les conseillers, titulaires de la ferme, se montrent plus désireux d'accroître les revenus de la ville en facilitant l'abondante introduction des soieries étrangères, que de défendre les intérêts de la manufacture qui demandait des prohibitions. Et leur crainte était légitimée par l'offre que les marchands lucquois et florentins établis à Lyon avaient faite au Consulat, de consacrer chaque année 2,000 livres aux fortifications de la ville s'il leur cédait la ferme des draps ; la manufacture était ainsi à la merci des étrangers. On calma les ouvriers, le Consulat obtint la ferme contre une avance de 50,000 livres ; les marchands étrangers fournirent cette somme et s'en remboursèrent en exploitant la ferme des draps jusqu'à l'extinction de la dette de la ville.

Une juridiction spéciale avait été établie pour les étoffes de soie et de toile provenant des Indes, de la Chine et du Levant ; elle appartenait d'abord à l'Intendant et à partir de 1718, en cas d'absence, maladie ou empêchement de ce magistrat, fut attribuée au Consulat.

l'abri des chômages et des crises; la bienveillance du maître marchand, qui se traduisait par des avances lorsque les commandes affluaient et nécessitaient un surcroît de labeur, était-elle égale lorsqu'une cessation intervenait, soutenant le maître ouvrier dans la détresse? A toutes ces questions, l'exposé des chômages et des crises va répondre.



CHAPITRE IX

Les Causes de chômage.

SOMMAIRE

Sensibilité de la manufacture aux événements extérieurs. — Exposé des causes de chômage par M. le comte d'Albon, « mestre de camp de cavalerie ». — Les édits somptuaires et leur retentissement dans l'industrie de la soierie. — Plaintes des ouvriers en soie le 12 janvier 1627. — L'inconstance de la mode. — Les étoffes de l'Inde. — Lutte engagée contre elles par la Communauté et la Chambre de commerce. — Influence du luxe de la Cour sur la prospérité de la manufacture. — Requêtes au Roi pour qu'il porte des vêtements de soie et donne l'exemple du luxe. — Marie-Antoinette et la manufacture. — Projets de fêtes pour donner au luxe l'occasion de s'étaler. — La mode des étoffes blanches. — L'anglomanie. — Le traité d'Eden (1786). — Effet désastreux des deuils sur la manufacture. — Ordonnances de 1716 et de 1730 réduisant leur durée. — Mémoires, plaintes, adresses au sujet des deuils par la Communauté, la Chambre de commerce, les maîtres ouvriers, la Société philanthropique.

La concurrence étrangère. — Détails sur le fonctionnement de la manufacture de Turin (1715). — Mémoire des maîtres gardes sur les manufactures étrangères (1750). — La concurrence de la campagne. — Projet d'arrêt de l'intendant de Gournay (27 décembre 1753). — Mémoires en réponse. — Arrêt et lettres patentes du 13 février 1765. — Note : La manufacture du Puy-en-Velay ; établissement et développement. — La disette des soies. — Mémoire sur l'utilité de la culture du mûrier. — Danger, pour la manufacture, du commerce des juifs. — Délibération des maîtres gardes à ce sujet en date du 22 octobre 1760 (1).

(1) Pour les références des documents, voir les sections III, IV et V du chapitre XIII de notre Classement méthodique des archives.

« Les deuils de Cour portés dans la province par la vanité et l'étiquette sont à nos manufactures ce que la grêle est à nos champs : celle-ci détruit une récolte, celle-là toutes les étoffes destinées à une saison. » (1784.)

« Il se vend à Lion fort peu de ces marchandises au détail (taffetas et brocards), parce que ceux qui en veulent cherchant sur tout la mode, afin de ne s'y point tromper se fournissent à Paris. »

D'HERBIGNY.

La prospérité de la manufacture, qui avait pour but de satisfaire surtout au luxe, était à la merci du moindre événement faisant prévoir une diminution de la consommation des étoffes de soie : aussitôt les commandes s'arrêtaient, les métiers s'immobilisaient. Cette sensibilité aux influences, si minimes soient-elles, du dehors est bien caractéristique. N'ayant pas l'élasticité et le ressort nécessaire pour trouver en d'autres genres d'étoffes un nouvel élément de travail, enserrée dans le cadre étroit des règlements techniques qui interdisaient toute innovation aux largeurs, aux mélanges de trame coton ou de faux or, pour ne citer que ces exemples, même pour l'exportation, la manufacture subissait de longs et cruels chômages. Obligée de fabriquer en tout temps de riches et coûteuses soieries, lorsque la prospérité générale diminuait, lorsqu'un deuil éclatait, c'était, pour employer l'expression d'un mémoire de 1784, comme si la grêle avait détruit les nouveautés de la saison. Et devant le développement de la concurrence étrangère, qui avait toute liberté d'innover, de se plier aux exigences de la clientèle, alors que la manufacture de Lyon avait la prétention de former le goût, de le diriger et non de le servir, celle-ci devait se trouver inférieure. Une consolation lui restait : son renom pour les somptueuses soieries, pour la perfection du travail, pour l'art du dessin ; mais au prix de quels sacrifices elle l'acquerrait : se payant souvent de mots, alors que l'étranger, lui ayant volé ses dessins, introduisait en France des articles de qualité inférieure, mais qui se vendaient mieux parce qu'ils étaient meilleur marché. La manufacture voulut rester avant tout une industrie de pur luxe, et elle subit tous les graves inconvénients d'instabilité de ce dernier. C'est ce que fait ressortir le comte d'Albon dans sa *Lettre sur le commerce, les fabrications et les consommations des objets de luxe*, qu'il publia en 1789. « Avec vos

fabriques de luxe, déclare-t-il, vous ne pouvez pas répondre aux ouvriers de deux jours de vie ; aujourd'hui vous les occupez, demain une récolte manque, le goût des consommateurs change, un deuil de Cour de quelque durée interdit l'usage de vos fabrications, une autre manufacture vous enlève la préférence, une guerre s'élève, vos métiers s'arrêtent, vos ouvriers n'ont plus de pain. Dans toutes les circonstances critiques, la première économie que font les citoyens c'est de retrancher les dépenses d'appareil, d'agrément, de faste : que deviennent vos ouvriers ? En temps de cherté, lorsqu'ils auroient besoin qu'on augmentât leur salaire, c'est alors qu'ils n'ont point d'ouvrage. Je me rappelle qu'en 1769 un défaut de circulation d'espèces réduisit dans la ville de Lyon plus de vingt mille hommes à la mendicité. » Pour être « mestre de camp de cavalerie », M. d'Albon n'en était pas moins un observateur sagace.

Nous n'étudierons point les causes de chômage dans l'ordre établi par l'énumération précédente, où certaines, qui ont leur importance, ne sont pas signalées. C'est ainsi que M. d'Albon ne parle point de l'influence des édits somptuaires. Cette législation avait disparu en 1708, mais avait laissé des traces dans l'histoire de la manufacture. Très diverse, avons-nous vu, cette réglementation du luxe des habits finit par être plutôt favorable à l'industrie de la soie ; mais au début, alors qu'elle en était à la période de prohibition irraisonnée et brutale, la simple annonce d'un édit somptuaire suffisait à tarir les commandes et à faire chômer les métiers. Un bien curieux témoignage nous en est rapporté au procès-verbal de l'audience du Consulat du 12 janvier 1627. Ce jour-là, des ouvriers en draps de soie se seraient présentés « au nombre de plus de quatre cents ; ils auroient remontré que non seulement eux comparant, mais encore tous les autres ouvriers en soye et leurs familles et enfants, faisant cy nombre plus de vingt mille personnes, sont sur le point d'estre réduitz à la mendicité à cause de la cessation du commerce de la fabricque des draps de soye, provenant du bruit qui court que le Roy en veult interdire l'usage et que pour ce il y a lettres patentes adressées à la Cour de parlement de Paris....., ce qui les a contraintz de recourir au Consulat pour le supplier de faire représenter à Sa Majesté et Nosseigneurs de son Conseil la misère à laquelle tant de pauvres gens tomberont, lesquelz dez leur jeune âge se sont addonez audit art ». Ayant ouï les plaintes de cette foule, le prévôt des marchands lui adresse une harangue, lui prodiguant les consolations, s'efforçant de persuader aux ouvriers que « en cette occurence ils se doibvent donner patience et s'assurer qu'il ne sera obmis par le Consulat chose dépendant de luy qui puisse ayder à tirer contentement ». Ce fut en vain, « et après plusieurs grandes doléances, plainctes en confusion par lesdits comparants,

sur lesquelles le Consulat a essayé au mieux qu'il luy a esté possible de les consoller et modérer, ils se sont retirés tesmoignant ung grand ressentiment d'apprehension de ladicte interdiction ».

L'influence des édits somptuaires avait pour corollaire l'inconstance de la mode, qui n'avait pas besoin de la volonté royale pour changer. Et la boutade d'Henri Estienne dans ses *Dialogues du langage françoys italianisé* était bien justifiée par les faits. « Il y a longtemps, dit-il, qu'on faict un compte d'un painctre, lequel ayant peint l'Italien habillé à l'italienne, l'Hespagnol à l'hespagnolle, l'Allemand à l'allemande, et ayant faict le mesme quant à ceux des aultres nations, venant aux Françoys fist autrement : car prévoyant le changement de façon d'habits que le Françoys pourroit faire le lendemain, suivant sa coustume, luy fist cet honneur de le peindre aussi nud qu'il estoit sorti du ventre de sa mère, lui mettant toutes fois une pièce de drap et des ciseaux entre les bras. »

Jusqu'au XVIII^e siècle les étoffes de soie furent en faveur, et s'il y eut des différences dans leur plus ou moins grand emploi, cela tint surtout aux diverses formes de costumes dont l'ampleur était fort variable et à l'emploi des garnitures. Mais la mode ne pouvait se fixer que sur les soieries. Il n'en fut plus de même au début et dans tout le cours du XVIII^e siècle ; désormais les étoffes de l'Inde, puis les cotonnades peintes ou non, enfin les étoffes anglaises, vont faire une fâcheuse concurrence, la mode aidant, aux produits de la manufacture. Successivement la faveur se porte sur ces nouveautés, et entre temps l'engouement des belles dames répand l'usage des vêtements simples ; contre ce double danger de chômage, la concurrence de nouvelles étoffes, l'abandon du luxe, les ouvriers de Lyon engagent une lutte dont le prix est leur précaire subsistance.

La Compagnie des Indes-Orientales avait obtenu le privilège d'introduire dans le royaume, entre autres produits, les soieries de l'Inde. Elle avait ainsi un monopole contre lequel la Communauté dirigea tous ses efforts. Celle-ci, avec sa réglementation technique trop rigide, ne pouvait songer à fournir à meilleur marché des étoffes similaires, et à se défendre en mettant en mouvement le libre jeu du mécanisme commercial ; elle ne pouvait que se tourner vers la toute-puissance royale et lui demander la suppression du monopole de la Compagnie des Indes. C'est ce qu'elle fit avec une rare persévérance. Dès le 6 février 1697 elle envoie à Paris le sieur Puyлата pour obtenir de Sa Majesté la défense d'introduire et d'user dans le royaume des étoffes de soie et d'écorces d'arbres venant des Indes, la plupart des ouvriers de la manufacture de Lyon étant dans une profonde misère par suite du manque de travail.

Le résultat probable, bien qu'assez lointain, de cette démarche fut l'arrêt du Conseil du 12 juillet 1700, qui donne à la Communauté

un semblant de satisfaction en fixant la quantité d'étoffes de soie que la Compagnie des Indes pourra désormais introduire dans le royaume; son importation sur cet article est limitée à 150,000 livres par an. C'était ouvrir la voie à la fraude. En outre, comme cet arrêt ne donnait pas pleine satisfaction à la Communauté, un nouvel arrêt du 24 décembre 1701 supprime les droits à la sortie des étoffes d'or, d'argent et de soie expédiées hors de France. C'était là un premier avantage faisant espérer une victoire définitive.

La Chambre de commerce de Lyon venait d'être organisée et la Communauté lui demanda son appui; un de ses premiers actes fut de protester contre le privilège de la Compagnie des Indes. Ce dernier expirait à la fin de l'année 1702, mais un délai avait été accordé pour permettre à la Compagnie d'écouler les étoffes « de soye pure ou de soye meslée d'or et d'argent » qui se trouvaient dans ses magasins ou qui étaient en cours de route. Dans sa délibération du 26 août 1702, la Chambre de commerce s'élève contre ce délai, faisant ressortir que, depuis qu'elle existe, la Compagnie des Indes a enlevé tous les ans plus de 8 millions aux manufactures du royaume, et ajoutant : « C'est ce qui a presque entièrement détruit à Lion la manufacture de soyerie, de manière qu'il n'y reste pas trois mille ouvriers des douze mille qu'on y a vu travailler autrefois, dont la plupart avoient des familles nombreuses; les unes se sont retirées en Hollande, en Angleterre et dans les Etats voisins, les autres sont mortes accablées de misère, et celles qui restent ne subsistent présentement que par le secours de la charité que nos citoyens leur donnent. » Et la Chambre de commerce, formulant ses désirs, demande au Roi qu'à partir du dernier juin 1704 il soit interdit de porter et d'employer dans le royaume des étoffes des Indes; que, pour éviter toute fraude, il soit dressé un état des pièces de soieries que la Compagnie a dans ses magasins, lesquelles seront réunies dans un seul entrepôt et marquées aux deux bouts; nul désormais ne pourra en acheter ailleurs que dans cet entrepôt général jusqu'à épuisement du stock de la Compagnie. Ce projet, très ingénieux, reçut une sanction générale dans l'arrêt du 18 novembre 1702, qui « deffend le port et usage des toilles peintes et écorces d'arbres ». Désormais la lutte va s'engager non seulement contre les étoffes de soie des Indes, mais contre les toiles de coton peintes ou blanches et les mousselines de la Chine et du Levant. Tous ces genres d'étoffes, soieries et cotonnades, seront englobés dans les mêmes prohibitions, et l'on va même plus loin, une ordonnance consulaire du 17 juillet 1733, rendue en suite d'une requête de la Communauté, défendant de peindre sur chaîne les étoffes à l'imitation de celles de l'Inde et du Levant, « leur introduction en fraude pouvant en être facilitée ».

Ainsi l'idée d'opposer à l'importation une barrière, en la rendant

inutile par la concurrence avisée des producteurs du royaume fabriquant des articles similaires et bénéficiant de la mode qui en imposait l'usage, était bien venue à certains, mais ils se heurtèrent contre l'esprit étroit de la Communauté qui, créée et soutenue par des privilèges royaux, ne croyait pas qu'il fût possible de rien changer à l'état de l'industrie autrement que par des arrêts et des ordonnances. Et la crainte de la fraude qui lui fait paralyser l'initiative féconde de quelques fabricants l'a déjà poussée à établir une stricte surveillance contre les indiennes et à commettre d'inutiles actes de destruction. Rien qu'en mars 1714, nous relevons aux dépenses de la Communauté : « Aux dénonciateurs d'un entrepôt d'indiennes en Vaize, 45 livres; pour frais allant audit endroit avec des archers, 78 livres; pour avoir fait brûler les indiennes, 107 l. 10 s.; à Tixeran, préposé pour l'exécution des arrêts des indiennes, 500 livres; pour frais pour les indiennes, 140 livres. » En mai de la même année, il est marqué 135 livres pour avoir fait brûler des indiennes.

C'était un mode de protection des ouvriers qui revenait assez cher et c'est de leurs deniers qu'étaient payés les frais de ces autodafés, dont le but principal était de leur assurer du travail et du pain. Allant encore plus loin, la Communauté, le 11 février 1726, présente à l'Intendant une requête contre les étoffes des Indes, demandant qu'il fût permis de les saisir partout où on les trouverait, même chez les particuliers, même sur eux s'ils sont rencontrés dans la rue avec des vêtements confectionnés en étoffes prohibées. En 1729 elle prie le Roi « de créer un inspecteur qui rouleroit continuellement la France et qui eût le pouvoir de châtier les contraventionnaires ». Et la lutte continue pendant presque tout l'ancien régime contre les indiennes, les toiles peintes, qu'elles viennent des Indes ou soient fabriquées en France, les englobant toutes dans la même intolérance, s'efforçant d'étouffer une industrie naissante qui contribuera plus tard à la prospérité commerciale du pays.

Le Roi pouvait beaucoup pour seconder les efforts de la Communauté contre la concurrence; vers lui s'élèvent ses plaintes, et, généralement, il répond par des arrêts et des édits. La prospérité de la manufacture dépendant du luxe de la Cour, il suffisait aussi que le Roi donne l'exemple pour que gentilshommes et courtisans le suivent; aussi, lorsque sur la fin de son règne Louis XV, las et attristé, se montra indifférent au faste, lorsque avec Louis XVI la simplicité régna à la Cour, la Communauté, cherchant un remède à la misère de ses ouvriers causée par le défaut de consommation des soieries, se tourna vers le Roi et le supplia de donner un nouvel essor au luxe des vêtements. Le 2 septembre 1770 elle adresse une requête au Roi pour qu'au mariage de Mgr le Comte de Provence

il ne soit porté que des étoffes de la fabrique de Lyon et sans broderies. Une réponse favorable fut faite, qui activa la production et fit affluer les commandes; malheureusement toute cette activité passagère n'aboutit qu'à une crise grave, dont la cause principale fut que « l'immensité des marchandises fabriquées à cette occasion demeurèrent invendues grâce à la petite quantité de seigneurs étrangers et nationaux qui se trouvèrent à la feste ». Cet échec, qui tint à une cause toute fortuite, n'empêcha pas M. Vial, syndic du Bureau, de présenter au Roi le 29 décembre 1774 des *Considérations sur le luxe national des étoffes de Lyon*. Ce travail ne nous est malheureusement pas parvenu, mais le secrétaire de la Communauté dans le *Répertoire* le signale tout particulièrement en raison du résultat immédiat qu'il eut. Il nous apprend sous ce titre : « Exemple qui justifie du discernement et de la bonté du Roi » : « Ce mémoire, très bien frappé, a eu tout l'effet qu'on en pouvoit attendre et le Roy a été si persuadé des faits qu'il présente qu'il a abandonné sur le coup le projet qu'il avoit formé de passer son hyver avec un habit de ratine et un de velours uni, et sur l'instant il en envoya prendre six dans les étoffes les plus riches. Sans un succès aussi heureux, il est certain que la fabrique de Lyon auroit encore essuyé une cessation considérable au sortir du deuil. » La Reine fut aussi maintes fois sollicitée et à diverses reprises accorda ses faveurs aux produits de la manufacture. Un mémoire nous apprend que, peu avant la naissance du Dauphin, elle exprima le désir qu'à l'occasion des fêtes projetées pour cet heureux événement on fit surtout usage des riches soieries lyonnaises. Et M^{me} Campan nous rapporte ce fait : « Les passementiers de Lyon gémirent à ses pieds; l'étalage des richesses de fabrication lyonnaise fut de rigueur dans les toilettes, aux réceptions; toutes les modes s'en suivirent. » Malheureusement la coquetterie de la Reine rendait les modes bien éphémères.

La réussite de ces démarches ne pouvait qu'encourager la manufacture à recourir, en cas de besoin, à la bonté royale, et en 1789 les marchands fabricants exposent en un mémoire tout un plan de projets que le Roi et sa famille pourraient réaliser pour faire revivre l'usage des étoffes riches. « Si la famille royale vouloit se vêtir de ces étoffes et ramener l'étiquette de la Cour relativement aux habits au point où elle étoit quand pour le bonheur de la France Louis XVI fut appelé au trône, qui doute que l'usage en devint bientôt général ? » Puis, précisant, le mémoire ajoute : « Mais comme il faudroit faire naître les occasions de porter ces riches habits, réservés, ce semble, aux jours de gala, il seroit aisé d'établir à la Cour une fête par chaque saison où les seigneurs françois, réunis sous les yeux de Leurs Majestés, disputeroient entre eux de magnificence et de goût. Et pourquoi Leurs Majestés n'honoreroient-elles pas de leur présence

un jour par mois l'un des spectacles de la Nation ? Toute la Cour, les étrangers de marque s'y rassembleroient auprès d'elles. » L'idée de fêtes périodiques qui ranimeraient le luxe et le goût de l'apparat est indiqué bien souvent dans les écrits de l'époque, et M. de Montluel l'expose en quelques pages qui ont pour but « de diriger le goût et les volontés d'une nation délicate, enjouée, généreuse ; on ne peut, déclare-t-il, lui présenter que des routes semées de fleurs où le plaisir et la gaieté l'appellent ». Nous ne le suivrons point dans les chemins aimables qu'il trace en style imagé. Mais c'est certainement un de ses lecteurs qui, reprenant l'idée pour son compte, fait insérer dans le *Courrier de Lyon* du 29 mai 1790 cet avis : « On propose aux citoyens zélés pour le salut de nos manufactures de se rendre au camp le jour de la Fédération, en habits de soie, avec l'épée et la ceinture aux trois couleurs de la nation. Ils pourroient être à la suite de la municipalité et lui servir de cortège. Les citoyens d'un âge avancé comme les adolescents sont invités à cette réunion. » Nous ne savons s'ils furent nombreux à se parer de l'habit de soie : mais cette note est le dernier effort en faveur du développement de l'usage des étoffes de nos manufactures.

Travailler à implanter le goût des étoffes riches ne suffisait pas : il fallait en outre s'opposer à l'envahissement des modes contraires, et la lutte engagée par la manufacture contre les étoffes blanches et anglaises est un épisode aussi curieux que la lutte contre les indiennes. C'est en 1782 que Marie-Antoinette, qui se plaisait à passer du luxe le plus ruineux à une simplicité non moins coûteuse, lança la mode des étoffes blanches : aussitôt la Cour et la ville de suivre son exemple. Cette mode avait été apportée à Bordeaux par des créoles et elle s'était rapidement répandue en France ; il était même déjà du meilleur ton d'envoyer blanchir à Saint-Domingue ces étoffes appelées « à la bordelaise ». Contre elles les plaintes furent unanimes à Lyon et l'abbé Jacquet en recueille l'écho, fulminant lui aussi contre ces percales et calicots qui supplantent les soieries et qui, « simples en apparence, sont plus dispendieuses parce qu'il faut les renouveler tous les jours ». Les réclamations qui s'étaient autrefois élevées vers le Roi s'adressent alors à l'Assemblée nationale, et le 13 septembre 1789 une dame dépose à sa barre une motion invitant les Françaises à renoncer aux vêtements blancs et à reprendre les habits de couleur en faveur des ouvriers de nos manufactures. Le *Courrier de Lyon* signalant cette motion la commente ainsi : « Il est à désirer que l'intention de cette dame patriote se réalise. Depuis longtemps on sent la nécessité de cette révolution dans la parure, depuis longtemps le beau sexe même crie contre la tyrannie de cette mode dont il est le tributaire et l'esclave ; mais aucune femme n'ose se révolter contre ce despote capricieux et le

forcer à aller exercer son empire dans nos manufactures nationales. Cette ville a pourtant le plus grand intérêt à voir réussir le vœu de la citoyenne de Paris : sa prospérité dépend de l'activité de ses manufactures de soie. Qu'il seroit donc beau de voir ces dames bannir les batistes, les linons, et n'admettre dans leur parure que les habillements de soie ! » Et quelque temps après, dans son numéro du 4 décembre, le *Courrier de Lyon* reprend la question, et pour la mieux faire pénétrer dans l'esprit de ses lecteurs cite ce fait curieux : « Les ouvriers en soie de Spitalfieds, en Angleterre, ont rédigé une action de grâce assez bizarre qu'ils ont prié leurs pasteurs d'insérer dans les prières du dimanche ; elle est conçue ainsi : “ Nous vous remercions, ô Ciel, et vous, belles dames de ce royaume, de nous avoir rendu à nous et à nos enfants les bénédictions de cette vie dont nous avons été si longtemps privés. ” Le fait est que la mode de porter des étoffes de soie reprend et que plus de cinquante mille ouvriers qui mouroient de faim depuis dix ans sont employés et vont avoir du pain. — O mes chers compatriotes, imitez les Anglais. Vos manufactures de soie, qui ont rendu votre ville si florissante, périssent à vue d'œil et vous restez dans une stupide indifférence. Trouvez le moyen d'occuper vos ouvriers ou renoncez à votre ancienne prospérité. Vous leur fournissez du pain, cette charité est louable ; mais il seroit bien plus essentiel de leur procurer du travail, avec lequel ils sauront obtenir leur nourriture et empêcher la ruine de votre commerce. »

Ainsi tout était mis en œuvre pour détourner la mode des étoffes blanches au profit des soieries. Mais vint en outre la fureur de l'anglomanie. Le traité d'Eden de 1786 en fut le point de départ et contre lui la Communauté s'éleva, non point tant, semble-t-il, en raison du tort qu'il lui causait que pour la manière dont il fut signé. En effet, de 1786 à 1788 la statistique des métiers accuse une augmentation de près de deux mille, et il faut croire que si les soieries françaises étaient prohibées par le traité, elles se glissaient aisément en contrebande au milieu des articles qui étaient admis. L'hostilité contre le traité vint surtout de ce fait bien caractéristique que mentionne le Cahier du Tiers-État de Lyon : « Lorsqu'il fut question de ce traité de commerce, le ministère anglois en donna avis aux maires de toutes les villes manufacturières du royaume, avec ordre d'en faire part aux négociants et de leur demander des mémoires relatifs aux objets de leur fabrique. En France nous ne fûmes instruits du projet de ce traité que par les papiers publics anglois. Nous nous hâtâmes de faire parvenir au ministère des mémoires où nous demandâmes que quelque faveur fût accordée à l'exportation des productions des manufactures de cette ville. Que nous fut-il répondu ? Qu'il étoit trop tard et que le traité étoit signé ! »

Il faut reconnaître que ces plaintes étaient justifiées, d'autant plus qu'outre l'effet négatif du traité pour la manufacture, il ouvrit le royaume aux étoffes anglaises que la mode consacra, ainsi que le déclarent les marchands fabricants dans un mémoire de 1789 : « Le goût fantasque, impatriotique et désordonné pour les étoffes anglaises se répandit avec une effrayante rapidité. »

Contre les caprices de la mode, suppliques au Roi, projets de fêtes, appels à l'opinion, tout fut mis en œuvre. Mais une autre cause de chômage venait encore s'ajouter à celles que nous venons d'étudier, qui par sa fréquence constituait un véritable fléau pour la manufacture : c'était l'usage des deuils royaux et princiers. Montaigne en constatait déjà l'influence néfaste sur la consommation des étoffes de soie. « A peine, nous dit-il, feusmes nous un an pour le deuil du roy Henry second à porter du drap à la court; il est certain que des ja, à l'opinion d'un chascun, les soyes estoient venues à telle vilité, que si vous en voyez quelques uns vestus vous en faisiez incontinent quelque homme de ville. Elles estoient demeurées en partage aux médecins et aux chirurgiens. »

Par leur généralité et leur durée, les deuils royaux faisaient sévir à Lyon de cruelles crises; pendant un an, plus de fêtes, plus de riches habits, et la misère pour les ouvriers sans travail. Aussi sans cesse de Lyon s'élevaient des plaintes heureusement entendues. Une ordonnance royale du 23 juin 1716 réduit les deuils de moitié, c'est-à-dire d'un an à six mois, et sur de nouvelles représentations de la Communauté, auxquelles la Chambre de commerce s'était associée (délibération du 1^{er} juillet 1730), le 5 octobre 1730 semblable diminution est accordée : la durée des deuils ne sera plus que de trois mois.

Les motifs de cette dernière ordonnance exposent clairement le mal, aggravé encore par l'exagération que la bourgeoisie apporte à imiter les usages de la Cour; ils déclarent « que les fréquens deuils qui se succèdent les uns aux autres durent quelque fois pendant une saison, que d'ailleurs l'usage de porter ces deuils, sur tout ceux de la Cour, a passé jusqu'aux personnes de la plus basse extraction, en sorte que les manufactures en souffrent considérablement ainsy que les marchands, qui sont obligés de garder plusieurs années de suite les étoffes dont ils se trouvent chargés lorsque les deuils surviennent inopinément, ce qui les empêche de satisfaire à leurs engagements, faute de débit et de commandes de nouvelles étoffes aux fabricans, qui de leur côté sont obligés de renvoyer la plus grande partie de leurs ouvriers qui passent dans les pays étrangers... » C'est pour toutes ces raisons que « Sa Majesté ordonne que les deuils qu'elle a coutume de porter à la mort des têtes couronnées, des princes et princesses de l'Europe, ainsy que ceux qui

se portent dans les familles des sujets de Sa Majesté, seront réduits à l'avenir à la moitié du temps prescrit par l'ordonnance du 23 juin 1716 ». Malgré cette limitation, les deuils restèrent la constante préoccupation de la manufacture et quantité de documents en portent la trace.

Le 28 février 1733 la délibération de la Chambre de commerce nous apprend : « La crainte où l'on avoit été de la cessation de nos fabriques d'étoffes de soye par raport au deuil que pouvoit occasionner la mort de Madame de France troisième et du Roy de Pologne vient d'être dissipée par la décision de Mgr le Cardinal ministre et les intentions du Roy sur le peu de durée de ce deuil. » Cette crainte avoit été d'autant plus vive que peu de temps auparavant « les manufactures avoient déjà beaucoup souffert du deuil du Roy de Sardaigne ». Notons en passant que la Chambre de commerce n'avoit pas toujours été favorable à la restriction du temps des deuils ; le 9 mai 1705 elle déclare, en réponse à une demande des marchands fabricants la priant de s'associer à eux pour obtenir la réduction à trois mois du deuil de Mgr le Duc de Bretagne : « Il n'a pas été jugé à propos de rien ajouter aux premières démarches, parce qu'il faut toujours considérer le bien général qui demande de tems en tems quelques variations dans le commerce ; ces changements font travailler ceux qui n'estoient pas occupés et il faut que chacun trouve un bon jour dans l'année, d'autant plus que pour l'ordinaire ces sortes de changements d'habits qu'il faut faire causent une double consommation. » Ces raisons ne tinrent point devant l'importance du préjudice causé par les deuils à la plus importante manufacture de Lyon et rapidement la Chambre de commerce en vint à appuyer sans réserves toutes les requêtes des marchands fabricants ; ainsi fait-elle le 1^{er} juillet 1730 et le 28 février 1733.

De nombreux mémoires sont aussi fournis contre les deuils ; l'un d'entre eux, adressé au Roi en octobre 1767 par M. Prost, au nom des syndics, mérite de nous retenir, non point tant par ses vues économiques que par les appréciations de sentiment et de pur bon sens qui devoient être un reflet des idées répandues parmi les maîtres ouvriers : « En réduisant en étiquette le témoignage extérieur de l'affection publique, les princes se privent de la satisfaction la plus pure, celle de jouir de l'expression libre de la reconnaissance de leurs peuples ; une seule des larmes qu'on a vu répandre de toutes parts lors de la maladie d'un roy bien aimé dit plus que tous les deuils observés par devoir ou par vanité. » Et s'élevant à des idées plus générales, l'auteur ajoute : « On voit bien pourquoi la nation porte le deuil pour son prince : ce sont des enfants qui pleurent leur père ; mais on ne voit pas si bien à quel titre les souverains portent

le deuil les uns pour les autres, car certainement ils ne forment pas une même famille, et cet usage moderne s'est établi comme tant d'autres. On voit moins pourquoy une nation entierre se voit obligée de témoigner sa douleur sur la perte d'un prince qui vivoit à 400 lieues, qui n'a rien fait pour elle, qu'elle n'a jamais connu; on voit encore moins pourquoy l'usage n'assujettit point le Pape à porter le deuil à la mort des princes catholiques, les souverains à la mort de ce souverain, les peuples catholiques à la mort de ce chef de leur communion qu'ils appellent leur Père. Cette contradiction confirme ce qu'on a dit, que les deuils ne sont qu'une affaire de convention et une vaine cérémonie. » Un autre mémoire, parlant de la cessation de travail occasionnée à Lyon par la simple nouvelle de la maladie du Roi d'Angleterre, s'écrie : « Par quelle fatalité faut-il que la mort d'un prince étranger soit pour nous une véritable calamité, lorsque sa vie ne nous a procuré aucun bien ! »

Si les marchands fabricants avaient le loisir de raisonner sur l'inutilité de l'étiquette et d'en mettre l'absurdité en relief, les ouvriers ne pouvaient que crier misère et clamer leur détresse. Ils le firent en maintes occasions et surtout à la mort du Dauphin, où ils envoyèrent au Roi cette énergique supplique :

AU ROI.

*Six mois de deuil pour le Dauphin !
Dix ans si l'habit noir peut lui rendre la vie.
Mais, aux pieds d'Atropos, comme on gémit en vain,
Parce qu'il est mort de maladie
Faut-il que nous mourions de faim ?
Sire, du travail ou du pain !*

En sa concision, cette courte prière, à laquelle la forme poétique n'ajoute qu'un peu de mythologie prétentieuse, ressemble fort à une menace. Et ce cri " du travail ou du pain " nous le retrouverons dans la bouche des révoltés de 1831 et de 1834, descendants des plaignants de 1711 ; les souffrances sont éternellement les mêmes et le remède si simple, du travail, du pain, est encore à trouver.

Jusqu'à la fin de la période que nous parcourons se multiplient les réclamations contre les deuils, elles ont toutes leur intérêt, car elles nous montrent quelle importance eut en tout temps cette cause de chômage. Le 30 janvier 1790 la Société philanthropique de Lyon envoie l'adresse suivante au président de l'Assemblée nationale :

« Les deuils de Cour occasionnent fréquemment des suspensions

calamiteuses. Dès que la destinée termine ou menace les jours d'un prince en Europe, le travail est arrêté. Les commissions deviennent rares, les expéditions sont suspendues, le marchand, effrayé, calcule les pertes des assortiments qui vont rester dans ses magasins, la mode ou la saison ne leur laissant plus de cours après l'instant pour lequel ils étoient faits ; les métiers sont mis à bas, les ouvriers sont renvoyés, des milliers d'hommes sont sans pain et le sentiment de ces maux prolongés par-delà leur cause se renouvelle encore par la crainte de son retour.

« La mémoire des grands de la terre peut-elle être honorée des souffrances du peuple ? Seroit-ce par les soupirs de l'indigence et les cris du besoin qu'on devroit rappeler leur existence ou manifester les regrets qu'ils ont pu mériter ? Non, l'intention n'a pas été de leur rendre cet insultant hommage.

« Veuillez, Messieurs, représenter au Roi les inconvénients de l'usage établi. Sa Majesté, toujours empressée d'adoucir et d'améliorer l'état de son peuple, agréera nos réclamations.

« Elles ont pour objet :

« Que les deuils des princes étrangers soient réduits à une très courte durée ;

« Que ceux même de la famille royale de France soient fixés à une durée beaucoup moindre que celle aujourd'hui prescrite ;

« Que les deuils quelconques soient suspendus les dimanches et les jours de fête pour être repris le lendemain s'il y a lieu. »

Les deuils clôturent cette série de causes de chômage à l'apparence plutôt futile et qui n'en avaient pas moins de graves conséquences pour la manufacture : édits somptuaires, engouement de la mode pour les indiennes et les étoffes blanches, anglomanie, décadence du luxe. Contre ces agents d'amoindrissement de la consommation des soieries, la Communauté ne sut jamais que recourir à la toute-puissance royale et faire appel à l'opinion publique alors qu'elle s'éveillait à la fin du XVIII^e siècle : la manufacture avait été habituée à se considérer comme perpétuellement en tutelle. Et c'est ce qui condamne à jamais l'ancienne organisation du travail, toute fondée sur l'intervention des pouvoirs publics et par suite incapable d'initiative, de réaction contre les influences si diverses de l'extérieur. La fabrique lyonnaise ne sut pas utiliser les armes formidables qu'elle avait dans la multitude de ses ouvriers et la perfection de leur travail, ne sut pas tirer parti de ses propres forces qui, indépendantes, lui auraient assuré la victoire, mais qui étaient annihilées par la réglementation. Tout effort libre et fécond étoit paralysé d'avance, et on en vint à ne plus même essayer de le tenter, tellement il étoit plus aisé d'obtenir un résultat équivalent en adressant un mémoire ou une supplique au Roi.



La même tactique fut suivie lorsqu'il s'agit de lutter contre de nouvelles et plus redoutables causes de chômage, qui ne sévissaient point momentanément en amenant de passagères crises, mais qui, peu à peu, fermaient les débouchés de la manufacture, tarissaient les commandes en les détournant; nous voulons parler de la concurrence étrangère et des efforts faits en France pour supplanter la manufacture. Toutes ces causes agissaient lentement, génératrices de faiblesse et d'anémie.

La révocation de l'édit de Nantes avec l'exode des maîtres ouvriers protestants permit à l'étranger d'établir des manufactures, et la Chambre de commerce en 1701 le constate dans une de ses délibérations; ces dernières seraient la meilleure source de documents sur la concurrence étrangère, qui mériterait de longs développements en ce qui concerne son influence sur la prospérité de la fabrique. Cela n'est point dans notre sujet, et très rapidement nous signalons un mémoire, fourni le 17 août 1715 par la Chambre de commerce et dans lequel se trouvent de curieux détails sur une organisation ouvrière qui semble plutôt moderne. Il nous apprend que Sa Majesté sicilienne a fait « un établissement considérable à Turin depuis environ quinze années; elle a destiné une isle entière pour le travail de cette manufacture. Elle l'a donnée gratuitement au directeur; c'est un espace qui peut contenir deux mille métiers montés, dont il y en a quatorze ou quinze cents qui travaillent actuellement en damas, ras de Saint-Maur, taffetas, brocatelles et étoffes d'or et d'argent; elle a fait un fonds de 300,000 livres et ledit Espitatio, marchand piedmontois établi à Lyon, y tient une maison de correspondance pour cette fabrique. Afin que les ouvriers ne soient point dissipés, on a établi dans cet enclos une boucherie, une boulangerie et un cabaret, qui leur fournissent tous les vivres nécessaires sur des marques de plomb que les entrepreneurs leur donnent, et par cette police on a attiré quantité d'ouvriers tant françois que piedmontois qui élèvent aujourd'hui des apprentifs ».

Devant le développement des manufactures étrangères, le mémoire demande l'interdiction absolue de l'entrée des soieries étrangères dans le royaume, ou, si elles sont admises, qu'elles soient frappées d'un droit de 12 livres par livre. N'a-t-on pas calculé, d'après les registres de la douane de Lyon, qu'en 1714 il est entré en France pour 4,546,083 livres d'étoffes de soie venant d'Italie et d'Avignon? Et la fraude augmente considérablement ce chiffre. La concurrence étrangère ne fit que gagner du terrain: c'est ce qu'en

1750 constatent les maîtres gardes, passant en revue la situation de divers pays relativement à la fabrication ou à l'importation des soieries. C'est d'abord l'Angleterre qui vient de prohiber l'entrée des étoffes riches venant de France, s'étant aperçue que le droit énorme de 70 % dont elle les frappait était insuffisant « à l'égard des dames qui ne sont pas moins portées que les Françaises à préférer tout ce qui vient de loin ». En Hollande les manufactures se sont perfectionnées et le Stathouder, tout en donnant l'exemple, a invité ses sujets à ne porter que des étoffes fabriquées dans le pays. En Saxe un édit vient de limiter le port des dorures et de la soie. Si ces mesures sont surtout défensives au regard de la fabrique de Lyon, il est des pays qui prennent une dangereuse offensive. L'Italie d'abord, qui produit à bien meilleur marché grâce à ses soies indigènes. La Prusse qui habilement a attiré les religionnaires fugitifs et accorde à tous la plus grande liberté de conscience; n'élève-t-on pas à Berlin une église catholique? En même temps les étoffes étrangères sont imposées fortement, les droits allant jusqu'à 30 % de la valeur pour les velours. Enfin l'Espagne, dont l'industrie a pris un essor considérable, a vu le nombre de ses métiers s'augmenter de plus de huit mille en vingt ans et ses étoffes reviennent à Lyon même 25 % meilleur marché que celles qui s'y fabriquent et à qualité égale.

Lyon se soutient encore par le goût inimitable de ses étoffes riches, mais les débouchés à l'étranger vont se fermant et la consommation intérieure ne lui est plus même assurée. Les étoffes étrangères introduites de tous côtés reçoivent la préférence : ne voit-on pas que « tous les hommes d'un état un peu au-dessus de celui du menu peuple sont habillés pendant l'hiver de velours étrangers? La quantité qui en passe à la douane de Lyon est immense, sans compter ce qui entre par contrebande en Provence et en Languedoc. A l'égard des femmes, tout le monde connoît l'empressement qu'elles ont pour les étoffes de Hollande, celles du Levant, les perses, les satins et damas des Indes, les pékins, foulards et autres semblables. Les ameublements dans Paris sont communément en tapisseries des Flandres ou en damas et velours de Gênes, et dans les maisons de campagne, en toiles peintes et indiennes. Tous ces objets réunis réduisent si fort la consommation que fait le royaume des étoffes de son cru, qu'il a été vérifié à Lyon il y a quelques années que sur environ 40 millions d'étoffes qui s'y faisoient par an, Paris et tout le royaume n'en consommoit que 6 ou 7 millions ».

Si la concurrence étrangère se traduisait ainsi par une si appréciable diminution de consommation, qu'allait-il advenir lorsque la manufacture verrait sa production amoindrie par des manufactures rivales dans le royaume? En effet, va apparaître de Gournay avec ses inventions de liberté, qui cherche à répandre dans la campagne la

fabrication de l'uni et à établir au Puy-en-Velay une manufacture rivale.

Dès le milieu du XVIII^e siècle les mémoires signalent comme une cause de dépérissement de la fabrique la concurrence de la campagne, bien à tort nous a-t-il paru, car très peu de métiers s'y établirent. La Communauté s'élevait contre un danger possible, mais elle se plaignait un bon siècle trop tôt. Nous verrons en un autre chapitre les divers épisodes de la lutte engagée entre de Gournay et la Communauté. Ce fut lui qui, parmi les mémoires qu'énumère le *Répertoire* et tendant à briser les entraves de l'industrie, en fournit un, intitulé irrévérencieusement : *Projet d'arrêt du même cru*, et ainsi résumé : « 27 décembre 1753. Projet d'arrêt imaginé par M. de Gournay qui tend à donner la liberté à tous sujets du Roy de fabriquer des étoffes unies dans les bourgs et villages de la généralité de Lyon. »

L'auteur, après avoir exposé les inconvénients de l'agglomération dans les grandes villes qui, en renchérissant les loyers et le prix des choses nécessaires à la vie, augmente la main-d'œuvre, tire cette conséquence que les fabricants lyonnais ne peuvent soutenir la concurrence de l'étranger parce que celui-ci, plus avisé, « laissant chez lui aux manufactures de soie la liberté de s'établir et de se répandre en plusieurs lieux, même à la campagne, a eu par là l'avantage de les voir se multiplier sans éprouver de renchérissement dans la main-d'œuvre, inconvénient inséparable des fabriques renfermées dans un seul et même lieu ». Et de Gournay ajoute, donnant à son projet la forme d'un arrêt :

« Sur quoi Sa Majesté, considérant que la fabrication des étoffes de soie unies n'ayant pas besoin d'être soutenue pour acquérir la perfection dont elles sont susceptibles par le dessein, la distribution des nuances et par les autres secours que l'on ne trouve que dans les grandes villes et qui sont nécessaires aux étoffes d'or, d'argent et autres étoffes façonnées, et voulant rétablir une branche de commerce aussi importante que la fabrication des étoffes unies en lui donnant les moyens de s'étendre et de gagner les lieux où la main-d'œuvre est la moins chère, afin de s'opposer par leur bon marché à l'introduction de celles qui sont versées du pays étranger, Sa Majesté, désirant d'ailleurs engager les peuples des petites villes et des campagnes à rester dans les lieux de leur domicile et y subsister avec plus d'aisance et de facilité, en leur procurant les moyens d'exercer sur leur héritage la même industrie à laquelle ils n'ont pu se livrer jusqu'à présent sans les abandonner pour aller forcément dans les seules villes où la fabrication des étoffes de soie est permise, le Roy... ordonne que toute personne peut fabriquer ou faire fabriquer des taffetas, gros de Tours et autres étoffes unies dans toutes

les villes, bourgs et villages des généralités de Lyon et de Tours, à la charge de se conformer aux règlements présents. »

A ce projet, la Chambre de commerce et la Communauté répondirent par un mémoire. La première déclara qu'elle ne saurait l'adopter, car il était impossible que le marchand fabricant fit les doubles frais d'une installation à la ville et à la campagne; d'autre part elle affirme, sans raisons à l'appui, que le paysan lyonnais ne saurait être, comme le paysan hollandais, à la fois cultivateur et tisseur. Enfin, l'établissement de métiers à la campagne faciliterait l'entrée des étoffes étrangères et l'exportation des soies teintes.

La Communauté fournit aussi ses arguments contre le projet; son mémoire ne nous est pas parvenu, mais nous avons la copie d'une lettre adressée par le Bureau à M. de Sozzi, avocat de la Communauté, chargé de le rédiger et lui fournissant les moyens suivants. Un essai d'extension de la manufacture à la campagne a déjà été tenté sans succès par le règlement de 1667, qui permet la fabrication dans tous le Lyonnais, et par le règlement de 1737, qui l'étend au Forez et au Beaujolais; c'est, déclare le Bureau, devant le peu de succès de ces tentatives que le règlement de 1744 a réduit la fabrication à Lyon et à ses faubourgs. Enfin, à l'argument en faveur de la campagne tiré du bon marché auquel on obtiendrait les étoffes, il n'y a qu'à opposer que « les veilles de l'ouvrier lyonnais le mettent à même de lutter contre cet avantage ». C'était prendre peu de souci de son repos et de sa santé. — Malgré les résistances, le 13 février 1765 un arrêt du Conseil d'Etat mettait en vigueur le projet de de Gournay.

Il nous a paru que peu de personnes profitèrent de la liberté ainsi accordée, car dans les environs de Lyon nous n'avons pu relever que les mentions d'ateliers suivants : en 1788 il y en avait vingt-cinq à la Croix-Rousse et huit à Saint-Clair. (Voir ch. III, p. 57.)

La Communauté, effrayée des idées d'affranchissement et de liberté de M. de Gournay, lui attribua volontiers toutes les innovations qui semblaient dirigées contre elle et qui pouvaient porter atteinte à son monopole. C'est ainsi qu'elle l'accusa d'avoir suscité l'établissement de la manufacture de soieries du Puy-en-Velay. Le 28 mars 1755 le sieur Genève, député à Paris « au sujet des changements dans la Communauté et des nouveautés proposées par M. de Gournay », écrit au Bureau que ce dernier prépare encore une attaque contre la fabrique « par un projet d'établissement d'une manufacture d'étoffes au Puy-en-Velay, dont vous entendrès parler le mois prochain; il seroit à propos d'en avertir un peu les ouvriers et que l'on criât un peu fort ». Ce dernier conseil fut suivi et tous les mémoires qui parlent de la décadence de la manufacture de Lyon

en accusent pour partie celle du Puy-en-Velay (1); une délibération de la Communauté d'août 1758 est prise contre elle en suite de l'envoi d'une personne au Puy qui, sur les lieux, avait pris des informations, fait des achats dont elle avait rapporté les factures. Il ne nous a pas paru qu'en fait cette concurrence ait été bien sérieuse. Mais un précédent était créé qu'invoqueront tous ceux qui voudront installer aux environs de Lyon l'industrie de la soie. Et dans le Forez, ainsi qu'à Fontaines-sur-Saône, se fondent des manufactures.

La concurrence est ainsi aux portes de Lyon, enlevant le travail, tandis que d'autres fabriques attirent à elles les ouvriers en soie. C'est ainsi que, dans une requête afin d'obtenir un privilège pour une manufacture de toiles peintes, les sieurs Picot et Fazy déclarent que « ces infortunés ouvriers, que le manque de récoltes en soye, ou

(1) Le 25 septembre 1755 un arrêt du Conseil permet « au sieur Servant et compagnie d'établir une manufacture dans la ville du Puy-en-Velay; en conséquence, de lui donner le titre de manufacture royale et d'y mettre un tableau aux armes de Sa Majesté au-dessus de la principale porte d'entrée d'icelle avec cette inscription : " Manufacture royale d'Etoffes de soie du Puy-en-Velay ", comme aussi d'y avoir un portier à la livrée de Sa Majesté; exempté lesdites étoffes des droits des cinq grosses fermes et dispense les soies destinées à la fabrication d'icelles de passer par Lyon ». En outre, diverses gratifications, dont nous retrouverons plus loin la mention, lui étaient accordées; tout cela en raison de ce que « Sa Majesté veut procurer à ceux de ses sujets qui voudroient s'adonner à la fabrique de velours et autres étoffes de soie unies les moyens de s'occuper utilement sans sortir de chez eux et dans les lieux de leur naissance ».

L'établissement de la manufacture est soumis à la condition expresse « d'y monter et entretenir, savoir, la première année trente métiers battans, la deuxième année soixante-dix, la troisième cent vingt, la quatrième cent quatre-vingts, la cinquième deux cent cinquante, la sixième trois cent vingt, la septième quatre cents, la huitième cinq cents, sauf à augmenter le nombre après ce temps-là à proportion de l'augmentation de leur commerce, mais sans jamais pouvoir y entretenir un moindre nombre que celui de cinq cents ».

D'après les documents que nous avons trouvés au Puy, il ne nous a pas semblé que la manufacture ait jamais atteint le complet développement prévu par l'arrêt d'établissement. On suit ses traces à l'aide des demandes de subventions qu'elle fait. Le Roi, en la créant, lui accorde une gratification de 10,000 livres, qui devait être fournie par les Etats de Languedoc : ceux-ci en décident le paiement le 10 février 1756. A leur tour, en 1758, les Etats du Velay imposent aussi pour la manufacture 10,000 livres, « vu que les Etats généraux de Languedoc lui avoient accordé pareille somme à condition que le diocèse du Puy en feroit autant ». Enfin, quelques années après, le 25 septembre 1765, le Consulat, par une délibération, est d'avis de payer au sieur Majol, directeur de la manufacture des soies, une somme de 2,400 livres, « les entrepreneurs de ladite manufacture ayant rempli leurs obligations et les ouvrages auxquels ils étoient assujettis ayant été faits et au-delà ». Cette déclaration peut sembler contradictoire dans un acte qui a pour but d'accorder une subvention.

Les derniers renseignements sur cette manufacture nous sont fournis par le sieur de Fages, commissaire principal à l'assiette du Puy et envoyé du Vivarais. Il rapporte en 1771, dans ses *Remarques sur le pays du Velay*, que la manufacture répandait dans la ville pour la seule main-d'œuvre plus de 20,000 écus par an, que le Conseil d'Etat par l'arrêt de création lui avait accordé pour quinze années une gratification de 2 sols par aune de chaque étoffe unie et de 10 sols par aune de velours. Mais, ajoute-t-il, elle « a beaucoup souffert depuis trois ou quatre années par les malheurs du temps, et le produit, qui avait rendu jusqu'à 400,000 livres, est actuellement réduit à 200,000 et le nombre des métiers battans n'est plus que de quarante-cinq ».

pour mieux dire que le défaut de commissions laisse sans travail, pourront trouver chez nous une ressource contre la pauvreté et ses cruelles suites. Nous en avons déjà trente ou quarante qui gagnent mieux de 30 sols par jour, plusieurs en gagnent 24, le général 15 à 20 » (1786).

Outre d'intéressants taux de salaires, cette requête indique une importante cause de chômage pour la manufacture : la disette des soies ; et, au chapitre suivant, nous trouverons un certain nombre de crises ainsi motivées : « La récolte ayant manqué par suite d'une révolution de temps. » Aussi de nombreux efforts furent faits pour introduire et généraliser dans le royaume la culture du mûrier. Jusqu'à Henri IV la plupart des soies étaient tirées d'Italie, la vallée du Rhône en fournissant fort peu ; seul le Comtat Venaissin en produisait, grâce à l'initiative des papes. Henri IV rendit plusieurs édits recommandant de planter des mûriers, et un mémoire, tout en reconnaissant les résultats obtenus, demande encore davantage. « Combien, déclare-t-il, de grandes dames et de demoiselles des champs et des villes qui ont eu la curiosité d'en faire l'expérience depuis ledit édict ont admiré cette merveille de nature de veoir convertir les feuilles de leurs arbres en belle et fine soye ; combien ont-elles eu de contentement de veoir leurs soyes converties en vaiselle d'argent, en bagues et joyaux et précieux vestemens, et combien de fois ont-elles levé les mains au ciel, considérans ce miracle perpétuel de la renaissance annuelle d'un si grand nombre de vers produits de la graine que un si petit nombre de pères et de mères leur a laissé en mourant ! » Comme l'attrait de ces prodiges, quoique dépeints avec tant de charme, n'aurait peut-être pas suffi à convaincre chacun de planter des mûriers, le mémoire prie le Roi d'ordonner à tous ceux « qui ont des fonds et héritages es villes et paroisses de ce royaume où les vignes sont cultivées utilement de planter en iceux, dans un an au plus tard, pareil nombre de meuriers qu'ils auront d'arpents de vignes, de pré, de terre, de bois et autres héritages ». S'ils y manquent, qu'on les condamne à 3 livres d'amende « par chacun meurier défaillant », et à l'inverse « que celui dans sa paroisse qui sera vérifié avoir fait le plus de soye de son creu sera exempt durant ladite année et la suyvante d'estre consul, pasteur et collecteur des tailles ». Enfin, que le Roi ordonne à ceux qui ont de grandes possessions de planter le plus possible de mûriers, « employant à ce leurs palissades, bocages et autres lieux de plaisir ». Si un édit était rendu tel que le désire l'auteur du mémoire, le résultat permettrait « dans quelques années de deffendre tout à faict l'entrée en ce royaume de toutes sortes de soyes estrangères, voir les pauvres devenir riches, les invalides puissans et les enfans de cinq

à six ans capables de gagner leur vie, car toutes ces sortes de personnes sont employées en la manufacture des soyes, voir aussi nos maisons tapissées et nos meubles et vestements façonnés de soyes de nostre creu, nos villageoises changer leur habit de bureau à des estoffes de fleuret provenu des feuilles de leurs arbres, ainsi qu'en Italie ».

Un certain nombre d'édits et d'ordonnances furent encore rendus pour encourager la culture des mûriers ; c'est ainsi, par exemple, que le 16 mai 1755 une ordonnance de Léonard Bertin, intendant de Lyon, promet une gratification à chaque habitant qui aura planté des mûriers de bonne espèce. Mais la consommation des soies dépassait la production, et, jusqu'à la fin, des crises sévirent, qui eurent pour cause la disette de la matière première.

En terminant ce chapitre sur les causes de chômage, citons-en une dernière qu'on ne s'attend guère à trouver et qui est signalée dans une délibération des maîtres gardes du 22 octobre 1760. Ils déclarent :

« Nous, syndics et maîtres gardes de la Communauté des fabricants en étoffes de soye, or et argent de la ville de Lyon, nous étant aperçus que les demandes de nos commettans des provinces du royaume diminuoient considérablement chaque année et ne sachant à quoi attribuer cette diminution de notre consommation intérieure, après en avoir approfondi les causes et consulté à cet égard nos anciens et les principaux des marchands de province, certiffions avoir reconnu qu'outre que les malheurs de la guerre et le port des indiennes y contribuent beaucoup, nous ne scaurions révoquer en doute que le plus grand mal ne provient que de la liberté que les juifs se sont appropriés de vendre nos étoffes indifféramment dans toutes les villes du royaume, d'autant plus que cette nation qui n'achète et ne fait fabriquer que des étoffes inférieures et de mauvaise qualité, les donnant à vil prix, s'est rendu par ce moyen maîtresse du commerce de toutes les provinces; d'où il résulte une perte considérable pour l'Etat par la sortie indispensable de l'espèce et le plus grand préjudice à la réputation de la manufacture et aux fabricans même par le discrédit qu'elle procure à l'étoffe et nuit encore au consommateur rebuté par l'usage et aux marchands domiciliés des provinces, lesquels payant des charges à l'Etat et des frais de magasinage auxquels ceux cy ne sont point assujettis et n'achetant d'ailleurs que des étoffes de toute perfection ne peuvent les vendre aux mêmes prix.

« Sur ces considérations, les syndics et maîtres gardes estimeront que la vente de nos étoffes leur doit être interdite dans toutes les villes du royaume, même en temps de foire. »

C'était demander là une bien radicale mesure, qui ne fut probablement adoptée qu'après une longue discussion, car une autre solution avait été arrêtée d'abord, qui fut rayée sur le registre, et était ainsi conçue : « Estimeroient que le bien de l'Etat et de la manufacture exige que le commerce des juifs soit restreint comme cy devant à la seule faculté de vendre dans les châteaux et dans les villages. »



Nous avons ainsi passé en revue les causes spéciales de chômage, c'est-à-dire les faits de divers ordres que l'on peut isoler et qui avaient un retentissement direct sur la manufacture. Mais il en est d'autres qui, plus complexes, avaient pour résultat une sensible diminution de la prospérité et de la sécurité publiques, réduisant par contre-coup les consommations de luxe. Ainsi les guerres, qui tenaient longuement en suspens la fabrique jusqu'à ce que le sort des armes ait décidé; les famines, si nombreuses, qui agissaient doublement en privant les ouvriers de travail et de salaire alors que les prix des denrées augmentaient et que la charité publique avait de la peine à leur en procurer; enfin, les crises monétaires, qui resserraient le crédit en arrêtant la circulation des espèces.

Au fur et à mesure que, dans le chapitre suivant, défilera sous nos yeux le triste spectacle des crises qui frappèrent la manufacture, nous retrouverons en leurs causes toutes ces influences nées d'événements multiples et souvent lointains. Contre ceux-ci la Commune était impuissante, alors que contre les premières causes de chômage elle s'efforçait de se faire un auxiliaire du pouvoir royal. Soumise à des fluctuations inévitables, celles provenant de l'état général du royaume, la manufacture aurait eu assez des cessations de travail qui en résultaient; nous avons montré comment, par son organisation, elle était à la merci d'une foule d'autres accidents dont l'effet ne se fait plus sentir de nos jours, ou tout au moins à un même degré. L'ancien régime et sa conception du travail réglementé ont emporté dans leur disparition tout ce qui était élément de faiblesse pour notre industrie, sa subordination aux caprices d'une Cour et à ses deuils, son manque de souplesse devant la concurrence étrangère.

CHAPITRE X

Les Crises : leurs causes et leurs remèdes.

SOMMAIRE

Exagération du nombre des victimes du chômage. — Cessations de travail en 1609, 1619, 1627. — Crises de 1649 et de 1665. — Malaise qui régna dans la manufacture de 1690 à 1700. — Crise de 1699. — Les secours de l'Aumône générale.

Crise de 1701. — Rôle du Consulat et de la Communauté. — Crise de 1709 et propositions des maîtres ouvriers. — Cessations de 1715 à 1750. — Crise de 1750. — Ce qu'en rapportent les *Mémoires* de d'Argenson. — Emprunt et mémoire de la Communauté. — Cessation de travail de 1756. — La Communauté ne peut plus emprunter pour venir en aide à ses membres. — Souscriptions des habitants et subsides de la Ville. — Crise de 1766. — Mesures prises par la Communauté pour éviter les saisies et ventes de métiers. — Crise de 1771. — Organisation des secours par la Société du Confalon, les sœurs de la Marmite, les curés des paroisses et la Communauté. — Malaise de 1784. — Crise de 1787. — Discussions sur le meilleur moyen de venir en aide aux ouvriers sans travail. — Pourquoi l'assistance par le travail ne peut être pratiquée pour les ouvriers en soie. — Projet d'entreprise de fabrication de soieries par la Communauté aidée de la Ville et du Roi. — Secours en argent. — Souscriptions et emprunt. — Témoignage d'A. Young sur l'état de la manufacture en 1789. — Projet d'une Condition des soies gérée au nom des ouvriers, par Rast de Maupas. — Autre projet, du même, d'une Caisse de secours et de prévoyance. — La Caisse philanthropique. — Crise monétaire de 1790 et fondation de la Caisse patriotique (1).

(1) Voir la section iv du chapitre IX de notre Classement méthodique des archives.

« La cause de cette crise est moins encore dans le manquement de soies étrangères que dans le manque de moyens, de facultés et d'argent dans les particuliers, les gros richards ayant mangé les petits, les impôts, la guerre, l'agio, le monopole ayant consommé tous les biens, le manque d'économie tant du Roi que des particuliers ayant absorbé tout. »

Mémoires de d'Argenson (12 juillet 1750).

« Tous les écrivains, publicistes, économistes s'accordent à penser qu'il vaut mieux faire des sacrifices sur les marchandises et étoffes fabriquées pour entretenir l'ouvrier en activité que de le livrer à la paresse et à l'oisiveté en lui fournissant des secours souvent funestes. »

Mémoire de la Communauté (2 mars 1788).

L'impression qui se dégage de l'exposé des nombreuses causes de chômage doit être précisée par l'historique des crises qu'elles amenaient et qui fréquemment venaient s'abattre sur l'ouvrier, arrétant le métier dans ses mains et le plongeant dans la misère pour un temps plus ou moins long. Ici, dès le début, doit être renouvelée la remarque que nous avons faite et dont nous avons prouvé la justesse à l'aide de documents statistiques, c'est que de tout temps le nombre des ouvriers employés à la manufacture fut exagéré ; quand il s'agit du chiffre des personnes atteintes par la misère dans la fabrique, l'exagération prend des proportions considérables : il suffira de se reporter au tableau que nous donnons à notre chapitre I^{er} au fur et à mesure que les récits des crises citeront des chiffres.

Nous ne parlerons ici que des crises qui ont plus spécialement leur source dans une cause professionnelle, passant rapidement sur celles qui tiennent surtout à l'état général de misère ou de famine. Et leurs résultats, ainsi que les moyens mis en œuvre pour les atténuer, sont une curieuse page d'histoire économique rétrospective.



En 1609 (1) la Communauté délègue à Paris Ambroise Aubin au sujet d'une cessation de travail ; nous ne savons ce qu'il résulta de

(1) Déjà la manufacture naissante avait subi le contre-coup des famines qui sévirent à Lyon pendant le xvi^e siècle et surtout de la peste qui, à diverses reprises, en 1533-1534, 1564, 1577, 1580 à 1586, vint ravager la ville.

ses démarches, qui inaugurent la longue série de requêtes et députations adressées pour obtenir un remède aux crises. En 1619 un malaise s'étant fait sentir dans la manufacture qui poussa plus de six mille personnes, paraît-il, à vivre du pain de l'Aumône générale, les maîtres ouvriers rédigèrent un mémoire contre l'introduction des soieries d'Italie. Puis courut en 1627 le bruit qu'un édit somptuaire allait interdire le port des vêtements de soie, et nous connaissons la démarche faite auprès du Consulat par quatre cents maîtres ouvriers environ ; leurs craintes n'étaient point vaines, car d'autres documents nous parlent de l'attitude menaçante des ouvriers en soie, « alors au nombre de plus de vingt mille, causée par la cessation des fabriques de soyes advenue depuis quelque temps en ça que le bruit court qu'on en veut interdire l'usage ».

Au *Répertoire des titres de la grande Fabrique*, à la date de mars 1649, se trouve inscrit en marge : « Première cessation de travail. » Elle est ainsi rappelée : « Es dits temps ayant eu dans la fabrique une cessation de travail, la Sénéchaussée fit le règlement cy joint pour empêcher que le nombre des misérables augmentât trop. » Ce règlement limitait le nombre des apprentis à un seul par maître ; la cessation qui le motiva ne dut pas être de longue durée, car nous ne la trouvons signalée nulle part ailleurs ; aucune distribution de secours ne fut faite, la Communauté ayant profité d'une crise passagère pour demander une plus étroite réglementation. Il nous faut aller jusqu'en 1665 pour trouver une nouvelle cessation de travail motivée par l'interdiction du commerce avec l'Angleterre, alors ravagée par la peste, et par le deuil porté en France à la mort de Philippe IV, roi d'Espagne. Ce double événement causa une grande misère à Lyon et le Consulat dut accorder un secours de 2,000 livres à l'Aumône générale « à cause de l'abondance des malades et des enfants exposés que lui avoit attiré l'extrême misère des ouvriers en soye qui composent la plus grande partie du peuple de cette ville dont les manufactures ont presque entièrement cessé ».

Les crises avaient leur retentissement sur toute la région, et même en dehors de Lyon on les notait avec soin ; c'est ainsi qu'en avril 1690 Tournal, bourgeois d'Annonay, inscrit dans son livre de raison : « Grande diminution de commerce à Lyon ; huit mille métiers qu'il y avoit à Lyon pour une sorte de manufacture de taffetas à laquelle on donne ensuite le lustre sont réduits à deux mille cinq cents et il n'y est entré depuis un an que la moitié de la soye qu'on y apportait les autres années. » De Lyon à Annonay, cette nouvelle colportée avait eu le temps de s'amplifier, car de cette diminution nous ne trouvons nulle trace dans les documents lyonnais. Mais de 1690 à 1700, par suite de famines qui sévirent dans

cette période (1), on peut dire que la crise fut à l'état continu. Les registres de la Charité en font mention et le relevé du nombre des enfants abandonnés par les ouvriers en soie serait éloquent. Malheureusement ces totaux, qui seraient comme un baromètre de la misère, sont difficiles à établir et il faut nous contenter de notes succinctes. En 1692 les recteurs adressent au Consulat des doléances relatives aux dépenses occasionnées « par la cessation qui est notoire de toutes les fabriques de soye qui faisoient presque tout le commerce de cette ville ». En 1699 le manque de travail des ouvriers en soie continuant, l'Aumône générale en a quarante mille à secourir, et pour augmenter ses ressources elle organise sa troisième loterie dont le produit atteignit la somme énorme de 700,000 livres.

En résumé, dans le courant du xviii^e siècle sévirent des crises à caractère plutôt général, frappant tous les corps de métiers, et si la manufacture est spécialement citée, c'est qu'elle avait le plus fort contingent d'ouvriers : seule la crise de 1665 est vraiment professionnelle. Aussi dans l'organisation des secours n'apparaît pas la Communauté en tant que corps pouvant venir en aide à ses membres. Elle ne semble pas avoir conscience de son devoir de défense contre le chômage, et des crises elle ne sait que tirer un argument pour obtenir des prohibitions. Les maîtres ouvriers sont des malheureux comme les autres, à la charge des sociétés charitables.



Avec le xviii^e siècle, la Communauté va comprendre quelle responsabilité lui incombe devant la misère de ses membres et ce sera une de ses principales préoccupations, comme aussi une grande source de dépenses, que de s'efforcer de les maintenir en attendant la reprise du travail. On n'en est plus à croire qu'une aumône suffit, mais on cherche aussi à écarter l'oisiveté, et des solutions sont proposées où se fait jour l'idée de prévoyance.

Le siècle avait à peine commencé qu'une crise sévit, conséquence du malaise général causé par les famines de 1693-1694 et la cessation de travail de 1699. Une longue série d'années misérables avait épuisé toutes les ressources, non seulement chez les maîtres, mais dans les établissements qui leur venaient en aide. Le 22 décembre 1701 le Consulat s'adresse au Roi pour obtenir des secours, la Charité et l'Hôtel-Dieu ne pouvant plus suffire à la détresse des

(1) Voir les récits des curés de Saint-Vincent et de Saint-Pierre de Vaise sur les famines qui suivirent les hivers de 1693-1694 et de 1709, chapitre XVII.

ouvriers ; en même temps il s'efforce de les employer à des travaux d'embellissement et d'utilité publique, « pour donner moyen à ces pauvres ouvriers qui sont sans travail de leur art de faire subsister leurs familles ». La Communauté, dédaignant encore ce mode d'assistance, ne songe à soulager la misère qu'en obtenant des ordonnances portant règlement. Il y a trop de bras et pas assez d'ouvrage, pense-t-elle ; ramenons l'équilibre en fermant l'accès de la profession et répartissons le travail entre tous les maîtres. C'était là un raisonnement qui eût pu être juste dans son application si celle-ci avait été prévoyante et n'apportait le remède à la fin de la crise, enrayant l'essor de la reprise des affaires. Et une ordonnance consulaire du 19 septembre 1702 interdit de faire d'autres apprentis que ceux de la ville d'ici cinq ans, et pose la règle, qui jusqu'à la Révolution resta en vigueur, que chaque maître ne pourra avoir plus de quatre métiers. C'est là une manière d'agir qui ne nous étonne point ; mais une nouvelle crise en 1709 permet aux maîtres ouvriers de faire des propositions qui durent paraître bien avancées. Un hiver rigoureux avait amené une famine en 1709 et la misère fut grande dans la manufacture. Depuis peu avait été faite la distinction des maîtres marchands et des maîtres ouvriers, et peut-être faut-il voir dans la requête que ces derniers adressèrent au Consulat le 3 septembre 1709 une ironie contre les maîtres marchands, impuissants à leur donner de l'ouvrage. Ils disent : « Vous est remontré par les maîtres ouvriers en soye de cette ville que depuis qu'il a plu à Dieu de les affliger d'une cessation de travail ils se détruisent entièrement à jamais ne se pouvoir rétablir, qui causera un grand nombre de maux tant à eux qu'à leurs familles par la suite ; c'est ce qui les oblige à recourir à vous, Messieurs, qu'il vous plaise nous permettre de requérir que s'il se trouve dans ladite ville quelques personnes puissantes au nombre de dix seulement pour pouvoir faire fabriquer des étoffes de draps d'or, d'argent et de soye, votre corps offre qu'il soit admis avec nous pour jouir des mesmes privilèges, joint leurs enfans masles aussy, seulement pendant leur vie. Et nous prions pour votre prospérité et santé. » Si le Consulat repousse cette idée de communication de privilèges, les maîtres ouvriers lui proposent alors de faire fabriquer lui-même et de vendre les étoffes ; ce serait une œuvre d'intérêt général, car il importe avant tout de donner du travail, « l'oisiveté des ouvriers étant la source de leurs malheurs ». Une si ingénieuse mais si nouvelle solution dut sûrement être qualifiée d'utopie ; elle fut reprise souvent depuis, avec toujours le même regain de nouveauté.

Il nous faut aller jusqu'en 1750 pour trouver une crise vraiment importante. Jusque-là surviennent quelques cessations qu'il suffira d'indiquer rapidement : c'est d'abord en 1715 celle causée par

le deuil porté à la mort de Louis XIV. Puis vient le Système et la crise monétaire qui éprouvent aussi Lyon ; et le 4 juillet 1716 la Chambre de commerce signale comme ayant nui à toutes les transactions : 1^o le défaut de confiance ; 2^o le défaut de circulation des espèces ; 3^o la perte considérable que l'on a faite sur les papiers royaux. Toute cette période jusqu'en 1725 vit d'invéraisemblables fluctuations dans la valeur des monnaies, et un passage d'une lettre du contrôleur général des finances aux intendants nous apprend à quelles variations imposées le commerce et l'industrie étaient condamnés. Un arrêt du 27 mars 1724 ayant diminué la valeur des espèces pour que le papier bénéficie de leur dépréciation, une circulaire en date du 4 mars porte aux intendants les instructions suivantes : « Vous prendrez les mesures avec tous les chefs des manufactures et les principaux fabricants pour les obliger de baisser le prix de leurs ouvrages, les matières premières qu'ils tireront des pays étrangers leur coûtant moins... Il faut encore obliger les ouvriers qu'ils emploient à diminuer aussi le prix de leur journée et réprimer par des punitions sévères les cabales qui pourroient être faites parmi les ouvriers pour ne point réaliser cette diminution... La diminution sur les espèces faisant une différence d'un tiers de la valeur à laquelle elles étoient au mois de juillet 1723, il est juste que le public se ressente du bénéfice de cette diminution. » Le résultat fut la disparition du numéraire qui attendit le retour de sa valeur normale, et en 1725 une crise commerciale sévit qui eut pour cause la rareté du numéraire. En 1733 la guerre vint encore faire tort à la manufacture ; puis on arrive à 1750.

A cette date « une révolution de temps fit manquer la récolte des soies », et il s'ensuivit une longue et cruelle cessation de travail dont d'Argenson, dans ses *Mémoires*, consigne les différentes phases. Le 12 juillet 1750 il écrit : « A Lyon tout est plein de pauvres, il y en a de quatre à cinq mille dans les rues ; ce n'est pas que le pain y soit cher, mais c'est que la récolte de soie ayant manqué en Piémont, il n'y a plus de manufacture qui aille. Or il s'est formé une compagnie des principaux manufacturiers qui ont acheté en Piémont tout ce qu'on pouvoit vendre de soie et n'en auront ainsi que pour leurs manufactures, d'où ils enchériront les étoffes autant qu'ils voudront et mettront à bas les métiers des autres ; les ouvriers passeront aux pays étrangers. Il y aura nécessairement des révoltes à Lyon avant l'hiver prochain. M. de Rochebaron, commandant à Lyon, ayant écrit à la Cour tout ce qui arrivoit à Lyon et tout ce qui menaçoit ruine, on lui a répondu que les manufactures manquant, il n'y avoit qu'à renvoyer ces ouvriers à la campagne où l'on manquoit tant d'agriculteurs. » Un accaparement des soies était ainsi venu compliquer la crise, les gros marchands en profitant pour écraser

leurs concurrents ; et la Cour, pour toute réponse, propose évasivement une impossibilité, semblant ignorer le mécanisme de la manufacture, qui accaparait aussi les hommes, les rendant incapables de s'occuper à d'autres besognes même passagères. Le 16 octobre d'Argenson note : « Collecte encore à Lyon pour les pauvres ouvriers ; on les nourrit à 13 sous par jour, mais cela ne peut aller loin : ces gens-là doivent travailler ou mourir. » Ce fut de tout temps la devise des ouvriers en soie ; nous l'avons trouvée dans leur suppliche sur le deuil du Dauphin, nous la retrouverons au courant du *xix^e* siècle sur le drapeau d'insurrection des chefs d'atelier. Et le 11 novembre les *Mémoires* nous rapportent encore : « On continue à garder à vue les fabricants de Lyon de crainte qu'ils ne passent à l'étranger ; chacun se cotise pour les nourrir : le cardinal de Tencin a cédé pour un an les revenus de son archevêché. Mais comment pourra-t-on encore longtemps soutenir un entretien si ridicule et qui marque un si mauvais gouvernement ? Les marchands de soie à Paris ne vendent rien pour cet hiver, chacun se retranche. Il ne se fera point de noces cet hiver, dit-on, les femmes étant sans argent. »

À Lyon, devant cette crise, chacun s'efforça dans la mesure de ses moyens. L'Aumône générale fit des distributions, et nous savons qu'elle donnait dix-sept mille huit cent trente-cinq livres de pain par semaine. Le Consulat intervint aussi de son côté, fournissant des légumes et autres choses nécessaires à la subsistance des ouvriers. Enfin la Communauté, par délibération du 21 août 1750, décida d'emprunter 75,000 livres pour le soulagement de ses pauvres ; un arrêt du Conseil autorisa cet emprunt.

En même temps, la Communauté songeait à l'avenir, et nous la voyons présenter au Roi un instructif mémoire indiquant tout un plan de réformes pour éviter le retour de cessations aussi graves. Ce ne sont plus des mesures réglementaires étroites qu'elle demande, mais une série de très justes et très raisonnables interventions royales. Ce mémoire fut approuvé par la Chambre de commerce, qui l'inséra dans son registre de délibérations en date du 6 juin 1750 et l'appuya auprès du Roi. Il débute par un tableau de la misère qui règne dans la ville, nous montrant que les récits de d'Argenson n'avaient rien d'exagéré. En effet, « on ne scauroit faire quelques pas dans les rues de cette grande ville et de ses fauxbourgs sans être touché du triste spectacle qui s'y présente de toutes parts, des troupes de pauvres ouvriers réduits à la mendicité, demandant l'aumône avec une instance qui ne prouve que trop le besoin qu'ils ont, des femmes, des enfans sans pain, sans ressource, les hôpitaux et les maisons où se font les charités publiques, qui sont en grand nombre à Lyon, surchargés par la multitude de ceux dont ils sont l'azile, les allées et les rues de traverse occupées sur le soir par

des pauvres honteux qui rougissent d'exposer leur misère au grand jour, les marchands obligés de choisir entre ces deux partis, ou de perdre leurs fabriques en congédiant leurs ouvriers, ou de s'exposer à une ruine certaine en les faisant travailler avec des matières excessivement chères à des étoffes qu'on ne peut vendre au prix qu'elles coûtent, enfin ce genre de commerce languissant dans une inaction presque totale, point de commissions de la part de l'étranger, très peu de ressources dans l'intérieur du royaume, voilà un faible crayon des misères publiques; il est aisé de trouver des témoins désintéressés qui attesteront qu'il n'est pas exagéré ».

Après cette description toute d'une haleine, les maîtres gardes font un exposé de la concurrence étrangère, que nous avons analysé, étudiant la situation des diverses manufactures de soieries établies à l'étranger; puis ils en viennent aux réformes. Tout d'abord, remède direct à une cessation causée par la disette des soies, il faut encourager en France la culture du mûrier, et pour cela créer des pépinières royales qui permettront de renouveler les anciennes plantations mal entretenues. Une des raisons du prix élevé de la main-d'œuvre à Lyon provient de l'agglomération des maîtres dans la ville, où la vie est très chère; l'étranger produit ses soieries à bien meilleur marché, car ses ouvriers sont disséminés dans la campagne et leurs prix de façon sont moindres, leurs besoins pouvant être satisfaits sans grandes dépenses. Pour rétablir l'égalité, il serait désirable qu'on supprimât entièrement, non pas les droits d'octroi nécessaires à la Ville qui vient si généreusement en aide aux ouvriers sans travail, mais les droits royaux qui se perçoivent à l'entrée de Lyon sur certaines denrées nécessaires au peuple, comme les vins, les huiles, les beurres de Suisse, les fromages et autres choses semblables. « Les huiles, par exemple, sont un objet considérable pour les ouvriers, lesquels ne travaillent qu'avec des lampes; cette suppression, rendant la vie de l'ouvrier moins dispendieuse, pourroit occasionner une diminution sur les façons. » Il faudroit en outre prohiber absolument l'introduction des étoffes étrangères dans le royaume ou les frapper d'un droit élevé, renouveler les défenses de sortie des soies teintes et aussi celles de porter des indiennes et autres étoffes semblables. Outre ces mesures défensives, le Roi pourroit en prendre de plus directes; il n'auroit qu'à renouveler ce qui se pratiqua en 1730 pour empêcher les ouvriers d'émigrer. « Feu Monseigneur le cardinal de Fleury étant informé de la cessation du travail à Lyon, prit le party, pour retenir la fabrique prête à s'évanouir, de faire faire des meubles pour le Roy. » Ce dernier, enfin, pourroit aussi acheter une certaine quantité d'étoffes tant unies que façonnées pour les envoyer dans les pays de domination fran-

gaise en Amérique, et il serait utile d'obliger ceux-ci à l'avenir à ne consommer que des étoffes françaises.

Nous ne savons ce qui résulta de ce mémoire si complet et quelles mesures furent prises par le Roi parmi un si grand nombre qui lui étaient proposées. La crise n'en fut pas moins de longue durée, et le 25 octobre 1752 d'Argenson pouvait ajouter, après avoir parlé des ouvriers des manufactures d'armes de Saint-Étienne que l'on gardait à vue pour les empêcher de passer à l'étranger, étant sans travail : « Les ouvriers en soie sont toujours gardés de même à Lyon et on ne les aide que de charités. Ces choses-là doivent avoir leur terme. » Il vint enfin, mais c'est seulement le 18 décembre 1753 que le même rapporte : « Un fameux commerçant de Lyon me disoit hier que les soies étant revenues à un bon prix, nos fabriques avoient recommencé à aller mieux, qu'il y avoit actuellement cinquante mille ouvriers qui travailloient et que dans les temps les plus forts ils n'alloient qu'à soixante mille hommes. » Nous savons ce que ces chiffres veulent dire.

La crise de 1750 eut donc son retentissement jusqu'au milieu de 1753. Une longue période de travail eût été nécessaire pour rétablir complètement la manufacture, mais les rechutes sont faciles aux convalescents et la guerre de Sept ans vint replonger les ouvriers dans la misère. « En la présente année (1756), nous dit le secrétaire de la Communauté, est placée l'époque d'une cessation de travail et d'une misère on peut dire générale, qui n'avoit encore eu aucun exemple aussi rigoureux. La guerre entre la France et l'Angleterre, la Hongrie et la Prusse, le Cercle de l'Empire, la Russie, qui ont épousé la cause des hostilités commises par les puissances contre l'Electeur de Saxe, ont été le principe de cette cessation; les chefs-lieux de nos débouchés n'ont plus fourni aucune demande de nos étoffes, les passages n'étant plus libres; nous avons été réduits à notre consommation propre, en partie encore satisfaite par les toiles peintes. » La Communauté, qui a déjà emprunté 75,000 livres six ans auparavant pour secourir ses membres, cherche encore dans un emprunt les sommes nécessaires pour leur soulagement. Le 19 novembre 1756 elle décide de se procurer de la sorte 50,000 livres; mais l'autorisation lui en est refusée par le Conseil du Roi, considérant « qu'il est notoire que tous les cinq ou six ans la manufacture essuye une cessation plus ou moins forte et que, par conséquent, si l'on constituait ladite Communauté dans des dépenses si souvent répétées, elle ne pourroit par les suites que périr avec toute la bonne intention qu'elle a de secourir ses membres ». Là pourtant, semble-t-il, devait être sa principale raison d'être.

La Communauté étant impuissante, ce furent les habitants par des souscriptions et la Ville par des subsides qui permirent aux

ouvriers en soie de vivre pendant cette crise. Une délibération consulaire du 2 décembre 1756 arrête que la Ville adresserait un appel aux particuliers et en outre prendrait l'initiative : « 1^o de faire délivrer aux boulangers la quantité de bled nécessaire pour fournir journellement du pain gratuitement aux ouvriers et à leurs familles, auxquels il sera délivré des billets particuliers jusqu'à ce qu'ils puissent être employés dans les différentes manufactures qui leur fournissent cy devant du travail ; 2^o qu'outre ce premier secours, le plus nécessaire à la vie, les aumônes des Communautés et des particuliers seront employées à l'achat des légumes qui seront fort utiles à leur subsistance, de même qu'à leur distribuer du charbon et autres soulagements dont ils seront susceptibles dans leur misère ». C'était là une lourde charge pour le budget de la Ville ; aussi dès avril 1757 fait-elle des représentations au Roi, lui remontrant qu'elle ne peut plus soutenir une dépense de 42,000 livres par mois à laquelle elle fournit depuis décembre dernier. Le Roi, paraît-il, aurait répondu de continuer les subsides et qu'il y pourvoirait. « C'est sur des ordres aussi précis, nous apprend le secrétaire de la Communauté, que la Ville avait employé les sommes affectées au paiement de ses créanciers pour alimenter des ouvriers sans travail que l'État a intérêt de conserver ; elle en a actuellement trente mille à sa charge, à qui elle fournit du pain chaque jour, et cette dépense, dont l'objet doublera vraisemblablement par la nécessité de la continuer jusqu'à la fin de l'hiver prochain, lui coûte depuis le mois de décembre jusques et compris le mois courant 420,000 livres. » Il écrivait ceci à la date de septembre 1757, époque à laquelle la Ville présenta au Roi le compte des dépenses afin d'en obtenir le remboursement.

En se renouvelant à des périodes assez rapprochées, les crises vont augmentant d'intensité ; le peu d'intervalle qui les sépare ne permet pas aux ouvriers de se relever et d'épargner. En 1766 la stagnation du commerce vient arrêter la manufacture et le secrétaire de la Communauté inscrit en date du 16 mai : « Les ouvriers cette année et la suivante ont subi une cessation la plus considérable qu'on eût encore eu, soit par sa longue durée, soit par sa généralité. » La Communauté délibère le 21 avril sur les moyens à employer pour subvenir à la détresse des ouvriers, si grande « que jamais notre fabrique n'a été si près de sa ruine » ; elle ne peut plus emprunter et se contente de verser entre les mains du prévôt des marchands 10,000 livres, « tout ce qui peut être prélevé quant à présent sur les deniers de la Communauté ». Un arrêt du Conseil d'Etat l'autorise le 27 mai à faire ce versement. Elle adresse en même temps un appel à la générosité des citoyens. Et il en fut comme par le

passé, la Ville nourrissant les ouvriers en complétant de ses propres deniers les aumônes qu'elle recevait.

Toutefois une intéressante mesure est prise par la Communauté, qui délibère le 9 mai et reconnaît l'urgence, devant la misère qui continue à régner, d'empêcher les ventes et saisies de métiers, pour éviter la destruction complète de la fabrique. Aussi les maîtres gardes sont-ils d'avis de demander à la Sénéchaussée que les métiers ne puissent être saisis en dehors de la présence d'un maître garde qui les estimera et aura seul le droit de les acheter au nom de la Communauté ; outre le prix d'estimation, celle-ci payera 7 livres par chaque métier pour tous frais. Les métiers ainsi acquis recevront un numéro d'ordre correspondant au nom de l'ouvrier saisi, et à la reprise du travail celui-ci pourra les racheter en remboursant à la Communauté le prix et les frais. Cette intervention est proposée pour couper court aux accaparements « de ceux qui savent fort bien, quand les circonstances redeviennent favorables, se prévaloir et faire payer fort cher ce qu'ils ont eu pour ainsi dire à rien ; les profits énormes que font ces revendeurs sont des pertes réelles pour nos pauvres ouvriers, victimes de leur monopole ». Par une sentence du 16 mai la Sénéchaussée adopta ces raisons, ajoutant qu'en dehors des cas de saisie, les ouvriers eux-mêmes ne pouvaient vendre leurs métiers. « Défences sont faites à tous ouvriers d'enlever ou faire enlever, vendre ou diviser les métiers, rouets ou autres outils de la fabrique, et à tous propriétaires des maisons, créanciers, marchands ou fournisseurs de faire vendre ou enlever lesdits métiers ou partie d'iceux et de faire saisir les lits garnis, vêtemens et rouets des ouvriers de la grande Fabrique jusqu'au 1^{er} septembre prochain, sauf à proroger ledit délai si le cas y échet. Quant aux métiers, ordonné qu'ils ne pourront être saisis qu'à la requête des propriétaires des maisons ou de ceux qui auront vendu lesdits métiers ou prêté de l'argent pour les acheter. » Le droit de saisie était ainsi strictement limité, et cette sentence protégea efficacement les maîtres.

Nous avons consulté le registre sur lequel le gardien des métiers ainsi achetés par la Communauté et placés dans « un hangard situé à Saint-Joseph » inscrivait leur entrée et sortie. Du 22 mai 1766 au 11 mars 1767 il y eut seulement vingt-deux saisies d'opérées. L'estimation des maîtres gardes ne présentait point, il est vrai, toutes garanties de partialité et les propriétaires préféraient, au lieu de recourir à une vente improductive, garder dans leurs maisons métiers et ustensiles qui étaient leur gage et à qui la reprise du travail donnerait leur pleine valeur. Nous voyons, en effet, que deux métiers à la grande tire avec tous leurs ustensiles sont estimés 84 livres ; qu'un atelier bien monté composé d'un métier pour la grande tire avec un cassin de huit cents garni seulement en quatre

cents, d'un autre en quatre cents, munis de tous leurs ustensiles, d'un troisième pour le plein, d'un rouet à canettes, ourdissoir, bancs, marchepieds, est évalué 250 livres. Malgré le taux minime de l'estimation, peu de maîtres saisis rachetèrent leurs métiers : cinq seulement sur vingt-deux. Et les dépenses occasionnées à la Communauté pour l'achat des métiers s'élevèrent à 2,987 l. 8, qui furent payées le 1^{er} septembre 1767 à Berthaud, huissier. C'était la liquidation de la crise, devant l'espoir d'un avenir meilleur.

Les jours prospères ne durèrent pas et en 1771 éclata « la plus terrible et la plus considérable cessation que la fabrique ait jamais essuée ». On avait préparé, en prévision du mariage du Comte de Provence, de grands approvisionnements de soieries qui restèrent invendus, et en outre « cette cessation devint plus accablante par le défaut de demandes de nos consommateurs étrangers. La guerre entre la Russie, la Pologne et les Turcs, les préparatifs qui se firent dans toute l'Allemagne soit pour se garantir du fléau de la contagion, soit pour procurer quelques accommodements entre les combattants, furent les motifs de ces accablements; l'Espagne et l'Angleterre étoient aussy en armes et enfin tous paroissoient avoir oublié nos étoffes et nos manufactures ». Cela n'a rien d'étonnant dans ce désarroi que nous dépeint le secrétaire de la Communauté. Pour compléter la misère des ouvriers, les denrées augmentèrent, toutes les récoltes ayant fait défaut. La Communauté implore l'appui de la Ville, qui jusqu'ici ne lui avait jamais fait défaut. Elle supplie le Consulat de secourir les ouvriers en soie, forcés de s'expatrier. Celui-ci, préoccupé d'assurer les approvisionnements de la ville, répond que ce lui est une suffisante tâche, qu'on ne peut empêcher les gens qui ne peuvent vivre dans leur patrie d'aller ailleurs, en espérant toutefois qu'ils reviendront.

Cette réponse quelque peu ironique décida la Communauté à chercher une autre aide, et elle la trouva dans une société charitable, la Compagnie royale du Confalon, qui, avec les sœurs de la Marmite et les curés des paroisses, vint spécialement au secours des ouvriers en soie. La Communauté fournit une somme de 6,000 livres, qui fut employée par les soins de ces diverses organisations bienfaites. La besogne était ainsi partagée, ayant pour but la confection et la distribution « d'une soupe œconomique de riz ». Les sœurs de la Marmite faisaient la soupe et la servaient dans des abris spécialement construits dans les paroisses de Saint-Pierre-le-Vieux, d'Ainay et de Saint-Nizier, les curés de Saint-Paul, de Saint-Pierre-les-Nonnains et de la Platière assurant dans leurs paroisses la distribution des soupes. Les hospitaliers du Confalon achetaient le riz et visitaient les ouvriers, donnant à ceux qu'ils voyaient véritablement nécessiteux des bons de portions de deux écuelles de soupe pour

chaque jour. Aux hospitaliers, et par les soins de la Communauté, étaient adjoints des négociants, et les visiteurs chargés de donner les bons à domicile étaient au nombre de soixante-seize. Les distributions de soupe avaient lieu seulement deux fois par semaine, et il nous est rapporté que de janvier au 18 août 1771 il fut chaque jour indiqué servi vingt mille portions. On en venait ainsi, devant la fréquence des crises, à faire une organisation complète des secours, et pour qu'elle ne fût point momentanée et pût être reconstituée en cas de besoin, on en décrivit le fonctionnement dans une petite instruction intitulée : « *Moyens de pourvoir à la subsistance des pauvres ouvriers sans travail mis en usage à Lyon en 1771 par la Communauté des fabricans en étoffes d'or, d'argent et de soie de ladite ville.* » Le rôle de chaque visiteur est soigneusement détaillé et, en outre, diverses recettes sont indiquées, telles que la méthode pour faire de la soupe au riz pour cinquante personnes, les enfants de huit ans et au-dessous compris deux pour un, et la méthode pour faire de la bouillie de riz pour un enfant à la mamelle.

Près de quinze années s'écoulaient sans qu'une crise nouvelle vienne affliger la manufacture. En 1784 elle subit le contre-coup des difficultés monétaires, et aussi, disent les documents, de l'encombrement des magasins et de la défiance qui gênait la circulation. Mais ce ne fut qu'un malaise passager dont le souvenir était effacé depuis longtemps quand éclata la grande crise de 1787. Tout sembla se réunir pour la rendre plus meurtrière, la disette des blés s'alliant à celle des soies, un hiver rigoureux venant ajouter le froid aux privations. A la date de 1787 les *Mémoires secrets* nous apprennent : « La récolte des soies a manqué partout ; les fabricans ont cessé de faire travailler à cause de leur cherté excessive ; plus de quatre mille métiers sont à bas ; tous les jours le nombre en augmente. Les ouvriers font déjà des représentations au Consulat. Mais comment sustenter quarante à cinquante mille ouvriers ? Grand nombre d'entre eux ont demandé, pour passer chez l'étranger, des passe ports qui leur ont été refusés. »

Nous voulons insister plus spécialement ici sur le chiffre qui est donné de cinquante mille ouvriers ; aucune idée exacte ne semble avoir été répandue dans le public sur l'importance du personnel de la manufacture, ou plutôt trop d'intérêts poussaient à la fausser pour obtenir privilèges et subsides. Quarante à cinquante mille, disent les *Mémoires secrets*, et quatre mille métiers ; comment établir une concordance entre ces deux chiffres qui, en réalité, en ont une, et qui nous permettrait de déduire ici que plus de dix personnes sont nécessaires pour le travail d'un seul métier. Une lettre de la même époque ne signale que cinq mille ouvriers sans travail, et tous ne furent pas secourus, en admettant ce chiffre comme exact, car le

registre spécial contenant les délibérations, souscriptions, noms et adresses des ouvriers nécessiteux relatif à cette crise ne porte mention que de mille six cent quatre-vingt-quinze de ces derniers, ayant entre eux trois mille trois cent soixante-dix métiers. C'étaient là les maîtres et il faut, pensons-nous, tripler ce chiffre pour avoir le nombre approximatif de gens chômant par suite de l'arrêt de ces trois mille trois cent soixante-dix métiers.

Pour la première fois, une discussion s'éleva au sein de la Communauté au sujet des moyens à employer pour venir en aide aux ouvriers. Leur donnera-t-on des vivres en nature ? On en a fait l'expérience en 1750 et elle n'a pas été favorable ; en effet, les denrées peuvent être défectueuses et dépérir : en outre, l'achat et l'emmagasinage occasionnent de gros frais. Faut-il suivre l'avis du Consulat qui, tout en autorisant les maîtres gardes, le 19 juillet 1787, à ouvrir une souscription publique, désire qu'on procure aux ouvriers oisifs un travail quelconque qui aurait le double avantage « de diminuer la masse des secours qu'il était nécessaire de leur assurer et de prévenir les funestes effets de l'oisiveté en les maintenant dans l'habitude du travail ? » Mais cela est rejeté comme impraticable et le Consulat lui-même le reconnaît dans un mémoire qu'il adresse au Roi le 2 mars 1788. On ne saurait fournir aucun travail aux ouvriers, « d'abord parce qu'il étoit impossible de trouver tout à coup pour vingt-deux mille individus un travail qui pût suffire à leur entretien, ensuite parce que la vie sédentaire de ces individus, la qualité et quelquefois l'insuffisance de leur nourriture, souvent l'excès de leur travail, les réduisent à la complexion la plus faible, parce que les enfants de cette classe d'hommes nés de pères débiles viennent au monde la plupart mal sains et rachitiques, que dès le berceau on ne leur apprend qu'à manier la soie puis à la mettre en œuvre, et que pour toute autre profession ils sont sans force et sans adresse ». Là est la véritable raison de la fréquence et de la durée des crises ; l'assistance par le travail est impossible, à moins de procurer en temps de cessation l'ouvrage habituel de la manufacture. Mais à quelles difficultés alors on se heurte, si la crise par exemple résulte du défaut de matière première, si l'on ne peut écouler les marchandises fabriquées et qui ne sont point d'un usage courant. Et cependant un projet en ce sens est présenté à la Communauté, basé sur ce que « tous les écrivains, publicistes, économistes s'accordent à penser qu'il vaut mieux faire des sacrifices sur les marchandises et étoffes fabriquées pour entretenir l'ouvrier en activité que de le livrer à la paresse et à l'oisiveté en lui fournissant des secours souvent funestes ». Pour cela la Communauté n'aurait qu'à faire venir des soies d'Espagne et à les faire ouvrir ; le déficit qui résulterait forcément de la fabrication d'une marchandise sans débouchés serait

comblé par la Ville et aussi par des secours demandés au Ministère « pour remplir le vuide » (1). Sans s'aventurer dans une entreprise de ce genre, la Communauté décide simplement, en date du 26 juillet 1787, de faire à ses membres nécessiteux des distributions en argent qui seront ainsi réparties journellement : chaque famille de une à deux personnes aura 8 sols par tête; de trois à quatre, 6 sols; de cinq et indéfiniment, 5 sols.

Mais comment se procurer l'argent? La Communauté à 7,500 livres en caisse; elle en prélèvera 5,000. Puis le Consulat, sollicité, décide, le 4 septembre 1787, d'autoriser les maitres gardes à ouvrir une souscription, s'inscrivant au nom de la Ville pour 24,000 livres; le Roi de son côté donne 30,000 livres. Et, suivant cet exemple, un grand mouvement charitable se fait; des bulletins de souscription sont envoyés aux notables, jusqu'à Paris; des quêteurs vont à domicile et chacun s'ingénie. La pitié des fidèles est sollicitée par une lettre pastorale de Mgr Malvin de Montazet (2), lue au prône, exhortant chacun à secourir les ouvriers sans travail. Les comédiens de Mgr de Villeroi veulent aussi apporter leur obole et donnent le 10 octobre 1787, « au bénéfice entier des ouvriers de la fabrique sans travail », une représentation du *Jaloux*, comédie en cinq actes de M. Rochon de Chabannes, suivie de la *Fausse Agnès*, comédie en trois actes, en prose, de Destouches. A ce copieux spectacle les Lyonnais sont conviés par des affiches « peintes en jaune pour être mieux remarquées ».

(1) En 1790 fut de nouveau exposée la nécessité de l'assistance par le travail. Pour célébrer dignement la fête de la Fédération, chaque quartier avait, par ses souscriptions, contribué aux dépenses du camp fédératif, qui s'élevèrent à 11,386 livres, les recettes étant de 17,236 livres. L'excédent fut versé par les commissaires à la Société philanthropique et ils manifestèrent le désir qu'il soit affecté à une manufacture de fil pour occuper les enfants des ouvriers pauvres. « C'est l'oisiveté, déclarent-ils, des enfants pauvres qui peuple les villes de filous et de brigands; une occupation de cette nature en diminuerait le nombre dans les temps fâcheux où les ouvriers en soie sont sans travail. »

(2) Les sociétés charitables des paroisses répondirent à cet appel, et c'est ainsi que dans la paroisse de Saint-Pierre et de Saint-Saturnin il fut distribué aux ouvriers de la fabrique :

En novembre 1787	4,429, 19, 7
En décembre 1787	6,428, 13, 3
En janvier 1788.	6,729, 16, 3
En février 1788.	6,509, 14, 8
En mars 1788.	6,400, 6, 1
En avril 1788.	6,408, 10, 11

Et ce mois, en plus, 1,315, 12 de charbon de pierre, d'orge, de riz.

En mai 1788	6,017, 19, 6
-----------------------	--------------

M. Grand, dans la *Revue du Lyonnais* (5^e série, t. XVI), a publié ces très intéressants détails. Sur l'organisation des secours à domicile dans les paroisses, voir aussi notre étude : *Une œuvre de charité dans la paroisse de Saint-Michel d'Ainay à la fin du XVII^e siècle.* (*Revue du Lyonnais*, 5^e série, t. XXVI.)

La crise continua à sévir avec intensité en 1788; en février le Consulat refuse à Collot d'Herbois, en raison de la situation malheureuse de la classe ouvrière, la construction d'un quatrième rang de loges au théâtre dont il était alors directeur, « considérant que, quelque nécessaire qu'elle soit pour le soutien du spectacle, le public pourroit voir de mauvais œil que la Ville se livrât à une dépense qui auroit pour objet un établissement de pur agrément dans un moment aussi critique ». Mais il ne suffisait pas d'économiser, il fallait trouver des ressources devant la continuation de la crise. Un appel fut adressé au Roi pour qu'il autorise un emprunt de 300,000 livres, appel signé par la Communauté et par le Consulat. Le Roi y fit une réponse favorable, et une lettre de M. le Tonnelier de Breteuil, ministre d'Etat, explique le 15 mars 1788 quelles conditions sont imposées. « Comme cet emprunt ne peut être fait par la Communauté, qui n'a aucune propriété et ne trouverait aucun prêteur, Sa Majesté décide que l'emprunt serait fait au nom de la Ville, et pour le couvrir elle abandonne la jouissance pendant vingt ans des trois quarts des droits de maîtrise réservés à Sa Majesté et évalués à 24,000 livres année commune. »

Cet emprunt (1) eut lieu et vint grossir les sommes déjà réunies par souscriptions ou autrement : elles s'élevèrent au total considérable de 669,517 livres 16 sols. Ouverte en juillet 1787, la souscription ne fut close qu'en avril 1789, et les comptes qui nous sont parvenus en partie nous apprennent que du 5 septembre 1787 à fin octobre 1788, c'est-à-dire au plus fort de la crise, les recettes furent de 501,807 livres et les dépenses de 499,711 livres 5 sols. En moyenne il fut distribué pour 52,000 livres de secours par mois, et un avis du Comité déclare que le nombre des ouvriers secourus est allé jusqu'à près de vingt mille et qu'on a seulement dépensé deux sous par jour pour chacun d'eux.

Un mémoire de 1788 montre l'effet de la crise : « Nous avons vu dans le désastre de 1787 quarante mille ouvriers réduits à la misère et à l'inaction. Deux mille ateliers ont été détruits, quatre mille

(1) Il n'y eut pas, à proprement parler, un emprunt; ce fut la Ville qui fit l'avance de la somme sur la garantie des droits de maîtrise. Elle n'eut pas à s'en féliciter, comme nous l'apprend une délibération du Conseil général de la commune de Lyon en date du 31 mai 1791. Sous le titre : « Avances aux ouvriers sans travail », dans le tableau des Revenus et Charges, il est expliqué : « Cette avance a pris sa source dans les ordres de Sa Majesté; frappé de la misère qui faisoit des ravages dans cette ville et qui étoit au moment d'anéantir nos manufactures, source de la richesse et de l'éclat du royaume, le Roi, par arrêt du 29 mars 1788, fit don à la Ville pendant vingt ans des droits qui se percevoient à son profit sur les aspirants à la maîtrise de la grande Fabrique et engagea le Consulat à avancer 300,000 livres pour le soulagement des malheureux ouvriers. Cette mesure a été suivie; mais la suppression des jurandes ayant fait cesser toute perception, la Municipalité a établi, dans sa délibération du 29 avril dernier, que nos justes répétitions à cet égard s'élevoient à 260,261, 3, 6. »

ouvriers au moins ont abandonné nos murs ; il faut dix ans pour réparer nos pertes. » Un témoignage intéressant nous est en outre donné par Arthur Young, qui vint à Lyon en 1789 ; il cherche à se renseigner. « J'avais, rapporte-t-il, des lettres pour M. Goudard, grand négociant en soies, et j'étais passé hier chez lui ; il m'avait invité à déjeuner pour ce matin. J'essayai de toutes les façons d'avoir quelques renseignements sur la manufacture : ce fut en vain ; toujours, c'est selon ou c'est suivant. » Cette évasive réponse, bien lyonnaise, ne satisfait point notre voyageur, qui s'enquiert d'autre part et nous dit : « Tous ceux de la ville avec qui j'ai parlé représentent l'état des fabriques comme atteignant la plus extrême misère. Vingt mille personnes ne vivent que de charités et la détresse des basses classes est la plus grande que l'on ait vue, plus grande que l'on ne pourrait l'imaginer. La cause principale du mal que l'on ressent ici est la stagnation du commerce causée par l'émigration des riches et le manque absolu de confiance chez les marchands et les manufacturiers, d'où de fréquentes banqueroutes. »

Cette longue crise se prolongea jusqu'à la fin de 1789 ; en janvier, le 12, l'Assemblée des citoyens du Tiers-État adopta la motion suivante : « La saison rigoureuse et le défaut de travail ayant porté aux plus grandes extrémités la misère des pauvres ouvriers de cette ville, les citoyens présents, voulant les faire participer aux résultats bienfaisants de cette Assemblée patriotique, contribueront à leur soulagement par une aumône. » Et le 20 novembre Imbert Colomès, prévôt des marchands, lit dans une séance du Comité central de la Société philanthropique de Lyon une lettre de Necker, annonçant que le Roi étant pénétré de la situation fâcheuse des fabriques de Lyon et n'écoulant, malgré l'épuisement des finances de l'Etat, que sa bonté naturelle, accorde aux pauvres ouvriers de cette ville un secours de 25,000 livres.

Cette crise, dans laquelle fut proposée la mise en pratique de l'assistance par le travail, vit éclore d'autres projets d'organisation de caisses permanentes de secours. Il est même étonnant que le besoin se soit fait sentir si tard de prévoir, dans les temps prospères, la détresse des crises et de se préparer à y porter remède. C'est Rast de Maupas, le fondateur de la Condition des soies, qui présente le 21 décembre 1787 deux projets pour venir en aide aux ouvriers. Dans l'un il propose l'établissement de la Condition des soies, qu'il gérerait au nom et pour le compte des pauvres ouvriers. Chaque marchand ou fabricant verserait un sou par livre de soie qui entrerait dans Lyon ; moyennant cette imposition, il aurait le droit de faire conditionner gratis ses soies, sauf toutefois les frais de déballage et d'emballage. De Maupas calcule que, bon an, mal an, il resterait

70,000 livres aux ouvriers. Il n'oublie pas de porter aux dépenses un copieux traitement pour lui, et son projet, un peu intéressé, ne reçut pas d'exécution, pour le moment du moins.

Il en présente un second qui a un caractère plus net de prévoyance, dont le but est de fonder une caisse « toujours prête à venir au secours des ouvriers en soie de la ville de Lyon dans les circonstances où ils se trouveroient sans ouvrage ». De Maupas calcule qu'il y a à Lyon dix mille métiers, vingt mille ouvriers et quatre mille personnes occupées aux divers travaux accessoires de la fabrique, ce qui fait une population de vingt-quatre mille individus, sans compter les enfants. Ils ne sont pas assurés du lendemain et pourtant il leur serait profitable de suivre l'exemple des imprimeurs qui, moyennant une retenue sur leurs salaires, ont constitué une caisse de secours. Il est vrai que les ouvriers en soie ne peuvent subir une retenue quelconque sur leurs prix de façon, trop modiques; c'est alors aux marchands à s'imposer une taxe sur chaque aune d'étoffe, 6 deniers par exemple pour les uns, 2 sols pour les brochés, etc., au profit des ouvriers. De la sorte rapidement un capital serait constitué, une telle mesure devant rapporter en moyenne 150,000 livres par an. Et l'auteur calcule que, tout en ayant fait des distributions chaque année, au bout de cinq ans la caisse aurait une somme de 600,000 livres dont les revenus serviraient à assurer des secours en temps de crise, à donner des prix d'émulation, à faire des avances aux bons ouvriers sans travail depuis un mois. C'est là un très intéressant projet qui, réalisé, aurait opposé aux crises inopinées une solide organisation, préférable à celles qui s'improvisaient pour solliciter des souscriptions.

L'idée était lancée et un nouveau prospectus est répandu en mars 1788, préconisant la fondation d'une caisse philanthropique pour venir au secours des ouvriers tisseurs. Il s'agit de placer 800,000 livres en rente viagère sur trente jeunes têtes; cela produirait 20,000 livres de rente. En supposant qu'il meure un bénéficiaire tous les trois ans, pendant quatorze ans l'intérêt est affecté au remboursement du capital; au bout de ce temps, il y a déjà 49,945 livres de bénéfice. A partir de la quinzième année on distribue 50,000 livres de charité et on capitalise le reste. A la quarante-troisième année le capital de la bourse des pauvres est de 1,017,291 livres et il reste encore seize têtes âgées de cinquante ans, ayant une probabilité de vie de seize ans, c'est-à-dire pouvant former un capital de 768,000 livres. C'est une opération financière qui devait comporter tous les aléas de l'instabilité des fonds publics; sa réussite était, en raison de cela, fort douteuse.

Après la crise de 1787-1789, la manufacture n'eut pas le temps de se relever; les événements allaient se précipiter et l'industrie de

luxu subir une assez longue éclipse. Arrivée à l'apogée de son développement en 1787 avec quatorze mille sept cent soixante-dix-sept métiers, la manufacture en avait sur ce nombre cinq mille quatre cent quarante-deux d'inoccupés en 1788 ; les statistiques s'arrêtent à cette date, mais ce nombre dut aller sans cesse croissant, car la prospérité générale diminue, les embarras financiers commencent et ce fut sur une crise monétaire, palliée à Lyon par d'habiles mesures, que se termina la période que nous étudions. Les assignats apparaissent, chassant la monnaie, et de suite les paiements des petites sommes devinrent extrêmement difficiles. Une nouvelle émission d'assignats étant proposée le 27 août 1790 par Mirabeau, la Chambre de commerce envoya le 10 septembre un mémoire qui réunissait à ce sujet les avis de nombreux négociants et manufacturiers. Il en ressortait la nécessité de payer en argent les ouvriers des fabriques de Lyon, Saint-Étienne et Saint-Chamond, car « l'impossibilité d'y pourvoir, si elle était ressentie simultanément par cinq ou six chefs de manufactures un peu occupées, exposerait à une insurrection dangereuse ».

Malgré cela, l'émission fut décidée le 29 septembre et, de suite, afin d'en atténuer les effets, fut créée le 16 novembre une Caisse patriotique « pour faciliter, par la division des assignats en mandats de 6 livres, le paiement des mains-d'œuvre et l'achat des comestibles ». Plus de trois cents négociants lyonnais et « un nombre immense de fournisseurs » donnèrent leur concours à la Caisse, ces derniers s'engageant à recevoir comme argent comptant les mandats émis par la Caisse. Celle-ci contribua pour beaucoup à diminuer l'intensité de la crise monétaire et elle s'efforça de répandre l'idée qui était à sa base, invitant par des prospectus « toutes les villes du royaume à user du même moyen pour maintenir la prospérité des manufactures françaises ». La Caisse patriotique disparut lorsque le décret du 6 mai 1791 ordonnant la création d'assignats de 5 livres rendit ses mandats inutiles.



En résumé, de 1689 à 1791 nous avons eu à citer ou à faire l'histoire de dix-sept cessations de travail et crises, les premières étant de peu de durée, les secondes d'une gravité exceptionnelle. Des sommes considérables, que nous avons pu évaluer quelquefois et dont le total serait imposant, ont été distribuées en secours ; tour à tour l'Aumône générale, la Communauté, la Ville, le Roi, les associations religieuses charitables s'ingénierent à venir en aide aux ouvriers sans travail, épuisant successivement leurs ressources avec

la décourageante perspective de voir renaître bientôt peut-être et avec plus d'intensité les mêmes misères, qu'elles ne pourraient alors plus soulager. Car ce qui fait défaut chez les ouvriers comme dans la Communauté c'est la prévoyance, qui n'apparaît véritablement qu'avec le projet de Rast de Maupas. Et cela était une naturelle conséquence de la réglementation. Les pouvoirs publics imposant les lois du travail et coupant court à toute initiative tant au point de vue technique qu'à celui des rapports entre maîtres ouvriers et maîtres marchands, la contre-partie de cette ingérence ne devait-elle pas se trouver, aux jours de crise, dans la distribution des secours par ces mêmes pouvoirs publics ? Et ce leur était une obligation d'assurer la vie matérielle que leurs règlements avaient pour mission première de rendre stable.

On se demande, en voyant se succéder les crises, comment la manufacture a pu résister et ne s'est point anéantie dans la misère sans cesse renaissante. Il faut songer qu'avec son organisation, les ouvriers ne pouvaient qu'attendre le retour du travail ; on les gardait à vue, on les nourrissait et ils restaient, sans se révolter, avec une résignation et une insouciance qui frappent. Ce n'est qu'à la fin du XVIII^e siècle que, las de souffrir, ils cherchent ailleurs que dans la routine des aumônes et des souscriptions un remède à leurs périodiques chômages et ils croient le trouver dans l'obtention d'un tarif du prix des façons. Désormais leurs efforts vont tendre vers ce but, leurs désirs forment faisceau ; tant qu'ils n'ont eu qu'à demander du pain, ils sont restés isolés, honteux, se pressant aux portes des maisons de charité avec la crainte d'être vus ; mais sitôt que l'idée de leurs droits non plus à l'aumône, mais au salaire rémunérateur s'est fait jour, ils ont parlé en hommes et non plus balbutié en pauvres ; leurs revendications ayant une base solide, ils se sont groupés, et pour un moment ont réclamé non pas du pain ni du travail, mais le juste paiement de ce dernier.

CHAPITRE XI

La Question des Tarifs.

SOMMAIRE

Double raison pour laquelle dans la manufacture s'est imposée la question des tarifs de la main-d'œuvre.

Requête des maîtres ouvriers du 9 février 1709 demandant une augmentation et sa fixation définitive. — Tentative des compagnons en 1759 pour obtenir une augmentation. — Démarches des maîtres dans le même but en 1774. — Promesses du Consulat. — Tarif de 1779. — Agitation en faveur d'un tarif général de 1783 à 1786. — Révolte de 1786. — Ordonnance consulaire du 8 août. — Arrêt du 3 septembre supprimant tout tarif. — Réclamations suscitées par l'avilissement des façons pendant la crise de 1787. — Arrêt du 8 août 1789 nommant une commission pour dresser un tarif. — Opposition déguisée des maîtres marchands. — Arrêt du 29 novembre 1789 ordonnant l'exécution provisoire du tarif. — Difficultés relatives à l'article 27, titre X, du règlement de 1744 portant délai pour les réclamations. — Ordonnance du Corps municipal du 27 avril 1790. — Opposition à cette ordonnance par les marchands et sa confirmation en date du 1^{er} mai 1790. — Exposé de la question par le procureur de la commune Fr. Dupuis.

Documents sur la lutte pour le tarif et les idées des maîtres et marchands à ce sujet. — Mémoire des maîtres ouvriers pour obtenir une augmentation du prix des façons (1779). — Mémoire des maîtres gardes marchands en faveur du cours des façons applicable par les maîtres gardes (1783). — Mémoire sur l'interprétation qu'on a voulu donner à l'arrêt du 3 septembre 1786 (8 octobre 1788). — Les idées de M. Mayet sur la manière de conduire les ouvriers (1786). — Réflexions d'un citoyen patriote pour les ouvriers de la ville de Lyon (1789). — Lettre d'un maître taffetier à M. R..., auteur des *Réflexions d'un citoyen patriote pour les ouvriers de la ville de Lyon* (1789) (1).

(1) Pour les références des documents, voir la section III du chapitre XI de notre Classement méthodique des archives.

« Aucun règlement, il est vrai, ne nous oblige de travailler à un prix insuffisant, mais la plus impérieuse de toutes les lois, la loi du besoin, nous impose cette cruelle nécessité ; nos ateliers ne sont pas des forteresses qu'il soit difficile de réduire par la famine : tous les jours il faut vivre et tous les jours il faut du travail. »

Mémoire des maîtres ouvriers (1780).

Le mot de tarif peut sembler un anachronisme sous l'ancien régime ; connaissant l'esprit des Communautés et des règlements, s'il est prononcé, c'est que les unes et les autres ont manqué leur but : n'est-il pas de restreindre le nombre des ouvriers et d'assurer, par un juste retour, à ceux qui se plient aux multiples exigences des stages et réceptions, un salaire suffisant ? Comment peut-il se faire, en effet, que, malgré une organisation qui tend à défendre le métier de toute concurrence extérieure, qui groupe les maîtres dans une espèce de coalition forcée et permanente, ceux-ci aient besoin de recourir à une mesure protectrice telle qu'un tarif ? Il semble que dans les corporations on puisse préjuger, aux difficultés qui en commandent l'accès, de la plus ou moins grande stabilité des salaires.

Dans la manufacture deux causes très spéciales imposaient à l'esprit des ouvriers la nécessité d'un tarif. En premier lieu la Communauté ne formait point un corps homogène, elle comprenait deux classes de maîtres, les marchands et les ouvriers travaillant à façon, l'une dominant l'autre, la tenant à sa merci. Tant que n'apparaît point cette distinction, chaque maître est son marchand, vend directement l'ouvrage qu'il a monté et fait à ses frais. C'est à lui à établir son prix de revient et à faire payer à l'acheteur un salaire suffisant. Il en est ainsi en général dans les corporations ; les compagnons peuvent bien faire entendre des plaintes, ils ne songent point à un tarif, car leur état est transitoire et ils seront les maîtres de demain. Les maîtres ouvriers à façon de la manufacture, subordonnés aux maîtres marchands, sans espoir de devenir marchands à leur tour le droit étant trop élevé, devaient défendre leur salaire dont la fixation ne leur appartenait plus.

Si, en second lieu, la question des tarifs a pu être posée, cela tient à un vice général des corporations, qui sévit avec intensité dans la Communauté des ouvriers en soie : c'est la spécialisation professionnelle de l'ouvrier ; elle importe peu dans les métiers ordinaires qui fournissent aux besoins matériels courants, où le travail est tou-

jours assuré, mais elle ressort avec toute sa dangereuse gravité dans un corps d'état qui a pour but de satisfaire uniquement au luxe; les ouvriers, lorsque leurs métiers s'arrêtent, n'ont que cette alternative, de mendier ou de prendre du travail au rabais. Embrasser un autre état c'est impossible, même temporairement. Une ordonnance consulaire du 11 avril 1674 porte en effet que les maîtres et compagnons qui auront abandonné l'art pour apprendre une autre profession seront exclus de la faculté de pouvoir travailler, faire travailler et avoir des apprentis. Ainsi, après dix ans soit d'apprentissage, soit de compagnonnage, après avoir payé des droits élevés, il faudrait en perdre le bénéfice et, d'autre part, recommencer la même série d'épreuves dans une autre corporation. Ne sachant et ne pouvant faire que du taffetas ou du velours, les ouvriers en soie, en temps de crise, avilissaient les prix, vivaient d'aumônes ou s'efforçaient de passer à l'étranger. Et certains, qui proposaient de leur faire laver les sables du Rhône pour en tirer l'or, ou tricoter des bas, par groupes de vingt, sous la direction d'une femme, étaient profondément sensés, ces ouvriers, attachés à leur profession et spécialisés par elle, ne pouvant être employés, à défaut d'ouvrage, qu'à de simples besognes manuelles.

C'est pour cette double raison, division des maîtres en deux classes, spécialisation des maîtres ouvriers, que de bonne heure dans la manufacture la question d'un tarif de la main-d'œuvre se posa, et devint si pressante qu'elle aboutit à une révolte et fit éclore quantité de mémoires intéressants; dans le domaine des faits comme dans celui des idées, l'établissement et la préoccupation du tarif laissa des traces profondes que nous allons successivement relever.



Pour la première fois (1) le 9 février 1709, nous trouvons une requête de maîtres ouvriers demandant une augmentation des prix de façon. Adressée au Consulat, elle est signée par trois cent trente-six maîtres, déclarant « qu'ils sont au nombre de cinq mille ou environ, et réduits à la misère et à la mendicité par suite du bas

(1) Les statuts de la manufacture de soieries de Toulouse établie vers 1553 se sont préoccupés d'assurer au travail une rémunération invariable, indépendante des fluctuations du marché. Ils établissent ainsi la nécessité de leur intervention : « Car pourrait être que, quand ledit velours n'aurait cours, lesdits marchands viendront diminuer si bas le prix dû aux maîtres pour la façon, que ceux-ci ne s'y pourraient sauver sans grande perte; et, au contraire, quand ledit velours aurait bon cours et dépêche, pourrait être que lesdits maîtres voudraient augmenter les prix si haut que serait cause que les marchands enchériraient lesdits draps, et en outre que, pour l'avenir, entre lesdits marchands et maîtres pourrait avoir plusieurs différends

prix des façons et de la cherté des vivres ». Leurs plaintes portent uniquement sur l'avilissement du salaire accordé pour les taffetas, ce genre d'étoffes étant l'article courant, et ils exposent que les taffetas dits " Angleterre " se payent au plus 9 sols l'aune et que certains ne sont payés, suivant les largeurs, que 8, 7, 5 et même 4 sols. A ce compte, « il ne se peut pas faire que l'ouvrier puisse vivre non plus que sa famille, ce qui est cause que très souvent ils exposent leurs enfants et emportent leurs meubles sans payer aucun loyer. Un bon ouvrier ne peut faire par jour qu'une aune et demy de taffetas Angleterre, ce qui lui produit 13 sols 6 deniers par jour; il ne gagne pas plus pour les autres, quoy qu'il en puisse faire davantage, parce que la façon en est plus modique. Ainsy il leur est impossible de se soutenir, et de plus il faut prélever sur ledit prix le canetage, devidage, montage des pièces, les lever, les rendre, ce qui fait tousjours perdre du temps, et entretenir les métiers ». Aussi demandent-ils à être payés sur le même pied qu'en 1701, ce qui revient à une augmentation de 2 sols par aune, et qu'en outre le prix des façons soit fixé définitivement pour ce genre d'étoffes. La supplique qui demandait un véritable tarif partiel ne fut pas écoutée, et au dos d'une copie se trouvent ces mots : « Sans effet. »

Cela découragea-t-il les maîtres ouvriers, qui pourtant eurent à subir d'aussi graves crises que celle qui avait précédé leur requête? Toujours est-il que plus d'un demi-siècle s'écoule avant qu'ils ne fassent entendre de réclamations de ce genre. Les compagnons en 1759 essayent bien d'obtenir une augmentation pour les façons spéciales des lustrinés à deux chemins et des moires satinées. Ils font une démonstration au Bureau, houspillent légèrement un maître garde marchand qui avait eu le malheur de se trouver sur leur

sur le paiement dudit salaire; et pour cela éviter, est besoin et nécessaire que ledit prix soit taxé. »

Donc les « maîtres de la manufacture qui prendront besogne à faire des marchands » recevront :

Par canne (1 ^m 80) de velours uni	40 sols	tournois.
— — de satin	20	—
— — de damas	30	—

La part revenant aux compagnons est ainsi fixée :

Velours uni : « Les maîtres paieront aux compagnons, pour leur façon, les quatre quints qu'ils en auront », soit 32 sols.

Satin, les deux tiers, soit 12 sols, 2 deniers.

Damas, les deux tiers, soit 20 sols.

Pour les damas qui se font sur le métier à la grande tire, le compagnon sur ses 20 sols doit payer le tireur, et le partage est ainsi taxé par les statuts :

A l'ouvrier qui travaille sur le métier, les trois quints, soit 12 sols.

A l'ouvrier qui tire les las, les deux quints, soit 8 —

Enfin le moulinage, le dévidage sont aussi taxés à tant la livre-poids. — Voir HAUSER, *Ouvriers du temps passé*.

chemin, puis tout se calme. Le Consulat ayant consulté les maîtres gardes sur le bien fondé de ces demandes, ceux-ci répondent, le 21 mars, que toute augmentation est impossible ; que, s'il fallait en accorder une, les maîtres en seraient plus dignes que les compagnons, qui gagnent de 33 à 38 sols par jour. Et ce fut encore une question enterrée.

On y songeait toujours, et le 15 mars 1774 ce sont les maîtres ouvriers en plein qui apportent une requête au Bureau pour demander une augmentation. Ils tentent une démarche toute amiable ; le Bureau leur fait le meilleur accueil, reconnaissant dès l'abord le bien fondé de leurs plaintes, mais il ajoute de suite qu'il ne saurait contraindre les marchands à élever leurs façons. Il décide simplement que chaque maître garde irait séparément inviter les marchands en étoffes pleines à augmenter leurs prix. C'est ce qui eut lieu, et, nous rapporte le secrétaire de la Communauté, « opéra l'effet que l'on attendoit ».

Il faut croire que son appréciation fut trop optimiste et qu'il pré-jugea de la bonne volonté des marchands, car dès avril, c'est-à-dire un mois après environ, les maîtres ouvriers portèrent leur demande au Consulat. Celui-ci, nous apprend un mémoire, après avoir pris l'avis des maîtres gardes marchands, rendit une ordonnance par laquelle il fut statué « qu'à l'avenir il serait payé aux maîtres ouvriers un sol d'augmentation par aune pour la fabrication de toutes les étoffes pleines ou unies, promettant de statuer à nouveau sur une nouvelle augmentation après la récolte des soies ». Cette promesse ne fut point tenue et en mai 1779, dans une requête précédant un budget de maître ouvrier, il est dit par les requérants que, « n'ayant point encore ressenti l'accomplissement de cette promesse et leurs besoins devenant de plus en plus pressants, ils recourent à vous, Messieurs, avec confiance, comme à leur père bienfaisant, pour réclamer cette deuxième augmentation promise et attendue depuis longtemps, espérant, Messieurs, que le zèle qui vous anime à soulager l'humanité souffrante de vos concitoyens voudra bien accueillir avec bonté leurs très humbles représentations et remplir leur attente des fruits de votre justice et de votre équité ».

Un budget détaillé, que nous retrouverons plus loin, prouvait l'urgence de l'augmentation demandée. Elle fut accordée à la date du 20 décembre 1779 et un tarif fut dressé pour chaque genre d'étoffes pleines, qui devait avoir son effet sur le prix des pièces délivrées aux maîtres ouvriers à partir de cette date. Les compagnons devaient aussi en bénéficier, car le tarif fixe leur salaire et les décharge du paiement du montage des pièces auquel ils étaient alors tenus. Et cette liste de prix est obligatoire, nonobstant toute convention contraire et tout délai. En effet, si le livre d'un ouvrier ou d'un com-

pagnon prouve qu'on ne lui a pas donné le prix fixé, bien qu'il en ait accepté un autre en prenant l'ouvrage, il lui est loisible de se pourvoir pour obtenir en sa faveur l'exécution du tarif. Jusqu'ici, nous l'avons vu, maîtres et compagnons avaient un délai d'un mois, à partir de l'inscription sur leur livre, pour réclamer, contre le prix qui leur était alloué, devant les maîtres gardes et le Consulat. L'ordonnance portant tarif de 1779 leur ouvre toutes voies de recours, « nonobstant l'expiration du délai fixé par l'article 27 du titre X » du règlement de 1744.

La Communauté s'empressa d'afficher le tarif dans son bureau, et en 1780 nous trouvons aux dépenses supplémentaires une allocation, au sieur Volet, secrétaire, pour travaux extraordinaires d'un nombre de tableaux pour l'augmentation des façons des ouvriers, ainsi qu'à un menuisier pour douze bordures noires formant douze tableaux montés sur toile pour ladite augmentation (34 livres). Nous donnons le titre complet de ces tarifs à notre Bibliographie ; il commençait ainsi : « Note des prix de façons qui doivent être payés aux maîtres ouvriers et aux compagnons pour chaque genre d'étoffes en plein, fixés et arrêtés par Messieurs du Consulat, etc. » Certains mémoires avancent que le Consulat ne fut pour rien dans cette note de prix et qu'en l'affichant, les maîtres gardes commirent une lourde faute dont les effets furent les suivants : « Pendant quelques années de calme on se conforma à cette note, mais à la première époque d'une consommation plus forte, en 1785 et 1786, les ouvriers, trompés par ce simulacre de tarif de 1779, le croyant réellement fixé par le Consulat, s'adressèrent à ce corps municipal pour solliciter un nouveau tarif vu l'abondance des commissions. Le Consulat, dans l'espoir de concilier les esprits, temporisa, et une explosion générale fut la cause de l'émeute du 8 août 1786. » (Mémoire du 8 octobre 1788.)

Cela ne s'était point passé aussi simplement, et bien avant 1785 et 1786 les maîtres ouvriers s'étaient agités pour obtenir un tarif général, et non plus une note de prix d'étoffes pleines, et son homologation. Les quatre maîtres gardes ouvriers font en 1783 deux significations aux maîtres gardes marchands pour qu'il leur soit permis d'assembler les anciens de leur classe pour délibérer « s'il convient de poursuivre l'homologation d'un tarif général des prix de la main-d'œuvre des étoffes ». Ils s'étaient déjà adressés au Consulat pour qu'il les autorise à s'assembler, et celui-ci le leur avait interdit par un jugement dont les maîtres gardes ouvriers voulaient faire appel au Parlement. Ceux-ci avaient donc contre eux les maîtres marchands et le Consulat ; ce dernier écrivait en août 1783 au Conseil du Roi pour lui représenter le danger et les conséquences qui résulteraient d'un arrêt permettant à la classe des ouvriers de s'assembler.

Le Conseil, malgré le Consulat que guidait surtout l'intérêt des maîtres marchands, prescrivit une enquête au sujet du tarif. Les ouvriers, faisant connaître leurs sentiments dans des *Observations préliminaires*, demandent, le 10 mai 1786, tellement ils sont sûrs de leur cause, que les marchands les plus connus soient entendus, et ils présentent une liste de certains qui « sont précisément les adversaires les plus redoutables des maîtres ». Ce duel lent de significations et de mémoires n'allait pas à la masse des ouvriers, dans laquelle cette idée du tarif entretenait une certaine fermentation, et l'occasion se présentant, l'émeute éclata pour une question de banvin ; la mauvaise volonté des marchands et du Consulat à l'égard des demandes des ouvriers était pour beaucoup dans leur soulèvement et ils s'en allaient chantant par les rues une chanson dont un seul vers bien typique nous est parvenu :

« *Il n'y aura pas de navette sans les deux sols.* »

Devant l'émeute, le Consulat suivit la tactique qui lui réussit si bien en 1744 : il accorda tout ce qu'on lui demandait. Les maîtres gardes avaient aussi cédé, et le 8 août le Consulat, par une ordonnance, n'eut qu'à approuver l'augmentation consentie par eux de deux sous par aune sur les taffetas d'Angleterre $\frac{5}{8}$ ainsi que sur les taffetas $\frac{7}{12}$, ajoutant : « Bien entendu que les compagnons jouiront de ladite augmentation », ces derniers étant les plus mutins. La façon des taffetas visés était ainsi élevée à 18 sols. Cela dura peu, un mémoire nous disant que, sitôt l'émotion populaire calmée, « les fabricants réclament, le Consulat reconnaît son incompetence et sollicite lui-même la révocation de l'ordonnance auprès de l'autorité royale ». Celle-ci le 3 septembre, par un arrêt du Conseil, supprime tout tarif, exprimant ainsi ce qu'elle en pense : « Le Roi étant informé des troubles qui se sont élevés récemment dans la ville de Lyon et s'étant fait rendre compte des causes qui auroient pu les occasionner, Sa Majesté a reconnu que les contestations qui se renouvellent sans cesse entre les fabricans et les artisans provenoient principalement de l'usage qui est particulier (1) à cette ville de taxer par des tarifs généraux le prix des journées d'ouvriers, tandis qu'il est nécessairement variable et subordonné aux circonstances..... Sa Majesté, convaincue que toutes ces entraves, contraires aux progrès de l'industrie, le sont aussi à la tranquillité publique, a jugé que les anéantir étoit le meilleur moyen de prévenir dans la ville de Lyon le renouvellement des réclamations tumultueuses qui trop souvent y

(1) Une ordonnance consulaire de 1689 avait fixé invariablement le prix de la main-d'œuvre des futaines de diverses sortes. C'était déjà un tarif.

ont troublé l'ordre public et entraîné la triste nécessité du châtiment », ordonne que « les salaires des compagnons, garçons et artisans de la ville de Lyon seront réglés de gré à gré et à prix débattu entre le marchand fabricant et l'ouvrier, selon le tems, les circonstances, la nature des ouvrages et la capacité de l'ouvrier, ainsi qu'il se pratique dans la capitale et autres villes du royaume bien policées ». En outre, il est interdit aux ouvriers « de se concerter entre eux pour faire hausser le prix de leurs salaires d'une manière uniforme et combinée ».

Le caractère de généralité de cet arrêt s'explique par le fait que l'émeute du 8 août avait eu pour auteurs les ouvriers en soie et les ouvriers chapeliers, qui avaient obtenu les uns et les autres du Consulat une augmentation de salaires ; les crocheteurs des ports avaient profité du désarroi avec le même succès.

Immédiatement, contre l'arrêt du 3 septembre la lutte de mémoires reprend et les réclamations vont croissant, surtout lorsque intervient la longue cessation de travail de 1787-1788. Les marchands, profitant de la situation précaire des maîtres, les firent travailler à des prix dérisoires. Alors, touché par les plaintes des ouvriers, le Roi rendit, paraît-il, de son propre mouvement, un arrêt en date du 8 août 1789 suspendant l'exécution de celui du 3 septembre 1786. En outre, les syndics et jurés gardes en exercice de la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en étoffes de soie étaient autorisés à convoquer incessamment les anciens syndics et gardes à l'effet, par eux tous, de nommer et choisir entre eux douze commissaires, dont six de la classe des marchands et six de celle des maîtres ouvriers. Ces commissaires devaient, de concert avec le prévôt des marchands et les échevins, fixer provisoirement les prix des façons des différentes qualités d'étoffes unies. L'arrêt ajoute que ces prix ainsi fixés serviraient de règle dans toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les marchands et les maîtres ouvriers, sauf, en cas de défectuosité, à en être référé par-devant les prévôt des marchands et échevins sur la réduction qu'il conviendrait en conséquence de faire sur les prix déterminés par ledit tarif.

Derechef, officiellement le mot de tarif est prononcé, mais avec un sens nouveau. En 1779 c'était une liste de prix qui devait s'appliquer forcément, dans tous les cas, même à l'encontre des conventions. En 1789 c'est une série de prix qui doit servir de règle dans les contestations. D'un côté, c'est l'idée simple du tarif rigide, imposé à tous ; de l'autre, c'est la conception plus pratique d'une règle qui laisse subsister la liberté et se plie avec plus de souplesse aux exigences du travail et à ses variations ; ou plutôt cela aurait dû être, car rapidement, comme nous allons le voir, on en vint à la conception précédente du tarif de 1779.

Restait à établir ce tarif et la chose n'alla point toute seule, les marchands continuant leur opposition. L'assemblée dans laquelle les commissaires devaient être désignés eut lieu le 31 août, l'arrêt étant du 8 ; mais seuls les anciens et les jurés gardes ouvriers nomment leurs six délégués, les maîtres marchands refusant de nommer les leurs, « attendu le défaut de nombre suffisant d'entre eux ». C'était là une excuse facile à créer, et les marchands s'en servirent pour pouvoir délibérer, la convocation trop rapide de l'assemblée les ayant surpris sans s'être concertés. Ayant ainsi gagné du temps, ils se réunissent le 7 septembre et très habilement ils décident de laisser entièrement aux maîtres ouvriers le soin de procéder à la confection du tarif. La raison c'est que « l'ouvrier étant maître de ses travaux doit l'être aussi du salaire qu'il y attache, que le droit de le fixer lui appartient exclusivement à tous autres, qu'en conséquence ils croyaient devoir s'en rapporter absolument à MM. les commissaires maîtres gardes ouvriers de la fabrique, nul ne pouvant mieux qu'eux connaître les besoins de leurs commettans et apprécier leurs peines et labeurs ; le concours des marchands dans un pareil travail devenant absolument inutile, qu'en conséquence les syndics des marchands fabricants déclaraient s'abstenir de toute nomination de commissaires de leur classe pour procéder au tarif dont il s'agissait ». Cette délibération avait un double but : par leur abstention, les marchands pensaient retarder l'élaboration du tarif, et surtout s'il était dressé, elle leur permettrait plus tard de le rejeter en se prévalant de leur non participation à son établissement.

Ce plan fut déjoué en partie, car les commissaires des maîtres ouvriers, sans faire de nouvelles sollicitations aux maîtres marchands, se mirent à l'œuvre et en une dizaine de jours à peu près eurent terminé le tarif. Ils fixèrent pour les maîtres et les compagnons les prix de deux cent cinq genres d'étoffes, les chiffres extrêmes étant d'un côté 11 sols pour le maître (6 sols 3 deniers pour le compagnon), prix de la façon d'un taffetas noir en cinquante-quatre portées, tramé à un bout, et de l'autre 4 l. 15 s. pour le maître (2, 17 pour le compagnon), prix de la façon du velours à quatre poils. Chaque genre, très détaillé, est mentionné par portées, qualité des chaînes, largeurs et nombre de bouts.

Les auteurs du tarif déclarent que, pour lui donner une base solide, ils se sont modelés sur un autre tarif fait en 1786 par tous les syndics et gardes sur les ordres du Consulat, ajoutant : « Nous y avons fait quelques corrections utiles qui ne tendent point ou bien moins à l'augmentation du prix des façons qu'à une proportion plus soigneusement déterminée et plus équitablement distribuée. Nous y avons encore ajouté certains genres d'étoffes totalement oubliés. »

Dès le 18 septembre le tarif est prêt et les maîtres ouvriers adressent au Roi une requête en demandant l'homologation et l'exécution par lettres patentes. Surpris, les marchands montrent alors leurs véritables sentiments et par délibération du 5 novembre ils donnent pouvoir à leurs syndics « d'adresser leurs respectueuses représentations à Sa Majesté afin qu'il lui plaise de retirer son arrêt du 8 août précédent et de statuer que, conformément à l'arrêt du 3 septembre 1786, la main-d'œuvre de l'ouvrier continuera d'être fixée de gré à gré à prix débattu et, ajoutant audit arrêt, ordonner que, quelques fussent les conventions qui seroient faites entre les maîtres et les ouvriers à raison de la main-d'œuvre, le prix ne pourroit jamais être au-dessous des prix qui étoient généralement reconnus en 1785; que toutes conventions qui seroient contraires à cette disposition seroient déclarées nulles et la façon de l'ouvrier estimée au prix de 1785 ». Par un semblant de concession, les marchands demandent un tarif minima mais basé sur les prix qui leur étoient le plus avantageux; on sait, en effet, que c'est pour ne pas avoir voulu augmenter de 2 sols par aune les façons de 1785 que le Consulat souleva l'émeute de 1786.

Cette délibération des marchands fut accueillie par la juste indignation des maîtres ouvriers et ils en font part au Roi et à la Nation assemblée dans leurs *Doléances*. L'exposé de leurs misères et la nécessité d'y remédier frappent le Roi qui, après avoir pris l'avis du Bureau du commerce, rend, le 29 novembre 1789, un arrêt qui leur donne un commencement de satisfaction. Sa Majesté, considérant « que la formation prochaine des assemblées provinciales et municipales du royaume exige qu'avant d'homologuer définitivement un tarif, qui peut devenir le germe d'un nombre infini de difficultés entre les maîtres marchands et les maîtres ouvriers fabricants, il soit examiné avec la plus grande attention par la nouvelle administration chargée de le faire exécuter, avec d'autant plus de raison que la différence des tems, des circonstances et des événements doit influencer nécessairement sur l'augmentation ou la diminution du prix des façons, qu'il seroit surtout à désirer que les administrateurs qui seront choisis et nommés pussent concilier les esprits et les convaincre que de l'union qui existera entre les maîtres marchands et les maîtres ouvriers fabricants dépend la prospérité de leurs manufactures et tout à la fois leur propre félicité; par ces différentes considérations Sa Majesté a cru devoir, quant à présent, se borner à une détermination provisoire qui peut avoir d'autant moins d'inconvénients que le terme où il sera pris un parti définitif ne sauroit être éloigné...; en conséquence, ordonne que par provision le prix des façons des étoffes porté par ledit tarif, sur la confection duquel lesdits maîtres marchands ont déclaré s'en rapporter, sera

payé à l'avenir aux dits maîtres ouvriers jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné et qu'en cas de difficulté sur le prix desdites façons il y sera statué par les officiers municipaux de ladite ville de Lyon, après avoir pris l'avis des jurés gardes tant de la classe des maîtres marchands que de celle des maîtres ouvriers fabricants. » Cet arrêt fut enregistré le 21 janvier 1790.

De suite des difficultés s'élevèrent sur un point sommairement réglé par le tarif de 1779. Celui-ci abrogeait l'article du règlement de 1744 qui ne donnait qu'un délai d'un mois aux maîtres et compagnons pour réclamer contre le prix de leur façon inscrit sur leur livre. Ce délai courait du jour de l'inscription. Le résultat d'une pareille réclamation était ordinairement le renvoi du compagnon par le maître, ou le refus de tout travail à l'avenir au maître par le marchand. De la sorte l'ouvrier ou le compagnon étaient retenus par cette crainte, et le trop court délai laissé aux réclamations leur ôtait toute liberté : le tarif, applicable seulement en cas de contestations, devait ainsi rester lettre morte.

Le Corps municipal (1) fut appelé à trancher cette question. Par une ordonnance du 27 avril 1790 il fait partir du jour de l'enregistrement de l'arrêt, c'est-à-dire du 21 janvier, le droit de demander l'augmentation pour toutes les pièces commencées à cette date. Puis il ajoute : « Sans s'arrêter aux dispositions de l'article 27 du titre X du règlement de la grande Fabrique, lequel sera à cet égard et demeurera abrogé, les maîtres ouvriers seront admis à réclamer le prix de leur façon sur le pied fixé par ledit tarif et il n'y aura aucune fin de non-recevoir à opposer à leurs réclamations qu'autant qu'ils auront laissé s'écouler six mois à compter de l'époque où ils auront cessé de travailler pour les maîtres marchands, n'entendant néanmoins rien innover quant à l'exécution dudit article 27 par rapport aux étoffes non dénommées dans ledit tarif. » Cette décision souleva des débats passionnés et les maîtres marchands, se fondant sur la violation du règlement de 1744, en appelèrent au Corps municipal lui-même de son ordonnance. Il eut à statuer de nouveau dans sa séance du 1^{er} mai 1790 sur l'application du tarif. Le procureur de la commune, Fr. Dupuis, exposa longuement la question, résumant et opposant les arguments des deux parties. Les maîtres marchands font ressortir que si l'ouvrier à six mois pour réclamer ils éprouveront de très sérieuses pertes, car l'étoffe qu'il a fabriquée et livrée est depuis longtemps expédiée et facturée sur la base du prix de façon convenu avec lui. En outre, les ouvriers étant toujours fondés à méconnaître leurs conventions en demandant le prix du tarif postérieurement à la livraison, les

(1) La nouvelle Municipalité qui succéda au Consulat avait été installée le 12 avril 1790.

maîtres marchands ne pourront plus faire travailler nombre d'ouvriers qu'ils employaient jadis par charité à exécuter des commissions sur lesquelles leur bénéfice était fort modique.

A cela que répondent les maîtres ouvriers? Ils opposent que, s'il y a un tarif, il doit être respecté, et que dès lors il n'est plus permis « de mettre à contribution l'ouvrier en lui donnant une rétribution inférieure au prix qui y est déterminé, que dès qu'il existe des preuves de cette injustice elle doit être à l'instant réparée et qu'on doit être toujours recevable à réclamer ». Ils ajoutent que « les maîtres marchands ont si bien reconnu cette vérité, que dès qu'il a existé un tarif on a arrêté en même temps “ que dans le cas que le livre d'aucuns ouvriers ou quelques actes particuliers établiraient qu'on ne les auroit pas fait jouir des prix fixés, il leur seroit loisible de se pourvoir pour obtenir l'exécution du tarif, nonobstant l'expiration du délai d'un mois fixé par l'article 27 du titre X du règlement de 1744 ”, que tel est le texte du tarif adopté le 20 décembre 1779 et que plusieurs sentences du Consulat s'étaient conformées à cette disposition ». Une constatation de fait vient à l'appui des dires des ouvriers sur la nécessité du tarif obligatoire : « L'arrêt du Conseil du 3 septembre 1786 ayant déterminé que les salaires des ouvriers et des compagnons seroient réglés de gré à gré et à prix débattu entre le maître fabricant et l'ouvrier, il avoit été d'une funeste expérience et on avoit bientôt reconnu qu'il étoit impossible de se passer à Lyon d'un tarif, puisque plusieurs marchands avoient été assez injustes pour ne payer qu'un modique prix de 8 sous les façons dont la valeur avoit été tarifiée à 17 sous. » Enfin, pour terminer, les maîtres ouvriers déclarent qu'il est bien invraisemblable que le profit des marchands soit tellement borné qu'ils ne puissent faire fabriquer aux prix fixés par le tarif, prix inférieurs à ceux payés aux ouvriers de Suisse, d'Italie et d'Allemagne. Et le tarif est une garantie pour le fabricant qui s'y conforme : il n'aura jamais d'incertitude sur le prix auquel il doit livrer l'étoffe.

Ayant ainsi résumé les arguments et objections, le procureur de la commune conclut en faveur des maîtres ouvriers. Il pose comme principe que la présence d'un tarif détruit toute convention par laquelle l'ouvrier pourrait être lésé ; pour en assurer l'exécution, un délai de six mois doit être accordé à celui-ci pour intenter son action. Ce délai court du jour où le maître aura cessé de travailler pour le fabricant. La raison « c'est que l'ouvrier est véritablement dans la dépendance du marchand et qu'il a lieu de craindre d'être privé d'ouvrage et, par conséquent, de tous moyens de subsistance s'il demandait d'être payé en conformité du tarif ». Le Corps municipal adopta les conclusions du procureur de la commune, et renouvela,

par une ordonnance du 1^{er} mai, les termes de celle du 27 avril à laquelle les marchands avaient fait opposition. Le 6 mai, le *Courrier de Lyon* appréciait en ces termes cette mesure : « Il faut laisser dans les opérations ordinaires du commerce la plus grande liberté.....; mais ici, où la misère lutte presque toujours contre la richesse, il faut nécessairement que la loi se prononce. »

En signe de reconnaissance, les maîtres ouvriers vinrent déposer le 8 mai entre les mains de la Municipalité un don patriotique de 150 livres, avec charge de le faire parvenir en leur nom à l'Assemblée nationale. Puis vint l'édit de 1791 qui clot notre étude; le tarif disparut avec les jurandes et maîtrises devant la liberté du commerce et de l'industrie.

Le résultat des tarifs de 1779 et de 1790 peut ainsi se résumer : possibilité pour l'ouvrier, après avoir pris de l'ouvrage à un taux déterminé par une convention et inscrit sur son livre, de réclamer avec succès six mois après, et même plus s'il a continué à travailler pour le même marchand, la différence entre le prix arrêté et celui fixé par le tarif. C'était encourager la mauvaise foi et placer le marchand dans une situation difficile pour l'établissement de son prix de revient. L'arrêt de 1789 voulait plus justement un tarif applicable seulement en cas de contestation quand il y avait doute sur la fixation du salaire, sans préjuger du bon droit de celui qui réclamait peut-être contre sa convention : celle-ci était toujours valable. Mais dans la pratique prévalut de suite la conception du tarif de 1779 avec son caractère d'inflexibilité contraire à toute équité. Il faut songer que si les maîtres en arrivèrent là, c'est après de longues souffrances et de pénibles labeurs mal rétribués. Le tarif est l'aboutissant de la lutte entre marchands et ouvriers, et ceux-ci ayant enfin le dessus, en profitent pour accabler l'adversaire au nom de leur misère qu'il prépara et entretint trop souvent. Pour avoir une idée de l'esprit qui animait les ouvriers et des pensées que soulevait en eux ce mot de tarif, il faut parcourir les mémoires et brochures qui des deux côtés furent échangées. Ce n'était pas seulement une lutte économique qui était engagée, mais bien aussi une lutte de classes.



Un long mémoire des maîtres ouvriers commence la série en 1779. Dressé « pour demander une augmentation du prix des façons », il expose les misères des ouvriers et le remède qu'ils attendent, en ce style emphatique et pompeux qui caractérisera bientôt les écrits révolutionnaires. Il serait à publier tout au long, car il est

un curieux reflet de l'état d'esprit des maîtres et de leurs idées économiques.

Adressé au Consulat, ce mémoire fait, dès l'abord, ressortir l'augmentation énorme du prix des denrées et des locations, en face du salaire de l'ouvrier qui est resté stationnaire. Le maître, dès lors, malgré son activité, « est condamné à une triste indigence qui ne devrait être que la punition de la paresse. Cette alliance monstrueuse du travail et de la misère » frappe d'autant plus « que la manufacture, où ce phénomène effrayant est devenu si commun, est une source de richesses pour l'Etat et de fortune pour un grand nombre de négociants. Elle seroit donc comme ces mines qui ne produisent tant de trésors qu'en engloutissant des milliers d'esclaves qui ne goûtent jamais l'aisance qu'ils font circuler; victimes comme eux de la cupidité et du luxe, nous serions bien plus à plaindre. Citoyens et pères, nous avons des impôts à payer, une famille à entretenir, et ils ne supportent aucune de ces charges; si leur subsistance est modique, l'avarice qui la mesure est intéressée à la proportionner aux besoins et à ne la refuser jamais : partageons-nous avec eux cette assurance qui écarte les plus cruelles inquiétudes et qui console du mieux qu'on ne peut avoir! Pères de la Patrie, vous verrez avec attendrissement dans le tableau que nous avons l'honneur de mettre sous vos yeux que le travail le plus opiniâtre, le travail de la nuit ajouté à celui du jour, ne nous donne pas, à beaucoup près, le pur nécessaire, et cependant vous n'ignorez pas que nous sommes exposés à de fréquentes inactions, toutes les fois que le luxe est obligé de suspendre ses désirs ou ses demandes et toutes les fois aussi que les infirmités et les maladies pénètrent dans nos ateliers, que la misère leur ouvre de toute part. Condamnés à manquer de beaucoup de choses dans le tems de la plus grande activité et continuellement menacés de manquer de tout quand les tems de langueur arrivent, nous sommes toujours aux prises avec l'indigence et souvent accablés de ses plus grandes rigueurs; à moitié nourris quand le travail donne et obligés de mourir de faim quand il ne vient pas à notre secours : telle est la cruelle alternative dans laquelle nous consumons nos jours. Est-il de servitude plus affreuse qu'une pareille situation ? »

Qu'ont fait les marchands qui connaissaient bien celle-ci ? Après de longues supplications, quelques-uns seulement ont consenti une augmentation d'un sol par aune (1774) sur certaines étoffes; la plupart n'ont cédé à aucune considération de justice et d'humanité. Cependant, ceux à qui le budget joint au mémoire a été soumis ont été touchés de pitié et ont reconnu la nécessité d'une augmentation de la main-d'œuvre. Ils l'accorderaient volontiers, « mais une réflexion frappante les retient et elle doit produire, en effet, la plus

forte impression : si nous augmentons librement, disent-ils, tous nos confrères ne sont pas obligés de suivre cet exemple et certainement plusieurs ne le suivront pas ; dès lors ils pourront vendre à meilleur marché et nous ne pourrons plus soutenir la concurrence avec eux. Il faut absolument un tarif uniforme pour concilier tous les intérêts et il n'y a que l'autorité qui puisse élever ce tarif au-dessus du point où il est fixé par l'usage ». Seul le Consulat peut imposer cette règle générale obligatoire, qui sera « le tarif qui rapproche le prix des façons de celui des denrées » et qui établit pour l'ouvrier « une juste proportion entre le produit de son travail et la mesure de ses besoins ». Mais sur quelle base l'établir ? Les auteurs du mémoire proposeraient bien la solution assez simpliste que voici : « Le prix des consommations ayant doublé, il faudrait doubler aussi le prix de la main-d'œuvre : il n'en faudrait pas moins pour nous mettre dans l'état où étaient nos pères et leur état n'était pas trop florissant. » Toutefois ils ont conscience de ce qu'aurait d'exagéré et de nuisible une telle mesure prise brusquement, et ils s'empressent d'ajouter que, puisqu'il est prouvé par les chiffres du budget joint au mémoire que les dépenses d'un maître ouvrier excèdent d'un quart ses recettes, il faudrait seulement augmenter d'un quart les salaires. A leur avis cela n'aurait rien d'exorbitant, car « une demande aussi modérée n'est pas susceptible de la moindre réduction ; peut-on refuser la subsistance à l'ouvrier qui travaille ? Ici il ne demande que la plus vile et la plus modique : rien d'ailleurs pour les délasséments simples que l'homme actif et industrieux devrait goûter quelquefois, rien pour les maladies dont il n'est pas le maître de se garantir, rien pour les accidents imprévus et cependant inévitables dans toutes les manufactures, rien en un mot pour se soutenir quand le travail lui manque sans qu'il y ait de sa faute. Peut-on lui accorder moins que de le nourrir quand on l'occupe ? L'augmentation d'un quart ne lui donnera rien de plus ».

Que vont objecter les maîtres marchands aux arguments si frappants qu'exposent les maîtres ouvriers ? Ceux-ci s'efforcent de prévoir et de réfuter d'avance. Les marchands, ils vont d'abord parler bien haut de la liberté nécessaire au commerce qui s'oppose à tout tarif. D'accord, mais cette liberté a besoin d'être refrénée lorsqu'elle est cause d'abus, « et c'est en effet un abus monstrueux que nous déférons à nos dignes magistrats : depuis trente ans que les denrées augmentent sans cesse, quel usage les marchands ont-ils fait de cette liberté dont ils paraissent jaloux ?... Insensibles à notre misère, ils nous ont commandé des travaux délicats et pénibles sans en payer le juste prix, ils ont vu doubler nos charges sans vouloir rien ajouter à nos salaires, ils ont exposé des milliers d'hommes utiles, dévoués à leur service et à leur fortune, à périr de faim ou à s'expa-

trier de désespoir. Voilà ce qu'a produit cette funeste liberté dans laquelle ils veulent être maintenus : ils en ont joué assez longtemps pour qu'on en connaisse tous les dangers ».

Les marchands ajouteront : « A quoi bon un tarif ? Les maîtres n'ont qu'à refuser le prix de façon qu'on leur propose : ils ont toute liberté de ne pas prendre l'ouvrage mal payé. » Et les ouvriers font cette simple et saisissante réponse, que répéteront après eux tous ceux qui sont obligés de travailler pour vivre : « Ils savent, ces marchands, que nous n'avons que l'apparence de cette liberté ; aucun règlement ne nous oblige de travailler à un prix insuffisant, mais la plus impérieuse de toutes les loix, la loi du besoin, nous impose cette cruelle nécessité : nos ateliers ne sont pas des fortes-resses qu'il soit difficile de réduire par la famine, tous les jours il faut vivre et tous les jours il faut du travail. Les marchands s'accordent à offrir le même salaire, aucun d'eux ne peut s'en écarter ; quelque vil qu'il soit, il n'est pas possible de délibérer, il faut recevoir la loi, parce que c'est un moindre mal de n'avoir que la moitié de sa subsistance que de n'avoir rien du tout. »

Enfin, on objectera encore que, si l'on élève les salaires, la manufacture ne pourra plus lutter contre la concurrence étrangère. Cela serait vrai, répondent les maîtres ouvriers, si les soieries de Lyon devaient leur succès au bon marché ; leur seule perfection les fait rechercher, « et 5 sols de plus sur des objets de luxe que la richesse est en état de payer ne formeront qu'une augmentation insensible dont on ne s'apercevra presque pas ». En tous cas, l'intérêt public peut-il vouloir qu'une manufacture ne fleurisse que par les salaires minimes qui ruinent ses ouvriers ? Et ceux-ci, qui ont mis dans leur mémoire toutes les pensées tristes qu'éveillait l'exposé de leur situation précaire, toutes les revendications qu'il justifiait, concluent en priant le Consulat « de peser avec soin ces trois vérités décisives :

« 1^o Il est impossible que nous vivions si la main-d'œuvre reste au même taux et n'augmente pas au moins d'un quart : le tableau ci-joint le démontre (ce tableau est un budget de maître ouvrier) ;

« 2^o Il est impossible aussi que ce taux augmente par la volonté libre des marchands, leur intérêt les force à se tenir tous au même prix, la raison en est sensible ;

« 3^o Le tarif qui augmentera les salaires est le seul moyen de prévenir la ruine prochaine de la manufacture et ne peut lui faire aucun tort. »

Ces trois principes devront guider le Consulat, et les ouvriers attendent que, par ses ordres, il soit dressé « un tarif à l'effet de régler les façons des différentes étoffes proportionnellement à l'accroissement des denrées, avec défense à quiconque de s'en

écarter sous aucun prétexte, si mieux il n'aime par un règlement plus simple ordonner que les façons seront payées un quart en sus du prix actuel, sans que personne puisse déroger au règlement par aucune convention contraire ».

Ce mémoire est suivi de dix signatures ainsi certifiées : « Les dix signature de sy desu sont tous danciens sindic » ; puis viennent une trentaine d'autres, grosses écritures appliquées et inhabiles, avec cette déclaration : « Nous aurions put avoir la signature de tous les maitres, mais on set contanté de quelques uns bien connu et honnête. »

Ainsi, très logiquement, devant leur état que rien autre ne peut améliorer, les maitres en arrivent à demander le tarif obligatoire. Que sont pour eux les principes de liberté des conventions en face de leur infériorité et de leur misère toujours certaine ? Et il semble bien que leurs plaintes ne soient pas de vaines déclamations pour faire triompher une théorie économique ou politique. Il y a là pour eux une question vitale, et, pour la résoudre, les maitres ouvriers, comprimés par la réglementation qu'ont élaborée et que font respecter les pouvoirs publics, cherchent en ceux-ci une aide. Avec une franchise un peu rude et une simplicité de raisonnement toute populaire, ils les appellent à leur secours contre les marchands trop avides au gain.

Un mémoire en réponse à celui que nous venons d'analyser, après avoir exposé les arguments réfutés d'avance, se contente d'ajouter que les ouvriers qui se plaignent de ne pouvoir vivre sont « des fripons et des fainéants qui ne sont qu'en trop grand nombre ».

Nous connaissons les péripéties de la lutte pour le tarif, et lorsque en 1783 les maitres ouvriers interjetèrent appel d'une ordonnance consulaire qui leur interdisait de s'assembler, les maitres gardes marchands, qui avaient été sollicités de se joindre à eux, s'empresèrent de fournir un mémoire contre les tarifs. Ils déclarent que le règlement de 1744 est suffisamment protecteur des salaires et veulent s'en tenir à l'article 27 du titre X qui, dans le mois à partir de l'inscription du prix sur le livre du maitre, donne à celui-ci le droit de réclamer devant les maitres gardes et devant le Consulat. Ils exposent qu'on ne peut d'avance fixer un prix de fabrication, car celui-ci varie suivant les circonstances. Il est élevé s'il y a beaucoup de commissions à satisfaire ; il baisse si elles sont rares, parce qu'alors le marchand ne fait travailler ses ouvriers que pour les occuper et les soutenir. Il est bien juste qu'une diminution du prix l'indemnise, car combien de temps gardera-t-il en magasin ces étoffes qu'il fait fabriquer sans besoin ? Et dès lors pourquoi ne pas s'en tenir au règlement et à l'appréciation des maitres gardes ? Grâce

à eux, il s'établit en tout temps une espèce de cours des façons et le maître, « rapportant son livre au Bureau, les jurés gardes examinent si le prix qui y est porté est celui du cours quant au genre d'étoffe qu'il a fabriqué; dans le cas contraire, le marchand est obligé de parfaire le prix de la façon et si ce prix ne se trouve pas bien connu, on a recours aux maîtres ouvriers qui ont travaillé dans le même genre et le plus haut prix qui paraît avoir été donné est celui que l'on adjuge à l'ouvrier plaignant ». Ce mode d'évaluation aurait pu paraître satisfaisant s'il avait été équitable; puis il était pratiqué dans les cas où le prix de façon n'avait pas été débattu et arrêté à l'avance, ce qui n'arrivait jamais en temps de crise. Et ainsi les maîtres gardes marchands dans leur mémoire essayent de prouver par l'exception que toute satisfaction est donnée aux ouvriers alors qu'ils demandent une mesure semblable dans tous les cas. Nous aurons en ce siècle à noter la résurrection de cette théorie du cours des façons opposée à celle du tarif, le Conseil des prud'hommes devant dresser chaque mois une mercuriale de la fabrique.

Une espèce de Conseil amiable des maîtres gardes qui ferait respecter le prix du cours des façons serait la solution idéale, se conformant ainsi aux événements et n'ayant pas les chances d'injustice que présente un tarif dressé en un temps et bientôt inapplicable. Le cours suit la variation des prix; le tarif, immuable, devient vite inexact. C'est en ce sens que se prononce un mémoire des maîtres marchands en date du 8 octobre 1788, intitulé : *Mémoire sur l'interprétation qu'on a voulu donner à l'arrêt du 3 septembre 1786*. Ce dernier, rendu après la révolte, supprimait tout tarif. Or il advint ceci. En 1787 une grande misère accabla les ouvriers, tout travail ayant cessé par suite de la mauvaise récolte des soies; le prix des taffetas descendit alors de 18 sols à 10 et même à 8 sols. Un maître ouvrier, à qui son marchand voulait payer ce dernier prix, se pourvut devant les maîtres gardes et l'affaire fut portée au Consulat. Celui-ci, par une sentence du 15 janvier 1788, condamna le marchand à payer la façon des étoffes fabriquées au taux suivant : 16 sols les taffetas Angleterre, 15 sols les taffetas $7/12$. Le marchand se plaignit au contrôleur général des finances, qui s'abstint de donner son avis, et devant son silence le Consulat refusa désormais de statuer sur des cas semblables.

Sur quoi le fabricant condamné basait-il son droit? Il soutenait que l'arrêt du 3 septembre avait aboli tout tarif et que la convention passée avec son ouvrier, bien au-dessous du prix du tarif, devait être respectée. Et à l'appui de son dire il citait l'avis de l'Intendant sur l'arrêt de 1786, déclarant « que l'intention du Gouvernement avait été de laisser à chaque individu la liberté illimitée de traiter pour le prix du salaire, de manière que dans aucun cas le fabricant

ni l'ouvrier ne pussent faire réformer le prix convenu entre eux lorsqu'il auroit été écrit d'avance sur le livre de l'ouvrier en lui livrant la pièce à fabriquer ».

Ce n'est pas la façon de voir des auteurs du mémoire; après avoir exposé les faits qui précèdent, ils ajoutent qu'évidemment le traitement de gré à gré entre marchands et maîtres est le plus équitable, parce que l'ouvrier doit gagner peu lorsque les commissions manquent et beaucoup lorsqu'elles sont abondantes; en temps de crise, c'est surtout par charité qu'on l'occupe à vil prix, pour ne pas le laisser oisif. Mais, avant tout, l'arrêt de 1786 n'a pas voulu donner une liberté illimitée et il a laissé subsister l'ancien usage pour l'ouvrier de porter plainte devant les maîtres gardes qui, malgré le prix marqué sur le livre, lui font donner celui du cours général. On objectera que, par le fait de l'inscription, l'ouvrier a accepté le prix offert, « mais vainement dira-t-on que c'est une convention écrite lorsque le prix convenu est noté d'avance sur le livre de l'ouvrier; c'est, il est vrai, une espèce de contract, mais c'est un contract usuaire, et si la justice rompt l'engagement d'un dissipateur qui a traité avec un usurier, ne doit-elle pas à plus forte raison frapper d'anathème et proscrire l'engagement d'un malheureux ouvrier que la nécessité de fournir aux besoins de sa famille expirante a forcé de subir la loi inique qu'on lui a imposée? L'arrêt de 1786 a été rendu pour maintenir la liberté et non pas pour livrer le malheureux ouvrier à l'oppression de quelques fabricants injustes. »

Ces pensées très équitables amènent les auteurs du mémoire à conclure que, comme avant 1779, époque du premier tarif, l'article 4 du titre III (1) du règlement de 1744 recevra sa stricte exécution.

(1) Jusqu'ici les mémoires, désireux de montrer l'inutilité d'un tarif en présence du règlement, invoquaient l'article 27 du titre X. Nous en avons résumé les dispositions : nous en donnons le texte complet, le rapprochant du nouvel article cité : (Art. 27, titre X.) « Les maîtres ouvriers qui croiroient avoir un dédommagement à répéter contre les maîtres marchands ou qui se prétendroient lésés sur le prix de la façon des ouvrages, de même que les compagnons qui croiroient l'avoir été par les maîtres ouvriers, se retireront dans le mois devant les maîtres gardes pour être leurs prétentions respectives réglées par lesdits maîtres gardes, ainsi qu'il appartiendra, sauf aux parties à se pourvoir ensuite au Consulat; et faute par lesdits maîtres ouvriers et compagnons de faire leurs diligences dans le délai d'un mois ci-dessus prescrit, le prix porté par lesdits livres demeurera pour constant et lesdits maîtres ouvriers et compagnons seront déchus de toute action et demande en dédommagement. » Que pouvaient demander de plus maîtres et compagnons? Cela n'est-il pas suffisamment protecteur?

Deux cas peuvent se présenter. D'après le règlement, le marchand doit inscrire le prix de la façon sur le livre du maître « un mois au plus tard après que les étoffes auront été rendues », et le maître doit inscrire son salaire sur le livre du compagnon « trois jours après que les maîtres marchands en auront réglé et arrêté le prix avec le maître ouvrier ». C'est ce qui se passait en temps ordinaire : le recours était ouvert devant les maîtres gardes; mais ceux-ci se composaient de quatre marchands et de deux maîtres ouvriers seulement, et toute plainte de ce genre enlevait au maître l'espoir d'avoir de nouveau de l'ouvrage du marchand qu'il actionnait ainsi. Un autre cas n'a pas été prévu par le règlement : c'est celui où, en donnant la pièce à faire, le

Ils s'efforcent de faire ainsi œuvre de conciliation, bien que, tout en se plaçant à un point de vue très humain et en proclamant la réelle infériorité de l'ouvrier devant les exigences du marchand, ils ne demandent que le *statu quo*, dont les maîtres se plaignaient tant. C'était là, semble-t-il, l'opinion juste milieu.

A l'opposé, les partisans de la liberté illimitée des conventions font connaître leurs idées sur la conduite à tenir à l'égard des ouvriers afin de les avoir toujours respectueux et soumis. Elles sont exposées avec une rare inconscience d'humanité en 1786 par M. Mayet, directeur des fabriques du Roi de Prusse et assesseur à la Chambre royale des manufactures, dans son *Mémoire sur les manufactures de Lyon*. A son avis, ce qui fait leur force et « ce qui contribue le plus à baisser le prix des étoffes de Lyon c'est le peu de valeur de la main-d'œuvre, et cette dernière cause en a deux très remarquables, savoir l'activité et la frugalité de l'ouvrier lyonnais ». Devant une telle constatation, il semblerait que l'auteur va exprimer sa sympathie et son admiration pour celui qui possède de si rares qualités. Il n'en est rien, et voici ce qu'il conseille aux marchands :

« Pour assurer et maintenir la prospérité de nos manufactures, il est nécessaire que l'ouvrier ne s'enrichisse jamais, qu'il n'ait précisément que ce qu'il lui faut pour se bien nourrir et pour se bien vêtir. Dans une certaine classe du peuple trop d'aisance assouplit l'industrie, engendre l'oisiveté et tous les vices qui en dépendent. A mesure que l'ouvrier s'enrichit, il devient difficile sur le choix et le salaire du travail. Le salaire de la main-d'œuvre une fois augmenté, il s'accroît en raison des avantages qu'il procure. C'est un

marchand fixe le prix de façon ; il use de ce procédé en temps de crise et impose sa volonté. Le maître peut bien réclamer dans le mois, mais alors il plaide contre sa propre acceptation et ce court délai ne lui suffit pas pour avoir fini la pièce : celle-ci est enlevée de dessus le métier par le marchand, et le maître est renvoyé de sa plainte, souvent traité d'homme de mauvaise foi et acquiert un mauvais renom auprès des marchands.

C'est pour éviter une semblable objection que les auteurs du mémoire de 1788 très habilement laissent de côté l'article 27 du titre X et citent seulement l'article 4 du titre III, qui ne contient que des dispositions générales de police. « Les maîtres gardes et adjoints en charge s'assembleront régulièrement une fois la semaine dans le bureau de la Communauté pour y régler les différends et contestations qui pourront survenir sur le fait de la fabrique ou de la police et discipline entre les maîtres marchands et les maîtres ouvriers, les compagnons et les apprentis et autres personnes employées à la manufacture ; pourront lesdits maîtres gardes mander les parties intéressées pour les entendre et, en cas de refus de leur part de se rendre au Bureau lorsqu'elles y seront mandées, elles seront condamnées à 3 livres d'amende applicables au profit de la Communauté, et ce qui aura été réglé en leur absence par lesdits maîtres gardes sera exécuté jusqu'à ce que, sur les représentations desdites parties intéressées, il y ait été différemment pourvu dans une autre Assemblée ou qu'il en ait été autrement ordonné par lesdits sieurs prévôt des marchands et échevins sur les poursuites qui pourroient avoir été faites devant eux. »

torrent qui a rompu..... Personne n'ignore que c'est principalement au bas prix de la main-d'œuvre que les fabriques de Lyon doivent leur étonnante prospérité. Si la nécessité cesse de contraindre l'ouvrier à recevoir de l'occupation quelque salaire qu'on lui offre, s'il parvient à se dégager de cette espèce de servitude, si ses profits excèdent ses besoins au point qu'il puisse subsister quelque temps sans le secours de ses mains, il emploiera ce temps à former une ligue. N'ignorant pas que le marchand ne peut éternellement se passer de lui, il osera lui prescrire à son tour les loix qui mettront celui-ci hors d'état de soutenir toute concurrence avec les manufactures étrangères, et de ce renversement auquel le bien-être de l'ouvrier aura donné lieu proviendra la ruine totale de la fabrique. Il est donc très important aux fabricans de Lyon de retenir l'ouvrier dans un besoin continuel de travail, de ne jamais oublier que le bas prix de la main-d'œuvre leur est non seulement avantageux par lui-même, mais qu'il le devient encore en rendant l'ouvrier plus laborieux, plus réglé dans ses mœurs, plus soumis à leurs volontés. »

Et ce n'étaient point là de pures théories économiques : elles étaient mises en pratique, les faits le révèlent, par bon nombre de marchands; le mémoire des Electeurs fabricans nous apprend au sujet de la crise de 1787 : « C'est ainsi qu'on a vu plusieurs négocians contraindre l'ouvrier de travailler à moitié prix et forcer des pères de familles, en travaillant eux, leurs femmes et leurs enfans dix-sept à dix-huit heures par jour, à ne pouvoir subsister sans recevoir les bienfaits des citoyens par les souscriptions ouvertes en leur faveur. »

Ces abus provoquent le mouvement d'opinion de 1789, qui aboutit au tarif provisionnel que l'on connaît. De cette période il nous est parvenu deux curieuses brochures qui sont l'écho des idées alors répandues dans le public et acceptées par certains maîtres ouvriers. L'une contient les *Réflexions d'un citoyen patriote pour les ouvriers en soie de la ville de Lyon*; l'autre est la *Lettre d'un maître taffetier à M. R..., auteur des "Réflexions d'un citoyen patriote pour les ouvriers en soie de Lyon"*.

Le citoyen patriote ne nous apprend rien dont les mémoires ne nous aient déjà entretenu, et à en croire le maître taffetier, il n'était qu'un grand ennemi des marchands; ne lui reproche-t-il pas ainsi un ouvrage précédent : « Il m'en a coûté une fois mon petit écu pour un de vos ouvrages qui devait nous faire devenir tous riches; et ce bel écrit, ce fameux mémoire ne fut rempli que d'injures atroces contre les marchands. » Ses *Réflexions*, plus modérées, se contentent d'interpréter dans le sens le plus large l'arrêt de 1786 et d'insister sur le manque de liberté des ouvriers contractans. La liberté peut-elle exister « entre vingt mille ouvriers dénués de tout

secours et cinq cents marchands qui sont les seuls dont ils puissent espérer de l'ouvrage? N'est-il pas évident que le marchand tient dans sa dépendance absolue l'ouvrier, d'abord par la crainte et la subordination naturelle où il se trouve placé, ensuite par le besoin impérieux de pourvoir à sa subsistance et à celle de sa femme et de ses enfants, et enfin par l'impossibilité où il est de se livrer à d'autres occupations, n'ayant qu'une existence frêle et débile qui le rend incapable de tous autres travaux? Dans une position aussi désespérante les ouvriers ne peuvent contracter valablement aucun engagement, puisqu'ils sont dans un état de contrainte perpétuelle vis-à-vis du marchand et dès lors toute convention faite entre eux, dès qu'elle présente une lésion quelconque, doit être considérée comme nulle et sans effet. »

Le maître taffetatif, derrière lequel se cachait probablement quelque maître marchand, se contente avec un gros bon sens de traiter la question au point de vue des faits. Sa lettre était bien propre à frapper l'esprit des ouvriers. Il n'écoute que la faim, et celle-ci, mauvaise conseillère d'égoïsme, demande à être satisfaite par n'importe quels moyens. Il trouve à travailler à moitié prix et il le fait, sans avoir recours aux deux sols et à la livre de pain que la Municipalité et les curés des paroisses distribuent. A son témoignage, ils sont nombreux ceux qui agissent comme lui. « Il faut que je vous dise, déclare-t-il, que dès le mois d'août 1787 j'ai vu et entendu, vu de mes yeux, entendu de mes oreilles, des maîtres ouvriers venir dans les magasins du marchand pour qui je travaille lui offrir de faire à 10 sous et même à 8 sous des taffetas qui m'étaient payés 15 sous. Mon marchand leur répondait comme un honnête homme : Mes amis, je suis bien fâché de ne pouvoir vous donner de l'ouvrage ; il est juste que j'occupe par préférence dans le mauvais tems ceux qui ont travaillé pour moi dans le bon tems. »

Si le citoyen patriote avait répondu au maître taffetatif, il lui aurait sûrement fait remarquer que tout son raisonnement repose sur ce fait, que son marchand était honnête homme. La plupart des marchands moins scrupuleux, devant les offres de maîtres moins exigeants, l'auraient tout simplement renvoyé ou lui auraient offert le prix le plus bas proposé. Le maître taffetatif et son marchand étaient deux exceptions : l'un tout de résignation, l'autre tout de loyauté et de droiture. Dès lors leur cas ne peut s'appliquer à la généralité. Mais laissons continuer notre taffetatif.

La crise s'accroît. Décembre 1787 arrive et son marchand est obligé de suspendre sa fabrication ; il consent toutefois à la continuer, mais en ne payant les façons que 8 à 10 sous. « Je pris donc de l'ouvrage à 10 sous et puis à 8 sous, car la fabrique allait toujours de mal en pire. A peine avais-je fait quelques pièces de taffetas

à ces bas prix que j'entendis une grande rumeur dans mon quartier. Tous les ouvriers, mais surtout ceux qui n'avaient pas d'ouvrage, criaient comme des forcenés contre ces prix de 8 sous et de 10 sous; tout ce bruit ne m'étonnait pas beaucoup, connaissant la cabale d'où il partait : c'étaient les faiseurs de tarifs qui étaient furieux. Ce qui me surprit singulièrement cependant, ce fut de voir venir dans ma boutique des marchands, avec qui je n'avais rien eu à faire, me demander à quel prix mon marchand me faisait travailler et me conseiller de le faire assigner au Consulat pour me faire payer au moins le prix de 1786. Moi, qui n'aime pas les procès et qui ne voudrais pas pour toute chose au monde plaider contre mon obligation, car je suis honnête homme, je vous avoue que je sentis de l'indignation à ce propos et je leur répondis : « Messieurs, si vous voulez me donner à gagner davantage, je suis prêt à vous servir et à prendre de l'ouvrage pour vous ». — « Pour nous, oh, non! c'est détruire la fabrique, me répondit-on, que de faire travailler dans des tems comme ceux-ci ». — De bonne foi, je ne comprenais rien à tout ce grimoire. — Je ne sais pas, répliquai-je, si l'on détruit la fabrique en me faisant travailler, mais je sais bien que si l'on me laisse sans ouvrage je serai bientôt détruit moi-même. »

La scène est vivement peinte et, sous sa forme dialoguée, très expressive. Et l'on songe que si le maître taffetier n'avait pas eu un marchand d'un rare désintéressement, il aurait été sans travail dès le premier jour par suite des offres tentantes de ceux qui, plus misérables, auraient pris à 8 sous ce qu'on lui payait 15. Peut-être se fût-il alors rangé parmi « les faiseurs de tarifs » et n'eût-il pas tenu le raisonnement suivant : « Je reviens à dire que toute votre déclamation contre ces prétendus moitié prix n'a pas l'ombre du bon sens, comme mon fils me l'a très bien fait comprendre. En effet, qu'est-ce que le prix courant des façons, Monsieur l'avocat, quand personne ne fait travailler ou que les sept huitièmes au moins des manufacturiers ont abandonné leurs ouvriers? Qui est-ce qui fixera alors le prix courant? Le prix courant, il y a douze à quinze ans, des articles dont vous voulez parler, « étoffes unies et taffetas Angleterre », était de 10 à 12 sous, dans le tems même qu'il y avait de l'ouvrage pour tous les ouvriers. Ce prix a augmenté successivement jusqu'en 1786, et il était à 15 sous avant la fameuse révolte qui le fit monter à 17 sous. Il y a plus de quarante ans que je suis maître, et dans ma jeunesse le prix courant des Angleterre $\frac{5}{8}$ était à 8 sous; mon père les avait fait à 4 sous dans un mauvais tems. Je vous demande à présent s'il pouvait y avoir un prix courant en 1787 et 1788. Faites-moi le plaisir de me dire quel est le prix courant d'une marchandise quelconque quand il n'existe plus de cette marchandise ou bien quand personne ne veut en acheter? Et quel est le

prix courant de la façon d'un taffetas quand personne ne veut faire fabriquer du taffetas, au point même que plusieurs marchands avaient déclaré formellement que, quand même les ouvriers voudraient travailler pour rien, il ne leur conviendrait pas de les occuper ? »

Donc pas de tarif, pas de prix courant, seule la subordination complète au marchand suffit; souvenons-nous toujours que celui-ci doit être honnête et juste. A quoi bon se révolter ? « J'ai été témoin, dit notre taffetâtier, de deux fameuses révoltes, celle de 1744 et celle de 1786, et toutes les deux ne nous ont assuré que de nouveaux malheurs. » Et il termine en montrant que le remède à la détresse des ouvriers ne viendra pas d'un tarif, mais de la lutte contre la concurrence étrangère, contre les caprices de la mode et les prohibitions rigoureuses qui frappent nos étoffes dans la plupart des États de l'Europe. Au lieu d'un tarif, ne vaudrait-il pas mieux demander l'exemption de guet et de garde qui coûtent aux maîtres plus que tous les impôts, et prier les Comtes de Lyon, « qui sont nos bons amis », de se désister une fois pour toutes de leurs droits de cartellage et de campanage sur les blés et de bien d'autres encore qui renchérissent les denrées ?



Les faits qui sont l'histoire du tarif et les idées que son application a fait éclore sont d'accord pour nous montrer que seule la conception d'un tarif rigoureusement mis en vigueur dans tous les cas pouvait répondre aux désirs des maîtres, maintenus dans leur spécialité par une stricte réglementation. Ce tarif pouvait être contraire à l'équité, mais devant les besoins créés par la rapacité des marchands l'équité devait plier, sous peine de se mettre au service de l'injustice. C'est aux règlements que les maîtres doivent leur infériorité, c'est à la loi qu'ils ont recours pour en sortir par un tarif. Celle-ci ne peut prévoir minutieusement à quels résultats extrêmes elle aboutira; elle ne veut que poser un principe et c'est une loi défensive que les maîtres réclament. Ils ont toutefois conscience du manque de souplesse d'un tarif et c'est ce qu'ils exposent dans leur mémoire de 1789. « Sans un tarif, l'ouvrier est à la merci d'un marchand, pour lequel toutes les circonstances sont favorables, qui dissimule les commissions lorsqu'elles sont abondantes, qui en exagère la rareté lorsqu'elles sont moins considérables et qui, par ces prétextes, ne laisse jamais ni temps, ni circonstances pour payer l'ouvrier. Mais un tarif a cet inconvénient, que le plus juste cesse de

l'être après le laps de quelques années, parce que les objets de première nécessité augmentent infailliblement de prix après un certain temps ; dès lors, plus on s'éloigne de l'époque où le tarif a été réglé, plus il devient désavantageux à l'ouvrier et plus le marchand résiste à une augmentation raisonnable : de là les émotions populaires telles que celle de 1786. »

Ces considérations ont fait émettre l'idée d'un cours des façons dressé par les maîtres gardes et leur servant de base dans les contestations. Ce cours, variant d'après les événements et suivant les fluctuations de la prospérité de la manufacture, eût été évidemment équitable, dès l'abord. Mais comment l'aurait-on établi ? Un cours, c'est la moyenne des prix de main-d'œuvre de tel ou tel genre : lorsque les commandes affluent, les façons augmentent, tout est pour le mieux ; mais lorsqu'elles sont rares, alors se fait un marchandage effréné, les plus misérables prenant du travail pour vivre, et ce sont eux qui dirigent alors le cours des façons, dérisoire, vil comme la misère qui l'a fait offrir et l'avidité qui l'a fait accepter. Désormais le cours des façons, qui doit être l'expression du prix normal, de la libre acceptation du salaire variable suivant les circonstances, n'est plus que le témoignage de l'anéantissement de vingt mille ouvriers affamés, livrés sans volonté à cinq cents marchands tout-puissants.

Le tarif, suivant le vœu des maîtres, devait apporter la solution de ce problème qui ne se pose plus ainsi de nos jours : comment empêcher des ouvriers, à qui il est impossible de faire autre chose que de tisser, à qui l'on interdit de quitter la ville, qui sont une foule immense au service d'une minorité infime de marchands, d'avilir les salaires pour avoir du pain ? Comment empêcher ces marchands, riches, pouvant se concerter, de profiter de leur détresse ? Et il faut ajouter cet élément que la liberté n'existant pas pour les maîtres, opprimés par les règlements, on ne peut la maintenir pour les marchands, qui ont la haute main sur la Communauté et le Consulat, en raison de leur puissance pécuniaire et de leur influence.

CHAPITRE XII

La lutte pour les revendications ouvrières. Emeute, grève, mise à l'index.

SOMMAIRE

Manifestation des maîtres ouvriers en 1627 contre un édit somptuaire. — Mesures prises contre un mouvement d'ouvriers en 1649. — Assemblées tumultueuses lors de la publication du règlement de 1667. — Sédition en 1699 pour obtenir la diminution du prix du pain. — Condamnation de deux ouvriers en soie en 1717 pour s'être assemblés tumultueusement et avoir jeté des pierres sur les soldats. — Grève et révolte de 1744. — La phase judiciaire de la lutte contre le règlement de 1744. — Agissements de Magnin et consorts pour obtenir les signatures des maîtres. — Saisie de listes de mise à l'index le 21 mars 1760. — Placards portant menaces de mort contre des maîtres gardes. — Soulèvement de 1786 (1).

(1) Voir la section v du chapitre XI de notre Classement méthodique des archives.

« Il s'agit d'apaiser quinze à vingt mille personnes au moins, sauf à les punir dans la suite comme ils le méritent. »

Lettre du Prévôt des marchands au Contrôleur général (6 août 1744).

« Il est de la dernière importance que, jusqu'au moment qu'on puisse être en force pour les châtier ainsi qu'ils le méritent, vous vouliez bien avoir la bonté de m'envoyer un arrêt du Conseil qui ordonne l'exécution du règlement de 1737. »

Lettre de l'Intendant au Contrôleur général (6 août 1744).

Si sur le terrain de la légalité les maîtres ouvriers étaient battus par les marchands tant en ce qui concerne la confection et l'homologation des règlements qu'en ce qui regarde la fixation par un tarif du prix de la main-d'œuvre, il leur restait la ressource suprême de se révolter et, par la violence, de se donner l'illusion que leur droit serait enfin reconnu, de montrer que leur silence était non pas de la soumission aveugle, mais une compréhension vraie des difficultés qui empêchaient, jusqu'à un certain point, de concilier leurs besoins légitimes avec les nécessités du commerce et de la concurrence. Ils le prouvaient par leurs multiples mémoires; mais venait un jour où la misère et la faim aigrissaient les caractères, où l'injustice trop flagrante soulevait l'indignation des plus calmes, et ce jour-là, s'il se trouvait des meneurs, ils n'avaient qu'à se mettre à la tête d'un peuple de mécontents. Parfois, sans éclater ouvertement et bouleverser la cité, le ressentiment des maîtres poursuivait certains marchands et gardes, et c'étaient des placards de menaces qui effrayaient les paisibles passants, c'étaient des listes de mises à l'index qui circulaient d'atelier en atelier, dressées dans des assemblées secrètes. Tous les moyens, légaux aujourd'hui, de proclamer les revendications ouvrières, mises à l'index, grèves, étaient employés, empruntant aux défenses qui les frappaient la terreur qui se dégage des complots mystérieux.

* *
* *

Nous avons vu les ouvriers en soie, en 1627, se présenter au Consulat pour réclamer contre l'effet désastreux d'un édit somptuaire dont on était menacé. C'est le premier mouvement véritablement

professionnel qui eut lieu, les ouvriers en soie ne s'étant pas privés, le siècle précédent, de se joindre à la population insurgée à cause de la cherté des blés. Ils se contentèrent de témoigner « un grand ressentiment d'appréhension ». En 1649 ils auraient été, semble-t-il, disposés à aller plus loin, à en croire la délibération consulaire du 26 mai. Ce jour-là le prévôt des marchands a fait convoquer à l'Hôtel de ville les capitaines penons et leur communique « que plusieurs ouvriers en soye, sous prétexte de l'injure du tems et des nécessitez qu'elle cause, s'attroupent et seroient disposés à faire rumeur; qu'il est vrai que plusieurs d'entre eux sont en nécessité, mais quantité d'autres sont malicieux et personnes fainéantes qui ne veulent et ne savent travailler ». Très judicieusement le prévôt des marchands ordonne aux capitaines penons de prendre deux ordres de mesures : en premier lieu, ils doivent « s'informer des vrais nécessiteux de leurs quartiers, en faire des rolles exacts, sans y comprendre ceux qui se peuvent passer de l'aulmosne, et promptement lesdits remettre au Consulat ». Puis, en même temps, les capitaines penons doivent prévenir dans leurs quartiers tous ceux « qui ont quelque chose à perdre, les personnes qui composent ces désordres n'ayant la plus part qu'un objet, de se revestir du bien d'aultruy ». Le prévôt des marchands, en psychologue avisé, par ce simple avertissement pouvait compter, en cas de besoin, sur le concours de tous ceux qui s'armeraient pour la défense de leur propriété. Ces prudentes mesures furent prises en vain, car, malgré les symptômes, tout resta dans l'ordre.

Il fallut le mécontentement causé à certains par le règlement de 1667 pour de nouveau inquiéter le Consulat et lui faire prendre d'imposantes mesures d'ordre. Des réunions eurent lieu, ensuite desquelles quelques arrestations furent faites, et outre le procès intenté à un des meneurs, Fr. Sauge, le résultat fut une dépense assez élevée pour la Ville qui avait mobilisé la force armée dont elle pouvait disposer.

Ceci se passait en décembre, et à la fin du mois, parmi d'autres mandements de paiement s'en trouve un de 500 livres au nom du capitaine de la ville, « pour avoir tenu la plus grande partie de la compagnie des arquebuziers de ladite ville soubz les armes pendant quatre ou cinq jours et autant de nuits du présent mois dans l'Hostel de ville et aux environs, tant pour dissiper quelques mutins ouvriers en soye qui s'étoient tumultuairement assemblez que pour obvier aux désordres qui pouvoient arriver de ces assemblées tumultuaires ». Ce fut une émotion populaire de peu de durée; dans la suite, les règlements devaient en soulever de bien autrement importantes.

Nous savons qu'en 1699 une cessation de travail intervint à la

suite d'une disette générale : le pain fut hors de prix et une petite émeute essaya de le faire diminuer. C'est ce que nous apprend une lettre du Consulat adressée le 9 juillet 1699 à Mgr de Villeroy, alors en cour, l'informant des faits suivants : « Le peuple, et principalement les ouvriers en soie qui sont sans travail, pressés par leur misère et peut estre excitez par des mauvois discours semez par hazard ou de dessein prémédité, s'atroupèrent hier à deux heures après midy au devant et dedans de l'Hostel de ville, où ils entrèrent en foule demandant tumultueusement qu'on leur diminuât le pain, avec des menaces et des outrages vomis par la fureur ; ils jetèrent une très grande quantité de pierres, dont Mgr le major et les autres officiers employez pour dissiper cette populace furent fort incommodéz. Elle estoit composée de plus de deux mille personnes, dont la plupart estoient des femmes ; l'on en a arrêté deux, et un homme surpris des cailloux à la main pendant la sédition. Mgr le lieutenant criminel travaille à informer contre ces gens-là pour faire leur procès. »

Il ne semble pas que cela ait été bien grave : quelques cris, quelques pierres jetées de loin, et ce fut tout. Cependant les conséquences en étaient fort dures pour les malheureux qui se faisaient arrêter ; nous ne savons ce qu'il advint des deux femmes et de l'homme dont le procès fut instruit : mais une nouvelle sédition soulevée en 1717 nous permet de voir quelles peines attendaient les fauteurs de désordres. Le 1^{er} septembre le Consulat rend un jugement « au sujet d'un atroupement d'un grand nombre de personnes formé dans la place Louis-le-Grand, dans les rues voisines, dans la place des Terreaux, au devant de l'Hôtel de ville, et des excès et violences qu'ils ont commis contre les soldats armés qui ont voulu s'opposer à leurs desseins ». Nous ne connaissons point ceux-ci ; deux ouvriers en soie, Benoît-Raymond Coste et Humbert Roybon, sont arrêtés et condamnés « à faire amende honorable, nuds en chemise, la corde au col, tenans chacun en leur main une torche de cire ardente du poids de deux livres au devant de la principale porte et entrée de l'Hôtel commun de cette ville, où ils seront menés et conduits par l'exécuteur de la haute justice, et là, nue teste et à genoux, dire et déclarer à haute et intelligible voix que méchamment et comme mal avisés ils se sont tumultueusement assemblés, joints au nombre des séditeux et jetté des pierres, dont ils se repentent et demandent pardon à Dieu, au Roy et à la justice. Ce fait, condamnés à servir de forçats dans les galères du Roy, scavoir ledit Coste à perpétuité et ledit Roybon pendant cinq ans. »

C'étaient là de bien terribles punitions pour des faits si peu importants que leur cause est restée inconnue. Dans ces circonstances le Consulat se sentait fort et affirmait sa toute-puissance ; il dut en

rabattre lorsqu'il se trouva en présence d'une insurrection véritable comme celle qui éclata en 1744. Ce fut un mouvement tout professionnel, qui eut au début les caractères d'une tentative de grève, et fut dirigé surtout contre le règlement de 1744. Le secrétaire de la Communauté signale en ces termes les événements du mois d'août : « Audit tems se trouve placée l'époque de la sédition d'ouvriers qui se rendirent maîtres de la ville. L'ordonnance cy contre développe assez que lesdits ouvriers qui la composaient poussèrent si loin, sans le connaître, le mépris de l'autorité, qu'ils forcèrent le commandant et l'Intendant à casser un arrêt du Roy. » Comment arrivèrent-ils à ce surprenant résultat ? (1).

Le règlement de 1737, favorable aux maîtres ouvriers, tenant la balance égale entre eux et les maîtres marchands, souleva de la part de ceux-ci de vives protestations; ils unirent leurs efforts pour le faire rapporter et obtinrent du Roi qu'un nouveau projet serait mis à l'étude. Une fois ce projet rédigé et avant de le soumettre à la sanction royale, le contrôleur général Orry, par lettre du 26 avril 1743, demanda au prévôt des marchands d'envoyer à Paris six députés, trois maîtres marchands et trois maîtres ouvriers, auxquels le projet devait être présenté. Les députés ouvriers devaient être choisis « parmi les plus intelligents, les mieux instruits sur le fait de la fabrique et les moins susceptibles d'entêtement et d'esprit de party ». Le 14 mai les maîtres ouvriers se réunissent et nomment trois des leurs, qui ne devaient point réunir les qualités exigées car, le 16, le prévôt des marchands refuse de ratifier cette nomination, les maîtres ayant, « par un esprit de cabale, affecté de nommer eux-mêmes pour leurs députés..... les nommés Ramassat, Micol et Curny, dont aucun n'a été maître garde depuis 1727 ». Il désigne alors d'office André Guillaume, A. Comte et Ch. Bouton, ordonnant

(1) Dutillieu, qui fut maître garde marchand en 1761, raconte ainsi les causes de la révolte : « Le Roi donna en 1730 un meuble à faire, dont une partie des dessins avait été composée par Germain, le fameux orfèvre de Paris. Ce meuble fut distribué entre les meilleurs fabricants; l'un d'eux, alors maître garde, s'aperçut à cette occasion que les matières volées s'employaient chez les marchands ayant boutique et qui occupaient des ouvriers sans qu'ils en eussent le droit. Il présenta alors plusieurs requêtes pour obtenir que ceux qui montaient au grade de marchands missent à bas leurs métiers. Quoique cette demande fût très raisonnable, elle déplut aux ouvriers, aux petits marchands et aux commissionnaires, dont les clameurs allèrent jusqu'à la Cour, qui envoya pour trancher le différend un certain M. de Lafosse : il s'en fut loger chez l'intendant Poulletier. Obsédé par les mécontents, de Lafosse bâtit, hâtivement et pour avoir la paix, un règlement qui se trouva impraticable (octobre 1737).

« La Cour fut donc obligée d'expédier un second éclaircur et cette fois M. de Vaucanson arriva sous le prétexte de perfectionner la mécanique du métier, mais il ne sut à qui entendre. Enfin, le Consulat nomma une commission de six personnes, trois de chaque parti, qui furent se concerter à Paris avec M. Roullié : il en résulta un nouveau règlement publié en août 1744 et revêtu d'un arrêt du Conseil. Les ouvriers, se voyant déboutés de leurs prétentions, se révoltèrent. »

aux maîtres de s'assembler pour leur donner pleins pouvoirs. Le même jour cette réunion a lieu; les maîtres protestent de leur soumission, mais déclarent, « à l'égard du plein pouvoir qui leur est demandé pour les trois députés, le pouvoir étant un acte qui doit leur être libre, leur conscience, leur devoir, leur intérêt et celui du bien général ne leur permettent pas de le donner à d'autres que ceux qu'ils connaissent les plus intelligents et les plus droits ». Ceux qu'ils ont nommés « sont parfaitement au fait des règlements et de la fabrique et n'ont jamais prévariqué; ils ont, au contraire, donné des preuves de leur capacité, de leur probité et de leur désintéressement, on les a toujours vu donner la préférence à l'intérêt général sur le particulier », tandis que les députés nommés par le prévôt des marchands étant maîtres gardes, « ont fait parfaitement connaître leur caractère par une condescendance aveugle pour les sieurs marchands à qui ils sont entièrement dévoués », et en outre sont peu capables. Ces remontrances furent vaines et les députés ainsi imposés partirent pour Paris; la confiance dont les honorait le prévôt des marchands à l'encontre des maîtres devait leur attirer de cruelles représailles.

C'est dans ces conditions que fut adopté le projet qui devint le règlement de 1744; promulgué par édit du 19 juin (1), il dut être

(1) Une curieuse chanson en patois lyonnais, la *Chanson des Taffetâtiers*, rappelle en ses couplets les diverses phases de la révolte de 1744. Les termes n'en sont point choisis, et si nous la publions ici c'est après nous être persuadé que le patois doit jouir, comme le latin, du privilège de braver l'honnêteté dans ses expressions. Le début nous montre l'affichage de l'édit et les sentiments qu'il soulève :

- I. *A tu ren vu passa per yquy
Lo posu de papy
Que met de grands pancardes
Den tot les carreforts;
Ce sont nos maîtres gardes
Que ne joïont le tort.*
- II. *Va lire dens los coins,
Grou Baboin,
Va lire dens los coins
Los biaux arrêts de merda
Que faut faire cassa.
Donnons not bien de garda
De los laïssy passa.*
- III. *Y n'en arant menty
Par dépit,
Y n'en arant menty;
Corrons tertous en lice
Chez noutront commandant,
Que fait bonna justice
U petits comme u grands.*

affiché et connu à Lyon au commencement de juillet. La colère des maîtres ouvriers n'éclata pas de suite; des menées sourdes devaient préparer le mouvement sans que rien ne parût, car le 1^{er} août l'Intendant écrivait à son beau-frère : « Je crois, mon cher frère, que vous ne serez pas fâché d'apprendre que jusqu'à présent les règlements sont fort bien reçus et n'excitent pas le moindre murmure. Les ouvriers mêmes paroissent contents. » Ils montrèrent qu'il n'en était rien; pour le moment ils étudiaient le règlement dont Vaucanson avait apporté quinze cents exemplaires. Lorsqu'ils se furent rendu compte qu'ils étaient dupés, ils agirent alors, et contre Vaucanson, qui avait réuni les éléments du nouveau règlement et voulait en outre transformer la manufacture par ses améliorations et inventions mécaniques, leur ressentiment fut tout spécialement dirigé (1).

C'est le lundi 3 août que commença le mouvement. Dès le matin, des ouvriers en soie se réunissent rue Confort, puis, se séparant en deux bandes, ils s'en vont par la ville, montant aux ateliers, débauchant maîtres et compagnons pour les emmener au faubourg de la Quarantaine, à l'auberge de la Croix-Blanche. Là ils se trouvèrent environ cent cinquante qui discutèrent sur le règlement; certains proposent « d'imposer une amende de 24 livres à ceux qui continueraient de travailler » tant qu'on n'aurait pas reçu satisfaction. C'était là un mode tout nouveau de coercition à l'égard des récalcitrants. Une liste des membres présents fut dressée, contenant les adhérents à la grève, et après un diner à 10 sols par tête tout le monde rentra en

(1) La chanson des émeutiers rappelle en termes un peu crus le rôle de Vaucanson et ce que le peuple connaissait de ses automates :

IV. *Un certain Vaucanson,
Grand garçon,
Un certain Vaucanson
A reçu una patta (*)
De los maîtres marchands;
Gara, gara la gratta
S'y tombe entre nos mans.*

V. *Y fait chia los canards,
Lou canards,
Y fait chia los canards
Et la marionnetta.
Lo plaisant Joquinet
Si sort ses braïes netta
Qu'on me le cope net.*

(*) Patta signifie chiffon, morceau de vieux linge; à Lyon les chiffonniers sont des marchands de pattes. De là est sortie la locution "faire sa patta", c'est-à-dire mettre de l'argent de côté, le cacher sous un tas de chiffons. Ici le mot est pris dans un sens un peu forcé, amené par les besoins de la rime.

ville. Le rendez-vous était fixé au lendemain 4 août, à la Guillotière. Les mêmes y vinrent, entraînant tous les ouvriers en soie qu'ils rencontraient, les persuadant que « plus on seroit, mieux on seroit écouté; qu'il fallait augmenter le nombre des plaignants ». Beaucoup les écoutèrent qui vinrent au rendez-vous et passèrent la journée à danser et à boire. Seuls les meneurs délibéraient, et ils firent approuver cette décision qu'une amende de 12 livres serait infligée à ceux qui ne quitteraient pas leur métier, une amende du double devant frapper les compagnons qui prendraient le métier d'un autre, et cela tant que le règlement de 1744 ne serait pas rapporté. C'était la grève générale déclarée et régulièrement constituée dans ses moyens d'action. Des délégués furent nommés qui devaient conférer avec des avocats au sujet des placets à rédiger.

Le retour s'effectua en bon ordre et quatre par quatre les grévistes rentrèrent en ville; ils purent lire sur tous les murs une affiche du prévôt des marchands, placardée dans la journée et défendant « toutes assemblées ou attroupemens suspects dans les places publiques, dans les rues, carrefours, maisons et autres endroits particuliers », à peine d'arrestation et de procès « militairement fait et parfait suivant la rigueur des ordonnances ». La lutte s'engageait. Pour échapper à la police du Consulat, les ouvriers continuent à s'assembler hors de la ville. Le 5 août ils vont au Moulin-à-Vent: c'est le troisième jour de la grève et ils sont déjà plus de mille. On réunit les adhésions, puis d'une discussion confuse sortit l'unanime résolution d'imposer 12 livres d'amende à ceux qui continueraient à travailler. Cette décision prise, et n'ayant rien de mieux à faire, on se remit à danser. Mais vers trois heures la joie brusquement tomba à la vue du guet et des arquebusiers qui arrivaient. Le respect de l'autorité, le sentiment de l'obéissance passive reprirent le dessus et la force armée, au milieu de la stupeur, put arrêter trois ou quatre meneurs et se retirer en bon ordre, emportant la promesse de la prochaine reprise du travail. Le guet parti, ce fut une débandade de pauvres gens désespérés, se hâtant vers la ville, effrayés de la hardiesse qu'ils avaient pu avoir. Mais au pont de la Guillotière ils trouvent un rassemblement de femmes et d'enfants qui, à leur mine déconfite, les accueillent par des huées, les excitent à la révolte et font pleuvoir une grêle de pierres sur le guet qui ramenait ses prisonniers. Honteux de leur faiblesse et réconfortés, les grévistes se mettent de la partie; le guet tire en l'air un coup de feu qui fait refluer les assaillants et lui permet de se retirer en lieu sûr. Alors à grands cris la foule réclame les prisonniers; des délégués se rendent auprès du prévôt des marchands; pour rétablir le calme, leur mise en liberté est accordée, et tout rentra dans l'ordre, pour la soirée du moins.

Le lendemain, qui était le jeudi 6 août, l'émeute triompha. Dès le matin les ouvriers se réunissent place des Jacobins; une fois la foule amassée, surexcitée par les discours et les conversations animées, les meneurs l'entraînent à Bellecour devant l'hôtel du prévôt des marchands : il s'agissait d'obtenir l'abrogation du règlement. Le prévôt des marchands, voyant toute résistance impossible, écrit à l'Intendant pour lui demander son avis sur une ordonnance qui annulerait purement et simplement le règlement de 1744, lui faisant bien remarquer « que de telles ordonnances n'engageaient à rien ». L'Intendant, qui semble vouloir avant tout éviter les responsabilités, répond au prévôt de faire ce qu'il jugerait à propos, mais que pour lui il ne rendrait jamais pareille ordonnance.

Toute la journée se passa ainsi en échange de lettres entre l'Intendant et le prévôt des marchands, et ce fut seulement dans la soirée que ce dernier fit publier et crier à son de trompe ce qui suit :

« De par le Roy et M. le prévost des marchands et commandant à Lyon,

« Il est ordonné que les réglemens de la fabrique de 1737 seront exécutés ainsi qu'ils étoient avant ceux de 1744, qui sont regardés comme non venus et demeurent supprimés, le tout sans appel. Enjoint aux maitres marchands de s'y conformer et aux maitres gardes tant marchands, petits marchands qu'ouvriers ci-devant en charge, de tenir la main à l'exécution du règlement de 1737, lequel sera de nouveau lu, publié et affiché. Et sera la présente ordonnance lue, publiée, imprimée et affichée par tout où besoin sera... »

C'était la victoire, et la majorité des ouvriers ne songea plus qu'à s'en réjouir; d'autres, plus avisés, exigèrent que l'ordonnance soit revêtue du sceau de l'Intendant, et des scènes tumultueuses se produisirent tant que celui-ci ne l'eut pas contresignée. Ils voulaient le plus possible de répondants autorisés, pensant comme l'un d'entre eux : « Bon, c'est pour nous amuser, comme on fait aux enfants en leur donnant une radisse pour qu'ils ne pleurent pas. »

Pendant qu'une partie des émeutiers assiégeait l'hôtel du prévôt des marchands et celui de l'Intendant pour obtenir l'ordonnance, que faisaient les autres? Certains rédigeaient une lettre aux chanoines de Saint-Jean pour obtenir leur protection; d'autres, en grand nombre, allaient assouvir leur haine contre ceux qui avaient approuvé le projet de règlement, c'est-à-dire les six députés tant marchands qu'ouvriers, et contre Vaucanson.

La lettre adressée aux chanoines de Saint-Jean commençait ainsi : « Messieurs, illustres par vos naissances et distingués par votre rang, vous n'avez point craint d'abandonner vos familles, et non contents de sacrifier vos propres intérêts, même vos propres personnes pour soutenir dans tous les tems l'Eglise dans son premier éclat, vous avés

bien voulu vous rendre les indispensables protecteurs de tous les citoyens de cette ville, ce qui fait espérer, Messieurs, à tout le corps des maîtres ouvriers fabriquant en draps d'or, d'argent et de soie de cette ville de Lyon une prompte et avantageuse réussite sur les difficultés qui peuvent les diviser avec les marchands dudit art qui voudroient, sur les ruines de cent mille personnes, accumuler des trésors et par là se distinguer pour sortir du néant et du rang où leur naissance les a placés. » De telles louanges étaient bien faites pour flatter agréablement l'amour-propre des chanoines, à qui l'on demande « leur entière protection qui procurera une paix et une perpétuelle tranquillité qui rassurera tout le public ». Cette lettre est revêtue de dix-huit signatures, parmi lesquelles celle de Magnin, qui devait se faire connaître par le procès des règlements. Très fiers de cette démarche, les chanoines, heureux de l'importance qu'on attachait à leur intervention, délibérèrent et furent d'avis d'agir ainsi que nous le verrons plus loin.

D'autres émeutiers cherchaient, pour leur faire un mauvais parti, ceux qu'ils considéraient comme responsables du règlement de 1744. C'était d'abord Vaucanson, que la chanson menace d'une verte correction. Il était bien connu dans la manufacture : déjà en 1743 il avait été envoyé comme inspecteur par le cardinal Fleury, et au début de 1744 la Ville eut à payer aux sieurs Montessuy et Bouvard une somme de 7,800 livres « pour les frais, avances et déboursés qu'ils ont fait en conséquence des ordres de M. le contrôleur général adressés à M. le prévôt des marchands à l'occasion de la fabrique des ouvriers en soie de cette ville et pour l'instruction du sieur de Vaucanson envoyé en cette dite ville à cet effet ». Le génie inventif de celui-ci se proposait d'introduire des améliorations dans le métier, et il eut le premier l'idée du cylindre dont Jacquard fera l'application à sa mécanique. Il indisposa contre lui les ouvriers, trop ignorants encore pour comprendre que si la simplification du métier laisse au début des bras inoccupés, elle donne un essor considérable à l'industrie, apportant richesse et santé à l'ouvrier, simplifiant son patient labeur, supprimant la terrible gymnastique que nécessitait l'ancien métier. En outre, Vaucanson avait rédigé le projet du règlement : aussi dans la journée du 6 août fut-il activement recherché ; il ne dut son salut qu'en se travestissant en capucin (1).

(1) La *Biographie universelle* nous apprend qu'auparavant Vaucanson avait été « poursuivi à coups de pierres par des ouvriers en soie parce qu'ils avaient ouï dire qu'il cherchait à simplifier les métiers. Pour s'en venger, il construisit une machine avec laquelle un âne exécutait une étoffe à fleurs. Il mit fin par là à une discussion où l'on faisait valoir auprès du Gouvernement l'intelligence peu commune que devait avoir un ouvrier en étoffes de soie dans la vue d'obtenir, en faveur de ces fabriques, quelques-uns des privilèges que l'ignorance accorde quelquefois à l'intrigue sous le prétexte si commun et souvent si trompeur du bien public. » A

Montessuy, député des maîtres marchands à Paris et, en outre, grand ami de Vaucanson, vit sa maison envahie par l'émeute et put heureusement lui échapper en fuyant par les toits et gagnant par ce périlleux chemin le couvent des Religieux Feuillants, où il resta caché tant que l'effervescence populaire ne fut pas calmée. Tout fut saccagé chez lui et en 1746 la Ville lui paya, sur les ordres du Roi, une indemnité de 17,417 livres 17 sous 4 deniers pour « les pertes qu'il a essuyées par l'émeute que les ouvriers en soie causèrent en l'année 1744 » (1).

D'autres ne s'en tirèrent pas à aussi bon compte. C'est d'abord A. Bouton, maître ouvrier, qui est arrêté et incarcéré après avoir été fortement molesté; puis Guillaume, qu'on accuse d'avoir vendu la fabrique; Ramassac, qui aurait touché 15,000 livres pour approuver le règlement. Lecomte, sachant que la foule vient pour l'arrêter, va prudemment se constituer prisonnier, évitant de trop rudes contacts. Rigod « vit sa maison assaillie par une bande forcenée de cinq à

en croire ce récit, Vaucanson aurait inventé le métier mécanique supprimant tireuses et tisseurs, l'âne n'étant que pour appliquer sa force à un système de transmission. C'est là, croyons-nous, une de ces histoires que se transmet le peuple en l'amplifiant, Vaucanson ayant cherché à modifier le métier pour supprimer les tireuses. Jacquard, se servant de ses idées, arriva enfin à ce progrès considérable.

(1) Dans la chanson des émeutiers trois couplets d'un style populaire très expressif sont consacrés à Montessuy :

- VI. *Allons chez Montessuy
Ujord'hui,
Allons chez Montessuy.
Ma fay, sy nos échappe,
Lo bogre sera fin;
Lo faut mettre en éclappe,
Faisons-en puttafin (*)*.
- VII. *Il a un grou groin long,
Rataplou,
Percia de petits plombs :
Ha ! y est un vilain traître
Qu'a fait los plus grous mas :
Si tou qui va paraître
Y faudra l'assomma*.
- VIII. *Il a fica lo camp,
Rataplan,
Il a fica lo camp.
Prions Dieu, par fortuna,
Que quoque bon gaillard
Venne trouva sa fuma
Per lo faire cornard*.

(*) « Fere putafin » de quelque chose, c'est gâter, gaspiller : on dit encore « petafin » ; de là vient le verbe « petafiner », qui signifie abîmer, gâcher.

six cents mutins; ils pillèrent sa cave et il n'eut son salut qu'en se cachant soigneusement ». Lors du procès des émeutiers, le domestique de ce Rigod vint déposer que les assaillants « tirèrent eux-mêmes à quatre tonneaux différents une quantité considérable de bouteilles de vin qu'ils se distribuaient les uns aux autres ». Bouton et Guillaume avaient été députés à Paris pour les maîtres ouvriers, Lecomte, Rigod et Montessuy représentant les maîtres marchands lors de l'adoption du projet qui devint le règlement de 1744.

Comme on le voit, cette journée du 6 août avait été bien remplie : les ouvriers avaient obtenu la victoire (1) et savouré leurs vengeances.

Un résumé des divers événements de cette mémorable journée nous est donné dans une lettre du 7 août adressée par l'Intendant de Lyon à son beau-frère. « L'émeute, raconte-t-il, a été à son dernier période, mon petit frère; il est même étonnant qu'on en ait vu une durer si longtemps. Vaucanson est parti cette nuit pour Paris. Il est sorti de chez moi déguisé en Minime. Montessuy a été insulté chez lui et s'est sauvé par un miracle : je le crois aussi parti de cette nuit. Ils n'ont ni pillé, ni tué; mais ils ont extorqué par force de M. le prévôt des marchands une ordonnance, que je vous envoie, dictée par eux-mêmes et où ils ont voulu ensuite mon attache que je n'ai pu refuser. Ils ont été prendre Guillaume et Bouton, deux de leurs députés de l'année passée; ils ont eu l'audace de les amener chez moi et j'ai été obligé de les faire mettre en prison, ce que les pauvres malheureux m'ont demandé eux-mêmes parce que leurs personnes n'étaient pas en sûreté chez moi.

« Ne croyez point que j'aie des terreurs paniques. J'en ai eu hier jusqu'à quatre cents dans ma cour. J'ai parlé à tous ceux qui l'ont voulu et je suis sorti à pied, très peu accompagné, par ma grande porte, vis-à-vis d'eux; mais le cœur me saigne de les voir nos maîtres et que le prévôt des marchands, les juges, moi, personne en un mot ne puisse arrêter un désordre et soutenir ceux qu'on veut

(1) Le dernier couplet de la chanson en termes peu respectueux dépeint l'attitude des autorités devant l'émeute :

IX. *Je faisons carillon
 Den Lyon,
 Je faisons carillon !
 Tot ce que no fait rire,
 Los magistrats sont fous,
 Y n'ozons ren nos dire
 Je los fans chia de pou (*)*.

(*) On trouve ce mot dans l'expression : « Lo tian de la Grand Pou » (le temps de la grande peur). N. DU PUISTPELU nous dit que la grande peur se produisit au mois de juillet 1789 au moment de la prise de la Bastille, signal de la dévastation des châteaux en province.

opprimer. Cela est horrible et je vous écris les larmes aux yeux. Je viens d'écrire une lettre immense à M. le contrôleur général et à M. de Saint-Florentin. Pressez, priez, obtenez de grâce qu'il envoie, même par un courrier, un arrêt du Conseil dans les termes que je le demande, qui porte non le terme de " suspendu " pour l'arrêt du 19 juin 1744, mais que " non obstant cet arrêt, le Roi ordonne que les règlements de 1737 seront exécutés ", et que l'arrêt porte : « Vu l'avis de l'Intendant. »

La fin de l'émeute était subordonnée à la sanction que le Roi donnerait, par un arrêt, à l'ordonnance consulaire ; quitte après à punir sévèrement ceux sous la pression desquels elle avait été rendue. C'est le sentiment du prévôt des marchands et de l'Intendant, qui ajoute : « Il ne faut point de forme pour un arrêt aussi saugrenu ni pour ces gens-là ; mais il faut un arrêt, sans quoi rien ne pourra les calmer. Ils mettront la ville à feu et à sang. Ils diront que nous nous sommes moqués d'eux. Et un autre mal grand, quoique plus petit, c'est que les commissions pour le mariage de Mgr le Dauphin, qui montent à des sommes énormes, demeureront..... — La publication de l'ordonnance a apparemment tranquilisé, car il est onze heures et nos seigneurs ne sont pas encore sur la place. On vient de me dire que les gros marchands et les magasins étaient en sûreté, ce qui me console. Un arrêt du Conseil, sans quoi je ne répons de rien. »

Cet arrêt, tout le monde le réclamait. Le vendredi 7 août les désordres continuent et les ouvriers arrêtent encore un marchand fabricant, Lamarie, qui fut fort maltraité. Un groupe de près de trois cents d'entre eux se rend à la cathédrale faire une démonstration sympathique aux chanoines : l'un de ceux-ci vient haranguer la foule et lui promet la protection du chapitre. Il est acclamé et les ouvriers se retirent confiants dans cet appui nouveau (1). Le chapitre devait écrire au Roi en faveur des ouvriers et s'efforcer de leur faire rendre justice.

(1) Une pièce satirique, le *Brevet du régiment de la calotte pour les chanoines Comtes de Lyon*, nous dépeint joliment la scène, quoique fort irrévérencieusement :

*Toute l'effréné cabale
Vint en foule à la cathédrale
Implorer de ces fainéans
Leur appui et secours puissants
Dans une affaire capitale,
Le cas étant des plus pressants,
Aussitôt l'on tint chapitre ;
L'on y feuilleta le registre
Des harangues et compliments.
Tous, par des avis salutaires,
Vouloient se rendre nécessaires.*

Dans la détente qui marqua cette journée, un sentiment charitable poussa les émeutiers à faire dans les groupes une quête pour les ouvriers malades : il fut ainsi récolté 200 livres ; mais sur cette somme 21 livres seulement furent versées à l'Hôtel-Dieu ; le reste fut dépensé en buveries ou autrement par les meneurs. Il en est souvent ainsi, et en général ce n'est pas à la masse naïve et qui va de l'avant de bonne foi et en toute conviction que profitent les mouvements populaires. Trop d'ambitions et de cupidités sont là pour les exploiter et en tirer tout le profit.

De leur côté, les marchands fabricants se réunissent pour délibérer sur la situation, tandis que l'Intendant envoie lettres sur lettres à Paris réclamant un arrêt, et le qualifiant de « fictif » pour nettement exprimer ce qu'il pense de cette mesure hypocrite. Un tel leurre cependant eût été peut-être inutile, car les ouvriers en soie rentraient peu à peu dans leurs ateliers, laissant la rue aux crocheteurs et portefaix, aux teinturiers en soie et aux maîtres charpentiers, qui profitent du désarroi qui règne dans l'esprit des trop faibles autorités pour obtenir du Consulat diverses modifications à leurs règlements.

*Enfin, sur ce point important
Fut député le fier Dortant
Qui, d'un pas grave, s'avancant
Sur le saint parvis de l'église
Pour haranguer la troupe grise.
Citost que l'orateur parlat
Le calme au trouble succédait
Et de vive reconnaissance
Tout le corps des toffetatiers,
Satinaires et guimpiers,
S'écrièrent : « Pour récompense
Nous le ferons notre échevin,
Savant en grec comme en latin
Mieux que Cicéron et Ténence.
Il aura les contraventions ;
Par une loy plus claire et nette
Il résoudrat toutes questions
Des règlements de la navette. »*

Le discours du chanoine Dortant eut ainsi pour effet :

*.....d'arrêter la rumeur
Des toffetatiers en fureur,
Insultants, faisant la nique
Aux magistrats et commandants
Pour certain droit de la fabrique
Dont ils réclamaient à l'instant
L'arrêt de rétablissement.*

L'auteur de cette pièce ajoute en note que la scène se passa comme il la raconte, mot pour mot, qu'il en fut un des témoins, et qu'après le discours du chanoine il est bien vrai que la foule s'écria : « Nous le voulons pour notre échevin : il réglera bien les contraventions. »

Le samedi 8 août tout est calme; on commente simplement dans les rues l'affiche par laquelle les marchands fabricants font connaître le résultat de leur délibération de la veille: c'est une supplique adressée au Roi et à son Conseil exposant que, « lors du dernier règlement concernant leur fabrique qui a été fait l'année présente 1744, les suppliants....., n'ayant pas assez examiné la matière, demandèrent plusieurs choses qui leur ont paru depuis très préjudiciables au bien de la manufacture; et après avoir bien discuté tous les articles du nouveau règlement, ils ont trouvé que les marchands qui font travailler des métiers chez eux avaient de justes sujets de se plaindre de plusieurs dispositions contenues dans ces nouveaux règlements, et que celui de 1737 convenait mieux à l'intérêt général de la Communauté et à celui des membres qui la composent que celui de la présente année, ce qui les engage d'adhérer aux vœux des maîtres travaillant pour leur compte et de ceux qui ne travaillent qu'à façon ». Ils supplient donc le Roi de confirmer l'ordonnance consulaire du 6 août et d'ordonner, ce faisant, que les règlements de 1737 seront observés de point en point comme si le règlement de 1744 n'était pas intervenu, lequel demeurera sans effet et sans exécution.

Les 9, 10 et 11 août se passent sans autres incidents que quelques assemblées: seule une animation inusitée règne dans les rues; après les grandes émotions populaires quelques frémissements parcourent encore la masse avant qu'elle ne soit définitivement calmée. Les chanoines du chapitre Saint-Jean, prenant trop au sérieux leur rôle de médiateurs, délivraient d'inutiles sauf-conduits ainsi conçus: « Je prie MM. de la fabrique de laisser passer librement les sieurs.... sans leur faire aucun mal. » Le 11 août ils font placarder dans Lyon l'avis suivant: « Le chapitre de MM. les Comtes de Lyon prie MM. les maîtres ouvriers en soye, s'ils veulent bien qu'ils leur rendent service, d'être persuadés qu'ils agiront comme ils ont fait pour eux jusqu'à présent; mais qu'il est impossible, attendu que le Roy est à l'armée, que l'arrêt que l'on a demandé pour eux avec la dernière instance à M. le contrôleur général puisse arriver avant un mois, qu'il faut attendre tranquillement jusqu'à ce tems parce qu'il est impossible qu'on puisse le recevoir avant le dit mois et par conséquent le courrier qu'a envoyé M. le prévôt des marchands ne sauroit l'apporter; ils obligeront leur serviteur: ainsi signé, Dortan, chantre et Comte de Lyon, et sur l'original fait apposer le sceau de nos armes. » Le chapitre s'efforça de montrer beaucoup de zèle s'il ne fit pas grande besogne.

Malgré ces prévisions, le courrier du prévôt des marchands revenait avec l'arrêt qui avait été signé le 10: il arriva le 12 au soir à Lyon. De par le Roi, le règlement de 1744 était annulé et celui de

1737 devait continuer à recevoir son entière application, « l'exécution du premier souffrant de grandes difficultés ». Une lettre de l'Intendant accusant réception de l'arrêt montre dans quel état d'esprit se trouvaient alors les ouvriers. « J'ai reçu l'arrêt et je vous en remercie, mais on n'en fera usage qu'à l'extrémité. Depuis le samedi les choses ont d'ailleurs totalement changé. Les ouvriers en soie sont revenus à leurs métiers. Ils sont allés demander pardon à la mère du sieur de Montessuy de leur conduite chez son fils....., ils ont mis de l'eau dans leur vin. L'esprit de sédition est une espèce d'ivresse et quand une fois elle est passée, il est difficile qu'elle se rallume au même point. »

Ainsi, la réflexion aidant, déjà certains cherchent à pallier les fautes commises et c'est une bien touchante démarche que celle de ces émeutiers qui vont demander pardon à la mère d'un de ceux qu'ils ont molestés. Des hommes chez qui de telles idées pouvaient germer ne devaient pas être bien redoutables. Seuls les meneurs semblent avoir été gens sans scrupules, ayant l'unique souci de vivre largement grâce à l'agitation qu'ils ont fomentée. Alors que tout est redevenu calme et qu'il n'y a plus pour eux espoir de profits, nous les voyons, le 14 août, aller retirer des mains de l'économe de l'hôpital une somme de 80 livres, reliquat de la collecte faite pour les ouvriers malades ou blessés, et ils s'en vont la dépenser au faubourg de la Guillotière, près la Madeleine, au logis du sieur Capot. Ils mangent et boivent copieusement et sur le soir ils se retirent chargeant l'un d'entre eux, nommé Guindran, ancien soldat, de régler la note, « parce qu'on crut qu'ayant l'expérience du service il tirerait meilleur parti du marché de la dépense ».

Le travail a repris et chacun se demande avec appréhension s'il ne sera point poursuivi pour ses faits et gestes pendant l'émeute; le calme qui résulte des concessions, s'exagère par la crainte des responsabilités, et l'on attend. Le Roi a envoyé le comte de Lautrec avec des troupes pour prendre le commandement de la ville et veiller « à tout ce qui nous a paru nécessaire pour le maintien de notre autorité, le bien de notre service et pour assurer la tranquillité de nos sujets, habitants de ladite ville, qui par ses fabriques et son commerce, dont nous connaissons l'importance, mérite nos soins et notre protection ». Cette bienveillance royale coûta à la Ville 186,344 livres 12 sols 3 deniers pour dépenses et fournitures du comte de Lautrec et de ses troupes. Il arrive à Lyon au début de 1745 et désormais, se sentant soutenues par des forces considérables, les autorités se retrouvent investies de tous les droits qu'elles avaient abdiqués devant l'émeute et veulent les faire respecter, sans souci de leurs engagements. Le Roi a rendu un arrêt le 10 août; il l'annule par un nouvel arrêt du 25 février 1745. « Le Roi, y est-il dit, ayant jugé à

propos de faire examiner en son Conseil les représentations qui ont donné lieu à l'arrêt rendu en son Conseil d'Etat le 10 aoust dernier, par lequel Sa Majesté auroit ordonné que le règlement du 1^{er} octobre 1737 concernant la fabrique des étoffes et la Communauté des fabricants de Lyon continueroit d'être exécuté comme il l'étoit avant celui du 19 juin 1744 qui seroit regardé comme non avenu, Sa Majesté auroit reconnu que ces représentations étoient pour la plupart mal fondées et ne pouvoient être regardées que comme l'effet de la cabale et une suite de la sédition excitée alors dans ladite ville de Lyon par des ouvriers de ladite fabrique et par d'autres particuliers mal intentionnés.

« Sa Majesté étant d'ailleurs informée que, sans se borner à ces représentations, ces mêmes ouvriers auroient encore, par leur nombre et par la crainte d'un plus grand désordre, forcé les prévôt des marchands et échevins de ladite ville à rendre les 4, 6 et 8 du mois d'aôut des ordonnances contraires à son autorité, et voulant faire connoître ses intentions sur des démarches aussi téméraires et rétablir dans ladite Communauté l'ordre et la règle nécessaires pour l'avantage du plus grand nombre des maîtres ouvriers qui la composent et qui n'ont eu aucune part aux troubles excités par quelques-uns de leurs confrères..... » En conséquence, l'arrêt du 10 aôut approuvant les ordonnances consulaires est révoqué; le règlement du 19 juin 1744 sera exécuté selon sa forme et teneur.

La publication de cet arrêt souleva une certaine effervescence; les promesses du Consulat, de l'Intendant, des maîtres marchands, tout cela n'avait été qu'un leurre; une enquête sévère est commencée et le 10 mars le comte de Lautrec fait afficher que « Sa Majesté n'auroit pas différé si longtemps à exercer les rigueurs de sa justice contre les coupables si, par un effet de sa bonté, elle n'avoit cru devoir attendre que les séditieux, touchés d'un repentir sincère de leur faute, vinssent implorer sa clémence et mériter par là le pardon qu'il n'étoit que trop disposé à leur accorder; mais n'ayant pas profité d'un temps si précieux et les troubles continuant toujours... », les attroupements et assemblées sont interdits et il est défendu « aux maîtres, compagnons et apprentis de quitter leurs métiers et de sortir de la ville, le tout sous peine de la vie ».

Le dénouement est proche, la Cour des monnaies étant saisie de l'affaire. Chaque ouvrier a été interrogé sur ce qu'il avait fait pendant les jours d'émeute, les efforts des enquêteurs tendant à connaître les meneurs. Un compagnon dépose que « dans ce temps plusieurs ouvriers en soye le sortirent de son maître et le forcèrent de les suivre ». Un maître déclare qu'il a été surtout en butte aux excitations des femmes, et le rôle de ces dernières est ainsi précisé par le lieutenant de la compagnie des arquebusiers : « Si l'émotion

a été si vive et si elle n'a pas été apaisée dès les premiers jours, ce ne sont que les femmes qui en ont été la cause; elles excitaient les ouvriers fabricants lorsqu'on les avait apaisés, elles seules jetaient des pierres sur les arquebusiers et soldats du guet, en fournissant à ceux qui étoient assez hardis pour en jeter ainsi qu'à nombre d'enfants qui se trouvoient par derrière, et ces mêmes femmes ont fait tout ce qu'elles ont pu pour engager ces mêmes ouvriers à persévérer dans leur désobéissance. » Le lieutenant des arquebusiers ne pardonnait pas aux femmes l'accueil qu'elles avaient fait à lui et à ses hommes le jour où ils revenaient du Moulin-à-Vent ramenant des prisonniers.

L'enquête terminée, trois crocheteurs et six ouvriers en soie sont traduits devant la Cour des monnaies. Un crocheteur fut pendu, les deux autres furent condamnés à trois et six mois de prison. Pour les ouvriers en soie, les peines suivantes leur sont infligées. Le 30 mars 1745, Etienne Marichander « est condamné à faire amende honorable, nud en chemise, tenant à la main une torche ardente du poids de deux livres, ayant un écriteau où seront écrits ces mots : " Ouvrier en soye séditieux ", au devant de la principale porte du Palais et au devant de la principale porte de l'Hôtel de ville, et là, étant nud tête et à genoux, déclarera que témérairement et méchamment il a été un de ceux qui ont le plus contribué à fomenter et à entretenir la sédition excitée en cette ville dans le mois d'aoust dernier, et qui se sont révoltés contre les ordres du Roi, dont il se repent, en demande pardon à Dieu, au Roi et à la justice; ce fait, être ledit Marichander pendu et étranglé jusqu'à ce que mort s'en suive par l'exécuteur de la haute justice, à une potence qui sera à cet effet dressée dans la place publique des Terreaux de cette ville, ledit Marichander préalablement appliqué à la question ordinaire et extraordinaire pour avoir révélation de ses complices et condamné en l'amende de 50 livres envers le Roi ». Le même jour, ce jugement fut exécuté. Le 1^{er} avril, deux autres ouvriers en soie, François Exartier et Fleuri Parra, sont condamnés aux galères, le premier à perpétuité, le second pendant neuf ans, et en outre à être « mis et attachés au carcan par l'exécuteur de la haute justice dans la place publique des Terreaux de cette ville, un jour de marché, pour y rester l'espace de trois heures, ayant chacun un écriteau devant et derrière contenant ces mots : " Ouvriers en soye séditieux ", et ensuite marqués d'un fer chaud des trois lettres G A L ». Le 7 avril Jean-Pierre Masson est condamné aux galères à perpétuité, et Barthélemy Gaud à cinq ans de la même peine. Il devait être plus longuement informé pendant trois mois contre un nommé Prost. Cinq autres ouvriers en soie furent par contumace condamnés, l'un à mort, les autres aux galères pour des durées

variables. Enfin, contre un certain nombre d'autres l'enquête continua.

Faisant exception de tous ceux dont nous venons de parler, le Roi, jugeant la répression suffisante, rendit le 1^{er} avril des lettres patentes d'amnistie, imposant « silence perpétuel » au procureur général et à ses substituts sur les faits de la sédition d'août. Le 22 mai de nouvelles lettres patentes vinrent confirmer les précédentes, déclarant qu'à part un certain nombre d'ouvriers contre lesquels on informe encore et désignés nominativement, « ce qui peut avoir été commis, dit ou fait par aucuns desdits habitants sur et à l'occasion de ladite sédition et des excès, violences et voies de fait commis depuis, circonstances et dépendances, soit et demeure éteint, supprimé et aboli ».

Tout était ainsi terminé : il ne restait de cette équipée qu'une dure leçon pour les ouvriers ; une fois de plus, ils purent constater que seule la force avait raison, tout s'inclinant devant eux lorsqu'ils étaient les maîtres, tout se redressant contre eux lorsque les troupes du comte de Lautrec furent arrivées. Aucun sentiment de justice et d'équité ne trouve place dans la répression brutale. Sans discuter, on avait calmé le peuple en lui accordant ce qu'il réclamait ; on lui retire après toutes les concessions faites parce que les soldats sont en nombre. Et cependant les marchands eux-mêmes, dans leur supplique du 8 août, reconnaissent que le règlement de 1744 soulève de justes plaintes.

Instruits par l'expérience, les maîtres ouvriers vont agir judiciairement (1) ; ils attendent que les derniers effets de l'émeute aient disparu et que la situation soit redevenue normale. Car, nous apprend un mémoire de 1759, « après le rétablissement de la tranquillité, les chefs se continrent jusqu'à la fin de 1746 ; mais cette retenue avoit pour motif un temps défavorable, attendu qu'une partie des ouvriers qui avoient contracté des engagements pour satisfaire à l'avidité de ces chefs et aux frais, étoient poursuivis rigoureusement en justice, que les prisons se remplirent de ces ouvriers arrêtés pour ces mêmes deptes. Sur les représentations qu'ils ne cessèrent d'adresser au Conseil pendant quatorze ou quinze mois,

(1) L'écho de ce long procès se trouve dans un Noël ; l'auteur nous montre :

..... les pauvres taffetiers
Qui sont tous en allarmes
Du procès qui est arrivé,
Craignant d'être misérables
Vont adorer Jésus
Dedans la crèche
Pour qu'il leur donne à tous
De bonnes nouvelles.

M^{gr} de Machault, lors contrôleur général, auroit ordonné que ces deples, quoique très considérables, seroient acquittées des deniers de la Communauté, d'autant plus, disoit-il, qu'il n'étoit pas à prévoir que ces ouvriers retompassent dans les mêmes fautes et qu'il ne voyait d'autres moyens de les rendre au travail et d'empêcher leur désertion ». La Communauté eut à verser une somme de près de 5,000 livres, portée aux comptes du second semestre de 1746 et ainsi débitée : « A Bonnard, par mandat de M. de Varax, pour deples des ouvriers, du 6 janvier 1747, 2,355 livres ; à Tardy, par la même voye et pour le même sujet, en date du 6 août 1746, 2,415 livres. »

Ayant terminé avec ce passé, les maitres ouvriers, représentés par trois des leurs, Magnin, Briquet et Martinet, se pourvoient au Parlement contre le règlement de 1744 et obtiennent le 23 mai 1759 un arrêt cassant ce dernier et ordonnant l'exécution de celui de 1737. Le 30 mai cet arrêt est affiché dans tout Lyon. Les maitres marchands s'empressèrent de faire opposition à cet arrêt, qui montrait tant d'audace de la part des maitres ouvriers. Ils fournissent un long mémoire et, entre autres, font valoir cet argument que les trois maitres ouvriers qui ont obtenu l'arrêt n'ont aucun intérêt et surtout aucune qualité, n'ayant pas de pouvoirs de leurs confrères. De suite Martinet et consorts cherchent à réunir le plus possible d'adhésions, et une lettre adressée par les maitres gardes marchands à leur avocat nous donne de curieux détails sur leurs agissements. Il y est dit qu'ils doivent avoir une furieuse quantité de signatures, « car depuis plus de deux mois ils marchent de porte en porte avec un clerc de notaire pour en solliciter et de l'argent ; il en est beaucoup à qui ils n'ont dit autre chose sinon qu'ils signassent comme ils préféreraient le règlement de 1737 à celui de 1744, et ces pauvres malheureux se trouvent assurément engagés aux frais ». Et comme les plus petits détails doivent être connus de l'avocat, devant tous avoir leur utilité, le maitre garde marchand qui écrit la lettre rapporte encore : « Comme j'allois fermer le présent paquet, j'apprend deux différentes circonstances qu'il est à propos que vous sachiez, la première que M. Emery, qui sort du logis, m'a racontée : que M. le prévôt des marchands étant informé que M. Moreau, notaire, étoit celui qui recevoit les actes des ouvriers et envoyoit son clerc avec eux dans les maisons pour solliciter les signatures, l'auroit mandé samedy 18 du courant pour venir luy parler, en quoy il auroit fait faire réponse qu'il étoit à la campagne ; que le lundy 20, M. le prévôt des marchands avoit dit à M. le Gras, secrétaire de la prévôté, de luy écrire et de le mander de nouveau, celui cy l'auroit fait par une lettre fort polie, dont il rendit porteur un arquebuzier qui est, comme vous scavés, d'ordre pour porter les lettres ordinaires,

mais que ledit M. Moreau après en avoir fait lecture l'auroit insolemment retournée et répondu au dos que si M. le prévôt des marchands avoit quelque chose à luy dire il scavoit où il demeroit et pouvoit lui écrire ce qu'il vouloit et luy envoyer sa lettre par une personne plus décente, et auroit mis ensuite l'adresse sur la même lettre et l'auroit recachetée et renvoyée. » Et le maître garde d'ajouter : « Il faut assurément, Monsieur, que ce notaire ait des ordres du Parlement, car il va toujours son train, comme vous allés l'apprendre par la deuxième circonstance.

« Un maître qui s'est trouvé avoir affaire au Bureau et que je viens de faire jaser m'a appris qu'ils avoient été chez luy trois différentes fois pour lui demander sa signature et de l'argent, qu'il s'étoit caché la première fois et que les deux autres il leur avoit dit leur avoir donné la première, qu'ils exigèrent des compagnons qu'il avoit chez luy chacun douze sols, enfin que cette dernière fois ayant persisté à ne vouloir signer, ils luy auroient fait voir une infinité de signatures qu'il estimoit au nombre de huit cens, que suivant le détail qu'ils luy firent ils luy donnèrent à connoître que ce n'étoit que par la pluralité des signatures qu'ils obtiendroient le règlement de 1737 qui étoit si avantageux aux maîtres, que les marchands ayant attaqué Magnin..... sur leur deffaud de qualité et sur ce qu'ils leur imputoient d'avoir été en 1744 au nombre des séditieux, le Parlement leur avoit demandé et permis de prouver le contraire par un pouvoir de la plus grande partie des maîtres qui les reconnoitroient, si l'objection étoit fausse, pour leurs fondés de procuration et leurs chefs, que c'étoit à quoy ils travailloient, enfin que pour se débarrasser d'eux il leur avoit déclaré ne vouloir rien signer. » Ces démarches tendaient ainsi à former une véritable coalition d'ouvriers contre le règlement, coalition qui se compliqua d'une grève partielle des compagnons. « Autre chose est à présent, continue la lettre, que les compagnons sont contenus, ils ont trouvé un autre moyen, sans doute par l'avis de la ligue, c'est qu'ils ne travaillent pas deux jours de la semaine et qu'ils subsistent les autres sur le travail de ceux cy, à la vérité bien sobrement ; mais le commerce ne souffre pas moins de ces excès de mutinerie. » A ce moyen héroïque, par lequel les compagnons veulent affirmer leurs droits et se joindre aux maîtres, qu'opposent les marchands ? Ils se contentent de terminer leur lettre à leur avocat par ces recommandations essentielles : « Le Bureau s'en rapporte à vous pour les honoraires des secrétaires des juges et de celui de M. de Cotte ; on scait que cette dépense est la plus utile et la plus fructueuse pour seconder notre bon droit et donne beaucoup de relief à l'excellence des représentations. »

Le Parlement, statuant sur l'opposition, rendit un de ces arrêts

à double sens, donnant un semblant de satisfaction aux maîtres ouvriers tout en laissant gain de cause aux maîtres marchands. Il déclara le 7 septembre 1759 qu'il sera, sous peu, donné par lettres patentes un nouveau règlement, mais que pour le moment il ne serait rien innové. Les marchands l'emportaient, le règlement de 1744 étant resté en vigueur jusqu'à la Révolution.

En attendant le règlement promis, les maîtres ouvriers voulurent tirer vengeance des gardes de leur classe qui avaient signé l'opposition à l'arrêt obtenu par Magnin et consorts en mai 1759, et dans les ateliers furent répandues des listes où étaient en outre les noms des maîtres ouvriers et marchands qui s'étaient unis contre le règlement de 1737. Le 21 mars 1760 les maîtres gardes saisissent chez un maître ouvrier deux listes sur lesquelles le nommé Biron est qualifié de "garde Judas" et le nommé Brunet de "maître traître". Interrogé sur leur provenance, le maître répond « que ces deux listes lui ont été remises par une personne qu'il ne connaît pas, qu'il n'est pas le seul qui en aye, qu'ils sont plus de quatre cents, que tous ceux qui sont sur ces listes méritent de ne pas avoir d'ouvriers, qu'au surplus il les conserve pour se faire plaisir parce qu'il se les fait lire ». Ces listes étaient donc bien la mise à l'index de certains ateliers : elles circulaient sous le manteau. Mais bientôt on alla plus loin et des affiches s'étalèrent avec des menaces de mort. Le 6 mars 1760 Brunet l'ainé, sergent du quartier, nous apprend par un procès-verbal « qu'il s'était mis de grand matin un placard par des mal intentionnés et inconnus et d'un parti séditieux à côté la porte d'allée d'une maison appartenant à MM. les frères Hubert, 16, place Neuve des Carmes, où demeure le sieur Pennet, l'un des maîtres gardes de la fabrique, où il y avait un gibet double et au-dessous les noms de Pennet et Biron, et en grosses lettres étaient encore ajoutés ces mots :

*On ne fera pas la même grâce à Pennet et Biron
Que l'on a fait à Guillaume et Bouton (1).*

*Ils furent mis en prison,
Et ceux cy seront jettés sous le pont ;
Les poissons les mangeront,
Ensuite nos règlements iront.*

« Ledit placard ayant attiré une très grande quantité de monde qui ont pris lecture de cette infamie et m'ont requis à ce que je dressa procès-verbal. » Une enquête est ouverte, sans résultat, et cela encourage les auteurs de ces menaces. Le 16 mars au matin le sieur

(1) On se souvient que Guillaume et Bouton, maîtres ouvriers, avaient été députés à Paris pour approuver le projet du règlement de 1744 et que, lors de la révolte du mois d'août, ils furent arrêtés et emprisonnés par les émeutiers. Le calme revenu, ils furent mis en liberté.

Biron l'ainé, maître garde ouvrier, trouve à son tour placardée à la porte de sa maison, rue Gentil, une grande feuille de papier en tête de laquelle est la figure d'une potence avec au-dessous :

SECOND AVERTISSEMENT A BIRON L'AINÉ.

*Biron, sois en assurance,
Des marchands tu auras la récompense
Et des compagnons la potence;
C'est ton dernier ressort,
Nous te jugeons à mort.
C'est sans appel que tu partiras
Si notre procès nous ne gagnons pas,
Aussi bien que tes associés
Qui ont fait des assemblées
Pour nous mettre sûrement
Sous la direction des marchands.
Tu es un second Damiens
Qui a commis le plus noir forfait
De tous les brigands parfaits;
Tu en fais de même dans la fabrique:
Tu comet toutes sortes de crimes
Tu mets tous les maîtres à la misère
Pour avoir de quoy te satisfaire.
Sois persuadé que tu n'as pas longtemps à régner;
Gueux, coquin, misérable,
Tu seras un jour comme une brebis à la gueule du loup.
Je m'appelle Sans-Quartier.*

Ces menaces, sous cette forme rythmée avec assonances, se gravaient aisément dans l'esprit populaire, qui y retrouvait en des expressions familières l'énergique écho de ses ressentiments. Toute cette agitation sourde finit en juin 1763, un accord étant intervenu entre les maîtres gardes et Magnin et consorts (1); mais jusqu'au dernier moment ceux-ci s'efforcèrent de maintenir l'union des maîtres contre le règlement et le 16 mai ils faisaient encore une assemblée dont le compte rendu, évidemment partial, est ainsi consigné au Répertoire : « Si elle fut considérable, les menaces d'un nombre de proposés dans chaque quartier y contribuèrent beaucoup, d'autres y furent entraînés par la curiosité, la plus grande partie n'étoit que compagnons, d'autres signoient et reparaissent disant ne scavoir signer, un grand nombre n'étoient nullement de la profession et c'est de cette façon qu'ils la multiplièrent. Les maîtres gardes et

(1) Leurs prétentions étaient relatives au règlement des frais qu'ils avaient avancés et que la Communauté remboursa. L'accord des deux classes sur le règlement de 1744 se fit le 20 juin 1769, moyennant les changements que nous indiquons page 190.

adjoints ouvriers et plusieurs anciens de cette classe s'y présentèrent et protestèrent pour eux et pour plus des deux tiers des maîtres. »

La question des règlements étant résolue, ce fut celle des tarifs qui devint la principale préoccupation des maîtres; nous en connaissons l'histoire et il nous faut la compléter par le récit de l'émeute de 1786. Elle éclata à propos du droit de banvin de l'archevêque, qui par le mécontentement qu'il souleva fut un prétexte pour obtenir l'augmentation du prix des façons (1).

Pendant le ban d'août, l'archevêque de Lyon prélevait un droit sur les cabaretiers et marchands de vin, qui pour ces derniers était de 12 livres par année. Grâce à ce droit, ils avaient la permission de vendre du vin, ce que strictement l'archevêque aurait pu leur interdire. L'exercice de ce droit avait été abandonné, lorsqu'en 1786 l'archevêque le remit en vigueur et émit la prétention de se faire

(1) La complainte historique sur *La Révolte de 1786* nous donne quelques détails anecdotiques sur cet événement; elle se chantait sur l'air des *Pendus* et débute ainsi :

*Or écoutez, grands et petits,
Le plus affligeant des récits
Sur la révolte épouvantable
Qu'à Lyon a soufflé le diable
Lequel a tenté méchamment
Notre prélat en ce moment.*

*Il a voulu du ban d'août
Percevoir jusqu'aux derniers sous
Sur les vendans vin de la ville,
Qui tout aussi tôt on fait Gille.
Les canuts n'ayant point de vin
Aux Charpennes courent soudain.*

*Là, calculant avec leurs doigts
De combien ont augmenté les droits
Et sur le vin et sur la viande,
Ils se sont réunis en bande
Pour demander avec éclat
Deux sols de plus au Consulat.*

*L'hôtel du prévôt des marchands
Est assailli par ces brigands,
Qui réclament à coups de pierres
Qu'on augmente leurs salaires,
En menaçant les fabricants
De leur briser à tous les dents.*

Les couplets suivants nous font assister à la délibération du Consulat et chaque échevin donne son opinion, ce qui est pour l'auteur une occasion de le tourner en ridicule; un tel veut temporiser, un autre veut pendre tout le monde :

*Tavernier veut que dix tonneaux
Soient envoyés à les Brotteaux.*

Les chanoines de Saint-Jean interviennent aussi et le souvenir de la part d'influence qui

payer les sommes non réclamées les années précédentes; cela s'élevait à un chiffre assez considérable. Les marchands de vin s'abstinrent alors d'apporter du vin sur les ports et les cabaretiers n'ouvrirent pas leurs boutiques. Le 3 août le Consulat leur enjoint de vendre en détail comme par le passé. Ils n'en font rien, et le 5 août le Consulat, délibérant à nouveau et voyant « qu'il résulte de cette cessation d'ouverture des cabarets une disette de vin dans la ville, que le peuple et les ouvriers privés de cette denrée peuvent se livrer à des murmures qui pourraient dégénérer en émeute ou sédition populaire », décide de faire une démarche auprès de l'archevêque et de lui montrer les dangers que présente l'application

leur fut donnée en 1744 lors de l'émeute les pousse à tenter une démarche auprès des ouvriers. L'un d'entre eux vient au Consulat et :

*..... promet que son éloquence
Va persuader cette enjeance
A remonter sur son métier
En priant de tout oublier.*

Quatre chanoines vont alors haranguer la foule, dont l'attitude est ainsi prise sur le vif :

*Le nez serrez, rangez en rond,
Les canus oyant le sermon,
Puis se croisant les uns les autres
Ils enlèvent les quatre apôtres
Et les apportent en chantant
Jusqu'à la place Saint-Jean*

Très longuement — une complainte doit avoir beaucoup de couplets — les faits les plus insupportables sont rapportés, dont la moralité est ainsi tirée :

*L'excès du vin et la chaleur
Ont seuls causé tout ce malheur.
L'insurgent connoît sa folie
Et n'attend plus qu'une amitié
Pour retourner à son foyer
Sans jamais se fourvoyer.*

On a remarqué au mois d'août ()
Que le peuple de Lyon devenoit fou.
Supplions donc la Sainte-Vierge,
En brûlant devant elle un cierge,
Qu'au mois de septembre prochain
Nous ayons tous l'esprit plus sain.*

*Prions aussi le Tout-Puissant
Que les femmes des fabricants
N'excitent plus par leur parure
Du pauvre ouvrier le murmure
Et que leur exemple pervers
Ne le mène enfin aux enfers.*

(*) L'émeute de 1744 avait eu aussi lieu au mois d'août.

rigoureuse de son droit de banvin. En effet, l'effervescence va grandissant chez les ouvriers en soie et les compagnons chapeliers, et ils tiennent des réunions dans les cabarets des Brotteaux et des Charpennes, qui n'étaient pas sous la juridiction de l'archevêque. Des désordres s'ensuivent lorsque, après une journée de discussion, les ouvriers rentrent en ville, et le 8 août le Consulat rend une ordonnance portant défense de faire des assemblées « en plus grand nombre que celui de cinq » et enjoignant à ceux « qui seroient sortis de leurs ateliers de réintégrer dans le jour leurs ateliers et celui de leurs maîtres ». Ce fut en vain, et les réclamations tendant avant tout à une augmentation de salaires, le Consulat, sur l'avis des maîtres gardes, rendit le même jour une nouvelle ordonnance approuvant une augmentation de 2 sols par aune sur les taffetas Angleterre $\frac{5}{8}$ et $\frac{7}{8}$, et sur les autres étoffes en proportion ; à partir du 1^{er} août on avait le droit de réclamer le prix ainsi fixé, étant « bien entendu que les compagnons jouiront de ladite augmentation ».

Une autre ordonnance était en même temps rendue en faveur des compagnons chapeliers, dont la journée était portée de 32 sous 6 deniers à 40 sous, eux-mêmes ayant offert « de travailler pendant 12 heures chaque jour ouvrable ». Suivant la tactique qui avait si bien réussi en 1744, le Consulat accordait tout ce qu'on lui demandait pour ramener le calme, quitte, après, à punir et à remettre les choses en l'état précédent. Toutefois, cette ordonnance ne produisit pas l'effet attendu et il fallut la renouveler le 10 août ; en outre, la force armée, composée des chasseurs du régiment de Gévaudan, étant arrivée, le Consulat, bien résolu à sévir, enjoignit à tous citoyens que la curiosité pourrait porter dans les différents quartiers de cette ville et qui, par là, sans mauvaise intention, augmenteraient la foule et la confusion, de rester chez eux pour ne pas être exposés à être confondus avec les gens mal intentionnés dont l'autorité est forcée de réprimer les excès avec sévérité.

Par curiosité, les habitants allaient voir les émeutiers aux Brotteaux ; bien leur en prit de suivre les conseils du Consulat, car le soir même une collision eut lieu entre les ouvriers et la maréchaussée. Cette dernière fit feu sur les attroupements et une débâcle s'ensuivit. Pour passer le pont Morand et rentrer en ville, il fallait payer un péage ; deux compagnons chapeliers et un ouvrier en soie, trop pressés, bousculèrent les contrôleurs et refusèrent de payer : ils furent arrêtés et mis en jugement. Le Présidial, qui s'attribua au détriment du Consulat la connaissance des faits d'émeute qui leur étaient reprochés, les condamna tous trois à être pendus.

Ce nouvel et terrible exemple ramena l'ordre ; pour dissiper l'inquiétude de ceux qui avaient à se reprocher une part dans la sédition, le Roi, le 13 septembre, accorda des lettres patentes de

pleine et entière amnistie. Il est vrai que dix jours auparavant, le 3 septembre, un arrêt du Conseil avait supprimé tout tarif, annulant ainsi l'ordonnance du 8 août. Une fois de plus les ouvriers en soie se voyaient traités en enfants terribles à qui on accorde tout pour calmer leur colère, quitte, après, à leur faire expier leur velléités d'agir en grandes personnes; on les punit et on leur retire sans explications ni discussions ce qu'on leur a donné.

Avec de tels abus de la force, l'idée du droit ne pouvait être comprise et le peuple devait bientôt montrer qu'il savait profiter de cette éducation brutale. Confusément il sentait que la justice voulait qu'il pût vivre de son salaire et il réclamait une augmentation; tant qu'il ne se soulevait point on la lui refusait, lorsqu'il était redevenu calme on la lui déniait et on le châtiait. Il en arriva à cette conclusion que, une fois le maître, il fallait qu'il le reste par tous les moyens, assuré de sa perte si l'ennemi reprenait le dessus. Les proscriptions et les massacres de la Révolution avaient été préparés par des faits comme ceux que nous venons d'étudier : le peuple adulé lorsqu'il est le plus fort, écrasé quand il cesse d'user de sa puissance. Dans sa crainte d'être de nouveau l'éternelle dupe, il devait exagérer la répression et prendre ombrage de tout ce qui semblait pouvoir se redresser contre lui. Il devait être impitoyable, car il savait que sa liberté et tous ses droits conquis seraient supprimés malgré promesses et engagements; rendu farouche, il devait sévir contre ses oppresseurs d'autrefois qui lui avaient si souvent montré à ses dépens qu'un seul droit existe, celui du plus fort.



CHAPITRE XIII

La Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soie. — La Chapelle. — Le Bureau.

SOMMAIRE

Ce que doit être une Communauté d'art et métier.

Note : Edits, ordonnances et lettres patentes réglementant les Confréries de métiers. — La distribution des pains bénits d'après les lettres patentes de 1561 et le récit de Claude de Rubys. — La Chapelle de la Confrérie des maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soie. — Note : *Statuta inclitæ et devotæ Confraternitatis veluteriorum seu aliorum artis sericæ magistrorum* (Avignon, 1550). — Les prescriptions religieuses des règlements. — Les courriers de la Confrérie. — Exclusion en 1744 des maîtres ouvriers de la charge de courrier ; leurs plaintes. — Election et fonctions des courriers. — Les ressources de la Confrérie ; droits, amendes, confiscations. — Nombre des confrères et recettes. — Les dépenses de la Confrérie. — Sa suppression et la vente de ses biens. — Quel enseignement est ressorti pour les ouvriers des faits qui composent l'histoire de la Confrérie.

Le Bureau tenu tour à tour dans le logis des maîtres gardes. — Demandes des maîtres ouvriers en 1667 pour la construction d'une maison ou Bureau. — Délibération du 25 novembre 1724 et lettres patentes du 6 mars 1725. — Aspect du Bureau. — Coût de la bâtisse et des meubles. — Installation de métiers pour les chefs-d'œuvre. — Réceptions et illuminations. — Vente du Bureau (1).

(1) Voir les sections I et II du chapitre XI de notre Classement méthodique des archives.

« Les ornemens de la Chapelle ont été donnés par différents membres de la Communauté et sont en quelque sorte le gage de fraternité qui réunit tous les membres à des exercices de religion qui entretiennent le bon ordre et servent de frein à ceux qui voudroient s'en écarter. »

« Le Bureau a été construit sur un terrain appartenant aux Religieux Dominicains et contigu à leur cloître, sur lequel on lui a conservé une sortie qui a le double avantage de donner un passage à la Chapelle de leur église et dans des crises tumultueuses de procurer aux officiers une retraite salutaire. »

Représentations au Roi (1777).

Le mot de communauté, qu'en ce siècle nous avons à tort remplacé par celui de corporation, exprime un idéal, indique un but.

L'idéal est dans l'esprit religieux qui a présidé aux premiers groupements, tout de fraternité et d'égalité dans la prière.

Le but est de transporter dans les rapports professionnels cet esprit, et, en dehors de l'église, de continuer à vivre suivant le désir d'abnégation et de désintéressement (1). La communauté doit avoir pour première fonction de venir en aide à ses membres, et pour cela doit affecter la plus grande partie de ses ressources à rendre les chômages moins désastreux : c'est une association de prévoyance et de secours mutuel. Puissante par le nombre et l'argent, son autre raison d'être se trouve dans l'étude des questions commerciales, dans les essais d'innovations techniques, en un mot, dans l'amélioration du métier et des procédés. Enfin, elle doit être une union d'intérêts matériels et aussi de sentiments, et pour cela assurer le

(1) Si nous en croyons une note sans références, il aurait existé à Lyon une société religieuse qui se serait livrée aux travaux de la soierie. En un manuscrit des Archives municipales où se trouvent des renseignements sur les rues de Lyon, nous lisons : « Rue Lafont. — Sur la fin du ^{xviii} siècle une société de fabricans d'étoffes de soie se forma pour suivre le commerce mis en commun, adopter des jeunes gens sans fortune, les faire élever et les rendre propices à soutenir et à étendre leur établissement. Cette société, organisée sur le modèle des frères tailleurs et des frères cordonniers, a subsisté jusqu'en 1780. La cloche des Missionnaires réglait l'heure du lever, du repas, des travaux de commerce et des services de piété que faisaient en commun les membres de cette congrégation, qui n'était d'ailleurs assujettie à aucun vœu ni distinguée par aucun vêtement particulier, eût pu être très utile aux progrès de la manufacture si elle eût été toujours dirigée par des fabricans intelligens et si l'on ne se fût point écarté des dispositions du fondateur pour les perpétuer. » Malgré nos recherches, nous n'avons trouvé aucun document relatif à cette curieuse organisation.

respect des droits de chacun, rappeler au devoir ceux qui s'en écartent, rendre une justice amiable et paternelle, éviter tout empiètement des ambitions. En elle se fondent toutes les aspirations et toutes les fiertés : elle symbolise l'art, et l'humble maître en sa petite boutique se trouve grandi en songeant qu'il est quelque chose dans ce corps respecté, sa Communauté, qu'il pourrait y remplir une charge, que ses enfants seront des privilégiés.

C'est là l'esquisse de la communauté idéale ; les documents vont nous dire si celle de la grande Fabrique fut, comme elle l'aurait dû être, bienfaisante ; si elle resta en dehors des compétitions intéressées ; si elle sut imposer, comme son titre lui en faisait un devoir, l'union et l'égalité entre tous ses membres ; si elle mit en pratique les pensées religieuses directrices de sa Confrérie.



Avant d'avoir sa maison, le Bureau, la Communauté eut sa Chapelle. L'idée religieuse forma les premiers groupements des gens de même métier sous la bannière d'un saint patron ; la confrérie précéda la corporation et peu à peu lui céda la place, les intérêts professionnels primant bien vite les intérêts spirituels. Il semble que trop souvent les confréries n'aient été au début qu'un prétexte, dans la suite qu'un accessoire : prétexte de festins et de joyeuses réunions, accessoire solennel qui fit ressortir le faste des plus riches, et parut aux ouvriers une de ces vieilles coutumes qu'on respecte pour leur ancienneté, mais qui sont vides de leur sens touchant et éducatif. Les faits sont là pour le prouver, aussi bien au point de vue général qu'à celui plus particulier de la manufacture ; l'histoire des confréries de métiers est une longue liste de suppressions et de mesures coercitives contre les excès qu'elles favorisaient sous leur pieux couvert. En 1529, une ordonnance consulaire rendue à la suite de la « grande rebeine » supprime à Lyon les confréries de métiers à cause des abus qu'elles motivaient, « tant en enchérissant les manufactures et matières que les forces et bandes qu'ilz font à chacun son enseigne et les ungs contre les autres » (1). Des lettres patentes du 5 février 1561 abolissent les

(1) Cette ordonnance ne fait que reproduire pour Lyon les mesures nombreuses qui avaient déjà frappé les confréries. Ne voyons-nous pas en 1524 le Concile de Sens déplorer l'existence de ces groupements pieux, « qui ne semblent être établis que pour favoriser les monopoles et les crapules de débauches ; qu'au lieu, par les confrères, d'employer les fêtes des patrons qu'ils ont choisis à l'assistance du service divin, ils les passent dans l'excès de leurs repas et emploient à cet usage profane et criminel les deniers destinés aux œuvres de

confréries et, ordonnant que leurs biens soient affectés à « l'instruction de la jeunesse ou pour les pauvres de l'Aumône générale », nous donnent des détails sur ces « forces et bandes », déclarant que « particulièrement à Lyon les confréries avoient été rétablies, que sous ce prétexte les gens de métiers faisoient des royautés certains jours de dimanche et de feste, et, en ces jours, ils faisoient porter par des personnes habillées en masque ou d'une autre manière extravagante des pains bénis ornez de petites bannières diversement peintes, qu'ils les faisoient conduire avec des tambours et des fifres, suivis d'un grand nombre d'artisans, souvent armez, depuis la maison de celui qu'ils appelloient courier de leur confrairie jusques aux églises où le service se devoit faire, et après le service il retournoient dans le même équipage dans les maisons des couriers ou aux cabarets où ils avoient fait préparer le festin ». Claude de Rubys, dans son *Histoire véritable de Lyon* (1604), nous décrit ainsi cette cérémonie que les lettres patentes ne semblent point avoir modifiée : « Les pains bénits que font tous les ans les confrairies des mestiers le jour de leur patron avec tabourins, violons, hauboyes et austres instruments et gens les uns à pied, les autres à cheval sous divers sens moralisez et habillez à l'advenant et en cest équipage marchants par toute la ville, leur servent d'un esbat et resiouissance. »



Nous ne savons à quelle date remonte la fondation de la Confrérie des maîtres ouvriers en soie ; certains mémoires la fixent à 1641, c'est-à-dire au moment où la Chapelle fut érigée dans l'église des Dominicains. C'est une erreur. La Communauté avait sa Chapelle antérieurement dans l'église des Cordeliers, et en 1624 une ordonnance consulaire règle qu'à la sortie de la messe qui s'y célébrait

piété ». Déjà bien avant, en 1498, l'autorité royale, jalouse de la puissance des confréries, les avait supprimées par arrêt du Parlement, qui fut renouvelé le 28 juillet 1500. François I^{er}, en août 1539, les abolit aussi, ordonnant la confiscation de tous les objets à leur usage ; toutefois il peut être accordé par lettres patentes, à celles qui en feront la demande, le droit de se reconstituer. Les abus supprimés pour un temps ne tardèrent pas à fleurir de nouveau, et Charles IX essaya de réglementer les confréries en leur imposant l'obligation d'employer toutes leurs recettes au service divin et aux bonnes œuvres. Ce fut en vain, et de nouveau il fallut recourir aux mesures radicales. Des lettres patentes du 5 février 1561 suppriment « d'abondant » toutes les confréries. Enumérer les arrêts du Parlement qui confirment ces lettres patentes serait trop long. Le dernier à ce sujet, en date du 13 décembre 1660, renouvelle l'interdiction en général, déclarant que ne pourront subsister, ou, à l'avenir, se fonder, que les confréries ayant obtenu l'autorisation expresse du Roi. Elles étaient ainsi placées sous la surveillance de l'autorité royale, qui approuvait leurs statuts et pouvait, en raison de leurs agissements, les supprimer sans difficulté.

tous les dimanches les maîtres gardes devaient ouïr les plaintes de ceux du métier (1).

(1) La Confrérie des maîtres ouvriers en soie de Lyon n'avait point de statuts particuliers, ou, si elle en eut tout au début de la manufacture, il ne nous sont point parvenus. Il nous paraît intéressant de donner ici ceux de la Confrérie des veloutiers et ouvriers en soie d'Avignon : ils datent du 13 octobre 1550. Ils contiennent en même temps une organisation plus générale de la corporation, prévoyant l'intervention des conseillers dans les discussions entre confrères. Antérieurs aux règlements, ces statuts de confrérie renferment le germe de leurs dispositions ; de l'idée religieuse qui groupa les gens du même métier dans une pensée de prière et de solidarité chrétienne dérivait l'idée économique qui réunit en corps puissants les maîtres pour la défense de leurs intérêts.

Ces statuts, conservés en un manuscrit (n° 2663) de la bibliothèque du Musée Calvet d'Avignon, sont ainsi conçus :

STATUTA INCLITE ET DEVOTE CONFRATERNITATIS VELUTERIORUM SEU ALIORUM
ARTIS SERICEÆ MAGISTRORUM.

Au nom de Dieu le Père, le Fils et du benoît Saint-Esprit, de la glorieuse Vierge-Marie et de touz les Sainctz et Sainctes de Paradis.

S'ensuivent les statutz et ordonnances faictes, stablies et ordonnées du consentement exprès et bon plaisir du révérendissime seigneur Camillo Mentuat, évesque de Hatrien, vice-légat et gouverneur de la présent cité d'Avignon, député par illustrissime seigneur Allexandre, cardinal de Fernes, vicaire général et légat d'Avignon pour notre saint père le pape Julle, tiers de ce nom, sur l'art et mestier des velours et aultres draps de soye, pour le bien et entretien dudict art, lesquels furent faictz et ordonnés en l'an mil cinq cens cinquante, estant pour lors honorables hommes commis et députés et surposés sur ledict art de la soye Anthoine Boufat dict Ferrare, Jehan Anthoine de Mages, Giraud Fille et Jehan Brun dict de Caulmons, habitans de la cité d'Avignon :

De l'élection des maistres.

En premier lieu a esté statué et ordonné que tous les ans, le lendemain de la Penthecoste, se esliront par les maistres ou la majeur d'iceux deux gouverneurs ou bailes et six conseilliers et les susditz gouverneurs ou bailes soyent maistres dudict art de la soye et hommes de bien, pour randre bon compte à la Confrairie, et que les deux bailes et les six conseilliers auront le gouvernement de ladicte Confrairie et que nully ne leur aye à contredire sur poynne de deux livres de cire aplicquées à la luminaire de ladicte Confrairie, et cinq solz tournoys au fisco de nostre saint père le Pape.

De accepter l'office de baile et de conseiller.

Item a esté statué et ordonné que lesdictz confrères seront tenus accepter l'office des bailes et conseilliers et ne le pourront refuser quant seront esleux. Et ce sur poynne de cinq livres de cire et de cinquante solz tournoyz pour chescune foys qu'il refusera et ce applicuera ladicte cire à la luminaire de la Confrairie et les cinquante solz pour survenir aux nécessités des povres de la Confrairie.

De ceulx qui entreront en la Confrairie.

Item a esté statué et ordonné que tous les maistres dudict art et compaignons seront tenus entrer et se mectre en ladicte Confrairie sur poynne de dix livres de cire aplicquée à la luminaire de ladicte Confrairie et de cinquante solz tournoys aplicqués la moitié au fisco et le demeurant à ladicte Confrairie, et que tous les ans lendemain de Penthecoste chescun desdictz maistres payera trois solz tournoys et les compaignons deux solz. Et y aura messagier, lequel selon ses peynes sera satisfait aux despens de ladicte Confrairie.

De la messe qui se dira le jour de la feste.

Item a esté statué et ordonné que le lendemain de la Penthecoste se dira en l'église des Frères Myneurs d'Avignon une messe solennelle du jour susdict et le jour ensuivant une messe

La Confrérie dut être contemporaine de la Communauté si elle ne lui fut pas antérieure, et celle-ci fut établie par Henri II en 1554.

des trespassés et y aura, durant que les susdictes messes se diront, deux cierges allumés sur l'autier et deux aultres devant les bailes et quatre brandons, lesquels se allumeront à la consécration et élévation du corps précieux de Nostre-Seigneur.

De ceulx qui voudront recevoir.

Item a esté statué et ordonné que les susdictz brandons se porteront quant il y aura quelcun des confrères malades qui vouldra recepvoyr son Créateur, et quatre flaiolles pour acompagner ledict précieux corps de Nostre-Seigneur, et quant aucun des susdictz confrères sera allé de vie à trespas, à l'enterrement duquel seront tenus les maistres dudict art si trouver, si bon leur semble. Les susdictes quatre flaiolles, se on dict messe à son enterrement, durant la messe se allumeront; quant la messe sera dicté, on allumera les susdictz quatre brandons qui demoreront allumés jusques à ce que le corps dudict confrère sera ensepveli; et pour le port desdictz brandons seront tenus poyer les héritiers du trespassé.

De dire la messe le jour de la feste.

Item a esté statué et ordonné que le jour de la feste de ladicte Confrairie, qui est lendemain de Penthecoste, le jour ensuivant, tous les dimanches darnier de chescun moys, il se dira messe en la chappelle de ladicte Confrairie. Seront tenus tous les confrères y venir et ouyr ladicte messe, et les susdictz dimanches se fera du pain bényt, lequel chescun des maistres dudict art sera tenu fère en son ran, ainsi que luy sera dict par lesdictz bailes, et ne le pourront refuser sur poyne de poyer audict luminaire deux livres de cire.

De faire la procession le jour de la feste.

Item a esté statué et ordonné qu'il se fera une procession le jour de la feste qui sera le lendemain de Penthecoste, en laquelle seront tenus lesdictz confrères bien et dévotement se trouver avec du feu en la main selon leur puissance, et ce sur poyne de deux livres de cire aplicquées à la luminaire d'icelle Confrairie s'il n'y a excuse légitime. Et les deux bailes seront driers et les quatre supposés devant eulx et les conseilliers six devant lesdictz quatre. Et tous les maistres dudict art seront devant les conseilliers, les compaignons premiers, chescun en son ran avecqz bonne dévotion.

De l'obéissance que doyvent les confrères.

Item a esté statué et ordonné que les confrères seront tenus de venir toutes foys et quantes que seront mandés par les bailes et conseilliers, se congérer pour parvenir aux négoces et affaires dudict art et Confrairie en appellant les quatre maistres supposés dudict art.

Des religieux du couvent des Frères.

Item a esté statué et ordonné que les frères et religieux dudict couvent ne fissent bien leur devoir au service de Dieu et de la glorieuse Vierge-Marie et de ladicte Confrairie, sera loysible et permis aux susdictz bailes, avecques le consentement toutes foys de la plus grant part de susdictz confrères, incontinent dudict couvent et mettre ailleurs ladicte Confrairie et transporter tous les biens de ladicte Confrairie dudict couvent sans nulle contradiction desdictz frères et religieux. Et si le cas estoit que lesdictz confrères eussent fait réparation à leur dicte chappelle immuable, que lesdictz frères religieux dudict couvent leur ayent à rembourser les dictes réparations à dictes de maistres experts.

De recevoir les deniers de la Confrairie.

Item a esté statué et ordonné que les susdictz bailes auront puissance de exhiger et recevoir tout ce que sera deu à la dicte Confrairie, soit pour donation, légat ou aultrement, et faire convenir toutes foys devant le juge qui plaira audict seigneur révérendissime et à ses successeurs leur bailleur puissance de presser tous les débiteurs qui ne poyeront leur Confrairie.

De mettre paix et accord entre lesdictz confrères.

Item a esté statué et ordonné que si entre aucun desdictz confrères survenoit noyse,

Jusqu'en 1641 nous ne savons rien de son existence. A partir de cette époque, la Chapelle fut transférée aux Jacobins et y resta jusqu'en 1777 (1). La Communauté vint en 1725 construire sa maison sur un terrain acheté des Dominicains et mitoyen à leur église. On ouvrit alors une large porte qui fit communiquer l'église et le Bureau : le temporel et le spirituel étaient réunis. La Confrérie et la Communauté avaient ainsi leur expression matérielle.

discention ou débat, les susdictz bailes appellé leur conseil et juge seront tenus les mectre, se faire se peult, en accord et apointement. Et ce sans préjudice des droys de la court et du fiscq de nostre saint père le Pape.

Des affaires qui surviendront à la Confrairie.

Item a esté statué et ordonné que des affaires qui surviendront à ladicte Confrairie et toucheront l'estat dudict art, seront tenus les susdictz bailes et confrères se retirer en premier lieu devant leur dict juge.

De ceulx qui tumbent en nécessité de maladie.

Item a esté statué et ordonné que s'il y a aulcun des susdictz confrères qui tombe en nécessité de maladie et ne aye de quoy se secourir, s'il est homme de bien et qu'il travaille voulantiers estant en santé, les bailes seront tenus le aller visiter et celon leur puissance et faculté de ladicte Confrairie le secourir et aider.

De se garder de avoir question ne blasphémer Dieu.

Item a esté statué et prohibé et deffendu es susdictz confrères ne faire aulcun tumulte ne question, ne se blasphémera le nom de Dieu ; et tous ceulx qui le blasphémeront seront tenus demander pardon à Dieu et poyer à ladicte Confrairie deux livres de cire et au fiscq de notre saint père le Pape dix solz tournoys pour chescune foy. Et si on voit le susdict blasphémateur incorrigible, sera deschassé par lesdictz bailes et conseillers de ladicte Confrairie en laquelle ne seront plus receux.

Des chandelles et du pain bényt.

Item a esté statué et ordonné que le jour de la feste qu'on poyera la Confrairie, se donnera deux chandelles patacules (?) et du pain bényt, comme est de bonne coustume, aux despens de ladicte Confrairie, et à tous les confrères.

Confirmamus : CAMILLUS.

Nous avons vu en une note, au début de ce chapitre, les mesures prises par la Royauté contre les confréries, à la suite des abus que signale le Concile de Sens en 1524. La Confrérie des maitres de la soie d'Avignon, pour n'être pas placée sous la surveillance de l'autorité royale, était soumise à la censure papale, et une ordonnance du légat en date du 9 décembre 1676 confirmant ses statuts ne le fait qu'après l'avis de l'avocat et procureur général du Saint-Père et du siège apostolique à Avignon qui déclare : « *Visis predictis statutis, non impedit eorum approbationem et confirmationem, dummodo facultatibus hujusce legationis et sacro Concilio Tridentino non sint contraria, nec sint contra bonos mores, ac sacris canonibus, privilegiis et libertatibus hujusce civitatis minime repugnant, nec non citra prejudicium juris publici et privati, nullumque exinde monopolium oriatur.* »

(1) L'église des Jacobins contenait la plupart des chapelles des confréries de métiers. Outre celle des maitres ouvriers en soie, pour ne parler que des corps d'état touchant à la manufacture, il y avait celle des maitres teinturiers en soie, concédée en 1640, où se remarquait sur l'autel un tableau représentant « l'Assomption de la Vierge et plusieurs personnages », et celle des tireurs, batteurs et écaumeurs d'or et d'argent, sous le vocable de Saint-Eloy, avec « un tableau représentant saint Eloy, leur patron, ouvrage de Jean Stella » ; en 1713 ils firent en outre faire « par Saraba, habile peintre parisien demeurant à Lyon, un grand et beau tableau qui représente la Destruction du Veau d'or par Moïse, entouré d'un beau cadre doré ».

C'est en 1641 que les maîtres gardes demandent aux Jacobins « de leur céder dans leur église une place où étoit dépeinte la généalogie de saint Dominique pour y faire par ledit corps d'état construire ladite Chapelle et icelle embellir suivant l'ordre de Corinthe ou composite ». Les religieux y consentent, laissant aux maîtres ouvriers le soin de construire ladite Chapelle et sacristie, leur permettant même de « faire faire une cave ou une chambre où seront enterrés tous les dits maîtres et leurs compagnons et apprentis qui voudront y être enterrés ». Les dépenses de construction de la Chapelle s'élevèrent à 6,000 livres. Il fallut démolir le mur de l'église ainsi qu'un petit corps de bâtiment qui y était adossé, et construire comme une annexe la Chapelle. Plus tard elle fut englobée dans la maison de la Communauté dont les bâtiments l'entourèrent.

La Chapelle semble s'être fait plutôt remarquer par son délabrement que par son luxe. Les détails qui nous sont parvenus à son sujet sont donnés en raison de très urgentes réparations à faire. En 1759 une ordonnance consulaire autorise les dépenses nécessitées par la réfection de la Chapelle, qui n'avait pas été réparée depuis 1641. Mais la Communauté se contente de quelques minces améliorations, ses ressources étant absorbées par le procès des règlements. Elle fait redoubler les ornements et arranger l'argenterie, ce qui lui coûte 600 livres, puis elle achète un missel qui lui revient à 55, 16, et fait faire pour 249, 5, 3 de menus travaux. Cela suffit à donner pour quelque temps un air de décence à la Chapelle; mais le 26 avril 1775 les courriers remontrent au Bureau qu'il importe de s'en occuper, qu'elle est dans un état de délabrement complet. « Le boisage tombe en ruine, disent-ils; il est nécessaire de clore la Chapelle par une balustrade élevée pour prévenir les vols qui s'y commettent jusque sur l'autel, il faut deux rideaux pour conserver la sculpture et les ornements dorés qui environnent le tableau. » Ils ajoutent qu'il leur est impossible de payer ces réparations sur les fonds de la Confrérie, l'inexactitude de tous à payer les droits les réduisant à bien peu, et qu'il importe cependant de les faire au plus tôt. Le 3 mai suivant le Bureau délibère à ce sujet. Il a constaté que le mortier de la voûte tombe sur l'autel, qu'autrefois il y avait de grands rideaux pour protéger le tableau, mais « ayant été originellement surchargés de fleurs de lys appliquées en mastique, leur poids et leur caducité qui en détachaient des lambeaux considérables avaient obligé les courriers de ce temps de les faire enlever ». Le Bureau est d'avis de faire « un boisage simple et décent dans ladite Chapelle », d'enduire les murs, au-dessus, de plâtre, « également que la voûte avec quelques moulures très simples et une rosette au milieu », de nettoyer le tableau et les ornements qui l'entourent et, pour les protéger, de faire « des rideaux en

cotton bleu de toute hauteur et largeur, avec des fleurs de lys peintes à l'huile » ; en outre, une balustrade « en fer garnie de pointes » sera placée à l'entrée. La Communauté devait faire l'avance de ces dépenses, en stipulant toutefois que si les confréries parvenaient à être exactement payées, les courriers devaient la rembourser (1).

La Confrérie était administrée par des dignitaires élus, appelés les courriers. Au sujet de leur nomination, les luttes qui s'élevèrent entre marchands et maîtres dans la Communauté se renouvelèrent avec le même succès pour les premiers. Et bientôt les règlements consacrèrent le triomphe de l'influence des marchands dans la Confrérie qui devint leur chose, les maîtres s'en désintéressant complètement. Les prescriptions relatives aux obligations religieuses des membres de la Communauté étaient placées en tête des règlements. Ils excluaient, avons-nous vu, tous ceux qui ne faisaient point partie de la religion catholique, apostolique et romaine, et pour assurer l'observation des devoirs religieux il fut défendu, à partir de 1667, « à tous marchands et maîtres ouvriers de draps d'or, d'argent et de soye de travailler ny de faire travailler aucuns de leurs ouvriers pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit les jours de dimanche et festes annuelles de la Vierge et des Apostres, et à tous compagnons ouvriers et apprentifs d'aller au cabaret pendant le service divin ». De même il était interdit, sous peine d'amende, de vendre ou exposer en vente des marchandises ces mêmes jours. La fréquentation des offices n'était imposée que deux fois par an, le jour de l'Assomption, la Communauté ayant la Vierge comme patronne, et le lendemain, où un service pour le repos de l'âme des maîtres décédés était célébré. Ces prescriptions sont ainsi formulées dans le règlement de 1737 : « Tous marchands et maîtres de ladite Communauté travaillant ou faisant travailler se trouveront le jour et feste de l'Assomption de la Sainte-Vierge, patronne de ladite Communauté, en l'église des Pères Jacobins de ladite ville de Lyon, sur les neuf heures du matin, où sera dite et célébrée annuellement une messe haute et solennelle à laquelle lesdits maîtres seront obligez d'assister, à peine de 5 sols contre ceux qui ne s'y trouveront pas. » La même amende était encourue par ceux qui ne se rendaient pas le lendemain au service commémoratif. Ces fêtes et cette union des esprits dans le souvenir des morts devaient être d'un puissant effet de solidarité. Mais le règlement de 1744 supprimant

(1) Les frais de ces réparations s'élevèrent à un chiffre assez considérable. Les comptes de la Communauté pour 1775 portent les paiements suivants : à Ragot, menuisier, 3,200 livres ; à Dominique, plâtrier, 309 ; à Vendereyde, sculpteur, 710 ; à Ayet, menuisier, 84 ; à Pagany, peintre, 228 ; à Fargue, serrurier, pour la balustrade, 1,734, 5 ; à Deproy, vernisseur, 222 ; à Claudy, charpentier, 114 ; à Bessy, architecte, 120 ; à Lenoir, entrepreneur, 312 ; au vitrier, 34, 8 ; soit un total de 7,067, 13.

l'administration mixte de la Confrérie et en éliminant les ouvriers, vint ôter toute portée à ces manifestations religieuses. Ouvriers et compagnons sont laissés en dehors de la Confrérie ; on ne leur impose plus l'obligation d'assister aux messes solennelles par la raison qu'aucune église ne serait assez considérable pour contenir toute la Communauté, et désormais seuls sont tenus d'y assister « les courriers en charge et ceux qui auront été nouvellement élus, de même que les maîtres gardes et adjoints en charge et anciens ». On ne leur permet plus de participer à l'élection des courriers. Ceux-ci étaient au nombre de quatre et jusqu'en 1737 ils étaient choisis indifféremment parmi les marchands ou les maîtres ouvriers. Dans un esprit fort équitable le règlement de 1737 déclare : « Des quatre maîtres courriers chargez de régir les affaires de la Chapelle, il y en aura toujours deux du nombre des maîtres marchands et deux maîtres ouvriers travaillant à façon. » Cela ne fit point l'affaire des maîtres marchands qui, adressant des remontrances au Roi au sujet du règlement de 1737, lui montrèrent le double inconvénient de la nomination de maîtres ouvriers à la charge de courriers. « Le premier est qu'en les admettant à ces fonctions honorifiques, on établit entre eux une espèce d'égalité qui éloigneroit infailliblement les ouvriers de la déférence qu'ils doivent avoir pour les marchands ; il n'est pas possible, avec l'éducation ordinairement imparfaite qu'ils ont reçue, que, se voyant associés à eux dans ces places, ils ne perdent quelque chose de la docilité que leur état exige dans les autres opérations par rapport aux maîtres marchands ; il y auroit aussi de l'indécence qu'ils les précédassent à l'office divin. La deuxième raison qui résiste à cette nouveauté est que les effets et les deniers de la Chapelle étant d'une valeur très considérable, ils ne paroissent pas pouvoir estre confiés sans danger à des personnes dont la muabilité est le plus souvent bien incertaine et il y auroit par conséquent peu de seureté pour le reliquat de comptes à la fin de leur administration. »

Ces raisons, peu charitables et bien éloignées de l'idéal chrétien d'égalité qui devait être l'enseignement de la Confrérie, prévalurent. Le règlement de 1744 porte que « les quatre courriers employez ordinairement à régir les affaires de la Chapelle et Confrairie de ladite Communauté seront à l'avenir choisis dans la classe des maîtres marchands ». En vain les maîtres ouvriers protestent : le 21 août 1759, dans une réunion où ils devaient examiner le règlement de 1744 pour faire connaître sur quels articles portaient principalement leurs plaintes, ils déclarent que celui qui les exclut de la charge de courrier, « quoiqu'il ne soit d'aucune conséquence pour la manutention du bon ordre dans la manufacture, néantmoins démontre que l'esprit de domination qui est l'âme du règlement de 1744 en a dicté

les articles principaux » ; ils ajoutent qu'il y a grande injustice à ne pas nommer deux maîtres ouvriers, puisque leur maîtrise est égale à celle des maîtres marchands, « excepté néanmoins que la différence de fortune ne fût préférable à celle de la probité, qui n'est pas moins en pratique chez les maîtres ouvriers que chez les maîtres marchands ». A ces très dignes observations les maîtres gardes marchands répondent, avançant un fait qu'ils ne prouvent point, que l'usage depuis 1641 a été de ne nommer que des courriers marchands, usage basé sur les coutumes de toutes les confréries où seules sont élues les personnes notables. Très justement ils remontrant que si tous les confrères pouvaient prétendre aux charges, les compagnons y auraient autant de droits que les maîtres. Il faut, pour être courrier, savoir administrer et en outre pouvoir répondre solidairement des deniers, ce que ne sauraient faire les maîtres ouvriers ; en les écartant, on ne met pas en doute leur probité, mais celle-ci ne suffit pas, car on n'a jamais confié de charges comptables « sur la seule foi de la probité ».

Les maîtres ouvriers durent se résigner à n'être admis comme confrères que pour payer le droit.

L'élection des courriers avait lieu en la même forme et le même jour que celle des maîtres gardes ; ils étaient nommés pour deux ans et se renouvelaient par moitié chaque année. Le règlement de 1744 changea la date et le mode d'élection : l'année financière de la Confrérie allant d'une fête de l'Assomption à l'autre, l'élection devait se faire du 15 juillet au 1^{er} août ; les courriers en charge et anciens, et les maîtres gardes marchands tant en charge qu'anciens, seuls désormais prenaient part à l'élection. Chaque année deux marchands étaient choisis, l'un fabricant en uni, l'autre en façonné, et sur les procès-verbaux les candidats sont rangés en deux colonnes sous ces titres : « Messieurs de l'uni, Messieurs du façonné. »

Les fonctions des courriers étaient d'organiser les messes solennelles, d'assister aux enterrements des maîtres et femmes de maîtres, de faire distribuer le pain bénit, de percevoir les droits de confrérie et de tenir la comptabilité de la Chapelle. En sortant d'exercice, ils rendaient leurs comptes ; jusqu'en 1727 ceux-ci étaient simplement présentés à la Communauté : à partir de cette date, ils durent être rendus en présence d'un échevin et du procureur du roi, comme ceux des maîtres gardes. Le reliquat, lorsqu'il y en avait un, était remis aux nouveaux courriers ; si, au contraire, il y avait un déficit, ces derniers devaient le rembourser sur leurs premières recettes. Le règlement de 1744 innova ; l'exclusion des maîtres ouvriers devait avoir une raison dans la pratique. On avait invoqué contre eux le défaut de ressources et il fut désormais imposé aux courriers de supporter le déficit : « Dans le cas où la dépense desdits

quatre courriers comptables excéderoit leur recette, l'excédant sera par eux supporté par portions égales, sans qu'ils en puissent prétendre le remboursement sur les deniers de la Communauté, non plus que sur ceux de la Confrérie qui seront perçus par leurs successeurs. »

Célébration de messes, pain bénit, entretien de la Chapelle, etc., avec quelles ressources tout cela était-il payé? Lors du transfert de la Confrérie dans l'église des Jacobins, une ordonnance consulaire du 16 mars 1641 fixa les droits à 20 sols pour les maîtres et à 10 sols pour les compagnons. Antérieurement, nous ne savons à quel taux ils étaient. En outre, la Chapelle bénéficiait de nombreuses amendes et à son profit étaient confisquées les pièces défectueuses. C'est ainsi que le 26 mai 1640 un maître, qui fabriquait un taffetas n'ayant pas la largeur réglementaire, se voit infliger une amende de 30 sols pour la Chapelle; un autre, qui avait pris un apprenti sans faire rayer celui qui était parti, doit payer « 5 livres pour la luminaire et service de la Chapelle » (12 mai 1649). De même Guillaume Flandrin, qui n'a pas fait inscrire son apprenti, est condamné à 5 livres d'amende pour la Chapelle (16 septembre 1653), et tel maître qui a reçu 15 livres de son apprenti, pour le temps perdu qu'il aurait dû lui faire accomplir intégralement, doit verser 3 livres aussi pour la Chapelle. Et les jugements consulaires sont aussi nombreux qui confisquent des étoffes au profit de celle-ci; c'est ainsi qu'il lui est attribué le 18 juillet 1656 une pièce de taffetas défectueuse, le 26 septembre 1650 une pièce de velours fabriquée contrairement aux règlements.

Ces condamnations au profit de la Chapelle disparaissent bientôt, le Consulat estimant que les droits qui viennent d'être fixés sont suffisants, et il rend plusieurs ordonnances pour rappeler aux membres de la Communauté l'obligation qu'ils ont de les payer. Le règlement de 1667 ne parlant pas du droit de confrérie, maîtres et compagnons en conclurent qu'ils n'avaient pas à le verser; une ordonnance du 4 décembre 1680 rappelle aux maîtres qu'ils doivent payer le droit, pour eux et pour les compagnons qu'ils occupent à leurs refus, bien que le règlement soit muet à ce sujet. Ils ne semblent pas avoir mis beaucoup d'empressement à obéir, car une nouvelle ordonnance du 7 janvier 1686 reproduit les termes de la précédente. Le règlement de 1737 maintenant les droits au même taux, met une sanction à leur paiement en écartant des charges de la Communauté les maîtres et en fermant l'accès de la maîtrise aux compagnons qui ne justifieront pas les uns et les autres du reçu des courriers. Ce fut en vain, et périodiquement se font entendre les plaintes de ceux-ci, déclarant que « peu de maîtres et presque point de compagnons » payent le droit de confrérie exigé « pour l'entre-

tien de la Chapelle et ornemens d'icelle et pour la célébration du service divin qui s'y fait à différens jours de l'année ». En vain aussi le Consulat renouvelle ses ordonnances et défend le 7 août 1742 aux maîtres gardes d'enregistrer les compagnons s'ils ne font « apparoir de la quittance de la Confrérie ».

Le règlement de 1744 diminue les droits pour les maîtres et compagnons, les fixant à 10 et à 5 sols, prétextant la difficulté que présentait le versement des 20 et 10 sols qui formaient le droit antérieur. Dans leurs remontrances du 21 août 1759, les maîtres gardes ouvriers déclarent « ne voir aucun inconvénient à être taxés à 20 et 10 sols; si à l'heure actuelle ils ne paient pas exactement la taxe, cela n'a rien d'étonnant, puisqu'ils sont exclus de la place de courrier par une raison qui ne sauroit provenir que d'un mépris marqué de la part des maîtres marchands, leurs confrères, qui dédaignent de se trouver en concurrence avec eux. Le règlement de 1737 nommoit deux maîtres gardes ouvriers courriers; lorsqu'ils entrèrent en charge la Chapelle devoit 500 livres, quand ils en sont sortis elle étoit en avance de 96 livres. » Diminuant les droits des ouvriers, le règlement de 1744 fixa comme contre-partie les droits de confrérie des marchands à 40 sols.

Les versements s'effectuaient dans l'intervalle de la fête de l'Assomption à la fête de la Nativité de la Sainte-Vierge; en cas de refus de paiement, les courriers avaient le droit de poursuivre comme pour fait de police, en exécution des réglemens, « par toutes voies dues et raisonnables ».

A quel chiffre pouvait s'élever le nombre des confrères? Il aurait dû comprendre tous les membres de la Communauté, mais les plaintes des courriers nous ont déjà fait entrevoir qu'il étoit loin d'en être ainsi. Les livres de comptes de la Confrérie nous renseigneront à ce sujet, de même que sur les recettes et dépenses.

Le premier registre va de 1641, date du transfert de la Chapelle aux Jacobins, à 1661. C'est un véritable grimoire où les noms et les années s'entremêlent, inscrits par de grossières écritures inexpérimentées. Rarement des totaux, œuvre de courriers plus instruits. En 1657 la Confrérie comprend environ six cent cinquante membres, donnant une recette de 635 livres 9 deniers; en 1658, année de misère et de disette, la recette descend à 370, 15; elle remonte en 1659 (1) à 541, 5, avec six cent vingt-quatre confrères, et une liste interminable « de ceux qu'il a fallu contraindre pour payer ». En 1660 la recette est de 511, 10; en 1661 de 578, 18, 9. Les livres de dépenses correspondant à cette période ne nous sont pas parvenus.

(1) En 1660 la Communauté, d'après son recensement, comprenait huit cent quarante et un maîtres et huit cent neuf apprentis et compagnons.

Un second registre parfaitement tenu, portant le titre de " Livre de rendement de comptes des courriers ", va de 1737 à 1775. Il accuse simplement le chiffre des recettes sans parler du nombre des confrères (1), sauf pour la première année où il y a trois cent trente confrères versant 703, 4. Le nouveau règlement accordant aux maîtres ouvriers deux courriers a pour effet de faire monter considérablement les recettes. En 1738 elles s'élèvent à 944, 16, en 1739 à 2,341, 16. Mais la lutte s'est engagée, les marchands l'emportent et obtiennent le règlement de 1744; de suite le chiffre des recettes des confréries diminue : en 1743 il est de 1,632, 17, en 1745 de 991. Désormais seuls ou presque seuls les marchands soutiendront la Confrérie qu'ils ont accaparée. Jusqu'en 1775 les recettes se maintiendront entre 11 et 1,200 livres, s'abaissant la dernière année à 794, 5.

Les dépenses, à part trois ou quatre exceptions, excédaient toujours les recettes. En 1737 il y eut un déficit de 330, 9, 6, en 1738 de 389; en 1739 on atteignit le plus gros chiffre de dépenses, 2,393, 14, 6, dépassant encore la plus forte recette, qui fut de 2,341, 16. En 1743 et 1744 il y eut un petit reliquat. Jusqu'en 1744 le déficit était remboursé sur les recettes de l'année suivante; à partir de cette date il fut supporté par les courriers, qui semblent dès lors avoir mis une certaine ostentation à y être de leurs deniers : les rendements de comptes se terminent toujours par une balance qui leur est défavorable et que suit cette annotation devenue de style : « La différence est payée et supportée en pure perte par les courriers. » En moyenne, de 1744 à 1775 le chiffre des dépenses oscille entre 12 et 1,500 livres, les recettes se maintenant entre 11 et 1,200 livres.

A quoi étaient employées ces sommes? Il y avait à faire face à des dépenses imprévues, comme celle de 48 livres payée en 1739 « pour avoir blanchy et argenté la statue de Notre-Dame et y avoir posé plusieurs pièces qui avoient été rompues »; mais en général chaque année se représentaient les mêmes notes à régler. C'était d'abord celle du boulanger qui fournissait les « radices » (2) du pain

(1) Toutefois un registre qui comprend seulement trois années, du 15 août 1748 au 15 août 1751, donne en même temps que les recettes le nombre des confrères. En 1749 il y eut neuf cent quarante-deux confrères payant 1,189, 10, en 1750 sept cent soixante-quinze payant 1,147, 19 et en 1751 sept cent quatre-vingt-dix-neuf confrères produisant une somme de 1,126, 14. Pour mettre en opposition le nombre des membres de la Communauté, nous voyons qu'en 1752 il y a quatre cent trente-six marchands, trois mille six cent trente-huit maîtres, trois mille quatre-vingt-douze compagnons, soit au total sept mille cent soixante-six personnes qui auraient dû faire partie de la Confrérie.

(2) Les radices étaient des brioches; de grandes discussions se sont élevées sur l'étymologie de ce mot, les uns le faisant dériver de *radicem* « parce que ces brioches avaient la forme d'une rave », les autres de *radiata*, qui ferait supposer que c'étaient des brioches rayées. Voir la curieuse et érudite dissertation de PUTSPÉLU dans son *Dictionnaire du Patois Lyonnais*, à ce

bénit distribué à la messe solennelle le jour de l'Assomption, et porté au domicile des personnages de considération de la ville et des dignitaires et anciens de la Communauté. Les lettres patentes de 1561 et le récit de Claude de Rubys nous ont fait connaître la procession bruyante qui accompagnait le pain bénit au travers de la ville. Ces cortèges disparaissent au milieu du xvii^e siècle et plus simplement désormais la Communauté fait distribuer ses radices bénites par des crocheteurs; elle en emploie deux pendant cinq jours. La dépense occasionnée par le pain bénit était la plus forte : elle s'élève jusqu'à 819, 7, 6 en 1739, restant en moyenne aux environs de 600 livres.

Les Pères Jacobins recevaient pour le service de la Chapelle 136 livres par an et avaient en outre le profit de diverses messes à intentions qui leur étaient payées à part. Si l'on ajoute à ces sommes le montant des notes du cirier, du fleuriste décorateur, du tapissier, ainsi que divers frais pour le recouvrement des cotisations, on arrive aisément à 12 ou 1,500 livres de dépenses. Ce titre : " Divers frais pour le recouvrement " n'était qu'un hypocrite trompe-l'œil; les confréries n'avaient point perdu l'habitude des festins et des beuveries que leur reprochait le Concile de Sens, et il était d'usage de dépenser « en buvettes » une certaine somme pendant les semaines consacrées aux recettes. Dans la quinzaine qui suivait la fête de l'Assomption, les courriers se tenaient au bureau pour recevoir les droits des confrères et charmaient leurs loisirs aux frais de la Confrérie. Diverses représentations leur furent faites à ce sujet et en 1741 une ordonnance consulaire, constatant l'inutilité et l'abus de ces dépenses traditionnelles, décide qu'à l'avenir elles ne pourront dépasser 30 livres, le surplus devant être payé par les courriers et non par la caisse de la Confrérie.

La Confrérie disparut en 1776. L'édit de suppression des jurandes et maîtrises portant confiscation et vente des biens des communautés, l'argenterie et le mobilier de la Chapelle furent saisis et mis en vente. Un mémoire de 1780, tendant à démontrer que l'actif de la Communauté dépassait de beaucoup son passif, déclare qu'il y avait pour près de 15,000 livres d'argenterie, et encore en évaluant « légèrement ». Nous n'avons aucune base pour apprécier cette légère évaluation, mais il est permis de douter de son exactitude quand on a vu les plaintes sans cesse répétées des courriers. Tout ce

sujet. Le mot " radisse " était très usité et une ordonnance consulaire du 1^{er} mai 1573, rendue ensuite d'une disette de farines, prie le gouverneur de « faire défense aux boulangers, pâtisseries et autres de la ville de cuire aucunes miches, tartres, *radisses*, pasteux, bugnes, chaudellets, cachemuseaux, craquelles et autres semblables sortes de pâtisseries où il se consomme une grande quantité de farine passée, pendant trois mois prochains, sous peine de grosse amende arbitraire ». Il y a là une bien intéressante énumération des friandises chères à nos aïeux.

que nous savons des ornements de la Chapelle nous est appris par une procédure de saisie engagée en 1683 par un bourgeois de Lyon, Challaye, cessionnaire d'une créance de défunt Joachim Blampignon, maître orfèvre. Ce dernier avait fourni à la Chapelle quatre chandeliers et une croix en argent valant 1,663 livres 2 sols, sur lesquels les courriers devaient encore 906 livres. Challaye fait alors saisir les chandeliers et la croix ; devant la Sénéchaussée, les courriers déclarent qu'ils ne peuvent payer les dettes de la Confrérie vu le petit nombre des confrères, et une sentence rend la Communauté responsable de cette dette, ordonnant que la croix et les chandeliers resteront à la Chapelle, en interdisant toutefois aux courriers de les vendre.

Si une nouvelle Communauté succéda à l'ancienne, la Confrérie disparut définitivement ; elle avait suivi dans toutes ses phases le sort de la Communauté, et la lutte pour la prépondérance entre maîtres ouvriers et marchands fabricants ne s'était pas arrêtée au seuil de la Chapelle. Dans la Confrérie, qui eût dû, semble-t-il, rester en dehors de toutes ces compétitions, il y eut toute une suite d'événements qui expliquent dans une certaine mesure l'explosion d'irrespect pour les traditions religieuses et pour la Royauté qui éclata à la Révolution. Jusqu'en 1744 la Confrérie est, à part l'excès temporaire des buvettes, un groupement tout idéal autour de l'idée religieuse, et l'union dans la foi qui précéda l'union dans le travail et la lutte semblait devoir dominer et diriger cette dernière. Par quelle erreur de vaine ambition en vint-on à chasser de la Confrérie, nous avons vu en quels termes, les maîtres ouvriers ? Certains, sans discuter, s'inclinèrent, mais beaucoup ne durent-ils pas s'étonner de la différence qu'il y avait entre l'admirable enseignement religieux et le mesquin esprit de ceux qui voulaient l'accaparer et en faire un instrument d'oppression de plus ? Et le dernier coup ne fut-il pas porté à leurs convictions déjà ébranlées, comme les premiers doutes ne se glissèrent-ils pas dans l'esprit de ceux qui fermement croyaient encore, lorsqu'ils virent le Roi mettre les scellés sur la Chapelle et en faire vendre aux enchères les vases sacrés et les ornements ? Cela était donc si peu respectable toute cette pauvre argenterie, ces tableaux, ces autels au patron vénéré, tous ces objets achetés des deniers de l'ouvrier et devant lesquels il avait prié comme devant Dieu lui-même ? Pouvaient-ils désormais croire au renoncement, pratiquer la résignation ceux qui voyaient le luxe royal s'alimenter des biens de leur Chapelle, et à qui les mémoires apprenaient que la vente des effets de la Communauté, une fois ses dettes payées, avait procuré un large bénéfice à la Royauté ; pouvaient-ils s'incliner en tout abandon de conscience devant les hautes leçons de l'Eglise alors que dans son sein les marchands déclaraient

qu'il y aurait de l'indécence à ce que les maîtres ouvriers « les précédassent à l'office divin? »

On peut gémir sur le bouleversement des antiques traditions, sur la rupture du lien religieux qui maintenait chacun à sa place, content de son sort, parce que croyant; mais il faut reconnaître, devant l'histoire de la Confrérie, que le peuple, dont l'âme simple et forte a vivifié pendant de si longs siècles la doctrine religieuse, en a fait sa chose, comme une émanation naïve et fervente d'elle-même, a été amené à la rejeter dans un brusque mouvement de colère, quand il a vu qu'elle n'était plus l'idéal de désintéressement, le pur rêve de détachement terrestre et de fraternité surhumaine qu'on lui avait évoqué et qu'il avait accepté parce qu'il éveillait en lui la vie spirituelle et donnait à sa pensée le merveilleux aliment des récits d'amour pour les déshérités, des légendes de bonté pour le pauvre sans cesse glorifié.



Les communautés mettaient une légitime fierté à avoir leur Maison : l'idée un peu abstraite d'union prenait ainsi un corps et chaque maître se sentait plus solidaire des autres lorsqu'il allait à la Maison ou Bureau régler quelque affaire. C'était le centre, comme pour les villes l'hôtel commun, et dans la cité cela donnait une allure d'indépendance à ces groupements de métiers qui avaient véritablement une vie propre, qui nommaient les électeurs des consuls ou échevins et constituaient avec leurs maîtres gardes un Conseil directeur ayant pouvoir de juridiction. Et il ne tenait qu'aux maîtres que seule la corporation connût de leur vie professionnelle et de ses diverses péripéties, la Maison étant leur hôtel de ville et leur tribunal.

C'est seulement en 1724 que la Communauté des maîtres ouvriers en soie prit la résolution de construire une maison pour lui servir de Bureau. Jusqu'ici les maîtres gardes à tour de rôle, pendant six mois, tenaient le Bureau, c'est-à-dire inscrivaient apprentis, compagnons et maîtres, tranchaient les contestations, convoquaient les assemblées; c'est dans leur domicile que se faisaient ces diverses opérations de la vie corporative. Et la première dépense portée en compte par le maître garde de semestre était : « A Quillon, pour port du coffre et table du Bureau, 6 livres ». Le coffre contenait les livres et archives, et, avec la table, constitua jusqu'en 1727 le pauvre mobilier de la puissante Communauté qu'on déménageait tous les six mois.

Depuis longtemps déjà la construction d'une maison était réclamée et plus spécialement par les maîtres ouvriers. Les maîtres marchands, profitant de toutes les circonstances, étaient arrivés à éliminer les maîtres gardes ouvriers des fonctions de maître garde de semestre, sous le prétexte plausible que leur logement n'était point suffisant pour recevoir les nombreuses personnes qui avaient affaire au Bureau et tenir les assemblées. Demandant la révocation du règlement de 1667, les maîtres ouvriers proposent, « comme il feroit peine aux marchands de se rendre chez eux pour y tenir bureau », de faire bâtir une maison où tout serait centralisé. L'idée fut accueillie avec faveur, et bien avant de la réaliser on étudia les moyens de la mener à bonne fin. On avait déjà tenté de demander 2 sols par maître « pour établir un Bureau », mais il avait été impossible de lever cette imposition. Certains proposèrent aussi que les marchands, conservés dans leurs droits par le règlement et qui n'avaient fait ni apprentissage ni compagnonnage, fassent un fonds de 10,000 livres pour bâtir le Bureau. Ce projet n'eut pas de suite. On chercha autre chose.

La Chapelle de la Confrérie était depuis 1641 fondée dans l'église des Dominicains; ceux-ci possédaient autour de leur couvent de vastes terrains auxquels songea la Communauté dans la pensée de rapprocher sa Chapelle et son Bureau. Dès 1714 elle se renseigne et se fait délivrer, « pour servir de lumière à l'acquisition de l'emplacement du Bureau », copie de l'acte d'achat d'un terrain voisin de celui qu'elle convoitait. Ce n'est que dix ans après, le 25 novembre 1724, que la Communauté délibère sur la nécessité de construire un Bureau; à Lyon, déclare-t-elle, d'autres communautés ont leur maison, celle des tireurs d'or par exemple, et pour elle il est urgent « d'avoir un endroit seur et certain pour y tenir les bureaux de chaque semaine, les assemblées, renfermer les titres et papiers et faire travailler aux chefs-d'œuvre et expériences ». Elle fait ressortir les inconvénients des bureaux tenus alternativement chez les maîtres gardes : leurs logements sont souvent trop étroits; le transport des titres et registres entassés sans ordre dans des coffres présente ce double danger de laisser des pièces importantes à la disposition d'une seule personne et à la merci d'accidents imprévus, comme le feu. Cette délibération fut homologuée par ordonnance consulaire du 14 décembre 1724, et des lettres patentes autorisant la construction furent rendues le 6 mars 1725. De suite on se met à l'œuvre : le terrain est acquis des Pères Dominicains pour la somme de 10,500 livres; les plans sont dressés et remis aux entrepreneurs le 15 mars 1726; en même temps, des contrats sont passés avec divers pour la bâtisse, la charpente, la vitrerie, etc.



Le Bureau, qui existe encore, rue Saint-Dominique, 1, est une belle construction du XVIII^e siècle, à qui ses larges fenêtres et les arcades encadrant les boutiques du rez-de-chaussée donnent un air de solennité massive et d'élégance confortable. Le rez-de-chaussée comprenait trois ouvertures cintrées, celle du milieu très large, les deux autres plus petites, dont une, celle de gauche, était la porte d'entrée; celle de droite était la porte d'un passage communiquant avec le cloître du couvent des Jacobins. Au-dessus de la première s'étale encore l'inscription : « Maison et Bureau des fabricants en étoffes d'or, 1727. » Au premier, un large balcon à balustrade forgée règne sur toute la façade. Le plan primitif ne comportait que deux étages; dans ce siècle, la maison a été surélevée. Sur la cour, assez petite, et à droite, un corps de logis ayant deux fenêtres se prolonge; la cour actuelle était occupée par la Chapelle, construction annexe de l'église des Dominicains.

Des dessins, motifs de sculptures, de boiseries, nous sont parvenus qui, pour la plupart, ont dû être exécutés, mais ont disparu dans les remaniements que la façade a subis au rez-de-chaussée. C'est le sculpteur Perrache qui les fournit et il toucha 4,050 livres pour ses travaux. Ses projets inséraient dans les tympans des portes des allégories, et sur les montants accrochaient des pendentifs où se trouvaient réunis les attributs du métier. Peut-être est-elle de lui cette explication griffonnée au dos d'un motif d'écusson : « Les cornets d'abondance que procure la ditte fabrique dans la ville de Lyon avec la tête et patte de lion qui marque l'effet de la force et les ailes de cotté marque la vigilance que l'on se donne pour sa perfection. »

Le Bureau fut terminé à la fin de 1727. On s'occupa alors à le meubler⁽¹⁾ et la dépense à ce sujet s'éleva de 1727 à 1743 à 5,295, 4, 6. Un certain luxe régnait dans l'ameublement, bien fait pour flatter l'amour-propre des membres de la Communauté, qui ne se privaient point de proclamer que la bâtisse du Bureau était revenue à 99,830, 15, 1.

(1) Parmi les meubles, citons : « Un christ (302 l.) et son cadre (140 l.); trois chandeliers argent et deux girandoles (72 l.); deux écritoires argent (60 l.); six chandeliers argent sans girandoles (156 l.); un tapis vert pour une table de quarante personnes (102 l. 10 s.); une fontaine d'étain, sa cuvette et sa nappe (144 l.); son boisage (78 l.); trente-six chaises noyer rembourré en crain, couvertes en peau noire (495 l.); un cartable fermant à clef, très propre pour aller à la signature : il y a douze clefs, dix aux maîtres gardes, deux au bureau (81 l. 16 s.), etc. »

Une fois le Bureau construit, toute la vie corporative s'y condensa. Une chose qui étonne c'est que la boutique du bas, qui était, il est vrai, d'un rapport de 400 livres, fut louée; elle fut successivement occupée par les sieurs Lamotte, perruquier; Requilliat, libraire; Lanoix, apothicaire; Libon et Joubert, miroitiers. Ils avaient en outre le logement de l'entresol. Combien cela devait diminuer le prestige du Bureau, qui n'était plus entièrement occupé par la Communauté! A chaque étage il y avait cinq pièces, dont une fort grande ayant trois fenêtres : au premier, cette pièce servait aux assemblées et réunions diverses; au second, elle était occupée par les métiers pour les chefs-d'œuvre. Les archives se trouvaient dans une des pièces donnant sur la rue et occupant la quatrième fenêtre. Sur l'escalier s'ouvrait un espace assez grand qui servait de salle d'attente, les autres pièces sur la cour étant réservées aux maîtres gardes et au secrétaire de la Communauté.



Nous n'énumérerons point les divers actes qui amenaient au Bureau les membres de la Communauté; nous parlerons seulement de l'installation des métiers pour les expériences et chefs-d'œuvre.

Ce fut à partir de 1744 que fut imposée l'obligation de subir l'examen au Bureau, le règlement de 1737 laissant le choix entre ce dernier et l'atelier du maître; celui-ci était toujours préféré, l'aspirant ayant travaillé longtemps sur les métiers et les connaissant bien. Désormais ce sera sur les métiers du Bureau qu'il aura à faire preuve de sa capacité, et pour cela, le règlement de 1744 organise ainsi l'atelier corporatif: « Il sera établi dans le bureau de la Communauté, lors de la publication du présent règlement, six métiers, dont trois montez en étoffes pleines, scavoir un en taffetas, un en satin et le troisième en velours plein; les trois autres seront montez en étoffes façonnées, dont un au moins suivant la mécanique du sieur Falcon. Sur l'un desdits trois métiers sera monté un taffetas ou gros de Tours broché, sur le second un satin broché ou liseré et sur le troisième un damas courant, sauf par la suite à changer cette distribution selon l'exigence des cas et suivant que les maîtres gardes le jugeroient convenable. Les desseins pour les étoffes façonnées seront fournis gratis par les maîtres gardes marchands faisant fabriquer en étoffes façonnées, et seront lesdits desseins changez au moins tous les deux ans. » Les soies devaient être fournies aussi par les maîtres gardes marchands, mais non point gratis, la Communauté les remboursant et prenant à sa charge tous les autres frais

desdits métiers. Quant aux étoffes fabriquées, il devait en être fait chaque année « une vente publique au Bureau, au plus offrant et dernier enchérisseur, à la diligence et en présence desdits maîtres gardes qui en dresseront leur procès-verbal, indication préalablement faite par affiche aux carrefours et lieux accoutumés de la ville de Lyon du jour et heure qu'il devra être procédé à ladite vente ». Lorsque le Bureau fut saisi et jusqu'en 1791, les chefs-d'œuvre se firent de nouveau dans l'atelier du maître.

Ayant sa maison, la Communauté recevait parfois d'illustres hôtes et aux jours de réjouissance publique manifestait la part qu'elle y prenait en illuminant. C'est ainsi que la Reine de Sardaigne, en 1737, voulant se rendre compte de la fabrication des étoffes de soie, vint au Bureau où l'on fit monter spécialement des métiers, et les dépenses de cette réception s'élevèrent à 683 livres 7 sols en « tapisseries, décoration, fournitures, liseuse, tireuse, devideuse, fiacre, bougies, journées d'ouvriers, dépenses de bouche ». En 1749, 330 livres sont payées à Pradon, vitrier, « pour l'illumination de la Paix ». En 1751, 1,592 livres 9 sols 6 deniers sont données à divers, « suivant les comptes et reçus pour illumination de la naissance de Mgr de Bourgogne ». En ces soirs de fête les maîtres et leur famille devaient stationner longuement devant leur Maison ruisselante de lumières, heureux de se dire qu'eux, obscurs, étaient pour quelque chose dans cette brillante illumination que toute la ville venait admirer.



Le 26 août 1776 un arrêt est rendu, ordonnant la vente des effets des corps et communautés de commerce de Lyon; le produit devait en être employé au paiement de leurs dettes. Cet arrêt souleva un grand émoi dans la Communauté, qui vit ses archives mises sous scellés, ses meubles inventoriés pour être vendus ainsi que la maison. Contre cet arrêt, qui menaçait d'anéantir tout son passé, la Communauté engage la lutte. Elle écrit sans tarder à Turgot, à Necker, à Maurepas, leur demandant leur protection afin que ses biens ne soient pas vendus. Puis elle borne ses prétentions à conserver son Bureau et le 17 septembre 1776 elle donne pouvoir aux syndics maîtres gardes d'adresser des représentations au Roi, et si elles sont sans effet, de former opposition à l'arrêt du 26 août, en ce qui concerne le Bureau seulement. Les syndics présentent d'abord une requête au Consulat, lui demandant son appui auprès du Roi, énumérant les services rendus par le Bureau en dehors de sa desti-

nation habituelle, c'est-à-dire les expériences diverses qui y furent faites en présence de Vaucanson ou lorsqu'il s'est agi d'étudier de nouveaux procédés de teinture ou de fabrication de peignes. Puis en 1777 ils adressent au Roi un mémoire imprimé, lui portant les très humbles et très respectueuses représentations de la Communauté, établissant que son actif dépasse son passif de 106,950 livres; du moment qu'elle a plus de biens que de dettes, elle supplie le Roi de ne point faire vendre son seul immeuble qui lui sert de Bureau et lui est absolument nécessaire. Rien n'y fit, et le 5 mars 1779 un arrêt ordonnait l'adjudication de la maison servant de Bureau à la grande Fabrique, afin de payer ses dettes. Le secrétaire de la Communauté, inscrivant cet arrêt au Répertoire, s'étonne de son motif, « tandis qu'il est prouvé qu'outre que la Communauté ne doit rien, il lui est dû par le Roy, non compris le prix de la vente du Bureau et des effets de la Chapelle, au-delà de 160,000 livres. Chose qui sera très difficile à croire dans les siècles à venir et qui n'en est pas moins réelle! »

La vente eut lieu le 7 juin 1779 et le Bureau fut adjugé à un sieur Vingtrinier pour la somme de 80,400 livres. Le mobilier fut transporté pour partie avec les archives dans une salle de l'Hôtel de ville où, par arrêt du 5 mars 1779, la Communauté s'était vue accorder un logement. Le 15 septembre les maîtres gardes y installèrent le Bureau et se firent délivrer le mobilier et les registres de l'ancienne Communauté.



On peut dire qu'après la dispersion des effets de la Chapelle en 1776 et la vente du Bureau en 1779, l'idée corporative venait de perdre sa signification; on s'acheminait vers la conception individualiste du travail et un double lien solide était brisé, celui qui résulte de la communion des pensées religieuses qui, un temps, fut représentée par la Confrérie, celui qui ressort de la possession commune. Notre Chapelle, notre Bureau, ces mots avaient dans la bouche des maîtres une importance d'autant plus grande qu'ils les relevaient eux-mêmes. Tout ce qui met la cohésion la plus étroite dans les groupements, la prière et le travail, ce qui élève et repose, ce qui fatigue et rapproche dans la similitude des sentiments et des sensations, était exprimé par ces mots au sens possessif. Bien avant la rupture légale des cadres corporatifs, ceux-ci avaient été disjoints; nous avons vu pourquoi et comment dans le sein de la Confrérie, nous venons de voir pourquoi et comment dans la Communauté. L'esprit d'association ne mourut point, il survécut vivace dans les

classes ouvrières, mais il va se cacher pendant près d'un siècle, les pouvoirs publics, après en avoir profité, en ayant peur : ils l'ont fait dévier de son but bienfaisant et moralisateur en le forçant à travailler dans l'ombre ; au grand épanouissement du jour et de la liberté il reprendra son rôle d'initiative et de protection.



CHAPITRE XIV

Les Maîtres gardes et les comptes de la Communauté.

SOMMAIRE

Caractère des fonctions des maîtres gardes. — Nomination et élection. — Maîtres gardes marchands et maîtres gardes ouvriers. — Conditions d'éligibilité. — Obligation de remplir les fonctions. — Prestation de serment. — Visites aux fonctionnaires et étrennes. — Visites générales et particulières. — Procès-verbaux de contravention. — Part revenant aux maîtres gardes dans les amendes ; droit de visite. — Note des menus frais d'un maître garde en 1765. — Les assemblées générales. — Rétribution fixe des maîtres gardes : ses variations.

Fonctions du maître garde tenant le Bureau. — Attribution exclusive de cette charge aux maîtres gardes marchands. — Frais de régie. — Solidarité des maîtres gardes en ce qui concerne la gestion. — Rendement de comptes. — Note : Comptes de l'année 1714, du second semestre de 1746, du premier semestre de 1790.

Les livres de raison de la Communauté. — Les emprunts. — Note : Créanciers de la Communauté de 1714 à 1766. — Frais de procédure. — L'exploitation de la Communauté par le Roi. — Lettres de maîtrise par privilège. — Création d'offices. — Les miliciens de la Communauté. — Suppression par le Roi de ses quittances déposées aux archives. — Recettes et dépenses de la nouvelle Communauté (1).

(1) Voir le chapitre XII de notre Classement méthodique des archives.

« Le nombre de quatre maîtres gardes ouvriers seroit un danger pour la subordination que doit l'ouvrier, simple mécanicien, au maître marchand qui a l'intelligence et les lumières. La saine administration voudroit qu'on n'appelât aux fonctions de maîtres gardes que le moins d'ouvriers possible. »

Mémoire des maîtres marchands contre le règlement de 1737.

Pour veiller à l'observation des règlements et gérer les affaires de la Communauté, un certain nombre de maîtres étaient nommés qui prenaient le titre de maîtres jurés, maîtres gardes ou syndics jurés ; chargés de la police et de la comptabilité, leurs fonctions étaient multiples et absorbantes au point de pousser quelques marchands ou maîtres à laisser la profession pour en éviter le poids onéreux. Dutillieu nous raconte : « En 1758 je quittai M. Reynaud pour m'associer avec M. Villeroz, qui me laissa très peu de temps après pour éviter la place de maître garde. »

*
* * *

Le mode de nomination et d'élection des maîtres gardes varia suivant les époques et les influences dominantes dans la Communauté ; la proportion des maîtres marchands et des maîtres ouvriers investis de ces fonctions fut aussi très diverse.

Le règlement de 1554 arrête que le jour de la Saint-Thomas les conseillers nommeront deux maîtres marchands, « les plus capables, suffisants et idoines qu'ils scauront en leurs consciences », les maîtres ouvriers en élisant aussi deux de leur côté : ces quatre maîtres jurés étaient tenus de prêter le serment. Devant le nombre sans cesse croissant des maîtres ils ne purent suffire à la tâche et le 28 janvier 1626 une ordonnance consulaire établit deux maîtres jurés adjoints pour aider ceux en charge.

Le règlement de 1667, d'une façon moins concise, statue sur la nomination des maîtres gardes ; il élève leur nombre à six, qui se renouvelleront par moitié tous les ans, de sorte « qu'il y en aura toujours trois anciens pour instruire les nouveaux et les rendre plus capables de leurs fonctions ». Jusqu'ici, chaque année les gardes étaient soumis à l'élection. Comme mesure transitoire, trois des

plus anciens alors en charge devaient continuer une année encore leur exercice. On avait ainsi chaque année à élire trois nouveaux gardes : deux devaient l'être par le prévôt des marchands et les échevins quelques jours avant l'expiration de leurs fonctions, le troisième étant nommé par « trente maîtres des plus considérables de la Communauté, outre les anciens qui auront passé par les charges ». Ces trente maîtres étaient choisis par le Consulat sur la liste des membres de la Communauté. Le suffrage, qui avait été jusqu'ici universel pour deux maîtres gardes sur quatre, se restreint singulièrement, laissant au Consulat la toute-puissance ; en effet, il nomme directement quatre maîtres gardes et il désigne les électeurs des deux autres. Cette part prépondérante du Corps municipal, qui recrutait en les maîtres gardes des diverses communautés ses futurs électeurs, ne fut pas pour favoriser les maîtres ouvriers sans influence et peu fortunés. Aussi font-ils des remontrances à ce sujet, demandant que, des six maîtres gardes, trois soient nommés par l'assemblée de tous les maîtres, « car c'est le seul moyen qu'ils soient connus et qu'on ne leur refuse l'entrée des boutiques ».

En 1667 la nouvelle organisation électorale ne put fonctionner, en raison des troubles que souleva la publication du règlement. Elle entra en vigueur en 1668, époque où les maîtres ouvriers adressent une requête au Roi, lui remontrant qu'ils sont opprimés et réduits en servitude, lui demandant qu'à l'avenir parmi les maîtres gardes il y ait trois maîtres marchands et trois maîtres ouvriers « pour obvier à toutes les entreprises que les maîtres marchands pourroient faire sur eux », ajoutant que, « comme on n'en peut douter, les maîtres marchands et les maîtres ouvriers ne sont qu'un corps, ils doivent sans difficulté les uns et les autres en partager les honneurs ». Les maîtres marchands s'étonneront peut-être « que des gens qui estoient dans la misère comme ils s'en plaignent demandassent à remplir de semblables charges que la bienséance obligeoit à soutenir avec dignité et avec quelque éclat, qu'il estoit impossible que les maîtres ouvriers, qui ont besoin de leur travail pour subsister, pussent remplir les devoirs que cette charge impose, dont les principaux sont d'estre presque toujours en visite ou dans les assemblées pour le bien du négoce ». A cela les maîtres ouvriers répondent d'avance : « Si la misère peut servir de prétexte pour les exclure de la jurande, c'est aux maîtres marchands qu'ils en ont l'obligation, puisque ce sont eux qui leur ôtent les moyens de subsister », concluant de la situation qui leur était faite par le règlement, « les maîtres marchands ayant entrepris de les assujettir et ayant cessé de les regarder comme leurs confrères, avoient honte à présent de les voir assis parmi eux et participer aux dignités et aux honneurs de la Communauté ».

Engagée en de tels termes, la lutte ne devait pas en rester là. Un projet d'ajoutés aux règlements, qui formera l'ordonnance consulaire de 1685, est présenté en 1684, demandant l'exclusion de tout maître ouvrier des fonctions de maître garde. Des difficultés s'élevèrent sur la nomination des deux anciens maîtres qui, aux termes du règlement, devaient visiter et marquer les manufactures des six maîtres gardes; leur désignation était laissée aux trente maîtres et anciens chargés de nommer le troisième maître garde. Les fonctions de ces deux anciens dévolues à des maîtres marchands auraient été illusoires; entre les mains de maîtres ouvriers elles pouvaient être vexatoires pour les maîtres gardes. Aussi la Communauté s'en rapporte-t-elle à l'archevêque, qui, le 14 janvier 1685, nomme les deux anciens « pour cette fois, sans tirer à conséquence ». La part des maîtres ouvriers qui se trouvaient parmi les trente électeurs était encore trop prépondérante et l'ordonnance consulaire du 4 décembre 1685 vint la restreindre au point de l'annihiler. Tout d'abord il est réglé que « ceux dudit art qui travailleront à fasson pour d'autres maîtres ne pourront estre nommez pour maistres gardes ny pour adjoints ». Puis les deux maîtres gardes que le Consulat doit choisir, le seront sur une liste de dix maîtres présentée par les gardes en charge et douze des anciens gardes. L'assemblée qui devait désigner le troisième se composerait à l'avenir des douze précédents et de dix-huit maîtres choisis parmi les plus considérables; la nomination de ce troisième garde était soumise à l'approbation du Consulat, « à qui il est loysible d'en nommer un autre s'il le juge à propos ». Le Consulat a toute puissance pour désigner ses créatures; mais cela ne se fait pas sans résistance et de nouveau, le 16 janvier 1690, l'archevêque intervient, déclarant qu'il y aura sept maîtres gardes pour deux ans, savoir les trois anciens, trois nommés par le Consulat, un désigné par les trente maîtres et les anciens maîtres gardes; son ordonnance est rendue « vu les difficultés soulevées par la nomination des maîtres gardes ». L'ordonnance de 1685 limitant le choix du Consulat à une liste de dix membres lui parut vite une gêne: il la rapporte le 23 décembre 1694; désormais il nommera les deux maîtres gardes « tels qu'il lui plaira, sans avoir égard à la liste que les maîtres gardes en charge pourroient présenter », et de nouveau il choisira les trente électeurs du troisième garde.

Les maîtres ouvriers n'attendaient plus justice que du Roi; ils étaient sept cents qui avaient fait opposition à l'exécution de l'arrêt du 13 mai 1667 portant homologation du règlement. C'est sur cette opposition que statue l'arrêt du 2 novembre 1700 portant règlement pour la Communauté; l'article 3 déclare que dans le nombre des six maîtres gardes il y aura toujours au moins deux maîtres

ouvriers. En vain les maîtres marchands obtiennent un arrêt du 26 décembre 1702 portant aussi règlement; la disposition relative aux maîtres gardes est maintenue, avec ce détail en plus que des deux maîtres gardes ouvriers, l'un sera ouvrier en plein, l'autre en façonné.

Le règlement de 1737 établit une égalité éphémère et une indépendance relative à l'égard du Consulat. Il y aura huit maîtres gardes, quatre de chaque classe, « lesquels auront une autorité égale dans l'administration des deniers et affaires de la Communauté » et seront en exercice pendant deux ans. L'élection se faisait en deux assemblées distinctes, tenues à jours différents, l'une de vingt maîtres marchands « les plus intelligents dans la fabrique », l'autre de vingt maîtres ouvriers à façon « des plus expérimentez »; de sévères amendes frappaient toute immixtion des maîtres gardes en charge dans l'une ou l'autre assemblée, ou des membres d'une de celles-ci. Maîtres marchands et maîtres ouvriers électeurs devaient être pour la première fois nommés par les maîtres gardes en charge de leur classe, assistés des anciens maîtres gardes; puis chaque année ces vingtaines nommaient leurs successeurs, ne pouvant eux-mêmes être désignés que trois ans après avoir rempli ces fonctions. Les assemblées des vingtaines, chacune à part soi, nommaient six sujets à la pluralité des voix; deux listes étaient dressées, présentées au Consulat, qui sur chacune choisissait quatre noms, les deux premiers étant les maîtres gardes, les deux autres les courriers de la Chapelle. Aucun des vingtaines ne pouvait être porté sur ces listes; en outre, ils nommaient directement quatre anciens gardes, deux dans chaque classe, qui étaient gardes adjoints à fonctions annuelles.

Les protestations des maîtres marchands se font entendre aussitôt et ils exposent au Roi que « le nombre de quatre maîtres gardes ouvriers seroit un danger pour la subordination que doit l'ouvrier, simple mécanicien, au maître marchand qui a l'intelligence et les lumières. La saine administration voudroit qu'on n'appelât aux fonctions de maîtres gardes que le moins d'ouvriers possible ». Cette théorie triomphe dans le règlement de 1744, qui en revient au régime antérieur à 1737; il n'y aura plus désormais que six maîtres gardes, dont quatre maîtres marchands et deux maîtres ouvriers travaillant à façon. Ils seront désignés en une seule et même assemblée des maîtres gardes et adjoints en charge et anciens, tant maîtres marchands que maîtres ouvriers; toutefois, chaque classe présentera sur une liste séparée, la première quatre noms, la seconde deux, au Consulat, qui choisira deux maîtres marchands et un maître ouvrier, si ce n'est qu'il eût « des raisons fondées sur l'intérêt de la Communauté pour donner l'exclusion à aucun de ceux qui auroient été élus »; en ce cas, une nouvelle désignation avait lieu en la même forme. Direc-

tement et pour deux ans étaient nommés pour adjoints quatre anciens maîtres gardes, renouvelables par moitié tous les ans. Les difficultés qui accueillirent la mise en pratique du règlement de 1744 eurent leur retentissement sur la nomination des maîtres gardes, et de nombreux mémoires présentant des observations sur le règlement réclament l'égalité des deux classes pour les fonctions de maîtres gardes. Elle ne fut accordée que le 1^{er} juillet 1777 par ordonnance consulaire; l'édit de janvier 1777 avait déclaré que pour la Communauté rien ne serait innové en ce qui concerne la nomination des maîtres gardes (1) : le Consulat avait mission de les nommer pour la première fois dans les nouvelles communautés et, nous dit le Répertoire, « sollicité par divers désireux d'être maîtres gardes, en nomma huit au lieu et place des anciens ». Son choix ne dut pas être heureux, car « les anciens, voyant périlcliter la Communauté, firent des représentations au Conseil »; ils obtinrent l'arrêt du 2 août 1779 qui désigne nominativement quatre maîtres gardes marchands et quatre maîtres gardes ouvriers. Désormais la nouvelle Communauté a ses cadres; l'égalité est rétablie et les maîtres gardes et anciens dans chaque classe sont chargés de désigner leurs successeurs. Mais alors se présenta ce fait que les anciens maîtres refusant de payer le droit de réunion, restèrent simples agrégés, c'est-à-dire ne purent aspirer aux fonctions, et la nouvelle Communauté ne sut où prendre des maîtres gardes expérimentés. Une requête du 15 novembre 1783 expose cette situation à M. de Vergennes : les syndics étant avant tout juges de paix, il leur faut être « des hommes de capacité et de solvabilité »; or les nouveaux maîtres, trop jeunes, ne remplissent pas ces conditions. Le Bureau demande donc de nommer maîtres gardes des agrégés, promettant de leur faire payer le droit après, afin que les intérêts du Roi ne soient point lésés; il s'engage même à prendre ce droit à sa charge. Jusqu'en 1790 les maîtres gardes en exercice avec les anciens eurent ainsi le soin de choisir leurs successeurs; au début de 1790 les maîtres ouvriers, en des mémoires, demandèrent à désigner leurs syndics à l'élection. Le Corps municipal les approuva et, après une réunion à la cathédrale Saint-Jean, ils persuadèrent à leurs syndics de démissionner;

(1) En leur mémoire de 1789, les électeurs fabricants attribuent à cette exception tous les malheurs de la Communauté. Par l'article 12, les communautés devaient élire un certain nombre de députés pour les diriger sous la présidence des gardes maîtres et adjoints. Les électeurs fabricants demandent que la grande Fabrique ait aussi ses députés; « elle sent cependant qu'une corporation aussi nombreuse que la sienne ne peut pas sans inconvénient être assemblée tout entière pour nommer ses députés; en conséquence, elle se borne à demander chaque année l'assemblée de trois cents maîtres les plus anciens dont cent cinquante pris parmi les marchands fabricants et cent cinquante parmi les ouvriers, lesquels nommeront trente-six députés; les députés nommeront les jurés gardes et régleront avec eux toutes les affaires de la Communauté ».

d'autres furent élus à leur place le 5 mai 1790. La Municipalité mit à ce changement la condition que les maîtres marchands auraient le droit de se faire représenter de semblable façon au bureau de la Communauté; ceux-ci en usèrent le 20 juillet : le Corps municipal ratifia ces nominations de syndics, qui durent prêter serment.



Quelles conditions étaient exigées pour être maître garde? En 1554 les consuls et les maîtres choisissaient « les plus capables, suffisans et idoines qu'ils scauront en leurs consciences ». Point d'autres titres jusqu'en 1702; il faut alors que les maîtres gardes ouvriers sachent lire et écrire, ne soient point rétentionnaires de soie : le règlement de 1737, pour assurer leur indépendance, exige qu'ils ne soient point débiteurs des maîtres marchands; il impose aux gardes des deux classes d'avoir au moins dix ans de maîtrise. En 1744 les conditions sont les suivantes : « Aucuns des marchands ne pourront être élus et nommés maîtres gardes dans le cas où ils auront fait faillite et s'ils ne sont dans l'état de marchand depuis six ans au moins; seront pareillement exclus ceux des maîtres ouvriers qui n'auront pas six ans de maîtrise au moins, qui seroient rétentionnaires de soie ou qui ne scauroient lire ni écrire. » En outre, à partir de 1685, à peine de nullité et d'amende, il était interdit de briguer et de solliciter pour être nommé, les règlements de 1737 et de 1744 fixant l'amende à 500 livres et ajoutant l'exclusion définitive de toutes les charges de la Communauté. Et il semble, car le doute est permis après avoir vu les compétitions des classes pour obtenir la prépondérance au Bureau, qu'on ait voulu laisser à la seule honnêteté et capacité le soin de désigner les candidats; tout soupçon même d'influence suffisait à faire annuler la nomination, et c'est ce qui arriva par arrêt du 12 février 1773 au sieur Reboult, en raison de ce qu'il était beau-frère par alliance du sieur Sponton, alors échevin en charge.

Si des règles sévères écartaient les intrigants des fonctions de maître garde, aucune excuse n'était admise, de la part de ceux qui en étaient investis, pour les refuser. En 1717 un sieur Sibert s'étant dérobé aux fonctions auxquelles il venait d'être appelé, fut poursuivi par la Communauté qui eut gain de cause contre lui; le procès alla au Parlement (1) et dura trois ans.

(1) Pour refuser les fonctions de maître garde, Sibert avait fait valoir qu'il était déjà recteur de la Charité; la Communauté rejeta ce moyen, les occupations de recteur étant toutes volontaires; Sibert, qui était maître marchand, alla s'installer alors à Paris. Une ordonnance consu-

Aussi les règlements, prévoyant ces cas de refus, infligèrent-ils à l'avenir 500 livres d'amende et la déchéance de la maîtrise à ceux qui s'en rendaient coupables.



Le premier acte des maîtres gardes était la prestation de serment. Devant le Consulat ils juraient « de vivre et mourir en la religion catholique, apostolique, romaine, bien et fidèlement exercer ladite maîtrise et d'observer et de faire observer en tant qu'il dépendra d'eux les reiglemens de leur art et d'avertir le Consulat de tout ce qu'ilz apprendront important au service du Roy et de ladite ville pour la conservation et la tranquillité publique particulièrement dudit art ». Le Consulat leur remettait les mesures « de fer ou de métal marquées aux deux extrémités des armes du Roy et de la ville », et c'était ainsi comme une symbolique cérémonie d'investiture. A partir de 1737, plus simplement les mesures se transmettaient directement des anciens aux nouveaux. Des visites de bienséance étaient imposées aux dignitaires qui, sous la direction des anciens, allaient présenter leurs hommages, d'abord au prévôt des marchands et aux échevins, à qui ils remettaient un livre des règlements relié en basane. Une note énumère les fonctionnaires qu'il faut voir, joignant de pratiques détails ; « c'est, dit-elle, dans ces vizittes qu'on donne des petites étraînes aux valets qui aprochent le plus leur maître ; c'est pour se rendre l'entrée plus favorable ». Puis, « quand on salue M. le secrétaire de la ville, c'est la coutume que le nouveau maître garde nommé qui doit avoir le bureau luy présente une bourse de soye où il y a une somme ordinaire et en la présentant on luy dit que c'est ce qui luy est dû ». Cette somme ordinaire, c'est-à-dire fixée par l'usage, s'élevait à 275 livres en 1714. En outre, « on donne ordinairement au secrétaire du prévôt des marchands 10 écus ou 2 louis d'or ; il faut rendre une visite particulière au sous-secrétaire de la ville, parce qu'on a souvent à faire avec luy, tâcher

laire rendue sur requête enjoignit aux maîtres gardes de faire porter au domicile de Sibert les livres et archives afin qu'il tienne le bureau à son tour ; ce fut en vain, et une seconde ordonnance infligea au récalcitrant une amende de 3,000 livres. Il fit appel au Parlement ; la Communauté exposa « que si le procédé du sieur Sibert étoit autorisé, il y auroit peu de personnes qui voulussent accepter une charge qui est toujours très onéreuse dans une Communauté aussi nombreuse et aussi chargée d'affaires ». Le Parlement rendit le 4 juillet 1719 un arrêt déboutant le sieur Sibert, confirmant les ordonnances consulaires rendues contre lui, ajoutant 12 livres d'amende et les dépens. Au Répertoire, une note signale ainsi cette décision : « Arrest remarquable pour servir d'exemple à ceux qui refuseroient, sans avoir de charges d'exemption suffisantes, de servir le corps en qualité de maître garde. »

d'avoir son amitié, et pour se le rendre favorable on luy fait un présent ordinaire ». Ayant ainsi fait leur apprentissage de vénalité (1), les maîtres gardes entraient en fonctions.



Le premier rôle qu'assigne aux maîtres gardes le règlement de 1554 est de faire la visitation des draps, les maîtres étant obligés de leur ouvrir leurs boutiques à toute réquisition, à peine de 25 livres tournois d'amende et de la confiscation des marchandises. Il y avait deux sortes de visites : générales ou particulières.

Les premières, en nombre prescrit par les règlements, obligeaient à des époques fixes les maîtres gardes à parcourir toutes les boutiques; en 1667 ils sont tenus « de faire au moins six visites exactes et générales ». Un mémoire remontra qu'elles absorbaient tout le temps des maîtres gardes, chaque visite durant six semaines, « y ayant près de mil maîtres qui demeurent tous escartez les uns des autres et au quatre et cinquième estage de chaque maison ». Le règlement de 1702 réduit à une seule ces visites générales, ainsi que celui de 1744, le règlement de 1737 en imposant deux. Elles devaient être faites en 1737 par deux maîtres gardes, un de chaque classe, par trois en 1744, dont deux marchands et un maître ouvrier.

Ces visites générales, réglées et ordonnées au su de tous, ne permettaient pas aux maîtres gardes de relever les contraventions, les

(1) Le total des étrennes ainsi données par les maîtres gardes, qui était de 646 livres en 1746, s'éleva à 1,218 en 1755. Les valets dont il s'agissait de se concilier les bonnes grâces étaient les mandeurs (57 livres), les sous-mandeurs (30 livres), les commis du secrétariat (20 livres), le sergent des arquebuziers (10 livres), le suisse de l'Hôtel de ville (10 livres), sans compter la menue valetaille. Et lorsqu'ils avaient à solliciter en haut lieu, c'était toujours par des cadeaux que les maîtres gardes, suivant l'habitude générale, cherchaient à se rendre favorables même les plus hauts fonctionnaires. C'est ainsi qu'en 1763 Giraudier et Dutillieu, deux maîtres gardes, vont à Paris pour l'affaire des règlements et se rendent auprès de M. Boulenois. « Nos visages, écrivent-ils, ne luy étoient pas plus connus que nos noms; M. Giraudier lui a dit que nous nous appelions Vin de Côte-Rôtie; il a ri et nous a reconnus. » Aux comptes de la Communauté, nous trouvons en 1751 la dépense suivante : « A Bonnet, brodeur, pour la ceinture de M. le prévôt des marchands, 1,200 livres. »

Dutillieu rapporte ainsi dans son livre de raison les souvenirs de ses fonctions : « Je fus obligé vers la fin de 1760 d'accepter les fonctions de maître garde de la fabrique. C'est une charge difficile à remplir dignement dans les temps troublés que nous venons de traverser. Ma bonne volonté dut souvent suppléer à mes lumières et je ne pus empêcher que les finances de notre Communauté ne fussent dérangées par suite de procès ruineux qu'il fallait soutenir contre les ouvriers. A force de conciliation j'avais amené ces derniers à signer un compromis dans lequel ils abandonnaient quatorze prétentions sur quinze, quand un de mes confrères voulut s'attribuer tout l'honneur de cet arrangement approuvé par le ministre; il le modifia de telle sorte que l'effet que j'en attendais fut détruit. Très mortifié de cela, j'essayai de me désintéresser et mes fonctions me devinrent odieuses; cependant, depuis, j'ai eu la satisfaction de recevoir des compliments sur mon administration par les gens en place qui ont apprécié mon zèle. »

maîtres s'empressant de faire disparaître tout ce qui était contraire aux règlements lorsqu'on annonçait la visite. Aussi à côté de ces tournées imposées, qui ne servaient qu'à dresser les statistiques, il était prescrit aux maîtres gardes de faire le plus souvent possible et à l'improviste des visites particulières. Sur une dénonciation, ou sur un simple soupçon de contravention, ils se transportaient dans la boutique du maître.

C'était pour tous une obligation d'ouvrir, suivant les termes du règlement de 1667, « leurs maisons, boutiques, magasins, armoires, ouvroirs et autres lieux soupçonnez d'y avoir des étoffes et marchandises dépendantes et mentionnées aux présens statuts et règlements ». Cela ne suffisait point : le fracas des métiers en marche était une excuse pour laisser les maîtres gardes frapper longtemps à la porte, pendant qu'on faisait disparaître les étoffes délictueuses ou qu'on arrêtait un métier sur lequel travaillait une personne sans droit qui prenait l'attitude d'un visiteur. Aussi une ordonnance consulaire rendue en suite d'une délibération de la Communauté le 19 septembre 1702 ordonne, afin que dans leurs visites les maîtres gardes puissent entrer dans les boutiques sans heurter, que « les portes n'en seront fermées, depuis les 7 heures du matin jusques à 7 heures du soir, qu'avec un simple loquet qui pourra s'ouvrir de dehors ». Cet article fut reproduit dans tous les règlements qui suivirent.

En ces visites tant générales que particulières les maîtres gardes examinaient les étoffes en fabrication et les matières employées, mesuraient les largeurs, tâtaient si la chaîne n'était point mouillée ni gommée, etc.; en outre, chargés d'exercer une stricte surveillance sur le personnel de la manufacture, ils avaient le droit de demander aux maîtres, compagnons et apprentis leurs titres, ils pouvaient prendre communication des livres pour voir s'ils étaient bien tenus, et il n'était jusqu'aux tireuses de cordes et domestiques qui devaient produire leur contrat d'engagement. Le droit de visite des maîtres gardes s'étendait en dehors de la fabrique et une ordonnance consulaire du 26 février 1707, qui devint article de règlement, leur permet d'aller en visite chez les particuliers, même qui ne seraient pas du métier, à condition de prendre une permission du Consulat et de se faire assister d'un huissier.

Le résultat ordinaire des visites était une ample moisson de procès-verbaux. Les maîtres gardes étaient tenus, à peine d'amende, de les déposer dans les vingt-quatre heures au greffe du Consulat, avec les étoffes et matières saisies lorsqu'ils avaient jugé à propos de les enlever. Ces procès-verbaux devaient être rédigés sur papier non timbré. Quant aux multiples motifs de contravention qu'ils relevaient, nous renvoyons au tableau où nous les avons groupés avec en regard le taux des amendes.

Pour nous représenter les maîtres gardes en visites, il nous suffit de prendre au hasard quelques procès-verbaux : les voici, le 3 juin 1687, procédant à la visite générale, leurs mesures de fer sous le bras ; ils sont dans la rue (Corchebœuf) et certifient qu'étant entrés dans la boutique et ouvroir de Jean Ramadier, ils y ont trouvé « le nommé George le Loup, compagnon dudit art, sur un mestier avec son bonnet à la teste, lequel nous ayant aperçu est promptement sorti dudit mestier et a couru prendre son chapeau et se cacher sur un lit proche dudit mestier, le tout en notre présence, n'ayant ledit Le Loup point esté acquitté des sieurs Brossard et Charcot à quy il doibts 55 livres 8 sols, quy est une pure contravention à l'article 41 de nos reiglements envers ledit Ramadier, et en mesme temps aurions aposé nos mesures sur trois mettiers, l'un desquels s'est trouvé une ettoffe trame de cotton nommée " mignonnette " trop ettroitte d'un travers de doit, qui est encore une contravention audit Ramadier à l'article 21 de nos reiglements, et en mesme temps est entré sieur Pierre Lotoire et Jean Reverchon, tout deux maistres de l'art, qui venoit pour parler audit Ramadier d'un apprentif, lesquels ont esté témoins de laditte contravention et d'avoir veu ledit Le Loup ché ledit Ramadier, et comme nous nous somme mis en estat de cacheter (1) ladite estoffe, est survenu la femme dudit Ramadier, et quy s'est mis de force à travers dudit mestier, en a dechiré ladite estoffe à tout son travers, le tout en présence desdits témoins, de laquelle estoffe il s'est treuvé 4 1/2 aulnes laquelle avons fait transporter chez sieur Jacques Vial, quy sen est randu gardiatteur pour la représenter quant il en sera requis. Et avons signé le présent verbal à ce quil vous plait, Messieurs, en ordonner et feré justice. »

Parfois l'intervention de la femme du maître n'était pas aussi modérée que nous venons de le voir, et le 24 novembre 1704 les maitres gardes étant rue de Bon-Rencontre trouvent la porte d'un atelier fermée : ils toquent, demandant qu'on leur ouvre, et au travers de l'huis la maîtresse leur répond « qu'elle ouvreroit s'il luy plaisoit » et, racontent-ils en leur procès-verbal, « que nous estions de beaux maistres gardes en termes que la bienséance ne nous permet pas d'expliquer, ce qui nous auroit obligé de luy dire qu'elle estoit une insolente de nous parler de la sorte et que nous la ferions bien repentir de toutes les injures qu'elle nous disoit ; elle nous auroit

(1) Au début, les maitres gardes coupaient l'étoffe non conforme aux règlements, rendant ainsi inutilisable le restant de la chaîne ; une ordonnance du 22 août 1724 leur ordonne d'y apposer le cachet de la Communauté ; la fabrication en était arrêtée et la pièce, ainsi marquée, saisie jusqu'au jugement qui en ordonnait le plus souvent la confiscation. Ces étoffes étaient alors découpées en coupons de deux aunes et vendues aux enchères sur l'ordre et en présence du Consulat devant la porte de l'Hôtel de ville.

reparti qu'elle craignoit personne et qu'elle avoit des bons amis, en nous menassant que si elle prenait nos cannes elle nous en senglerait devant le né, ce qui nous auroit obligé de nous retirer doucement pour aller appeller des tesmoins ». Ils reviennent peu après accompagnés de ces derniers et, toujours à travers la porte, l'irascible maîtresse récidive « toutes les insolences qu'elle nous avoit dit auparavant, disant qu'elle se moquoit autant des tesmoins que de nous et que tous les marchands de nostre art estoient des coquins et des volleurs ». Les maîtres gardes se retirent alors et se voient obligés, déclarent-ils, de cesser leurs visites dans la rue de peur d'être maltraités : les bons amis de la maîtresse avaient dû survenir.

Une autre fois, le 30 janvier 1688, un maître refuse de communiquer ses livres, « disant qu'il n'en avoit point, que nous estions de belle gens et qu'il étoit bien connu, qu'il n'étoit point fils de bovier, qu'il se mocquoit de nous et que si son inventaire et les nôtres étoit fait, il se trouveroit estre plus riche que aucuns de nous, et nous dit plusieurs paroles insolentes sur ce fait ».

Des réceptions de ce genre n'étaient point rares et un assez grand nombre de jugements consulaires statuent comme le suivant, du 7 décembre 1672, qui condamne un maître « à demander pardon à genoux » aux maîtres gardes qu'il avait injuriés. Dans le même sens Dumartin, maître ouvrier, est, le 20 mai 1714, cité à comparoir « en la chambre du Conseil où, teste nue et en présence desdits maîtres gardes et de six personnes qu'ils voudront choisir, il déclarera qu'indiscrètement et malicieusement il a proféré des injures mentionnées en la plainte dont il se repent et en demande pardon aux maîtres gardes, les priant de les cublier ».

Outre les ennuis de réceptions peu sympathiques, les visites causaient aux maîtres gardes des frais (1) dont ils étaient rem-

(1) Voici la note des dépenses d'un maître garde en 1765 :

Du 3 ^o aoust une voiture	4, 16
Du 4 ^o aoust —	2, 8
Du 6 ^o aoust —	3, 12
Du 9 ^o aoust —	1, 16
Différents passages de ponts	2, 8
Du 16. Le diner après la contravention des mariés Perrin, à 5 heures du soir.	24
Du 17. Une voiture pour l'Intendance	6
Dudit. Le diner au sortir de l'Intendance, à 3 heures.	24
Dudit. Au sergent du guet pour arrêter la Bony.	12
Dudit. Une voiture pour aller chez le commandant.	4
Du 16 octobre. Un diner à la Croix-Rousse après les visites chez les différents ouvriers dans le faubourg.	27

Le règlement imposait aux maîtres gardes d'être trois pour aller en visites, et ce nombre rapproché du chiffre des diners nous laisse entrevoir que, la Communauté payant, les dignitaires ne craignaient pas de faire bonne chère.

boursés sur présentation de leur note et une perte de temps assez considérable qu'on ne pouvait évaluer et dont il était juste qu'ils soient indemnisés. Le règlement de 1554 n'y songe point et celui de 1596 porte que les amendes attribuées aux maîtres élus et jurés ne le seront point à leur profit, mais serviront aux frais de leurs visitations. Cela ne devait point être suffisant, car en 1621 le nommé l'ay, pris en contravention, « par vindication, informe le Sénéchal avec preuve que les maîtres gardes accomodoient avec les parties pour les contraventions et en tiroient des rétributions pécuniaires ». Il est dit par sentence du 29 mars 1621 « que les maîtres gardes rendront compte des deniers qu'ils ont soustraits, deffences aux dits de récidiver et faire accomodement avec les parties à moins qu'une assemblée des maîtres autorisée par justice ne l'eût décidé ». Sous des peines sévères les règlements renouvellent cette interdiction, attribuant aux maîtres gardes une part importante dans le produit des amendes. A en croire le taux fixé par les règlements, le tiers revenant aux maîtres gardes se serait élevé à un chiffre imposant. Mais deux causes venaient le diminuer : d'abord, dans l'application, le Consulat modérait de beaucoup ces amendes, ainsi qu'on peut en juger par les nombreuses décisions que nous rapportons à notre Classement méthodique. Puis, pour beaucoup, ces amendes étaient remises en raison de la misère de celui qui les avait encourues : la peine du fouet édictée en 1567 avait vite disparu qui était motivée : « lesquels ouvriers la plupart sont pauvres et n'ont rien que leurs bras et industrie ne de quoy payer les amendes pécuniaires qu'ils ont mérité ». Ces remises pour insuffisance étaient assez considérables ; dans le second semestre de 1761, sur 8,570 livres, 2,483 seulement furent payées : de même pendant le second semestre de 1766, pour 6,762 livres 10 sols d'amende infligées, 1,408 furent versées. Somme toute, pour la période allant de 1745 à 1767, le tiers des contraventions revenant aux maîtres gardes fut de 13,224 livres 1 sol 10 deniers ; de 1768 à 1775 il s'éleva à 7,419 livres.

Un droit de visite ne fut imposé que fort tard, et fut le résultat des exigences pécuniaires de la Royauté. Celle-ci ayant créé des offices d'inspecteurs et contrôleurs, ils furent acquis par la Communité, qui obtint en février 1745 un arrêt lui permettant d'imposer sur chaque maître marchand et ouvrier une taxe de 40 sols pour droit de visite. Elle ne sortit son plein et entier effet que par une ordonnance consulaire du 22 août 1747, et ne semble pas avoir été rigoureusement perçue : elle disparut avec l'ancienne Communité (1).

(1) Citons une délibération du Corps municipal en date du 22 mai 1790 concernant les visites, qui ne fut pas applicable à la manufacture restée sous l'empire du règlement de 1744,



Les visites constituaient les fonctions extérieures des maîtres gardes. Ils en avaient d'aussi importantes qui s'exerçaient dans la Communauté; d'abord, ils étaient appelés à constituer un tribunal amiable: à notre étude des Juridictions nous en avons exposé la composition et la procédure; l'un des maîtres gardes tenait le Bureau: nous le retrouverons plus loin en parlant des biens et revenus de la Communauté, car il en était le comptable. Enfin, certaines questions importantes se débattaient dans des assemblées générales, dont il nous faut dire quelques mots. Ce mot de général est loin d'exprimer le caractère de ces assemblées, composées seulement des dignitaires et anciens dignitaires. Y appeler tous les maîtres, cela pouvait se faire au début, mais leur nombre croissant rendit bientôt impossibles d'aussi considérables réunions: seuls les maîtres gardes et anciens en font partie, et cela soulève des réclamations de la part des maîtres ouvriers en 1668; ils demandent l'entrée, séance et voix délibérative aux assemblées générales. L'arrêt portant règlement du 2 novembre 1700 leur donne satisfaction dans la mesure pratique; désormais dans les assemblées générales il sera appelé, avec les maîtres gardes en charge et anciens, trente jeunes maîtres ouvriers qui n'auront pas passé par les charges et ils auront voix délibérative. Les maîtres marchands qui obtiennent l'arrêt du 26 décembre 1702 leur retirent pour partie ces avantages, en faisant édicter que les assemblées générales seront composées de deux tiers de marchands et d'un tiers de maîtres ouvriers les plus expérimentés; les uns et les autres auront voix consultative et seront nommés par le Consulat sur une liste présentée par les maîtres gardes. Le règlement de 1737 organise les vingtaines de chaque classe, qui délibèrent à part avec leurs maîtres gardes; les décisions prises, si elles sont conformes, sont transmises au Consulat pour l'homologation; si elles diffèrent, c'est ce dernier qui statue.

Le règlement de 1744 ramène la composition des assemblées à l'ancien mode: seuls les maîtres gardes en charge et les anciens y prendront part.

mais qui nous renseigne sur ce qu'était ce droit dans les autres communautés. Il est, « d'une part, une ressource pour les besoins des communautés et, d'autre part, un léger dédommagement des peines et de la perte de temps qu'essuient les syndics et adjoints ». Quatre visites principales, de trois en trois mois, sont prescrites par la déclaration du Roi du 30 août 1782. « Au moment de chacune desdites quatre visites, les maîtres gardes et adjoints percevront le droit de 20 sous pour ladite visite, et dans le cas où ils se retireroient sans avoir perçu ledit droit, ils seront non recevables à le demander, à moins qu'ils n'établissent par écrit qu'ils ont accordé du délai sur l'invitation que leur en fait le maître chez qui la visite a eu lieu. »



Etre dignitaire dans sa Communauté était un honneur auquel aspiraient ardemment tous les maîtres : c'était un brevet de capacité et de prud'homie ; puis quelle satisfaction d'amour-propre d'occuper dans les cérémonies le premier rang, d'avoir à l'église un fauteuil, dans les processions un cierge plus gros et plus orné ! On n'estimait pas payer trop cher de telles prérogatives d'une ou deux années perdues pour le travail et de quelques économies amassées pour les vieux jours et qu'entamaient fortement les dépenses afférentes aux honneurs. Dans les corps de métiers peu nombreux, les frais des maîtres gardes étaient supportés par eux, sans rémunération le plus souvent. Dans la Communauté de la fabrique les occupations des maîtres gardes étaient trop importantes et trop absorbantes pour qu'en dehors du remboursement de certaines dépenses motivées par leur charge, il ne leur fût pas alloué une somme représentant l'indemnité du temps perdu.

Dès le début, il leur fut donné une part sur les amendes ; nous en avons parlé : c'était non une compensation, mais un encouragement à découvrir les contrevenants. Puis certains actes de la vie corporative nécessitant les soins des maîtres gardes, enregistrements, remises, il leur fut attribué partie des droits prélevés à ces occasions (1). Le règlement de 1744 supprima cette source de revenus des maîtres gardes, ne laissant subsister à leur profit que le paiement de 6 livres pour la remise d'apprenti, « en considération du tems qu'ils sont obligés d'y employer et pour leurs peines et soins ».

Ce ne fut qu'assez tard que la Communauté assura à ses maîtres gardes une rétribution fixe, en dehors de ce qui pouvait leur revenir des amendes ou des droits. Le 7 août 1732 elle adresse une requête au Consulat, qui ordonne : « Il sera bonifié annuellement par ladite Communauté la somme de 200 livres à chacun des maîtres gardes

(1) Voici à quelles occasions les maîtres gardes, sous l'empire des divers règlements, se voyaient attribuer partie des droits :

	1667	1737
Remise d'apprenti.	4 l.	8 l.
Enregistrement du brevet d'apprentissage. . .	30 s.	8
— des compagnons.	30	8
— des maîtres.	30	16
— des fils de maîtres.		8
— des compagnons forains		100
— des maîtres par franchise		66 l. 10 s.

Il ressort que le reproche fait au règlement de 1737 d'avoir surtout en vue l'intérêt pécuniaire des maîtres gardes était fondé.

ouvriers pour les indemniser de la perte de leur travail et du tems....., laquelle somme sera pareillement allouée en dépense dans les comptes des maitres gardes marchands qui justifieront de les avoir payé. »

Les maitres ouvriers, obligés « d'abandonner pendant le temps de leur exercice leurs boutiques dont l'entretien est le seul moyen qu'ils ayent pour se soutenir et pour élever leur famille », sont ainsi favorisés en comparaison des marchands. Le règlement de 1744, faisant toujours la distinction entre les maitres gardes des deux classes, attribue 1,000 livres aux quatre maitres marchands, qui leur seront distribuées par portions égales en jetons d'argent pour leur droit d'assistance à l'assemblée de chaque semaine. Mille livres aussi reviennent aux deux maitres gardes ouvriers, la moitié leur étant donnée par quartiers, l'autre leur étant distribuée manuellement à chaque assemblée. Dans leurs observations sur le règlement, les maitres ouvriers se plaignent que la façon dont le droit d'assistance leur est donné « semble indiquer plutôt une aumône qui leur est accordée qu'un droit acquis ». Les maitres marchands répondirent que si cette aumône leur déplaisait, ils n'avaient qu'à la refuser et ils renonceraient eux aussi à leurs jetons.

Renonçant aux rétributions telles qu'elles avaient été antérieurement établies, la Communauté, le 12 avril 1775, décide qu'il sera donné un jeton d'argent aux armes de la Communauté à chaque syndic ancien ou en exercice qui assistera aux Assemblées. Puis dans la nouvelle Communauté il ne fut plus attribué aux maitres gardes que le vingtième des droits de réception; cela ne formait pas de grosses sommes, et le 4 mars 1780 une requête expose au Consulat que ce vingtième est insuffisant, surtout pour les maitres gardes ouvriers; ils obtinrent une minime augmentation, 200 livres à partager entre tous.

Pour des services exceptionnels, la Ville manifestait son contentement en donnant aux maitres gardes de fort appréciables récompenses. C'est ainsi que le 23 décembre 1784 le Consulat offre à M. Goutelle une bourse de 60 jetons d'argent au coin de « *Patria memor* » en reconnaissance de ce qu'il a bien voulu, pour le bien et l'avantage de la fabrique, recommencer et répéter plusieurs fois son service en qualité de maitre garde.

Pour faire respecter les règlements, pour délibérer sur les cas difficiles qui se présentaient, tous les maitres gardes étaient appelés et avaient un pouvoir relativement égal. Mais lorsqu'il s'est agi de tenir les comptes des recettes et dépenses, on ne put plus songer à réunir pour un travail de tous les jours tous les maitres gardes et l'on dut déléguer à l'un d'entre eux les pouvoirs de la Communauté. Celui-là tenait le Bureau, et c'est chez lui qu'avant la cons-

truction de la Maison on portait les archives et la table ; ses fonctions étaient semestrielles. Il inscrivait apprentis, compagnons et maîtres, touchait le montant de leurs droits, recevait les amendes, traitait avec les fournisseurs, en un mot, était le trésorier d'une nombreuse Communauté, ce qui nécessitait de sa part une instruction avancée et aussi beaucoup d'ordre et d'honnêteté dans le maniement important des deniers. C'étaient là des qualités qu'on ne pouvait aisément trouver chez les maîtres ouvriers qui, en outre, présentaient par leurs biens une minime garantie de leur gestion ; et avant la distinction des deux classes, tout naturellement on désigna pour tenir le Bureau les plus riches et les plus instruits, c'est-à-dire les maîtres marchands. Réclamant l'égalité des charges, les maîtres ouvriers demandèrent de tenir le Bureau à leur tour ; une ordonnance consulaire du 18 décembre 1698 leur donna un semblant de satisfaction : les maîtres gardes, quels qu'ils soient, auront la gestion, mais à condition de verser une caution de 5,000 livres. C'est ce que répète l'arrêt du 26 décembre 1702 : le Bureau sera tenu alternativement chez les maîtres gardes marchands et ouvriers, à charge par les uns et les autres de donner caution solvable de 5,000 livres. Les maîtres ouvriers étaient éliminés ; en vain réclamaient-ils en 1740 et 1741 : le règlement de 1744, plus formellement encore, les laisse à part, ne les appelant même pas aux rendements de comptes et à la transmission des deniers et titres qui se passent entre les maîtres marchands sortant d'exercice et ceux y rentrant. Dans leurs observations sur le règlement, les maîtres gardes ouvriers remarquent que cet article « prouve clairement que les maîtres gardes marchands sont les maîtres absolus de la Communauté ». Il en fut dans la nouvelle comme dans l'ancienne Communauté ; seuls les maîtres gardes marchands tiennent le Bureau. Les réclamations des maîtres ouvriers à ce sujet ne furent jamais bien vives ; ils comprenaient toutes les difficultés que présentait une aussi importante gestion et quelles responsabilités entraînait une erreur dans des comptes impossibles à tenir par ceux qui n'étaient point familiarisés déjà avec la tenue de livres de commerce.

Les fonctions du maître garde de semestre l'obligeaient à être au Bureau tous les jours ; il avait ainsi un notable surcroît de travail et de dépenses. Aussi songea-t-on à lui donner une indemnité supplémentaire, représentative, semble-t-il, des frais que nécessitait sa nouvelle charge. Il était en quelque sorte le président de la Communauté pendant un semestre, réglant tout, jusqu'aux menus détails intérieurs, et une requête du 7 août 1732 demande, ce qu'accorde une ordonnance consulaire, qu'il soit alloué au maître garde tenant le Bureau une somme de 150 livres, vu qu'il dépense largement cela, car il faut en hiver quatre feux, des lumières, etc. En 1735 ce chiffre

fut porté à 300 livres; en 1737 la Communauté demanda inutilement qu'il soit élevé à 400 livres, vu qu'il y a un plus grand nombre de maîtres gardes et que les assemblées sont plus fréquentes. A partir de 1777, les frais de régie furent alloués au maître garde de semestre sur production de sa note.

Bien qu'ayant délégué à l'un d'entre eux la gestion des fonds, tous les maîtres gardes n'en restaient pas moins solidairement responsables de la comptabilité de leur collègue. Une seule fois les maîtres gardes furent appelés ainsi en garantie : ce fut en 1765, lors de la faillite d'un d'entre eux, le sieur Sonnerat, qui était débiteur de la Communauté de 22,642 livres 12 sols 2 deniers. Un procès s'ensuivit, qui se termina le 10 avril 1766 par l'acceptation des offres de Sonnerat, qui remboursa sans intérêts ladite somme. Le cas se présenta une seconde fois en 1782 : le sieur Ferrier, maître garde de semestre, fit faillite et resta débiteur de 2,461 livres 9 sols ; cette somme fut passée par profits et pertes, « sauf à ladite Communauté de prendre dans la suite contre ledit sieur Ferrier tel parti qu'il verra bon être ».

A leur sortie de charge, les maîtres gardes rendaient leurs comptes; cette opération, au début, se passa dans le sein de la Communauté, les gardes sortants remettant aux nouveaux, qui leur en donnaient décharge, l'excédent des deniers et les papiers. Mais un long procès étant intervenu en 1713 au sujet d'erreurs relevées par les maîtres ouvriers dans les comptes de 1692 à 1713, un arrêt du 1^{er} février 1716 vint apurer toute la comptabilité antérieure au moyen du rapport par divers maîtres gardes ou leurs héritiers de 2,417 livres (les demandeurs avaient calculé 215,928 livres d'erreurs), réglant en outre qu'à l'avenir les comptes devront être rendus par les maîtres gardes dans la quinzaine qui suit la fin de leur exercice, en présence du Consulat, qui les approuve et les fait parvenir au secrétaire du Conseil du commerce (1). Une ordonnance consulaire du 4 décembre 1727 vint rappeler cette prescription, qui est reproduite dans tous les règlements.

Ces rendements de comptes étaient annuels, c'est-à-dire portaient sur la gestion de deux maîtres gardes. A partir de 1779, après chaque régie, c'est-à-dire tous les six mois, le maître garde

(1) Déjà le règlement de 1667 avait voulu que les comptes soient rendus en présence du Consulat; des remontrances rédigées en 1668 firent remarquer que cela était inutile, les maîtres gardes n'ayant comme deniers que les 30 sols d'inscription qui leur restent acquis, « et bien loing d'avoir du reste, il y va toujours du leur ». Ils ne réclament rien et se contentent, à la fin de leur exercice, d'appeler vingt anciens et en leur présence de remettre aux nouveaux jurés les livres et archives.

rendait ses comptes en assemblée des maîtres gardes et anciens et du Consulat. Sur le livre de raison, au bas de la comptabilité semestrielle, se trouve la mention d'approbation et de décharge.



Les comptes, d'abord dressés sur des feuilles dont un grand nombre sont aux archives, étaient, une fois approuvés, inscrits au grand-livre de raison de la Communauté. Trois de ces livres nous sont parvenus, allant de 1714 à fin avril 1790; ceux qui précèdent durent être versés au procès en apurement de comptes intenté en 1713 et furent ainsi perdus pour les archives. Ces livres de raison, énormes registres, fort bien tenus, peut-être en un ordre un peu mélangé, contiennent d'abord les comptes de chaque régie : nous en donnons trois (1) en note, pris à des époques différentes et qui ren-

(1) Le premier compte de régie est celui des sieurs Jacques Maupetit et Guillaume Durand, maîtres gardes, qui tirent le Bureau pendant l'année 1714. De ce compte et des suivants nous ne donnons point le détail des recettes, qui se composent des droits de réception et du reliquat transmis par le régisseur précédent. Pour 1714 la recette fut de 9,437 livres 8 sols 6 deniers. La dépense est ainsi motivée :

Janvier	3.	Pour abonnement au secrétaire de la ville	275	
		Au secrétaire de M. le prévost des marchands.	20	
		Aux mandeurs pour douze aunes taffetas.	57	
		Aux sous-mandeurs	30	
		Aux commis du secrétariat	20	
		Au sergent des arquebuziers	10	
		Au suisse de l'Hôtel de ville.	10	422
Mars	3.	Aux dénonciateurs d'un entrepôt d'indiennes en Vaize	45	
		Pour frais alant audit endroit avec des archers	78	
»	5.	Pour avoir fait brûler les indiennes	107, 10	
»	19.	A Tixeran, préposé pour l'exécution des indiennes	500	
»	31.	Au procureur pour diverses écritures.	48, 13	
		Pour fraix pour les indiennes	140	
May	4.	Aux procureurs et avocats pour écritures pour le rendement des comptes.	350	
»	12.	Pour avoir fait brûler des indiennes.	135	
		A Guichard, avocat	48, 10	
»	26.	A Tourtier, huissier.	360	
Juin	1.	Pour perte sur la diminution des espèces.	159, 7	
		A Guichard, avocat, pour diverses écritures	350	
»	22.	Aux commissaires pour diverses courses.	90, 15	
Juillet	10.	A Tourtier, huissier.	471	
»	26.	Pour avoir fait brûler des indiennes.	160	
Aoust	20.	Au sergent des arquebuziers pour diverses courses.	73, 10	
Septembre	1.	Pour pertes sur la diminution d'espèces	270, 5	

A reporter . . . 3.809, 10

seigneront le lecteur sur le menu détail des frais de la Commu-
nauté.

Pour nous faire une idée rapide des recettes et dépenses de celle-

		<i>Report . . .</i>	3.809, 10
Octobre	7.	Pour la traduction de Mignot à Paris.	174
		A Morin, commis greffier, pour procédure	80, 5
		Pour fraix à l'enlèvement des métiers de Mignot	80
»	12.	A Barbier, imprimeur	82, 5, 6
»	26.	Pour l'exécutoire des dépens de la procédure de Mignot	80
		A Delhorme, notaire.	25
		A Laurens, imprimeur.	20
		Pour un livre d'enregistrement.	4
		Aux commis des déclarations pour les indiennes	382
Décembre	1.	Pour perte sur la diminution des espèces.	105, 16, 3
»	18.	Pour fraix à la saisie faite à Coindrieu d'une caisse d'ustencilles	169
1715 Janv.	8.	A Tourtier, huissier.	150
Février	4.	A Laurens, imprimeur.	46, 10
Mars	1.	Pour perte sur la diminution d'espèces.	70, 10
		Pour divers menus fraix.	150
		A celui qui a réglé les écritures.	15
			5.443, 16, 9
Arrérages de rentes à divers, sur lesquels 1,359, 15, 9 transmis au maître garde			
suivant			3.993, 11, 7
			<u>9.437, 8, 6</u>

* * *

Voici le compte d'Antoine Renard, qui tint le Bureau pendant le second semestre de 1746. Il encaissa 18,662 livres et il justifie ainsi ses dépenses :

Pour quatre livres cire d'Espagne	12
A Claude Rémond, à compte de sa pension	125
Autres diverses pensions.	200
A Fauchoux, imprimeur	188, 16
A Parenthoux, concierge, pour six mois d'appointements et onze courses	141
A Montessuy pour remboursement de son voyage à Paris par mandat de M. de Varax.	4.428
A Volet, secrétaire, pour ses appointements de six mois	600
Aux deux maîtres gardes ouvriers pour honoraires d'assistance.	500
A Bonnard, par mandat de M. de Varax, pour depes des ouvriers du 6 janvier 1747.	2.355
A Tardy, par la même voye et pour le même sujet en date du 6 août 1746.	1.000
Pour les jetons aux maîtres gardes.	1.000
Aux maîtres gardes pour dix-huit apprentis remis à 6 livres et le tiers de 480, montant des contraventions.	268
Aux dénonciateurs pour le tiers sur le montant des contraventions.	160
Frais de six mois de sa régie accordés par le Consulat.	300
A la Ville, officiers et domestiques, pour étrennes au commencement de l'année	646
A la veuve Grillon pour six mois de sa pension	37, 15
	11.961, 11
Arrérages de rentes à divers et transmis au maître garde suivant (3.269, 7)	6.700, 9
	<u>18.662</u>

ci, parcourons ses livres de raison sans chercher à les analyser en comptables.

Les recettes se composaient des divers droits de réception. C'est ainsi que de 1714 au milieu de 1790 il fut versé :

343,089 livres par dix-sept mille trois cent cinquante-sept apprentis;
213,056 livres par onze mille six cent deux compagnons;
728,001 livres par douze mille soixante-dix maîtres de toutes sortes
et fils de maîtres;
463,042 livres pour le droit des marchands.

En outre, la Communauté encaissait une part des amendes infligées en suite de contraventions, divers revenus soit du loyer du bas de sa maison, soit des gages attribués aux offices dont elle avait effectué le rachat. Ces diverses recettes, dont le total était cependant imposant, ne suffirent point, et la Communauté dut souvent avoir recours aux emprunts.

Enfin, voici le compte de Joseph Germain cadet, le dernier régisseur de la nouvelle Communauté :

Janvier 1790.	A veuve Parenthoux, concierge :		
	Pour ses gages des six derniers mois de 1789 . . .	225	} 240
	Pour ses menus frais	15	
	Au sieur Sandrin, secrétaire :		
	Pour ses honoraires des six derniers mois de		} 2.075, 6
	1789.	1.500	
	Pour son compte de menus frais.	575, 6	} 300
	Au sieur Delolle, procureur, pour ses honoraires de 1788. . .		
	Aux huit sieurs syndics :		
	Le huitième chacun du quint de 1.589, 5 qui est . .	317, 7	} 353, 7
	— — des apprentis remis	36	
	Au sieur Michel, vitrier, pour fournitures faites au Bureau. . . .		16, 4
	Aux quatre sieurs syndics ouvriers pour indemnité.		400
Février 1790.	Au sieur Marduel, papetier, pour fournitures à l'usage du Bureau.		262
	Au sieur Favre pour marchandises à l'usage du Bureau.		307, 5
Avril 1790.	A Berthaud, huissier, pour son compte des six derniers mois de		
	1789		396
	A Richard, pour voitures.		27
	A Piatet, ferblantier, pour deux illuminations.		90
	A lui-même pour les menus frais par lui faits pendant ladite régie		580
Mai 1790.	A veuve Parenthoux, concierge, à compte de ses gages des six		
	premiers mois de 1790		96
Juillet 1790.	Aux huit sieurs syndics :		
	Le huitième chacun du quint de 1.139 qui est . . .	227, 16	} 251, 16
	— — des apprentis remis	24	
	A M. Fromental, notaire, à compte de son compte qui commence		
	depuis le 16 août 1780		141
	A Berthaud, huissier, pour son compte des six premiers mois de		
	1790.		48
			5.583, 18

Des besoins pressants se faisaient sentir, comme lorsqu'il fallait de suite porter secours aux ouvriers affamés par une crise, ou payer un office nouvellement créé par l'ingéniosité financière de la Royauté. Un arrêt du Conseil était nécessaire pour permettre l'emprunt, et il était d'autant plus volontiers délivré que le montant entraînait dans les caisses du Roi ; il ne fut refusé que lorsqu'il s'agit, le 19 novembre 1756, d'emprunter pour soutenir les ouvriers pendant une crise. La Communauté jouissant d'un grand crédit (1),

(1) Voici les noms des créanciers de la Communauté par suite de dépôts ou de cessions. Ceux dont nous n'indiquons pas le domicile sont de Lyon :

1714	Claude Pécoil	16.000
	H. L'Hermite	19.800
1715	Et. Archimbaud	14.850
	Thomas Deboze	14.850
	Benott Biclet	11.000
	Claudine Gayet	11.000
1716	Mathieu Brichet	5.000
	Anthoine Boissière	15.000
1722	Vital Fourgon	8.000
1726	Louis Vandercabel	6.000
1727	Etienne Giraud, marchand chapelier	5.000
	Anne Renaud, veuve de Jean Panier	12.000
1728	Jacques Fourmy, prêtre missionnaire de Saint-Joseph	2.000
	Louis Pernon, père	2.000
	Jean-Pierre Ferrier, de Genève	16.000
	Pierre Faure, de Genève	14.000
1730	François Bouvard	10.000
	Charles Deboissieux, prêtre	1.400
	Jacques Lachapelle	2.000
	Demoiselle Claudine Gayet	12.000
1733	Les frères Fabre	6.000
1743	Jean-Claude Fay	17.644
	Louis Joly	10.000
	Veuve de Vital Folcher	15.000
	Pierre Combat	8.000
	Antoine Pannier	4.000
1746	François Bonnard	60.000
	Demoiselle Jeanne Dandelle	3.000
1747	Jean Barracan	5.000
	Jean-Louis Girard	15.000
	Veuve François Pullignieux	10.000
	Jean-Marie Mivière (la Charité fut cessionnaire de cette créance)	3.000
	Henry-Frédériq Delapimpie Degranoux	36.000
	Pierre-Philippe Cannac	20.000
	Jean Marmier	30.000
1748	François-Claude Cazotte	10.000
1749	Paul Durand	16.000
1750	Jean Grougnard, de Toulon	28.000
	Philibert Fontaine, de Bourg en Bresse	3.000
1751	Jean-François Gesse	21.000

trouvait aisément des prêteurs, à qui elle versait de 5 à 6 % (1). Lors de la liquidation un différend s'éleva, les commissaires qui en étaient chargés ayant débouté de leurs prétentions des porteurs de créances pour une somme de 36,135 livres. Ceux-ci se retournèrent contre les maîtres gardes qui, alors en charge, avaient signé les engagements : un mémoire de 1780 nous apprend que très injustement on ne payait pas ces créanciers, la liquidation ayant produit un bénéfice de 28,453 livres 4 sols 10 deniers. Nous aurons à revenir sur cette liquidation.

En jetant un coup d'œil sur le détail des comptes que nous donnons, il est aisé de se faire une idée des causes multiples de dépenses qui drainaient tout l'argent de la Communauté; mais il en

1751	Roch Buchicher.	10.090
	François Simonot, de Chalon-sur-Saône	12.000
	Dame veuve Nugue	3.000
1752	Laforest et Defrançois, custodes de Sainte-Croix, comme dépositaires des aumônes faites aux pauvres de ladite paroisse	2.400
1757	Les bourgmestres et conseils de la ville de Sion en Suisse, cessionnaires de la créance Pernon (10,000) et dépositaires de 20,000.	30.000
1758	Les Dames Religieuses Annonciades Célestes	36.000
	Les Religieux Feuillants de Lyon	6.000
1760	Claudine Cislol	20.000
	Claude Reynard, tireur d'or	5.000
	Dominique Vasse.	13.000
	Demoiselle François-Catherine Gesse.	20.000
	Demoiselle Marie-Thérèse Clavière, veuve Colomb, négociant.	25.000
	Gaspard Cislol, commissaire aux poudres	4.000
	Jacques Cordier, ancien agent de change	6.000
	Jean-Antoine Hutte, conseiller du roi, notaire	1.000
	Fleuret.	14.000
	Servant et Salle	15.000
1761	Les RR. PP. Chartreux de la Chartreuse d'Apponay.	6.000
	Claude Genevey, bourgeois.	12.000
	Chanel, curé de Marcilly	3.000
	Schedelin et Singrelin	12.000
	Demoiselle Magdeleine Sorel	400
1763	Dame Marie-Charlotte Thevenet (cession).	49.000
1765	Laurès, médecin (cession).	5.000
	Demoiselle Delisle Tolanc, de Grasse en Provence (cession).	8.000
1766	Leurs Excellences de la Ville et République de Fribourg en Suisse, par divers transports.	104.000

(1) Dans toutes les villes, les emprunts des corps et communautés étaient des placements recherchés par les rentiers. *L'Almanach parisien* pour 1772 indique ainsi à ses lecteurs les moyens de placer leur argent : « Sur le Roi, lorsque Sa Majesté fait quelque emprunt ou qu'elle crée quelque rente perpétuelle ou viagère ; à constitution de rente sur le clergé, sur les Etats de Languedoc, sur ceux de Bretagne ou de Bourgogne, sur les Postes, sur la Marée, sur quelque corps ou communauté lorsque les uns et les autres font des emprunts. »

est sur lesquelles nous devons insister, car elles sont caractéristiques de l'ancienne organisation du travail. Ce sont les frais de procédures, députations, avocats et procureurs; ce sont les taxes imposées par la Royauté.

Pour les premiers, nous renvoyons à notre Classement méthodique où nous analysons les documents relatifs aux divers procès soutenus par la Communauté, et qui nous donnent par leurs chiffres un aperçu des dépenses élevées qu'ils occasionnaient.

L'histoire des taxes est instructive : elles sont un des plus ingénieux expédients financiers de la Royauté. Deux moyens étaient employés par elle pour forcer les communautés d'arts et métiers à lui verser des sommes souvent considérables. Elle créait des lettres de maîtrise, ou bien des offices, qu'à beaux deniers comptants les corps rachetaient, s'ils ne voulaient point voir toute leur administration désorganisée par l'intrusion d'officiers qui auraient voulu avant tout tirer le plus grand profit possible de leur charge.

C'est Louis XI qui eut le premier l'idée de créer, au moment de son avènement, une lettre de maîtrise dans chaque corporation, lettre qui lui serait achetée par celle-ci ou, à son défaut, par un artisan assez riche pour payer le droit d'être maître sans subir les obligations de l'apprentissage et du compagnonnage. Cette pratique fut trouvée bonne par tous les rois, qui créèrent des lettres de joyeux avènement et même délèguèrent ce droit en manière de don.

C'est ainsi qu'Henri III accorde à sa sœur, lors de son mariage, de créer dans chaque ville où elle entrerait deux places de maîtres de chaque métier. Et comme aucun acquéreur ne se présentait, le Roi ordonna aux divers corps de racheter ces places, « sous peine de contrainte par corps et sauf à se faire rembourser par les premiers compagnons reçus maîtres ».

La ville de Lyon, en raison de son privilège théorique de la liberté du travail, fut le plus souvent exempté de ces lettres de maîtrise créées par faveur royale intéressée. Cependant la Royauté tenta plusieurs fois d'en imposer aux diverses communautés, et celle de la manufacture eut à diverses reprises à lutter pour exclure de son sein les acquéreurs de lettres de privilèges. C'est ainsi qu'un procès s'engagea contre un de ceux-ci, Paul Justy, qui avait acheté une lettre créée par Louis XIV en raison de son joyeux avènement. Une sentence de la Sénéchaussée, juridiction royale, avait imposé aux maîtres gardes d'inscrire ce nouveau maître, et ceux-ci en avaient appelé au Parlement, en raison de ce que « semblables lettres ne doivent avoir lieu audict art et mestier qui n'est point juré en ceste dicte ville ». Devant cet appel, le 4 septembre 1646 Justy déclare « qu'il se despart de tout le droit et pouvoir que a en ladicte

prétendue maîtrise » et consent « que pour son regard le tout demeure nul et de nul effect ».

Cela était une leçon pour la Communauté, qui prit ses précautions, et lors de l'avènement de Louis XV elle présente un mémoire pour obtenir l'exemption des lettres de privilèges, « vu que l'art est et doit être compté au nombre de ceux où l'ignorance est nuisible ». Un arrêt du 5 avril 1723 vint maintenir et conserver dans toutes leurs franchises et exemptions « de lettres de maîtrise créées ou à créer pour heureux avènement, mariages, naissances de princes ou autres causes que ce puisse être, les communautés des maîtres ouvriers et artisans de la ville et faubourgs de Lyon dépendant de la juridiction du Consulat ».

Malgré cet arrêt, au mois de mai 1767 un édit crée des lettres de privilèges au nombre de « douze en chacun des corps d'arts et métiers de notre bonne ville de Paris, huit dans chacune des villes où il y a cour supérieure, quatre dans celles où il y a présidial, baillage ou sénéchaussée, et deux dans toutes les autres villes et lieux où il y a jurande ». La Communauté de la grande Fabrique n'en fut pas exempte : huit lettres de maîtrise étaient créées dans son sein, taxées à 1,800 livres, exemptant de l'apprentissage, du compagnonnage et du chef-d'œuvre. En vain fit-elle opposition à l'inscription du nommé Rousset, marchand passementier, qui avait acheté une de ces lettres pour donner, disait-il, à ses fils la qualité de fils de maître; le Consulat, par ordonnance du 1^{er} décembre 1767, imposa l'obligation de l'inscrire au livre des maîtres. En cela le Consulat abandonna sa politique de résistance aux empiètements de la Royauté. La Communauté avait été appelée à délibérer pour savoir si elle achèterait elle-même ces lettres, comme elle avait fait si souvent pour les offices. Le 28 juillet 1767 sept membres de l'assemblée avaient été d'avis d'acheter, vingt-trois autres de laisser acquérir par quiconque se présenterait. Ce qui fut fait : une lettre fut acquise et les autres ne trouvèrent point preneur, « personne n'étant curieux, note le secrétaire de la Communauté, d'acheter les moyens de se ruiner en voulant exercer un art qui exige la plus longue pratique ». Le Roi intervint alors pour interdire aux syndics de recevoir aucun maître, sauf toutefois les fils de maîtres, tant que ses lettres ne seraient pas achetées; « en sorte que, nous est-il rapporté, les réceptions suspendues pour les maîtres ordinaires seulement, les compagnons qui y prétendaient ne pouvant ny s'établir, ny trouver de l'ouvrage, d'autres qui s'étoient établis ignorant l'arrêt étant forcés de se détruire, des mariages contractés nouvellement étoient désunis, enfin tout formoit un cahos qui entraîna l'expatriation de plusieurs. Les autres ne cessoient de représenter au ministre qu'ils étoient hors d'état de payer cette somme aussy considérable que 1,800 livres, que

d'ailleurs les privilèges de cet arrêt étoient illusoires pour eux ; ils avoient fait cinq ans d'apprentissage et autant de compagnonage et scavoient travailler pour subir le chef-d'œuvre qui leur gagnoit la confiance de ceux qui voudroient les occuper ». En 1767 il fut reçu seulement vingt-trois compagnons comme maîtres, avant l'édit et après sa suspension, tandis qu'en 1765 il en fut reçu quatre-vingt-onze, en 1766 quarante, en 1768 soixante-neuf, en 1769 soixante-huit, etc. L'Intendant et le prévôt des marchands appuyèrent les doléances de la Communauté et le 30 avril 1768 le contrôleur général « renvoya à M. le prévôt des marchands les requestes de tous les ouvriers, en l'informant qu'après avoir représenté à Sa Majesté leur situation également que les avis du Consulat et de l'Intendant, elle avoit consenti que lesdits ouvriers fussent reçus sur le pied ordinaire des réglemens et même qu'elle permettoit aux syndics de recevoir des maîtres comme par le passé, c'est-à-dire comme avant l'apparition de l'édit, le tout sans tirer à conséquence ».

En résumé, les lettres de privilèges étoient simplement une atteinte aux prérogatives de la Communauté ; les personnes qui les acquéraient ne devoient pas avoir à s'en féliciter, une obstruction systématique étant faite à tous leurs actes. Et la tactique employée en 1767 triompha ; au prix de quelques difficultés la Communauté refusa d'acheter les lettres qui lui étoient imposées : elle n'avoit pas à craindre que d'autres les prennent et viennent apporter le trouble dans son organisation, ce qui pouvait arriver lorsque le Roi créait des offices.

On connaît l'organisation administrative et judiciaire de l'ancien régime, reposant sur la vénalité, le Roi pour emplir son trésor multipliant les offices, les doublant et triplant, trafiquant de leur survivance et hérédité. Vint un jour où, malgré les exactions de leurs titulaires, ces offices ne trouvèrent plus aisément acquéreur, les revenus étant diminués en raison de leur nombre. La Royauté, qui obligeait, nous avons vu par quel moyen, les communautés à acheter ses lettres de maîtrise, trouva toujours pour ses offices dans les corps de métiers puissants et riches des acquéreurs forcés d'en passer par où elle voudrait pour conserver leur autonomie. Elle en usa et abusa.

En 1691 le Roi crée des offices de maîtres gardes jurés : la Communauté les racheta moyennant 38,500 livres (1) qu'elle se procura par un emprunt : les droits de réception en subirent une hausse importante. C'est Ponchartrain qui, à bout d'expédients, après avoir gagé les aides et les gabelles, créé des rentes viagères en tonnines, etc., avait eu l'idée d'imposer ainsi les corporations. Les offices

(1) Le total de l'imposition pour les communautés de métiers de Lyon étoit de 250,000 livres.

de maîtres gardes jurés sont créés par un édit de mars 1691, sous le prétexte que les maîtres gardes élus par leurs confrères n'ont pas su mettre un terme aux anciens abus, tels que les cabales dans les élections, l'exagération des frais de chef-d'œuvre, les repas imposés aux récipiendaires, etc. Les nouveaux offices sont vendus, déclare le Roi, « en sorte que nous puissions tirer dans les besoins présents du prix des charges des maîtres et gardes des corps des marchands quelque secours pour soutenir les dépenses de la guerre et maintenir les avantages dont Dieu a, jusqu'à présent, béni la justice de nos armes » (1).

L'idée de Ponchartrain était trop précieuse pour être abandonnée. Le 24 mars 1694 un édit du Roi, alléguant la mauvaise gestion financière des communautés, crée des offices d'auditeurs et examinateurs des comptes. Pour le rachat de ceux qui lui étaient imposés, par arrêt du Conseil du 24 août 1695, la Communauté était taxée à 22,000 livres.

Lorsque les offices étaient vendus à des particuliers, ils faisaient retour, à leur mort, à la Couronne, qui les revendait, à moins qu'ils n'aient été cédés à titre perpétuel moyennant une somme plus élevée qui représentait la confirmation d'hérédité. Il en fut de même pour les communautés; moyennant 19,800 livres celle de la grande Fabrique se vit confirmer en la possession définitive des offices d'auditeurs et examinateurs des comptes, le 13 juin 1703.

Le 20 novembre 1705 nouvelle création d'offices de contrôleurs et inspecteurs des manufactures, rachetés moyennant 22,000 livres que procura un emprunt. En 1706 il faut encore verser 8,545 livres 7 sols pour la suppression d'un office de greffier des brevets d'apprentissage. La Communauté avait essayé de s'y soustraire et ce greffier s'était mis à percevoir 20 sols par brevet, « en attendant, dit le Répertoire, que la Communauté s'exécutât et fit l'acquisition de cet office ».

En 1707 des contrôleurs des poids et mesures sont créés; au prix de 11,000 livres la Communauté réunit ces nouveaux offices, et emprunte. Le 10 décembre 1709 deux maîtres gardes jurés, sous le nom de gardes des archives, sont créés; nouveau versement de 19,500 livres et nouvel emprunt. Il faut, devant de telles exigences, que la Communauté cherche d'autres ressources, et alors est introduite la distinction entre maîtres marchands et maîtres ouvriers, mesure fiscale funeste en ses résultats à la prospérité de la manufacture.

Les emprunts seuls permettant à la Communauté de payer les taxes, et il en était de même pour tous les corps de métiers, la Royauté, après en avoir exprimé tout ce qu'elle pouvait en tirer, la

(1) Allusion à la victoire de Fleurus, aux exploits de Catinat et de Tourville.

laisse en repos pour lui permettre de reconstituer un capital à son profit. Plus de créations d'offices de 1709 à 1745. Puis en février 1745 un édit paraît, qui crée dans la Communauté cent cinquante charges d'inspecteurs et contrôleurs qui doivent être vendues 318,000 livres. La préférence était accordée à la Communauté pour l'achat de ces offices : elle délibère le 21 septembre et, en raison de sa pénurie, se départit de cette préférence. La Royauté marchande alors, et fait écrire par le contrôleur général le 10 octobre que la Communauté soumissionne, qu'elle doit espérer une diminution proportionnée aux circonstances. En effet, le 16 novembre celle-ci délibère, offre 220,000 livres qui sont acceptées. Le Roi devait prendre sa revanche et au mois d'août 1758 il impose la Communauté de 133,334 livres pour supplément de finances et augmentation de gages de ces mêmes offices de contrôleurs et inspecteurs. Une délibération du 30 mars 1759 expose au Roi l'état de détresse dans lequel se trouve la Communauté : elle n'a rien en caisse, doit 300,000 livres, pour l'intérêt desquelles tous les droits de réception sont absorbés : ceux-ci sont de plus en plus difficiles à recouvrer, en raison des bruits qui courent d'une suppression prochaine des maîtrises et jurandes. C'est pourquoi la Communauté demande une modération de la taxe ; pour la payer, un emprunt sera fait : comme une hypothèque ne peut réussir sur les biens de la Communauté, déjà grevés, elle veut que chacun de ses membres s'engage spécialement et solidairement sur ses propres biens. Un arrêt du Conseil d'Etat du 29 août 1759 lui donne satisfaction, et permet aux maîtres gardes d'hypothéquer tous les biens présents et à venir des membres de la Communauté pour raison de ladite taxe, qui est modérée à 100,000 livres. Un tel abus d'autorité clôtura la longue série des lourdes taxes levées sur la Communauté.

Et la Royauté ne se contenta pas des sommes considérables ainsi perçues : elle demandait encore pour ses armées des hommes aux communautés. Le 10 décembre 1701 elles doivent faire à leurs frais des recrues pour l'infanterie ; la manufacture doit en fournir cinquante : pour les enrôler et équiper celle-ci paye 6,218 l. 11 s. En 1742 le Roi lui demande quatre-vingts soldats. Les maîtres marchands délibèrent d'emprunter 20,000 livres et de prendre des volontaires plutôt que de réunir les garçons du métier et de tirer au sort entre eux ; les maîtres ouvriers donnent pouvoir d'emprunter les sommes nécessaires, ne sachant « si la Communauté a des fonds ou non, aucun des gardes de leur classe n'ayant eu jusqu'à présent aucun manquement ni connaissance de l'emploi des fonds ». L'emprunt eut lieu et, à nouveau, le 10 septembre 1743, une nouvelle levée de militaires est ordonnée : la Communauté doit en fournir cinquante, pour lesquels elle emprunte encore 25,000 livres. Et nous ne comptons pas les frais occasionnés par l'engagement de nouveaux soldats pour

remplacer ceux qui désertaient, obtenaient leur congé ou mouraient : en 1767, 1,938 livres sont versées pour prix des miliciens ; en 1785 il est payé : pour les engagements à M. de Montillet, 200 livres ; aux deux miliciens, pour boire suivant l'usage, 72 livres ; aux racoleurs qui ont procuré lesdits deux miliciens, 36 livres. La Communauté, pour avoir des soldats à bon compte, enrôlait des apprentis, leur promettant leur lettre de maîtrise gratuite s'ils revenaient. La plupart, se trouvant bien au service, y restaient ; certains le quittaient et la Communauté tenait alors sa promesse. C'est ainsi, pour ne citer que celui-là, que le 18 avril 1752 Milan est reçu maître gratis pour s'être, après son apprentissage, « engagé au service du Roy dans le nombre des miliciens fournis par la Communauté des marchands et maîtres fabricants en étoffes de soye, sous la promesse qui luy fut faite alors d'estre reçu maître dans ladite Communauté sans paier aucuns droits s'il revenait du service ».



Les comptes de l'ancienne Communauté après la saisie de ses biens furent liquidés par des commissaires nommés par le Roi. Nous ne connaissons rien de leurs opérations ; tout ce que nous savons, de nombreux mémoires nous l'apprennent qui cherchent à démontrer que l'actif, après la réalisation, dépassait de beaucoup le passif. Aucuns des chiffres donnés ne concordent ; à titre d'exemple, citons un mémoire de 1780 qui accuse un excédent de 187,350 livres, non compris les ornements et l'argenterie, « évalués légèrement à 15,000 livres ». Un fait est instructif au plus haut point de la façon dont la Royauté s'y prit pour que, malgré tout, la liquidation se terminât par un passif : elle supprima des archives les quittances des offices achetés par la Communauté ; quatre d'entre elles, les plus fortes, furent ainsi enlevées. En note de l'édit d'août 1758, portant supplément de finances et augmentation de gages des offices de contrôleurs et inspecteurs, est consigné : « La quittance originale des 100,000 livres concernant l'édit ci-contre a été enlevée des archives de la Communauté par ordre du Roi par le sieur Delhorme, sequestre dans l'affaire de la saisie des biens des communautés supprimées en 1776. » En vain la Communauté, prévoyant ce qui arriva, avait-elle fait dresser copie par main de notaire de toutes les quittances émanant de la Royauté : celle-ci, dans les comptes de liquidation, ne mit pas en balance le prix des offices qu'elle avait vendus et venait de supprimer par son édit sans compensation ; en accusant un excédent, les mémoires faisaient très justement entrer dans l'actif le prix

des charges créées par le Roi, qui devaient rapporter des gages, et qui bien réellement constituaient partie du patrimoine de la Communauté.

La nouvelle Communauté ne toucha pas un denier de l'ancienne et se vit simplement délivrer quelques meubles pour garnir son bureau installé à l'Hôtel de ville. Ses recettes, moins élevées en raison de la diminution des droits, lui permettaient de faire tout juste face à ses dépenses et de vivre presque au jour le jour. Lorsqu'elle disparut, elle restait débitrice, à l'égard de son secrétaire, de son avocat, de son notaire, de la concierge, de l'imprimeur et du ferblantier « pour une illumination », d'une somme de 2,638 livres 10 sols. Ainsi finit la puissante Communauté de la grande Fabrique.

Ce rapide aperçu des comptes nous a permis de voir quelles sommes considérables furent encaissées, et de songer à quelles œuvres de progrès, d'intérêt général elles auraient pu être employées. A peine 100,000 livres furent consacrées à venir en aide aux ouvriers en temps de crise : tout le reste fut dépensé en inutiles procès, absorbé par les taxes royales. Le régime corporatif, tout de défense, ayant besoin pour vivre de la faveur du Roi qui jamais ne fut gratuite, de l'appui des autorités toutes vénales, faillit à son but de protection des maîtres ; il fut simplement exploiteur étant exploité. La Communauté de la grande Fabrique, admirablement organisée et dirigée par ses maîtres gardes, eût dû être une association pour les maîtres : tout la dirigea contre eux, les ambitions et les cupidités ; ils furent dupes, au point de vue financier, versant des droits qui devaient être pour eux une assurance contre la misère et qui étaient pour satisfaire ces deux parasites des communautés : la Procédure, la Royauté.



CHAPITRE XV

La Communauté et ses luttes contre la liberté.

SOMMAIRE

La Communauté et les prohibitions. — Son avis sur l'établissement d'un entrepôt d'étoffes de Lyon à Altona, près Hambourg. — L'exclusion des filles et femmes de la manufacture. — Note : L'exploitation de la main-d'œuvre féminine au XII^e siècle. — Réponse des maîtres gardes à la proposition du contrôleur général de laisser monter sur le métier les tireuses de cordes après un certain stage (10 janvier 1760). — Les doléances des maîtres ouvriers relatives aux prétentions des filles (1789).

Les idées de M. de Gournay. — Son mémoire de septembre 1751. — La réponse des marchands fabricants démontrant l'utilité des règlements et de la Communauté (octobre 1751). — Le mémoire des maîtres ouvriers. — Les avis du Consulat et de la Chambre de commerce. — Députation par la Communauté du sieur Genève à Paris en 1755. — Echanges de vues entre les Communautés des manufactures de soieries du royaume. — Turgot et l'édit de février 1776. — Note : Son éloge de de Gournay. — Comment l'édit ne fut pas publié à Lyon. — Création de quarante et une nouvelles Communautés d'arts et métiers à Lyon le 24 janvier 1777. — Les cahiers du Tiers-État et les maîtrises. — La loi du 17 juin 1791 (1).

(1) Pour les références des documents, voir le chapitre XIII de notre Classement méthodique des archives.

« Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme et cette propriété est la première, la plus imprescriptible de tous. »

TURGOT.

La Communauté, gardienne des traditions, responsable du bon ordre et de l'obéissance aux règlements, investie de privilèges pour accomplir son rôle de police au dedans, de défense au dehors, subit la tendance si naturelle d'exagérer ses pouvoirs et de grandir sa puissance en s'occupant de tout ce qui, de près ou de loin, touchait à la manufacture. Elle le fit avec un esprit étroit, façonné par la réglementation, désireuse avant tout de maintenir le monopole de la fabrique, même s'il l'enchaînait et entravait sa marche en avant. La Communauté resta toujours sur la défensive, sans audace, craignant les aventures, habituée à s'appuyer sans cesse sur le pouvoir royal et ses faveurs. Elle fut une théorie économique qui vieillit; elle aurait dû être une idée, une action qui féconde.

* * *

Nous avons déjà dit la lutte de la Communauté contre l'extension de la fabrique à la campagne, contre l'importation des étoffes de l'Inde. Pour se rendre compte de l'importance de ses démarches et de l'intérêt qu'elle attachait à la prohibition de ces dernières, il suffit de se reporter à l'énumération des édits, arrêts, lettres patentes obtenus par elle. D'octobre 1686 à mars 1757, il y en eut soixante-dix-neuf rendus contre le port et usage des étoffes étrangères, des toiles peintes et imprimées. Et en songeant aux frais considérables de toutes ces procédures appuyées de députations et de mémoires, on se demande si de telles dépenses n'étaient pas plus coûteuses pour la manufacture que la libre concurrence dans laquelle elle aurait pu victorieusement apporter ses propres forces de travail et d'invention. Même cela, si naturel, lui était interdit. Non seulement l'importation des étoffes de l'Inde était prohibée, mais encore, pour ne point favoriser la fraude, il était défendu d'en faire à Lyon à leur imitation. Par quelle erreur économique la Communauté en vint ainsi à priver la fabrique d'une florissante industrie qui, profitant

de l'engouement de la mode, eût pu tarir, en les détournant, les bénéfices de l'importation ? La manufacture, dont la prospérité dépendait d'un caprice du goût, était à la merci de ses variations sans pouvoir en tirer parti, parce qu'il fallait innover.

Et ainsi, pour éviter une fraude possible, on empêchait la fabrication d'un genre qui devait faire fortune ; pour de mesquines considérations et de piètres résultats, on faussait le mécanisme économique. Ne voyons-nous pas la Communauté présenter au Consulat un mémoire « pour qu'il soit pris des mesures contre l'entrée des produits de la manufacture d'Avignon dans le royaume ». Est-ce une mesure d'intérêt général qui dicte ce mémoire ? Non ; il demande que le droit à l'entrée des soieries d'Avignon soit élevé de 8 sols par livre, simplement afin de payer les dettes de deux fabricants parisiens qui ont fait faillite.

Les mêmes vues bornées se retrouvent dans l'avis que la Communauté eut à donner en 1727 sur une lettre écrite de Hambourg au comte de Maurepas, proposant d'établir un magasin d'étoffes de Lyon à Altona. Ce serait là, reconnaît la Communauté, un moyen de faire une efficace concurrence aux manufactures de Hollande ; mais les nouveaux établissements sont d'un succès douteux, « et celui cy ayant surtout à craindre la diminution de la valeur des espèces en France et les troubles de la guerre, les fabriquans de Lyon ne se détermineront pas facilement à l'entreprendre sans avoir des éclaircissements plus précis de la personne qui a donné l'avis ». Il serait par exemple nécessaire de savoir quelle route les marchandises tiendraient, quels droits elles payeraient, comment les catholiques romains seraient reçus à Altona, etc. Si la réponse prouve que l'établissement « n'est pas sujet à de trop grands risques, les fabriquans l'entreprendront, surtout si Sa Majesté accorde quelques privilèges, comme l'exemption du droit de sortie des marchandises hors les temps de foire ». Avec quelle circonspection, qui est plus que de la prudence en affaires, la Communauté fait ressortir les chances défavorables contre lesquelles elle songe à lutter non par l'initiative hardie, mais par des privilèges !

La liste serait longue à dresser des procès intentés par la Communauté aux divers corps de métiers qui employaient la soie, des efforts faits pour annihiler ou confisquer à son profit les inventions nouvelles, pour arrêter le développement des manufactures dans le voisinage de Lyon. Contentons-nous d'insister sur deux phases de cette lutte de tous les jours engagée contre toute innovation industrielle, contre toute conception nouvelle du travail moins asservi : c'est d'abord l'exclusion des femmes et filles de la manufacture, puis la défense aux attaques de M. de Gournay contre l'idée corporative.



La Communauté s'efforça de tout temps d'opposer une barrière à l'envahissement possible de la manufacture par les femmes ; le danger était immédiat, car pour beaucoup de travaux secondaires celles-ci étaient indispensables : leur nombre inquiétait ; il y avait là une armée de travailleuses à bon marché prêtes à monter, du jour au lendemain, sur le métier et à supplanter la main-d'œuvre masculine. Il importait de les maintenir dans l'accomplissement de besognes inférieures.

Il peut sembler étrange que les femmes, dont l'habileté, la patience, la minutie conviennent à merveille au travail délicat de la soie, aient été exclues de la manufacture. Les règlements créèrent, sans aucune bonne raison matérielle, cette situation factice. La force nécessaire pour faire mouvoir le métier ne se rencontre pas, disait-on, chez la femme. Et pourtant dans chaque boutique la maîtresse travaillait comme un homme et si son privilège lui avait conféré des droits, il n'avait point eu le pouvoir de lui donner une vigueur plus grande. En tenant les femmes à l'écart, les règlements ont voulu éviter l'abaissement (1) des salaires ; ils ont aussi sanctionné l'an-

(1) Un curieux témoignage rétrospectif de cet abaissement des salaires par l'exploitation de la main-d'œuvre féminine nous est donné en un roman de chevalerie du XIII^e siècle, le *Chevalier au lion*. Le héros, suivi de son lion, pénètre en un château :

..... et troeve
Une grant sale haute et noeve ;
S'avoit dedenz un vergier clos
De pex aguz et granz et gros,
Et par entre les pex leenz
Vit puceles jusqu'à iij cenx
Qui diverses œvres fesoient
De fil d'or et de soie ovoient
Chascune au melz qu'ele savoit.

Il interroge le gardien du château :

Més di-moi par l'âme ton père
Damoiseles que ai veues
En cest prael, dont sont venues
Qui dras de soie orrent et tissent
Œvres font qui molt m'embelissent.

Et l'une de ces damoiselles déclare au chevalier :

Touz jorz més de soie ovrans
Et touz jorz soif et faim aurons.
Ne ja de l'œvre de nos meins
Naura chascune por son vivre,
Que iij deniers de la livre,

cienne conception de l'infériorité physique et intellectuelle de la femme, que seuls pouvaient relever sa filiation ou son mariage avec un maître.

Nous connaissons la situation des filles, femmes et veuves de maîtres, aussi celle des servantes et tireuses de cordes. Les conventions nombreuses qui vinrent frapper les maîtres coupables d'avoir employé des servantes au travail du métier sont une preuve que les maîtres gardes veillèrent toujours avec soin sur tout empiètement de la main-d'œuvre féminine. Ils eurent à soutenir une lutte plus sérieuse contre les idées libérales émises par de Gournay et qui, faisant leur chemin dans les esprits, réapparaissaient sous forme d'inquiétantes propositions. C'est ainsi qu'en 1759 le contrôleur général demande à la Communauté d'examiner s'il ne serait pas avantageux pour la fabrique de donner la liberté aux tireuses, « après un certain temps fixé, de monter sur le métier » ; l'espérance qu'elles en auraient leur ferait peut-être supporter plus patiemment les peines et les inconvénients de leur état et en procurerait un plus grand nombre. Le 10 janvier 1760 les maîtres gardes répondent que cette proposition serait très efficace pour amener des tireuses de cordes en abondance, mais que l'intérêt du commerce et le bien général de la manufacture s'opposent à sa mise en pratique.

*Et de ce ne poons-nos pas
Assez avoir viandes et dras.
Et sachiez bien tout a estroux
Que il n'i a cele de nos
Qui ne gaaint xx deniers ou plus.
Et nos somes en grant poverté,
S'est riche de nostre deserte
Cil por qui nos nos travaillons,
De nuit grant partie veillons.*

Ce très curieux passage est rapporté par FRANCISQUE MICHEL dans ses érudites *Recherches sur le commerce, la fabrication et l'usage des étoffes de soie, d'or et d'argent*. Il cite encore *Li Romans de Berte aux grans piés*, qui sut « d'or et de soie ouvrer » au point que :

N'avoit meillor ouvrière de Tours jusqu'à Cambrai,

et *Le Roman de Perceval*, encore inédit, qui nous apprend que les chevaliers faits prisonniers étaient astreints au travail du métier :

*Li chevalier que je conquer
Sont assis au plus vil mestier,
Certes, qui soit en tout le mont;
Car je l'vous di que teisser sont,
Ne ja puis n'en seront osté,
Par nul homme de mère né:
Ainz tissent poiles et bofus,
Et dras de soie à or batuf,
Si font trop riches paveillons,
Par foy, de diverses façons.*

Si l'on accorde en effet la permission de monter sur le métier aux tireuses qui sont depuis huit ans et plus dans la profession, en un instant on perdra la plus grande partie de celles que l'on possède soit par leur changement d'état, soit par leur fuite, si on leur faisait l'injustice de n'avoir aucun égard à leurs services passés. Puis « l'intérêt des maîtres étant de se réduire en plus petit nombre, il n'est point douteux qu'ils ne formassent de préférence ces filles qui ne pourroient jamais prétendre qu'à l'état de compagnones ». — Cet intérêt des maîtres n'est-il pas, en son exécution rendue possible par l'organisation corporative, la plus forte critique qu'on puisse diriger contre elle? — En outre, « dans les temps de cessation les maîtres leur donnant la préférence, elles seroient les seules occupées et les hommes n'auroient d'autres ressources que de s'expatrier; la consommation réglant l'aliment de la manufacture, ces filles, qui seroient bientôt en nombre, tenant lieu de compagnons, désœuvreroient nos hommes et dégoûteroient les aspirants; on ne pense même pas que cette permission puisse être restreinte à la seule fabrication de l'étoffe unie, pour la raison que le besoin des filles dans la fabrique ne consiste pas seulement dans le tirage des cordes: il en faut considérablement pour la préparation des soyes, pour les devuider, les ourdir, les mettre en mains, faire les canettes, tordre les pièces, faire les lats, remettre, etc. Ces districts seroient bientôt abandonnés pour acquérir par le service de tireuses de cordes, au bout d'un temps fixé, la permission de pouvoir monter sur le métier. »

Outre ces considérations, de quelle utilité véritable seraient les filles? Les maîtres gardes, « persuadés que les hommes forment le soutien de leur manufacture, que c'est par leurs génies inventifs, les nouvelles armures, les nouveaux genres d'étoffes joins au goût et aux bonnes combinaisons des fabricants qu'elle obtient la préférence sur ses rivales, pensent que d'autant plus que les hommes ne manquent point et qu'on ne scauroit espérer des filles qu'une main-d'œuvre courante, exemple qu'ils ont sous les yeux dans les filles de maîtres, la permission proposée ne scauroit être que ruineuse au commerce de la fabrique, et ils sont d'autant mieux fondés à le croire que ce même inconvénient a totalement anéanti le commerce des passementiers et a obligé les compagnons à porter leur industrie dans l'étranger, où ils ont formé des établissements de tous côtés; que d'ailleurs la rareté des tireuses ne subsiste plus, la dizette des grains dans la Savoye en a amené un nombre considérable.... »

Le mémoire se termine toutefois par un semblant de concession. « On pourroit cependant, si c'étoit le bon plaisir de Mgr le contrôleur général, accorder aux jeunes garçons de la Savoye et des provinces de France qui ne sont point admises par les règlements la

permission d'entrer en apprentissage au moyen qu'ils justifiassent, par la date d'un enregistrement au Bureau et d'une quittance du maître qu'ils auroient servis, avoir tiré les cordes ou les boutons l'espace de trois ou quatre ans. Ce seul moyen fourniroit plus de tireurs et de tireuses qu'il ne nous en faudroit. » On ne comprend pas très bien comment ces avantages accordés à certains jeunes garçons pourraient être un encouragement pour les tireuses de cordes. Le projet du contrôleur général en resta là, et les maîtres gardes continuèrent à poursuivre rigoureusement les maîtres qui employaient des filles sans droits au métier. De nombreuses condamnations leur infligent 30 livres d'amende par chaque fille surprise en contravention.

Tireuses de cordes et servantes profitèrent du désarroi causé en 1776 par les arrêts contradictoires de suppression et de rétablissement des maîtrises et par l'incertitude d'application des règlements. De nombreuses plaintes s'élèvent au sujet de leur insubordination, et le Consulat s'efforce de les maintenir en leur rang dans la manufacture. L'édit de janvier 1777 portant règlement pour les communautés d'arts et métiers de la ville de Lyon déclarait : « En ce qui concerne l'admission des filles et femmes dans les communautés d'arts et métiers, nous réservons d'y statuer par les règlements de chacune desdites communautés. »

Survint l'arrêt du Conseil du 3 septembre 1786 permettant aux filles, sans distinction, de travailler sur le métier. La Communauté s'empressa d'adresser des doléances au Roi et à la Nation assemblée, démontrant que les filles ont un domaine suffisant dans la manufacture et que leur main-d'œuvre a de nombreux et importants emplois qu'elles désertent pour monter sur le métier. « Borner les prétentions des filles, déclare-t-elle, n'est pas les réduire à un état peu avantageux et peu lucratif : elles trouvent au contraire dans les différents emplois qui leur sont propres des bénéfices plus suffisants et plus considérables que les hommes qui fabriquent l'étoffe ; échappées des campagnes, souvent ineptes, elles commencent par tirer les cordes des métiers ou les boutons, et gagnent un salaire proportionné à l'ouvrage. Plus intelligentes, elles passent à d'autres travaux : elles font les canettes, dévident les soies, les mettent en mains, attachent les cordages, les appareils, ourdissent et tordent les pièces, remettent les métiers, lisent les dessins, font les lacs et les lisses, brodent, etc., gagnent dans ces différents ouvrages depuis 20 sols jusqu'à 3 livres par jour et sont le plus souvent nourries ; on voit donc qu'elles peuvent exister, même avec aisance, sans être admises à la fabrication, qui doit être réservée aux hommes plus forts et par conséquent plus capables de faire toutes sortes d'étoffes, aux filles de maîtres qui par leur expérience ont droit à cette grâce. » Et l'argument décisif

est gardé pour la fin : « Si les marchands désirent avec tant d'empressement l'admission des filles à la maîtrise, voici leur pierre de touche : ils ont imaginé que les filles ayant moins de besoins qu'un père de famille, les façons tomberoient à un vil prix, et qu'ils tiendroient les deux sexes de cette classe dans un complet esclavage; ils n'ont pas voulu voir que les filles venant à se marier seroient réduites à la plus affreuse misère, ils n'ont pas voulu voir et prévenir la corruption des mœurs par les visites qu'ils font ou font faire des étoffes qui se fabriquent sur les métiers par leurs commis. »

Ces doléances prophétiques furent vaines et la liberté accordée aux filles et aux femmes par l'arrêt du 3 septembre 1786 fut maintenue. La Communauté n'avait-elle pas ouvert la porte à l'envahissement qu'elle craignait en accordant des privilèges aux filles et femmes de maîtres? Dans le milieu industriel comme dans la société, les privilèges de toutes sortes préparèrent le succès des revendications, les libertés données à certains par pure faveur fournissant l'argument irréfutable de l'exemple réalisé.



Avec la liberté accordée aux filles et aux femmes, une brèche était ouverte dans ce tout que la Communauté appelait ses droits et qui n'était que son monopole; le système de de Gournay présageait la destruction complète des privilèges et règlements : ce ne serait plus une liberté arrachée, mais la liberté du commerce et de l'industrie proclamée. De Gournay dans sa lutte contre l'idée corporative visa principalement la Communauté de la fabrique parce qu'elle était la plus importante de Lyon où il occupait l'Intendance du commerce, parce qu'elle présentait, puissante et nombreuse, le type le plus achevé, en ses actes et en ses conséquences, de la corporation.

Le 26 mai 1750 le secrétaire de la Communauté inscrivait, en marge d'un arrêt (1) rendu sur un procès entre les tireurs d'or, les guimpiers et les fabricants, cette note : « C'est sur ce procès que sont émanés tant de différents projets d'arrêts et mémoires de M. de Gournay, intendant du commerce de cette ville, dont on peut voir les copies en leur rang cy après. »

En 1751 M. de Gournay s'était fait adresser un mémoire sur la manufacture, désirant la connaître avant que d'engager les hostilités ;

(1) « Copie de l'arrêt rendu sur le procès des tireurs d'or, guimpiers, passementiers et fabriquans : ordonne que le Consulat, la Chambre de commerce, la Cour des monnoyes donneront en six mois mémoire à Mgr le contrôleur général pour règlement être fait et décidé qui aura droit d'écacher et filer. »

les rédacteurs s'étaient complus à exagérer, comme nous l'avons vu, le nombre des personnes employées. Après en avoir pris connaissance, M. de Gournay fit paraître alors son mémoire de septembre 1751. Au Répertoire il est ainsi signalé : « Mémoire de M. de Gournay, qui prouve que les communautés sont des entraves pour le commerce », avec cette note : « C'est de ce présent mémoire que sont nées tant de difficultés qu'on a suggérées à la fabrique, qui luy a causé tant d'écritures et de dépenses; c'est enfin la première marque d'attention que M. de Gournay a donné à la fabrique; on le croit sincère, mais l'avis de tous les corps a fait voir que son système est très périlleux. »

Quel est donc ce système? De Gournay part du procès alors pendant au Bureau du commerce entre la Communauté des tireurs d'or et guimpiers et celle des fabricants, procès qui dura-treize années. Les guimpiers avaient intenté une action tendant à interdire au sieur Bonnard, marchand fabricant, le droit de filer, faire filer et écacher l'or. Par délibération du 22 août 1749, la Communauté autorisa ses maîtres gardes à intervenir en son nom, celle des tireurs d'or faisant de même. De Gournay, citant ces faits, en tire cette conséquence que les conflits incessants qui s'élèvent entre les communautés ont leur source dans leur multiplicité; toutes unies, elles devraient concourir à la prospérité de Lyon, tandis qu'en la connexité de leur but elles ne s'occupent qu'à se détruire les unes les autres. « La procédure leur est devenue presque aussi familière que leur profession même. » En outre, tout dans les communautés aboutit au monopole. Elles sont formées par les ouvriers désireux de réduire leur nombre en accumulant les difficultés au seuil de la maîtrise; ainsi il en résulte l'augmentation du prix des étoffes, « devenues plus rares et plus chères et par conséquent plus profitables à ceux qui se trouvoient déjà en possession de les fabriquer. » De leur côté les fabricants ont dressé statuts et règlements et en ont obtenu la confirmation « d'autant plus aisément qu'ils firent entendre à un Gouvernement qui n'avoit aucune connaissance du commerce que, ce qu'on ne demandoit que pour l'avantage particulier de chaque communauté, étoit pour l'avantage du public et du commerce en général ». Il est vrai que le Gouvernement vit « se former avec plaisir des corps riches dont on pourroit tirer ce qu'on appelle des ressources », et il en profita, vendant des privilèges contre de grosses sommes.

Pour devenir marchand, l'ouvrier dut ensuite payer fort cher : « nouveau monopole contre l'ouvrier et sur l'étoffe, parce qu'on veut toujours retrouver sur ce qu'on vend ce qu'il en coûte pour avoir la permission de vendre ». A son tour l'ouvrier créa un monopole à son profit en restreignant le nombre des apprentissages; le résultat fut celui-ci : « renchérir considérablement nos étoffes et leur donner

une valeur fictive qu'elles n'auroient pas eu si on avoit laissé à chacun la liberté d'avoir autant d'apprentifs qu'il eût voulu, de fabriquer et de vendre ». Combien, au contraire, les effets de cette liberté seraient bienfaisants ! En 1685 la concurrence de l'étranger commença à se faire sentir ; des ouvriers français émigrèrent emportant leurs talents, mais ils « laissèrent chez nous maîtrises, communautés, longueur des apprentissages et les statuts, et l'industrie y passa seule, affranchie de toutes ces entraves ». Aussi se développa-t-elle rapidement, surtout à Londres et en Hollande, « ceux qui fabriquèrent mal s'appliquant à fabriquer mieux pour ne pas se ruiner en faisant des étoffes qu'ils étaient forcés de vendre à perte ». Il est arrivé que les pays qui nous achetaient des soieries nous en vendent aujourd'hui. Voilà la cause de la diminution de la manufacture : les fabricants l'ont recherchée dans les empiètements des autres communautés et ce furent alors longs et onéreux procès, « et sur quoy prendre les frais si ce n'estoit sur les ouvriers et les fabricants, et ceux-ci ne purent les retrouver eux-mêmes qu'en les faisant retomber sur les étoffes, ce qui, en donnant aux nôtres un nouveau désavantage vis-à-vis des étrangers qui fabriquaient librement et sans procès, augmentait encore leurs fabriques et diminuait les nôtres ».

Des remèdes furent proposés : la diminution du nombre des métiers, l'interdiction de recevoir des compagnons forains et étrangers, des filles et femmes, des apprentis mariés et nés en dehors de Lyon, toutes prohibitions tendant au monopole du petit nombre. « Ne dirait-on pas, s'écrie alors de Gournay, en voyant toutes ces restrictions, que depuis que l'on a connu le commerce et les fabriques en France on les a regardé comme des maux contre lesquels il fallait prendre des précautions pour les empêcher de s'étendre ? » Plus avisé, l'étranger sans cesse augmente le nombre de ses ouvriers, et le prix de revient de ses étoffes s'abaisse, « car c'est une maxime certaine que la multiplicité des mains diminue le prix des salaires et augmente le commerce ». D'autre part la Communauté, taxée pour la guerre de sommes considérables, est obligée d'élever sans cesse les droits de réception, ce qui a sur le prix des étoffes une répercussion : il est haussé d'autant ou elles sont altérées. Puis interviennent les réglemens, celui de 1737 qui a deux cent huit articles, celui de 1744 qui en a cent quatre-vingt-trois ; « des loix aussi multiples ne pouvant manquer d'occasionner un plus grand nombre de contraventions, augmentèrent les gênes de l'ouvrier et luy rendirent l'exercice de sa profession plus désagréable ».

Nous avons, aux chapitres de l'Apprentissage et du Compagnonnage, analysé ce que de Gournay pensait de ces stages professionnels. Et il conclut en constatant qu'en 1685 l'Anglais tirait de chez nous

pour 12 millions d'étoffes de soie : aujourd'hui il ne nous en demande que pour 500,000 livres ; en 1658 la Hollande nous en achetait pour 8 millions : à peine maintenant nous en prend-elle pour un million, et en outre elle nous en vend. « Quelle prodigieuse différence dans la balance de notre commerce ! » Ces résultats ont été acquis grâce à la liberté et à la concurrence ; si, pour les obtenir, ces pays nous ont pris nos ouvriers et notre industrie, à notre tour prenons-leur cette méthode de liberté qui leur a si bien réussi. Il est temps d'en finir avec les anciens errements : « Nous nous sommes mis un bras en écharpe sous Henri second, faut-il qu'il y reste sous Louis XV et dans un temps où tous les souverains de l'Europe sont occupés de délier les bras de tous leurs sujets pour nous enlever ce qui nous reste de commerce ? Qu'on nous rende l'usage de nos deux bras et nous serons en état de regagner le terrain que nous avons perdu. »

A ce mémoire, qui éveillait tant d'idées nouvelles et en précisait l'exécution par l'exemple, la Communauté s'empressa de répondre. Dès le mois d'octobre elle fournissait deux mémoires, l'un au nom des maîtres marchands, l'autre au nom des maîtres ouvriers.

Le premier voulait démontrer « la nécessité de l'établissement du corps de la Communauté des fabricants d'étoffes de soye de Lyon et celle d'un règlement spécial pour l'ordre de cette Communauté et la police de la manufacture relativement au bien du commerce ». Il s'étonne que l'on parle de la diminution de la fabrique : elle est allée sans cesse prospérant et cela grâce au goût, à la richesse, à la perfection de ses produits. Nulle part on n'est arrivé « à ranger et distribuer les nuances des différentes couleurs avec tant d'art, d'une dégradation si belle et si insensible que les étoffes de Lyon ont été des tableaux dans lesquels on a vu les fleurs aussy belles et aussy naturelles que celles que la peinture imite ». Il faut bien conclure que si les choses s'accroissent par le même principe qui les a formées, on doit conserver les règlements, puisque c'est par eux ou du moins sous eux qu'on est parvenu à de tels succès. Et si l'étranger donne toute liberté aux fabriques de soierie c'est qu'elles s'installent chez eux et qu'il sent au début la nécessité d'attirer les ouvriers par cet appas. Que l'on examine les anciennes industries que l'Angleterre, par exemple, possède, la chapellerie, la draperie, on verra qu'elles sont florissantes et cependant n'ont aucune liberté, les étrangers n'y étant admis qu'après les épreuves d'usage. En principe, dans la manufacture on repousse ces derniers parce qu'ils viennent pour se perfectionner et s'en retourner ensuite en leur pays ; mais pour ceux qui veulent s'installer pour toujours à Lyon, les règlements sont très larges, leur donnant la maîtrise gratis. Quelles autres entraves la Communauté met au développement de la

manufacture ? Le nombre des métiers est réduit à quatre par boutique, mais c'est pour que tous les maîtres aient du travail. Des ouvriers désertent, « c'est une mauvaise humeur dont le corps se purge ». Il y a des procès entre les communautés, mais il y en a entre tout le monde. « Les différents intérêts des citoyens qui forment la société les divisent et produisent des procès ; donc il faut priver les citoyens de toute propriété pour ôter la semence des divisions que le mien et le tien font naître. » Les procès sont un mal invétéré chez les hommes, le seul remède est dans la promptitude de la décision. Ne voit-on pas, par contre, quel stimulant sont les communautés pour l'ouvrier qui a quelque ambition ? « Si tous les hommes sont nés libres et égaux, ils ont tous un secret penchant vers le gouvernement ; il est triste et affligeant pour tout homme et pour l'artisan même, s'il n'est pas abruti par la débauche, de ne pouvoir aspirer à aucune sorte de distinction dans son état. » En un mot, c'est sous le régime de la communauté que la fabrique a été créée, a grandi, est arrivée au point de prospérité où elle est : cela ne prouve-t-il pas que la Communauté est « au-dessus de toutes les spéculations et de tous les nouveaux systèmes ? »

Le mémoire des maîtres ouvriers, qui émanait du secrétaire de la Communauté, complète le précédent. Il demande, pour paraître l'expression des pensées des maîtres, une conciliation entre les règlements de 1737 et de 1744 et un nombre égal de maîtres gardes dans chaque classe. Puis il s'attache à réfuter l'argument de de Gournay, que la multiplicité des ouvriers diminue le prix des façons. Cette règle ne saurait s'appliquer à la manufacture, car de tout temps ce dernier est si modique « qu'il se trouve balancé par l'équivalent de la somme annuelle qu'exige une subsistance étroite. Cet argument a été vérifié par les circonstances des années 1750 et 1751 ; on a vu les ouvriers, aussitôt la cessation de travail, réduits dans une si dure nécessité que leur Communauté s'est vu obligée de faire des emprunts considérables pour leur fournir du pain ». Le renchérissement des étoffes ne vient donc pas des obstacles mis par les règlements à l'accès de la maîtrise ; il provient uniquement des marchands de soie et des commissionnaires en étoffes, les premiers fournissant aux fabricants la soie à un prix élevé, mais qu'ils acceptent grâce à « la douceur d'un crédit de dix-huit mois », les seconds faisant la loi à Lyon, l'étranger, n'y venant plus faire ses achats, se servant de leur intermédiaire. La Communauté et les règlements ne sont donc pour rien dans l'élévation du prix des étoffes qui place la fabrique dans un état d'infériorité devant la concurrence.

Restait à connaître l'avis du Consulat, à qui le mémoire de de Gournay fut communiqué ; il le donne le 24 février 1753 et nous n'en savons que ce qu'en dit le secrétaire de la Communauté :

il le qualifie de « très suivi, bref et fort instructif ». En ce débat la Chambre de commerce prit aussi parti et le 24 février 1753 s'éleva dans sa délibération contre la liberté demandée par de Gournay (1).

Celui-ci fournit une réponse à l'avis du Consulat le 12 avril 1753; elle ne nous est point parvenue et nous n'en connaissons que l'impression qu'elle fit sur le secrétaire de la Communauté. Il nous dit que M. de Gournay persiste toujours en son projet d'abolition des communautés; son mémoire « est fort beau et séduisant, mais, considéré de sang froid, on n'y remarque que des difficultés insurmontables, des propositions fausses et appuyées sur des idées des spéculateurs écrivains qui croient conduire les opérations du commerce comme les idées d'un roman »; et en une seconde note le secrétaire ajoute : « Ce mémoire peut être considéré comme un morceau très bien frappé sur le contrepieds des avantages réels du commerce. »

M. de Gournay ne s'en tint pas là, et voyant qu'il ne pouvait de haute lutte l'emporter et obtenir l'abolition des communautés, il adopta une autre tactique, cherchant à conquérir certaines libertés au point de vue plus spécial de la manufacture. Il dresse en décembre 1753 un projet d'arrêt sur les commandites, sur la diminution de la durée des apprentissages et compagnonnages, sur la suppression du droit de marchand, etc. La Communauté, trouvant les mémoires insuffisants, députa à Paris, en mars 1755, le sieur Genève, « au sujet des changements dans la Communauté et des innova-

(1) Il y était dit notamment que « l'invention est produite par la méditation, par les combinaisons, souvent par le hasard; mais il en est autrement d'un art connu : il a ses principes et ses règles, qui n'ont été établies qu'après beaucoup de réflexion, de raisonnement et d'expérience; il est donc d'une absolue nécessité de les connaître pour devenir imitateur ». La manufacture est florissante grâce à la réglementation et « il seroit dangereux d'introduire cette liberté qu'on nous propose. Bientôt la fabrique étrangère s'enrichiroit de nos dépouilles; nous verrions des colonies entières se détacher pour venir s'instruire et se former à notre école, et porter chez eux notre industrie et notre goût; nous verrions ces marchands allemands, jusqu'à présent acheteurs de nos étoffes, contracter des sociétés avec nos commissionnaires étrangers et former de nouveaux établissements pour les transplanter dans leurs contrées lorsqu'ils auroient acquis les lumières suffisantes pour se passer de nous; nous verrions une multitude de fabricants de toute espèce et de toute nation s'immiscer à faire des étoffes, courir à l'achat des soies, en faire augmenter le prix au point qu'ils seroient victimes de leur épreuve et anéantis au moment de leur naissance. Dans quel chaos nous trouverions-nous plongés? Plus de règles, plus de fidélité et, par une suite funeste, la confiance de nos consommateurs s'évanouissant, nous entasserions un amas d'étoffes informes qui entraîneroient la destruction totale du fabriquant et de la fabrique. Mais non, ces malheurs ne sont que dans la spéculation. Attachons-nous à ce qui existe et, jetant un oeil de complaisance sur l'état florissant de notre fabrique, disons avec confiance que si la liberté lui a donné naissance, la règle l'a fortifiée et a dirigé ses opérations, l'industrie et le génie ont étendu sa réputation; il ne reste donc à désirer que des temps calmes et heureux pour lui assurer une continuité de prospérité. »

tions proposées par M. de Gournay ». Il a pleins pouvoirs pour se transporter à Paris et partout ailleurs où sa présence sera nécessaire, pour fournir remontrances, mémoires, requêtes qu'il jugera convenables afin d'établir et démontrer au Conseil le préjudice que la manufacture souffrirait de l'exécution des arrêts proposés.

Dès son arrivée à Paris, le sieur Genève eut une conférence avec M. Bertin, M. de Persan et M. de Gournay chez M. de Trudaine; il plaida longuement, écrit-il, sur les petites largeurs, les commandites, etc., et fut chargé de remettre des mémoires sur ces divers sujets. Il conte ses démarches, ses impressions, et dans une lettre dit qu'il faut aller voir l'Intendant « pour lui recommander les intérêts de la fabrique, en lui faisant comprendre qu'il est responsable au royaume et au commerce du destin de la manufacture », insistant : « Il faut le luy dire absolument. » Il donne d'autres conseils, de guider les ouvriers que l'Intendant consultera peut-être; « ils feront la plus haute sottise s'ils vont adopter quelques articles des changements proposés et en refuser d'autres. Ils gâteront tout et ne seront point écoutés icy parce que ce qu'ils diront paroitra alors dicté par l'intérêt particulier. S'ils ont du bon sens, ils feront cette fois comme nous et demanderont ferme que tout reste comme il est, sauf à y revenir dans un autre temps, mais aujourd'hui il n'y a que ce moyen pour terrasser M. de Gournay, qui est disposé à nous chercher encore bien d'autres chicanes. » Et la lettre se termine sur cette note pessimiste : « Malgré tout cela, j'ay peine à croire que nous réussissions et je ne m'en flatte point du tout, mais au moins nous n'aurons rien à nous reprocher. Il ne restera qu'à gémir sur le triste sort de la fabrique. »

Devant le danger, une union se fit entre les diverses manufactures de soierie du royaume et une active correspondance s'établit entre les maîtres gardes, cherchant à coordonner leurs efforts contre les nouveautés de M. de Gournay. Ce sont les maîtres gardes de Nîmes qui, le 19 novembre 1756, informent leurs confrères des projets d'arrêts contre les communautés et maîtrises, s'indignant « qu'un maçon, dès demain s'il le veut et qu'il sache le faire, pourra quitter la truelle et faire une étoffe de soye ». Ceux de Tours annoncent l'envoi d'un mémoire; le 19 décembre 1756 les maîtres gardes de Lyon leur répondent, les blâmant d'y avoir dit « qu'il seroit fort à propos de faire évanouir entièrement ou de réduire considérablement les droits de maîtrise ». Le 20 janvier 1757 les maîtres gardes de Tours se disculpent, en faisant remarquer que cette phrase, complétée par ce qui précède et ce qui suit, ne s'entend que du commerce en général et des droits trop élevés pour parvenir aux maîtrises. Enfin, le 31 janvier 1757 les maîtres gardes de Nîmes

reviennent à la charge, priant leurs confrères d'agir, car de l'adoption du système de de Gournay « s'ensuivroit un pirrhonisme affreux ».



Les idées de liberté émises par M. de Gournay trouvèrent en Turgot un fervent adepte (1); arrivé au pouvoir, il s'efforça de les faire triompher et s'il n'obtint pas un succès complet et définitif, c'est qu'il se heurta trop brusquement à d'antiques privilèges, solidement maintenus dans les mœurs par l'habitude et par l'intérêt des bénéficiaires.

Le 22 février 1776, sous le ministère de Turgot, furent rendus les six fameux édits dont l'un portait suppression des jurandes et maîtrises (2). « Cet édit, note le Répertoire, le plus pernicieux qui ait jamais été rendu contre le commerce, fut infructueusement combattu par le Parlement dans un lit de justice et l'enregistrement en fut, malgré lui, ordonné; il n'a cependant pas reçu son exécution par un événement inattendu, mais on verra dans la suite qu'il a

(1) Dans son *Eloge de M. de Gournay*, Turgot condense en une belle page toutes ses idées si larges et alors si hardies. « M. de Gournay pensait que tout homme qui travaille mérite la reconnaissance du public. Il fut étonné de voir qu'un citoyen ne pouvait rien fabriquer ni rien vendre sans en avoir acheté le droit en se faisant recevoir à grands frais dans une communauté et qu'après l'avoir acheté il fallait encore quelquefois soutenir un procès pour savoir si, en entrant dans telle ou telle communauté, on avait acquis le droit de vendre ou de faire précisément telle ou telle chose. Il pensait qu'un ouvrier qui avait fabriqué une pièce d'étoffe avait ajouté à la masse des richesses de l'Etat une richesse réelle, que si cette étoffe était inférieure à d'autres il se trouverait parmi la multitude des consommateurs quelqu'un à qui cette infériorité même conviendrait mieux qu'une perfection plus coûteuse. Il était bien loin d'imaginer que cette pièce d'étoffe, faute d'être conforme à certains règlements, dût être coupée de trois aunes en trois aunes et le malheureux qui l'avait faite condamné à une amende capable de réduire toute une famille à la mendicité, et qu'il fallût qu'un ouvrier en faisant une pièce d'étoffe s'exposât à des risques et des frais dont l'homme oisif était exempt; il ne croyait pas qu'une pièce d'étoffe fabriquée entraînât un procès et une discussion pénible pour savoir si elle était conforme à un règlement long et souvent difficile à entendre, ni que cette discussion dût se faire entre un fabricant qui ne sait pas lire et un inspecteur qui ne sait pas fabriquer, ni que cet inspecteur fût cependant juge souverain de la fortune de ce malheureux. »

(2) Il paraît, dit le préambule pour expliquer la formation des corporations, « que lorsque les villes commencèrent à s'affranchir de la servitude féodale et à se former en communes, la facilité de classer les citoyens par le moyen de leur profession introduisit cet usage inconnu jusqu'alors. Les différentes professions devinrent ainsi comme autant de communautés particulières dont la communauté générale était composée. Les confréries religieuses, en resserrant encore les liens qui unissaient entre elles ces personnes d'une même profession, leur donnèrent des occasions plus fréquentes de s'occuper dans ces assemblées de l'intérêt commun des membres de la société particulière, intérêt qu'elles poursuivirent avec une activité continue au préjudice de ceux de la société générale. »

donné lieu à des nouveautés qui ont été principalement funestes à la manufacture. » Dans le lit de justice tenu le 12 mars pour l'enregistrement, l'avocat général Séguier prononça une fort belle harangue, s'élevant contre cette brusque mesure, démontrant que, si les jurandes et les maîtrises avaient par leurs abus nécessité une réforme, il fallait reconnaître toutefois les services qu'elles avaient rendus au royaume; n'est-ce pas grâce à elles que « tout ce qui se fabrique en France, surtout à Lyon et à Paris, est recherché dans l'Europe entière pour le goût, pour la beauté, pour la finesse, pour la solidité?... D'après cette vérité, n'est-il pas sensible que les communautés d'arts et métiers, loin d'être nuisibles au commerce, en sont plutôt le soutien? » Ajoutant cet argument d'équité, « que donner à tous la faculté de tenir magasin ou d'ouvrir boutique c'était violer la propriété des maîtres qui composaient les communautés ». Rien n'y fit, la liberté du commerce et de l'industrie fut proclamée, et furent éteints et supprimés « tous les corps et communautés de marchands et artisans ainsi que les maîtrises et jurandes », abrogés « tous privilèges, statuts et règlements donnés aux dits corps et communautés ».

Le 9 mai 1776 un arrêt du Conseil d'Etat ordonnait l'exécution à Lyon, selon sa forme et teneur, de l'édit de février. C'est alors que se place l'heureux événement, dont parlait le secrétaire de la Communauté, qui en empêcha la publication : c'était la chute de Turgot arrivée le 12 mai. Voici quels faits se passèrent au sujet de cet édit : « L'affichage et la publication en ayant été retardés environ une quinzaine, jusqu'à l'arrivée de M. de Trudaine qui venoit d'Italie et vouloit être présent à la mise en exécution dudit arrêt, en sorte que vers le 24 du même mois il fut remis entre les mains de l'imprimeur et on y travailloit avec toute la célérité possible pour l'afficher le lendemain et les syndics en avoient été même prévenus par le ministre et par M. l'Intendant, lorsque sur les onze heures et demie du soir il arriva un courrier extraordinaire qui annonça la démission de M. Turgot de sa place de contrôleur général et apportoit des ordres à M. de Trudaine de partir sur l'instant pour se rendre à Paris, et portoit également des ordres à M. l'Intendant de sursoir à l'affiche et publication dudit arrêt, en sorte qu'en conformité de ces ordres l'impression, déjà fort avancée, fut arrêtée, les planches rompues et ledit arrêt regardé comme non avenu. On en a obtenu copie d'un des garçons de l'imprimerie et on peut voir la teneur et les risques qu'a couru dans ce moment la manufacture. » Quant aux responsabilités, le secrétaire de la Communauté les fait retomber sur de Gournay et de Trudaine, son successeur à l'Intendance du commerce à Lyon. « On avoit été menacé, depuis que M. de Gournay parvint à l'Intendance du commerce, de ce fléau de liberté qui

devait entraîner l'abolition des maîtrises. Ce projet ne mourut point avec de Gournay, plusieurs testes du Conseil l'avoient adopté, principalement M. de Trudaine, qui sut l'inculquer dans la teste de M. Turgot, et il auroit réellement reçu son effet, comme on le voit par l'arrêt cy joint, sans l'événement que l'on vient de détailler. »

Turgot tombé, on s'efforça de réfréner le fléau de liberté qu'il avait déchainé, et dès le mois d'août sont créées de nouvelles communautés. Les anciennes demeurent supprimées à raison des abus, mais « comme l'association de ceux qui se destinent au même genre de commerce et qui exercent la même profession est le moyen le plus assuré d'exciter l'industrie et d'entretenir l'émulation, que d'un autre côté cette réunion est nécessaire au maintien du bon ordre et de la bonne police », le Roi forme de nouvelles communautés, leur prescrivant « des règles générales et uniformes qui tempèrent la rigueur des anciens réglemens », fixant « les droits d'admission et de réception à des sommes modiques ». Un édit pour les communautés d'arts et métiers de Lyon fut rendu le 24 janvier 1777. Quarante et une communautés étaient érigées. A bien peu de différence, les nouvelles communautés continuaient les anciennes. Aussi les cahiers du Tiers-État de Lyon, rédigés en avril 1789, exprimaient-ils « que les députés du Tiers-État de cette Sénéchaussée mettent sous les yeux du bureau chargé par les États généraux des objets intéressans le commerce le régime des jurandes qui régissent nos manufactures ; que les États pèsent dans leur sagesse si, en établissant des règles pour assurer le titre des matières et la qualité de l'étoffe que l'œil ne peut appercevoir, il ne serait pas plus sage de laisser à l'industrie cette liberté qui toujours augmente ses ressources que d'imposer aux manufactures des gênes souvent oppressives qui, loin de favoriser le commerce, ne servent presque toujours qu'à nuire à ses progrès ». Et ces vœux se trouvent pleinement réalisés par l'article premier de la loi du 17 juin 1791 : « L'anéantissement de toutes espèces de corporations de même état ou profession étant l'une des bases de la Constitution, il est défendu de les rétablir sous quelque prétexte que ce soit. »



Le génie de de Gournay éclate en sa prescience des résultats féconds de la liberté commerciale et industrielle. Et si l'on comprend que les maîtres marchands, en leur nom et en celui des ouvriers, se soient élevés contre ses théories, que le secrétaire de la Communauté, pour, en son esprit, affermir son poste, ait qualifié la liberté de fléau,

on s'étonne que les maîtres ouvriers n'aient point fait entendre leurs voix, et dans le débat apporté leurs désirs d'opprimés. On parle pour eux sans les consulter, et la tentative de Turgot en 1776, qui ouvrait aux pensées tant d'horizons profonds, qui, si elle n'eût point été étouffée à peine éclosée, eût acheminé légalement le royaume vers les libertés nécessaires et par une douce transition fait de l'ancien régime le nouveau, semble les avoir laissés indifférents. Ils n'y collaborent point, ils n'agissent ni n'écrivent; ils se contentent de profiter du relâchement de surveillance des maîtres gardes désorientés pour éviter quelques droits ou quelques formalités. S'ils avaient alors dressé leurs plaintes, eux qui cependant étaient des privilégiés, contre les maîtrises dont, ironiquement, on peut dire qu'ils profitaient, que d'événements brutaux auraient été évités ! Anciennes et nouvelles communautés, c'était un pur changement de titres : l'esprit de monopole restait intact, et seule la Révolution devait apporter cette liberté tentée en 1776, qui eût pu commencer l'éducation du peuple, à qui toutes les libertés d'un seul coup furent données, qui en fut comme grisé et n'en comprit d'abord que l'excès.



CHAPITRE XVI

La vie intellectuelle. — Les distractions.

La prévoyance. — Les idées religieuses et politiques.

SOMMAIRE

Fêtes ayant un caractère professionnel. — Des inconvénients de laisser les portes de la ville ouvertes pendant la nuit (1776). — Arrêt du 7 septembre 1778 contre les associations et les excès des samedis et veilles de fêtes. — La prévoyance et le règlement de 1554. — Les aumônes. — Fixation de leur taux le 7 août 1732. — Projet d'un bureau d'indication pour les maîtres et les marchands (18 août 1775). — Nouveau projet d'un bureau d'embauteur (1779). — Son rejet motivé par la Communauté. — Rejet par la Chambre de commerce d'une proposition d'établissement d'un Mont-de-Piété (1786). — Les idées religieuses. — Les idées politiques. — Délibération de la section du Gourguillon (22 juillet 1790). — Le secret du bon vieux père Caluira (1791).

« Si de soi disant patriotes vous disent que vous pouvez ne pas obéir à la loi...., faites parler la trique, parce qu'ils vous trompent ; il vaut cependant beaucoup mieux les dénoncer à la Municipalité : ce dernier parti est plus poli et plus sage. »

Lettre du bon vieux père Calvira.

En dehors de la vie professionnelle et des actes matériels de la vie commune, il est certains faits dont le mobile nous permet de reconstituer le caractère et les pensées de ceux qui les ont accomplis ; il est toute une manière d'être et d'agir qui, en dehors des événements courants de l'existence ouvrière, révèle un état d'esprit intéressant à retrouver, une volonté de s'élever, de sortir de son milieu, ou de s'étourdir sur ses misères dont les manifestations sont précieuses à recueillir. Et cet aspect nouveau et intime du type social que nous étudions dans l'histoire apparaîtra à nos yeux quand, successivement, nous le verrons cherchant à se distraire, s'efforçant à la prévoyance, ou bien exposant ses idées religieuses et politiques.

* * *

Une supplique suivie d'un budget présentée au Consulat en 1780 fait remarquer que, dans le calcul des dépenses, rien n'est porté pour les délasséments auxquels tout honnête homme a droit. Après le labeur de la semaine, il est juste que le dimanche soit consacré au repos et à des divertissements. Quels pouvaient être ces derniers ?

Les maîtres ouvriers profitaient doublement des fêtes splendides données à l'entrée des rois et des princes ; la soie et le velours étaient employés à profusion, et, après avoir tissé les somptueuses étoffes, les maîtres allaient en admirer l'effet dans les draperies ou les vêtements, paradant parfois en corps ou se mêlant à la foule joyeuse. Mais c'étaient là inattendues aubaines, et dans la vie corporative certaines dates ramenaient des fêtes à la célébration desquelles longuement on se préparait. C'était, avant tout, la fête de la Communité, à l'Assomption de la Vierge, qui, outre la messe solennelle, comprenait la distribution des pains bénits. En faisant l'histoire de la Confrérie, nous avons conté d'après les contemporains tout l'apparat

burlesque de cette cérémonie. En outre, à certains jours, les corps de métiers faisaient leur « monstre » et plantaient devant la demeure de leurs dignitaires ou des personnages de la ville qui leur portaient intérêt des « mays ». Paradin nous donne de curieux détails sur ces réjouissances. « Lesdicts mestiers, pendant que la ville estoit en sa fleur et que l'argent y abondoit par le moyen du commerce, avoyent leurs capitaines et lieutenants et enseignes, sous la conduite desquels ils faisoient une fois l'année et chasque mestier à son jour leurs monstres en armes, tabourins battant et enseigne déployée et bien équippez; et surtout faisoit bon voir les imprimeurs et les veloutiers. Mais ces deux mestiers, qui tant faisoient renom sur la ville de Lyon, comme tous autres s'en vont par le délaissement du commerce et peu à peu réduict à néant et n'ont plus moyen de s'équiper pour faire monstre. Les mays, que souloyent planter tous les ans le premier jour du mois de may par les places et carrefours lesdicts mestiers avec tant de bruit et de réjouissance que Marot (1) les a meslez parmy ses poésies, servoyent aussi de réjouissance publique; mais il ne nous en reste plus que l'umbre. »

Déjà au temps de Paradin c'étaient des souvenirs du passé, comme bientôt la distribution solennelle des pains bénits devint chose d'autrefois. La messe annuelle perdit aussi son caractère de fête corporative, seuls les dignitaires étant astreints à y assister; et dès le milieu du xvii^e siècle les maîtres ouvriers n'eurent plus occasion de se grouper pour une fête ayant un caractère particulier. Par leur nombre, ils forment la majorité du public avide de distractions qui, aux jours de repos, se porte aux endroits où les convie quelque attraction, à l'Île-Barbe et à sa fête traditionnelle, à Bron, aux Brotteaux où foisonnent guinguettes et jeux de toutes sortes, sortant de la ville pour respirer au grand air et boire du vin exempt

(1) Voici l'épigramme que composa Marot : *Pour le may planté par les imprimeurs de Lyon devant le logis du seigneur Trivulce* :

*Au Ciel n'y ha ne Planette ne Signe
Qui si apoint sceut gouverner l'Année
Comme est Lyon la cité gouvernée
Par toy, Trivulce, homme cler et insigne.
Cela disons pour ta vertu condigne,
Et pour la joye entre nous demenée
Dont tu nous as la Liberté donnée,
La Liberté, des trésors la plus digne.
Heureux vieillard, les gros tabours tonnans,
Le May planté et les fifres sonnans,
En vont louant toy et ta nolle race.
Or pense donq, que sont noz vouldentes,
Veu qu'il n'est rien, jusque aux arbres plantez,
Qui ne t'en loue et ne t'en rende grâce.*

de droits dans les environs immédiats où les attire la verdure et le pittoresque. Et longuement les ouvriers en soie, libres de travailler quand il leur plaisait, goûtaient les joies du dimanche, les prolongeant, semble-t-il, jusqu'au lundi. Fourier les eût classés dans la catégorie parasitaire des chômeurs volontaires, et un mémoire très curieux du 26 avril 1776 propose un moyen d'éviter la célébration trop fréquente de la Saint-Lundi : il traite des "Inconvénients de laisser les portes de la ville ouvertes pendant la nuit", et les fait ressortir en ces termes : « La ville de Lyon est une ville de manufactures qui n'a pas sa semblable en Europe ; plus des trois quarts de sa nombreuse population sont formés d'artisans et d'ouvriers qui, de toute la semaine, ne quittent pas leurs ateliers ou leurs métiers ; les jours de fête et de dimanche sont les seuls jours de récréation ; on voit alors cent mille ouvriers sur pied sortir de la ville, se répandre dans la campagne, se rendre ensuite dans les tavernes ou les guinguettes des faubourgs et là prendre leurs ébats et se livrer à la joie jusques au soir ; mais l'heure de la fermeture des portes arrivée, la cloche les en avertit : elle est le signal de la retraite. Tout ce peuple, content de sa journée, rentre gayement en foule dans la ville et dans le devoir, heureux d'avoir sauvé quelques débris du produit du travail de la semaine passée. Le lendemain, dès la pointe du jour, chacun reprend son métier et tout est dans l'ordre ; mais si les portes de la ville demeurent ouvertes tout le temps de la nuit, si dès lors ces mêmes ouvriers, affranchis de toute gêne, peuvent y rentrer quand il leur plaira, ils n'y rentreront qu'à la dernière extrémité et lorsque leurs forces et leurs bourses seront entièrement épuisées. » Dans ces conditions, ils ne pourront le lundi ou le lendemain de la fête reprendre leur travail, et l'auteur calculant que tous seront dans ce cas, à 40 sols par tête cela fera une perte de 200,000 francs pour l'industrie.

Il ne semble pas que les ouvriers en soie plus que les autres aient pu mériter ce reproche de chômeurs volontaires du lundi. Et pas plus contre eux spécialement fut dirigé cet arrêt du 7 septembre 1778 interdisant à Lyon toutes associations d'ouvriers sous le nom de Compagnons du Devoir et autres, portant en outre : « Et attendu que nous sommes informés que les ouvriers, après avoir reçu le prix du travail de la semaine, se rendent le samedi soir au café ou au cabaret ; que, malgré les ordonnances, arrêts et règlements qui défendent les jeux publics, ils ne cessent de jouer dans lesdits cafés et cabarets, dépensent le prix du travail de la semaine, rentrent chez eux sans avoir de quoi donner du pain à leurs familles et se ruinent insensiblement... », il est défendu de donner à boire aux ouvriers « les samedis et veilles de fêtes après 9 heures du soir en hiver et 10 heures en été, sauf auxdits ouvriers à prendre et

porter chez eux du vin pour l'usage de leurs familles, spécialement de laisser lesdits ouvriers jouer à quelque jeu et sous quelque prétexte que ce soit ».

A en croire les termes de l'arrêt, de telles mœurs d'intempérance et de dépenses auraient été générales. Tous les auteurs qui nous ont parlé de l'ouvrier en soie ont fait ressortir son insouciance, son habitude de vivre au jour le jour, sans économiser lorsque le travail abondait. Aucune idée de prévoyance ne semble avoir germé dans son esprit : nous l'avons vu lorsque nous avons parlé des crises et des remèdes proposés. Et seulement, au début, dans le règlement d'avril 1554 nous trouvons un article organisant les secours en cas de maladie; c'est l'article 29 ainsi conçu : « Item que pour ce qu'il se trouve en ladite ville grand nombre de pauvres estrangers et austres besongnes de ladite manufacture qui n'y ont parens, cognoissance ne support pour les secourir en leurs maladies et nécessitez, ceux dudit mestier auront deux lits en l'Hostel-Dieu du pont du Rosne pour recevoir tous ceux d'entre eux qui tomberont en maladie et n'auront moyen de se faire penser, et moyennant ce donneront un disner aux pauvres dudit Hostel-Dieu le jour de la Nostre-Dame d'août afin qu'il plaise à Dieu faire prospérer ledit art et mestier en ladite ville de Lyon. » Cette fondation charitable ne fut point maintenue dans les règlements suivants; deux lits, cela était insuffisant pour le personnel sans cesse croissant de la manufacture qui, pouvant profiter sans bourse délier de l'organisation si large de l'hospitalisation, ne sentit point la nécessité de créer une œuvre spéciale.

Seulement fonctionnait en temps ordinaire la distribution des aumônes aux pauvres de la Communauté. Les malades, les invalides, à certains jours venaient recevoir un secours régulier alimenté par la boîte des pauvres. Celle-ci s'enrichissait de certaines amendes, et en outre des versements imposés aux aspirants soit apprentis, soit compagnons ou maîtres lors de leur inscription en ces différentes qualités. Au début, on laissa à leur générosité le soin de fixer le taux de leur aumône; mais les inconvénients d'une telle liberté ne tardèrent pas à se faire sentir et le 7 août 1732 les maîtres gardes remontrèrent au Consulat : « A la réception des apprentifs, compagnons et maîtres, l'usage immémorial est que ceux qui se font recevoir mettent arbitrairement et selon leur volonté quelque argent à la boette des pauvres et que le provenu de ces aumônes soit distribué tous les six mois par les maîtres et gardes aux pauvres de cette profession qui se présentent pour avoir part à cette distribution. Depuis certain temps, soit que la charité de ceux qui se faisoient recevoir fût refroidie, soit que le nombre des pauvres devint plus grand, la somme provenant de ces aumônes estoit si modique qu'il estoit impossible

aux maîtres et gardes de contenter en la distribuant tous ceux qui se présentoient. » Ils demandent, devant « l'inconvénient qu'il y avoit de donner à une partie de ceux qui se présentoient et de renvoyer les autres les mains vuides », de fixer l'aumône que feraient les récipiendaires et « d'exiger d'eux pour la boette des pauvres, scavoir :

2 l. 10 s. à la réception des apprentifs et compagnons;

5 l. 6 s. 6 d. à la réception des maîtres tant en titre que par franchise;

2 l. 6 s. 6 d. à la réception des fils de maîtres. »

Sur cette requête et le même jour une ordonnance consulaire fut rendue, réglémentant le droit des pauvres comme il est demandé.

En 1737 très minutieusement est prévu tout ce qui concerne la boîte des pauvres et le mode de distribution de ses deniers. « Il sera tenu dans le bureau de la Communauté une boiste de métal fermant à deux clefs différentes, dont l'une sera entre les mains d'un maistre garde marchand et l'autre en celles d'un des maistres gardes ouvriers travaillant à façon, laquelle boiste servira à mettre les aumosnes et les portions d'amende qui appartiendront aux pauvres de la Communauté; sera ladite boiste déposée dans le coffre fort servant à renfermer les deniers, titres et papiers de la Communauté, sans que les clefs de ladite boiste puissent estre remises aux mesmes maistres gardes qui auront celles dudit coffre. » C'était pousser la prudence bien loin, et le règlement ajoute : « La boiste des pauvres ne pourra estre ouverte par les maistres gardes ni la distribution des deniers estre faite qu'en présence des anciens gardes et des adjoints au nombre de vingt seulement, scavoir dix de chaque qualité, laquelle distribution se fera le plus sagement que faire se pourra à ceux des pauvres de la Communauté qui en auront le plus besoin et ce de six en six mois. » Ces prescriptions disparurent dans le règlement de 1744, le droit des pauvres continuant à être perçu comme par le passé. Très variable, le total des aumônes, qu'alimentait en outre l'incertitude des amendes, s'éleva de 1732 à 1739 à 13,886 l. 13 s. 6 d., avec comme chiffres extrêmes par semestres 256 l. 3 s. et 1,622 l. 17 s. 6 d. Ces sommes furent distribuées aux pauvres honteux et publiquement au bureau de ladite Communauté.

Les cahiers du Tiers-Etat, sans prévoir la fondation d'une œuvre de prévoyance pour les ouvriers, cherchent à améliorer leur sort dans leur vieillesse en demandant « qu'il soit pourvu à l'entretien des deux hôpitaux sur les dotations du clergé réservées à des œuvres pies, qu'il soit réservé dans l'hôpital de la Charité un plus grand nombre de places pour les ouvriers infirmes et âgés sans être obligé d'attendre qu'ils aient atteint l'âge de soixante-dix ans ».

En résumé, pas plus en cette matière de prévoyance générale

qu'en matière de secours à apporter en cas de crise, les maîtres ouvriers ne s'élevèrent au-dessus de la conception de l'aumône pure et simple.

Cependant, pour faciliter la recherche du travail, d'intéressantes tentatives furent faites qui dénotent une certaine intelligence des moyens pratiques réalisables pour venir en aide à l'ouvrier sans ouvrage. Le 18 août 1775 fut présenté à la Communauté, sans succès d'ailleurs, un projet de bureau d'indication utile aux maîtres marchands pour découvrir les métiers vacants dans tous les genres. Ici reparait l'idée de la plus grande importance du métier; on ne s'occupe point de l'ouvrier, mais du métier qui, d'après le règlement de 1737, était débiteur en place du maître. Une requête importante fut de nouveau présentée en 1779: adressée au Roi et signée par des maîtres et compagnons, elle réclame l'établissement d'un bureau d'embaucheur. Il y est exposé que souvent les marchands n'ayant pas suffisamment de maîtres lorsqu'il leur arrive des commissions, sont obligés alors d'avoir recours, pour s'en procurer, à des courtiers ou bien de faire courir toute la ville par leurs commis. De leur côté, les maîtres n'ayant pas d'ouvrage n'ont d'autre moyen pour en trouver que d'aller de magasin en magasin offrir leurs services. Pour obvier à ce double inconvénient, il suffirait d'établir un bureau d'avis où, volontairement, les maîtres iraient s'inscrire. Le régisseur de ce bureau établirait la liste des maîtres sans ouvrage avec leurs nom, domicile, nombre de métiers et genre de travail, et les marchands ou leurs commis choisiraient sur le registre; les maîtres, avertis par le régisseur, se rendraient au magasin. Et la requête ajoute cet argument inspiré par un très louable sentiment: « Par ce moyen, les marchands et les maîtres ignoreroient les refus mutuels qu'ils sont dans le cas de se faire. »

Communiquée aux maîtres gardes le 23 février 1779, cette requête fut par eux rejetée avec les observations suivantes. Avec une évidente mauvaise foi, ils ne considèrent ce bureau que comme un moyen pour les compagnons de trouver de l'ouvrage chez les maîtres, alors que la requête n'en parle pas, et cherchent à inspirer la crainte des désordres pouvant provenir d'associations secrètes ou d'assemblées que favoriserait ce bureau. Et tout d'abord cette demande a été formulée par ceux qui, dans un but de lucre, voulaient se faire nommer régisseurs du bureau; ils ont obtenu de nombreuses signatures, mais c'est en allant dans les cabarets et de boutique en boutique, « chose irrégulière et qui peut tendre à troubler l'ordre public ». En outre, « la manière d'être des fabriques d'étoffes de soye de cette ville est toute différente de celle des autres professions; les ouvriers de la fabrique sont sédentaires: ils ont fait leur apprentissage en cette ville, ils en sortent rarement et ceux qui viennent de l'étranger

ou des autres villes du royaume sont obligés, avant de pouvoir être admis au travail de l'étoffe, de se faire inscrire au Bureau, de manière que tous les ouvriers de la fabrique semblent ne former qu'une même famille dont les noms de chaque individu sont consignés dans des registres, où, au moyen d'un répertoire alphabétique, on peut facilement les trouver ». Faisant alors dévier leur raisonnement, les maîtres gardes en arrivent au Compagnonnage, association secrète qui n'a rien de commun avec la Communauté. « Dans les autres professions, comme cordonniers, serruriers, etc., il n'y a que les maîtres qui forment corps, on trouve de ces professions dans toutes les villes du royaume; avant qu'un compagnon puisse s'établir, il faut qu'il voyage, qu'il fasse comme on dit son tour de France: or il n'est pas étonnant qu'il existe dans presque toutes les villes des mères ou des embaucheurs pour indiquer les boutiques aux compagnons qui arrivent et qui n'ont aucune habitude dans l'endroit où ils viennent pour travailler. C'est aussy chez ces mères ou embaucheurs que les maîtres de ces professions s'adressent pour avoir des compagnons lorsqu'ils en ont besoin.

« Dans la fabrique, comme on l'a déjà dit, les compagnons et les maîtres se connoissent presque tous; un pareil établissement deviendrait donc inutile, il seroit même dangereux.

« Inutile, parce qu'il existe déjà dans le fait: les compagnons et les maîtres, lorsqu'ils ont besoin les uns des autres, s'adressent aux plieurs de pièces qui indiquent sans frais au compagnon que tel maître monte telle étoffe et au maître qu'un tel compagnon leur a demandé du travail. Et encore ces indications sont-elles peu fréquentes de part et d'autre.

« Dangereux, parce qu'en autorisant un semblable établissement ce seroit donner un point de ralliement à plus de six mille ouvriers; il en pourroit donc naître des désordres tels que ceux qu'on est souvent obligé de réprimer parmy les garçons perruquiers et autres qui s'assemblent chez leur mère, et les désordres seroient d'autant plus considérables qu'ils seroient en raison du nombre des individus. »

Très habilement les maîtres gardes ont donné leur avis sur une organisation à laquelle les maîtres ouvriers dans leur requête n'ont pas même songé, et l'établissement du bureau d'embauteur ne fut pas autorisé.

Un semblable projet de bureau de placement fut présenté à la Communauté le 25 juillet 1783 par un sieur Meunier fils. Il demandait le droit de l'établir et de prélever pour sa peine, sur ceux qu'il placerait, une certaine rétribution. La Communauté rejeta sa proposition reprenant ses précédents arguments, montrant que le Bureau de la fabrique régi par les maîtres gardes sait, quand il le faut, pourvoir aux demandes et que le résultat immédiat d'une telle création serait

le prélèvement d'un droit de placement et « surtout l'occasion de voir former des assemblées tumultueuses contraires à l'ordre public dans un endroit que les domestiques et les ouvriers s'accoutumeroient à regarder comme le lieu de ralliement ».

Ainsi donc, pour repousser ces propositions diverses, la Communité met toujours en avant l'intérêt public, préjugant les résultats possibles mais non probables des bureaux de placement sur l'ordre public. C'est au nom de ce dernier encore que la Chambre de commerce, le 22 décembre 1786, rejette le projet d'établissement d'un Mont-de-Piété, présenté sous le nom de caisse de secours, qui avait déjà été proposé en 1779. Elle en considère les effets principalement à l'égard des ouvriers en soie et représente qu'un tel établissement ne peut convenir « à l'espèce de population de cette ville », montrant « les ouvriers de tous les genres exposés à une misère inévitable par la facilité de convertir successivement en argent tous leurs effets, les maris pour fournir à leur débauche et les femmes pour satisfaire leur luxe et leur vanité; elle représente que le vol des matières d'or, d'argent et de soye confiées à ces mêmes ouvriers seroient bien plus fréquents et bien plus faciles en les portant au Mont-de-Piété en détail à mesure de leurs besoins pressants. Elle observe que des petits marchands fabricants pour leur compte qui n'ont ny assés de fonds, ny assés de crédit pour pouvoir attendre le moment favorable pour la vente de leurs étoffes, les porteroient à mesure de fabrication au Mont-de-Piété où ils ne recevroient qu'environ la moitié de leur valeur, que par là leur ruine étoit certaine et leurs créanciers privés de toutes ressources, tandis que ces mêmes ouvriers sans cette facilité auroient pu prospérer ».

La crainte de donner à une minorité de mauvais ouvriers l'occasion d'écouler plus facilement les produits de leurs vols, ou de fomenteur des émeutes, fit ainsi repousser tous les projets intéressés ou non qui tendaient à résoudre les problèmes suivants : comment mettre en rapport aisément l'offre et la demande de travail, comment fournir momentanément des ressources sur un gage qui, aux jours prospères, sera retiré? Et tout le système de la réglementation au profit de certains amenait fatalement à sa suite le système des aumônes qui fait des obligés, repoussant tout ce qui pouvait relever l'initiative individuelle et contribuer à l'éducation sociale de la masse ouvrière.

Sans guide, sans volonté autre que de passagères et inutiles colères, celle-ci vivait intellectuellement sur l'idée religieuse. Nous connaissons les prescriptions religieuses des règlements de la manufacture; si les maîtres délaissèrent la Confrérie, ils n'en continuèrent pas moins, chacun à part soi, à associer la religion aux actes les

plus importants de leur vie, et en leur logis le plus souvent au mur s'étaient des images de sainteté et en particulier le portrait du saint, patron du maître. En bonne place était suspendue la charte de mariage : c'était une gravure parfois enluminée, représentant le plus souvent Dieu le Père dans les nuées étendant un bras bénisseur, saint Pierre et saint Paul, ou tous autres saints, suivant probablement les paroisses, encadrant avec de pieux attributs le texte suivant, moitié imprimé, moitié manuscrit : « Au nom de la Sainte et Individue Trinité, Père et Fils et Saint-Esprit, moy, Jacque Berthault, ouvrier en soye, te prend pour ma femme qui te nommes Claudine Roquay et ie te recommande mes aumosnes comme Dieu a dict, saint Paul a escrit et la loy romaine confirme, que l'homme ne sépare ce que Dieu a conjoint. Donné à Lyon l'an de Nostre-Seigneur mil six cens septente cinq, du mois de janvier le 28^{me}. » Suivaient les signatures et le sceau de la paroisse. Le soir, la prière était faite en commun et nous avons vu un maître se plaindre de ce que son apprenti refusait de s'y associer et d'aller à la messe le dimanche. Dans les testaments de maîtres, les œuvres pies et charitables se rencontrent assez souvent ainsi que les recommandations de faire dire un certain nombre de messes (1).

Au point de vue économique, nous connaissons les idées des maîtres ouvriers; au point de vue politique, elles n'eurent l'occasion

(1) Voici à titre de spécimen le long préambule du testament d'un maître ouvrier en soie, en date du 23 décembre 1668 : « Au nom de Dieu, *amen*. A tous ceux qui ces présentes verront, sçavoir faisons que par devant le notaire tabellion royal, gardenotte héréditaire à Lyon, soub-signés et présents les témoins après nommés, fust présens en personne sieur François Bonand, maître ouvrier en draps de soye audit Lyon, fils de feu Claude Bonand, vivant citoyen de cette dite ville et de dame Barthélemie Deparadis, lequel malade et débile de sa personne dans son lit, seins néanmoins d'esprit et d'entendement grâces à Dieu, ainsi qu'il est apparu aux dicts notaire et témoins, considérant que nous sommes subjects à la mort et que l'heure d'icelle nous est incertaine, craignant de décéder sans au préalable avoir lessé et disposé des biens qu'il a plu à la divine bonté de luy donner et despartir en ce mortel monde afinque procès ny différent n'arrirent après son décès pour raison de ses biens et hoiries, à ces causes et autres à ce momant a faict son testament noncupatif et ordonnance de dernière volonté ainsi et à la forme et manière que sensuit, premièrement comme bon catholique, apostolique et romain s'est muni du vénérable signe de la Sainte-Croix, disant : *In nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti, amen*. A recomandé et recommande son âme à Dieu et à la glorieuse et très Sacrée Marie et à tous les Saints et Saintes du Paradis, les priant humblement vouloir estre ses intercesseurs envers nostre Sauveur et Rédempteur Jésus-Christ, afin qu'il luy plaise la vouloir colloquer au rang et ordre des bienheureux pour y participer avec eux du bien éternel, sous laquelle espérance il a eslu et eslit la sépulture de son corps, l'âme estant séparée d'iceluy, dans l'église collégiale et paroissiale Saint-Nizier dudict Lyon, au lieu et endroict où ont esté inhumés Jean François et Anthoine Bonand, ses frères, et pour le regard de ses obsèques, frais funéraires, œuvres pies et aumosnes, s'en remet à la bonne volonté et discrétion de son héritier ci après nommé... » Cette pieuse résignation exprimée en termes juridiques est intéressante; la croyance si ferme de Bonand était partagée par la majorité des maîtres ouvriers, qui espéraient bien comme lui être « colloqués au rang et ordre des bienheureux ».

de se développer que fort tard, à la Révolution. Les questions matérielles de l'existence prédominaient et c'est pour du pain que les maîtres ouvriers se battirent avant que de prendre les armes pour des idées. S'ils profitèrent légalement de leur majorité pour enfin en imposer aux maîtres marchands lors de l'assemblée préparatoire du Tiers-Etat, ils semblent avoir eu par-dessus tout des idées de modération, leur travail sédentaire et absorbant ayant fait d'eux des hommes de réflexion plutôt que d'action.

Le 5 mai 1790 ils délibèrent en ces termes dans une réunion à la cathédrale au sujet du tarif: « L'assemblée composée de trois mille cinq cents maîtres ouvriers, pères de famille, laborieux, pauvres avec résignation, tranquilles sous la loi qui fait leur espérance, rassurés par leur courage et la confiance qu'ils ont en leurs représentants, profitent de la circonstance qui les réunit dans le temple d'un Dieu de bonté pour réitérer en sa présence leur serment civique, protestant d'user de tous leurs moyens et de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour faire respecter la Constitution, la Nation, la Loi et le Roi; pour donner une preuve de leur amour pour la Patrie et du désir qu'ils auraient de la voir tranquille et libérée de ses dettes, ils offrent, avec les vœux qu'ils forment pour sa prospérité, tout ce qui est en leur pouvoir d'offrir pour le présent, la modique somme de 150 livres, que les commissaires maîtres gardes par eux délégués verseront dans les mains de MM. les officiers municipaux. »

Après l'explosion de fureur qui porta le peuple de Lyon à renverser les barrières et à les brûler, en juillet 1790, on pouvait croire que le décret du 13 qui en ordonnait le rétablissement soulèverait une nouvelle émeute. Les conseils d'obéissance et de calme vinrent de la section du Gourguillon, qui comprenait une majorité d'ouvriers en soie; ses membres déclarent, dans la séance du 22, qu'ils « sont prêts à obéir avec le plus profond respect aux décrets de l'auguste Assemblée, soit qu'ils remplacent les octrois, soit qu'ils en ordonnent la perception », et ils décident: « La présente délibération sera envoyée à nos frères des différentes sections, avec prière, si par malheur il y avoit parmi eux quelques citoyens que l'ancienne oppression eût ulcérés ou que des conseils perfides eussent corrompus, de leur annoncer le terme prochain de leurs maux et une source intarissable de biens dans la sublime législation qui prépare aux François un bonheur dont toutes les nations sont jalouses. »

C'est aussi l'union et le calme que dans ses diverses lettres le bon vieux père Caluira conseille, en 1791, à ses camarades les ouvriers en soie de Lyon. Dans une d'entre elles il leur révèle, en cet apologue qu'il avive de couleur locale, ce qu'il appelle son secret. « Mon père, de glorieuse mémoire et dont Dieu veuille avoir son âme, demuroit

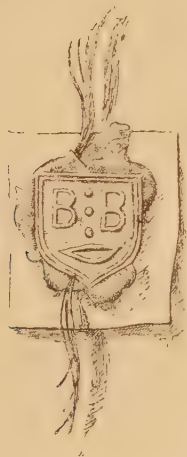
à la place Saint-George. Il me conduisoit souvent, lorsque j'étois jeune, chez Pierre Gallavert, mon parrain, ouvrier en soie à la montée du Gourguillon ; c'étoit un homme fort âgé, de grand bon sens, surnommé dans le quartier le Patriarche. Un mois avant de mourir, il mena promener ses sept enfants et moi dans les saulées d'Oulin. Là il coupa un grand nombre de baguettes de saule et il en donna deux à chacun ; leur grosseur égaloit celle du petit doigt. Nous goûtâmes gaillardement sur l'herbette et tout aussi gaillardement nous revînmes à la maison, chacun ses deux baguettes sous le bras.

« Il me retint à souper, car il me regardoit comme un enfant de la maison ; j'avais alors dix-sept ans et quelques mois. Après le souper, on fit la prière ; après la prière, mon parrain demanda les baguettes et nous rangea en cercle autour de lui : la lampe suspendue au milieu du cercle nous éclairait tous. Gabriel, dit-il à son fils aîné, casserois-tu cette baguette ? Gabriel sourit, la prend... crac... il la casse net ; puis, s'adressant au second et à tous les autres, nous cassâmes lestement chacun la nôtre sans nous douter où le jeu nous menoit. Que fit alors Pierre Gallavert ? Il prit huit baguettes, les lia en faisceau les unes contre les autres et, comme la première fois, il proposa à Gabriel de les casser. Le pauvre Gabriel sua sang et eau et n'en vint pas à bout ; nous autres, qui étions plus jeunes et moins forts, à peine pûmes-nous les faire plier. Alors le Patriarche nous embrassa et nous tint ce discours : “ Mes enfants, je sens approcher ma dernière heure et avant d'aller *ad patres* j'ai voulu vous donner un conseil dont vous vous souviendrez toute votre vie : chacun de vous ressemble à une baguette que l'on casse sans peine ; mais si vous restez unis, vous ressemblerez à ce faisceau, personne ne pourra vous rompre et vous prospérerez les uns par les autres ; si vous vous divisez, vous éprouverez le sort de la baguette. ” A notre tour nous embrassâmes ce bon vieillard, et ses enfants lui promirent qu'ils resteraient toujours unis. Quant à moi, je mis cette bonne leçon dans ma poche avec intention d'en faire profit et je n'y ai pas manqué.

« Tant que les bons François, tant que les vrais patriotes seront unis, ils seront inattaquables et ressembleront au faisceau de baguettes. »

Ce récit d'un ton familier condense toute une vie d'expérience et nous fait pénétrer dans un de ces intérieurs où la famille est fortement unie autour du père qui, par la rectitude de ses sentiments simples et de son existence honnête, a mérité le nom de Patriarche. En dehors des agitations ambiantes, qu'elles aient la politique ou l'ambition pour moteurs, le centre familial demeure calme et c'est la caractéristique des boutiques des maîtres ouvriers ; sur leur seuil

tout s'apaise dans l'intimité des métiers, des meubles qui ont vu les ancêtres : là les parents ont souffert en silence, là on peut s'isoler dans la faim et dans le malheur par fierté, et les théories bruyantes des meneurs sont de folles visions gonflées d'un peu d'air enivrant, qui s'évanouissent devant la réflexion, dans la solitude de l'atelier. C'est pourquoi rien de saillant, rien d'unanime ne remplit chez les maîtres ouvriers le domaine si vaste des idées : leur horizon est étroit, mais il est bien à eux. Leurs pensées sont repliées sur elles-mêmes ; par cela même elles se fixent tenaces, elles font l'éducation d'une volonté inébranlable qui semblerait à aucuns un inexplicable entêtement, qui est faite de timidité, de fierté ombrageuse, de résignation. Elle a son prix et on le sent lorsqu'on a vu la longue liste des crises : elles auraient, avec des esprits plus vifs, moins façonnés par le métier, de suite ruiné la manufacture ; celle-ci pourtant, après les plus cruelles, se relevait aussi nombreuse et toujours prête à la lutte par le travail.



CHAPITRE XVII

La vie matérielle. — Les budgets.

SOMMAIRE

La question du pain, du loyer, de l'impôt. — Difficulté d'évaluer ce que gagnait un maître ouvrier. — Tableau des étoffes de la fabrique de Lyon propres pour la consommation de l'Espagne et de l'Amérique avec leurs prix courants (1742). — Mémoire sur la manufacture présenté à M. de Gournay en 1751. — Disettes et famines. — Récits des curés de Saint-Vincent et de Saint-Pierre de Vaise en 1694 et 1709. — Prix des denrées usuelles en 1768 et 1770. — Tableau du maximum des denrées et marchandises qui se consomment dans le district. — Les maîtres ouvriers propriétaires et locataires. Augmentation des loyers de Louis Vincent, maître ouvrier en soie, locataire à Saint-George de décembre 1707 à décembre 1769. — Les ressources nécessaires à un maître pour s'établir. — Apports des épouses et avantages faits par contrats aux fils et filles de maîtres. — Achat de métiers d'occasion et prix divers. — Longs crédits dus à la confiance des fournisseurs. — Dettes de Vital Biollay, maître ouvrier en soie en 1739.

La capitation. — Répartition et rôles dressés par les maîtres gardes. — Le vingtième d'industrie. — Les droits d'octroi : mémoires divers et réclamations des cahiers du Tiers-État.

Les budgets. — Tableaux des charges journalières du fabricant en étoffes pleines et du fabricant en étoffes façonnées présentés en 1777 à l'Académie de Lyon. — Tableau de la « dépence journalière qui forme les charges annuelles des maîtres fabricants en étoffes de soye » dressé en mai 1779. — Budget de 1786. — Tableau du produit de la main-d'œuvre des maîtres ouvriers fabricants en étoffes de soie pleines ou unies de la ville de Lyon pour le montant être mis en parallèle avec le tableau des dépenses journalières qui forment leurs charges annuelles présenté à MM. du Consulat le 2 mai 1786 par Antoine Celle, maître fabricant d'étoffes, rue Neyret, au nom de ses confrères. — Réédition du budget précédent en 1789 et ses modifications. — Quelle conclusion tirer des budgets (1).

(1) Pour les références des documents, voir le chapitre III, la section VIII du chapitre XII et la section III du chapitre XI de notre Classement méthodique des archives.

« Quelqu'un a dit que nulle part on ne pourroit établir des manufactures comme à Lyon, parce qu'il faudroit trouver ailleurs des gens qui ne mangeassent ni ne dormissent comme les ouvriers de Lyon. »

L'abbé BERTHOLON.

Nous avons pu, en un autre chapitre, reconstituer divers intérieurs de maîtres ouvriers en soie et nous faire une idée de ce que devait être non seulement leur atelier, mais leur logement tout entier. Nous avons inspecté le mobilier en même temps que les métiers, car dans la boutique du maître le milieu familial et le milieu professionnel forment un tout inséparable. Après avoir vu le maître à l'œuvre dans sa lutte pour le salaire et avoir étudié son existence au point de vue professionnel, il nous faut maintenant le placer dans son ménage et essayer de résoudre avec lui l'angoissant problème de chaque jour, qui met en face les besoins matériels et les ressources et s'efforce d'équilibrer recettes et dépenses. L'aspect général de l'atelier est toujours le même, à part quelques changements qu'apportent le plus ou moins de goût, le plus ou moins d'aisance de celui qui l'habite ; il y a deux ou trois types d'ateliers et au cours des siècles ils ne changent point, tandis qu'avec le temps et les événements varient les diverses manières de vivre, les divers moyens de satisfaire les quotidiennes nécessités. C'est la question du pain, du loyer, de l'impôt qui se pose, et à l'aide de documents que nous rapprocherons nous tâcherons de montrer comment, avec son salaire, le maître ouvrier y répondait.

★
★ ★

Lorsqu'en 1789 Arthur Young, passant à Lyon, voulut recueillir des renseignements sur la manufacture de soieries, il se heurta sans cesse à ces réponses évasives : “ c'est suivant, c'est selon ”. Si nous voulons chercher à faire une moyenne des salaires d'un maître ouvrier, nous rencontrons toujours des “ selon ” ou “ suivant ”. Il y a tant de genres, tant de chômages, tant de rabais, qu'il est de toute impossibilité de fixer un chiffre, et nous devons nous contenter de donner, à l'aide des documents, un aperçu des genres d'étoffes fabriquées et des prix en quelque sorte officiels, sans songer à en

déduire quoi que ce soit relativement au salaire quotidien ou annuel d'un maître (1).

Le 26 mai 1742 la Chambre de commerce dresse un tableau « des étoffes de la fabrication de Lyon propres pour la consommation de l'Espagne et de l'Amérique avec leurs prix courants ». Ce sont des articles spéciaux d'exportation et l'Amérique seule en consommait pour 4 millions de livres. Ces genres d'étoffes sont divisés en quinze classes ; les cinq premières comprennent : les tissus plus ou moins riches en or ou en argent, les brochés, les persiennes, les gros de Tours, et leur prix varie de 11 livres à 100 livres l'aune ; viennent en seconde ligne les fonds or et argent riches valant de 80 à 100 livres l'aune, puis, à divers degrés de richesse en moins, de 45 à 65 livres, et de 11 à 15 livres. Les tissus brochés imitant le fond or leur succèdent allant de 40 à 50 livres, puis les lustrinées et les persiennes de 35 à 50 livres, enfin les persiennes moins riches, les gros de Tours, les damas brochés, les glacés d'or et d'argent dont le prix va de 18 à 30 livres. Les autres classes d'étoffes sont composées de celles qui n'ont ni or, ni argent : ce sont les lustrinées, persiennes, velours, taffetas avec ou sans fleurs, rayés, doubletés, chinés, les satins, les damas travaillés et brochés en fleurs ou unis sans fleurs, dont les prix varient de 3 livres à 22 livres l'aune. Enfin, au dernier rang viennent les taffetas noirs qui valent, suivant la largeur et la qualité, de 15 sols à 5 livres 10 sols l'aune.

Ce sont là d'utiles indications ; mais de plus précieuses nous sont fournies par un mémoire dressé en 1751 dans le but de renseigner l'intendant de Gournay sur la manufacture de Lyon. Non seulement les prix marchands, mais aussi les prix de façons sont notés, et si les tarifs peuvent nous renseigner sur le chiffre de la main-d'œuvre des étoffes unies, ce mémoire vient les compléter en ce qui concerne les façonnés. La Salle vient d'en perfectionner la fabrication et, grâce à lui, sur les soieries « on a admiré depuis peu des personnages, des mazures et des fleurs nuancées d'après nature et fabriquées avec tous leurs traits » ; aussi y a-t-il de ces étoffes qui, « quoyque de pure soye, ont valu plus de 60 livres l'aune ». C'est là une exception, et pour ces étoffes façonnées ou figurées en

(1) Au point de vue général, c'est, de tous les corps de métiers, celui de la fabrique qui était considéré comme le plus riche. Un document nous a transmis le « rôle des très riches tiré du rôle des ouvriers de chaque mestier pour l'année 1677 ». Nous y relevons la mention de dix-sept marchands de soie, et il faut se souvenir qu'à cette date la distinction n'existait pas entre maîtres et marchands. Après eux, la majorité appartient aux drapiers au nombre de quinze, puis aux épiciers au nombre de quatorze. C'était là une évaluation individuelle en quelque sorte qui ne prouvait en rien l'aisance générale du corps de métier ; si l'on eût cherché à établir une moyenne générale, elle eût été certainement défavorable à la manufacture, qui comprenait le plus de maîtres.

pure soie le prix marchand va de 4 à 30 livres l'aune, la main-d'œuvre correspondante étant de 20 sols à 16 livres.

Pour les étoffes façonnées en dorure, il en est de trois qualités, suivant qu'elles sont petites, moyennes ou hautes en richesse ; « le marchand les fait toujours à son gré plus ou moins riches : dans une il ne jettera que 6, 10, 15, 20 deniers de dorure par aune ; dans une autre 2, 3, 5 ou 7 onces ; un marc, un marc et demi, deux marcs entreront dans une autre » (1). Sur ces bases variables, les prix extrêmes peuvent aller : pour les façonnés petits en richesse de 13 à 36 livres, pour les moyens de 36 à 180 livres, pour les hauts en richesse de 180 à 350 et même 400 livres l'aune. La façon est payée de 3 livres à 36 livres l'aune (2).

Les velours étaient compris dans la catégorie des étoffes riches. Le prix des unis s'élevait de 17 à 26 livres l'aune, suivant la qualité, le nombre de poils et la couleur commune ou fine, leur main-d'œuvre allant de 50 sols à 4 l. 10 s. Le prix des velours façonnés était de 16 à 70 livres l'aune, leur façon étant payée 3 l., 7 l. 10 s., 9 et 18 livres. Un certain velours broché en broderie vaut même 72 livres et sa façon est de 18 livres.

Ce sont là chiffres fort élevés, le maître ouvrier touchant en moyenne un salaire de 4 livres par aune. Mais à côté de ces étoffes riches, dont la fabrication n'était ni continue, ni ordinairement abondante, il y avait l'article courant pour lequel la main-d'œuvre était moins bien rémunérée, un écart plus sensible existant entre le prix marchand et celui donné au maître. Il est vrai que la quantité d'aunes qu'on pouvait faire dans ces genres moins délicats était une compensation. C'était le taffetas dit d'Angleterre, dont l'aune valait de 5 l. 10 s. à 6 l. 10 s. et la façon 11 sols. En moyenne, le prix des étoffes unies va de 2 livres à 14 livres, leur main-d'œuvre étant payée de 8 à 22 sols, restant de préférence aux environs de 12 à 14 sols. A côté des unis, enfin, il faut placer les étoffes mélangées, dont la chaîne est de soie et la trame de quelque autre matière, les droguets, popelines, ferrandines, brocatelles, etc., qui valent de 4 à 8 livres l'aune et sont payées au maître de 8 à 30 sols.

En résumé et pour prendre les chiffres extrêmes, pour les façonnés il revenait de 3 à 36 livres à la main-d'œuvre, pour les unis de 8 à 30 sols. Ce sont là prix normaux, officiels ; mais il faut songer

(1) Pour se faire une idée de la quantité de dorure ainsi employée, il suffit de réduire ces anciens poids en grammes, sachant que le denier vaut 1 gr. 274,760, l'once 30 gr. 594,115, le marc 244 gr. 752,923.

(2) Un jugement consulaire en date du 12 août 1682 condamne un marchand à payer à son ouvrier « la façon des brocards or et argent qu'il a fabriqué pour luy à raison de 7 livres l'aune ».

que, grâce aux rabais imposés par les marchands, un écart sensible existait trop souvent entre eux et ceux réellement payés. Un exemple nous en est fourni, entre beaucoup, par une expertise de maîtres ouvriers ordonnée par le Consulat dans un règlement de comptes, le 21 novembre 1716. Les experts calculent que les frais tant ordinaires qu'extraordinaires pour une pièce de damas se sont élevés à 48 livres 15 sols; en les déduisant du salaire payé au maître, il ne lui resterait que 18 livres 4 sols 11 deniers, « ce qui reviendrait à 18 sols 3 deniers par aune, au lieu qu'actuellement et nonobstant les malheurs du tems on paye 4 livres 10 sols par aune de façon d'un damas de semblable dessein ». On voit quelles proportions considérables pouvait prendre cet écart entre le prix courant connu et celui réellement payé, et ce fait vient à l'appui des plaintes si souvent répétées des maîtres ouvriers sur l'insuffisance de leur salaire.



Si réduit soit-il, ce salaire permettait-il au maître de vivre, de se loger, de payer l'impôt? Tous les mémoires s'accordent à dire que, grâce aux octrois et au grand nombre d'habitants, le prix des denrées et des locations fut de tout temps très élevé. Non seulement ces causes, mais bien d'autres venaient en outre raréfier et renchérir les aliments de première nécessité : peste, disettes, agiotage faisaient disparaître ou hausser le blé, et le *xvii*^e siècle est marqué de nombreuses calamités qui amenaient ordinairement à leur suite la famine. Le souvenir des souffrances endurées par suite de la prolongation et de la fréquence de cette dernière nous est parvenu dans des notes insérées par les curés à la fin de leurs registres. C'est ainsi que le curé de la paroisse de Saint-Vincent nous apprend que, pendant l'hiver de 1693-1694, « on mettoit des citrouilles dans le pain pour le faire peser » et que le riz fut de grand secours pour la nourriture des pauvres. Mais ce fut surtout l'hiver de 1709 qui laissa une profonde impression dans l'esprit des contemporains. Les curés de Saint-Vincent et de Saint-Pierre de Vaise s'en firent les historio-graphes; le premier écrit :

« Le nombre de feuilles qui restent en blanc dans le présent registre de l'année 1709 me déterminent à faire une narration et une description de ce qui s'est passé en 1709. La postérité, toujours très incrédule, aura de la peine de croire qu'en une seule année on ait été réduit à n'avoir ni blé, ni vin, ni fruits, le grand et rigoureux hiver ayant généralement fait périr les arbres, surtout les noyers; quand je dis généralement, c'est à dire que par toute la France

l'hiver a été si rude, si froid et si violent que le blé a été perdu dans la terre, ce qu'on n'avoit encore ni vu, ni entendu dire depuis que le monde est créé, et sans le secours des pays estrangers Lyon et plusieurs autres villes du royaume auroient été réduites à la famine. Néanmoins les précautions que prirent MM. de la Ville de Lyon firent qu'ils furent plus soulagés dans Lyon qu'ailleurs, car quoique les bourgeois fussent obligés de payer 18 livres le bichet de blé à la grenette, les boulangers étoient obligés à donner le pain commun à 2 sols 6 deniers parce que MM. de la Ville fournissoient du blé auxdits boulangers. »

Et le curé de Saint-Pierre de Vaise complète ces renseignements par de bien curieux détails, dont certains relatifs aux ouvriers de la manufacture. « Tous les bleds furent gelés en terre, rapporte-t-il, toutes les vieilles vignes moururent, tous les noyers et presque tous les arbres à fruits et même tous les oliviers dans la province, de sorte qu'il n'y eut aucune récolte; il est vray qu'on ne pouvoit se persuader que les bleds pussent geler en terre, on disoit que le froid les avoit fait rentrer plus d'un pied en terre et qu'ils pousseroient un peu plus tard, ce qui fut cause qu'on ne semât pas, car les paysans, qui sont toujours plus habiles que les autres sur cette matière, vouloient resemer, connoissant bien que le bled étoit perdu; mais il se trouvat des gens qui se dirent plus scavants qu'eux par leur fausse philosophie et qui furent avertir M. l'Intendant, nommé Trudaine, pour ordonner qu'on ne resemât pas, ce qui fut exécuté. Il y eut donc une ordonnance par laquelle il étoit deffendu sous de grandes peines de resemer les terres ensemencées; il y en eut pourtant qui se mocquèrent de cette ordonnance et qui semèrent la nuit.... Tous les ouvriers en soye furent obligés à demander l'aumosne; on en voïait des vingt et trante assemblés qui représentoient aussi bien que leurs enfants le véritable portroit de la mort.... On fit distribuer tous les jours une livre de pain par personne par les officiers du quartier. » Ainsi non seulement en temps de crises, mais lorsque la famine sévissait les secours s'organisaient rapidement, la Ville taxant le prix du pain et fournissant le blé, dont elle s'efforçait d'avoir toujours de grands approvisionnements.

Chercher à réunir durant la période qui nous occupe les prix des denrées usuelles serait une entreprise difficile et qui n'entre point dans notre cadre. Contentons-nous d'indiquer deux séries de prix, l'une donnée dans son livre de raison par Dutillieu, ancien maître garde de la Communauté, l'autre publiée dans le tableau du maximum dressé en 1793 et qui contient une évaluation faite en 1790.

Dutillieu compare les prix des denrées en mai 1768 et en octobre 1770, constatant une sensible augmentation. Il dresse pour la première date le tableau suivant :

La viande.	la livre	5 sols.
Le pain bis.	—	1 » 11 deniers.
Le pain blanc	—	2 » 11 »
Le beurre	—	11 »
Les œufs	la douz.	6 »
Une poularde.		30 »
Un poulet.		12 »

Et oppose les chiffres suivants recueillis fin octobre 1770 :

La viande.	la livre	6 sols.
Le pain bis.	—	2 » 6 deniers.
Le pain blanc	—	4 »
Les œufs	la douz.	8 »
La chandelle	la livre	12 »

Nous n'en retiendrons que la rapidité avec laquelle le prix du pain bis doublait.

Le tableau du maximum, qui prend pour base les prix des denrées en 1790, nous permettra de constater encore certaines augmentations. La viande de bœuf, de veau ou de mouton se vendait 7 sols la livre de 14 onces, avec un sol en plus pour la livre de 16 onces. Le petit salé assorti froid coûtait 16 et 18 sols, selon que la livre était petit poids ou de 16 onces; le lard gras, 12 et 13 sols 9 deniers; le lard maigre, 13 et 15 sols; le salé chaud, tel que pain de côtelette, museau, oreilles et autres, revenait à 16 sols; le saucisson dit à l'ail et cru dit Boulogne valait 1 livre 16 sols et 2 livres 1 sol. Les saucisses étaient au même prix que le lard gras. Le pâté froid dit de lièvre ayant un pied de circonférence se vendait 12 sols la longueur de la carte. Les dépenses extraordinaires sont aussi prévues : c'est une tasse de café qui revient à 4 sols, une tasse de chocolat qui vaut 8 sols avec le pain, un verre de liqueur 4 sols; un repas pris à table d'hôte, suivant les auberges et la table, coûtait 25 sols ou 2 livres. Il y avait la table d'hôte « dite seconde, dite de voiturier, cocher et homme utile » et la table d'hôte première dans les grandes auberges comme celles du Parc, de Milan, de Provence, des Quatre-Chapeaux, de la Cornemuse.

L'usage pour beaucoup était de porter cuire au four du boulanger soit les grosses pièces de viande ou de volaille, soit la pâte du pain préparée au logis. En 1790 les dindes ou dindonneaux déplumés se payaient 14 sols la livre, 10 sols avec la plume; les poulets gras, de germinal à vendémiaire 1 livre la pièce et 1 l. 10 s. de vendémiaire à germinal; les vieux coqs pour le pot 1 l. 5 s.; les vieilles poules 1 livre. Le prix de leur cuisson, depuis les gros dindes de Saint-Chamond pesant huit livres et plus jusqu'aux petites pièces telles que poulets,

lapins, douzaine de petits oiseaux, perdrix, etc., allait de 1 l. 5 s. à 6 sols la pièce ou la douzaine, et « à ces prix il est défendu aux rôtisseurs et boulangers de soustraire les graisses et jus qui proviennent desdites viandes ». — Pour cuire la pâte, les boulangers, la prenant chez le particulier et y rapportant le pain, recevaient 4 sols pour quinze livres et au-dessous, 5 sols de quinze à trente livres, 6 sols de trente à quarante livres, et ainsi de suite ; pour ce prix, « le boulanger doit veiller à ce qu'il ne soit fait aucune soustraction de pâte en faisant le tour du poignet ».

Le tableau du maximum contient les prix de toutes les denrées ; nous n'avons relevé que ceux relatifs aux produits d'un usage peu courant, qui pouvaient, comme la charcuterie, constituer le menu des dimanches et fêtes et qui complètent ainsi le tableau donné par Dutillieu. Ce sont là quelques notes éparses et curieuses que nous aurions pu multiplier, sans profit d'ailleurs et sans espoir de donner une idée exacte du coût de la vie matérielle d'un maître ouvrier ; heureusement, pour les compléter et les condenser, certains budgets nous sont parvenus dont le chapitre de Dépenses peut être regardé comme la moyenne de ce qu'exigeait l'existence stricte d'un maître et de sa famille.



Avant d'entrer dans le précis des budgets, il nous faut encore réunir divers détails relatifs au loyer et à l'impôt, qui nous feront mieux comprendre les chiffres donnés sans commentaires par les maîtres ouvriers.

Comment se logeaient-ils ? De tout temps ils ont eu l'ambition, souvent réalisée, d'être propriétaires et de faire ainsi un établissement stable. Les contrats d'achat ou de vente passés par des maîtres ouvriers en soie sont nombreux ; nous en citerons quelques-uns qui peuvent présenter de l'intérêt.

En 1576 Jacques Guinand, ouvrier en draps de soie, propose aux recteurs de l'Aumône générale de leur acheter « une maison haute, moyenne et basse, sise à Lyon, rue de l'Hôpital, et provenant de feu dame Louise Charly dite Labbé ». C'était la maison que la célèbre Belle-Cordière avait léguée à l'Aumône. Les recteurs déclarent qu'ils ne la peuvent céder à moins de 4,000 livres tournois, y compris une pension de 50 livres due aux recteurs de l'Hôtel-Dieu et une pension de 3 livres tournois pareillement due aux Religieux Célestins de Lyon. Le marché ne put être conclu, le sieur Guinand déclarant ne posséder que 1,600 livres tournois. S'il avait su modérer son ambition, il eût pu avec ses 1,600 livres n'acheter qu'une moitié de

maison, comme le fit en 1611 honnête Antoine Chièze, maître ouvrier en draps de soie, citoyen de Lyon : Pierre Berthier, avocat au Parlement, aussi citoyen de Lyon, lui cède la moitié d'une maison et d'un jardin « au lieu appelé des Terrailles, près la chapelle Saint-Claude », moyennant une pension annuelle et perpétuelle de 9 livres 3 sous « que ledit sieur apensionnateur s'est réservée au sort principal de cent huitante-trois livres, et pour introges (1) la somme de 12 livres tournois ».

En 1641 honnête Denis Degrosmolard, maître futainier à Lyon, vend au profit d'honnête Pierre Chappolon, maître ouvrier en draps de soie, un corps de maison situé rue Buisson, appelé à Saint-Pierre, pour le prix de 2,000 livres et à la charge d'une pension de 15 livres due à l'Hôtel-Dieu de Lyon. Une autre vente de minime importance est faite en 1650 par Abraham Blancheton, maître ouvrier en draps de soie, et Fr. Perret, sa femme : ils cèdent leur moitié d'un bas de maison et cave au-dessous, « avec toutes ses portes fermantes », pour le prix de 250 livres ; c'étaient de bien petits propriétaires : un rez-de-chaussée où se trouvait l'atelier, une cave où peut-être l'on couchait, voilà tout leur bien.

Non contents d'acheter, certains faisaient construire, et en 1668 nous trouvons une quittance au profit de Louis Claret, maître ouvrier en draps d'or, d'argent et de soie à Lyon, de la somme de 512 livres, passée par Pierre Combat et Lucien Abraham, architectes, pour reste et entier paiement de la somme de 4,900 livres à eux due pour la construction et les fournitures d'une maison située place des Cordeliers, joignant la chapelle Sainte-Geneviève. Citons encore l'importante vente passée en 1710 par P. Questan, maître ouvrier en draps de soie, et Madeleine Bourdin, sa femme, au profit de demoiselle Fr. Brottet, veuve de sieur Antoine Cailloux, bourgeois de Lyon, d'une maison située rue de la Grenette à Lyon, où pend pour enseigne les Quatre-Rois, pour le prix de 20,500 livres d'une part et 300 livres d'étrennes d'autre part. Nous voyons en 1717 la dame Brottet revendre ladite maison à Maurice Giraud, marchand chapelier, pour le prix de 26,000 livres et 300 livres d'étrennes. Cette plus-value considérable nous fait penser qu'après la longue cessation

(1) Ces introges, qui étaient les épingles ou étrennes, se payaient parfois en nature de quelque produit fabriqué par l'acquéreur, et des maîtres ouvriers en soie devaient promettre une pièce d'étoffe pour introges comme le promettait en 1614 un maître futainier. Par contrat à cette date M^e Guillaume Hubert, notaire royal, citoyen de Lyon, vend à Antoine Dory, maître futainier, un corps de maison situé à Lyon, rue de la Monnaie, près la côte Saint-Sébastien, moyennant une pension annuelle, perpétuelle et foncière de 30 livres au lieu du juste prix de 600 livres, et pour les introges « une pièce de fustayne à menu grain, tirant quinze aulnes, et oultre ce ung chapeau jusques à la valeur de 8 livres tournoys ».

de travail de 1709, notre maître ouvrier avait été obligé de vendre sa maison à n'importe quel prix.

Nous pourrions multiplier les citations d'actes de ce genre; nous avons voulu seulement montrer qu'ils n'étaient point rares, et ils sont une nouvelle preuve du désir de stabilité que nous avons déjà constaté chez le maître ouvrier. Il s'attache à la ville et au métier, résistant aux plus cruelles épreuves, formant une élite choisie par la misère, toujours prête à reprendre le travail interrompu, et du jour au lendemain remettant en marche les métiers que de longues périodes de crise ont fait taire et qu'on aurait pu croire muets à jamais.

Cependant, en raison des crises qui sévirent au XVIII^e siècle, les achats de maisons diminuent, les ventes augmentant; l'épargne est mise de côté pour être épuisée aux jours mauvais. Et malgré le proverbe si répandu à Lyon qu'il vaut mieux un petit chez soi qu'un grand chez les autres, les maîtres ouvriers en sont réduits à devenir locataires, sans pour cela être grandement logés.

Les loyers furent toujours très élevés à Lyon, et le vicomte d'Avenel calcule qu'ils y ressortaient en moyenne, au XVIII^e siècle, à 1,306 livres, tandis que la moyenne des loyers de province n'était que de 288 livres. Il s'agit ici de maisons entières. Nous avons cherché à vérifier ces chiffres et ils nous ont paru exagérés. En 1723 le Grand-Hôpital fait faire le dénombrement des maisons qui lui appartiennent, avec les prix de location. Ces derniers ressortent à 576 livres en moyenne, le nombre des maisons qui a servi à l'établir étant de quatre-vingt-un. L'Aumône générale fit faire le même travail en 1731; ses immeubles sont plus importants et la moyenne des prix de loyers s'élève à 672 livres pour cinquante-six maisons.

En entrant dans le détail, nous trouvons quelques chiffres qui nous donnent une idée exacte du prix de certains logements. En 1690 un bourgeois d'Annonay, Tourton, loue, rue de la Poulallerie-Saint-Paul, trois chambres et un grenier pour 70 livres. En 1723 Antoine Flachy, maître ouvrier en draps de soie, loue du Grand-Hôpital pour le prix de 210 livres une entière maison située rue Paradis, dans le quartier Belle-Cordière : elle consistait « en deux arcs de boutique, caves au dessous, une cour dans laquelle il y a un puits couvert, des lieux communs et des degrés pour les caves, en trois étages de deux chambres chacun ».

Nous verrons dans les budgets rapportés à la fin de ce chapitre qu'en 1777, pour un atelier de trois métiers en étoffes pleines et le logement de cinq personnes, on compte un loyer de 108 livres, et qu'il s'élève à 240 livres pour un atelier de trois métiers en façonnés et le logement de neuf personnes. En 1779, pour trois métiers en plein et

six personnes, on compte 136 livres, et 140 livres en 1786 pour trois métiers et quatre personnes.

Ces chiffres isolés ont leur intérêt; mais l'étude du carnet des reçus de loyers de Louis Vincent, maître ouvrier en soie, nous donne d'instructifs détails sur leur progressive augmentation. Avec beaucoup de soin, sur un petit livret, ce maître se faisait faire ses quittances, qui vont de décembre 1707 à décembre 1769. Il habitait dans le quartier Saint-George et son logement est ainsi décrit dans la première quittance : « J'ay reçu de sieur Louis Vincent, maître ouvrier en soye de cette ville, la somme de 20 livres 5 sols pour le louage de la chambre au second estage qu'il occupe dans ma maison rue Saint-George de tout le passé jusques à Noël dernier, dont je me contente et quitte, à Lyon, ce dernier décembre 1707. » Vincent était en retard, le prix de sa chambre étant de 27 livres par an; les reçus de 1708 portent en effet « 13 livres 10 sols par demy terme ». Au terme de Noël il donne « vinté deux livres pour une chambre quils locuspe et unes casves qu'il meundonne pour chasque demyter est cheux ». A Noël 1715 le loyer monte à 24 livres par demi-terme, sans qu'il y ait de changement autre que la dénomination de « boustyque » donnée à la chambre qui, avec la cave, est occupée par Vincent. A Noël 1724 le loyer s'élève à 33 livres pour les mêmes locaux et il se maintient à ce taux jusqu'en 1728. A cette date le propriétaire change. Vincent s'est marié, ses affaires prospèrent et il loue une seconde chambre au même étage : son loyer total s'élève à 72 livres par an. En mars 1737 un bail est passé avec un nouveau propriétaire, sans autre changement qu'une augmentation de 3 livres, le prix étant fixé à 75 livres, « chaque année peyable tous les de misterme pour six s'anné à comencé à Nouelle 1737 ». Le 24 juillet 1743 le bail est renouvelé au même prix.

Sur ces entrefaites, en juillet 1750, Vincent meurt; sa veuve continue à travailler sur le métier et garde la location qui, le 15 octobre, est passée à son nom en ces termes : « J'ay loué à M^{me} la veuve Louis Vin San une chambre sur le de vean et une sur le darrier pour neus anée au pris et somme de 84 livres pour chaque ané à commansé à la Sin-Jean prochin et leanjouira en bonne locateur; le premié paieman seras à Nouel prochien dedemi terme alamanière et coutume. » Ce bail échu, un autre est passé en 1759, qui contient, avec une nouvelle augmentation, une curieuse clause d'obligation; il est ainsi conçu : « Nous soussignés, Claudine Cornaton, veuve de sieur Jacques Clavel, marchande bouchère de cette ville, loue et promet mintenir à Madame Vinçan la veuve une chambre au segon étage sur le devan et une petite sur le derier dans sa meson au signe et image de Saint-Antoine, pour le terme de neuf année consécutive qui commenceront à la Saint-Jean-Baptiste pro-

chaîne, pour le pris et somme de cean et dix livres par année, payable tous les demis-terme selon lu sage, et laditte damme Vincean s'oblige dean user en bonne mère de famille et de se fournir de la viande qui lui serat nécessaire pour son usage..... Fait en double entre nous, à Lion, le 27 novembre 1759. — Pour mémoire, les fenestres on toute des volets. » Cette propriétaire bouchère avait un moyen pratique de s'assurer la clientèle de ses locataires (1).

Nous voyons ainsi qu'en 1707 le loyer d'une chambre au second étage de la rue Saint-George est de 27 livres; il s'élève de 1709 à 1728 de 44 à 48 et à 66 livres pour la même chambre avec une cave en plus. Enfin, grandi d'une chambre, ce même logement vaut 72 livres en mars 1737 et progressivement s'élève à 84 livres en 1750, à 110 en 1759. Ces augmentations successives marquent, semble-t-il, le chemin parcouru par la prospérité du quartier Saint-George, qui devint dans la seconde moitié du XVIII^e siècle une des principales agglomérations d'ouvriers en soie.



Une fois le logement trouvé, restait à le garnir de meubles et à monter l'atelier. On commençait par un métier, puis deux, et peu à peu se formait l'intérieur suivant les ressources du ménage. Pour s'établir à son compte, le compagnon devenu maître avait les économies qu'il avait pu réaliser, les avances qu'un marchand pouvait lui faire par bonté d'âme ou plus souvent dans le but de se l'attacher; ou bien il se mariait et la dot apportée par la femme venait compléter son petit pécule. Un certain nombre de contrats de mariage nous renseignent sur l'apport de la future, qui n'était pas d'habitude très considérable. C'est ainsi que le 10 février 1629 la femme de Jean Dagan se constitue 60 livres de dot, « l'époux promettant fournir bagues et bijoux à son épouse, avec habits pour la bénédiction dudit mariage sellon leur qualité ». En 1634 la femme d'honneste Jean Bert, maître ouvrier en draps de soie, apporte dans le ménage « la somme de cent septente-trois livres, scavoir, cent livres en son coffre abahu remply de linge et habits à son usage et septente-trois livres en deniers effectifs qu'elle a gagné au service de Florie Robert, sa maîtresse ». Le 8 janvier 1668 la femme de Jean Berthe-

(1) La veuve Vincent mourut en 1769 et par testament institua pour héritier « l'hôpital général et aumône de la Charité ». Elle lègue 150 livres, le métier sur lequel elle travaille, un rouet à canettes et diverses hardes à Claudine Ruban qui l'a soignée; le reste des objets mobiliers est vendu aux enchères sur la place Saint-George et produit 220 livres 9 sols. L'atelier était composé de trois métiers de plein.

lier, ouvrier en soie, se constitue par contrat la somme de 150 livres, « scavoir, 100 livres en argent contant qu'elle a gaigné servant les maitres et 50 livres pour valeur de son coffre garny d'habits et linge à son usage ». Ainsi le plus souvent les compagnons devenus maitres épousaient des tireuses de cordes ou domestiques attachées à la profession, qui faisaient d'expérimentées et adroites maitresses d'atelier.

Les contrats de mariage des fils et filles de maitres contiennent de nombreuses dispositions ayant un caractère professionnel. Nous avons cité ce contrat par lequel une veuve de maitre cède à sa fille son atelier. Un autre, en date du 19 mai 1737, contient une clause analogue. Noël Laurent, maitre ouvrier en soie, épouse Marie Ruissel et sa mère constitue au futur, « ce acceptant, la somme de 150 livres en valeur d'un métier de sa profession garni de ses ustan-ciles et en ustanciles de ménage qu'il reconnoit avoir en son pouvoir et en fait quittance à sa mère ». La future reçoit de ses parents cinq cents livres, savoir : « deux cent en valleur d'un garde robe garni des habits, linges et nipes servant à l'usage de la future épouse..... et trois cent livres en argent et espèces sonnantes que le père promet leur payer, cent livres à la foire des Roys de l'année prochaine, pareille somme deux années après et cent livres à la majorité de ladite Marie Ruissel ».

Il arrivait parfois que les parents gardaient auprès d'eux leur fils et sa femme, pendant un certain temps, ce qui constituait un double avantage, les époux par leur travail pouvant économiser étant défrayés de tout, les parents se procurant deux compagnons stables. C'est ainsi que le 18 novembre 1653 Guillaume Flandrin, maitre ouvrier en draps de soie, marie son fils, et « ledit sieur Guillaume Flandrin, père dudit espoux, a promis et promet de norir et entretenir de vivres de bouche, couche, feu et demeure lesdits espoux et espouse dans la maison où habitte et ladite noriture en son ménage, le tout pendant cinq ans, et de leur meubler la chambre qu'ils abitteront selonc leur condition, comme aussy de les entretenir dabit et en cas de maladie, que Dieu ne veuille, de leurs fournir des médicamens et autres ». Au bout de ces cinq années les deux époux avaient dû réunir une somme suffisante pour acheter les métiers paternels ou ouvrir une nouvelle boutique.

Les métiers d'occasion n'étaient pas rares et il était aisé de s'en procurer à bon compte. Nous voyons dans le procès-verbal d'une vente après décès en 1686 qu'un « mestier garny de tous ses utan-cilles » est adjugé 13 livres, et que pour des sommes assez minimes on peut se procurer tout ce qui constitue un atelier bien monté. C'était là un métier d'uni. Ceux de façonné, dits à la grande tire, étaient d'un prix bien plus élevé. Dans le contrat de Barthélemy

Palluis en 1738, un atelier de quatre métiers pour façonné et un ménage complet sont évalués 2,000 livres. En 1767 les maîtres gardes estiment à 250 livres une boutique composée de deux métiers à la grande tire, d'un métier pour le plein, avec un rouet à canettes, un ourdissoir, etc. Pour expliquer ce prix, qui semble assez faible, il faut se rappeler que cette évaluation fut faite en temps de crise et pour éviter les saisies trop nombreuses d'ateliers, la Communauté les rachetant aux prix qu'elle fixait. C'est ainsi qu'à la même occasion un métier de plein et une commode en noyer à trois tiroirs sont estimés 50 livres.

A part les cessions par les parents d'ateliers tout montés, il était rare de rencontrer la vente en bloc d'une boutique, les maîtres qui s'installaient n'ayant pas suffisamment de ressources pour réaliser d'un coup un achat important. Nous n'avons trouvé qu'une vente de ce genre, en date du 17 octobre 1770. Elle a pour objet la cession d'une boutique située rue Vieille-Monnaie, composée de trois métiers propres à la fabrication des étoffes de la grande tire et de plusieurs autres effets dépendant desdits métiers : le prix en est de 1,000 livres.

Enfin, et pour citer encore des prix d'occasions, en 1779, à la vente de l'atelier Vincent, on délivre « deux mettiers de plein garnis de tous leurs ustenciles et deux peignes » pour 64 livres, « un rouet à devuider avec son trafusoir noyer et sa chaize bois fayard garnie en paille » pour 18 livres 10 sous.

Quelle conclusion tirer de ces chiffres épars? C'est que les boutiques qui pouvaient se monter à si bon compte ne présentaient pas une valeur bien considérable, valeur qui devenait nulle lorsqu'une crise sévissait sur la manufacture. Les maîtres ne pouvaient par suite trouver de longs crédits, la garantie matérielle qu'ils offraient étant de minime importance; cela explique le complet dénuement dans lequel ils se trouvaient sitôt qu'une cessation de travail intervenait. Mais, en temps ordinaire, lorsque les métiers battaient sans relâche, le maître, semble-t-il, offrait une garantie morale qui engageait les fournisseurs à lui faire des découverts assez grands. La considération dans laquelle on tenait la manufacture rejaillissait sur les maîtres, qui trouvaient de grandes facilités pour vivre lorsque tout prospérait. Cette idée nous est suggérée par l'inventaire après décès de l'actif et du passif de Vital Biollay, maître ouvrier en soie, dressé le 29 novembre 1739 par les recteurs de l'Aumône générale qui adoptent sa fille. Il y est exposé : « Tout ce qui dépend de la succession ne consiste qu'en très peu de meubles et effets, nipes, linges et hardes à l'usage dudit défunt Biollay, qui sont dans son domicile, situé rue Confort, maison où pend pour enseigne le Réchaud d'or, appartenante au sieur Carrel, sous les scellés aposez de l'autorité de

la Sénéchaussée de cette ville, lesquels effets ne seront pas suffisants pour payer les créanciers du défunt..... attendu que lesdits effets peuvent valoir à peine une somme d'environ 300 livres et que ses dettes passives consistent en 353 livres et plus au sieur Moulin, marchand fabricant sur les courtines du Rhône ; en 75 livres pour loyers et 74 livres pour pain au nommé Dunoïer, boulanger, demeurant rue Confort ; en 50 livres par promesse au sieur Ponchon, boulanger, rue Saint-Jean ; en 103 livres à Fiable, boucher, pour viande ; en 25 livres au nommé Longeron, vendant vin, rue Confort ; en 41 livres 13 sols 6 deniers au nommé Dugelay, aussi vendant vin, susdite rue ; en 11 livres à la nommée Lacroix, revendeuse, place de l'Hospital, pour huile et autres denrées ; en 18 livres au sieur Duvivier, perruquier. Toutes lesquelles sommes reviennent à la totale de 750 livres 13 sols 6 deniers, sans parler du sieur Girard, fabricant près la déserte, à qui il est encore dû quelque chose, ni des frais desdits scellés, de l'ordonnance de main levée d'iceux, des frais d'enterrement, etc. » Une telle confiance des fournisseurs ne peut s'expliquer que par l'habileté déployée par Biollay pour faire des dettes, ou bien plus rationnellement par le prestige et la bonne renommée des maîtres.



L'entretien et le loyer une fois payés, il restait encore à acquitter l'impôt. En leur qualité de citoyens de Lyon, les maîtres ouvriers étaient exempts de la taille et de l'aide, mais assujettis au service de la garde et du guet ; par suite du temps qu'il faisait perdre, ce service, dans les budgets, est porté comme une dépense de 9 livres par an. Puis venaient la capitation et le vingtième d'industrie.

La capitation, établie en 1695 avec le caractère d'un impôt de quotité, devint, après une courte suppression de 1698 à 1701, impôt de répartition en 1705. Jusqu'en 1759 l'imposition était faite par tête ; à cette date et pour simplifier les opérations, on résolut « de s'en rapporter à ceux qui sont à la tête des corps et communautés qui, par la connoissance qu'ils ont des facilités et de la fortune de leurs confrères, sont en état de faire cette répartition avec plus d'égalité et de justice ». Les maîtres gardes de la Communauté se mirent à l'œuvre et établirent des rôles suivant lesquels seul le chef de famille était imposé, payant pour sa femme, ses enfants, ses domestiques. En 1766 la Royauté émit la prétention qu'un rôle à part soit fait pour les domestiques : c'était imposer à la Communauté une aug-

mentation de 14,000 livres ; elle protesta par un mémoire d'avril 1766 et obtint gain de cause. Le total de l'imposition à répartir dans la Communauté fut :

En 1760 et 1761 de	23,961 livr ^{es} .
En 1762 de	24,533 »
En 1763 de	24,110 »
En 1764 de	25,540 »
En 1765 de	23,856 »

et ce chiffre fut définitif.

Le minimum de la capitation était fixé en principal à 2 livres, auxquelles s'ajoutaient 4 sols pour livre, soit 8 sols, et 1 sol représentant les 6 deniers pour livre du principal. Le tout se montait à 2 livres 9 sols, et c'est ainsi qu'est imposé en octobre 1759 Louis Vincent, maître ouvrier.

Comment les maîtres gardes accomplissaient-ils leur travail de répartition ? Par un avis imprimé en tête des rôles qu'ils avaient à remplir, il leur était recommandé « de prendre autant que possible des informations dans le voisinage des particuliers sur leurs facultés et situation, d'expliquer ceux dont les femmes ont un commerce particulier et même un talent autre que celui de leur mari, enfin de porter aux observations toutes les circonstances qui pourroient éclairer l'assemblée pour la mettre à même de taxer avec toute l'équité et la justice possibles ». Les rôles établis soigneusement sur ces bases sont instructifs. Ils nous donnent d'intéressants détails sur le nombre des enfants à la charge des maîtres, ce terme d'enfants comprenant aussi bien les fils et les filles de maîtres que les tireurs et tireuses de cordes et petits domestiques. En 1761 les deux cent soixante et un maîtres qui habitent le quartier Bon-Rencontre ont entre eux sept cent soixante et un enfants, certains en ayant jusqu'à dix. En 1770, dans le quartier Saint-George, pour trois cent soixante-quatorze maîtres il y a huit cent quarante enfants. Les rôles nous renseignent aussi sur les motifs d'exemptions, indiqués en marge très succinctement ; ce sont les suivants : « A le pain, pauvre, très âgé, a chôme, a beaucoup d'enfants. » En 1761, dans le quartier Bon-Rencontre, sur deux cent soixante et un maîtres, vingt-trois ont le pain, c'est-à-dire profitent des distributions de l'Aumône générale. En 1770, dans le quartier Saint-George, sur trois cent soixante-quatorze maîtres, cent vingt-trois ont des observations tendant à une diminution ou à une remise totale : celui-ci doit à son marchand, celui-là est infirme ; d'un tel il est noté : « L'appartement qu'il a occupé ne luy appartient plus, ayant été obligé de le vendre pour acquitté les dettes de la succession de son père. »

Certaines annotations nous indiquent que la tâche imposée aux maîtres gardes n'était pas toujours aisée à remplir, et ils consignent leurs impressions dans ces simples mais éloquentes phrases : « Porte fermée; — Insolent de premier ordre. »

Outre la capitation, le vingtième d'industrie venait frapper les maîtres ouvriers, et dans un mémoire du 28 avril 1766 ils protestent contre cette imposition, « à laquelle il ne paraît pas qu'on ait jamais dû les assujettir, et à laquelle la modicité de leurs gains ne leur permet pas de pouvoir satisfaire »; ils s'efforcent « en déterminant l'esprit de la loi » de démontrer qu'ils doivent être affranchis du vingtième. Le commerce des étoffes d'or, d'argent et de soie, déclarent-ils, ne se soutient depuis longtemps à Lyon que par la diminution journalière du prix de la main-d'œuvre. Et comment peut-on frapper du vingtième d'industrie des ouvriers « qui n'ont ni bien fonds, ni capitaux circulants dans le commerce qui puissent fructifier par leur industrie et leur spéculation », dont toute la fortune consiste dans leurs bras, dont tout le revenu est le salaire d'un travail assidu de dix-huit heures chaque jour de la semaine. L'industrie, « qui n'a proprement pour objet que le produit fructueux d'un fond mobilier que l'on fait circuler avantageusement dans le commerce », peut-elle comprendre le produit journalier d'un travail manuel ? L'impôt devient alors « le vingtième de la subsistance et non de l'industrie » (1).

Toutefois si, grâce à « une extension outrée, une application forcée donnée à la loi du vingtième d'industrie », l'on étend aux ouvriers cette imposition, elle doit être proportionnée au produit du gain; comme celui-ci varie sans cesse, l'uniformité de l'imposition surcharge le plus grand nombre. Ne voit-on pas des maîtres ouvriers, imposés par les syndics, pour la capitation, à 2 livres en raison de leur indigence qu'ils connaissent, payer 12 livres pour le vingtième d'industrie ? En résumé, le mémoire demande une interprétation plus exacte de la loi initiale de mai 1749, d'après laquelle « le vingtième est une imposition sur un revenu, sur un profit, et ce revenu, ce profit suppose un fonds qui en est la base, un bien qui en est le germe, et que l'industrie et la prudence du commerçant qui fait valoir son argent fait plus ou moins fructifier ». N'a-t-on pas dû répondre à ces maîtres ouvriers que leur atelier était à eux, qu'il constituait le fonds à exploiter, qu'ils n'étaient point dans la situation de simples compagnons allant travailler chez un maître sur des métiers

(1) Déjà en 1752 de Gournay, dans son mémoire contre les communautés, faisait remarquer qu'il est injuste d'imposer à l'ouvrier une taxe; en Hollande et en Angleterre les taxes, disait-il, pèsent sur le citoyen proportionnellement à ses biens et non à son industrie, comme chez nous, « ce qui rend la condition du fainéant préférable à celle de l'homme utile ».

ne leur appartenant pas? Le mémoire contre le vingtième d'industrie fut sans résultats.

Outre ces impôts directs, les droits d'octroi pesaient lourdement sur l'ouvrier lyonnais; renchérissant le prix des denrées les plus nécessaires. Nous avons déjà lu les plaintes à ce sujet du maître taffetier dans sa lettre sur le tarif. Un mémoire de 1784 vient les compléter et les préciser. « Les droits, y est-il exposé, sont surtout exorbitants sur le vin, qui est cependant le restaurateur unique de nos ouvriers sédentaires, mal nourris et excédés par dix-huit heures de travail; il n'y a peut-être pas de forçat dans l'univers dont la vie soit aussi dure. Si notre artisan consomme chaque jour une bouteille de mauvais vin, il paye trois sols d'imposition à la Ville; il en paye encore un s'il mange une livre de viande; l'impôt sur le bois augmente d'un quart le prix de ce combustible : l'artisan n'en use pas pour se chauffer, mais il ne mange pas la chair crue et il faut bien payer le boulanger qui fait cuire son pain; ainsi l'artisan frugal paye environ cinq sols par jour aux octrois. »

L'alcool ne remplaçant pas encore le vin dans la consommation ouvrière, le prix de ce dernier, qu'un mémoire qualifie « d'huile du corps », avait une grande importance. La cherté de ce réconfortant est considérée en 1786 par M. Mayet comme une cause d'infériorité de la manufacture par un effet en quelque sorte réflexe : le vin étant trop coûteux dans la ville, « l'ouvrier n'en boit pas la semaine, mais le dimanche va de la ville en faire une consommation immodérée qui amène, pour qu'il se remette, une perte de temps considérable ». C'est aussi l'idée exprimée par l'auteur des « Inconvénients de laisser les portes de la ville ouvertes la nuit ». Les cahiers du Tiers-Etat se font l'écho de ces plaintes justifiées sur les taxes d'octroi. « Nous chargeons nos députés, portent-ils, de remonter aux Etats généraux que, dans les villes de manufacture, la classe des ouvriers est toujours la plus nombreuse et qu'on ne peut charger les denrées de première nécessité du droit le plus léger sans augmenter la main-d'œuvre et nuire par cela même à la concurrence de nos manufactures avec les manufactures étrangères. Ils mettront sous les yeux de l'Assemblée nationale l'excessivité des droits qui renchérissent à Lyon les subsistances et la misère extrême des ouvriers de nos fabriques; ils demanderont avec instance la suppression de ces droits, non moins nuisibles aux habitants des campagnes qu'aux ouvriers de la ville. » Peu après, une instructive brochure, publiée en avril 1790 sous ce titre : *Observations sur les octrois et le commerce de Lyon*, constate que pèse sur chaque habitant « un impôt de 23 livres par tête, à compter de l'enfant nouveau-né jusqu'au vieillard; ce qui revient à 150 livres par tête de chaque père de famille, puisque la ville renferme 130,000 âmes dans son enceinte. Si on examine que

l'ouvrier le plus occupé ne fait pas sur son métier huit cents aunes de taffetas dans un an, l'on verra que cet impôt augmente chaque aune de cette étoffe de 3 sols 6 deniers, ou de 4 % à peu près ».

Ces détails d'ordres divers sur l'existence matérielle des maîtres ouvriers, dont nous ne saurions tirer de conclusion exacte, nous permettront de mieux comprendre les articles portés aux recettes et dépenses des budgets. Ils les ont documentés d'avance dans nos esprits et sont l'esquisse des tableaux précis que ces derniers vont nous présenter.



En 1777 l'Académie de Lyon mit au concours la question suivante : « Comment occuper les ouvriers en temps de crise ? » Un certain nombre de mémoires furent déposés ; l'un d'entre eux fit remarquer que ce problème ne saurait exister si les ouvriers gagnaient suffisamment lorsque le travail abondait, que la solution anticipée était dans le salaire rémunérateur, permettant de vivre et d'épargner. Et l'auteur cite comme exemple les maîtres ouvriers en soie ; il calcule à combien peuvent se monter leurs dépenses journalières suivant le genre d'étoffes qu'ils fabriquent, et dresse ainsi les deux tableaux suivants :

*Tableau des charges indispensables de l'ouvrier en soie
fabriquant des étoffes plaines seulement.*

PRÉLIMINAIRES.

On suppose :

- 1^o Que l'ouvrier a trois métiers ;
 - 2^o Que sa femme ou un apprenti occupe un métier ;
 - 3^o Qu'il ait un compagnon ;
 - 4^o Qu'il n'ait que trois enfants, dont un en nourrice ;
 - 5^o Qu'il n'ait qu'un seul domestique, tant pour le dehors, le ménage, devuider, faire les canettes ;
 - 6^o Que le mary et la femme sont vêtus et enlingés pour dix ans.
- Total : sept personnes au moins.

DÉPENSE JOURNALIÈRE CASÉE AU PLUS BAS.

Savoir :

Pain, dix livres au moins à 1 sol 6 deniers, non compris le compagnon, vu qu'il paye sa nourriture, cy par jour	15 s.
Vin, une pinte à 8 sols, non compris le compagnon, par jour.....	8

Viande, en supposant tous les jours gras comme étant les moins dispendieux, trois livres à 6 sols, non compris le compagnon, cy par jour.....	18 s.	
Sel, poivre, huile, vinaigre, ortolage.....	3	
Huile à brûler pour les trois métiers et la maison.....	4	
Bois à brûler.....	2	
Charbon.....	1	
Blanchissage de six personnes, non compris le compagnon.....	3	
Barbe, perruque, tabac, au moins.....	3	
Capitation, industrie, environ 9 livres, cy par jour.....		3 d.
Garde bourgeoise, outre six journées environ de perdues, dépensé au moins en quatre gardes 9 livres.....		3
Gages du domestique, étrennes, par jour.....	4	
Frais d'accouchement, trousseau de l'enfant et suite des couches, au moins 72 livres, cy par jour.....	4	
Gages du nourricier, entretien de l'enfant, au moins 72 livres, cy par jour.....	4	
Loyer de l'appartement de trois métiers, au moins 108 livres.....	6	
Entretien de trois métiers, achat d'ustensiles, etc.....	6	
Entretien d'habillemens pour le père, la mère et les deux enfants qui sont auprès d'eux.....	5	
Education des enfants, livres, etc., en suposant même qu'ils vont à l'école de l'aumône.....	1	
Total de la dépense journalière et indispensable.....	4 l. 7 s. 6 d.	

C'est là le budget du maître ouvrier en plein, c'est-à-dire de celui qui a le moins de frais, ses métiers n'ayant pas besoin d'un nombreux personnel et de coûteux ustensiles. Quelles sont en regard les dépenses d'un maître ouvrier en façonné?

Tableau des charges indispensables de l'ouvrier en soye, fabriquant des étoffes figurées seulement, soit en nuances et dorures, soit en velours.

PRÉLIMINAIRES.

On suppose :

- 1° Que l'ouvrier ait trois métiers;
- 2° Que sa femme ou un apprenti occupe un métier;
- 3° Qu'il ait un compagnon;
- 4° Qu'il n'ait que trois enfants, dont un en nourrice;
- 5° Qu'il ait par conséquent une domestique tireuse de cordes pour chaque métier, ce qui est indispensable;
- 6° Il lui faut encore au moins un domestique, tant pour le dehors, pour le ménage, devuider, faire les canettes, espolins, requetins, etc.;
- 7° Que le mary, sa femme, ses enfants soient vêtus et enlingés pour dix ans;

8° Il faut nécessairement à l'ouvrier de ce genre, toujours à sa charge, une liseuse de desseins, une faiseuse de lacs, un monteur de métiers, une remetteuse, une torseuse, et à cause que ces cinq agents ne sont que momentanément occupés, nous ne les compterons ici, quant à leur nourriture, seulement que pour un seul individu.

Total : onze personnes au moins.

DÉPENSE JOURNALIÈRE CASÉE AU PLUS BAS.

Scavoir :

Pain, dix-sept livres au moins à 1 sol 6 deniers la livre, non compris le compagnon, vu qu'il paye sa nourriture, cy...	11. 5 s. 6 d.
Vin, une pinte pour le maître et la maîtresse, demi-pinte à l'apprentif, un quart au moins à chacun des quatre domestiques (il en est qui en ont demi-pinte, vu leur grosse peine à certains ouvrages), plus une pinte au moins pour l'agent désigné à l'article 8 cy dessus, supposé que les enfants soient à l'eau et que l'ouvrier, ce citoyen, ne reçoive personne accidentellement à sa table. Total, quatre pintes et demie par chaque jour au moins à 8 sols, cy.....	1, 16
Viande, en supposant tous les jours gras comme étant les moins dispendieux, au moins six livres, non compris le compagnon, à 6 sols, cy.....	1, 16
Sel, poivre, huile, vinaigre, ortolage, cy au moins.....	6
Huile à brûler pour les trois métiers et la maison, en observant qu'il y a des ouvrages qui nécessitent deux lampes par métier, cy.....	12
Bois à brûler.....	5
Charbon.....	3
Blanchissage de l'ouvrier, sa femme, trois enfants, quatre domestiques.....	4
Barbe, perruque, tabac, au moins.....	3
Capitation, industrie, environ 9 livres par an, cy.....	3
Gages des quatre domestiques attachés à l'atelier à raison de 48 livres chacun par an, étrennes comprises, ce qui est le plus bas possible, cy par an 192 livres, et par jour.....	10, 6
Frais d'accouchement, trousseau de l'enfant et suite des couches, au moins 72 livres, cy par jour.....	4
Gages du nourricier, entretien de l'enfant, au moins 72 livres, cy par jour.....	4
Loyer de l'appartement, au moins 240 livres par an.....	15
Entretien d'habillemens pour le père, la mère et les deux enfants qui sont auprès.....	5
Education des enfants, livres, etc., en suposant même qu'ils vont aux petites écoles pauvres.....	1
Total de la dépense journalière et indispensable....	91. 5 s. 6 d.

L'auteur du mémoire dans lequel sont intercalés ces tableaux ajoute : « Nous passons dans ces deux tableaux pour zéro les frais de maladies, toujours très fréquentes chez les ouvriers en soie, attendu l'excès du travail forcé souvent pris sur leur repos pour faire face à leur pénurie et compenser des cessations de travail causées par le deffaut de commissions, ou de matières, ou de desseins, ou de dispositions de métiers ; attendu enfin que le produit de leur travail est disproportionné à la somme nécessaire et à la salubrité des alimens, accidens qui aggravent encore des charges si excessives. »

A ces tableaux l'auteur n'a point opposé des tableaux de recettes ; il estime qu'un calcul de ce genre, surtout pour les maîtres travaillant en façonné, est difficile à présenter sous une forme générale. C'est ce que prouveront les autres budgets qui n'établissent de calculs que pour l'ouvrier en plein. Mais il suffirait pour chaque maître, les dépenses cotées au minimum étant les mêmes pour tous, de prendre son livre et de faire le compte de ce qu'il a touché de façons dans l'année. On rapprochera alors le total ainsi obtenu des chiffres fournis par les tableaux précédents ; « à l'inspection de cette situation, déclare l'auteur, l'humanité souffre et nous interdit toute réflexion ultérieure ».

L'exemple est donné et quelques budgets vont être publiés sur ce modèle. Ils établiront leurs calculs uniquement pour le maître ouvrier travaillant en étoffes unies ; la raison en est que ces budgets sont dressés pour appuyer des demandes de tarifs qui portent sur le prix de façon des étoffes pleines, personne n'ayant songé à demander un impossible tarif pour les façonnés.

En mai 1779 les maîtres ouvriers présentent au Consulat une requête pour demander l'augmentation d'un sol par aune qui leur avait été promise. Afin de démontrer la nécessité de cette augmentation, ils joignent à leur mémoire un budget qui porte sur l'année entière et met en balance recettes et dépenses. Il est ainsi conçu :

*Tableau de la dépence journallière qui forme les charges annuelles
des maîtres fabricquants en étoffes de soye.*

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

On suppose :

1^o Qu'il y a trois métiers chargés l'un d'un taffetas Angleterre, le second d'un taffetas noir lustré de quatre-vingts portées, le troisième d'un taffetas noir lustré de quatre-vingt-dix portées ;

2^o Que la femme occupe constamment un métier, ce qui n'est pas ordinaire, vu le soin du ménage, de l'atelier et autre détail domestique ;

3° Qu'il n'y ait que trois enfants, dont un chez le nourricier ;

4° Qu'il n'y ait qu'une seule domestique, pour le dehors, faire les canettes et devuider.

DÉPENSE ANNUELLE,

Pour le pain de six personnes, compris le compagnon, dix livres à 2 sols.....	365	1.	
Vin, une pinte à 6 sols.....	109,	10 s.	
Viande, supposant tous les jours gras qui sont les moins dispendieux, deux livres à 6 sols.....	273,	5	
Sel, poivre, huile, vinaigre, fruit, hortolage.....	50		
Huile à bruller.....	60,	16,	8 d.
Bois à bruller et charbon de bois.....	27,	7,	6
Blanchissage.....	82,	2,	6
Six journées perdues pour monter la garde bourgeoise.	10,	14,	16
Barbe, tabac, capitation, entretien du mobilier.....	30,	10	
Frais d'accouchement, trousseau de l'enfant, suite de couches.....	60,	16,	8
Gage du nourricier et l'entretien de l'enfant.....	79,	1,	8
Loyer de l'appartement.....	136		
Entretien de trois métiers à 2 sols chaquun, 6 sols par jour.....	109,	10	
Pliage de vingt-quatre pièces à 5 sols.....	6,	1,	8
Tordage et remetage et nourrir la tordeuse, 1 l. 6 s. la pièce.....	31,	4	
Vingt-quatre jours employés à monter les dites vingt-quatre pièces, en déduisant huit journées de compagnon, restant seize journées pour le maître.....	31,	4	
Gages du domestique.....	45,	12,	6
Les deux tiers de la façon de l'Angleterre pèyé au compagnon, sauf la reprise de la nourriture à l'article 4 du tableau ci-contre.....	401,	10	
Entretien du père et de la mère et deux enfants, résultant du calcul d'entretien cy après.....	112,	3	
Total.....	2.049	1. 17 s.	2 d.

Tableau du produit de la main-d'œuvre sur les trois métiers désignés au tableau cy contre.

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

On suppose un travail continu, sans accident ni maladie. L'année sera réduite à deux cent quatre-vingt-seize jours ouvrables, déduction faite des cinquante-deux dimanches et dix-sept festes, lesquels deux cent quatre-vingt-seize jours à raison de deux aunes trois quarts par jour sur chaque métier,

qui est sans contredit la journée d'un bon ouvrier, forme huit cent quatorze aunes; à cause des quinze jours perdus par la suite des couches, seront réduites à huit cents aunes par métier.

Scavoir :

1 ^o Un métier d'un taffetas nommé Angleterre ayant fabriqué dans l'année huit pièces de cent aunes à 14 sols, se monte.....	560 l.
2 ^o Un métier d'un taffetas de quatre-vingt-dix portées ayant fabriqué huit pièces de cent aunes à 13 sols, se monte.....	520
3 ^o Un métier d'un taffetas de quatre-vingts portées ayant fabriqué huit pièces de cent aunes à 12 sols, se monte.....	480
4 ^o Reprise de la nourriture, huile à bruller, blanchissage et tor-dage fournis au compagnon, vue que le tout est compris dans le tableau de la dépence.....	240
Total pour l'année.....	<u>1,800 l.</u>

Restant débiteur de 249 l. 17 s. 2 d.

Il s'ensuit que les maîtres sont obligés de retrancher sur leurs dépenses :

Premièrement concernant la vie.....	137 l. 14 s. 2 d.
Secondement tout l'entretien, montant...	112, 3
	<u>249 l. 17 s. 2 d.</u>

Il est utile d'observé que l'augmentation donné au maître d'un sol par aune, en prélevant les deux tiers dus au compagnon, ne peut que produire au maître la somme de..... 93 l. 6 s. 9 d.

Néant le maître supposé débiteur, frais de maladie et accident, cessation ou ralentissement de travail, réparation locative.

Après ces notes, remarques, faites lorsque les tableaux ont été rédigés et qui font ressortir toute la modération de leurs chiffres, vient le :

Calcul de l'entretien d'habillement du père, de la mère et deux enfants du sexe féminin.

Pour huit ans, à l'homme un habit complet, 80 livres, par an.....	40 l.
Pour quatre ans, une veste et une culotte de travail, 28 livres, par an.....	7
Pour trois ans, un chapeau, 6 livres, par an.....	2
Un bonet.....	2
Une chemise et mouchoir de poche.....	4, 10 s.
Une paire de bas.....	2, 10
Une paire de souliers et un remontage.....	6, 10
L'année.....	<u>34 l. 10 s.</u>

Pour trois ans, à la femme une robe et un jupon, 30 livres, par an	10 l.
Pour trois ans, un mantellet et un jupon de travail, 12 livres, par an.....	4
Pour trois ans, un corset de molleton et un de toile, 13 livres, par an.....	4, 10 s.
Une coiffe et son montage.....	4, 10
Un mouchoir de col et un tablier.....	6
Une poche et mouchoir de poche.....	2, 5
Une chemise.....	3
Une paire de bas et deux paires de souliés.....	9, 10
L'année.....	78 l. 5 s.
Pour deux ans, aux deux enfants, à chacun un surtout avec un jupon, 18 livres, par an.....	9
Pour deux ans, à chacun un simple corps de jonc, 3 livres, par an	4, 10
A chacun une coiffe et un mouchoir de col.....	3
A chacun un tablier.....	3
A chacun une chemise.....	2, 8
A chacun une paire de bas et une paire de souliers.....	5
Peigne, boucle et lasset.....	1
Entretien de trois lits, draps et essuie-mains.....	9
Total pour l'année.....	112 l. 3 s.
Porté au compte de la dépence.	

Ce budget fut un modèle qu'adoptèrent par la suite les rédacteurs des divers mémoires tendant à obtenir une augmentation. Ils en modifièrent seulement les chiffres, les faisant cadrer en quelque sorte avec leurs prétentions. C'est ainsi que, probablement en 1786 (1), un autre budget fut adressé au Consulat, accusant une dépense annuelle de 2,039 l. 13 s. 2 d. et un produit de 1,533 l. 8 s. Le maître était de la sorte chaque année en déficit de 506 l. 5 s. 2 d. Après avoir indiqué ce chiffre considérable, le mémoire s'empressait d'ajouter : « Peut-être dira-t-on que si depuis plusieurs années les maîtres ouvriers s'endettent annuellement de 506 livres, il n'en est aucun qui ne serait détruit. On répond à cela que l'augmentation de toutes choses n'ayant pris son accroissement que peu à peu, les maîtres qui avaient retiré du bien de leurs familles ont été obligés de le sacrifier pour suffire à leurs besoins. Quant à ceux qui en ont été privés, ils ont été forcés de se passer en partie du nécessaire à la vie et à l'entretien, de contracter des dettes considérables, de

(1) Le mémoire qui contient ce budget dut être publié à cette date, car deux époques virent éclore des mémoires de ce genre, 1779 et 1786. Or il n'est pas de la première date; en effet, une note relative aux prix indiqués de certaines denrées est ainsi conçue : « On pourra alléguer que le pain ni le vin ne sont pas si chers qu'ils l'étoient en 1779 lors de la rédaction du tarif. »

recourir aux aumônes, d'abandonner leurs enfants et de surcharger les hôpitaux dans leurs maladies et vieillesse. Que si l'on faisoit un relevé de ceux qui chargent ces maisons dans tous ces cas, on trouveroit certainement que plus des trois quarts sortent de cet état. » Devant de telles calamités trop réelles et un déficit aussi élevé, le remède serait, à l'avis des maîtres, « que pour satisfaire à leurs dettes il faudroit que le prix des façons fût augmenté de 4 sols 6 deniers par aune, puisqu'il est évident que les trois fois sept cent quarante-huit aunes fabriquées dans l'année faisant deux mille deux cent quarante-quatre aunes à 4 sols 6 deniers d'augmentation ne se monteroit qu'à 504 l. 18 s., de sorte qu'ils seroient encore débiteurs de 1 l. 7 s. 6 d., puisqu'ils sont en arriére par le résumé ci-dessus de 506 l. 5 s. 2 d. » Ce chiffre étoit donc la démonstration cherchée de l'insuffisance d'un tiers du salaire des maîtres.

De tels calculs, bien que suspects d'être faits pour les besoins d'une cause, devaient frapper les esprits et, dressés avec modération et sagesse, ils devaient être un puissant auxiliaire de la lutte engagée par les maîtres ouvriers pour obtenir un tarif. Le budget qui nous a paru être l'exact reflet de la vie de l'ouvrier est celui que présenta, le 2 mai 1786, le sieur « Antoine Celle, maître fabricant d'étoffes, rue Neyret, au nom de ses confrères ». Il est ainsi rédigé en sa copie manuscrite :

Tableau du produit de la main-d'œuvre des maîtres ouvriers fabricants en étoffes de soie pleines ou unies de la ville de Lyon, pour le montant être mis en parallèle avec le tableau des dépenses journalières qui forment leurs charges annuelles, présenté à MM. du Consulat le 2 mai 1786.

On suppose qu'un maître fabricant ait trois métiers, chargés des taffetas d'Angleterre, qu'il en occupe un, que sa femme, contre l'usage et la différence due à la faiblesse de son sexe, en occupe un autre, que le troisième soit occupé par un compagnon et qu'il ait deux personnes pour le devidage et les cannettes nécessaires aux métiers et faire tous les autres détails domestiques, ce qui ne peut se faire à moins.

L'on suppose de plus qu'il ce peut fabriquer sept cent cinquante aunes d'étoffes par année sur chaque métier, ce qui fait le travail d'un bon ouvrier sans contredit; en partant de ces suppositions, l'on verra que les métiers de l'homme et de la femme produiront quinze cents aunes par année à 16 sols, prix auquel la façon est présentement portée, et le produit de leur travail sera de..... 1,200 l.

Plus les sept cent cinquante aunes du compagnon à 6 sols
8 deniers par aune produiront..... 249, 15 s.

1,449 l. 15 s.

Les marchands diront qu'un maître fabricant peut avoir quatre métiers. On leur répondra que l'on a pris la proportion la plus lucrative pour le maître en ne lui supposant que trois métiers, puisque avec quatre il est comme impossible que la femme puisse en occuper un, ce qui diminueroit de beaucoup leur gain journalier; d'abord il est connu qu'on ne peut faire valoir quatre métiers sans être sept personnes par rapport à leur attirail nombreux et au laps de tems perdu qu'ils occasionnent chacun à leur tour pour aller chercher et rendre les matières et pour auner, vérifier et nettoyer les étoffes pour les rendre parfaites; il est très aisé de voir et même très sensible qu'il y a plus de lucre à cinq personnes pour trois métiers qu'à sept pour quatre, ni même qu'à six pour quatre, la femme ne pouvant travailler. Il y a plus : la rareté des ouvriers pour occuper les métiers et des domestiques pour les faire valoir ne permet pas aux maîtres de s'en procurer toutes les fois qu'ils en ont besoin.

L'auteur ajoute que s'il y a des genres d'étoffes plus lucratifs que les taffetas Angleterre supposés, ces genres entraînent de plus grandes dépenses et le tableau inverse s'en ressent; il affirme qu'on ne peut, n'étant que cinq, faire un aunage plus considérable. Puis il donne avec de très intéressantes remarques le :

Tableau des dépenses journalières qui forment les charges annuelles des maîtres ouvriers fabricants et calcul d'icelles pour la nourriture, payement et entretien des quatre personnes restantes à leur charge, déduction faite de celle du compagnon qui complète le nombre des cinq nécessaires à faire valoir les trois métiers supposés par le tableau de recette.

Pain, huit livres par jour à 1 sol 9 deniers la livre faisant par année 2551. 10 s.

L'on sait que pendant plusieurs des années dernières le pain a été au prix de 2 s. 6 d. la livre et que pour peu que les récoltes ne soient pas abondantes, le commerce libre des grains le fera revenir au même prix.

Viande, supposant tous les jours gras, deux livres par jour à 6 s. 6 d. la livre 237, 5

L'on sait que, loin d'une diminution, l'on craint toujours une augmentation dans cette denrée.

Vin, demi-bouteille au maître, autant à la maîtresse et demi-septier à chacun des domestiques, faisant ensemble trois demi-bouteilles à 6 sols la bouteille 164, 5

L'on sait que, dans le cas de difficulté, un maître est taxé au bureau de la Communauté à donner demi-bouteille de vin par jour à un apprentif; si le maître doit se contenter de n'en pas avoir davantage, on ne peut se dissimuler que lorsqu'il fait des ouvrages pénibles cela ne peut lui suffire. Il est vrai que cette année il y a du vin à meilleur marché, mais l'on sait aussi qu'à la moindre disette le vin serait à 8 sols la bouteille, et plus, par rapport aux droits énormes d'entrée.

Loyer de l'appartement..... 140 l.

On est dans le cas de prouver, s'il en est besoin, que la plus grande partie des ouvriers en est pour davantage.

Huile à brûler à quatre lampes, trente livres chacune par année faisant cent vingt livres à 65 livres le %..... 78

Il est impossible à un ouvrier de brûler moins de trente livres d'huile pour lampe pendant l'année et l'on peut assurer qu'il n'en est presque pas un qui n'en brûle davantage, à moins qu'il n'ait des moyens pour l'exempter de travailler la veillée.

Bois à brûler, charbons de bois et de terre..... 60

Etat de cette dépense :

Trois voies de charbon de bois.....	12 l.
Demi-cent de fagots et le port.....	12
Trente bennes charbon de terre.....	40, 10 s.
	<u>64 l. 10 s.</u>

L'on voit qu'il faut encore économiser sur ce total dont on ne peut s'écarter sans une épargne rigoureuse, c'est de quoi peuvent rendre compte ceux qui ont des poêles pour chauffer de grands appartements, tels que ceux nécessaires aux fabricants.

Gage du domestique pour devider..... 45

Gage du domestique pour faire les cannettes..... 18

Pour pliage et tournage de trente-six pièces tirant chacune soixante aunes au plus de longueur..... 18

Pour le tordage desdites pièces à 1 l. 8 s. chacune, y compris la nourriture de la tordeuse..... 58, 8 s.

Ces quatre derniers articles sont argent déboursé, mais l'on voudra bien observer que les deux derniers deviennent beaucoup plus coûteux lorsque le maître fabricant est exposé à faire des pièces de vingt, trente ou quarante aunes, comme beaucoup de marchands les font faire, notamment dans le temps de mévente.

Sel, poivre, huile à manger, vinaigre, beurre, hortolage, fruit et fromage..... 60

On démontrera, si on l'exige, par un détail très exact que toutes ces menues denrées, très nécessaires à des gens qui travaillent dix-huit heures par jour, sont portées à un prix très médiocre pour ne pas dire insuffisant.

Blanchissage..... 60

L'on prouvera aussi, s'il est nécessaire, par un calcul bien clairement démontré que ceux qui donnent leur linge à blanchir hors de leur maison dépensent la moitié plus que le prix fixé, qui ne peut être réduit à ce taux qu'en faisant la lessive chez soi ; c'est ce que le plus grand nombre des ouvriers ne peuvent faire par le peu de linge qu'ils ont ainsi que leurs domestiques.

Pour l'entretien des lits, comme draps, couvertures, matelats, toiles de matelats et gardes paille, tant pour renouveler tous ces articles au besoin que pour les faire refaire et regarnir, le tout supputé avec la plus grande exactitude et montant par année.	36 l.
Pour nappes, essuye-mains, linges à tenir sur les métiers et serviettes nécessaires pour les étoffes.....	6
Pour barbe, perruquier, capitation et garde.....	36
Entretien de la batterie de cuisine, vaisselle, verres, bouteilles....	6
Réparations locatives, carrelage, cloux, balets, etc.....	6
Pour l'entretien du poêle à chauffer, y compris son achat.....	4, 10 s.
L'on sait qu'il exige souvent des réparations.	
Pour l'entretien des châssis.....	3

Calcul de l'achat et entretien des habillements masculins et féminins.

A L'HOMME.

Pour huit ans, un habit complet, son retournage et entretien, 80 livres, par année.....	10 l.
Pour trois ans, veste, matelote, culotte de travail, 30 livres, par année.....	10
Pour trois ans, un chapeau et ses repassages, 9 livres, par année.	3
Pour un an, deux chemises.....	10
Pour un an, deux paires de bas et deux mouchoirs de poche....	8
Pour un an, deux paires de souliers et un remontage.....	12, 10 s.
Pour un an, un bonnet et bourse à cheveux.....	4

A LA FEMME.

Pour trois ans, une robe et jupon, 36 livres, par année.....	12
Pour trois ans, un mantelet, casaquin et jupon de travail, 18 livres, par année.....	6
Pour trois ans, un corset de molton et de toile, 15 livres, par année.....	5
Pour un an, deux chemises.....	8
Pour un an, deux tabliers, deux mouchoirs de col tant pour les jours ouvriers que les fêtes et dimanches.....	18
Pour un an, une poche et deux mouchoirs de poche.....	4
Pour un an, deux paires de bas, deux paires de souliers et galoches.....	12
Pour un an, un bonnet rond pour le travail, une coëffe de nuit, une pour sortir et ses montages.....	12

L'on ne voit pas que des ouvriers domiciliés et citoyens puissent se restreindre à un entretien plus modique, à moins de faire souffrir en eux l'humanité ou de se sortir des règles de l'honnêteté,

*Calcul des dépenses et entretien de tout ce qui peut concerner
un atelier de trois métiers.*

Pour bois de métiers, leurs étampes, remisses, peignes, batans, rouleaux, navettes, forces, pinces, pédales, carettes, cordâges, rouet à devider et rouet à cannettes, le tout supputé coûter 9 deniers par aune au maître fabriquant, ce qui lui fait une dépense, pour les deux mille deux cent cinquante aunes qui se fabriquent tous les ans dans son atelier, de... 84 l. 7 s. 6 d.

Si quelques marchands trouvaient exagérée la somme portée à 9 deniers par aune, pour les dépenses et entretiens de trois métiers, on les prie de vouloir bien prendre des renseignements de ceux d'entre eux qui fournissent les remisses et les peignes pour certaines étoffes : ils verront que cette simple fourniture leur coûte 1 sol par aune avec l'entretien, aussi n'hésitent-ils pas un moment de donner 1 sol par aune de façon de plus que le prix ordinaire lorsque les ouvriers se les fournissent ; il s'ensuit de même que ceux qui sont obligés de fournir aux ouvriers les remisses et les peignes seulement pour les étoffes courantes se retiennent 1 sol par aune à leurs profits sur le prix courant, ce qui démontre clairement que la modération de 9 deniers par aune ne peut être adaptée qu'aux étoffes légères dont les agrets ne sont pas conséquents, car pour les étoffes conséquentes comme satin et autres, dont les marchands sont dans l'usage de fournir les remisses et les peignes, les dépenses de tout l'atelier, du métier, ainsi qu'il est cité dans l'article des agrets, reviennent à 1 s. 3 d. par aune ; au moins est-on sûr de ne pas être contredit et d'en donner la preuve au besoin.

Montant total des dépenses d'une part.. 1.502 l. 15 s. 6 d.

Montant du produit du travail..... 1.449, 15

Résultat en déficit..... 53 livres 6 d.

Il appert qu'un maître fabricant ne peut pas jouir de la modicité de la nourriture et de l'entretien détaillé cy dessus sans être débiteur dans l'année de 53 l. 6 deniers ; encore faut-il qu'il n'ait point d'enfant en nourrice, point chez lui, point d'accouchement, point de maladies, point d'accidents imprévus, point de délasement et ne pas cesser de travailler.

L'on sait qu'un enfant en nourrice coûte avec l'entretien au moins chaque année..... 90 livres.

L'on sait que ceux que l'on a chés soi coûtent encore plus ; n'en supposons qu'un à..... 100 »

L'on sait qu'un accouchement coûte au moins..... 60 »

Total..... 250 livres.

Aussi l'on voit que, sans rien porter en compte pour la maladie, accidents imprévus, cessations de travail, etc., ces sommes montent à 250 livres, réduisent

l'ouvrier à la dernière des misères, et qu'à moins de se priver d'une partie de la nourriture et de l'entretien ou à moins qu'il n'ait des secours de ses parents, des maisons des pauvres ou des âmes sensibles comme il y en a tant qui sont assujettis à ces vicissitudes, il faut qu'il s'endette ou qu'il méprise l'honneur d'être citoyen et père de famille.

Ce budget si touchant en sa simplicité fut reproduit en 1789 à la suite des " Doléances des maîtres ouvriers fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon, adressées au Roi et à la Nation assemblée ". Bien que présenté comme ayant été dressé en 1786, il a subi quelques modifications; les remarques qui suivent avec tant d'à-propos les divers articles ont été groupées, sans subir d'ailleurs de changements appréciables. Les prix marqués diffèrent. Dans les recettes, le prix de façon des métiers du maître et de la maîtresse est élevé de 16 à 17 sous l'aune, celui du compagnon étant porté à 18 sous. Il en résulte que le total de la main-d'œuvre est de 1,944 livres 16 sols au lieu de 1,449, 15. Les dépenses sont à peu près les mêmes: toutefois les frais d'accouchement, de nourrisserie, d'entretien d'un enfant à la maison y sont calculés dans tous leurs détails. C'est ainsi que l'on porte 35 l. 1 s. 3 d. « pour quinze jours perdus sur le métier de satin, pour la couche de la femme, à deux aunes trois quarts par jour, faisant quarante une aune un quart à 17 sous », et 7 livres 3 sols « pour la même cause ci-dessus, trois jours perdus pour le maître sur le métier de quatre-vingt-dix lustré à deux aunes trois quarts par jour, faisant huit aunes un quart à 17 sous ». Le total des dépenses s'élève à 2,301 livres 8 sols au lieu de 1,502, 15, 6 porté au premier budget. Le déficit pour le maître est donc de 356 livres 12 sols, et ce résultat dicte les réflexions suivantes: « Quand on ne considérerait les ouvriers en soie que comme des instruments mécaniques nécessaires à la fabrication des étoffes, ou qu'abstraction faite de leur qualité d'homme, qui doit intéresser toute la société à leur sort, on eût l'inhumanité de ne vouloir les traiter que comme des animaux domestiques que l'on n'entretient et ne conserve que pour les bénéfices que leur travail procure, toujours faudroit-il leur accorder la subsistance qu'on est forcé de fournir à ceux-ci, si on ne vouloit pas s'exposer à se voir bientôt frustré du fruit de leurs travaux. »

Les preuves de la pénurie des maîtres ouvriers exposées par les budgets sont encore corroborées par les témoignages des contemporains. C'est ainsi qu'en 1787 l'abbé Bertholon, qui n'était point suspect de haine pour les marchands, écrivait: « Si ce peuple d'ouvriers continue de vivre dans la plus étroite nécessité, nous craignons de voir ce grand corps de la fabrique de Lyon, tout robuste et tout puissant qu'il est, périr bientôt d'inanition. En effet, quelle vie que celle d'un ouvrier fabricant! Toujours il devance le

lever de l'aurore et prolonge ses travaux bien avant dans la nuit pour pouvoir, par la longueur du temps, compenser la modicité des salaires insuffisants. Pendant les trois quarts de la journée il est cloué sur un métier dont l'exercice est mille fois plus pénible, par la position du corps, que celui d'aucune autre profession ; aussi ne parvient-il jamais à une vieillesse avancée ; on assure même que jamais ouvrier n'a été fils et petit-fils d'ouvrier. La plus modique subsistance les soutient et on peut dire qu'ils mangent moins pour vivre que pour ne pas mourir. Quelqu'un a dit que nulle part on ne pourrait établir des manufactures comme à Lyon, parce qu'il faudrait trouver ailleurs des gens qui ne mangeassent ni ne dormissent comme à Lyon. La famille entière est logée ou plutôt resserée dans un appartement étroit, dont l'air est nécessairement chargé de miasmes que fournit la transpiration ; de là plusieurs maladies qui en sont la suite et qui souvent les forcent d'aller dans les hôpitaux pour y chercher moins des secours qu'un moyen prompt d'être plutôt délivrés d'une triste et pénible existence. Quelle vie ! »

*
* * *

Apprécier à un siècle de distance les chiffres donnés par ces tableaux de recettes et de dépenses est une tâche que nous n'entreprendrons point. Il s'en dégage, comme des détails que nous avons réunis sur les subsistances, les impôts, le loyer, le sentiment déjà éprouvé que la situation des maîtres ouvriers fut de tout temps précaire et qu'il leur fallait, pour subsister et n'être point ruinés par les crises, de rares qualités d'économie. Grâce à celles-ci se maintinrent un grand nombre d'ateliers, et sur les dépenses présentées comme le plus strictement calculées, certains trouvaient le moyen d'épargner pour les jours mauvais ; ils se privaient, souffraient en silence, et l'histoire de la manufacture est faite de cela ; composée d'une presque majorité de familles stables, celle-ci vivait grâce à elles, les secours allant aux autres qu'éliminaient peu à peu la faim et la maladie. Il se fit une sélection et les budgets, qui constatent tous des déficits obligatoires et si élevés, sont un témoignage pris sur le vif de l'endurance et de la résignation des maîtres ; grâce à l'ordre, à la simplicité de leur vie et de leurs mœurs, ils subsistaient, alors que les calculs les plus modérés, au-dessous même de ce qui paraît un minimum, démontraient qu'ils devaient périr.

CONCLUSION

En ces quelques lignes nous ne pouvons que résumer, mais non conclure. Ne serait-ce pas prématuré, notre intention étant d'opposer à la Manufacture, placée sous le régime de la réglementation, la Fabrique, émancipée par la loi de 1791? Cette seconde étude nous permettra de comparer, après avoir suivi l'évolution de l'industrie de la soierie et son développement à Lyon jusqu'à nos jours. Alors nous pourrons donner une conclusion basée sur des faits et des chiffres, car le moment n'est point encore venu de dégager de cette monographie tout son enseignement économique et social.

Condensons cependant les multiples documents que nous a légués la période qui s'arrête ici et cherchons à en montrer la valeur absolue au point de vue historique, en attendant de pouvoir leur donner leur entier intérêt sociologique par la comparaison.

Il ressort tout d'abord qu'à Lyon, dès le ^{xvi}^e siècle, la liberté du travail dont nos aïeux étaient si fiers, se payant souvent de mots dans leur désir d'indépendance, alla sans cesse se restreignant et que les règlements furent au profit des communautés ce qu'étaient dans les autres villes les jurandes et maîtrises à l'égard de la royauté. Celle-ci n'en abdiqua pas pour cela ses prétentions et nous avons vu quelles lourdes charges constituaient les créations d'offices que les communautés devaient racheter; leur relative autonomie leur coûtait cher. Aussi elles ne furent, par suite, pas plus ménagères des deniers des maîtres et compagnons que ne l'étaient les dignitaires de la Cour, grands maîtres, de la charge desquels dépendait un corps de métiers.

En outre, l'organisation de la Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers en draps de soie de Lyon aboutit à la création d'une nouvelle classe de maîtres qui devint rapidement prépondérante, étant riche, qui accapara tout au profit de ses idées économiques et de ses désirs de domination, réduisant les maîtres ouvriers à un état voisin de celui des compagnons. La Communauté ne put, dans le besoin, leur être secourable, après avoir limité leur légitime ambition d'agrandir toujours leur négoce, et elle ne voulut pas, étant dirigée par les maîtres marchands, soutenir les ouvriers dans leurs pacifiques revendications au sujet des salaires et des tarifs.

A un point de vue plus général, et c'est un renseignement précieux d'expérience, les règlements, si minutieux dans leur tendance à établir l'égalité entre les maîtres, ne firent que les placer tous dans la plus précaire des positions ; ils les rendirent violents à certaines heures, apathiques à d'autres, manquant d'énergie et d'initiative tant au point de vue moral que professionnel, sachant surtout plaider, adresser requêtes sur requêtes, suppliques au Roi pour obtenir des faveurs. Enfin, par l'établissement de la hiérarchie, apprentissage, compagnonnage, maîtrise, coûtant de longues années et des droits élevés, les règlements spécialisaient pour toujours un grand nombre d'ouvriers, incapables au moment des crises de chercher en un autre métier le soutien nécessaire.

Les admirateurs des anciennes communautés d'arts et métiers font surtout ressortir l'idée fraternelle qui est à leur base, l'entente intime des maîtres, l'union en une croyance, en une piété qu'elles maintenaient. Tout cela, d'un puissant effet de solidarité, fut bien dans les communautés à leur début : c'était leur âge d'or que cette conception religieuse hiérarchisée du travail laïque. Mais combien vite on s'éloigna de cet idéal, les besoins croissant, l'industrie se développant pour les satisfaire ; alors l'esprit d'abnégation, le désir des rapports amicaux font place au lucre, au sentiment de la concurrence, et les communautés monopolisent le métier, font bonne garde autour de lui, rendant difficile son accès pour le bonifier, plaidant contre tout empiètement.

Les règlements, qui dans la petite société d'artisans du début étaient d'instructives recommandations techniques, gardant l'art de toute décadence, deviennent des codes touffus de prohibitions et d'exclusions : parfois, comme dans la manufacture, consacrent le droit du plus fort au détriment du plus faible, suivant que ce sont les marchands ou les ouvriers qui l'emportent.

Nous voudrions pouvoir dire de suite si la manufacture eut à se réjouir d'avoir brisé les entraves des règlements, si la situation de l'ouvrier, plus spécialement, en fut améliorée et si dans la liberté d'association il trouva le moyen de reconstituer les groupements d'autrefois. Ce sera l'objet d'une nouvelle étude, et si l'on peut reprocher à notre thèse de ne pouvoir conclure, on nous accordera tout au moins un crédit de temps pour terminer nos recherches et montrer que les années passées à l'Université ont éveillé en nous le désir de ne point rompre ici brusquement avec les travaux dont nos maîtres nous ont donné le goût et l'habitude.



bibliographie générale

ET

CLASSEMENT MÉTHODIQUE

DES ARCHIVES

DE LA COMMUNAUTÉ DES MAÎTRES MARCHANDS ET MAÎTRES OUVRIERS

EN DRAPS D'OR, D'ARGENT ET DE SOIE

FORMANT LE FONDS DIT DE LA GRANDE FABRIQUE

ET DES DOCUMENTS INVENTORIÉS PAR CHAPPE ET ROLLE

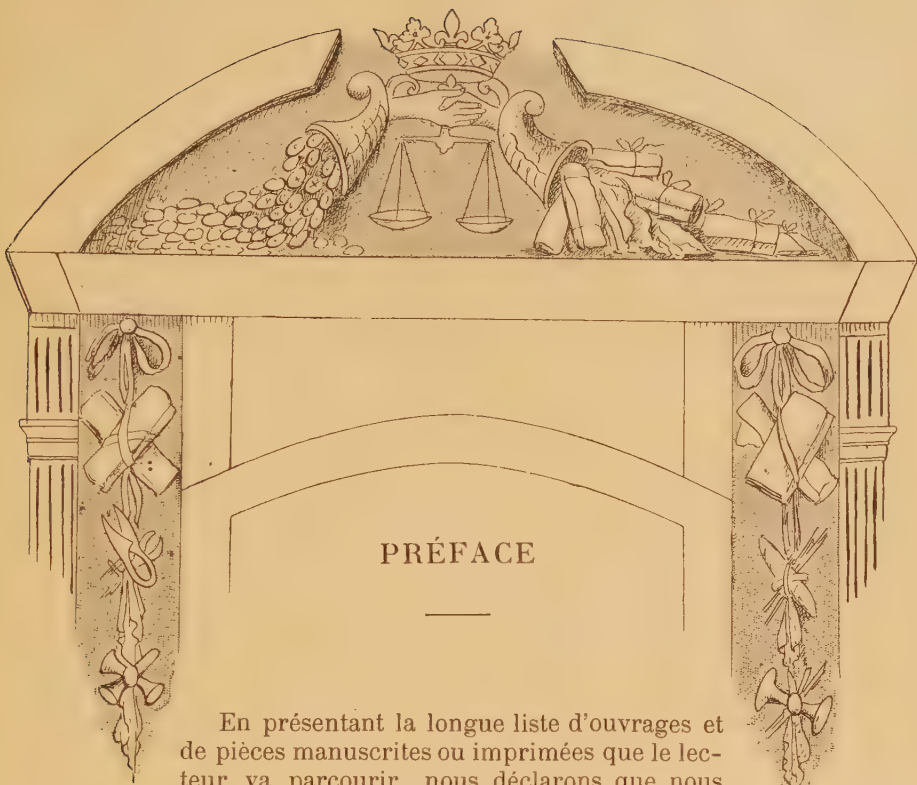
CONSERVÉS AUX ARCHIVES MUNICIPALES

AINSI QUE DE DIVERSES PIÈCES DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

ET DE LA CHARITÉ

DU FONDS COSTE, DES BIBLIOTHÈQUES DE L'ACADÉMIE

ET DE LA CHAMBRE DE COMMERCE



PRÉFACE

En présentant la longue liste d'ouvrages et de pièces manuscrites ou imprimées que le lecteur va parcourir, nous déclarons que nous avons beaucoup hésité avant de la dresser, nous demandant : Dans quel ordre ranger les multiples documents que nous avons analysés ? De quelle utilité pourrait être un pareil travail ?

Délaissant le classement chronologique qui est celui des inventaires du fonds de la grande Fabrique et de Chappe, nous avons essayé de faire rentrer dans le cadre de chapitres concordant, autant que possible, avec ceux de notre étude particulière les documents qui nous ont servi à la composer. Et de la sorte nous avons en outre dressé la charpente de ce que serait une étude générale de la manufacture comprenant les questions techniques qui n'entraient point dans notre sujet. C'est là, nous a-t-il semblé, qu'était la raison d'être de cette partie de notre travail, donnant pour la première fois un inventaire complet du fonds de la grande Fabrique et des pièces décrites rapidement par Chappe, rapprochant celles qui traitent des mêmes matières et indiquant ainsi aux lecteurs, qui en des points plus spéciaux voudraient compléter notre essai sur l'antique industrie lyonnaise, les sources auxquelles ils pourront puiser. Notre classement présentait d'autre part pour nous cet avantage de ne point

avoir, par de multiples renvois en note, à donner, au cours de notre étude, des cotes compliquées d'archives, et il nous a permis de les simplifier.

Parcourons les divers dépôts où se trouvent les documents se rapportant à notre sujet. Il nous faut tout d'abord faire l'ascension, par un bel escalier à vis, du grenier où la Municipalité a logé ses archives; nous voilà dans les combles de l'Hôtel de ville : une salle mansardée, éclairée par un vitrage qui n'est qu'une grande fenêtre à tabatière, est la salle de travail où nous pourrions consulter à notre aise les papiers et titres de la Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soie. Après certaines vicissitudes, les archives de la Communauté ont été déposées là : elles étaient somptueusement logées en des armoires construites pour elles dans une salle du Bureau de la rue Saint-Dominique (1) et mises soigneusement en ordre par le secrétaire de la Communauté. Vint l'édit de 1776 et la saisie des biens des corporations. Le 16 août un commissaire enquêteur accompagné d'huissiers dressa un inventaire des meubles du Bureau et des effets de la Chapelle. Le secrétaire nous raconte qu'ils durent seulement apposer les scellés sur les armoires des archives, « attendu qu'ils trouvèrent de l'impossibilité à pouvoir faire la description des titres qui y sont renfermés sans y employer plusieurs mois et peut-être une année et au-delà avec plusieurs commis; l'histoire médisante rapporte même qu'on avait proposé d'en faire un incendie également que de tous les autres titres des autres communautés, ces pièces, disoient-ils, devenant inutiles aux nouvelles ». Il n'en fut rien; mais, échappant à ce danger, les archives subirent un déménagement qui leur fit l'effet d'un incendie partiel : un grand nombre de pièces, près du tiers, furent perdues. D'après l'inventaire dressé à l'Hôtel de ville le 15 septembre 1779, les syndics, après avoir retiré les livres nécessaires à l'enregistrement des apprentis, compagnons et maîtres, voient de nouveau apposer les scellés sur huit ballots de leurs papiers et titres, qui sont enfermés dans un appartement où se trouvent déjà les boisages et armoires démontés des archives. C'est le contenu à peu près intégral de ces huit ballots qui nous est parvenu. Il a été classé d'après les indications du Répertoire en trois volumes, dont il nous faut

(1) Le livre des rendements de comptes commençant en 1779 débute par un inventaire des meubles et ustensiles à l'usage du Bureau. Il décrit la salle des archives qui contenait onze armoires : les trois qui étaient placées dans le fond, face aux fenêtres, étaient plus spécialement ornées, avec une corniche; les portes de l'armoire du milieu étaient décorées des armes de France, celles de l'armoire de droite des armes de la ville et celles de gauche des armes de Mgr de Villeroy, le tout enjolivé d'autres sculptures. L'aménagement de la salle des archives comprenant les armoires, ferrures, parquet, plafond et sculptures, coûta 5,684 livres 9 sols (comptes de 1755).

parler maintenant. Celui-ci fut dressé vers le milieu du XVIII^e siècle par le sieur Volet, secrétaire de la Communauté, qui, non content de noter par une sèche mention les pièces des archives, les analysait souvent longuement, y ajoutant de précieuses notes qui sont comme l'anecdote à l'histoire. De la sorte, les pièces disparues ne sont point perdues complètement et ce qu'en dit le Répertoire suffit souvent pour nous permettre d'en tirer l'enseignement qu'il convient. Nous nous sommes souvent servi de ces indications et dans notre Classement nous les mentionnons par cette abréviation : R. G. F. (Répertoire de la grande Fabrique); il suffira de s'y reporter à leur date.

Ce Répertoire est composé de trois énormes registres in-folio, portant la rubrique : " Recueil du précis des titres et papiers de la Communauté des marchands et maîtres fabricants de la ville de Lyon. " Le premier est vêtu d'une lourde et riche reliure à l'aspect imposant. Les plats et le dos sont ornés de dentelles gracieuses : les coins sont garantis par de solides armatures en cuivre doré, et des fermoirs qui ont disparu, ouvragés peut-être, complétaient cet ensemble massif et digne de la Communauté dont il relatait les événements. Ce premier tome comprend depuis l'année 1536 jusqu'en 1749 inclusivement. En première page se trouve une explication sur la manière de « découvrir telle pièce à l'instant, à l'aide d'un répertoire et du présent grand-livre ou recueil distribué par chapitres, titres et articles; chaque chapitre est composé de soixante-six sacs contenant un certain nombre de titres et ces derniers renferment tant d'articles qui prennent plus ou moins de sacs suivant la quantité des différentes affaires plus ou moins volumineuses. Dans chaque sac il y a un certain nombre de pièces distribuées par ordre de date et désignées par des lettres qui leur servent de cote. »

Comme on le voit, tout était parfaitement ordonné. Ainsi que dans la plupart des livres des corporations, se trouve en tête un dessin représentant les armes et les attributs du métier. La Communauté a enrichi les volumes de son Répertoire de plusieurs dessins allégoriques, dont nous donnons des reproductions. L'analyse des papiers et titres est précédée de l'invocation : « Au nom de Dieu et de la Très-Sainte Vierge, *amen*. » Le second tome est relié en maroquin rouge, avec aussi de solides armatures de cuivre; quant au troisième, plus modeste, il a simplement une couverture de parchemin en forme de portefeuille, avec deux cordons pour fermeture. Il commence en 1763 et déjà M. de Gournay a répandu « son fléau de liberté »; on parle de supprimer maîtrises et jurandes.

Si, dans notre classement, nous voulions suivre la manière de « découvrir telle pièce sur l'instant », il nous faudrait indiquer son numéro de chapitre, de titre, d'article et sa lettre. Cette méthode a déjà été simplifiée et les pièces du fonds de la grande Fabrique ont

été rangées par ordre chronologique, suivant en cela le Répertoire, puis placées dans des cartons qui portent au dos les numéros des pages de ce dernier où elles sont analysées. Pour obtenir telle pièce il suffit donc de donner le numéro de la page sur laquelle elle est indiquée. Tel carton contient des pièces cataloguées dans six pages du Répertoire, tel autre dans quinze, et ils ont pour référence le numéro des première et dernière pages auxquelles appartiennent la première et la dernière pièce, de 1 à 6, de 210 à 218. Nous avons numéroté à notre tour tous ces cartons et, dans un tableau que nous donnons plus loin, indiqué à quelles pages du Répertoire ils se réfèrent : de la sorte la pièce indiquée G. F. 50 est contenue dans le fonds de la grande Fabrique carton 50, et si nous nous reportons à notre tableau, le carton 50 est coté aux Archives municipales : V. III, 1-31. Il nous a semblé suffisant d'indiquer le carton, la numérotation des pièces telle qu'elle existe étant appelée à disparaître dans un nouveau classement ; au lecteur désireux de retrouver le document qui l'intéresse à parcourir tous ceux, peu nombreux d'ailleurs, que contient le carton.

Ajoutons qu'une grande partie des registres nous ont été conservés : livres d'enregistrement, livres de raison, registres de la Confrérie, etc. ; nous les indiquons dans nos divers chapitres.

Si, toujours aux Archives municipales, nous passons du fonds de la grande Fabrique à l'inventaire Chappe, il nous faut prendre l'énorme registre VII, à la reliure fatiguée par de nombreux travailleurs qui trop souvent se sont fiés à l'analyse donnée par Chappe, sans se douter des importants documents qu'il s'est contenté d'indiquer très sommairement ou qu'il a passé sous silence. Nous avons ici fait le même travail que pour le fonds de la grande Fabrique et dressé l'inventaire pièce par pièce des documents que Chappe a rangés sous les deux titres : " Ouvriers en draps d'or, d'argent et de soie " ; " Affaires particulières de la Communauté ". Ces pièces du Chappe VII sont aussi dans des cartons portant l'indication des pages du registre où elles sont inventoriées. Nous avons, pour plus de simplicité, numéroté lesdits cartons et donné leur concordance avec les numéros des pages dans un tableau. Par exemple, la pièce que nous indiquons Ch. VII, 13 est dans le carton 190^{m1}, et ici nous laissons encore au lecteur le soin de la retrouver parmi celles, peu nombreuses, qui l'accompagnent.

Encore aux Archives municipales, l'inventaire imprimé de Rolle nous fournit de précieux renseignements ; nous en avons donné la référence, et les pièces sont cotées par une lettre double et un chiffre : CC 202. Les pièces des Archives départementales n'ont qu'une lettre simple et un chiffre : E 634 ; nous y renvoyons quelquefois.

Aux Archives de la Charité se trouve une mine de documents précieux, que plus tard nous espérons exploiter, sur la condition matérielle des ouvriers de tous les corps de métiers; il y a de quoi faire un chapitre important de l'histoire rétrospective du travail à Lyon. Les recteurs de l'Aumône générale recueillaient les orphelins et il leur incombait le soin de liquider la succession des parents : d'où inventaire et vente mobilière; puis ils réunissaient tous les papiers de famille et autres trouvés au domicile des défunts et classaient le tout dans leurs archives sous le titre : " Adoption de..... " Dans ces dossiers se trouvent les pièces les plus diverses, depuis des carnets de reçus de loyers jusqu'à des chartes de mariage dont il y a une curieuse collection, spécimens intéressants de gravure et d'enluminure, images souvent naïves qui rappelaient dans leur cadre, moins prosaïquement que les artificiels emblèmes d'aujourd'hui, la douceur et la fidélité de l'union. Les enfants adoptés étaient ensuite placés en apprentissage et le maître et la maîtresse des communautés de garçons et de filles consignaient sur des registres spéciaux, et que nous avons consultés avec fruit, leurs observations sur la conduite et les aptitudes des pupilles de l'Aumône.

Parmi les pièces manuscrites, citons encore celles contenues dans le fonds Coste, à la bibliothèque de la ville, et celles de l'Académie, à la bibliothèque du Palais Saint-Pierre; citons aussi les registres des délibérations de la Chambre de commerce, à la bibliothèque de cette dernière. Nous n'avons point donné de références pour les ouvrages généraux et il sera aisé à chacun de les trouver dans les diverses bibliothèques de la ville.

Et maintenant, souhaitons que les pages qui suivent ne paraissent point inutiles au lecteur dans leur aridité.

Dans notre travail nous avons peut-être laissé divers points obscurs; c'est pourquoi nous offrons à tous les moyens de faire la lumière et de relever nos erreurs. C'est là une joie qui vaut bien une lecture pénible et de longues recherches.

PREMIÈRE PARTIE

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

CHAPITRE PREMIER

Recueils, Registres et Ouvrages généraux.

MANUSCRITS.

CHAPPE. — Inventaire, vol. VII : Ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye; Affaires particulières de la Communauté. — Arch. munic.

DÉNOMBREMENT des maisons en ville du Grand-Hôpital de Lyon, fait par M. Gacon, recteur, ex-consul, dudit hôpital, en 1723. — Reg. in-folio. — Bibl. de la ville.

DÉNOMBREMENT des maisons situées dans la ville et fauxbourgs de Lyon appartenantes à l'Aumône générale et hôpital général de la Charité de la ville, fait par M. Gacon, ex-consul et recteur dudit hôpital, accompagné de M. de Gérando fils, ingénieur et architecte, dans les mois de juin et juillet mil sept cent trente-un. — Reg. in-folio. — Bibl. de la ville.

EGLISE (d') M.-J.-B., ouvrier tisseur. — Manuscrit contenant les produits rares et variés de la manufacture des étoffes d'or, argent et soye de la ville de Lyon, classés dans les divers genres de leur fabrication au nombre de 1,218 qualités, avec un aperçu des immenses ressources qu'elle procure au commerce national dans ses importations et ses exportations, avec un tableau exact des pertes qu'elle a éprouvées depuis 1789 jusqu'à l'an X. Dédié au Gouvernement par..... — Arch. munic.

HERBIGNY (d'), intendant de la généralité de Lyon. — Mémoires sur le gouvernement de Lyon. — Arch. départ.

LES RUES DE LYON. — Notes recueillies par divers. — Arch. munic.

MÉMOIRE sur les inconvénients de l'existence d'un Conseil supérieur dans la ville de Lyon. — BB 363.

MÉMOIRE sur les inconvénients de laisser les portes de la ville ouvertes pendant la nuit (26 avril 1776). — BB 363.

MÉMOIRES pour rétablir le commerce et les manufactures de Lyon (9 décembre 1702). — Reg. délib. Ch. de C.

MOYENS qu'il paroît que l'on pourroit employer pour empêcher le succès de l'établissement qui se fait à Naples d'une manufacture d'étoffes à l'imitation de

celles de Lyon. — Avis de la Chambre de commerce de la ville de Lyon sur le mémoire ci-contre (xviii^e siècle). — Fonds Coste.

PIÈCES sur le commerce et les manufactures de Lyon. — In-folio cartonné et portefeuille. — Bibl. Acad. de Lyon.

PIÈCES diverses relatives à la grande Fabrique, 1732-1789. — C 10, Arch. départ.

RECUEIL du précis des titres et papiers de la Communauté des marchands et des maîtres fabricants de la ville de Lyon. — Tome I, comprend depuis l'année 1536 jusqu'en 1749 inclusivement.

— Tome II, comprend depuis l'année 1750 jusqu'au 1^{er} juin 1763 inclusivement.

RECUEIL du précis des titres et papiers de la Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers fabricans en étoffes de soye, or et argent de la ville et fauxbourgs de Lyon. — Tome III, comprend depuis le 1^{er} juin 1763 jusqu'au 20 décembre 1787 inclusivement. — Arch. munic.

REGISTRES des délibérations de la Chambre de commerce, de 1704 à 1706, du 7 février 1767 au 11 mars 1780. — Arch. munic.

REGISTRES des procès-verbaux des délibérations de la Chambre de commerce. — 11 reg. in-folio, comprenant du 21 août 1702 au 20 octobre 1790, sauf des lacunes de 1718 à 1729, d'octobre 1754 à mars 1756, de mars 1766 à décembre 1779. — Bibl. Ch. de C.

REGISTRES des délibérations et ordonnances consulaires depuis l'année 1416 jusqu'en 1792. — 328 vol. in-folio. — Arch. munic.

REGISTRES des jugemens de la police des arts et métiers, depuis l'année 1667 jusqu'en 1781. — 54 reg. in-folio. — Arch. munic.

REGISTRES paroissiaux. — Notes des curés de Saint-Vincent (240-243) et de Saint-Pierre de Vaise (265-267). — Arch. munic.

CHAPITRE II

Recueils, Inventaires et Ouvrages généraux.

IMPRIMÉS.

ADRESSE des citoyens de la ville de Lyon à l'Assemblée nationale pour demander l'abolition de toutes les maîtrises, jurandes et corporations qui entravent l'industrie et l'exercice des arts. — Lyon 1790, in-8, 7 p.

AVIS pour augmenter les manufactures de France. — S. d., s. n. d'aut. ni d'impr., in-4, 7 p.

ALBON (le comte d'), mestre de camp de cavalerie. — Lettre sur le commerce, les fabrications et les consommations des objets de luxe. — 1789.

ARCHIVES historiques et statistiques du département du Rhône (par Bregnot du Lut, Cochard et Grogner). — Lyon, Barret, 1825-1828, 16 vol. in-8.

ARGENSON (marquis d'). — Journal et mémoires. — Paris 1859-1867, 9 vol.

ARLÈS-DUFOUR. — Un mot sur les fabriques étrangères de soierie à propos de l'exposition de leurs produits faite par la Chambre de commerce de Lyon. — Lyon 1834, in-8.

ASSAC (Ludovic d'). — Notice sur la famille des Guyot-Mascrary de la Busière, anoblis sous le règne de Louis VII, roi de France, pour avoir les premiers importé à Lyon vers la fin du x^e siècle l'industrie de la fabrication des étoffes de soie. — Lyon 1846, in-8.

AU ROI, par les fabricants d'étoffes de soie de Lyon pour donner de la vie à leur commerce. — S. d., in-4.

AVENEL (vicomte d'). — Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et des prix en général, depuis l'an 1200 jusqu'à l'an 1800. — Paris 1894, gr. in-8.

BABEAU (A.). — La ville sous l'ancien régime. — Paris 1884, 2 vol. in-8.

— Les voyageurs en France depuis la Renaissance jusqu'à la Révolution. — Paris 1885, in-12.

— Les artisans et les domestiques d'autrefois. — Paris 1886, in-12.

BALLEYDIER. — Histoire politique et militaire du peuple de Lyon pendant la Révolution française, 1789-1795. — Paris 1845, 3 vol. in-8.

BERTHOLON (l'abbé). — Du commerce et des manufactures distinctives de la ville de Lyon. Ouvrage qui a remporté le prix de l'abbé Raynal au jugement de l'Académie de Lyon. — Montpellier 1787, in-8.

BIBLIOTHÈQUE LYONNAISE. — Lyon en 1789, en 1790, en 1791. Notes et documents publiés par Albert Metzger et révisés par Joseph Vaesen. — Lyon 1882, 3 vol. in-12.

BLETON. — L'ancienne fabrique de soierie. — Lyon, Storck, 1897.

BOILEAU (Etienne). — “ Registres (statuts) des mestiers et marchandises de la ville de Paris ”, autrement dit “ Le livre des mestiers ”. — Contient les règlements des « fillaresses de soie à grans fuseaus et à petiz fuseaus », des « ouvriers de tissuz de soie » et « l'ordenance du mestier des ouvriers de draps de soye de Paris et de veluyaus et de bourserie en lac ». —

BONNASSIEUX. — La question des grèves sous l'ancien régime. La grève de Lyon en 1744. — Paris 1882.

BORDE (Charles). — “ Le soldat ou les reconnaissances ”, drame et parodie en un acte et en prose. — (L'auteur met en scène un maître ouvrier et sa famille. Bien piètre étude de mœurs.) — Lyon 1783.

BOREL. — Les foires de Genève au xv^e siècle. — Genève-Paris 1892.

BREHOT DU LUT. — Le livre de raison de Jacques-Charles Dutilleul, publié et annoté par..... — Lyon, Mougin-Rusand, 1886, in-4.

BRISOT. — Mémoires publiés par son fils. — Paris 1830-1832, 4 vol. in-8.

BROSSETTE. — Histoire abrégée ou Eloge historique de la ville de Lyon. — Lyon 1711, in-4.

CALUIRA. — Lettre du bon vieux père Caluira à ses camarades les ouvriers en soie de Lyon. — Juin 1791, in-8, 12 p.

CHARMETTANT. — Les anciennes corporations de la soierie à Lyon et l'avenir du mouvement corporatif. — *Réforme sociale*, 1^{er} novembre 1889.

CHASSIN. — Le génie de la Révolution. — Paris 1864-1865, 2 vol. in-8.

CLERJON. — Voir Morin.

COURRIER DE LYON (le), ou Résumé général des révolutions de France. — Du 1^{er} septembre 1789 au 9 février 1791.

DAVID (J.-F.), professeur au Collège de médecine. — Réclamations contre divers abus avec des réflexions historiques et critiques sur l'enseignement, sur les collèges, sur les corporations, adressées à la Municipalité de Lyon par... — Lyon, L. Cutty, 1790, in-4, 84 p.

DÉGLISE (J.-C.), citoyen de Lyon. — Observations particulières et générales sur un projet de loi relatif aux manufactures et aux gens de travail de toutes les professions, suivies de vues de prospérité générale et d'un projet de plan pour l'organisation des grandes manufactures de Lyon ; dédiées au citoyen Chaptal, membre de l'Institut national et ministre de l'Intérieur. — A Lyon, an X.

DELAMARRE. — Traité de la police, l'histoire de son établissement, etc. — Paris 1713, 4 vol. in-folio.

DÉLIBÉRATION des citoyens du district du Gourguillon. — Lyon, Faucheux, 1790, in-4, 4 p.

DÉLIBÉRATION des maîtres ouvriers fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon, prise dans l'église cathédrale de Saint-Jean, le 5 mai 1790. — Lyon, Aimé Delaroche, 1790, in-4, 3 p.

DISCOURS prononcé dans l'assemblée de la Communauté de MM. les maîtres et marchands fabricants d'étoffes de la ville de Lyon, tenue le 23 février 1789, par l'un de MM. les syndics.

DISCOURS prononcé par M. Terret, l'un des syndics de la grande Fabrique, dans l'assemblée tenue à l'Hôtel de ville, le 5 octobre 1787. — In-8.

DOLÉANCES des maîtres ouvriers fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon, adressées au Roi et à la Nation assemblée. — Lyon 1789, s. n. d'imp., in-8, 66 p.

DUTILLIEU (Jacques-Charles). — Voir Bregnot du Lut.

EDICT du roy François sur les draps d'or, d'argent et de soie et pareillement sur toutes espèces de crespes, passemens, rubans, ceintures, franges, pennes, tissures et autres ouvrages de fil d'or, d'argent ou de soie. — A Lyon, par Loys Cloquemin, 1603, in-8.

EDICT du roy François sur les draps d'or, d'argent et de soie.... aussi de toutes autres marchandises d'épicerie et drogueries. — Valence, Barbier, 1687, in-8.

ELECTEURS IGNORANTS (les). — Dialogue entre M. de l'Aunage, marchand fabricant, et le sieur Satinard, maître ouvrier en soie. — Lyon 1790, in-8.

ENCYCLOPÉDIE MÉTHODIQUE. — Volumes "Arts et Métiers", au mot "Soieries". — Texte et planches.

FRANCISQUE-MICHEL. — Recherches sur le commerce, la fabrication et l'usage des étoffes de soie, d'or et d'argent et autres tissus précieux en Occident, principalement en France pendant le Moyen Age. — Paris 1852, in-4.

GONÉ DE SAINT-GEORGE (le). — Roman de mœurs lyonnaises, 1789-1815. — Lyon, Chanoine, 1858, in-8.

GRIMOD DE LA REYNIÈRE. — Tableau de Lyon en 1786, adressé sous forme de lettre à Mercier, auteur du Tableau de Paris. — Lyon, L. Boitel, 1843, in-8.

— Peu de choses. Hommage à l'Académie de Lyon. — Neufchâtel et Paris, 1788, in-8.

GROGNIER. — Recherches historiques et statistiques sur le mûrier, les vers à soie et la fabrication de la soierie particulièrement à Lyon et dans le Lyonnais.

GUILLON DE MONLÉON. — Lyon tel qu'il étoit et tel qu'il est, ou Tableau

historique de sa splendeur passée, suivi de l'histoire de ses malheurs et de ses ruines. — Lyon an V, in-8.

HAUSER (H.). — Ouvriers du temps passé (xve et xvie siècles). — Paris, F. Alcan, 1899, in-8.

HISTOIRE et description de la ville de Lyon, de ses antiquités, de ses monuments et de son commerce, avec des notes sur les hommes célèbres qu'elle a produits. — Lyon, J.-M. Bruysset, 1761.

HUBERT-VALLEROUX. — Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels. — Paris, Guillaumin, in-8.

HUVELIN (P.). — Essai historique sur le droit des marchés et des foires. — Paris, Rousseau, 1897, in-8.

INVENTAIRE sommaire des archives du département du Rhône.

INVENTAIRE sommaire des archives de la Charité.

ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789,.... — Paris 1822-1833, 29 vol. in-8.

LAFFÉMAS DE HUMONT. — Règlement général pour dresser les manufactures en ce royaume et couper le cours des draps de soye et autres marchandises qui perdent et ruinent l'État. — Paris 1597, in-18.

LEBER. — Collection des meilleures dissertations, notices et traités particuliers relatifs à l'histoire de France. — Paris 1830-1838, 20 vol.

— Essai sur l'appréciation de la fortune privée au Moyen Age. — Paris 1847.

LETTRES PATENTES portant confirmation des privilèges des prévôt des marchands et échevins et des bourgeois et habitants de la ville de Lyon, données à Paris au mois de septembre 1718. — Lyon, A. Laurens, 1718.

LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières en France jusqu'à la Révolution. — Paris 1859.

— La France industrielle en 1789. — Paris 1865.

— Histoire des classes ouvrières en France depuis 1789 jusqu'à nos jours. — Paris 1867.

MAIHOWS (Dr). — Voyage en France, en Italie et aux îles de l'Archipel. — Paris 1767, traduction de Puyzielux.

MARTIN-SAINT-LÉON. — Histoire des corporations de métiers depuis leur origine jusqu'à leur suppression en 1791, suivie d'une étude sur l'évolution de l'idée corporative au XIX^e siècle et sur les syndicats professionnels. — Paris 1897, Guillaumin, in-8.

MAYET, directeur des fabriques du Roi de Prusse et assesseur à la Chambre royale des manufactures. — Mémoire sur les manufactures de Lyon. — Londres 1786.

MAZON. — Vivarais et Velay. Deux livres de notes journalières au XVII^e siècle.

MÉMOIRE des électeurs fabricants d'étoffes de soie de la ville de Lyon. — 1789, in-8, 31 p.

MONFALCON. — Histoire monumentale de la ville de Lyon. — 1860-1866, 9 vol.

MONTAIGLON (A. de). — Un voyageur anglais (Thomas Coryat) à Lyon sous Henri IV (1608). — Lyon 1880, broch., 24 p.

MORAND (M.). — La fabrique lyonnaise de soieries et l'industrie de la soie en France, 1789-1889. — Lyon 1889.

MORIN. — Histoire de Lyon par Clerjon continuée par..... — Lyon 1829-1837, 6 vol.

MOYENS pour monstrier que dès maintenant les François se peuvent passer des manufactures d'or, d'argent et de soyes estrangères et de leurs soyes crues ou grèzes au bout de douze ou quinze ans et par ce moyen empescher le transport de plus de douze millions de livres hors du royaume et attirer en iceluy la plus liquide richesse de l'Italie, partie de celle d'Espagne et du Levant. — S. l. n. d.

NICOLE (Jules). — Le livre du préfet ou l'édit de l'empereur Léon le Sage (896-911) sur les corporations de Constantinople. — (Contient les statuts des "vestioprates" ou marchands de soieries et des "séricaires" ou fabricants de soieries.) — Genève, Georg, 1894.

NOUVELLES ARCHIVES statistiques, historiques et littéraires du département du Rhône. — Lyon 1832, 2 vol. in-8.

NOUVELLES DÉPOSITIONS sur la conspiration de Lyon faites à l'Assemblée nationale par M. Voidel, président du Comité des recherches. — 1790.

OBSERVATIONS sur les manufactures d'étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon. — In-8, 47 p.

OBSERVATIONS sur les octrois et le commerce de Lyon. — Avril 1790.

PARADIN (Guillaume). — Mémoires de l'histoire de Lyon. — Lyon 1573.

PARISET. — La Chambre de commerce de Lyon, XVIII^e siècle. — Lyon 1886.

PAVY. — Voir Terret.

PÉRICAUD. — Notes et documents pour servir à l'histoire de Lyon depuis l'origine de cette ville jusqu'en 1640. — Lyon 1838-1845.

— Tablettes chronologiques pour servir à l'histoire de Lyon depuis 1643 jusqu'en 1825. — 8 cahiers.

PERNON. — Observations sur le commerce de la Russie avec la ville de Lyon, par un négociant de la même ville. — Genève 1777.

PINET (A. du). — Plantz, pourtraictz et descriptions de plusieurs villes et forteresses, tant de l'Europe, Asie et Afrique que des Indes et terres neuves. — A Lyon, par Jan d'Ogerolles, 1564.

QUICHERAT. — Histoire du costume en France depuis les temps les plus reculés jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. — Paris 1877.

RECUEIL des privilèges, autoritez, pouvoirs, franchises et exemptions des prévost des marchands, échevins et habitants de la ville de Lyon. — Lyon, Guillaume Barbier, 1649.

RÉFLEXIONS d'un Lyonnais, ouvrier en soie, sexagénaire. — (C'est un appel à la concorde et à l'obéissance aux lois.) — Lyon 1790, in-8, 20 p.

RICARD-CHARBONNET. — Mémoires d'un Lyonnais de la fin du XVIII^e siècle; précis de la vie de l'auteur. — Lyon 1838.

ROLAND DE LA PLATIERE. — Lettres écrites de Suisse, d'Italie, de Sicile et de Malthe en 1776-1778. — Amsterdam 1780.

— Des causes de la décadence du commerce et de la population de la ville de Lyon et aperçu des moyens de les ramener peut-être à leur premier état de splendeur. — 1787.

RONDOT (Natalis). — L'industrie de la soie. — 1876.

— Les artistes et les maîtres de métiers à Lyon au XIV^e siècle. — 1882.

— Les artistes et les maîtres de métiers étrangers ayant travaillé à Lyon. — 1883.

— L'art de la soie. Les soies. — 1885.

— Les protestants à Lyon au XVII^e siècle. — 1891.

RONDOT (Natalis). — L'industrie de la soie en France. — 1894.

— L'ancien régime du travail à Lyon du xiv^e au xvii^e siècle. — 1897.

ROUGIER (Paul). — Les associations ouvrières. Etude sur leur passé, leur présent, leurs conditions de succès. — Lyon 1864.

RUBYS (Maistre Claude de). — Histoire véritable de la ville de Lyon. — Lyon 1604.

SAINT-OLIVE. — La Communauté de la grande Fabrique de Lyon. — *Revue du Lyonnais*, 3^{me} série, tome VIII.

SERVANT. — Mémoire de la ville de Lyon au Roi (sur le commerce des soieries). — 1788, in-8, 27 p.

TABEAU du maximum des denrées et marchandises qui se consomment dans le district. — Commune Affranchie 1793.

TERRET. — Précis historique sur la manufacture d'étoffes de soie de la ville de Lyon, lu à la séance générale de la Société des Amis du commerce et des arts le 18 juillet 1806. — In-8.

TERRET ET PAVY. — Observations sur les manufactures d'étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon. — 1789, in-8.

TISSEUR (Jean). — La fabrique lyonnaise de soieries, son passé, son présent. — Lyon, Perrin, 1873.

TOMMASEO. — Relations des ambassadeurs vénitiens sur les affaires de France au xvi^e siècle, recueillies et traduites par.... — Collection des documents pour servir à l'histoire de France. — Imp. Royale, 1838, 2 vol. in-4.

TURGOT. — Eloge de de Gournay. Œuvres choisies. — Edition Guillaumin.

VAESEN. — La juridiction commerciale à Lyon sous l'ancien régime. Etude historique sur la conservation des privilèges royaux des foires de Lyon (1463-1795). — Lyon, Brun, 1879.

VERNINAC. — Description physique et politique du département du Rhône par le citoyen Verninac, préfet, publiée par ordre du ministre de l'Intérieur. — Paris an X.

VINGTRINIER (Aimé). — Catalogue de la bibliothèque lyonnaise de M. Coste. — Paris-Lyon 1853, in-8.

WAHL. — Les premières années de la Révolution à Lyon (1788-1792). — Paris 1894.

YOUNG (Arthur). — Voyages en France pendant les années 1787, 1788, 1789.

DEUXIÈME PARTIE

CLASSEMENT MÉTHODIQUE

DES ARCHIVES DE LA COMMUNAUTÉ
DES MARCHANDS ET MAÎTRES OUVRIERS EN DRAPS D'OR,
D'ARGENT ET DE SOIE
FORMANT LE FONDS DIT DE LA GRANDE FABRIQUE
ET DES DOCUMENTS INVENTORIÉS PAR CHAPPE ET ROLLE, CONSERVÉS
AUX ARCHIVES MUNICIPALES
AINSI QUE DE DIVERSES PIÈCES DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
ET DE LA CHARITÉ
DU FONDS COSTE, DES BIBLIOTHÈQUES DE L'ACADÉMIE
ET DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

ABRÉVIATIONS

- G. F. 10.* — Archives de la grande Fabrique, carton 10. (Se reporter à notre préface et au tableau I.)
Ch. 7, 10. — Pièces du volume VII de l'inventaire de Chappe, carton 10. (Se reporter à notre préface et au tableau II.)
R. G. F. — Recueil du précis des titres et papiers de la Communauté, 3 volumes, fonds de la grande Fabrique. Les pièces sont à leur date.
F. C. — Fonds Coste (bibliothèque de la Ville).
CC 210. — Pièces cotées aux Archives municipales.
C 10. — Pièces cotées aux Archives départementales.
Reg. délib. Ch. de C. — Registre des délibérations de la Chambre de commerce, à la bibliothèque de la Chambre de commerce.
Arch. Ch. — Archives de la Charité, à la Charité.
Bibl. Acad. — Bibliothèque de l'Académie, au Palais Saint-Pierre.

TABLEAU I

Fonds de la grande Fabrique. — Le numéro que nous donnons indique le carton dans lequel se trouve le document ; nous plaçons ici en face les numéros sous lesquels il faut demander le carton aux Archives ; avoir soin d'indiquer le volume du Répertoire, par exemple : V. I, 4-6 ; V. II, 1-17 ; V. III, 1-31.

VOLUME I					VOLUME II		VOLUME III		
1	1-6	13	126-135	25	280-291	36	1-17	50	1-31
2	6-10	14	145-149	26	291-301	37	17-29	51	31-46
3	10-17	15	149-168	27	301-311	38	30-46	52	46-60
4	17-21	16	169-181	28	311-323	39	46-71	53	61-129
5	23-26	17	181-192	29	330-339	40	71-91	54	130-229
6	26-38	18	192-206	30	339-347	41	91-137	55	230-278
7	38-52	19	206-210	31	348-361	42	137-164	56	279-280
8	52-55	20	210-218	32	361-372	43	164-200	57	281
9	55-65	21	218-235	33	372-390	44	201-222		
10	65-75	22	235-243	34	395-416	45	233-238		
11	75-104	23	243-258	35	422-435	46	239-273		
12	104-126	24	268-279			47	274-283		
						48	284-288		
						49	288-294		

TABLEAU II

Inventaire Chappe, Volume VII. — Mêmes observations que pour le fonds de la grande Fabrique.

1	125-130	43	190 ^{m1}	25	195
2	131-136	44	190 ^{m2}	26	195-197
3	136-142	45	190 ^{m3}	27	1971-1974
4	142-149	46	190 ⁿ¹	28	211-216
5	149-160	47	190 ⁿ²	29	216-224
6	161-172	48	190 ⁿ³	30	224-225
7	172-177	49	190 ⁿ⁴	31	227-230
8	178-181	20	190 ⁿ⁵	32	230-231
9	182-185	21	190 ⁿ⁶	33	231
10	185 ¹	22	190 ⁿ⁷	34	231
11	185 ²	23	190 ⁿ⁸	35	231-236
12	185-190 ^G	24	191-195	36	236-238

CHAPITRE PREMIER

Etablissement de la Manufacture.

ÉTUDE GÉNÉRALE.

VALOUS (Vital de). — Etienne Turquet et les origines de la fabrique lyonnaise. Recherches et documents sur l'institution de la manufacture des étoffes de soie, 1466-1536. — Lyon 1868.

DOCUMENTS.

24 novembre 1466. — Lettres patentes. Mandement pour lever le mestier de faire draps de soye à Lyon. — Ch. 7, 1.

15 décembre 1466. — Mandement du Roy, d'Orléans. — Ch. 7, 1.

8 janvier 1466. — Commission des élus par le Roi pour la facture des draps de soie et imposition de 2,000 livres tournois sur les habitants. Pièces relatives à cette imposition. — Ch. 7, 1.

Du 20 février 1466 au 27 novembre 1469. — S'ensuyvent les soyes que j'ai achetées et fait achaptées par les mains de maistre Perocquet. — Ch. 7, 1.

1467. — Recette et dépense de la taille de 2,000 livres imposée par le Roi pour introduire et mettre sus en icelle ville l'art et ouvrage des draps d'or et de soie. — CC 202.

1467. — Mandat de cent escuz d'or neuf à noble homme Messire Guillaume Cousinot. — CC 430.

1467-1483. — Pièces relatives à la levée de la taille et au départ des ouvriers pour Tours. — CC 203.

29 mars 1469. — Lettre de cachet relative à la manufacture. — Ch. 7, 1.

1469. — Vente au prix de 900 livres tournois « de l'ostel du Lion pour payer à Messire Jean Grant vi livres pour l'ouvrage des draps d'or et de soye come pour mettre sus et habiller les francs arbalestiers estans à la charge de la Ville qui sont alez en Catheloingne ». — CC 425.

1469-1472. — Dépenses occasionnées par la fabrique de draps d'or et de soie. — CC 432.

— Frais de transfert de la manufacture à Tours et état des dettes laissées par les ouvriers et payées par la Ville à leur acquit. — CC 438.

13 décembre 1473. — Lettres patentes de Louis XI enjoignant au receveur et aux conseillers de Lyon « sur certaines et grosses peines » de payer sans délai la somme de 1,800 livres restant due pour les ouvriers des draps de soie transférés de Lyon à Tours. — CC 457.

12 août 1494. — Ordonnance de Charles VIII sur les entrées des draps d'or, d'argent et de soye. — Ch. 7, 1.

28 septembre 1494. — Ordonnance sur le cours des especes et autres marchandises. — Ch. 7, 1.

1494. — Appel interjeté par le Consulat touchant l'épicerie et draps de soye. — Parchemin. — Ch. 7, 1.

1500. — Mémoire des élus de la ville, voulant remonstrer au Roy, touchant espissierie et draps de soye. — Ch. 7, 1.

Analyse de tous les arrêts, lettres patentes, ordonnances et autres pièces administratives ou particulières qui se rattachent à la fabrication des étoffes d'or, d'argent et de soie, du 24 novembre 1466 au 18 janvier 1732. — G. F. 56.

Recueil des anciens arrêts portant l'établissement des étoffes d'or, d'argent et de soye en la ville de Lyon par François Ier, étant audit Lyon au mois d'octobre 1536, et des privilèges qui furent accordés.... Registre mis au net en l'année 1765. — G. F. 56.

1612. — Précis historique sur l'origine de l'industrie séricicole dans l'Europe méridionale d'abord, puis à Lyon. — BB 148.

CHAPITRE II

Statistique.

1553. — Ordre de procéder au recensement général des ouvriers en soie de la ville de Lyon afin de pouvoir établir d'une manière certaine les droits de chacun à jouir des privilèges accordés aux ouvriers de la fabrique. — BB 74.

1575. — Rolle des ouvriers travaillant en l'art de la soye. — Ch. 7, 31.

1610. — Mémoire adressé au Roi d'après son ordre concernant, entre autres choses, le nombre et la condition matérielle des ouvriers de la fabrique de soie et les améliorations à apporter dans cette industrie. — BB 146.

1621. — Rolle des noms et surnoms des ouvriers ez draps de soye contenus es la rescherche faicte par sieur Jean Guignard, l'ung des eschevins de ceste ville, assisté de MM. Cardon et Dugrimod, bourgeois de ceste ville, suivant le despartement à luy donné et comprins les noms et surnoms des compaignons et apprentifs dudit art, prins avec eux sieur Benoist Perier, maistre juré dudit art, et procedés à ladite recherche à la forme que suit.... — Rolle des ouvriers es draps de soye contenus au despartement cy dessus, lesquels ne travaillent point pour n'avoir de besoigne. — Ch. 7, 31.

1621. — Rolle des veloutiers taffetiers et guimpiers qui ont des mestiers qui travaillent, fait en la visitte par sieur Claude Naverignon, l'un des eschevins, assisté des sieurs Gabriel Mozilly et Colabaud, les douze et treiziesme juing 1621. — Rolle des veloutiers, taffetiers et guimpiers qui n'ont des mestiers chargés de marchandises, fait à la visitte par sieur Claude Naverignon, l'un des eschevins, assisté de sieur Pierre Colabaud, le quinziesme juing 1621. — Ch. 7, 31.

1621. — Roolle des ouvriers en draps de soye tant qui travaillent que ceulx qui ne travaillent point du costé de Fourvière, fait le 11 et 12 de juin 1621, suivant l'ordonnance du Consulat du 9 dudit mois, par nous soubzsignés, assavoir.... — Ch. 7, 31.

1621. — Rolle des ouvriers en draps de soye fabricant vellours, taffetas et aultres draps de soye, lesquels l'on a trouvé travallians et ayant de la besoigne

es penonnage du Griffon, de la coste Saint-Sébastien, penonnage de la Fontayne, aultrement du sieur Gella et Saint-Vincent, fait par le sieur Benoist Bezin, l'ung des eschevins de ceste ville de Lyon, les sieurs Grollier, Caboud et Charles Baylle, appellé avec eulx Simon Jehan Henry et Boilleau, maistres ouvriers en draps de soye, les onze et douziesme du présent mois de juing 1621, suyvant l'ordonnance des sieurs prévost et eschevins de ladicte ville du neufviesme dudict moys. — Rolle des ouvriers en draps de soye..... lesquels ne travaillent pas pour n'avoir de la besogne..... — Ch. 7, 31.

1660. — Livre de la visite commansé le 28 janvier 1660 par les maistres jurés de la ditte anné. — Ch. 7, 31.

13 mai 1660. — Attestation du Consulat portant qu'il existe présentement huit cent quarante et un maîtres ouvriers en étoffes et huit cent neuf compagnons et apprentis, non compris les fils de maîtres. — BB 215.

29 décembre 1701. — Attestation du Consulat sur l'état des manufactures. — Ch. 7, 6.

1706-1711. — Listes de tous les marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de cette ville qui ont payé les 12 livres en l'année..... — Six placards où les noms sont par ordre alphabétique. — Ch. 7, 31.

Etat des maîtres reçus depuis juillet 1710 jusqu'au dernier mars 1713. — G. F. 12.

Etat des réceptions depuis 1714 jusques 1735 et compris. — G. F. 27.

23 mars 1720. — Liste des marchands fabricants en étoffes d'or, d'argent et soye présentée à Mgr de Poulletier, intendant de la ville de Lyon, pour obtenir de Sa Grandeur une permission de garder en caisse chez soy une somme au-dessus de 500 livres pour payer leurs ouvriers. — Ch. 7, 31.

8 novembre 1739. — Résultats de la visite générale. — R. G. F.

26 décembre 1739. — Lettre de M. Palerne au contrôleur général, lui faisant un tableau de la situation de la fabrique. — Ch. 7, 10.

1752. — Tableau de la visite faite en septembre. — G. F. 39.

Septembre 1752. — Note fournie au sieur Joliclerc pour répondre à M. de Gournay. — Ch. 7, 31.

1^{er} avril 1755. — Etat des apprentifs, compagnons, maîtres, marchands reçus dans la Communauté de 1667 à la fin de mars 1755, fait pour la satisfaction du Bureau et par son ordre pour s'éclairer dans les débats des mémoires de M. de Gournay. — G. F. 40.

4 mars 1761. — Tableau de la visite générale. — R. G. F.

10 août 1765. — Lettre de l'Intendant ordonnant la visite qui eut lieu du 17 août au 12 novembre. — G. F. 51.

1777. — Résultats de la visite. — G. F. 55.

1783. — Tableau pour établir la diminution que la fabrique des étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon a éprouvée depuis l'année 1769, époque de son activité, et prise pour l'année commune des années antérieures. — Ch. 7, 19.

1788-1789. — Recensement de la population de la ville et des fauxbourgs. — C 816.

CHAPITRE III

Papiers de famille.

1576. — Proposition faite aux recteurs de l'Aumône par Jacques Guinard, ouvrier en draps de soie, d'acheter d'eux une maison haute, moyenne et basse sise à Lyon, rue de l'Hôpital, et provenant de feu dame Louise Charly, dite Labbé. — E 16, Arch. Ch.

1591. — Contrat de mariage de Jean Bayard, ouvrier en draps de soie de Lyon, fils d'Antoine Bayard, aussi marchand et ouvrier en draps de soie, citoyen de Lyon, et de Claudine Janin, et honnête fille Hélène Raymond, fille d'Hilaire Raymond et dame Lucrèce Martin. — E 92, Arch. départ.

1610. — Contrat de mariage d'honnête François Delachanal, maître veloutier et ouvrier en draps de soie, fils de feu Fr. Delachanal, vivant, marchand à Saint-Bonnet-le-Froid, paroisse de Chevinay, et d'Antoinette Lagier, avec honnête Jeanne, fille de Jean Morel, maître passementier à Lyon, et de Suzanne Beaudrand. — E 634, Arch. départ.

1611. — Vente par Pierre Berthier, avocat au Parlement, citoyen de Lyon, au profit d'honnête Antoine Chièze, maître ouvrier en draps de soie, aussi citoyen de Lyon, de la moitié d'une maison et d'un jardin « au lieu appelé des Terrailles, près la chapelle Saint-Claude ». — E 425, Arch. départ.

1641. — Vente passée par honnête Denis Degrosmolard, maître futainier à Lyon, au profit d'honnête Pierre Chappoton, maître ouvrier en draps de soie, d'un corps de maison situé rue Buisson, appelé à Saint-Pierre. — E 350, Arch. départ.

18 décembre 1645. — Inventaire des meubles de Jean Dagan, maître ouvrier en soie. — G 143, Arch. Ch.

1653. — Contrat de mariage de J. J. Flandrin, marchand à Lyon, fils de Guillaume Flandrin, maître ouvrier en draps de soie, citoyen de Lyon. — E 893, Arch. départ.

1658. — Vente par Abraham Blancheton, maître ouvrier en draps de soie à Lyon, et Fr. Perret, sa femme, de leur moitié d'un bas et cave au dessous, avec toutes ses portes fermantes, pour le prix de 250 livres. — E 1920, Arch. départ.

1668. — Testament de Fr. Bonand, maître ouvrier en draps de soie de Lyon. — E 185, Arch. départ.

18 février 1687. — Inventaire et vente après décès des meubles et métiers de Fr. Bertellier, ouvrier en draps de soie. — G 98-99, Arch. Ch.

1707-1759. — Papiers de Louis Vincent, maître ouvrier en draps de soie. — B 304, Arch. Ch.

1710. — Vente passée par P. Questan, maître ouvrier en draps de soie, d'une maison située rue de la Grenette, à Lyon, où pend pour enseigne les Quatre-Rois. — E 296, Arch. départ.

1737. — Contrat de mariage de Joseph Noël Laurent, maître fabricant en draps de soie. — E 185, Arch. départ.

16 août 1738. — Contrat de mariage de Barthélemy Palluis, ouvrier en étoffes d'or, d'argent et soye. — E 2033, Arch. départ.

1739. — Adoption de Suzanne Biollay, fille de Vital Biollay, maître ouvrier en soye. — G 113, Arch. Ch.

1777. — Testament de Joseph Noël Laurent, marchand travaillant comme simple ouvrier chez les marchands. — E 266, Arch. départ.

CHAPITRE IV

Les Règlements.

Avril 1554. — Règlement qui fut le premier donné à la fabrique par Henry second. — En marge : Premier règlement donné à la fabrique de Tours. — G. F. 1.

1^{er} décembre 1554. — Arrêt du Parlement sur les statuts de l'art de la soye. — Ch. 7, 1.

18 janvier 1554. — Entérinement des statuts de l'art de la soye. — Parchemin. — Ch. 7, 1.

1583 (?). — Mémoire dans lequel on expose un projet de règlement, portant ce titre : " Pour les privilèges qui ne puisse entrer de draps de soye par autre ville que par Lyon. " — Ch. 7, 2.

Projet en brouillon du règlement de 1596. — Ch. 7, 2.

1596. — Original des règlements de l'art de la soie obtenus en l'an 1596, avecq ses pièces attachées ensemble sous le contrescel de la Chancellerie. — G. F. 4.

Ordonnance et règlement touchant l'art et manufacture des draps d'or, d'argent et de soye qui se feront en la ville de Lyon et fauxbourgs d'icelle et en tout le pays de Lyonnois, ottroyé par le roy Henry, second de ce nom. — Lyon, B. Ancelin, 1609. — Ch. 7, 2.

Ordonnances du Roy contenans les reiglemens des ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon. — Lyon, B. Ancelin, 1609. — Cette brochure contient le règlement arrêté le 28 mars 1596, autorisé par lettres patentes d'avril, registrées en Parlement le 10 juin 1596. — Ch. 7, 2.

Règlement de 1554, copie, en suite de laquelle sont : la confirmation par Henri IV (avril 1596), les lettres patentes du même portant privilèges, exemptions et franchises (5 avril 1596), la déclaration et ordonnance de Louis XIII touchant les arrêts et règlements de la manufacture (septembre 1610). — Ch. 7, 3.

Septembre 1610. — Arrêt de Louis XIII portant que les règlemens de la ville de Tours seront communs à la ville de Lyon pour éviter certains abus qui commençaient à s'y glisser. — En marge : Premier règlement donné à la fabrique de Lyon qui jusqu'alors n'avait été assujeti à aucun pour la séparation des passementiers et mouliniers seulement. — G. F. 4.

24 juillet 1619. — Projet de règlement. — G. F. 4.

Ordonnances et règlement touchant l'art et manufacture des draps d'or, d'argent et de soye qui se feront en la ville de Lyon et fauxbourgs d'icelle et en tout le pays de Lyonnois, avec les lettres du roi Charles IX contenant le pouvoir

donné au Sénéchal de Lyon et gens tenans le siège présidial de procéder en dernier ressort contre les convaincus de larcin. Joint les privilèges octroyés par le roy Henry II, le roy Henri III et le roy Louis XIII. — Lyon, Nicolas Jullieron, 1619, in-8. — F. C.

Bref sommaire des règlements concernans les ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye pour servir d'instruction dans les boutiques desdicts ouvriers, tant à eux-mesmes qu'aux compagnons, apprentifs, devideresses et autres personnes travaillans ou fréquentans ledict art : sans toutes fois que l'on entende de déroger en aucune chose ausdicts règlements, pas mesmes à un seul point des articles qui sont contenus en un petit livret, imprimé chez Nicolas Jullieron, en l'année 1619. — Placard. — G. F. 2.

28 septembre 1620. — Supplique des maîtres ouvriers en soye au Consulat pour qu'il leur soit permis de « faire de nouveau publier lesdits règlements (1619) avec leur explication et interprétation ». — G. F. 2.

28 septembre 1620. — Ordonnance consulaire portant explication de divers articles des règlements. — G. F. 2.

1620. — Ordonnance du Sénéchal relative à la nouvelle publication du règlement et à son interprétation. — G. F. 2.

Placard portant sentence explicative de certains articles du règlement de 1619, publiée le 3 décembre 1620. — Impr. — G. F. 2.

13 mars 1649. — Ordonnance consulaire portant règlement. — G. F. 3.

16 novembre 1665. — Procuration passée par divers pour s'opposer « où besoing sera à l'homologation de certains réglemens » que les maîtres jurés ont dressés et qui, entre autres choses, excluent les marchands faisans fabriquer. — Ch. 7, 3.

Règlement de 1667. — Parchemin. — Ch. 7, 4.

De par le Roy : Extrait des registres du Conseil d'Etat; Publication du règlement de 1667. — Placard. — Ch. 7, 4.

22 mars 1667. — Procès-verbal fait au Consulat sur le refus des maîtres gardes de signer le règlement de Colbert, « attendu qu'il y avoit plusieurs articles contraires au bien et utilité de la fabrique et qui n'estoient point dans le projet de ceux qu'ils ont proposés ». — Ch. 7, 4.

Requête des maîtres marchands des draps d'or, d'argent et soye au Consulat sur divers articles du règlement de 1667. — Ch. 7, 4.

Remontrances adressées à Colbert au sujet du règlement. — Ch. 7, 4.

Remontrances de quelques ouvriers en soye. — Ch. 7, 4.

Response aux remontrances adressées à Mgr Colbert soubz le nom de quelques maîtres ouvriers de l'art de la soye. — Ch. 7, 4.

A Mgr Colbert : Remontrances sur divers articles du règlement. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 4.

Février 1668. — Lettres patentes portant homologation des réglemens et statuts. — Parchemin et grand sceau royal. — Ch. 7, 4.

11 mars 1669. — Enregistrement des lettres et statuts portant réglemens pour la fabrique de Lyon, données en février 1668. — Parchemin. — G. F. 6.

1684. — Projet d'ajoutés aux règlements. — Ch. 7, 5.

4 décembre 1685. — Ordonnance consulaire portant règlement. — Ch. 7, 5.

De par le Roy : Du jeudi septième février 1686 après midy, en l'Hôtel commun de la ville de Lyon. Ordonnance consulaire portant règlement. — Placard. — G. F. 7.

2 juillet 1687. — Projet de statuts. Jointe une procuration du 14 juin 1687 pour les faire homologuer. — Ch. 7, 5.

Règlemens et statuts concernant le commerce, art et fabrique des draps or, argent et soye et autres étoffes mélangées qui se font dans la ville de Lyon et fauxbourgs d'icelle et dans tout le païs de Lyonnais, augmenté de tous les arrêts et ordonnances servans de règlemens qui ont esté rendus depuis les années 1667 jusques en 1692. — Lyon, Rolin Glaize, 1693, in-8, 95 p. — Ch. 7, 5. — Une autre édition in-12, de 1679. — F. C.

12 novembre 1696. — Requête des maîtres ouvriers pour que les nouveaux règlemens soient déclarés nuls et abusifs : s'ensuivent deux cent quatre signatures. — G. F. 10.

1696. — Mémoire pour les maîtres ouvriers de draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon contre les maîtres marchands et fabricants d'étoffes d'or, argent et soye de la même ville. — (Plaintes contre le règlement de 1667, en brouillon.) — G. F. 6.

12 mars 1697. — Requête des maîtres ouvriers demandant l'abolition du règlement de 1667. — G. F. 10.

Mars 1697. — Réponse des maîtres gardes à la requête précédente. — G. F. 10.

31 juillet 1697. — Lettre de Pontchartrain au sujet des plaintes des maîtres ouvriers sur le règlement. — G. F. 10.

25 octobre 1701. — A Messieurs les prévôt des marchands et échevins de..... : Requête des maîtres gardes et ordonnance consulaire portant règlement. — Placard. — Ch. 7, 5.

Délibération et règlement nouveau pour la Communauté des maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon, avec ordonnance de MM. les prévôt des marchands, échevins, juges consulaires et conservateurs des privilèges royaux de ladite ville, du 19 septembre 1702. — Lyon, 20 p. — Ch. 7, 6.

2 janvier 1703. — De par le Roy : Lettres patentes et arrêt du Conseil portant règlement pour la manufacture des étoffes de soye, or et argent de la ville de Lyon. — Placard. — Ch. 7, 6.

Arrests du Conseil d'Etat du Roy portant règlement pour la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon, des 2 novembre 1700 et 26 décembre 1702. — Paris 1703, 20 p. — Ch. 7, 6.

25 octobre 1711. — Ordonnance consulaire portant que dorénavant les maîtres qui voudront faire fabriquer payeront 400 livres, les fils de maîtres 200 livres et les compagnons 300 livres, et encore portant le droit de visite à 25 livres. — G. F. 11.

Requête et opposition de plus de six cent cinquante maîtres et marchands à l'ordonnance consulaire du 25 octobre 1711. — G. F. 12.

31 octobre 1712. — Lettres patentes portant règlement relatif à l'enregistrement des ouvriers, aux livres que doivent tenir maîtres et marchands et aux vols de soie. — Ch. 7, 24.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roy concernant la fabrique des marchands et maîtres ouvriers en étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon qui n'a pas été inséré dans le livre des règlemens, 2 novembre 1700. — A la suite se trouvent imprimés : La délibération du 19 septembre 1702 publiée et affichée

à Lyon le 27 septembre de la même année et qui n'a pas été insérée au livre des réglemens, et l'arrêt contradictoire du 1^{er} février 1716 qui n'a pas été inséré au livre des réglemens. — Impr. in-folio, 8 p. — Ch. 7, 5.

Mémoire pour les maîtres gardes de la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en étoffes de soye, or et argent de la ville de Lyon, demandeurs en enregistrement de lettres patentes. — Ch. 7, 35.

Lettres patentes portant homologation de l'ordonnance consulaire du 25 octobre 1711 servant de règlement pour la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en soye de la ville de Lyon, du 31 octobre 1712, registrées en Parlement le 8 juillet 1717. — Lyon, A. Laurens, 1717, in-4, 12 p. — G. F. 13.

Règlemens et statuts concernant le commerce, art et fabrique des draps d'or, d'argent et de soye et autres étoffes mélangées qui se font dans la ville de Lyon et fauxbourgs d'icelle et dans tout le pays de Lyonnais, augmenté de tous les arrêts, lettres patentes et ordonnances servans de réglemens qui ont été rendus depuis les années 1667 jusques en 1718. — Lyon, A. Laurens, 1720, 316 p. — Ch. 7, 8.

Lettres patentes du Roy pour l'exécution du règlement concernant les manufactures des étoffes de soye, or et argent de la ville de Lyon et la Communauté des maîtres marchands et fabriquans desdites étoffes, du 1^{er} octobre 1737. — Impr., 4 p. — G. F. 26.

Statuts et règlement pour la Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers à façon en étoffes d'or, d'argent et de soye et autres meslées de soye, laine, poil, fil et coton, de la ville et fauxbourgs de Lyon, et pour la fabrique desdites étoffes qui se font tant dans ladite ville et fauxbourgs de Lyon que dans les provinces de Lyonnais, Forest et Beaujollois. Du 1^{er} octobre 1737. — Paris, imp. Royale, 80 p. — G. F. 26.

17 avril 1738. — Délibération des anciens maîtres gardes marchands nommant six d'entre eux pour travailler avec ceux en exercice aux représentations à faire contre les nouveaux réglemens. — G. F. 26.

18 avril 1738. — Délibération des maîtres gardes ouvriers et anciens demandant l'exécution du nouveau règlement. — G. F. 26.

25 février 1739. — Faurax, Ramassac et Joux empruntent 615 livres pour poursuivre le procès engagé contre les marchands fabricants. — G. F. 32.

17 novembre 1739. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roy concernant la fabrique des étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon. — Lyon, Valfray, 4 p. — G. F. 28.

26 avril 1743. — Lettre à M. le prévôt des marchands du contrôleur général Orry, l'informant de choisir deux ou trois députés marchands et autant d'ouvriers pour délibérer sur le nouveau règlement. — G. F. 45.

9 may 1743. — Ordonnance du prévôt des marchands sur la nomination des députés. — G. F. 45.

11 may 1743. — Délibération des maîtres marchands fabricants pour le choix de quinze des leurs parmi lesquels le Consulat choisira trois députés pour aller à Paris et convenir sur les différents articles du règlement. Il est décidé qu'il leur sera alloué 30 livres par jour sur les deniers de la Communauté et qu'un emprunt de 15,000 livres y fournira, ainsi qu'aux dépenses des députés des maîtres ouvriers. — Ch. 7, 9.

14 may 1743. — Délibération des maîtres ouvriers nommant trois députés. — G. F. 45.

16 may 1743. — Ordonnance du prévôt des marchands enjoignant aux maîtres ouvriers de s'assembler et de donner pleins pouvoirs à trois maîtres qu'il a désignés. — G. F. 45.

16 may 1743. — Délibération des maîtres ouvriers se refusant à donner pouvoirs à d'autres qu'à ceux qu'ils ont nommés. — G. F. 45.

4 janvier 1744. — Délibération des maîtres ouvriers priant le prévôt des marchands de vouloir bien leur faire donner communication de tous les articles d'un prétendu nouveau règlement. — Ch. 7, 9.

Arrest du Conseil d'Etat du Roy qui ordonne l'exécution des statuts et règlement pour les fabriques de Lyon. Du 19 juin 1744. — Impr., 4 p. — G. F. 30.

Statuts et règlement pour la Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers à façon en étoffes d'or, d'argent et de soie et autres mêlées de soie, laine, poil, fil et coton, de la ville et faubourgs de Lyon, et pour la fabrique desdites étoffes. Du 19 juin 1744. — Paris, imp. Royale, 1744, 92 p. — G. F. 30.

De par le Roy : Ordonnance portant exécution du règlement de 1737, celui de 1744 étant considéré comme de nul effet. 6 août 1744. — Placard. — G. F. 30.

Au Roy et à Nosseigneurs de son Conseil : Demande adressée par les marchands fabricants pour que l'ordonnance consulaire du 6 août soit confirmée et le règlement de 1737 observé de point en point. Du 8 août 1744. Signée par quatre-vingts maîtres marchands. — Ch. 7, 9.

Arrest du Conseil d'Etat du Roy qui ordonne l'exécution du règlement de 1737 pour la fabrique de Lyon. Du 10 août 1744. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 9.

25 février 1745. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy qui révoque l'arrest du Conseil du 10 août 1744, casse et annule les ordonnances du Consulat de la ville de Lyon des 4, 6, 8 du même mois d'août, ordonne que le règlement du 19 juin 1744 pour la fabrique des étoffes et la Communauté des fabricants de Lyon sera exécuté selon sa forme et teneur, portant néanmoins dérogation aux articles 4, 6, 7 et 8 du titre VII dudit règlement. — Lyon, Valfray, 4 p. — G. F. 31.

8 juin 1759. — Moyens concernant la conduite de quelques ouvriers et de leurs chefs depuis l'exécution du règlement de 1744 à ce jour. — G. F. 45.

15 juin 1759. — Comparaison de différents articles du règlement de 1737, qu'on pense former l'objet de plaintes des ouvriers, contre les mêmes articles du règlement de 1744. — G. F. 45.

Juin 1759. — Copie du mémoire présenté à Nosseigneurs du Bureau du commerce pour obtenir des lettres patentes adressées au Parlement sur les statuts et règlement de la fabrique de Lyon arrêtés au Conseil d'Etat le 19 juin 1744. — G. F. 45.

Juin 1759. — Mémoire contenant les moyens de l'opposition à l'arrêt du 23 mai 1759. — G. F. 45.

1^{er} juillet 1759. — Mémoire des maîtres gardes qui débat les articles du règlement de 1744 contestés par un parti d'ouvriers sans qualité dans un mémoire imprimé qu'ils avaient fait et qui existe depuis 1749, lequel ils font revivre à la date de ce jour dans la contestation de l'arrêt du 13 may 1759 qu'ils ont surpris au Parlement. — G. F. 45.

19 juillet 1759. — Lettres des maîtres gardes au sujet de divers articles des règlements. — Ch. 7, 11.

Août 1759. — Mémoire ou observations des maîtres gardes adjoints ouvriers, à eux joints les anciens maîtres gardes de leur classe et quantité de maîtres

aussy de leur classe, par lequel ils demandent les dérogations ou modifications à quinze articles du règlement de 1744. — G. F. 44.

23 août 1759. — Mémoire des maîtres gardes marchands pour servir de moyens ou réflexions sur la requête que les ouvriers ont présentée au Parlement. — G. F. 45.

23 août 1759. — Délibération de la Communauté au sujet des règlements. — Ch. 7, 11.

29 août 1759. — Ordre du premier échevin au contrôleur des actes des notaires pour qu'il déclare quel notaire a reçu l'acte de procuration des maîtres ouvriers. — G. F. 45.

Août 1759. — Mémoire signifié pour les syndics maîtres gardes de la Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers à façon en étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville..... contre Claude François Magnin, Pierre Briquet et Jean Martinet, maîtres ouvriers à façon de la Communauté. De Sozzi, avocat. — Impr., 40 p. — G. F. 45.

Observations sur les règlements de la fabrique adressées par les maîtres gardes ouvriers à M. le contrôleur général le 25 août 1759, remises le même jour à MM. les prévôts des marchands et échevins de la ville de Lyon. — Lyon, Delaroche, 1760, in-folio, 28 p. — F. C.

Le même, manuscrit, avec trente-quatre signatures. — Ch. 7, 11.

Observations particulières et intéressantes qui ont été présentées à MM. les prévôts des marchands et échevins de Lyon, le 25 août 1759, par les maîtres gardes de la Communauté des fabricants, en conséquence des ordres du Conseil qui ont été adressés à ces magistrats, suivis d'une ordonnance qu'ils ont rendue le 2 août 1759 qui enjoint aux maîtres gardes de s'assembler dans leur Bureau avec vingt maîtres ouvriers à leur choix pour examiner ensemble quels sont les articles du règlement dont ils se plaignent. — Lyon, Delaroche, 30 p. — G. F. 45.

Mémoire à consulter pour les maîtres ouvriers en étoffes d'or, d'argent et de soie..... de la ville et fabrique de Lyon. 24 décembre 1759. — Impr., 24 p. — Ch. 7, 11.

Réponses des maîtres gardes et adjoints marchands aux observations particulières et intéressantes des maîtres gardes et adjoints ouvriers à façon sur quarante-trois articles du règlement arrêté au Conseil d'Etat, sa Majesté y étant, le 10 juin 1744, pour la fabrique de Lyon. — Impr., 112 p. — Ch. 7, 11.

Mémoire signifié pour les maîtres ouvriers de la fabrique des étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon contre les soi-disans maîtres gardes marchands de la même fabrique. 1759, Blanchard le jeune, procureur. — Impr., 48 p. — Ch. 7, 11.

Mémoire signifié pour les syndics maîtres gardes de la Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers à façon en étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon contre Cl. Fr. Magnin, Pierre Briquet et Jean Martinet, maîtres ouvriers à façon de ladite Communauté. 1759, de Sozzi, avocat. — Impr., 40 p. — Ch. 7, 11.

Au Roy et à Nosseigneurs de son Conseil : Gros mémoire où le règlement de 1737 est analysé article par article, présenté par les marchands. — Ch. 7, 10.

Sire : Humbles remontrances des maîtres marchands au sujet du règlement. — Ch. 7, 10.

Mémoire sur le règlement de 1737. — Ch. 7, 10.

Mémoire sur lequel les maîtres gardes marchands fabricants ont donné leur délibération du 22 août 1740. — Ch. 7, 10.

Réplique des maîtres marchands fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon aux observations qu'ont faites les maîtres ouvriers de leur Communauté sur le mémoire qu'ont dressé lesdits maîtres marchands par ordre de Mgr le contrôleur général sur quelques articles du règlement donné à cette Communauté par lettres patentes en date du 1^{er} octobre 1737. Volumineux mémoire en tête duquel est inscrit : " Néant, n'a pas été envoyé ". — Ch. 7, 10.

Réplique des maîtres marchands aux observations des maîtres ouvriers. — Ch. 7, 10.

Mémoire pour les maîtres marchands d'étoffes de soye, or et argent de la ville de Lyon. Très volumineux. — Ch. 7, 10.

Sur la requête présentée au Roi, étant en son Conseil, pour les maîtres ouvriers à façon des étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon. — Impr., 26 p. — Ch. 7, 11.

Mémoire pour les maîtres ouvriers à façon des étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon. — Impr., 90 p. — Ch. 7, 11.

Note des suppressions et changements faits au règlement de 1744. — Ch. 7, 11.

Mémoire anonyme envoyé à M. de Sozzi. — Ch. 7, 11.

Août 1760. — Réponse des maîtres gardes et adjoints marchands aux observations particulières et intéressantes des maîtres gardes et adjoints ouvriers à façon sur quelques articles du règlement arrêté au Conseil d'Etat, Sa Majesté y étant, le 19 juin 1744, pour la fabrique de Lyon. — G. F. 45.

30 décembre 1760. — Représentations des maîtres gardes sur l'inutilité du nouvel examen que Nos Seigneurs du Bureau du commerce se proposent de faire des deux règlements de 1737 et de 1744. Mgr le contrôleur général et Mgr de Trudaine répondirent que rien ne pouvoit empêcher cette révision, qu'il falloit faire cesser les plaintes des ouvriers. — R. G. F.

1760. — Lettres de M. de Sozzi sur ses démarches à Paris à propos de l'affaire des règlements. — G. F. 56.

13 août 1761. — Déclaration du Roy, en projet, portant statuts et règlement provisoire, que Sa Majesté veut et entend être exécuté pendant une année dans la fabrique de Lyon. — G. F. 50.

Septembre 1761. — Lettres diverses au sujet de la procédure en Parlement contre Magnin. — G. F. 46.

1761. — Volumineuse procédure sur une plainte en injures et menaces portée par Devirieux, Desplantes, maîtres gardes en exercice, et Biron l'ainé, ancien maître garde, contre Magnin, maître ouvrier, et Vaucher, cordonnier. — Ch. 7, 11.

Mémoire signifié pour les syndics maîtres gardes de la Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers à façon en étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville et fauxbourgs de Lyon, contre Cl. François Magnin, Jean Thomas, Aimé Devirieux l'ainé, Claude Fulchiron, Jean Martinet, Pierre Favre, André Ramassac, Philippe Curne et Jean Claude Tisseur, maîtres ouvriers à façon de ladite Communauté. De Sozzi, avocat. — In-4, 18 p. — F. C.

6 août 1762. — Projet de conciliation contenant les corrections, modifications et changements à faire dans le règlement de 1744. « Auroit pu être adopté

si tous les anciens avoient été appelés à l'assemblée; cette circonstance luy attira des opposants. » — R. G. F.

14 septembre 1762. — Opposition à la délibération du 6 août par neuf anciens maîtres gardes qui n'avoient point été appelés à ladite délibération, à eux joints un nombre de marchands. — R. G. F.

28 septembre 1762. — Lettre du contrôleur général au prévôt des marchands sur le projet de conciliation et les moyens de le faire aboutir. — R. G. F.

1762. — Mémoire pour Cl. Fr. Magnin, J. Magnin, etc., ouvriers en étoffes de soie de Lyon, contre M. le procureur général. Delamothe, avocat. — In-4, 24 p. — F. C.

Copie du mémoire pour les maîtres gardes et adjoints ouvriers de la ville de Lyon et réponse des maîtres marchands de 1762 qui accompagne l'acte d'opposition sur l'arrêt provisoire pour le règlement. — G. F. 50.

Idee précise de l'état de la fabrique de Lyon et de la nécessité d'un règlement provisoire dûement enregistré. — Impr., 4 p. — G. F. 50.

11 avril 1763. — Requête au contrôleur général par les nommés Narbonet, Coste et Salavin, à qui Magnin et consorts ont surpris des promesses pour la poursuite du procès. — G. F. 47.

24 avril 1763. — Lettres de Dutilleu et Giraudier, maîtres gardes, députés à Paris pour l'affaire Magnin. — G. F. 47.

29 avril 1763. — Signification aux Magnin et consorts de la tierce opposition du Bureau à l'arrêt du 28 mars dernier, surpris par eux sous le nom de Communauté des maîtres ouvriers. — G. F. 47.

29 avril 1763. — Requête de la Communauté à la Sénéchaussée contre la permission accordée le 26 aux Magnin et consorts de s'assembler et ordonnance déclarant qu'il sera sursis à la tenue de cette assemblée jusqu'à ce que la Cour de parlement, à laquelle a été faite tierce opposition, ait fait droit. — Placard. — G. F. 47.

Articles proposez pour servir de règlement à la Communauté des fabricants en étoffes de soye, or et argent de la ville de Lyon et sur lesquels les deux classes des maîtres marchands et maîtres ouvriers de ladite Communauté sont discordantes suivant leurs dires respectifs insérés dans les procès-verbaux des 17, 18 may 1763 et autres jours subséquents. — Ch. 7, 11.

Mai 1763. — Assemblée tumultueuse des Magnin. — R. G. F.

25 mai 1763. — Convention ou trêve signée en présence de M. l'Intendant en son hôtel et de M. Flachat, prévôt des marchands, et M. Joliclair, échevin gradué, entre les maîtres gardes et les Magnin et consors, se disant fondés de la procuration d'un grand nombre de maîtres. — R. G. F.

22 juin 1763. — Convention entre les syndics et les fondés de procuration en l'hôtel de l'Intendant par laquelle il est dit que toutes poursuites cesseront tant au Parlement qu'ailleurs et que les Magnin fourniront état de leurs frais, prétentions, dommages et intérêts. — R. G. F.

18 juillet 1764. — Mémoire au contrôleur général pour les manufactures sur les contestations présentes du procès. Contient un parallèle des deux règlements. — G. F. 50.

1764. — Observations des syndics et maîtres gardes sur les inconvénients qui naîtraient de l'exécution de l'article tel qu'il est rédigé quant aux assemblées ordinaires et générales. — G. F. 50.

20 juin 1769. — Deux lettres au contrôleur général, l'une des maîtres

marchands, l'autre des maîtres ouvriers, par lesquelles ils l'informent qu'ils ont eu des réunions et sont convenus d'un arrangement, au moyen de quoi ils supplient Sa Grandeur d'obtenir de Sa Majesté lettres patentes sur le règlement de 1744 qu'ils approuvent unanimement moyennant deux changements. — R. G. F.

1769-1770-1771. — Nombreuses lettres pour obtenir lettres patentes sur le règlement. — R. G. F.

17 mai 1771. — Articles à ajouter au règlement nouveau de la grande Fabrique de cette ville que le Conseil vient de soumettre à l'examen et aux lumières supérieures de Mgr l'Intendant. Relatif aux velours, aux dessins, aux rouets et moulins. — G. F. 53.

3 juillet 1771. — Délibération de la Communauté donnant procuration au sieur Guillin pour suivre l'affaire des règlements. — G. F. 53.

Avril 1776. — Lettre du Bureau à M. Turgot, contrôleur général, pour lui demander de conserver les règlements de la manufacture et de l'excepter de l'abolition des jurandes. — R. G. F.

— Lettre à M. de Flesselles pour le prier d'appuyer la demande précédente auprès de M. Turgot. — R. G. F.

Janvier 1777. — Observations présentées au ministre par les marchands fabricants d'étoffes d'or, d'argent et de soie sur l'édit donné au mois de janvier 1777 pour les communautés d'arts et métiers de la ville de Lyon. — Ch. 7, 12.

De par le Roy et MM. les prévôt..... : Ordonnance consulaire qui porte que les lettres patentes des 31 octobre 1712, 9 janvier 1726, les statuts et règlement de 1737, ceux de 1744 et les ordonnances consulaires des 23 août 1768 et 6 février 1770, rendues pour la police de la fabrication des étoffes d'or, d'argent et de soie de cette ville, seront exécutés suivant leur forme et teneur, à la diligence des sieurs syndics et jurés gardes en exercice de ladite Communauté, tant par les ouvriers, maîtres et marchands fabricants que par les marchands de soie et les teinturiers de soie. 18 juillet 1777. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 12.

Observations et supplique des maîtres gardes en exercice de la Communauté de la fabrique d'étoffes de soie, or et argent de la ville de Lyon pour parvenir soit à l'exécution de l'édit de janvier 1777, soit à la composition la plus avantageuse de cette nouvelle Communauté. — Ch. 7, 12.

28 septembre 1779. — Ordonnance consulaire sur requête des maîtres gardes portant que l'édit de 1777 ainsi que l'ordonnance du 16 juin 1778 seront exécutés et que maîtres, marchands, compagnons et apprentis devront se faire recevoir et enregistrer. — Impr., 4 p. — G. F. 55.

11 juillet 1780. — Révocation par la Communauté du sieur Zacharie Pavy qui n'était pas agrégé et avait été nommé commissaire pour la rédaction des nouveaux statuts et règlement. Pierre Audras est nommé à sa place. Ces commissaires, au nombre de seize, choisis également dans les deux classes, devaient « travailler à la composition et rédaction d'un nouveau projet de règlement ordonné par le Conseil, notifié par ledit article 26 de l'édit de janvier 1777 ». — G. F. 54.

8 février 1781. — Délibération portant que les syndics sortant de charge continueront à travailler au projet de règlement. — G. F. 55.

1781. — Demandes sous diverses formes de nouveaux règlements. — Ch. 7, 12.

17 octobre 1781. — Projet de règlement pour la grande Fabrique, rédigé par seize commissaires. — R. G. F.

Déclaration du Roi concernant les communautés d'arts et métiers dans les villes dont l'état est annexé à l'édit d'avril 1777, donnée à Versailles le 1^{er} mai 1782. — Impr., 12 p. — G. F. 55.

CHAPITRE V

L'Apprentissage.

DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

Livres de la Communauté sur lesquels étaient enregistrés les apprentis.

— Livre des anciens, maîtres, compagnons et apprentifs des années 1619 à 1624.

Livre des maîtres, compagnons et apprentifs commencé le 27 janvier 1625 et fini le 31 avril 1631.

Livre des apprentifs du 14 février 1651 au 2 juillet 1660.

Registre des apprentifs du 10^e may 1679 au 22^e décembre 1688.

— — du 12 janvier 1689 au mois d'aoust 1707.

— — de l'année 1725 à juillet 1737.

— — du 10 juillet 1737 au 14 janvier 1739.

— — du 4 février 1739 au 10 mars 1745.

Répertoire où sont inscrits les noms des apprentifs et ceux de leur maître, le lieu de leur domicile, la date de leur lettre de maîtrise. Dressé en 1745.

Registre des apprentifs du 31 mars 1745 au 2 mai 1753.

Registre des noms des maîtres et de leurs apprentifs. Répertoire alphabétique de 1750 à 1755.

Registre des apprentifs du 25 juillet 1767 au 4 septembre 1776.

Registre des noms des apprentifs et celui de leurs maîtres. Répertoire alphabétique.

Noms et demeures des maîtres et les noms des apprentifs qu'ils obligent. — Ce registre est une suite : le premier registre a disparu et celui-ci va du numéro 4724 au numéro 7052.

Registre des apprentifs du 14 juillet 1784 au 16 mars 1791.

Registres des remises d'apprentis. — Registre des apprentifs remis depuis l'année 1755 jusqu'à l'année 1791.

Registre des apprentifs et remis commencé le 8^e may 1762 et finy le 8 juillet 1767, clos et arrêté le 15 du même mois.

Registre des apprentifs et apprentifs remis. Janvier 1777 au 7 juillet 1784.

Registres de la Communauté spéciaux aux apprentis de l'Aumône générale. — Régitre des apprentifs de la Charité. 12 juillet 1730 au 10 mars 1745.

Régitre des apprentifs de la Charité. 7 avril 1745 au 31 juillet 1776.

Registres d'apprentissage. — G 46, 47, 48, 64, 65, Arch. Ch.

Contrats d'apprentissage. — Le fonds de la grande Fabrique en contient une quantité considérable : il y en a dans chaque carton, les maîtres gardes déposant aux archives les contrats des apprentis rayés pour une cause quelconque.

Contestations entre maîtres et apprentis. — Une liasse de pièces relatives à des différends, de 1620 à 1789. — Ch. 7, 23.

DOCUMENTS PARTICULIERS.

1574. — Comparution d'un apprenti et de son maître devant le bureau de l'Aumône générale. — E 12, Arch. Ch.

4 mars 1622. — Sentence de la Sénéchaussée portant que Chauve, maître ouvrier, pour n'avoir point fait inscrire un apprenti remis qu'il avait, est condamné à 6 livres d'amende et aux dépens. — G. F. 2.

1622. — Procédure pour un apprentissage collusoire. — G. F. 2.

9 février 1623. — Ordonnance consulaire portant que les maîtres qui remettront leurs apprentis devront en faire la déclaration aux maîtres gardes. — G. F. 2.

27 avril 1628. — Pièces relatives à une contestation entre la Communauté et Cl. Dangon, au sujet du nombre d'apprentis qu'il lui était permis d'avoir par privilège spécial. — G. F. 3.

7 décembre 1629. — Ordonnance consulaire condamnant Rougier, apprenti, à travailler encore quatre ans en cette qualité pour avoir prétendu avoir fait son apprentissage chez un nommé Aubin qui n'avait jamais eu de métiers montés. — G. F. 3.

26 avril 1640. — Sentence de la Sénéchaussée condamnant à 3 livres d'amende et aux dépens Phily, maître ouvrier, qui occupe Renaud, apprenti, sans l'avoir fait enregistrer. — G. F. 3.

12 may 1649. — Vernay, maître ouvrier, a pris un troisième apprenti sans faire rayer celui de l'Aumône générale qui était parti : 5 livres pour la lumière et service de la Chapelle et congédiera ledit apprenti. — G. F. 3.

16 septembre 1653. — Guill. Flandrin n'a pas fait inscrire son apprenti : 3 livres d'amende applicables à la Chapelle. — G. F. 4.

26 juin 1654. — Un maître a reçu 15 livres de son apprenti pour le temps perdu : 3 livres d'amende pour la Chapelle et 3 livres pour les frais. — G. F. 4.

8 mars 1659. — Sentence de la Sénéchaussée portant règlement que le maître ne pourra avoir qu'un apprenti à la fois pendant dix ans, au lieu de deux. — R. G. F.

22 décembre 1660. — Jugement, après une procédure considérable, contre Archer, qui avait pris un apprenti sans être maître étant en état de l'être ; il lui est ordonné de se faire inscrire maître et d'obliger ledit apprenti ou de fermer boutique ; en outre, condamné à 10 livres d'amende et aux dépens. — G. F. 6.

18 janvier 1673. — Ordonnance consulaire portant que les apprentis doivent demeurer chez leurs maîtres. — G. F. 7.

24 janvier 1673. — Radiation d'un apprenti qui, étant à Paris, ne pouvait servir son maître. — G. F. 7.

23 août 1673. — Un maître qui a débauché l'apprenti d'un autre est condamné à 20 livres d'amende. — G. F. 7.

4 octobre 1673. — Un maître n'a pas fait inscrire son apprenti : 10 livres d'amende. — G. F. 7.

6 décembre 1673. — Ordonnance consulaire portant défense de recevoir aucun apprenti marié ni domicilié. — G. F. 7.

13 décembre 1673. — Ordonnance consulaire portant radiation d'un apprenti domicilié. — G. F. 7.

1673. — Requête des maîtres gardes pour réformer les abus des apprentissages frauduleux. — Ch. 7, 4.

18 février 1675, 10 juillet 1675. — Procès-verbaux et jugements contre des apprentis absents de chez leurs maîtres lors des visites des maîtres gardes; s'ils n'y sont pas à la première visite, ils seront rayés. — G. F. 7.

7 septembre 1675. — Un contrat d'apprentissage porte que l'apprenti ne sera ni logé, ni nourri par le maître et aura, après six mois, ses façons payées comme un compagnon. Le maître, pour le prix, doit recevoir 200 livres. Une ordonnance consulaire porte radiation de ce contrat; le maître qui a reçu 60 livres devra en restituer 30 et est condamné à 10 livres d'amende. — G. F. 7.

7 avril 1683. — Ordonnance consulaire condamnant Defornex, maître ouvrier, à 30 livres d'amende pour n'avoir pas fait enregistrer son apprenti. — G. F. 7.

16 juillet 1683. — Même motif : 10 livres d'amende. — G. F. 7.

4 avril 1685. — Les maîtres gardes constatent dans leur visite l'absence de l'apprenti et de tout métier pour l'occuper. Il est dit qu'à la première réquisition des maîtres gardes ledit apprenti sera tenu de travailler en leur présence, faute de quoi il sera rayé. — G. F. 7.

30 décembre 1685. — Ordonnance consulaire qui défend de prendre pendant trois ans d'autres apprentis que ceux de la ville. — G. F. 8.

8 mai 1686. — Un apprenti a été obligé, contrairement à l'ordonnance de l'archevêque du 13 décembre 1684; il sera rayé et le maître est condamné aux frais liquidés à 32 sols. — G. F. 7.

30 décembre 1687. — De par le Roy : Ordonnance consulaire portant défense de prendre des apprentis d'ici trois ans, précédée de la requête des maîtres gardes à l'archevêque et au Consulat. — Placard. — Ch. 7, 5. — La même, impr. in-4, 4 p. — F. C.

6 mai 1695. — Délibération de la Communauté portant que les apprentis de la Charité seront reçus gratis. — G. F. 10.

1697. — Requête des maîtres ouvriers au Consulat demandant qu'on ne puisse prendre pendant cinq ans d'autres apprentis que ceux de la Charité. — G. F. 10.

1704. — Mémoire sur la nécessité d'obliger les apprentis dans la fabrique des étoffes de travailler assiduellement chez leurs maîtres pendant la durée de leur apprentissage. — G. F. 11.

15 juin 1706. — Ordonnance consulaire permettant aux maîtres ouvriers à façon seulement de prendre des apprentis, nonobstant le 23^e article du règlement de 1701 qui devait avoir son exécution encore pendant vingt mois. — Ch. 7, 6.

9 août 1707. — Ordonnance consulaire portant enregistrement de l'arrêt du

Conseil du 26 février permettant aux maîtres ouvriers à façon seulement de faire des apprentis, ce qui était interdit jusqu'au 3 mars 1708. — G. F. 11. — La même, en placard. — Ch. 7, 6.

13 juillet 1725. — Radiation d'un apprenti qui « s'est oublié jusques au point d'insulter en paroles et de maltraiter son maître par des coups de pied et de poing ». — G. F. 18.

23 janvier 1738. — Un maître a pris un apprenti sans avoir de boutique. Celui-ci est rayé et le maître condamné à 150 livres d'amende. — G. F. 26.

18 mars 1749. — « Attendu les excès et mauvais traitements exercés par ledit Chaussonet sur la personne de son apprentif qu'il avoit grièvement et dangereusement blessé à la tête jusqu'à effusion de sang », celui-ci est remis. — G. F. 35.

11 février 1750. — Ordonnance consulaire portant qu'André Crotte, apprentif, pour avoir servi Sa Majesté en qualité de milicien pour la Communauté, sera reçu d'un plein abord maître gratis. — R. G. F.

11 juin 1755. — Lettre en copie de Mgr le contrôleur général du 27 décembre 1752, décidant que les vallées de Barcelonnette, Brachelard et provinces échangées doivent être admises à l'apprentissage, attendu que ces provinces ont conservé leurs privilèges. — R. G. F.

27 juillet 1774. — Lettre du contrôleur général proposant d'assimiler pour l'apprentissage les jeunes gens tirés des dépôts de mendicité à ceux de la Charité. — G. F. 54.

11 juin 1778. — Ordonnance consulaire qui enjoint aux maîtres de la Communauté de la fabrique des étoffes d'or, d'argent et de soie de cette ville de faire enregistrer au bureau de ladite Communauté, qui se tient actuellement à l'Hôtel de ville, leurs apprentis, en payant le droit d'enregistrement, et aux apprentis qui auront fini leur temps de se faire enregistrer compagnons dans la quinzaine à compter de la publication de la présente ordonnance, aux peines portées par les règlements. — Lyon, Delaroche, in-4, 4 p. — Ch. 7, 9.

15 janvier 1783. — Note de ce qui se pratique dans les manufactures d'Hollande et d'Angleterre et prouve combien il est dangereux d'admettre les étrangers à l'apprentissage. — R. G. F.

CHAPITRE VI

Le compagnonnage.

Section 1^{re}. — Compagnons de la ville et des provinces admises.

DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

Livres de la Communauté servant à l'enregistrement des compagnons.

— Livre des anciens, maîtres, compagnons et apprentifs des années 1619 à 1624.

— Livre des maîtres, compagnons et apprentifs commencé le 25 janvier 1625 et fini le 31 avril 1634.

Livre des compagnons commencé le 4 mars 1651 et fini le 2 juillet 1660.
 Livre des compagnons : 13 juillet 1678, 6 mai 1693.
 Registre des compagnons : 31 mars 1745, 18 janvier 1764.
 — — 25 janvier 1764, 10 juillet 1776.
 — — 31 juin 1778, 19 août 1789.
 Livre des compagnons : 28 décembre 1789, 16 février 1791.

DOCUMENTS PARTICULIERS.

1622. — Sommations à divers compagnons de se faire inscrire. — G. F. 2.
 26 mai 1643. — Déclarations de dix-sept maîtres ouvriers certifiant que L. Briquemard a travaillé chez eux en qualité de compagnon. — G. F. 7.
 1^{er} juillet 1655. — Un compagnon a trois métiers et un apprenti. Il lui est défendu de travailler comme maître. — G. F. 4.
 1726. — Procédure contre Reynard, compagnon, qui a fait faire son chef-d'œuvre par Forest, maître ouvrier. — Ch. 7, 13.
 1759. — Copie d'une lettre adressée au député de la Communauté à Paris sur une tentative de grève faite par les compagnons. — Ch. 7, 11.

Section II. — Compagnons forains et étrangers.

DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

Registres de la Communauté. — Registre des compagnons étrangers lesquels ne pourront continuer de travailler chez aucun maître cy ils ne sont enregistrés après le délai de six mois. — 31 mars 1741.

Registre des compagnons forains. — 31 mars 1745, 1^{er} décembre 1776.

DOCUMENTS PARTICULIERS.

19 juillet 1630. — Sentence de la Sénéchaussée qui défend de donner de l'ouvrage à aucun compagnon forain avant qu'il n'ait justifié de sa quittance d'apprentissage pour cinq ans et payé les droits. — G. F. 3.

1631. — Ordonnance consulaire portant que désormais, et en attendant que toute contestation à ce sujet soit réglée entre eux, les maîtres ouvriers en soie ne recevront plus les compagnons venant de Genève et autres lieux de l'étranger. — BB 180.

5 janvier 1668. — Attestation de divers maîtres certifiant que J. Boulu, compagnon forain, a servi chez eux. — G. F. 6.

6 octobre 1673. — Ordonnance consulaire portant que les compagnons forains et étrangers devront servir cinq ans chez le même maître ou dix ans chez plusieurs. — G. F. 7.

11 juin 1679. — Requête des maîtres gardes relative aux enfants des compagnons forains et étrangers et avis du procureur du roi sur les conditions de leur admission aux droits de fils de maîtres. — Ch. 7, 5.

6 juin 1715. — Extrait du registre des jugemens.... : Défense d'occuper aucun compagnon forain ou étranger et aux maîtres gardes de les enregistrer. — Placard. — Ch. 7, 7.

3 décembre 1720. — Délibération consulaire portant qu'un compagnon italien sera reçu maître pour avoir apporté un perfectionnement au velours frizé et coupé. — G. F. 15.

4 août 1739. — Ordonnance consulaire portant que Boachon sera reçu maître gratis « pour avoir fait embellir la fabrication des velours et à charge qu'il vienne s'établir de Vienne à Lyon ». — G. F. 28.

1^{er} septembre 1739. — Ordonnance consulaire portant que Jean Saigne, danois, sera reçu gratis pour avoir apporté la façon de faire les mouchoirs façon des Indes et d'Italie et en considération de l'abjuration de sa femme et de ses enfants. — G. F. 28.

4 novembre 1739. — De par MM. les prévôt des marchands..... : Défense d'employer des compagnons forains sans un certificat des maîtres gardes portant qu'ils sont enregistrés en qualité de compagnons et défense d'occuper des compagnons étrangers, sauf ceux qui ont inventé quelque étoffe nouvelle. — Placard. — Ch. 7, 9.

2 octobre 1744. — De par MM. les prévôt des marchands..... : Ordonnance consulaire mettant en vigueur la réglementation contre les forains et les étrangers et révoquant toutes permissions données à quiconque est sans droits pour travailler. — Placard. — G. F. 30. — La même, impr. in-4, 4 p. — Ch. 7, 9.

12 mai 1752. — Lettre du subdélégué de l'Intendant déclarant qu'il ne peut être qu'avantageux à la fabrique d'admettre de bons ouvriers de quelque province que ce soit pour réparer les pertes faites. — G. F. 38.

24 mai 1775. — Requête contre les compagnons forains pour que le Consulat ordonne le respect du règlement à leur sujet. — G. F. 54.

26 avril 1780. — Mémoire sur la demande des forains et étrangers pour être reçus maîtres en ne payant que 125 livres comme les maîtres de Lyon. — R. G. F.

17 septembre 1780. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui ordonne provisoirement que les ouvriers et compagnons forains et étrangers de la grande Fabrique des étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon qui voudront être admis à la maîtrise seront tenus de se conformer aux anciens règlements concernant ladite Communauté et de lui payer une somme de 48 livres pour tenir lieu des droits d'apprentissage et de compagnonnage. — Placard. — G. F. 54. — Impr. in-4, 4 p. — Ch. 7, 12.

CHAPITRE VII

La Maîtrise.

DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

Registres de la Communauté. — Livre des anciens, maîtres, compagnons et apprentifs des années 1619 à 1624.

Livre des maîtres, compagnons et apprentifs commencé le 27 janvier 1625 et fini le 31 avril 1631.

- Livre des maîtres commencé le 22^e juin 1675 et fini le 17 octobre 1683.
 Livre des maîtres commencé le 19^e janvier 1724 et fini le 10 mars 1745.
 Registre où sont inscrits le nom et la demeure de chaque maître fabricant.
 — 1745.
 Registre des maîtres commencez le 31 mars 1745 et fini le 29 octobre 1760.
 Registre des noms et demeures des maîtres commencé en 1750. Répertoire alphabétique.
 Registre des noms des maîtres et de leurs apprentis. Répertoire alphabétique de 1750 à 1755.
 Registre des maîtres commencé le 16 novembre 1768 et fini le 4 septembre 1776.
 Registre des anciens maîtres agrégés commencé en janvier 1777 et fini le 2 mars 1791.
 Registre des maîtres reçus dans la nouvelle Communauté, créée par édit de janvier 1777, commencé depuis ledit édit, le 24 février 1777, et fini le 31 juillet 1782.
 Noms et demeures des maîtres et les noms des apprentifs qu'ils obligent.

Section 1^{re}. — Maîtres ordinaires.

DOCUMENTS PARTICULIERS.

- 11 avril 1674. — Ordonnance consulaire portant que les maîtres et compagnons qui auront abandonné l'art pour apprendre une autre profession seront exclus de la faculté de pouvoir travailler, faire travailler et avoir des apprentis. — G. F. 7.
 12 avril 1679. — Jugement consulaire portant déchéance de la maîtrise et condamnant à 30 livres d'amende un maître qui s'est fait inscrire avec un faux certificat de compagnonnage. Le maître qui l'a délivré est condamné à 30 livres d'amende et, en outre, déchu de toutes les charges et honneurs de la Communauté. — G. F. 7.
 16 décembre 1692. — Requête et ordonnance consulaire imposant aux maîtres de représenter aux maîtres gardes, lors de leurs visites, les brevets d'apprentissage et autres titres et papiers des compagnons qu'ils emploient, et leur faisant défense de retenir ces pièces soubz quelque prétexte que ce soit. — Ch. 7, 5.
 23 décembre 1694. — Ordonnance consulaire portant pour les maîtres obligation du serment et de l'inscription au secrétariat de la ville. — Placard. — Ch. 7, 5.
 169... (?) — Mémoire de ce qu'il faut faire pour parvenir à la maîtrise des ouvriers en soye. — Ch. 7, 31.
 1714. — Procédure extraordinaire contre Pierre Mignot, se disant maître dudit art. — Ch. 7, 6.
 17 juillet 1714. — A Nos Seigneurs du Parlement en la chambre de la Tour-nelle supplient sept cent douze marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon..... — Pétition en faveur de Pierre Mignot. — Impr. in-folio, 10 p. — F. C.
 6 février 1759. — De par MM. les prévôt des marchands..... : Ordonnance

consulaire portant obligation pour les maîtres ouvriers à façon et les marchands fabricants de déclarer au bureau de la Communauté les lieux de leurs domicile et fabrique et les changements, à peine de 10 livres d'amende. — Placard. — Ch. 7, 9.

10 juin 1781. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui proroge pour la dernière fois jusqu'au 1^{er} octobre 1781, en faveur seulement des agrégés actuels de la Communauté des fabricants de Lyon, les délais fixés par l'article 6 de l'édit du mois de janvier 1777 pour l'admission des anciens maîtres dans les nouvelles communautés de ladite ville. — Ch. 7, 12.

31 juillet 1781. — Quittance de 18 livres 15 sols payées au profit du Roi sur la réception d'un maître en vertu de l'édit de janvier 1777. — Ch. 7, 13.

28 août 1783. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roy qui accorde aux anciens maîtres des communautés un nouveau délai pour se faire recevoir dans les nouvelles, sur le pied de la modération de l'édit de janvier 1777, jusqu'au 1^{er} mars prochain. — R. G. F.

10 février 1784. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roy qui accorde aux anciens maîtres des communautés d'arts et métiers de la ville de Lyon un délai jusqu'au 1^{er} juillet prochain pour se faire recevoir dans les nouvelles communautés créées dans ladite ville par l'édit de janvier 1777. — R. G. F.

Section II. — Maîtres par franchise.

9 mars 1672. — Un compagnon s'est fait inscrire par franchise en supposant une fausse charte de mariage : il n'a pas épousé une fille de maître, sa femme étant fille de maître maçon. Il est condamné à être rayé du livre de l'art, à faire encore deux ans comme compagnon ; en outre, les droits qu'il a versés seront confisqués. — G. F. 7.

20 juin 1691. — Ordonnance consulaire contre Fromaget, maître par franchise et ne pouvant avoir, comme forain, que deux métiers occupés de ses mains et de celles de son épouse ; dans une visite il est trouvé possesseur de trois métiers, dont deux occupés par des compagnons. Il est dit que les marchandises fabriquées et en chaîne qui étaient sur les métiers et que fabriquaient les deux compagnons sont confisquées au profit des maîtres gardes et les ensuples et remises rendus audit Fromaget ; il est permis au sieur Berlier, marchand et propriétaire des marchandises confisquées, de se pourvoir contre ledit Fromaget, son ouvrier. — R. G. F.

Section III. — Fils et filles, femmes ou veuves de maîtres.

Registre des permissions accordées aux filles de maîtres commencé le 17 septembre 1773 et fini le 16 février 1791.

21 mai 1660. — Ordonnance consulaire portant qu'un fils de maître n'ayant pas d'atelier et travaillant chez sa mère n'a pas le droit d'avoir d'apprentis. — G. F. 5.

4 novembre 1664. — Délibération de la Communauté : Conformément aux ordonnances précédentes, les fils de maîtres ne pourront avoir d'apprentis et

tenir boutique, ni même être admis à la maîtrise avant quinze ans, ce qui sera prouvé et justifié par leur acte baptistaire en forme. — R. G. F.

28 juin 1679. — Dépar. le Roy : Les enfants des forains et étrangers nés avant que leur père ne soit parvenu à la maîtrise ne pourront jouir des privilèges des fils de maîtres. — Placard. — G. F. 7.

27 février 1720. — Ordonnance consulaire disant que Marianne Dubourg est fille de maître. Son père avait fait ses cinq ans d'apprentissage et ses cinq ans de compagnonnage, puis s'était engagé au service du Roi où il était mort. — Ch. 7, 7.

Mémoire pour les veuves des maîtres ouvriers et marchands d'étoffes de soie, d'or et d'argent contre la disposition de l'arrêt du Conseil (18 mai 1731) qui les empêchait de continuer le commerce de leurs époux décédés. — Pièces sur le commerce et les manufactures de Lyon. — Bibl. Acad.

13 août 1734. — Ordonnance consulaire portant défense à qui n'est pas maître ou veuve de maître d'avoir aucun ourdissoir, sauf au Consulat à en accorder la permission aux filles de maîtres qui seront dans le cas. — Placard. — G. F. 23.

14 juillet 1741. — De par MM. les prévôt des marchands..... : Défense aux maîtres gardes de recevoir à la maîtrise, ainsi qu'ils le font par complaisance, aucun fils de maître qu'il n'ait dix-neuf ans accomplis. — Placard. — Ch. 7, 9.

2 octobre 1744. — Ordonnance consulaire révoquant toutes les permissions données aux filles de maîtres ou aux femmes pour travailler. — Placard. — G. F. 30.

30 décembre 1762. — Mémoire des maîtres gardes ouvriers sur le mal qui résulteroit pour la manufacture d'admettre les filles à la fabrication, autres néanmoins que les filles de maîtres. — R. G. F.

Comparaison de l'état des fils et filles de maîtres en 1769 et en 1783. — Ch. 7, 13.

18 août 1777. — Déclaration du Roy, enregistrée en Parlement le 12 septembre 1777, qui rétablit les veuves de maîtres dans la possession des droits et qualités dont jouissait leur défund mary. — R. G. F.

Section IV. — Les auxiliaires du maître.

Tireuses de cordes et servantes. — 20 février 1691. — Ordonnance consulaire condamnant un maître à 6 livres d'amende pour avoir fait travailler une servante sur le métier. — G. F. 9.

Mai 1696. — Requête et ordonnance consulaire interdisant aux maîtres de faire travailler leurs servantes sur le métier. — Ch. 7, 5.

5 août 1704. — Requête des maîtres gardes au Consulat pour obtenir une réglementation sévère des filles à gages qui sont indisciplinées et débauchées. — La même, suivie de l'ordonnance consulaire qui y fait droit. — Placard. — Ch. 7, 6.

1704. — Extrait du registre des jugemens et ordonnances de la juridiction consulaire de la police des arts et métiers de la ville de Lyon au sujet des tireuses de cordes employées chez les ouvriers en soie. — Impr. in-18, 22 p. — F. C.

6 juin 1715. — Extrait du registre des jugemens.... : Défense d'employer les servantes et tireuses de cordes sur le métier. — Placard. — Ch. 7, 7.

15 février 1718. — De par le Roy : Les tireuses de cordes doivent être engagées à l'année et ne peuvent quitter leur maître sans cause légitime, à peine de 12 livres d'amende. — Placard. — Ch. 7, 7.

3 septembre 1722. — Ordonnance consulaire portant que les tireuses de cordes et filles journalières devront être affermées pour un an au moins et avoir un livre. — G. F. 16.

7 décembre 1746. — 30 livres d'amende à un maître qui occupait cinq filles sur le métier comme compagnonnes. — G. F. 32.

16 juillet 1751. — Délibération de la Communauté au sujet du manque de tireuses. — G. F. 37.

10 mai 1757. — 30 livres d'amende et dépens liquidés à 7 livres à un maître qui occupait une fille sans droits. — G. F. 42.

11 août 1761. — 30 livres d'amende par chaque fille à un maître qui en occupait deux sans droits. — G. F. 46.

176... (?) — Examen des motifs qui doivent faire admettre ou rejeter la demande que l'on a faite de permettre aux filles qui, dans la fabrique de Lyon, servent à tirer les cordes, de travailler sur le métier en qualité de compagnonnes, seulement après un tems limité qu'elles auroient été employées en qualité de tireuses, et ce dans la vue de s'en procurer une plus grande quantité. — Ch. 7, 11.

176... (?) — Mémoire expositif contenant le danger auquel serait exposée la manufacture des étoffes de soie si les filles soit de la ville, soit de la campagne qui n'ont aucune qualité étoient admises à la liberté de travailler les étoffes. In-4, 10 p. — F. C.

176... (?) — Mémoire des maîtres marchands de la Communauté sur l'admission des filles au travail. — Ch. 7, 11.

24 mai 1775. — Requête contre les tireuses de cordes et filles à gages qui n'obéissent plus au règlement. — G. F. 54.

Règlements de comptes entre maîtres et tireuses de cordes, de 1701 à 1783. — Ch. 7, 21-22.

7 juin 1785. — Ordonnance consulaire portant règlement pour la police des garçons, femmes et filles occupés à tirer les cordes à journée ou autrement chez les maîtres fabricants. — R. G. F.

CHAPITRE VIII

Le Travail.

Section I^{re}. — Les privilèges.

1^o Privilèges généraux (1). — Copie de lettres patentes portant privilèges. — Ch. 7, 2.

Copie des privilèges accordés par nos rois aux ouvriers. — Registre. — Ch. 7, 3.

Registre portant sur la couverture une reproduction du sceau de Barthelémy Andro, marchand ouvrier en draps de soie, et contenant copie des privilèges accordés à divers maîtres ouvriers (Turquet, Naris, les frères Gapailon) ainsi que des privilèges généraux. — Ch. 7, 3.

26 juin 1527. — Confirmation des privilèges des ouvriers en soie. — Parchemin avec sceau. — G. F. 1.

Vidimus des privilèges octroyez aux ouvriers de la manufacture des draps de soie. — Parchemin. — Contient les lettres patentes de François I^{er} (1^{er} octobre 1536) et leur confirmation par Henry II (en septembre 1548). — Ch. 7, 1.

Octobre 1536. — Etablissement de la fabrique à Lyon par François I^{er} : privilèges accordés aux entrepreneurs étrangers et à ceux qui fabriquent en la manufacture. — R. G. F.

1559. — Frais « pour empescher la publication et effect des lettres d'exemption obtenues par les ouvriers de soie résidant à Lyon, de l'entrée du vin », pour une consultation de M^e Mathieu de Vauzelles en sa maison « et en présence de MM. Bonin et Tourvéon, conseillers, touchant l'exemption desdits ouvriers et des ouvriers de l'artillerie ». — CC 1075.

Mai 1594. — Confirmation des privilèges. — Parchemin. — Ch. 7, 2.

Septembre 1595. — Copie de lettres de privilèges. — Ch. 7, 2.

Septembre 1595. — Lettres patentes portant confirmation des privilèges des ouvriers en soie rendues à Lyon par Henry le Grand. — Parchemin avec grand sceau. — G. F. 1.

5 avril 1596. — Extrait des registres de la Chambre des comptes de Paris portant copie des privilèges accordés par les rois aux ouvriers en soie. — G. F. 1.

10 février 1597. — Sentence du Sénéchal de Lyon portant que l'arrêt du Roy de 1595 sera enregistré au greffe de sa juridiction afin que les privilèges octroyés à la fabrique aient leur plein et entier effet. — Ch. 7, 1.

29 mai 1604. — Lettres patentes portant privilèges. — Ch. 7, 2.

(1) Sous ce titre nous plaçons les faveurs accordées aux ouvriers en soie en tant qu'habitants de la ville et qui leur font une situation particulière et permanente à côté de la bourgeoisie et au-dessus du peuple.

Mars 1607. — Ordonnance des eslus aux maîtres jurés pour qu'ils rapportent les noms des privilégiés et travaillans actuellement de l'art de la soye. — Ch. 7, 2.

25 mai 1632. — Confirmation des privilèges. — Parchemin. — G. F. 3.

20 mars 1640. — Extraits des privilèges accordés aux fabricants d'étoffes de soye par les rois Henry II, Charles IX, Henry III, Henry IV et Louis XIII, remis au bureau de la Communauté en l'année 1730 par M. Jourdan, ancien maître et garde. — G. F. 3.

5 avril 1723. — Arrest du Conseil d'Etat par lequel les communautés des ouvriers et artisans de la ville et faubourgs de Lyon dépendants de la juridiction du Consulat sont maintenues et conservées dans tous leurs privilèges, franchises et exemptions de lettres de maîtrise créées et à créer pour heureux avènement, mariages, naissances de princes ou autre cause que ce puisse être. — Impr., 4 p. — G. F. 16.

• **Privilèges spéciaux** (1). — 8 avril 1728. — Réception en intervention des maîtres gardes contre Gesse, marchand fabricant, et Cusset, boucher, qui ont saisi les meubles et effets de Roy, maître ouvrier. — G. F. 20.

3 août 1728. — Requête de la Communauté et ordonnance consulaire portant défenses à tous de saisir et enlever les ustensiles des métiers, à l'exception du propriétaire et de ceux qui ont avancé l'argent pour les acheter. Les autres créanciers n'ont que le droit de saisir les façons. — G. F. 20.

15 décembre 1728. — Avis des maîtres gardes sur la prétention de la femme du nommé Lamarche, séparée de biens, qui avait fait saisir des métiers que celui-ci louait à un maître. Ils soutiennent que le privilège de la femme ne saurait être étendu jusqu'à la saisie desdits métiers. — G. F. 20.

3 juin 1746. — Sentence de la Sénéchaussée faisant respecter le privilège des maîtres ouvriers relatif à leurs façons. — G. F. 31.

27 septembre 1746. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roi évoquant l'appel de la sentence ci-dessus et le mettant à néant, condamnant le marchand fabricant appelant aux dépens liquidés à 75 livres. — G. F. 32.

9 et 12 mai 1766. — Délibérations relatives à la vente des métiers saisis. — G. F. 52.

16 mai 1766. — Ordonnance de la Sénéchaussée portant règlement pour la saisie et vente des métiers des ouvriers de la grande et petite Fabrique avec défense aux huissiers et sergents de procéder aux dites saisies et ventes sans la présence d'un des maîtres gardes ou anciens maîtres gardes ci-après nommés. — Impr., 4 p. — La même, en placard. — G. F. 52.

22 août 1766. — Ordonnance de la Sénéchaussée portant prolongation de temps de celle rendue précédemment pour la vente des métiers achetés par le Bureau pour être rendus aux maîtres dans un meilleur temps. — R. G. F.

Sentences de la Sénéchaussée de Lyon concernant les saisies et ventes des métiers de la grande et petite Fabrique des 16 mai 1766, 2 septembre 1766 et 31 janvier 1767. — Impr., 8 p. — Ch. 7, 12.

(1) Sous ce titre nous plaçons les dérogations aux lois qui favorisent l'ouvrier et garantissent ses meubles et métiers contre la saisie, par exemple, ou lui facilitent le paiement de ses dettes.

Registre servant à « l'enregistrement des métiers saisis par les propriétaires des maisons et autres sur les ouvriers fabricans, lesquels sont déposés à fur et à mesure dans un engard situé à Saint-Joseph ». — Ch. 7, 12.

Section II. — Nombre de métiers.

13 juin 1703. — Ordonnance consulaire portant défense d'avoir plus de quatre métiers à l'avenir; ceux excédant ce nombre seront cachetés par les soins des maîtres gardes et devront être vendus d'ici Noël prochain. — G. F. 11.

7 mai 1704. — Ordonnance consulaire rendue contre Foras qui a six métiers; il est dit que les deux métiers supplémentaires seront démontés et Foras est condamné à 45 livres d'amende. — G. F. 11.

4 septembre 1710. — Jugement consulaire contre Fromage, maître ouvrier, qui a deux boutiques; l'une sera confisquée avec ses quatre métiers, ses soies et ustensiles, et en outre le maître est condamné à 60 livres d'amende. — G. F. 12.

16 novembre 1714. — Procès-verbal de saisie d'un cinquième métier et d'une pièce fond or qui était dessus. Une ordonnance consulaire du 20 novembre ordonne la confiscation du métier et de la pièce et condamne en outre le maître à 60 livres d'amende et aux frais évalués à 10 livres. — G. F. 14.

29 novembre 1731. — Ordonnance consulaire contre la veuve Salavin qui avait sept métiers; elle est condamnée à 20 livres d'amende et à la confiscation de trois métiers avec les chaînes et étoffes qui sont dessus. — G. F. 21.

176... (?) — Mémoire des maîtres marchands.... sur la pluralité des métiers. — Ch. 7, 11.

7 décembre 1780. — Ordonnance consulaire condamnant aux dépens avec défense de récidiver un maître qui a plus de quatre métiers. — R. G. F.

Section III. — Les avances.

1669. — Requête des maîtres ouvriers demandant surséance à l'article 38 du règlement de 1667 et qu'il soit défendu aux marchands d'avancer de l'argent aux ouvriers « pour qu'ils soient en liberté de travailler pour les marchands que bon leur semblera, sans trouble », à peine de 1,000 livres d'amende et de perte de leurs dettes. — G. F. 6.

10 juillet 1670. — Guerrier, marchand fabricant, est condamné à 30 livres d'amende pour avoir avancé 60 livres à un maître contre la disposition des règlements. — G. F. 6.

Section IV. — Les déchets.

170... (?) — Supplique des maîtres ouvriers au Consulat lui demandant de fixer les déchets de soie à une once par livre. — G. F. 11.

170... (?) — Requête en réponse des marchands demandant que les déchets soient fixés à 12 deniers par livre de pièce fabriquée pesant plus de sept livres et à 18 deniers lorsque la pièce ne pèse pas sept livres. — G. F. 11.

6 septembre 1702. — Ordonnance consulaire portant que des expériences seront faites pour les déchets. — Ch. 7, 6.

Section V. — Permissions ; Acquits ; Exemptions.

DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

Registres de la Communauté. — Livre des enregistrements des ouvriés et des permissions pour les maîtres et compagnons de la ville du 23 février 1714 au 28 janvier 1717. — Sur ce registre un maître garde bon vivant a consigné ses impressions, s'efforçant de leur donner une forme poétique qui ne va pas au-delà de vagues assonances. Il commence sur le verso de la couverture par cette déclaration :

*A Lyon on y mange de bon jambon,
Les saussissons y sont exquis,
Le matin ils mettent en appétit
Pourvu que l'on aye du bon vin de revenézy ;
Je vous assure que cela suffit.
Il faut aussi du bon pain blanc
Et ensuite une bouteille du bon vin de Piquardant.*

A peine entremêle-t-il ses appréciations gastronomiques de détails sur la situation des ouvriers. — « Le tems est misérable, et surtout pour les pauvres taffettatiers qui sont contraints, qu'ils n'ont de quoy travaillé, d'aller à pied nud faute d'avoir de quoy acheter des souliers. » Il est regrettable qu'il ne se soit pas rencontré plus souvent des maîtres gardes comme celui-ci, désireux de laisser à la postérité leurs pensées et le récit des menus faits de la vie corporative comme le firent les curés sur un grand nombre de registres baptistaires. Ces notes sont les seules que nous ayons relevées sur les livres de la Communauté et malheureusement le vin et la bonne chère avaient seuls de l'attrait pour leur auteur : le dernier quatrain qu'il composa reflète l'état d'esprit dans lequel il se trouvait le jour où il sortit de charge, après le repas que les règlements défendaient mais que l'usage consacrait :

*Nous avons bien déjeuné
Avec des petits pâtés
Et du bon vin de revenézy ;
Nous avons tant beu que nous sommes gris.*

Livre des enregistrements des ouvriés et permissions pour les maistres et compagnons de la ville commencé le 8 mars 1717, finy le 16 juillet 1718. — Au verso de la couverture est cette note : « Le présent livre a été acheté chez M. Foray, paptier, demeurant rue Seraine. Deux cents feuilles courent la somme de 4 livres ; Monsieur Grand a eu la bonté de le payer. Lyon, ce 8 mars 1717. » Et sur la feuille de garde, en grosses lettres, se lit cette recommandation : « Messieurs les maistres taffettatiers et sattinaires, soyés bien fidelles à tout le monde et surtout à tous vos marchands. »

Livre des enregistrements des ouvriers et permissions pour les maistres et compagnons de la ville commencé le 14^e juillet 1718 et finy le 10 may 1721.

Livre d'enregistrement des permissions données aux maîtres et compagnons par MM. les échevins, ensuite enregistrées par le maître garde qui tient le Bureau. Juillet 1742, 20 mars 1759.

Livre des acquits et exemptions de huitième pour les maîtres et les compagnons du 5 octobre 1778 au 19 février 1788.

Liasse de procès-verbaux et de jugements pour des contraventions relatives aux billets d'acquit. De 1681 à 1778. — Ch. 7, 18.

DOCUMENTS PARTICULIERS.

16 juin 1640. — Sentence de la Sénéchaussée condamnant Vitray, maître ouvrier, à une livre pour la boîte des pauvres pour avoir donné de l'ouvrage à un compagnon sans avoir liquidé ce qu'il devait à son ancien maître. — G. F. 3.

30 août 1673. — Un maître a donné du travail à un compagnon sans l'avoir acquitté ; condamné à 60 livres d'amende. — G. F. 7.

11 octobre 1680. — Ordonnance consulaire portant défense aux maîtres d'occuper les ouvriers les uns des autres sans congé par écrit, à peine de 50 livres d'amende et d'être tenus des dettes. — Placard. — Ch. 7, 5.

9 mars 1689. — Maissy, maître ouvrier, est condamné à payer 63 livres au nommé Druet, aussi maître ouvrier, pour avoir occupé sans permission le nommé Jean Berthaud qui devait ladite somme à ce dernier ; il paiera, savoir, 15 livres comptant et les 48 restantes, 24 dans trois mois et 24 dans six mois ; en outre, 10 livres d'amende. — G. F. 8.

1690. — Requête des maîtres gardes au Consulat pour qu'il soit fait expresses défenses aux maîtres d'employer des maîtres débiteurs d'autres, représentant que beaucoup « avoient avancé cy devant des sommes considérables à des maîtres ouvriers du susdit art dans l'espoir qu'ils travailleront pour eux pour s'acquiter ». — Ch. 7, 5.

11 août 1711. — Ordonnance consulaire contre un marchand qui ne veut point solder le livre de son ouvrier ; il est permis à celui-ci de travailler pour qui il voudra. — G. F. 12.

3 janvier 1751. — Arrêt du Conseil d'Etat portant, entre autres choses, défenses à tous maîtres gardes de la fabrique de Lyon de délivrer aucuns billets d'acquit ou permission aux maîtres marchands d'occuper des maîtres ouvriers. — Lyon, imp. P. Valfray, in-4, 4 p. — F. C.

Section VI. — Paiement des salaires en cas de faillite du marchand.

9 octobre 1714. — Ordonnance consulaire chargeant les maîtres gardes de recevoir deux pièces d'étoffes que deux maîtres ouvriers ont fabriqué pour Villard, marchand failli ; les maîtres gardes leur paieront leurs façons et s'en feront rembourser par le syndic. — G. F. 14.

25 septembre 1750. — Un marchand ayant fait faillite, une ordonnance consulaire règle que les pièces qu'il avait données à un maître seront coupées ; ce qui est fabriqué sera vendu pour payer à celui-ci sa façon ; il lui est, en outre, alloué 30 sols par jour et par métier tant que la chaîne ne sera pas levée et ses métiers libres. — G. F. 36.

Section VII. — Sociétés; Commandites.

1^{er} janvier 1723. — Acte de société entre les sieurs Grenier et Chambrier, négocians à Lyon, et le sieur Gatet, maître ouvrier. — Ch. 7, 8.

Mémoire pour la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon contre les sieurs Nicolas et Vollet, et les sieurs Grenier, Chambrier et Gatet. — Impr., 12 p. — Ch. 7, 8.

Réponse de sieur Pierre Gatet, marchand et maître fabricant d'étoffes d'or, d'argent et de soye de cette ville, à la requête signifiée le 22 du présent mois de la part des maîtres gardes de cette profession. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 8.

Mémoire pour la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon sur la question de savoir si les maîtres de ladite Communauté peuvent contracter des sociétés pures et simples ou en commandite avec des personnes qui ne sont pas de leur corps. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 8.

10 juillet 1724. — Conclusions du procureur du roi sur la société en commandite formée entre Roland, bourgeois de Lyon, et Razurel, maître ouvrier. — Ch. 7, 8.

20 avril 1748. — Délibération de la Chambre de commerce sur les sociétés en commandite. — Reg. des délib.

1752. — Projet d'arrêt sur les commandites. — G. F. 39.

— Observations de la Communauté sur le projet d'arrêt sur les commandites. — G. F. 39.

1753. — Moyens de défense pour les marchands fabricants de la ville de Lyon contre le projet d'arrêt concernant la permission des commandites. — G. F. 39.

16 février 1754. — Délibération de la Chambre de commerce sur les sociétés en commandite. — Reg. des délib.

CHAPITRE IX**La Police de la Manufacture.****Section I^{re}. — Les Juridictions.****DOCUMENTS GÉNÉRAUX.**

Registres de la Communauté. — Répertoire des ordonnances consulaires de 1743 à 1758. Index alphabétique.

Livre des ordonnances consulaires commencé en février 1758 et allant jusqu'au 14 avril 1790.

ÉTUDE GÉNÉRALE.

FAYARD. — Etudes sur les anciennes juridictions lyonnaises, précédées d'un essai sur l'établissement de la justice royale en France. — Lyon 1867, in-8.

DOCUMENTS PARTICULIERS.

1° Les maîtres gardes. — 1624. — Ordonnance consulaire portant que deux fois par mois, à l'issue de la messe qui se célébrait le dimanche dans la chapelle de la Confrérie des ouvriers en soie érigée en l'église des Cordeliers, les quatre maîtres gardes « oïront les plaintes que leur voudront faire ceulx dudit art, sans bruiet, confusion, ny qu'autre que ceulx qui particulièrement auront à se plaindre se puissent assembler en cet endroit et y grossir la troupe ». — BB 165.

27 avril 1626. — Ordonnance consulaire permettant aux maîtres jurés de l'art de la soie de s'assembler une fois par semaine, les jours fériés, dans une salle du couvent des Carmes, près la place des Terreaux, « pour y ouyr les dénonciations, plaintes et querelles qui leur seront faictes par les maîtres ouvriers dudit art touchant icelluy ». — G. F. 2. — BB 169.

14 mai 1731. — Ordonnance consulaire condamnant à 3 livres d'amende un maître qui ne s'est pas rendu au Bureau sur le billet d'invitation des maîtres gardes. — G. F. 21.

2° La Sénéchaussée. — Lettres du Roy par lesquelles est permis au Sénéchal de Lyon et gens tenans le siège présidial de procéder en dernier ressort contre les ouvriers des draps d'or, d'argent et de soye qui se font en icelle ville de Lyon, s'ils sont convaincus de larcin desdites estoffes, avec le règlement touchant l'art et manufacture desdicts draps octroyé par le roy Henry, second de ce nom; de nouveau releues et publiées ce 18 d'avril 1572. — Lyon, Michel Jove, 1572, in-8. — F. G. — Les mêmes, Lyon, B. Ancelin, 1609, 20 p. — Ch. 7, 2.

1^{er} février 1629. — Conflit entre le Consulat et la Sénéchaussée, celle-ci ayant rendu une sentence portant qu'un compagnon devait être inscrit maître, ce à quoi les maîtres gardes firent opposition. — G. F. 3.

3° Le Consulat. — 166... (?) — Adjousté aux remontrances (relatives au règlement de 1667) remises à MM. les prévôt des marchands et eschevins de la ville de Lyon par les maîtres ouvriers en soye pour remarquer les inconvéniens et le désavantage que souffriront lesdits maîtres si la juridiction et connoissance de leurs réglemens est transférée au Corps consulaire. — Ch. 7, 4.

166... (?) — Response à l'adjousté. — Ch. 7, 4.

Août 1669. — Lettres patentes portant règlement pour la juridiction des procès et différends concernant les manufactures attribuée aux maires et échevins ou autres faisant fonctions. — G. F. 6. — Impr., 4 p. — F. C.

9 décembre 1670. — Extrait du registre des ordonnances et jugemens consulaires pour le fait des manufactures de la ville de Lyon. — Il sera tenu une audience expresse tous les mercredis, à 8 heures en été, à 9 heures en hiver, sur le fait des manufactures. — Ch. 7, 4.

1717. — Le quatrième échevin est chargé du détail des contraventions des

ouvriers en soie et autres corporations soumises à la juridiction de la police des arts et métiers « pour régler par devant luy les petites difficultés qui ne méritent pas d'être discutées au Consulat ». — BB 279.

10 mai 1749. — Arrêt du Conseil du Roi qui proroge pendant cinq ans la connaissance qui avoit été accordée au Consulat pour les affaires civiles et par appel à l'Intendant pour le criminel par le règlement de 1744. — R. G. F. — Impr. in-4, 4 p. — F. C.

Section II. — Les assemblées et l'inscription des membres de la Communauté.

1^{er} février 1626. — Ordonnance du lieutenant général qui défend aux maîtres et aux compagnons de s'assembler sans la permission des maîtres gardes. — G. F. 2.

Mai 1759. — Requêtes et ordonnances consulaires enjoignant à divers membres de la Communauté de se faire inscrire. — G. F. 44.

Section III. — Les Protestants.

Histoire lamentable contenant au vrai toutes les particularités les plus notables des cruautés, massacres, assassinats et dévastations exercés par ceux de la religion romaine contre ceux de la religion prétendue réformée..... le vingt huitiesme d'aoust et jours ensuivans de l'an 1572. — Publiée par Gonon, 1848.

24 juillet 1673. — Révocation des articles du règlement de la manufacture de soie qui excluaient les réformés de Lyon de la maîtrise de cet art. — AA 125.

10 février 1680. — Arrêt du Parlement portant défense aux maîtres gardes de la manufacture de soie de recevoir des apprentis de la R. P. R. — Ch. 7, 5. — AA 11.

27 mai 1681. — De par le Roy : Extrait des registres du Conseil d'Etat. — Défense de recevoir des membres de la R. P. R. — Placard. — Ch. 7, 5. — R. G. F.

6 mars 1732. — Ordonnance consulaire portant que Robin sera reçu gratis sur sa requête dans laquelle il fait ressortir « son peu de faculté et qu'il a cy devant épousé Catherine Poncet, nouvelle catholique ». — G. F. 22.

4 août 1750. — Ordonnance consulaire contre Imhard, dessinateur de la religion prétendue réformée; son marchand devra le renvoyer dans les trois mois et est condamné aux frais liquidés à 6 livres. — G. F. 36.

27 avril 1763. — Requête et inscription d'Abel Duby, qui a abjuré l'hérésie de Calvin. — Ch. 7, 13.

Section IV. — Gens travaillant ou faisant travailler sans droits.

20 mars 1648. — Ordonnance consulaire défendant à Catherine Roge de travailler comme compagnon. Pour excuse, elle déclare qu'elle est femme de compagnon, « mais que son mari estant allé à la guerre il y a environ six ans, au moyen de quoy elle a creu qu'il luy seroit permis de travailler ». — G. F. 3.

17 mai 1673. — Un maître qui a fait travailler un compagnon d'Avignon sans certificat est condamné à 30 livres d'amende. — G. F. 7.

25 may 1689. — 15 livres d'amende à un maître qui occupoit quelqu'un sans droits. — 9 livres d'amende, même motif. — G. F. 9.

8 juin 1689. — 12 livres d'amende à un maître occupant un compagnon et une compagne sans droits. — G. F. 9.

1700. — Factum pour les maîtres gardes jurés des marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soie de Lyon, demandeurs, contre Pierre Chazal le jeune, deffendeur. — « Chazal s'était servi, pour se faire recevoir maître, des brevets d'apprentissage et de compagnonnage de son frère décédé. » — Impr., 8 p. — G. F. 55.

26 avril 1702. — Ulrich Kolly, marchand fromager, a fait fabriquer deux pièces de damas. Elles sont confisquées, à la charge par les maîtres gardes de payer à l'ouvrier le restant de la façon, et 6 livres d'amende sont infligées audit Kolly. — Ch. 7, 6.

9 août 1740. — 500 livres d'amende, solidairement, à un marchand fabricant qui occupait un ouvrier qui n'était point maître et à ce dernier qui avait une boutique sans droits. — G. F. 32.

2 mai 1759. — Ordonnance consulaire contre un marchand qui n'était point maître. Devant, maître ouvrier, occupé par ce marchand, est condamné à 500 livres d'amende et aux frais; en outre, le métier, ses ustensiles et la pièce fabriquée sont confisqués. — G. F. 44.

Procès-verbaux contre des ouvriers et des ouvrières travaillant sans droits, de 1682 à 1775. — Ch. 7, 18.

Section V. — Les avouages.

6 avril 1724. — Extrait du registre des jugemens..... : Ordonnance consulaire contre les avouages. — Placard. — Ch. 7, 8.

Mémoire signifié pour François Boachon, compagnon ouvrier de la fabrique de Lyon, contre le sieur Maurice Poizat, maître marchand fabricant de la même Communauté. — Impr. — G. F. 49.

Section VI. — Falsification de livres.

11 mai 1714. — Vérification d'écritures par deux notaires experts. — Ch. 7, 6.

1728. — Procédure contre Mercier, maître ouvrier, qui a falsifié son livre. Ce dernier est joint. — G. F. 25.

8 juillet 1746. — De par le Roy : Jugement souverain..... Gaspard Orcière, maître ouvrier, a falsifié son livre et retenu des soies; il est condamné à être exposé deux jours au carcan, avec cet écriteau : « Ouvrier faussaire et rébellionnaire », puis banni à perpétuité. En outre, condamné à 500 livres d'amende pour avoir travaillé sans droits sous un nom supposé. — G. F. 23.

Section VII. — Piquage d'once ; Vols.

12 juillet 1645. — Intervention du Consulat dans un procès intenté au Parlement par la Communauté contre des piqueurs d'once. — Ch. 7, 24.

5 décembre 1667. — Arrêt du Conseil du Roi ordonnant que sa déclaration

du 13 juillet 1664, ensemble les règlements de l'art de la soye du 13 mai dernier, seront exécutés selon leur forme et teneur. Un jugement avait été rendu par la Sénéchaussée contre deux dévideuses convaincues de vol de soies et le procureur du roi avait interjeté appel *a minima*. L'arrêt déclare que la sentence sera exécutée. — Ch. 7, 24.

25 octobre 1711. — Supplique des maîtres gardes et ordonnance consulaire portant, entre autres choses, réglementation sévère contre les piqueurs d'once. — Ch. 7, 31.

1711. — Note adressée par la Communauté à son avocat, relative, entre autres choses, aux piqueurs d'once ainsi définis : « Ce sont des espèces de marchands qui ont des boutiques dans les rues remplies de peuple et d'ouvriers ; ils achètent et recèlent les soyes et dorures que les ouvriers volent à leurs maîtres et marchands, ils incitent même les ouvriers à tomber dans ces sortes de crimes et ensuite de toutes ces soyes ramassées de toutes parts ils font fabriquer des étoffes. » — Ch. 7, 32.

25 janvier 1713. — Requête présentée au Consulat par les maîtres gardes pour avoir le droit de faire visite chez un particulier soupçonné de piquage d'once. — G. F. 13.

Divers procès-verbaux de visites chez des piqueurs d'once. — G. F. 13.

11 octobre 1713. — Jugement de la Conservation contre Pierre Scribo, rétionnaire de soies et dorures. Il est déchu de la maîtrise, condamné à 10 livres d'amende envers le Roi, 100 livres envers les maîtres gardes et aux dépens. — G. F. 13.

21 mars 1725. — De par le Roy : Velliet, convaincu de piquage d'once, est condamné à un an de bannissement, à 10 livres d'amende envers le Roi et à la confiscation des soies saisies. — G. F. 17.

13 juillet 1725. — Ordonnance consulaire rendue contre les piqueurs d'once à la requête des maîtres gardes de la Communauté, auxquels se sont joints les anciens, les maîtres gardes des passementiers, guimpiers, gazetiers, fileurs et écacheurs, les marchands fabricants de bas de soye, les maîtres teinturiers de soye. — Ch. 7, 24.

4 décembre 1725. — Arrêt du Conseil d'Etat contre les piqueurs d'once. — G. F. 18.

1725. — Requêtes de plusieurs communautés contre les piqueurs d'once. — G. F. 18.

9 janvier 1726. — Lettres patentes sur arrêt, registrées au Parlement, portant homologation de l'ordonnance du 13 juillet 1725 rendue par les prévôt des marchands et échevins de la ville de Lyon, contenant règlement pour empêcher le commerce illicite vulgairement appelé des piqueurs d'once. — G. F. 18. — Placard. — Ch. 7, 24.

2 juin 1728. — Jugement consulaire contre un piqueur d'once. — Confiscation des soies et marchandises et 500 livres d'amende. — G. F. 20.

13 septembre 1728. — Extrait du registre de la Cour de la conservation des privilèges royaux des foires de Lyon et de la police des arts et métiers de la ville de Lyon : Cattin, maître ouvrier, a substitué de la soie à de la dorure et retenu dix-neuf onces cinq deniers un quart d'argent filé. Banni pour trois ans de la ville et généralité de Lyon et condamné à 10 livres d'amende envers le Roi. — Placard. — G. F. 20. — Ch. 7, 26.

1728. — Volumineuse procédure contre Terrasse et sa fille, condamnés au Parlement le 19 août pour avoir détourné une partie de soie. — Ch. 7, 24-25.

18 janvier 1732. — Arrêt du Parlement condamnant la femme Blanc à trois ans de bannissement et la nommée Collet à aumôner 3 livres pour le pain des prisonniers, comme piqueuses d'once. — Ch. 7, 26.

27 février 1741. — De par le Roy : Mise à néant par le Parlement de l'appel d'une sentence du Consulat condamnant Ménestrier, qui avait coupé et enlevé quatre aunes trois huitièmes d'une pièce de velours frisé, ciselé de satin rose fin, qu'il fabriquait en qualité de compagnon. Les peines suivantes lui sont infligées : deux jours de carcan, avec l'écriveau : « Ouvrier et compagnon infidèle », marque G A L et trois ans de galères, déchéance de sa qualité de compagnon et défense de travailler désormais dans les fabriques de Lyon ; 300 livres d'amende envers le maître, 100 livres envers les maîtres gardes et dépens. — Ch. 7, 26.

18 février 1745. — Jugement contre des piqueuses d'once. Confiscation des soies et 500 livres d'amende. — G. F. 31.

11 mai 1748. — Jugement souverain contre toute une organisation de piqueurs d'once. — G. F. 34. — Impr. in-4, 7 p. — F. C.

10 août 1748. — Jugement souverain condamnant Gaspard Bernard, maître ouvrier en étoffes de soie, aux galères à perpétuité, et Marie Magniard, sa femme, à être fouettée et marquée et au bannissement pendant neuf ans, pour avoir volé des soies chez des dévideuses. — Impr. in-4, 3 p. — F. C.

6 mars 1749. — Ordonnance consulaire relative à la procédure à suivre en cas de vols et au délai du dépôt des procès-verbaux par les maîtres gardes. — Placard. — Ch. 7, 9.

1760. — Nombreux procès-verbaux de visites chez différents particuliers soupçonnés d'acheter des soies de toutes mains. — G. F. 45.

11 août 1767. — Jugement contre un piqueur d'once. 500 livres d'amende et dépens. — G. F. 53.

14 février 1770. — Ordonnance consulaire qui renouvelle les dispositions de l'article 1^{er} du titre VII et des articles 4, 5 et 9 du titre XI des règlements de 1744 (relatifs aux vols et substitutions de matières par les ouvriers). — In-4, 8 p. — F. C. — L'article 1^{er} du titre VII renouvelle les défenses de fabriquer ou faire fabriquer sans être maître, les maîtres marchands étant tenus d'exiger la production des lettres de maîtrise des ouvriers qu'ils emploient. Le titre XI est relatif aux avouages, aux vols de dorures et autres matières, au commerce illicite des piqueurs d'once et aux courtages. Il est fait (art. 4) « très expresses inhibitions et défenses à tous maîtres ouvriers, mouliniers, teinturiers, écacheurs et fileurs d'or et d'argent, et généralement à toutes sortes de personnes, de quelque sexe et âge qu'elles puissent être, à qui les maîtres marchands donnent à travailler, teindre ou préparer des matières, d'exposer en vente, vendre ou échanger, engager ou retenir, ni d'acheter les uns des autres, sous prétexte de déchet ou autrement, les soies, dorures et autres matières qui leur sont confiées pour préparer, teindre ou manufacturer », à peine contre lesdits d'être punis comme voleurs domestiques suivant la rigueur des ordonnances et, en outre, de 500 livres d'amende et de confiscation desdites soies, dorures et autres matières. Pareilles défenses sont aussi faites « à toutes sortes de personnes, de quelque profession, sexe, âge, qualité et condition qu'elles soient, d'acheter, troquer, échanger, prendre en payement, pour gage ou en

dépôt, ou en telle autre sorte et manière que ce puisse être, des maîtres ouvriers, teinturiers, mouliniers, écacheurs et fileurs d'or et d'argent, et généralement de quelque personne que ce soit, aucunes étoffes, aucunes soies, dorures ni autres matières servant aux manufactures d'étoffes, rubans, galons, passemens et autres semblables ouvrages qui en dépendent, même sous prétexte que lesdites matières proviendroient de déchet ou autrement, ni de s'immiscer directement ni indirectement dans la vente desdites étoffes, soies, dorures et autres matières, le tout à peine d'être punis, suivant la rigueur des ordonnances, comme receleurs et complices de vol, de confiscation desdites étoffes, soies, dorures et autres matières et de 500 livres d'amende ». En outre, par l'article 5, les revendeurs, revendeuses, piqueurs d'once et autres qui se seraient entremis pour la vente des étoffes ou matières sont rendus responsables et tenus de payer « comptant et en entier ce qui seroit dû en compte d'étoffes, soies, dorures et autres matières par le maître ouvrier et autre contrevenant au maître marchand dont lesdites étoffes, soies, dorures et autres matières auroient été vendues, troquées, échangées, mises en gage ou en dépôt ou prises en paiement, sans qu'ils puissent avoir ni prétendre aucun recours contre ledit maître ouvrier et autre contrevenant pour être remboursés du paiement qu'ils auront fait audit maître marchand ». Enfin, l'article 9 défend aux maîtres marchands de recevoir des maîtres ouvriers en solde de comptes ou autrement d'autres soies que celles qu'ils leur auront livrées; ils sont tenus de justifier en tout temps de qui ils ont acheté les soies qu'ils ont en magasin, à peine d'être réputés receleurs. Les maîtres gardes doivent faire des visites « à tous jours, lieux et heures » chez les marchands, « même, suivant l'exigence des cas, chez toutes autres personnes qui ne seroient pas de leur communauté, en prenant néanmoins à leur égard des permissions particulières desdits sieurs prévôt des marchands et échevins et en se faisant assister d'un huissier royal ».

Section VIII. — Transport des manufactures à l'étranger.

Mai 1685. — Déclaration du Roy portant commutation de la peine de mort en celle des galères contre les Français qui passent dans les pays étrangers. — G. F. 8.

3 octobre 1692. — Ordonnance consulaire portant confiscation de peignes que l'on voulait transporter en pays étranger. — G. F. 9.

25 janvier 1750. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy qui attribue aux sieurs prévôt des marchands et échevins gradués de la ville de Lyon le pouvoir de juger définitivement et en dernier ressort le procès commencé au Consulat contre le nommé Rulière Dumont, ses complices, fauteurs et adhérents et autres ouvriers, accusés de passer dans le pays étranger et d'y porter leurs arts et métiers, en y transportant les outils et instruments nécessaires à cet effet, à la requête et poursuite du sieur Prost de Grangeblanche, nommé pour procureur du roy de la commission. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 17.

7 juillet 1750. — Procès-verbal contre Adamoly, négociant à Lyon, qui faisoit passer un rouet à devuider à Reims, ce qu'on prétendoit être un prétexte pour le faire passer dans l'étranger. Cependant ledit rouet, par ordre de la Cour, a fait route. — R. G. F.

1750. — Diverses procédures de saisies d'ustensiles et de métiers envoyés à l'étranger. — Ch. 7, 17.

31 mars 1751. — Jugement souverain qui condamne les frères Rulière et autres ouvriers leurs complices et adhérents, coupables de transport des manufactures chez l'étranger et de séduction d'ouvriers. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 17.

Section IX. — Le courretage (1).

7 février 1626. — Ordonnance du juge conservateur relative aux courretiers. — G. F. 2.

12 mars 1626. — Ordonnance consulaire nommant, de l'avis des maîtres gardes, trois courretiers qui seuls ont le droit d'exercer leur industrie. — G. F. 2.

8 août 1652. — Ordonnance consulaire condamnant un courretier à 10 livres d'amende. — Une autre, 28 janvier 1653. — G. F. 4.

18 février 1657. — 6 livres d'amende à un courretier. — G. F. 5.

4 septembre 1675. — Ordonnance consulaire portant, à l'encontre d'un maître qui a remis à des revendeuses deux pièces de taffetas noir, confiscation de celles-ci et condamnation à 3 livres d'amende. Défense faite aux revendeuses de courreter. — G. F. 7.

20 juillet 1696. — De par le Roy : Ordonnance consulaire réitérant les défenses faites de courreter. — Placard. — Ch. 7, 5.

20 juillet 1696. — De par le Roy : Un maître a fait vendre une pièce de satin blanc plein par un courretier. La pièce est confisquée et le maître condamné à 40 livres d'amende. — Placard. — G. F. 10.

11 août 1701. — A Messieurs les prévôt des marchands et échevins.... : Requête des maîtres gardes au sujet des courretiers et ordonnance consulaire renouvelant les défenses et peines contre eux. — Placard. — Ch. 7, 5.

4 décembre 1709. — De par le Roy et MM. les prévôt des marchands.... : Condamnation de deux courretiers à 100 livres d'amende. — Placard. — Ch. 7, 6.

21 août 1710. — Extrait du registre des jugemens.... : Ordonnance consu-

(1) Le courretage consistait à aller chercher et amener les étrangers de leur hôtellerie aux magasins des marchands fabricants et aussi à conduire ceux-ci chez les marchands de soie. Les courretiers ne pouvaient colporter avec eux aucune étoffe, et pour salaire ils pouvaient exiger sur les grosses étoffes vendues 6 deniers par aune et sur les petites 3 deniers.

La répression du courretage illicite, consistant à offrir dans les hôtels et auberges des pièces d'étoffes, fut un des grands soucis des maîtres gardes, et un procès-verbal du 7 novembre 1684 nous les montre dressant contravention contre un courretier. Ils consignent : « Estant à notre visite générale à la plasse du Plastre et ayant apersu le nommé Viard, marchand passementier, qui a fait et fait encore l'exaïreïsse de courretier, de vendre et débiter des marchandises, quoy qu'il luy aye esté défandu, comme l'on fera voir; sepandant aurions demandé audit Viard ce qu'il portait : nous a répondu qu'il ne portait rien, et à la bord, se voyant surpris, s'est mis a crié : O voleur ! par plusieurs fois, croyant de ce défaire de nous et ce pouvoir eschaper, ce quy nous a obligé de faire entrer ledit Viard chez M^e Romieu, notaire royal, où il a desoubs son manteau sorty une piéses taffetas noir lustré apelé cinquante six portée en demy aulne à un bout..... » Ils saisissent la pièce et le 21 mars 1685 le Consulat condamne Viard à 3 livres d'amende et à la confiscation.

laire portant obligation de la stricte exécution de l'article 51 des règlements contre les courretiers. — Placard. — Ch. 7, 6.

1767. — Requête, en brouillon, contre les courretiers. — G. F. 53.

23 août 1768. — Ordonnance consulaire qui renouvelle l'exécution des articles 10 et 11 du titre XI des règlements de la fabrique du 19 juin 1744 « sur le courretage et colportage des étoffes de soie ». — Impr. in-4, 7 p. — F. C. — L'article 10 est ainsi conçu : « Pour prévenir et empêcher les courtages secrets et les larcins, il est très expressément défendu à tous les maîtres marchands de porter ou faire porter leurs étoffes ou celles des autres maîtres marchands, ni de les montrer pour les vendre dans des maisons particulières de la ville, hôtelleries et cabarets, ni en aucuns autres lieux, sinon dans les magasins des marchands de la ville qui font profession de vendre lesdites étoffes, à peine de confiscation et de 30 livres d'amende tant contre les maîtres marchands à qui appartiendront lesdites étoffes que contre les courtiers ou autres qui les auront portées. » Et l'article 11 ajoute : « Les courtiers ayant provisions, même ceux créés par Sa Majesté pour la ville de Lyon, pourront seulement s'entremettre pour la vente desdites étoffes, en indiquant les magasins ou comptoirs des maîtres marchands fabriquant ou faisant fabriquer pour leur compte ou des autres marchands de la ville qui en auront à vendre. Défenses expresses auxdits courtiers de tenir magasin, ni d'avoir chez eux des soies crues ou teintées, ni des étoffes de soie, d'or et d'argent ou autres provenant desdites manufactures, à peine de 200 livres d'amende et de confiscation desdites soies et étoffes. »

Liasse de procès-verbaux contre des courretiers. De 1680 à 1778. — Ch. 7, 15.

CHAPITRE X

Le Travail et la Police de la Manufacture au point de vue technique.

Section 1^{re}. — Documents relatifs à la fabrication.

1580. — Présentation au Consulat d'une pièce de velours noir dont la trame, au lieu d'être en soie fine, se composoit de fil de lin teint en soie ; déconsidération que des abus de cette nature appelleroient sûrement sur la fabrique de Lyon. — BB 105.

17 septembre 1627. — Sentence de la Sénéchaussée relative à la lisière des taffetas. — G. F. 3.

15 juin 1650 (1). — Sentence de la Sénéchaussée ayant trait aux largeurs. — G. F. 4. — Sur le même sujet, 3 mars 1654 et 16 décembre 1655. — G. F. 4.

(1) Voici un procès-verbal assez curieux de la constatation d'une contravention aux règles imposées pour les largeurs. Le 25 janvier 1686 les maîtres gardes, étant au quartier de la Barre, montent au deuxième étage d'une maison où demeure « L'Empereur, maître dudit art, où après un long temps que nous avons urté à sa porte ne venant point ouvrir et ayant regardé par le

18 décembre 1660. — Ordonnance consulaire portant défense d'huiler ou de graisser les soies. — G. F. 5.

1673. — Requête des maîtres gardes pour réformer les abus des largeurs des satins. — Ch. 7, 4.

10 juin 1687. — De par le Roy : Ordonnance consulaire relative aux chaînes des étoffes dites mignonnettes. — Placard. — Ch. 7, 5.

3 juillet 1688. — De par le Roy : Extrait des registres de la Cour de la conservation des privilèges royaux des foires de Lyon. Défense de faire aucune marchandise qu'avec de bon or ou argent au titre prescrit. — Placard. — Ch. 7, 5.

5 mars 1692. — Ordonnance consulaire : Permis de faire travailler diverses petites étoffes de soye conformément à la décision d'une assemblée des principaux maîtres. — Ch. 7, 5.

17 avril 1698. — Ordonnance consulaire relative aux lisières des taffetas noirs et aux largeurs. — Placard. — Ch. 7, 5.

10 décembre 1705. — Délibération de la Communauté : Elle se désiste de l'appel interjeté contre une ordonnance consulaire défendant d'employer des galettes et du fleuret dans les lisières. — Ch. 7, 6. — En placard, l'ordonnance dont est appel du 19 novembre 1705.

20 mars 1713. — Délibération de la Communauté homologuée par l'ordonnance suivante. — Ch. 7, 6.

4 avril 1713. — Ordonnance consulaire relative à la qualité des trames et des chaînes des satins. — Placard. — G. F. 13.

16 janvier 1717. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roy portant règlement sur les peluches qui se fabriquent à Lyon. — Ch. 7, 7.

1718. — Requête présentée à Mgr l'illustrissime archevêque et comte de Lyon par divers maîtres ouvriers, remontrant que la pratique de mouiller les chaînes de velours avec de la gomme est immémoriale et nécessaire, « puisqu'il est absolument impossible de pouvoir faire tourner les fers si la soye est bourasseuse ». — G. F. 15.

29 mai 1721. — Extrait du registre des jugemens..... : Défense de mélanger de la galette aux étoffes. — Placard. — Ch. 7, 7.

25 septembre 1721. — Requête de la Communauté au Consulat pour obtenir la continuation du droit de faire des canettes, cordonnet et autres enjolivements que les boutonniers réclament exclusivement, ayant obtenu en ce sens une ordonnance consulaire et un arrêt en janvier dernier. — G. F. 16.

16 octobre 1722. — Ordonnance consulaire réglant la largeur des étoffes

trou de la serrure nous avons vu que ledit L'Empereur travailloit sur un métier taffetas blanc et se voyant surpris à cause de la contrevention qu'il faisoit il s'est advisé de couper laditte marchandise et ensuite a ouvert sa porte, et luy ayant demandé où estoit laditte marchandise que nous luy avions vu travailler il nous a dit n'en avoir point et après avoir apposé nos mesures sur une petite tirelle de l'étoffe qu'il avoit coupé avons vu quelle estoit trop étroite environ d'un doigt, ce qui est une contrevention formelle contre l'article 18 de nos règlements ». Les maîtres gardes appellent des témoins, puis « persistant tousiours à luy demander où estoit cette ditte marchandise et mesme luy ayant dit de nous ouvrir un coffre bois sapin qui estoit dans sa boutique pour voir si la marchandise estoit dedans et ne le voulant faire, nous avons esté obligés de faire venir un serrurier pour ouvrir ledit coffre et après avoir vu dans ledit coffre et ny ayant rien trouvés et faisant de plus grandes perquisitions nous avons apperceu que ledit L'Empereur a sorty de sa poche laditte marchandise et la jetté dans ledit coffre parmy beaucoup de linges..... » On voit jusqu'où allait le pouvoir exorbitant des maîtres gardes.

mêlées et la manière dont les lisières doivent être faites. — Placard. — Ch. 7, 7.

28 novembre 1726. — A Messieurs les prévôt des marchands.... : Ordonnance consulaire rendue ensuite d'une requête des maîtres gardes de la Communauté et de l'avis des maîtres gardes guimpiers portant que les lisières des satins tramés en fil devront être faites en dix fils d'or faux. — Placard. — Ch. 7, 8.

13 mars 1727. — De par le Roy : Ordonnance consulaire portant que les lisières des satins tramés fil ne seront plus qu'en cinq fils d'or faux, les dix fils prescrits précédemment rendant l'étoffe lourde et l'apprêt difficile. — Placard. — Ch. 7, 8.

28 mai 1727. — Extrait du registre.... : Défense d'humecter, huiler et engraisser les soyes. — Placard. — Ch. 7, 8.

1^{er} décembre 1729. — Ordonnance consulaire relative à la fabrication du gros de Florence. — Placard. — G. F. 21.

Arrêt du grand Conseil concernant les droits des poids publics de la ville de Lyon du 22 août 1665, publié le 18 mars 1732, à propos de contestations survenues entre les marchands de soye et les marchands fabricants. — Placard. — Ch. 7, 9.

26 mai 1734. — De par le Roy : Défense de charger ni humecter, huiler ou engraisser les soyes. — Placard. — Ch. 7, 9.

173... (?) — Mémoire adressé par Mgr le contrôleur général aux marchands fabricants de la ville de Lyon « relatif à la largeur des étoffes, au nombre des portées et au poids des chaînes ». — Ch. 7, 10.

— Réflexions sur le mémoire précédent. — Ch. 7, 10.

— Mémoire qui a établi que pour mettre en règle les étoffes plaines des fabriques de Lyon il faut fixer par un règlement le nombre des portées de la chaîne de toutes les étoffes de cette nature indéfiniment et joindre dans le même règlement la fixation du poids de la chaîne à la fixation du nombre des portées dans quelques-unes seulement. — Ch. 7, 10.

— Mémoire relatif aux portées et au poids des chaînes; n'admet pas de fixation. — Ch. 7, 10.

— Mémoire servant à démontrer la nécessité de fixer le nombre des portées dans toutes les étoffes tant pleines que façonnées qui se fabriquent dans Lyon. — Ch. 7, 10.

21 mai 1746. — Arrêt révoquant les privilèges accordés pour composer et vendre du similor, tombac, métal de princes.... à cause des fraudeurs qui les vendaient pour de l'or. — G. F. 31.

21 mai 1746. — Déclaration du Roi portant règlement pour la fabrication des galons et autres ouvrages d'or et d'argent fin et de faux. — G. F. 31.

11 décembre 1748. — Mémoire présenté par la Communauté à Mgr le contrôleur général tendant à obtenir que le titre VIII de nos règlements (de la fabrique des étoffes) fût commun à toutes les manufactures du royaume et où on prouve que non seulement cette police est nécessaire pour les mettre au niveau, mais encore pour assurer la fidélité de l'étoffe. — R. G. F.

20 mars 1749. — Ordonnance consulaire relative à la trame des taffetas. — Placard. — G. F. 34.

24 avril 1750 et 25 février 1751. — Délibérations de la Communauté sur le

danger qu'il y a à s'écarter des règlements en ce qui concerne la fabrication des étoffes et portant qu'on n'y doit déroger sous aucun prétexte. — G. F. 37.

Registre des permissions accordées à divers fabricants pour faire des étoffes nouvelles ou contraires aux règlements quant à la largeur, au nombre de fils, etc. — D'août 1753 à août 1754. — Ch. 7, 12.

Modèle de permission pour fabriquer des étoffes à l'imitation des étoffes étrangères. — Impr. — G. F. 36.

1753. — Brouillon d'une requête de la Communauté à Mgr le contrôleur général des finances le priant de retirer différentes permissions données par le prévôt des marchands à des fabricants pour travailler des étoffes en diverses largeurs non permises par le règlement. — G. F. 39.

Octobre 1756. — Réflexions des maîtres gardes de la Communauté sur le danger qu'il y aurait de permettre l'emploi de la soie crue dans les étoffes, même en les annonçant par des lisières distinctes. — G. F. 41.

29 mars 1757. — Mémoire sur l'emploi de la soie crue avec la soie cuite. — G. F. 42.

21 janvier 1759. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roi portant permission de gaufrir, peindre et imprimer les taffetas, gros de Tours, satins et autres étoffes de soie de toute espèce fabriquées dans le royaume. — Impr., 4 p. — G. F. 43. — Ch. 7, 9.

175... (?) — Mémoire pour la fabrique de Lyon sur le projet d'établir en France des manufactures pour gaufrir, teindre et imprimer les étoffes de soie et les toiles. — Ch. 7, 9.

13 juin 1760. — Délibération de la Communauté contre les velours façons de Hollande. — G. F. 45.

176... (?) — Mémoire sur les causes qui tiennent nos velours dans le mépris et sur les moyens de mettre la manufacture en réputation pour le moins autant que l'est celle de Gênes. — Ch. 7, 13.

16 décembre 1762. — Ordonnance consulaire relative à la fabrication des taffetas en 7/12. — Placard. — G. F. 47.

29 avril 1763. — Mémoire sur le décreusage de la soie. — G. F. 47.

1764. — Trois mémoires contre l'emploi de la soie crue dans les étoffes riches. — G. F. 47.

1764. — Mémoire pour demander la permission de faire des étoffes dans les largeurs de 5/12 et de 7/12. — Ch. 7, 13.

Juillet 1765. — Avis de la Communauté contre une requête présentée au contrôleur général par certains demandant à fabriquer des étoffes hors du règlement. — G. F. 51.

1766. — Mémoires sur les peignes et sur la teinture des soies. — G. F. 52.

1770. — Mémoire sur les mouchoirs de soie. — G. F. 55.

21 février 1775. — De par le Roi : Ordonnance consulaire concernant la fabrication des étoffes appelées Batavia, unies ou brochées, qui en détermine la composition, qui en fixe la largeur, l'armure et les lisières et qui règle la manière de prendre les permissions pour en fabriquer à la demande de l'étranger, dans des compositions et largeurs différentes de celles fixées par la présente ordonnance. — Impr., 5 p. — Ch. 7, 12.

25 février 1775. — Mémoire pour la Communauté contre l'emploi et usage des paillons et paillettes faux ou fausses. — G. F. 54.

24 mars 1778. — Ordonnance consulaire qui enjoint à tous maîtres et marchands fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soie de cette ville et autres qui sont porteurs de permissions particulières pour fabriquer ou faire fabriquer des taffetas ^{7/12} légers, en chaîne à deux bouts, de les remettre dans la quinzaine à compter du jour de la publication de la présente ordonnance entre les mains des maîtres gardes actuellement en exercice de la Communauté des fabricants en étoffes de soie de cette ville. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 12.

2 septembre 1783. — Ordonnance consulaire relative aux lisières et au nombre de portées des taffetas. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 12.

Section II. — Contraventions aux règles de la fabrication.

30 juin 1617. — Jugement de la Sénéchaussée condamnant un maître, qui a fabriqué une pièce de velours « avec des soyes non permises », à la confiscation et à aumosner 3 livres aux religieuses Sainte-Claire. — G. F. 1.

18 mai 1628. — Procès-verbal et jugement consulaire contre Thevenon qui a fait un taffetas tramé de fleuret seulement à trois fils. La pièce sera coupée et il devra garder ce qui est fabriqué pour son usage particulier ; défense de récidiver. Au procès-verbal un seul maître garde a signé, les autres ne sachant. — G. F. 3. — Ch. 7, 2.

4 juillet 1628. — Un maître a mis des cordelines dans les lisières d'un taffetas. Celui-ci est saisi au profit de la Chapelle et le maître condamné à 3 livres d'amende. — G. F. 3.

14 février 1640. — G. Flandrin fabriquait des taffetas qui n'avaient pas la largeur prescrite. La pièce qui a été coupée lui sera rendue et il lui est défendu de récidiver. — G. F. 3.

26 mars 1640. — Même contravention. 30 sols d'amende pour la Chapelle et dépens. — G. F. 3.

7 août 1646. — Même contravention. Pièce coupée et rendue au maître, qui est condamné à 3 livres d'amende. — G. F. 3.

17 février 1651. — Pièce de taffetas défectueuse. 20 livres pour la Chapelle. — G. F. 4.

18 juillet, 30 juillet, 11 octobre 1652. — Contraventions pour des pièces de taffetas défectueuses. Elles sont saisies au profit de la Chapelle de l'art. — G. F. 4.

4 septembre 1653. — Velours défectueux. 30 livres pour la Chapelle. — G. F. 4.

19 décembre 1653. — Une pièce n'a pas la longueur voulue. Elle est coupée et rendue au maître, qui est condamné aux dépens. — G. F. 4.

3 mars 1654. — Saisie de velours défectueux. 30 livres pour la Chapelle et dépens. — G. F. 4.

30 juillet 1654. — Contravention pour largeur. 15 livres pour la Chapelle et les frais. — G. F. 4.

8 février 1656. — Contravention pour largeur. 3 livres pour la Chapelle et frais. — G. F. 5.

26 février 1656. — Même contravention. 25 livres d'amende. — G. F. 5.

26 septembre 1656. — Un maître a employé du fillage au lieu d'organcin. Il est simplement « repris à cause de sa misère ». — Un maître n'a pas mis

le nombre de fils voulu dans la lisière d'un taffetas. 10 livres d'amende. — G. F. 5.

26 juin 1665. — Velours fait contre les règlements. 5 livres aux religieuses Sainte-Claire. — G. F. 4.

Du mardy cinquième jour d'aoust mille six cens soixante dix, après midy, en l'Hôtel commun de la ville de Lyon. — Thomas Dupalais, qui a mouillé sa pièce avec de l'eau et du vin, est condamné à 6 livres 15 sols de dommages-intérêts envers le marchand et il lui est fait défense de récidiver, à peine de 60 livres d'amende et de punition corporelle. En vain Th. Dupalais avait argué que « ce qu'il en avoit fait étoit seulement pour rendre la soye plus ayzée au travail et qu'on ne pouvoit pas dire qu'elle en fût tant soit peu surchargée, qu'il se pratique par la plus grande partie des ouvriers dudit art de cette ville de mouiller ainsi avec du vin et de l'eau leur ouvrage, ce qui ne le charge point et n'y porte aucun préjudice, mais rend le travail plus facile ». — Placard. — Ch. 7, 4.

4 mars 1671. — Jugement consulaire par lequel cinq pièces de popeline rayée et façonnée, défectueuses en leur largeur, sont confisquées au détriment du sieur Crozier, guimpier, qui les a fabriquées ; il est, en outre, condamné à 20 livres d'amende. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 4.

7 décembre 1672. — Un maître a mouillé sa pièce. 6 livres d'amende. — G. F. 7.

30 janvier 1674. — Saisie d'une vénitienne tramée de galette. Elle est confisquée et le maître condamné à 60 livres d'amende. — G. F. 7.

29 mai 1675. — Un maître ouvrier a substitué dans sa pièce de l'or faux à l'or fin que son marchand lui a remis. La pièce et la bobine d'or faux seront coupées, lacérées, mises en lambeaux par le premier ouvrier de la ville et le maître est condamné, outre le recours du marchand contre lui, à 60 livres d'amende, aux frais montant à 50 livres et aux dépens liquidés à 10 livres. — Ch. 7, 4.

22 mai 1689. — Pièce tramée de laine. 20 livres et confiscation. — G. F. 9.

18 mai 1707. — Extrait du registre.... : Plusieurs contraventions ont été relevées contre des maîtres qui employaient des cordelines de fleuret dans les lisières des étoffes. Ils sont condamnés à 3 livres d'amende et les pièces seront coupées. — Ch. 7, 6.

4 septembre 1709. — Contravention pour largeur. Confiscation et amende. — G. F. 11.

7 mai 1714. — Cordelines de fleuret. 60 livres d'amende. — G. F. 14.

5 décembre 1714. — Confiscation d'une pièce taffetas Angleterre pour avoir été mouillée. — G. F. 14.

Juillet 1718. — Poursuites contre un maître fabricant qui faisait fabriquer des étoffes dans lesquelles il employait de la galette. Une transaction intervient avec les maîtres gardes qui rendront les pièces confisquées et se contenteront de 200 livres. — Ch. 7, 7.

13 décembre 1720. — Cordelines de fleuret. 20 livres d'amende. — G. F. 15.

27 mai 1721. — Satin deux lats tramé galette. Confiscation et 20 livres d'amende. — G. F. 16.

24 janvier 1725. — Guérin, maître ouvrier, qui a humecté et gommé sa pièce, est condamné à en perdre la façon ; en outre, 60 livres d'amende et défense est faite aux maîtres marchands de lui donner de nouvelles chaînes.

« Les pots de gomme et éponges saisis seront jetés à la rivière. » — Placard. — G. F. 17.

19 juin 1726. — De par le Roy : Renaud, maître ouvrier, a humecté et gommé sa pièce. 100 livres d'amende, la gomme et le pot seront jetés à la rivière, et il est enjoint à tous de travailler les marchandises naturellement et dans leur pureté. — Placard. — Ch. 7, 8.

9 février 1728. — Un satin broché à la grande tire servant à un habit de femme, mais tramé de fil, est saisi et sera brûlé en place publique ; en outre, le maître est condamné à 60 livres d'amende. — Placard. — G. F. 20.

18 février 1728. — Cordelines de fleuret. 34 livres d'amende, frais compris. — G. F. 20.

18 mars 1734. — Arrêt du Parlement contre des devideresses qui avaient chargé et huilé une pièce. Deux sont condamnées à être fouettées par le bourreau, bannies de la ville et à 10 livres d'amende ; une troisième est admonestée et déchue du droit de pouvoir devider. — Placard. — G. F. 23.

7 décembre 1746. — 30 livres d'amende et dommages-intérêts pour avoir mouillé une pièce taffetas Angleterre blanc. — G. F. 32.

24 septembre 1753. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui, en interprétant les réglemens ci-devant rendus, explique dans quel cas les marchands sur lesquels il pourroit être saisi des étoffes en contravention auxdits réglemens auront leur recours contre les fabriquants qui les leur auront vendues. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 15.

Etat détaillé des contraventions pendant les six derniers mois de 1755. — G. F. 42.

Etat des contraventions des six derniers mois de 1757. — G. F. 42.

20 mars 1759. — Une devideuse a huilé et humecté des soies. Deux mois de prison et 12 livres d'amende. — G. F. 44.

3 juin 1760. — Un maître fabriquait une pièce de velours noir marqué trois poils qui n'en avoit que deux ; il est condamné à 10 livres d'amende et son marchand à 100 livres. — G. F. 45.

Etat des contraventions des six derniers mois de 1761. — G. F. 46.

Etat des contraventions des six derniers mois de 1762. — G. F. 47.

8 mars 1763. — Un maître a humecté sa pièce. 30 livres d'amende. — G. F. 47.

Etat des contraventions des six derniers mois de 1766. — G. F. 52.

2 juin 1767. — Un maître a mouillé sa chaîne. Condamné à 30 livres d'amende et aux frais d'affichage. — G. F. 53.

12 août 1783. — Un maître a fait usage de dorure fausse. 300 livres d'amende et dépens. — Placard. — G. F. 55.

30 mai 1784. — Jugement consulaire qui condamne les sieurs Antoine Pipon et compagnie, maîtres fabricants en cette ville, demeurant rue de la Vieille Monnoie, en 3,000 livres d'amende et aux dépens pour être contrevenus aux dispositions de l'article 1^{er} du titre VIII des réglemens donnés pour la manutention des étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon en fabriquant des étoffes à bandes destinées à en former des galons et en employant dans la fabrication desdites étoffes des dorures fausses mêlées avec du fin et qui ordonne que ledit sieur Antoine Pipon est et demeure déchu de la maîtrise. — Placard. — Ch. 7, 15.

Procès-verbaux de contraventions de 1681 à 1784. — Ch. 7, 14-15.

Section III. — La marque.

1517. — Permission demandée par François Carta, marchand de la ville, d'appliquer une marque en plomb aux armes de la commune sur une pièce de drap d'argent qu'il faisait fabriquer, « affin que l'on cognoisse que en ceste ville l'en fait draptz d'argent ». — Ordre à J. Limousin, conseiller échevin, de faire graver un coin pour la marque des draps d'or, d'argent et de soie de la manufacture de Lyon. — BB 38.

1528. — Une Nommée porte à cette date que le bureau des « scelleurs de draps de soye) est installé dans une maison de la rue Bourgchanin, appartenant à Jean de Bruyères, notaire. — CC 39.

1536. — Edit du Roi portant que tous les draps de soie fabriqués hors de France n'y pourront entrer qu'en passant par Lyon et non ailleurs, que chaque pièce de ces étoffes sera marquée d'un sceau qui restera entre les mains du premier conseiller échevin de la ville. — BB 55.

1538. — Confection par les soins d'Etienne Turquet de deux coins pour marquer les draps de soie fabriqués à Lyon. — BB 59.

1538. — Partie de plomb payée par Jacques Coulaud, commis à la recepte des deniers communs, pour marquer et bulleter les draps de soye entrez et débitez en ladite ville, lesquelz par esdit du Roy a esté prohibé et deffendu de n'entrer desdits draps de soye de quelque part qu'ilz soient fors par ladite ville, en ce royaume et iceulx marqués en l'Hostel commu à la marque qui pour ce fut ordonné par ledit seigneur au Consulat, de laquelle marque ne se paye aucune chose, ains le tout aux dépens d'icelle ville. — CC 901.

1542. — Emprunt par la ville de 60,000 livres tournois avec assignation de remboursement, entre autres, « sur l'ayde de deux escuz sur chacune pièce velloux et drap de soye de la magnuffecture de Gênes entrant en ce royaume ». — CC 1024.

14 avril 1688. — Lettre de Louvois à M. de Berulle, intendant de Lyon, pour qu'il impose l'obligation de faire visiter et marquer toutes les pièces. — Ch. 7, 5.

1688. — Requête de Pasquet Page, commis aux manufactures, demandant au Consulat qu'il soit établi dans la maison de ville un bureau où les pièces seront apportées et plombées. — Ch. 7, 5.

29 avril 1731. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy concernant la marque des étoffes d'or, d'argent et de soye ou mêlées d'autres matières qui se fabriquent dans le royaume. — Impr., 4 p. — G. F. 21.

25 mai 1731. — Délibération de la Chambre de commerce au sujet de l'arrêt du Conseil du 29 avril 1731. — Reg. délib. Ch. de C.

18 juin 1743. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy qui ordonne que les mouchoirs ou fichus de soye seront marquez à la tête et à la queue de chaque pièce d'un plomb en la manière prescrite et sous les peines y portées. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 8.

3 mars 1781 et 13 avril 1782. — Délibération et mémoire de la Chambre de commerce au sujet de la marque des étoffes de soye. — Reg. délib. Ch. de C.

26 mai 1781. — Projet de requête contre les lettres patentes du 5 mai 1779 concernant les plombs et marques des étoffes de soye. — G. F. 55.

18 avril 1783. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui ordonne qu'il sera apposé sur chaque pièce d'étoffe présentée à la visite après les apprest deux plombs, savoir au chef de la pièce et l'autre à l'extrémité. — Sur les représentations des maîtres gardes, il est décidé qu'il ne sera rien innové. — R. G. F.

Section IV. — La protection des dessins.

1714-1715. — Volumineuse procédure avec nombreux interrogatoires qui se termine le 29 mars 1715 par un « arrêt du Parlement de Paris portant confirmation d'un jugement rendu par MM. les prévôt des marchands et échevins de Lyon contre Henry David, maître ouvrier en soye, et Louis Perot, dessinateur, pour avoir volé et fait copier un dessein d'étoffes ». — Placard. — G. F. 15. — Ch. 7, 7.

1725. — Mémoire sur l'infidélité des dessinateurs. — Ch. 7, 8.

4 mars 1741. — Mémoire des marchands fabricants de la ville de Lyon servant de réponse aux moiens et deffenses du sieur Ribier (vol de dessins). — Ch. 7, 9.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roy qui ordonne que, sur les contestations entre les dessinateurs et les fabricants de Lyon, les parties procéderont par devant les sieurs prévôt des marchands et échevins et pardevant le sieur Intendant de Lyon, conformément aux arrêts d'attribution des 19 juin 1744 et 10 mai 1749. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 9.

1760. — Procédure extraordinaire poursuivie devant le Consulat à la requête des sieurs L. Bron, Benoist Carré et Jean Monlong, marchands, contre Simon Jean Cadory, Jean Baptiste Gonin, Sébastien Fage, marchands et maîtres ouvriers, et Jacques Rigollet, facteur et dessinateur dudit Gonin (vol de dessins). — Ch. 7, 16.

1762. — Mémoire pour les sieurs de Saint Michel, Dany et compagnie, marchands fabricants en étoffes de soye de la ville de Lyon, appellans, contre les sieurs Thevillon et Vingtain, marchands fabricants de la même ville, et encore contre les maîtres et gardes de la Communauté des maîtres et marchands fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soye à Lyon, tous intimés. — Impr., 16 p. — Ch. 7, 16.

Juillet 1762. — Mémoire pour les sieurs Thevillon et Vingtain, marchands fabricants en étoffes de soye à Lyon, intimés, contre les sieurs de Saint Michel, Dany et compagnie, aussi marchands fabricants en étoffes de soye à Lyon, appellans, en présence des maîtres et gardes de la Communauté des marchands fabriquants en étoffes d'or, d'argent et de soye, aussi intimés. — Impr., 10 p. — Ch. 7, 16.

Juillet 1762. — Précis pour les maîtres gardes de la Communauté des maîtres marchands fabricants et maîtres ouvriers à façon de la ville de Lyon, intimés, contre les sieurs de Saint Michel, Dany et compagnie, marchands fabriquants à Lyon, appellans, en présence des sieurs Thevillon et Vingtain, aussi marchands fabriquants à Lyon, intimés. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 16.

3 décembre 1765. — Un maître détient des échantillons et des cartes qu'on lui avait donnés à travailler. Il est condamné à un an de prison et à 1,500 livres d'amende. — Placard. — G. F. 51.

1773. — Contrats d'apprentissage de dessinateurs pour la fabrique. — Ch. 7, 23.

16 décembre 1775. — Jugement consulaire qui condamne le sieur Louis Blanc, marchand fabricant, et le sieur Poujol, dessinateur, son associé, en la confiscation des étoffes saisies et solidairement en 4,000 livres d'amende pour avoir copié et fait fabriquer des étoffes riches sur des desseins appartenants aux sieurs Guyot de Pravieux, Guyot et Fécant, et Arthaud et compagnie, marchands fabricants en cette ville, leur fait défenses de récidiver sous plus grande peine, même de déchéance de maîtrise et du droit de faire fabriquer des étoffes de soie. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 16.

3 février 1778. — Ordonnance consulaire qui fait défenses à toutes personnes faisant profession ou commerce de broderie de vendre, donner ni prêter, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, les desseins qui leur auront été confiés pour broder, à peine de 100 livres d'amende, même d'être poursuivis extraordinairement si le cas y échet ; pareilles défenses sont faites à tous dessinateurs et autres personnes quelles qu'elles soient de lever, copier, faire lever ou faire copier directement ni indirectement et de quelque manière que ce puisse être aucuns desseins de broderie soit vieux, soit nouveaux et de les faire exécuter, à peine de 1,000 livres d'amende contre le dessinateur qui aura levé ou copié lesdits desseins. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 12.

27 août 1783. — Arrêt du Parlement homologuant l'ordonnance consulaire précédente. — Imprimé et placard. — Ch. 7, 12. — G. F. 55.

Diverses procédures pour vols et contrefaçons de dessins : De 1672 à 1783. — Ch. 7, 16.

Pièces relatives à des règlements de comptes entre des marchands, des dessinateurs, des peintres ou " peintresses " (1) sur étoffes de soie. — Ch. 7, 21.

Section V. — L'exportation des échantillons.

25 février 1751. — Délibération de la Communauté contre l'envoi des échantillons. — G. F. 37.

Registres de permissions accordées pour faire sortir des échantillons, des harnais et ustensiles de métiers, des soies teintes. De janvier 1754 à octobre 1762. De juin 1765 à août 1775. — Ch. 7, 12.

Mars 1755. — Requête de la Communauté au contrôleur général des finances pour obtenir la défense de l'envoi des échantillons à l'étranger. — G. F. 40.

29 octobre 1755. — Requette envoyée en Cour pour obtenir que deffenses fussent faites au commis de la régie à Paris d'ouvrir les paquets d'échantillons qu'on y envoyoit, attendu qu'on s'étoit apperçu que les commis en permettoient la vue à qui il leur plaisoit. — R. G. F.

Mars 1760. — Délibération sur l'envoi des échantillons. — Reg. délib. Ch. de C.

1^{er} juin 1760. — Mémoire des fabricants et autres négociants de la ville de Lyon sur l'abus de l'envoi des échantillons dans l'étranger. — G. F. 45.

(1) L'industrie de la peinture sur étoffes de soie semble avoir été assez répandue à Lyon et déjà en 1496 les statuts de la corporation des peintres et sculpteurs règlent l'exécution de ce genre de travail dans l'article 27 : « Nul ne besongnera en taffetas teint en graine ou cramoisy, blanc ou rouge, pour la ville et cité de Lyon, que ce qui sera d'or soit d'or fin et huyle assiz, tant or que argent et le résidu soit fait de fines coulleurs à la gomme... »

Mai 1764. — Mémoire au Conseil d'Etat contre l'envoi des échantillons. — G. F. 50.

15 mars 1765. — Délibération de la Communauté relative à l'envoi des échantillons. — G. F. 50.

14 mai 1765. — Arrêt du Parlement de Paris portant défense de l'exportation des échantillons. — Placard. — Impr., 20 p. — G. F. 51. — F. C.

Janvier 1766. — Requête présentée au Parlement par les maîtres gardes sur l'objet de l'envoi des échantillons. — G. F. 51.

6 mars 1766. — Arrêt de la Cour de parlement qui permet aux syndics jurés et maîtres gardes de la Communauté des fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon d'établir un commis au bureau de la régie de Paris à l'effet de visites et perquisitions des échantillons de leur fabrique qui pourroient y être envoyés en contravention et de faire des recherches chez tous dessinateurs de fabricants, commis et autres de la ville de Lyon logés à Paris et chez tous particuliers soupçonnés de recevoir lesdits échantillons et d'en favoriser l'exportation. — Ch. 7, 12.

1766. — Mémoire contre l'envoi des échantillons. — Ch. 7, 13.

Section VI. — La sortie des soies teintes.

1725. — Mémoire demandant au Roi de défendre de faire sortir les soies teintes du royaume. — Ch. 7, 8.

174... (?) — Requête des maîtres gardes au Consulat contre la sortie des soies teintes. — Ch. 7, 12.

1750. — Lettre de la Communauté au cardinal de Tencin, archevêque de Lyon, contre la sortie des soies teintes. — Ch. 7, 36.

Juin 1772. — Mémoire à Mgr le contrôleur général des finances, ministre d'Etat, pour les syndics, jurés, gardes, inspecteurs et contrôleurs royaux de la Communauté des maîtres et des marchands fabriquant d'étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon contre la sortie des soies teintes à Lyon qui passent dans l'étranger. — Ch. 7, 12.

Section VII. — Etablissements particuliers ; Inventions.

17 mai 1537. — Délibération consulaire relative à Etienne Turquet. — Ch. 7, 1.

1537. — Payement à Barthelemy Gervay, maistre de la soye, Antoine Consantans et Baptiste du Pont, maîtres du mestier des velloux, nouvellement venuz en ceste ville, besoignans à la magnufacture des velloux, de trois escuz d'or pour leur vin, affin de leur donner bon courage de continuer en ceste dicte ville la dicte magnufacture. — CC 901.

1538. — Mandement de 45 livres pour Cristofle de Corbonne, Gilbert et André, ses enfans, faiseurs de draps de veloux et de soye en ceste ville, laquelle somme lui a esté ordonnée pour en partie le desdommager des fraiz qu'il a faictz pour faire venir et amener en ceste ville ses trois molins à filer et retordre le fil de soye pour ladicte manufacture et plusieurs mestiers desdicts veloux et draps de soye pour attraire et multiplier ledit art. — CC 915.

31 octobre 1552. — Lettre (en latin) adressée au Roi de France « *ubi fuerit* », lui demandant sa protection pour Etienne Turquet. — Ch. 7, 1.

21 février 1554. — Contrat entre le Consulat et les frères Gapailon. — Ch. 7, 1.

1605. — Indemnité de 200 livres tournois accordée par le Consulat à Claude Dagon, qui a introduit à Lyon « les vellours turques en fondz de satin, taffetas, fondz ris et supre-ris de deux, trois et quatre couleurs et aultres estoffes non mises encore en œuvre en ceste dicte ville et pour le desdommager aulcunement du voyage par luy faict par devers le Roy, qui auroit prins plaisir de veoir les premiers essais des dictes estoffes ». — BB 142.

1611. — Contestations entre Dagon et les maîtres ouvriers en soie. Énumération des divers genres de draps de soie sortis de ses métiers et description de quelques-uns de ses dessins. — BB 147.

15 février 1613. — Visite du Consulat à l'atelier de Dagon. — Ch. 7, 28.

Liasse de pièces relatives à Dagon qui avait obtenu un privilège exclusif, pour cinq ans, pour sa manufacture d'étoffes d'or, d'argent et de soie à fleurs et figures. — Ch. 7, 28.

1665. — Détails sur l'invention d'Octavio May. — BB 220.

28 juin 1667. — Rapport sur la visite du Consulat à la fabrique de crêpes de A. Bouillet et Jean Aymon. — Ch. 7, 28.

2 octobre 1668. — Requête relative au procédé de lustrage d'Octavio May. — Ch. 7, 28.

8 juillet 1717. — Permission à Verdun, marchand fabricant, de fabriquer deux mille pièces taffetas Angleterre d'une largeur contraire aux règlements et qui devront être débitées hors du royaume. — Ch. 7, 28.

15 octobre 1717. — Ordonnance consulaire accordant à Garon le privilège, pendant dix ans, de construire et établir une machine pour lever les cordages de la plus grosse tire par une fille de quinze à seize ans, ce qui nécessitait deux à trois tireuses des plus robustes. Joint le dessin de la machine. — Ch. 7, 28.

1718. — Pièces relatives à la manufacture de velours à ramages des sieurs Quinson et Laurent. — Ch. 7, 28.

1720. — Mémoire pour les marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon sur l'arrêt du Conseil du 11 avril 1720 rendu sur les remontrances du sieur Roch Quinson et du sieur Charbonnet, marchands et maîtres dudit art. — Impr. in-folio, 8 p. — F. C.

26 juin 1721. — Permission accordée au sieur Pernon de fabriquer des taffetas conformes à l'échantillon joint. — Ch. 7, 28.

1722. — Subrogation de la Communauté au privilège du sieur Roch Quinson consistant en une prime de 3 livres par aune de velours ciselé et à ramages et de velours ras, façonnés, figurez et découpés sur le métier, propres à confectionner des habits d'hommes et de femmes, présentée au Consulat et payable sur la recette des fermes du Roi. — Ch. 7, 29.

172... (?) — Nombreuses déclarations de fabricants pour obtenir la gratification accordée aux velours ciselés et à ramages. — Ch. 7, 29.

12 mars 1725. — Ordonnance consulaire accordant aux sieurs Raymond frères et Michel, inventeurs d'un métier supprimant les tireuses de cordes, le privilège, pour quinze ans, de le fabriquer et d'exiger 60 livres de ceux qui s'en serviront. Joint le dessin dudit métier. — Ch. 7, 29.

172... (?) — Invention du sieur Juvinet rendant plus facile le travail des

tireuses; il remontre qu'en l'adoptant, « l'Hautel-Dieu espargnera plus de soixante à quatre-vingts liets, que lesdites tireuses occupent actuellement, leurs maladies causé par la rigueur de leur travail provenant de la pesanteur de la tire ». Joint le dessin. — Ch. 7, 29.

19 décembre 1730. — Extrait des registres du Conseil d'Etat : Lettres patentes sur arrest pour Jean Baptiste Garron portant établissement d'une fabrique de velours à Lyon. — G. F. 21.

19 mai 1736. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy portant deffenses aux frères Mouchot et à tous autres fabricants de la ville de Lyon de fabriquer des étoffes de soye mêlées avec du poil de chèvre et aprêtées pour imiter les peaux de différents animaux. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 9.

1739. — Mandement de 1,000 livres à Basile Boachon, maître ouvrier en soie, pour son montage de métiers et un velours frisé. — BB 304.

Mai 1740. — Mémoire des marchands fabricants contre les sieurs Charton, Gros et Léonnard qui ont introduit du coton dans les étoffes riches. — Ch. 7, 13.

1741. — Gratification de 2,500 livres à Joux, maître fabricant d'étoffes de soie, pour les frais d'invention, travail et perfection des droguets satinés, des peluches et petits velours façon d'Hollande. — BB 306.

25 novembre 1746. — Lettre du contrôleur général en suite de laquelle est accordé au sieur Mouchot de faire des étoffes en dorure fausse pour le théâtre. — Ch. 7, 12.

5 septembre 1747. — Requête au Consulat du sieur Falcon. — G. F. 33.

Liasse de pièces relatives à Falcon. — Ch. 7, 29.

1748. — Mémoire des frères Currat qui ont inventé un métier sans tireuse, armé de fils d'archal et dont le dessin s'exécute à l'aide d'un turluret. — G. F. 33.

5 juillet 1748. — Délibération de la Communauté pour le paiement des dettes faites par Falcon dans la recherche de sa mécanique; elles s'élèvent à plus de 40,000 livres et le contrôleur général les a mises à la charge de la Communauté. — G. F. 34.

19 mars 1749. — Requête de Boullachon qui a trouvé un secret pour faire revivre les couleurs ternies, enlever l'huile et les taches. Après avis de la Communauté, le Consulat lui accorde, sur les fonds de celle-ci, une rente viagère de 400 livres, à condition qu'il continue de s'employer à l'utilité des fabricants et transmette son secret à l'un de ses enfants. — G. F. 34.

2 septembre 1750. — Inventaire des meubles et outils remis par la Communauté aux peigniers anglais. — G. F. 36.

1751. — Pièces relatives à la fabrique de satins pleins, à l'imitation de ceux de Florence, des frères Jacob. — Ch. 7, 12.

12 avril 1751. — Procès-verbal relatif à l'invention des sieurs Gallantier et Blache. — G. F. 37.

30 avril 1751. — Copie d'une lettre de M. de Trudaine réglant que le tiers des gratifications accordées aux inventeurs sera payé par la Communauté. — G. F. 37.

1751. — Volumineuse procédure dirigée par ses créanciers contre le sieur Falcon. — G. F. 38.

9 mai 1753. — Lettre de voiture de la calandre de Vaucanson avec la signature de ce dernier. Pièces relatives à ladite machine. — Ch. 7, 30.

13 août 1753. — Lettre du garde des sceaux ordonnant que, sur les 24,680 livres 18 sols de dépenses faites par Vaucanson pour construire la

machine à écraser les étoffes, la Communauté doit payer 10,439 livres, le Roi payant le surplus. — G. F. 39.

14 mai 1754. — Lettre de M. de Trudaine au prévôt des marchands au sujet du moulin du sieur Jubié. — G. F. 40.

27 mai 1754. — Procès-verbal de la visite du cylindre de Vaucanson, confié à un apprêteur, par les maîtres gardes pour examiner quelles réparations sont nécessaires. — G. F. 41.

1754. — Lettres du sieur Falcon et observations de la Communauté. — G. F. 39.

Mai 1755. — Requête de la Communauté au contrôleur général des finances au sujet du cylindre de Vaucanson, lui remontrant que la somme de 22,000 livres qui lui avait été comptée par le Roi et la Communauté « auroit sans doute dû porter avec elle la garantie de la solidité d'un achat aussi coûteux ». Elle demande que le cylindre soit réparé aux frais de Vaucanson. — G. F. 41.

1755. — Pièces relatives à la calandre du sieur Badger. — G. F. 41.

4 janvier 1757. — Etat des sommes avancées par la Communauté à Badger de 1753 à 1754; s'élève à 5,719 livres 11 sols 6 deniers. — G. F. 42.

21 septembre 1757. — Mémoire des Feuillans au Consulat pour obtenir de la Communauté paiement des locaux qu'ils ont loués au sieur Badger, moireur anglais; réclament 7,000 livres pour trois ans et demi. — G. F. 42.

1757. — Mémoire de la Communauté en réponse à celui des Feuillans. — G. F. 42.

Février 1758. — Pièces relatives à Badger. — G. F. 43.

1759. — Pièces relatives à l'invention Garousse (velours façonnés). — Ch. 7, 30.

176... (?) — Inventions diverses des sieurs Ringuet, Moiroux, Gillet et Salabel, Peyrache, Bonnafous, Philibert Dementhon, Ulric Tombal, François Jaquette, Jean Madinier. — Ch. 7, 30.

Juin 1760. — Mémoire significatif pour les syndics maîtres gardes...., demandeurs, contre J. C. Robas, marchand plieur de soies.... — En note : « Cette affaire s'est accomodé à la recommandation de puissants protecteurs. » — Impr., 8 p. — G. F. 44.

Novembre 1761. — Mémoire du sieur Moulin qui avait inventé une machine propre à plier les étoffes. — G. F. 46.

1761. — Pièces relatives aux calendres de Badger. — G. F. 46.

25 février 1765. — Diverses pièces concernant le lustré du sieur Millet. — G. F. 50.

1765. — Pièces relatives à Falcon, aux inventions de J. Paulet et de Bonafond. — Invention du sieur Ringuet qui fait un genre d'étoffe imitant le petit point. — G. F. 51.

1765. — Pièces relatives à La Salle. — G. F. 51.

16 février 1766. — Nouvelle méthode de correction des fautes de lisage des dessins montés à boutons et pour habilement rhabiller les cordes de lisage qui se cassent en travaillant et relever les boucles qu'on laisse tomber en attachant le lisage. — G. F. 51.

Lettres relatives à diverses inventions. — G. F. 52.

11 juin 1767. — Délibération autorisant les maîtres gardes à prêter 8,000 livres au sieur Badger. — G. F. 53.

Août 1767. — Correspondance de la Communauté avec un teinturier de

Londres qui demande quelque argent pour venir s'établir à Lyon. — G. F. 53.

1767. — Pièces relatives à La Salle et à sa mécanique. — G. F. 53.

6 octobre 1774. — Délibération de la Communauté ; elle s'engage à payer à la Charité 150 livres pour la femme Benière qui y a été retirée avec son mari, sans avoir l'âge d'admission, pour les empêcher de porter en Prusse leur talent de chineurs. — G. F. 54.

12 avril 1775. — Délibération relative au sieur Badger, moireur anglais. — G. F. 54.

1775. — Mémoire concernant diverses machines pour les fileurs et tireurs d'or. — Impr., 8 p. — G. F. 54.

Requêtes et pièces diverses relatives à Rivet et à Badger. — G. F. 55.

12 septembre 1780. — Arrêt du Conseil d'Etat qui permet au sieur Fr. Perret de transférer à Neuville en Franc Lyonnais sa manufacture de nouveaux velours. — Impr. in-4, 4 p. — F. C.

1781. — Avantages d'un nouveau métier pour les fabriques des étoffes de soie et autres du sieur Rivey. — Impr., 8 p. — Ch. 7, 30.

1787. — Pièces relatives à la mécanique du sieur Dardois, aux inventions des sieurs Vulpilliat et Coudrier, Pierre Bertachon, Abraham Demasson, Saleron. — Ch. 7, 30.

Section VIII. — La culture des mûriers.

xv^e siècle. — Voir à notre Bibliographie générale les « Moyens pour montrer que dès maintenant les François se peuvent passer..., etc. »

1638. — Permission à Daulphine, provençale, de faire la cueillette de toutes les feuilles des mûriers plantés dans le tènement de la Fleur de Lys (1), moyennant 30 livres pour la présente année. — BB 192.

13 décembre 1728. — Requête et mémoire présentés par le nommé Chatal pour le développement de la culture des mûriers. — G. F. 20.

Observations de la Communauté sur le mémoire précédent. — G. F. 20.

1755. — Ordonnance de Léonard Bertin, intendant de la ville et généralité de Lyon, portant gratification à chaque habitant qui aura planté des meuriers de bonne espèce. — Impr., 4 p. — F. C.

(1) Le tènement de la Fleur de Lys était à la Quarantaine ; c'est là qu'avaient été installées, lors de la peste de 1628, des baraques pour les pestiférés ; plus tard devait s'y élever l'hôpital de Saint-Laurent-des-Vignes.

CHAPITRE XI

**La lutte pour la suprématie et les salaires contre
le marchand fabricant, et les chômages.**Section 1^{re}. — Les marchands fabricants.

DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

Livres de la Communauté. — Registre des inscriptions des marchands et maîtres faisans fabriquer des draps or, argent et soye commencé en fevrier 1668 et fini le 11 juin 1675.

Livre pour l'enregistrement des marchands fabriquants commencé le 1^{er} septembre 1707, fini le 24 octobre 1711.

Livre des marchands fabriquants dressé en 1728 par Pulignieu le cadet.

Répertoire où sont enregistrés les noms et domiciles de chaque maître marchand fabriquant, 1745.

Régitre des marchands reçus depuis le 28 avril 1745 jusqu'au 28 fevrier 1776 ou finalement jusqu'à l'époque de l'édit de janvier 1777, avec répertoire alphabétique.

Livre des permissions accordées aux marchands fabriquants du 10 novembre 1769 au 30 août 1773.

Registre des marchands reçus en conformité de l'édit du mois de janvier 1777 commencé depuis ladite époque et fini le 7 janvier 1791.

Registre des anciens marchands admis dans la nouvelle Communauté créée par édit de janvier 1777 commencé depuis ledit édit et fini le 16 mars 1791, avec répertoire alphabétique.

DOCUMENTS PARTICULIERS.

20 mars 1617. — « Desdits temps tout particullier ayant des fonds étoit marchand. » Note. — R. G. F.

8 août 1619. — Ordonnance consulaire portant que nul ne pourra donner à œuvrer étoffes de soye aux maîtres de l'art s'il n'est maître lui-même. — G. F. 1.

19 août 1619. — Sommation adressée aux maîtres gardes par quatre maîtres ouvriers de leur donner de l'ouvrage, l'ordonnance consulaire du 8 août les mettant à la misère. — G. F. 1.

Septembre 1619. — Remontrances sur le fait des manufactures et fabriques des draps et estoffes de soye de la ville de Lyon. — En note : « Plaintes soubz couleur du bien public présentées au Consulat par certains, lesquelz s'efforçoient payer au détriment de l'art et des ouvriers et obtenir d'être marchands fabriquants ayant des fonds. » — G. F. 1.

Réplique des marchands maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye aux remontrances précédentes. — G. F. 1.

Seconde réplique. — G. F. 1.

15 octobre 1619. — Ordonnance consulaire portant explication de l'ordonnance du 8 août. — G. F. 1.

6 février 1620. — Procès entre Bonin et les maîtres gardes; il n'est point du métier et fait travailler à l'encontre de l'ordonnance du 8 août, prétendant avoir donné l'ouvrage avant sa publication. — G. F. 1.

28 janvier 1668. — Onze marchands fabricants se présentent au Consulat pour bénéficier de l'article 61 du règlement. Seul Octavio May est admis, les autres étant renvoyés à l'exécution de l'article 65. Ce sont : Pilata, Montaud, Cabrier, Guerrier, Laval, Damette, Sibut, Louchard, Reverchon et d'Hinsard. — G. F. 6.

Février 1668. — Attestations fournies aux précédents à qui l'inscription de marchand leur a été refusée par les maîtres à qui ils ont donné du travail. — G. F. 6.

Février 1668. — Extrait du livre tenu par le sieur J. Chatard pour la fabrication des draps et étoffes de soye qu'il a fait fabriquer par les maîtres dudit art cy après nommés. — G. F. 6.

27 décembre 1668. — Requête de Pierre Lauze qui demande à être admis comme marchand, bien que le délai de deux mois pour se faire inscrire soit écoulé; il était en Angleterre et en Hollande pour ses affaires. — G. F. 6.

2 septembre 1704. — Délibération de la Communauté portant établissement d'une taxe de 12 livres par an sur chaque marchand. — G. F. 11.

28 avril 1711. — Ordonnance consulaire rendue contre Jean Perrin qui a fait fabriquer sans s'être fait enregistrer et avoir payé les 12 livres; il lui est défendu de continuer sa fabrique jusqu'à la régularisation de sa situation et il est condamné à 60 livres d'amende. — G. F. 12.

25 octobre 1711. — Supplique des maîtres gardes et ordonnance consulaire portant que, pour faire face aux nouvelles taxes, les marchands paieront 300 livres et le droit de visite sera fixé à 25 livres. — Ch. 7, 31.

31 octobre 1712. — Lettres patentes portant homologation de l'ordonnance consulaire du 25 octobre 1711, servant de règlement pour la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en soye de la ville de Lyon, enregistrées au Parlement le 8 juillet 1717. — Impr., 12 p. — Ch. 7, 6.

1712. — Procédure contre Falconnet et divers marchands faisant fabriquer sans avoir payé le droit. — G. F. 12.

8 mai 1731. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy concernant les maîtres ouvriers et marchands d'étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 8.

1731. — Mémoires et lettres relatifs à la distinction des marchands et maîtres ouvriers. — Ch. 7, 8.

9 octobre 1750. — Ordonnance consulaire rendue en faveur de Pierre La Pierre et de Louis Roux, maîtres ouvriers; ils seront reçus marchands gratis pour avoir travaillé sur le métier devant Son Altesse sérénissime M^{me} la comtesse de Thoulouze. — G. F. 36.

11 mars 1755. — Ordonnance consulaire qui condamne le nommé Brossard, pour avoir fabriqué sans avoir payé le droit de marchand, à la confiscation des marchandises sur lui saisies et à 500 livres d'amende. — R. G. F.

24 décembre 1755. — Ordonnance consulaire du 16 décembre qui porte que P. Peronnet sera reçu marchand pour 100 livres au lieu de 300, attendu son âge septuagénaire et sa qualité d'ancien maître garde ouvrier. — R. G. F.

1^{er} juin 1756. — Lettre en brouillard écrite par le Bureau à M. le prévôt des marchands, lors étant à Paris, avec un état en copie qui lui fut adressé, qui fait voir que dans le nombre des marchands reçus depuis juillet 1752 à ce jour il y a plus de la moitié qui sont sortis de l'état de maître et même la plus grande partie ont actuellement boutique. — R. G. F.

1767. — Divers mémoires imprimés sur des contestations entre fabricants et commissionnaires. — G. F. 53.

11 novembre 1771. — Mémoire contre les longs termes accordés dans les achats et ventes, contre les escomptes, rabais, courtages, dons d'aunage, etc. — G. F. 54.

Etat par aperçu des marchands qui existent actuellement dans la Communauté avec les qualités qu'ils y ont par rapport à l'édit de janvier 1777, rangés par ordre alphabétique. — G. F. 54.

Section II. — Lutte des maîtres ouvriers et des marchands fabricants.

1697. — Requête pressante adressée au Consulat par les maîtres ouvriers demandant qu'il soit interdit aux maîtres marchands fabricants pour leur compte de pouvoir employer apprentis, compagnons, maîtres ou fils de maîtres chez eux. — G. F. 10.

1697. — Requête des maîtres ouvriers au Consulat demandant que les marchands fabricants ne puissent avoir chez eux que trois métiers. — G. F. 10.

1707. — Mémoire instructif remis à Mgr l'Intendant de Lyon le 15 août 1707 pour les maîtres ouvriers à façon des étoffes d'or, d'argent et de soie de la même ville pour rétablir l'union dans leur Communauté et pour y observer des réglemens uniformes soit pour contribuer à l'embellissement et à la durée de la fabrique et pour empêcher la désertion des ouvriers et qu'ils ne passent dans les pays étrangers. Joint divers mémoires et des pièces relatives à l'opposition formée par des maîtres contre l'ordonnance consulaire du 19 novembre 1705; le mouvement est dirigé par Chavagny, Meynard, Salmon et Definière, maîtres ouvriers, qui sont incarcérés et à qui l'on extorque un désistement. — Ch. 7, 6.

1712. — Requête des maîtres ouvriers au contrôleur général contre l'ordonnance consulaire du 25 octobre 1711. — Ch. 7, 32.

— Mémoire servant de réponse à celui des maîtres ouvriers en soie de la ville de Lyon travaillans à façon, présenté à Mgr Daguesseau. — Ch. 7, 32. — Ch. 7, 6.

— Requête au Consulat des maîtres ouvriers pour qu'il soit interdit aux maîtres marchands de tenir boutique ou, s'ils en ont une, d'avoir d'autres compagnons et apprentis que leurs fils. — Ch. 7, 32.

— A Mgr Mellian, conseiller du roy en ses Conseils, maître des requêtes, commissaire déparé pour l'exécution des ordres de Sa Majesté en la généralité de Lyon : Au sujet de l'opposition à l'arrêt du 1^{er} mars 1712 qui a homologué l'ordonnance consulaire du 25 octobre 1711. — Ch. 7, 32.

— Divers brouillons de mémoires sur l'opposition. — Ch. 7, 32.

— Notes en réponse à diverses demandes de M. Anisson, avocat au Par-

lement, sur les opposants et en général sur les motifs de l'opposition. — Ch. 7, 32.

9 janvier 1712. — Mémoire des maîtres ouvriers travaillans à façon. — Ch. 7, 6.

8 mai 1731. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy concernant les maîtres ouvriers et marchands d'étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon. — Impr., 4 p. — G. F. 21.

Au Roy et à Nosseigneurs de son Conseil : Remontrances contre l'arrêt du 8 mai dernier au sujet de la distinction des maîtres et marchands. — Impr. in-folio, 8 p. — F. C. — G. F. 15. — Ch. 7, 9.

Mémoire sommaire pour les maîtres ouvriers et marchands d'étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon qui demandent la révocation de l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 may 1731. Chappe de Ligny, avocat. — Impr. in-folio, 14 p. — F. C. — Ch. 7, 9.

Au Roy et à Nosseigneurs de son Conseil : Supplique des maîtres ouvriers et marchands d'étoffes d'or, d'argent et de soye de Lyon. Chappe de Ligny, avocat. — Impr. in-folio, 12 p. — F. C. — Ch. 7, 9.

Mémoire pour les maîtres ouvriers en étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon. — Ch. 7, 12.

Mémoire pour les maîtres ouvriers à façon des étoffes de soie de Lyon. — In-4, 90 p. — F. C.

Mémoire à consulter pour les maîtres ouvriers en étoffes de soye de Lyon. — In-4, 23 p. — F. C.

A Monseigneur l'Intendant de la généralité de Lyon. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 9.

Mémoire pour les marchands ouvriers de la fabrique des étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon servant de réponse aux trois mémoires des gros marchands. Girard, avocat. — In-folio, 19 p. — F. C.

Supplément pour les marchands ouvriers de la fabrique des étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon opposans à l'arrêt du Conseil du 8 may 1731 contre les gros marchands de la même fabrique agissant sous le nom de leurs maîtres gardes et encore contre quelques chefs du mémoire imprimé qui a été remis par les simples ouvriers au mois de décembre précédent à Mgr l'Intendant de Lyon. Girard, avocat. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 9.

Récapitulation pour la révocation de l'arrêt du Conseil d'Etat du huitième may mil sept cent trente un. — Impr., 12 p. — Ch. 7, 9.

Mémoire pour les maîtres et marchands et pour les maîtres ouvriers à façon des étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon. Commarmond, procureur. — Impr. in-folio, 10 p. — F. C.

Mémoire pour les maîtres gardes de la Communauté des maîtres ouvriers ou marchands d'étoffes d'or, d'argent et de soye contre quelques-uns des marchands et maîtres ouvriers de la même Communauté opposans à l'arrêt du 8 may 1731. — Impr., 8 p. — Ch. 7, 9.

1732. — Mémoire des maîtres gardes de la Communauté des maîtres ouvriers et marchands d'étoffes d'or, d'argent et de soye servans de réponse aux requêtes présentées au Roi et à Nosseigneurs de son Conseil par quelques-uns des maîtres ouvriers et marchands de la même Communauté opposans à l'arrêt du 8 may 1731, avec la réponse des maîtres gardes à un mémoire manuscrit que quelques négocians non connus ont donné sur cette matière. Gillet l'ainé, avocat. — Impr., 100 p. — Ch. 7, 9.

1732. — Mémoire fourni par un quidam contre les marchands. — G. F. 22.

Décembre 1732. — Placet à Mgr l'Intendant de la généralité de Lyon pour les maîtres ouvriers à façon de la fabrique des étoffes d'or, d'argent et de soye, joints aux gardes ouvriers, servant de réponse aux mémoires des maîtres marchands de la même fabrique et contenant demande en admission de nouveaux articles de statuts proposés pour réprimer les abus qui sont dans la manufacture et l'arrêt contradictoire du 2 novembre 1700, la délibération du mois d'octobre 1702 et l'arrêt contradictoire du 1^{er} février 1716 qui n'ont pas été insérés dans le livre des réglemens, présenté à Mgr Poullétier, intendant de la généralité de Lyon. — Impr., 40 p. — Ch. 7, 9.

Août 1733. — Mémoire servant d'addition à celui intitulé placet pour les maîtres ouvriers de la manufacture des étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon contre les marchands de la même manufacture qui se disent gros marchands et contre les maîtres ouvriers aussi de la même manufacture que l'on appelle maîtres ouvriers ou petits marchands. — Impr., 12 p. — Ch. 7, 9.

Mémoire pour servir de réponse au placet présenté par les maîtres ouvriers travaillans à façon en draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon. — G. F. 6.

1761. — Avertissement que mettent et donnent par devant vous, Nos Seigneurs de Parlement en la Grand'Chambre, les maîtres ouvriers de la manufacture des étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville et fauxbourgs de Lyon et des provinces de Lyonnais, Forêts et Beaujolais, demandeurs, contre les maîtres marchands de la même manufacture, défendeurs. — G. F. 46.

1761. — Mémoire pour les maîtres ouvriers de la manufacture des étoffes de soye, d'or et d'argent de Lyon contre les maîtres marchands de la même fabrique. Delamothe, avocat. — Impr. in-4, 35 p. — F. C.

Août 1779. — Observations sur les demandes des maîtres ouvriers de la fabrique. — Ch. 7, 12.

Section III. -- Salaires et tarifs.

DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

Règlemens de comptes entre marchands, maîtres et compagnons. Pièces diverses. De 1620 à 1783. — Ch. 7, 19-20-21-22-23.

Liasse de procès-verbaux sur des contestations relatives aux prix de façon. De 1760 à 1780. — Ch. 7, 19.

DOCUMENTS PARTICULIERS.

9 février 1709. — Procuration passée par un grand nombre de maîtres pour poursuivre devant le Consulat l'obtention d'une augmentation des prix de façon demandée par une requête de la Communauté. — Ch. 7, 19.

9 février 1709. — Supplique signée de trois cent trente-six maîtres ouvriers demandant au Consulat l'élévation et la fixation du prix des taffetas. — Ch. 7, 19. — G. F. 11.

21 novembre 1716. — Expertise de deux maîtres marchands fabricants au

sujet de pièces saisies, portant sur la qualité, le véritable prix de la façon et la nature des conventions. — Ch. 7, 35.

21 mars 1759. — Avis des maîtres gardes sur la requête précédente. — Ch. 7, 19.

1759. — Requête adressée au Consulat par les compagnons pour obtenir une augmentation des lustrinés à deux chemins et des moires satinées. — Ch. 7, 19.

Mai 1779. — Requête au Consulat pour obtenir le sol d'augmentation promis au mois d'avril 1774. Joint un tableau de recettes et dépenses. — Ch. 7, 19.

Notte des prix de façons qui doivent être payés aux maîtres ouvriers et aux compagnons pour chaque genre d'étoffes en plein, fixés et arrêtés par MM. du Consulat pour avoir lieu et commencer sur les pièces délivrées par les marchands aux maîtres ouvriers à la date du 20 décembre 1779, sans que lesdits ouvriers puissent prétendre aucune augmentation sur les pièces à eux délivrées avant laditte époque; bien entendu que les compagnons ne payeront plus comme ci-devant le montage des pièces et que, dans le cas que le livre d'aucun ou quelque acte particulier établissent qu'on ne les ait pas fait jouir des prix fixés par la présente notte, il leur sera loisible de se pourvoir pour en obtenir l'exécution, nonobstant l'expiration du délai fixé par l'article 27 du titre X du règlement pour lesdites étoffes pleines, savoir..... — Ch. 7, 19.

Notte des prix de façons..., diverses copies portant comme point de départ de l'augmentation le 1^{er} janvier 1780. — Ch. 7, 19.

A Messieurs les prévôt des marchands et échevins de la ville de Lyon : Mémoire des maîtres ouvriers demandant une augmentation, suivi d'un tableau de recettes et de dépenses. — Ch. 7, 19.

Mémoire servant de réponse à celui présenté à MM. les prévôt des marchands et échevins, touchant l'augmentation des façons des ouvriers en soye travaillant en plein. — Ch. 7, 12.

Tableau de recettes et de dépenses. — Ch. 7, 19.

1783. — Réponse des sieurs syndics et jurés gardes de la fabrique dans la classe des maîtres et marchands aux deux significations qui leur ont été faites de la part des quatre maîtres gardes dans la classe des maîtres ouvriers, au sujet de l'homologation d'un tarif général. — Ch. 7, 19.

10 mai 1786. — Observations préliminaires pour les maîtres ouvriers fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon sur la nécessité d'une augmentation de façons. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 19.

8 août 1786. — Ordonnance consulaire qui approuve l'augmentation consentie par les maîtres gardes de la grande Fabrique de deux sous par aune sur les taffetas d'Angleterre cinq-huit, ainsi que sur les taffetas sept-douze, laquelle augmentation aura lieu en proportion sur les autres étoffes unies. — Placard. — Ch. 7, 12.

3 octobre 1786. — Tableau (volumineux) présenté par le sieur Antoine Celle, marchand fabricant d'étoffes, rue Neyret, au nom de ses confrères. Budget très détaillé. — Ch. 7, 19.

8 octobre 1788. — Mémoire sur l'interprétation qu'on a voulu donner à l'arrêt du 3 septembre 1786. — Ch. 7, 19.

29 novembre 1789. — Extrait des registres du Conseil d'Etat. — Ch. 7, 19.

Arrêts et ordonnances relatifs au tarif de 1789, à la suite du " Livre des ordonnances consulaires de 1758 à 1790 ". — Registre de la Communauté.

1789. — Réflexions d'un citoyen patriote pour les ouvriers en soie de la ville de Lyon. — In-8, 15 p. — F. C.

Lettre d'un maître taffetier à M. R..., auteur des *Réflexions d'un citoyen patriote pour les ouvriers en soie de la ville de Lyon*. — In-8, 21 p. — F. C.

Recueil de mémoires et tarifs dressés en exécution de l'arrêt du 8 août 1789 obtenu par Messieurs les députés de la Ville et Sénéchaussée de Lyon sur les sollicitations réitérées de Denis Monnet, fondé de procuration des maîtres ouvriers en soie de ladite ville, par les procurations à lui passées aux dates des 3 avril et 8 novembre de la même année par devant Me Morel et son confrère et Me Chasal et son confrère, notaires audit Lyon ; ensemble l'arrêt qui a homologué ledit tarif. — Imprimé à Lyon en 1790, in-8, 32 p. — F. C.

1^{er} mai 1790. — Ordonnance consulaire portant que les maîtres ouvriers fabricants d'étoffes et leurs compagnons seront admis à demander le paiement de leurs façons conformément aux prix déterminés par le tarif.... — In-4, 7 p. — F. C.

Avis. — En conséquence des ordres de MM. les officiers municipaux, tous les maîtres ouvriers fabricants en étoffes de soie sont invités à se trouver en l'église Saint-Jean le 5 mai, à 6 heures du matin, pour délibérer sur ce qui les concerne (1790). — Lyon, A. de La Roche, in-folio.

Extrait des registres des délibérations des maîtres ouvriers fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon prises dans l'église cathédrale de Saint-Jean de Lyon le 5 mai 1790, en suite de la permission des officiers municipaux de cette ville à la date du 26 avril dernier et de l'agrément des chanoines de ladite église. — Lyon, J.-B. Delamollière, in-8, 15 p.

Section IV. — Les crises ; Causes et remèdes.

DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

DE MONTLUEL. — Quelques moyens proposés en faveur des manufactures et des ouvriers de Lyon. — 1789, in-8, 26 p.

CONCOURS DE 1771. — Examen des causes de l'indigence des ouvriers dans les villes manufacturières et des moyens d'y remédier. — *Mémoires sur Lyon*. — Bibl. Acad.

1774-1777. — Concours proposé par l'Académie de Lyon sur ce sujet : « Quels sont les moyens les plus simples et les moins sujets à inconvénients d'occuper dans les arts mécaniques ou de quelqu'autre manière les ouvriers d'une manufacture d'étoffe dans le temps où elle éprouve une cessation de travail? ». — Mémoires sous titre : *Commerce et manufactures de Lyon*. — Bibl. Acad.

DOCUMENTS PARTICULIERS.

1609. — Cessation de travail. Délégation à Paris par la Communauté d'Ambroise Aubin. — AA 155.

1609. — Lettre du Consulat à Mgr de Harlay pour l'avertir de l'effet désastreux qu'a produit l'annonce d'un édit sur les soies. — AA 115.

1619. — Malaise de la manufacture ; plus de six mille personnes reçoivent le pain de l'Aumône générale. — BB 155.

1619. — Requête des maîtres ouvriers au Consulat contre l'introduction des soieries d'Italie. — Ch. 7, 28.

1626. — Vives inquiétudes causées aux ouvriers de la fabrique des draps de soie par les règlements projetés sur le port des habits. — BB 170.

1627. — Misère extrême des ouvriers en soie, « alors au nombre de plus de vingt mille, causée par la cessation des fabriques des soyes advenue depuis quelque temps en ça que le bruit court qu'on en veut interdire l'usage ». — BB 171.

1627. — Attitude menaçante des ouvriers en soie à l'occasion d'un édit sur la réformation des habits rapportée dans une lettre de Balthazar de Chaponay, député de la Ville. — AA 95.

1665. — Misère des ouvriers en soie par suite de l'interdiction du commerce avec l'Angleterre, alors ravagée par la peste, et du deuil porté à l'occasion de la mort du Roi d'Espagne. — BB 220.

1692. — Doléances des recteurs de la Charité relatives aux dépenses occasionnées « par la cessation qui est notoire de toutes les fabriques de soye qui faisoient presque tout le commerce de cette ville et par l'abandon qu'ont fait la plupart des ouvriers dans ces temps malheureux de leurs femmes et de leurs enfans pour aller à l'armée, lesquels mourroient de faim sans l'assistance desdits sieurs recteurs, ce qui a porté ladite distribution de pain à soixante-dix mille livres pesant par semaine et a augmenté le nombre des pauvres renfermez jusques à deux mille cinq cents. — BB 250.

13 janvier 1700. — Remontrances des maîtres gardes ouvriers en soye au Roy au sujet du transport des manufactures hors du royaume. — Ch. 7, 13.

Mémoire contenant des moyens pour la conservation de la fabrique de Lyon et des ouvriers qui y travaillent dans un temps critique. — Ch. 7, 13.

24 décembre 1701. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy portant suppression des droits de sortie hors du royaume sur toutes les étoffes d'or, d'argent et de soye. — Lyon, Barbier. — Ch. 7, 6.

1701. — Décadence profonde de la manufacture. Déclaration des échevins portant que dans le temps florissant il y avait « dix mille mestiers de soyerie qui travailloient et faisoient subsister plus de quatorze mille ouvriers », qu'il « y avoit aussi environ huit mille mestiers de galons, rubans et passemens ». — BB 260.

1702. — Emploi des ouvriers en soye aux travaux d'embellissement de la ville. — BB 261.

9 mai 1705. — Délibération de la Chambre de commerce au sujet du deuil de Mgr le Duc de Bretagne. — Reg. délib. Ch. de C.

3 septembre 1709. — Placet au Consulat pour qu'il soit permis à dix personnes n'étant pas maîtres de faire fabriquer. — Ch. 7, 35.

Septembre 1717. — Mémoire au Roi pour qu'il soutienne les pauvres ouvriers. La Ville en a trente mille à sa charge qui lui ont déjà coûté 420,000 livres. — Ch. 7, 35.

1^{er} juillet 1730. — Délibération au sujet des deuils. — Reg. délib. Ch. de C.

1739. — Mémoire sur la décadence de la manufacture. — Ch. 7, 10.

30 décembre 1749. — Lettre à M. de Trudaine par Riverieulx de Varax,

prévot des marchands, sur la misère des ouvriers et les secours distribués par la Charité, qui « ne se soutient que par l'espoir d'un secours tiré du produit du droit sur les étoffes étrangères ». — Ch. 7, 35.

6 juin 1750. — Mémoire sur la misère des ouvriers en soie et ses causes. — Reg. délib. Ch. de C.

21 août 1750. — Délibération de la Communauté arrêtant d'emprunter 15,000 livres par mois, et plus si le cas se présente, pour soulager les pauvres ouvriers. — G. F. 36.

24 octobre 1750. — Arrêt du Conseil du Roi autorisant un emprunt de 75,000 livres pour les pauvres ouvriers. — G. F. 36.

19 novembre 1756. — Délibération de la Communauté sur les moyens de secourir les ouvriers. — Ch. 7, 35.

Mai 1759. — Délibération sur la rareté de la monnaie. — Reg. délib. Ch. de C.

27 mai 1766. — Arrêt du Conseil du Roi autorisant la Communauté à verser 10,000 livres pour les pauvres ouvriers. — G. F. 52.

Mai 1766. — Avis important. — (C'est un appel à la charité pour les ouvriers réduits à la misère.) — G. F. 52.

10 avril 1767. — Délibération de la Communauté sur les causes qui détruisent la manufacture. — G. F. 53.

Octobre 1767. — Mémoire sur les causes du dépérissement de la fabrique d'étoffes de Lyon et sur les moyens de la conserver et de l'accroître. — G. F. 53. — C 10, Arch. départ.

27 février 1771. — Délibération relative au rôle de MM. du Confalon dans les distributions aux pauvres ouvriers. — G. F. 53.

Moyens de pourvoir à la subsistance des pauvres ouvriers sans travail mis en usage à Lyon en 1771 par la Communauté des fabricans en étoffes d'or, d'argent et de soie de ladite ville. — Impr., 8 p. — F. C.

1779. — Projet d'un bureau d'avis pour les marchands et les maîtres. — Ch. 7, 36.

30 mai 1781. — Requête au sujet des deuils par M. Suchet. — G. F. 55. — Une autre sur le même objet. — Ch. 7, 13.

Au Roi : Supplique pour demander l'usage des étoffes de soie à la Cour. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 36.

1782. — Désir exprimé par la reine Marie-Antoinette d'utiliser les riches étoffes de la manufacture de Lyon pour les fêtes à l'occasion de la naissance du Dauphin. — AA 134.

25 juin 1783. — Nouveau projet d'établissement d'un bureau d'embauteur présenté par le sieur Meunier fils. — Observations de la Communauté sur le projet d'arrêt d'établissement d'un bureau d'embauteur. — Ch. 7, 36.

22 décembre 1786. — Avis de la Chambre de commerce sur l'établissement d'un Mont-de-Piété à Lyon. — Reg. délib. Ch. d. C.

28 juillet 1787. — Délibération relative à une souscription pour secourir les ouvriers sans travail. — Ch. 7, 36.

8 août 1787. — Prospectus pour une souscription proposée par les syndics jurés gardes de la Communauté de la fabrique des étoffes d'or, argent et soie de la ville de Lyon en faveur des ouvriers privés de travail. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 36.

17 octobre 1787. — Lettre pastorale de Mgr l'archevêque et comte de Lyon pour exhorter les fidèles à secourir les pauvres ouvriers qui manquent de travail. — In-4, 16 p. — Ch. 7, 36.

21 décembre 1787. — Projet d'établissement d'une condition publique et royale des balles et ballots de soie qui se consomment dans la ville de Lyon pour subvenir au soulagement des ouvriers de la fabrique d'étoffes de soie, or et argent présenté au contrôleur général des finances (par Rast de Maupas); — suivi de : Autre projet pour l'établissement d'une caisse toujours prête à venir au secours des ouvriers en soie de la ville de Lyon dans les circonstances où ils se trouveraient sans ouvrage, envoyé au contrôleur général des finances. — Impr., 8 p. — Ch. 7, 30.

Février 1788. — Décision consulaire portant qu'en raison de la situation malheureuse de la classe ouvrière, il sera sursis à la construction d'un quatrième rang de loges que Collot d'Herbois, directeur du théâtre, réclamait, « considérant que, quelque nécessaire qu'elle soit pour le soutien du spectacle, le public pourroit voir de mauvais œil que la Ville se livrât à une dépense qui auroit pour objet un établissement de pur agrément dans un moment aussi critique ». — BB 366.

Mars 1788. — Prospectus d'une caisse philanthropique. — Ch. 7, 36.

12 novembre 1788. — Aux citoyens de la ville de Lyon : Avis du comité chargé de l'administration de la caisse des aumônes pour les ouvriers en soie qui manquent de travail. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 36.

22 novembre 1788. — Lettre pastorale de Mgr l'archevêque de Lyon, Yves Alexandre de Marbeuf, pour exhorter les fidèles à secourir les pauvres ouvriers qui manquent de travail. — Impr., 8 p. — Ch. 7, 36.

1789. — Prospectus pour une souscription proposée par les syndics jurés gardes de la Communauté de la fabrique des étoffes d'or, d'argent et soie de la ville de Lyon en faveur des ouvriers privés de travail. — In-4, 4 p. — F. C.

22 octobre 1789. — Souscription ouverte par le Consulat en faveur des ouvriers sans travail. — In-4, 4 p. — F. C.

Adresse du 30 janvier 1790 à M. le président de l'Assemblée nationale par la Société philanthropique de Lyon. — F. C.

1790. — Opinion de la Chambre de commerce de Lyon sur une nouvelle création d'assignats, suivie de notes par un négociant de Lyon. — In-8, 24 p. — F. C.

1790. — Caisse patriotique de Lyon pour faciliter, par la division des assignats en mandats de 6 livres, le paiement des mains-d'œuvre et l'achat des comestibles. — In-8, 8 p. — F. C.

Caisse patriotique de la Chapellerie de la ville de Lyon pour l'échange des assignats de 2 et 300 livres en mandats de 20 sous, 30 sous et 3 livres, établie par diverses maisons de chapellerie. Du 2 mai 1791. — Lyon, A. de La Roche, 1791, in-4, 8 p.

1790. — Compte rendu des commissaires du Camp de Fédération à leurs commettants les citoyens de la ville de Lyon. — Lyon, imp. de Fauchaux, 1790, n-4, 15 p. — Id., in-folio.

Section V. — Soulèvements et coalitions.

1649. — Symptômes de rébellion des ouvriers en soie. L'Abondance délivre cinq cents années de blé à l'Aumône générale pour les nourrir. — BB 203.

1667. — Soulèvement des ouvriers en soie qui nécessite pendant plusieurs jours l'emploi de la force armée; compte des dépenses à ce sujet. — BB 222.

1668. — Procès de Fr. Sauge, l'un des principaux auteurs du soulèvement, qui avait « mesme eu la témérité de se servir faussement du nom et de l'ordre du Consulat pour faire signer nuitamment et par cabale un certain escrit soubz le titre de “ Remontrances à Mgr Colbert ” et qui ne tendoit qu'à porter les esprits à la division ». — BB 223.

9 juillet 1699. — Lettre du Consulat à Mgr de Villeroy, lors en Cour, pour l'informer des désordres commis à l'Hôtel de ville par les ouvriers en soie révoltés qui réclamaient la diminution du pain. — AA 127.

1717. — Sédition populaire et condamnation de deux ouvriers en soie, l'un aux galères à perpétuité, l'autre à cinq ans de la même peine. — BB 279.

4 août 1744. — De par le Roy : Les attroupements sont défendus. — Placard. — G. F. 30.

6 août 1744. — A illustres, très illustres seigneurs, Messieurs les doyen, chanoines et chapitre de l'Eglise, comtes de Lyon. — (Lettre signée par dix-huit maîtres ouvriers, dont Magnin.) — Ch. 7, 9.

Brevet du Régiment de la Calotte pour MM. les chanoines de l'église Saint-Jean et comtes de Lyon. — (Épigramme au sujet de l'émeute des taffetiers, en 1744). — *Recueil sur Lyon*, in-4. — Bibl. Acad.

BONNASSIEUX. — La question des grèves sous l'ancien régime. La grève de Lyon en 1744. — Paris 1882.

GONON. — Vaucanson à Lyon en 1744. Documents historiques pour servir à l'histoire de la ville de Lyon au XVIII^e siècle.

10 mars 1745. — De par le Roy : Défense aux maîtres, compagnons et apprentis de quitter leurs métiers et de sortir de la ville. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 9.

22 mai 1745. — Lettres patentes du Roy portant amnistie générale au sujet de la sédition excitée à Lyon au mois d'août dernier, données au camp devant Tournai. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 9.

1745. — Mandements certificatifs de 186,344 livres 12 sols 3 deniers pour « la plus grande partie des dépenses et fournitures qui ont été occasionnées par le séjour en cette ville de M. le comte de Lautrec, de même que des troupes tant de cavalerie qu'infanterie qui y ont été envoyées en exécution des ordres du Roy ». — BB 311.

1746. — Autres paiements pour le même objet. — BB 312.

2 septembre 1746. — Lettre du contrôleur général au prévôt des marchands l'informant que l'excédent du produit du droit sur les étoffes étrangères s'élève à 10,655 livres 7 sols 8 deniers, qui a été ainsi attribué aux victimes de l'émeute de 1744 : 1,500 livres à Bouton, 1,500 à Guillaume, 1,000 à Comte, 6,655 livres 7 sols 8 deniers à Montessuy sur les 30,000 livres qui lui ont été accordées. — Ch. 7, 36.

1760. — Procès-verbaux relatifs à des affiches de menaces contre divers et à des listes de mise à l'index. — G. F. 44.

1760. — Procédure criminelle contre Regny, Berger et autres, auxquels on trouva des listes sur papiers marqués et paraphés sans signature, sur lesquelles listes étoient les noms de tous ceux qui avoient signé les observations des maîtres gardes ouvriers, au moyen de quoy les Magnin en firent distribuer à tous les compagnons avec déffense et menace de maltraitement à aucun d'eux de travailler chez ceux qui y étoient dénommés. — R. G. F.

Insurrection de 1786. — AA 65.

Septembre 1786. — Lettres patentes du Roi portant amnistie générale au sujet de la sédition et de la révolte excitée à Lyon au mois d'août dernier. — Manuscrites, et signature de Louis XVI. — Impr., 4 p. — F. C.

Complainte historique sur le triste événement arrivé dans la ville de Lyon au mois d'août 1786, occasionné par une révolte faite par les ouvriers en soye et garçons chapeliers (sur l'air des *Pendus*). — Une feuille. — F. C.

CHAPITRE XII

La Communauté.

Section 1^{re}. — La Chapelle.

LIVRES DE LA CONFRÉRIE.

Livre des compagnons ouvriers des draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon commansé le quinziesme aoust mil six cent quarente un et fini le 15 aoust 1656.

Livre de la Confrérie. De 1641 à 1661. Contient les noms des maîtres et des courriers.

Livre de la recette de la Confrérie des marchands fabriquants et maîtres fabriquants en étoffes d'or, d'argent et de soye commencé le 15 août 1749 et fini le 15 août 1751.

Livre de rendements de comptes des courriers. De 1737 à 1775 inclusive-ment.

Livre des nominations annuelles des courriers de la chapelle de la Communauté des fabriquants de la ville de Lyon du 15 août 1755 au 15 août 1778.

DOCUMENTS PARTICULIERS.

22 mars 1641. — Fondation d'une Chapelle dans l'église des Dominicains ; explication du service que doivent faire les Pères dans ladite Chapelle pour 60 livres. — R. G. F.

4 décembre 1680. — Extrait du registre des jugemens.... : Ordonnance

consulaire portant que les droits de confrérie doivent être exactement payés. — Placard. — Ch. 7, 5.

24 novembre 1683. — Procédure de saisie-arêt et de demande en paiement d'une croix et de quatre chandeliers d'argent contre les courriers de la Chapelle. — G. F. 7.

Mars 1693. — Nouvelle procédure au sujet de la croix et des chandeliers en argent. — G. F. 10.

27 octobre 1725. — Mention du contrat de vente d'une chapelle dans l'église des RR. PP. Dominicains. — G. F. 18.

4 décembre 1727. — Les comptes des maîtres gardes et des courriers devront être rendus en présence d'un échevin et du procureur du roi. — Placard. — G. F. 19.

12 décembre 1741. — Nomination des courriers. — Ch. 7, 9.

7 août 1742. — Ordonnance consulaire portant que les maîtres gardes ne pourront enregistrer les apprentis et les compagnons qu'ils ne fassent apparoir de la quittance de la Confrérie. — G. F. 29.

6 mars 1766. — Lettre qui est le récit de la messe solennelle célébrée par la Communauté pour le repos de l'âme du Dauphin. — G. F. 52.

26 avril 1775. — Mémoire des courriers réclamant quelques réparations pour la Chapelle. — G. F. 54.

3 mai 1775. — Délibération sur les réparations à faire à la Chapelle. — G. F. 54.

1775. — Conventions avec les ouvriers pour les réparations de la Chapelle. — G. F. 54.

Section II. — Le Bureau.

20 septembre 1714. — Achat par les demoiselles Perrachon de Saint-Maurice, comtesses de Varax, etc., d'un terrain appartenant aux Dominicains « pour servir de lumière à l'acquisition de l'emplacement du Bureau ». — G. F. 14.

25 novembre et 14 décembre 1724. — Délibération et ordonnance l'hologuant pour l'achat du terrain du Bureau. — Ch. 7, 35.

21 février 1726. — Prix fait avec Jean Labitant, maître maçon, pour la bâtisse du Bureau. — G. F. 18.

6 mars 1726. — Compte de la charpente du Bureau. — G. F. 19.

15 mars 1726. — Trois plans du Bureau et de sa façade remis à cette date aux entrepreneurs. — G. F. 18.

Dessins de Perrache pour l'ornementation du Bureau et de la Chapelle de la Communauté. — G. F. 18.

10 juin 1727. — Prix fait pour les travaux de vitrerie du Bureau. — G. F. 19.

1735. — Inventaire des effets remis au sieur Philibert Volet, agent et secrétaire de la Communauté. — G. F. 33.

19 mai 1756. — Délibération de la Communauté pour faire des armoires aux archives. — Ch. 7, 35.

10 décembre 1756. — Convention avec les Dominicains pour construire dans le mur de leur dortoir une armoire pour les archives. — G. F. 41.

26 août 1776. — Arrêt du Conseil de Sa Majesté ordonnant la vente des

effets des corps et communautés de commerce de la ville de Lyon pour le produit être employé à l'acquittement de leurs dettes. — En note se trouve le récit de la saisie du Bureau et de la vente des effets de la Chapelle. — R. G. F.

Inventaire général de tous les effets appartenant à la Communauté des fabricants d'étoffes d'or. — G. F. 56.

17 septembre 1776. — Délibération de la Communauté autorisant les syndics maîtres gardes à présenter des remontrances au Roy et à former opposition, si le cas y échet, à l'arrêt du 26 août 1776 qui ordonne la vente des biens des corps et communautés, mais seulement en ce qui concerne le Bureau de la rue Saint-Dominique. — Ch. 7, 12.

1776. — Lettres et mémoires adressés à Turgot, Necker et Maurepas pour éviter la vente des effets de la Communauté. — R. G. F.

1776. — Requête des maîtres gardes au Consulat pour qu'il intervienne auprès de Sa Majesté et lui remontre combien le Bureau est nécessaire à la Communauté. — Ch. 7, 12.

1777. — Très humbles et très respectueuses représentations que font au Roi les fidèles sujets de deux classes réunies composant la Communauté appelée la grande Fabrique d'étoffes d'or, argent et soie de la ville de Lyon sur l'arrêt du Conseil du 26 août 1776 qui ordonne la vente des effets des communautés de ladite ville; ils demandent, « attendu qu'ils ont plus de biens que de dettes et que leur seul immeuble appelé leur Bureau d'assemblée leur est absolument nécessaire », à participer au bénéfice de l'article 42 de l'édit de rétablissement des corps et communautés de Paris. — Impr., 10 p. — Ch. 7, 12.

5 mars 1779. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui ordonne la vente et adjudication de la maison qui servait de Bureau à la grande Fabrique d'étoffes d'or, d'argent et soie de la ville de Lyon. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 12.

5 mars 1779. — Arrêt qui accorde un logement à la Communauté dans l'Hôtel de ville. — R. G. F.

1779. — Etat des dépenses faites pour l'établissement du Bureau à l'Hôtel de ville. — R. G. F.

Etat des effets cédés à la nouvelle Communauté de la fabrique conformément à une requête présentée à Mgr l'Intendant par les syndics et maîtres gardes en exercice lors de la levée des scellés de l'ancien Bureau. — Ch. 7, 36.

14 septembre 1779. — Ordonnance consulaire nommant un commissaire pour mettre les maîtres gardes en possession des effets de l'ancienne Communauté. — Ch. 7, 36.

15 septembre 1779. — Inventaire des effets du Bureau fait dans l'appartement qui sert de bureau à la Communauté dans l'Hôtel commun. — Ch. 7, 36.

5 avril 1781. — Divers mémoires sur la contestation entre les RR. PP. Jacobins et le sieur Vingtrinier, acquéreur de l'ancien Bureau de la fabrique. — R. G. F.

Section III. — Les maîtres gardes.

1° — Nomination.

1617. — Nomination des maîtres gardes et acte de remise des archives. — G. F. 1.

1618. — Décharge des titres et papiers transmis aux nouveaux par les anciens maîtres gardes. — G. F. 1.

1620. — Requête pour s'assembler et nommer deux maîtres jurés. — Ch. 7, 2.

Janvier 1628. — Nomination de deux maîtres gardes adjoints faite aux Cordeliers par le lieutenant général. — G. F. 2.

16 novembre 1638. — Règlement entre le Consulat et la Sénéchaussée par un arrêt du Conseil privé. La Sénéchaussée avait nommé deux maîtres gardes, Barthélemy Puget et Jean Rouet dit Vellay, empiétant ainsi sur les droits du Consulat. Il est défendu à la Sénéchaussée de faire à l'avenir ces nominations au préjudice du Consulat, et B. Puget et J. Rouet sont condamnés aux dépens. Jointe une volumineuse procédure. — Ch. 7, 3.

15 mai 1650. — Délibération de la Communauté portant nomination de deux gardes adjoints pour le soulagement des maîtres gardes. — G. F. 4.

19 janvier 1668. — Nomination de trente maîtres qui doivent, avec les anciens, choisir le sixième maître garde; elle n'a pu être faite « à la fin de l'année dernière et au temps porté par les réglemens à cause de quelques troubles et désordres survenus parmi les ouvriers dudit art et excitez par quelques mutins, qu'il a esté important de faire cesser ». — Impr., 4 p. — Ch. 7, 4.

24 décembre 1682. — Nomination d'un maître garde. — Ch. 7, 5.

14 janvier 1685. — Nomination par l'archevêque et comte de Lyon de deux maîtres gardes, « les marchands maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye nous ayant prié pour cette fois, sans tirer à conséquence, de vouloir nommer les deux anciens qui le doivent être suivant leurs réglemens par les trente maîtres et anciens ». — Ch. 7, 5.

4 décembre 1685. — Ordonnance consulaire portant règlement sur la nomination des maîtres gardes. — Ch. 7, 5.

16 janvier 1690. — Ordonnance de Mgr l'archevêque et comte de Lyon : Vu les difficultés soulevées par la nomination des maîtres gardes, il y en aura sept pour cette année et la suivante, ainsi nommés : les trois anciens, trois choisis par le Consulat et un par les trente maîtres ouvriers et les anciens maîtres gardes. — Ch. 7, 5.

23 décembre 1694. — Ordonnance consulaire relative à la nomination des maîtres gardes. — Placard. — Ch. 7, 5.

9 décembre 1698. — Permission d'assembler la Communauté pour désigner dix maîtres « pour en estre choisy deux pour nouveaux maistres gardes ». — G. F. 10.

1710. — Liste des maîtres présentés au Consulat pour être nommés maîtres gardes. Votes et signatures. — G. F. 12.

15 mars 1745. — Délibération de la Communauté pour la nomination de nouveaux maîtres gardes. — G. F. 31.

Décembre 1748. — Requête de Thève, maître ouvrier, qui avait été élu maître garde en 1744 pour 1745 et 1746, dont l'élection avait été cassée en raison de l'émeute. Il demande à être appelé de nouveau à la charge de maître garde, son expérience et sa probité étant connus; le public peut mal interpréter sa radiation et, en outre, il a fait des frais dans les trois mois de sa gestion. — G. F. 34.

13 décembre 1759. — Délibération de la Communauté pour la nomination des maîtres gardes. — Ch. 7, 19.

Décembre 1761. — Projet d'arrêt en cas d'opposition et d'appel à la prochaine nomination des maîtres gardes. — G. F. 46.

Mémoire signifié par les maîtres ouvriers de la manufacture des étoffes d'or, d'argent et de soie de la ville et fauxbourgs de Lyon et des provinces de Lyonnais, Forés et Beaujollois, demandeurs, contre les maîtres marchands de la même fabrique, défenseurs, au sujet de la nomination des maîtres gardes de 1761. — Impr., 36 p. — Ch. 7, 11.

12 février 1773. — Arrêt du Conseil qui casse et annule la nomination du sieur Reboul à la charge de maître garde, en raison qu'il étoit beau-frère par alliance avec le sieur Sponton, pour lors échevin en place. — R. G. F.

1^{er} avril 1777. — Observations que présentent à MM. les prévôt des marchands et échevins les ouvriers de la fabrique d'étoffes d'or, d'argent et soie sur la nomination des nouveaux syndics. — Ch. 7, 12.

Mémoire pour les anciens et nouveaux syndics maîtres ouvriers de la grande Fabrique, à eux joints la plus saine partie des membres de leur classe. — Ch. 7, 12.

Mémoire pour les anciens syndics maîtres marchands fabricants d'étoffes d'or, d'argent et soie de la ville de Lyon. — Ch. 7, 12.

5 août 1779. — Arrêt du Conseil nommant les sieurs Lucy, Benoit, Caillat, Guite, marchands fabricants, et Desplantes, Rousse, Villard, Glairon, maîtres ouvriers, maîtres gardes. — Ch. 7, 36. — Note. — R. G. F.

15 novembre 1783. — Requête à M. de Vergennes sur la difficulté qu'il y a à trouver des maîtres gardes capables, les anciens maîtres n'étant qu'agrégés et ne pouvant être nommés. — G. F. 55.

Pièces relatives aux maîtres gardes. (Diverses époques.) — Ch. 7, 12.

Pièces relatives à des litiges soulevés par la nomination des maîtres gardes. De 1739 à 1789. — Ch. 7, 13.

2° — Refus d'accepter la charge de maître garde.

1717 à 1719. — Volumineuse procédure contre Sibert, qui avait refusé d'être maître garde. — Ch. 7, 7.

1719. — Affaire Sibert, maître marchand, qui a refusé de remplir les fonctions de maître garde auxquelles il avait été appelé. — G. F. 15.

Mémoire sur l'affaire Sibert. — Impr., 10 p. — G. F. 29.

7 avril 1784. — Le sieur Fontebrune, nommé maître garde, refuse, à l'instigation du sieur Reboul, son associé. — G. F. 55.

3° — Solidarité pécuniaire des maîtres gardes en ce qui concerne leur gestion; Rendements de comptes.

18 décembre 1698. — Ordonnance consulaire imposant une caution aux maîtres gardes et réglant la manière de tenir les archives. — Ch. 7, 5.

1^{er} février 1716. — Arrest du Conseil d'Etat qui ordonne le remboursement de différents articles passés au rendement de comptes des maîtres gardes, défend l'exécution des délibérations de la Communauté si elles ne sont homologuées par le Consulat et défend de s'assembler sans autorisation par écrit du prévôt des marchands. — G. F. 15.

4 décembre 1727. — Ordonnance consulaire portant que les comptes des maîtres gardes des communautés seront rendus en présence d'un échevin et du procureur du roi. — Placard. — G. F. 19.

28 août 1764. — Requête présentée au Conseil par les sieurs Manechalle, Lagneau et Gaudin aux fins d'obtenir d'être dégagés de la solidarité pour les sommes dues par le sieur Sonnerat, maître garde failli. — G. F. 50.

1764. — Pièces relatives à Sonnerat et à ses confrères, appelés solidairement en garantie de sa gestion. — G. F. 49.

14 mars 1765. — Délibération de la Communauté relative au sieur Sonnerat. — G. F. 50.

21 mars 1765. — Délibération donnant procuration aux maîtres gardes pour poursuivre Sonnerat et ses collègues tenus solidairement. — G. F. 50.

10 avril 1766. — Délibération portant acceptation des offres du sieur Sonnerat. — G. F. 50.

4° — Égalité des maîtres gardes marchands et ouvriers ; Indemnités.

7 août 1732. — Ordonnance consulaire sur requête portant qu'il sera bonifié à chaque maître garde ouvrier une somme de 200 livres par année pour l'indemniser, et que pareille somme sera allouée aux maîtres gardes marchands qui justifieront l'avoir dépensée. — G. F. 22. — Ch. 7, 13.

7 août 1732. — Ordonnance consulaire sur requête allouant 150 livres au maître qui tient le Bureau pendant les six mois de sa régie. — Ch. 7, 13.

12 avril 1734. — Ordonnance consulaire attribuant aux maîtres gardes une part plus élevée sur les droits de réception des étrangers et forains à la maîtrise. — G. F. 23.

1737. — Requête pour obtenir l'augmentation de l'indemnité accordée à celui qui tient le Bureau. — G. F. 26.

14 décembre 1740. — Requête présentée par les maîtres et gardes ouvriers par laquelle il demandent à MM. du Consulat de tenir le Bureau de semestre à leur tour et rang pendant trois mois et d'avoir également le maniement des deniers pendant ledit temps. — R. G. F.

6 décembre 1741. — Requête en récidive des maîtres gardes ouvriers par laquelle ils persistent de vouloir tenir le Bureau et la caisse et d'établir un coffre-fort pour fermer l'argent et les titres et d'en avoir une clef, les marchands ayant l'autre. — R. G. F.

Juillet 1764. — Projet de l'Intendant sur l'égalité du nombre des maîtres gardes des deux classes. — G. F. 50.

Réponse des maîtres marchands à la proposition d'admettre une égalité dans le nombre des maîtres gardes. — Ch. 7, 11.

12 avril 1775. — Délibération accordant à chaque syndic en exercice ou ancien qui assistera aux assemblées un jeton d'argent aux armes de la Communauté. — G. F. 54.

4 mars 1780. — Requête au Consulat lui remontrant que le vingtième des droits attribués aux jurés gardes est insuffisant, surtout pour les gardes ouvriers. — R. G. F.

5° — Fonctions des maîtres gardes ; Visites ; Expertises.

Fin XVIII^e siècle. — Note de ce que doivent faire MM. les maîtres gardes dans le courant de l'année. — G. F. 56.

8 septembre 1620. — Requête présentée à la Sénéchaussée par les maîtres

gardes pour que désormais il leur fût permis de se faire assister d'un huissier dans leurs visites. — G. F. 2.

29 mars 1621. — Sentence de la Sénéchaussée sur un différend entre un maître ouvrier et les maîtres gardes. Le premier ayant eu discussion avec ceux-ci, informe le Sénéchal qu'ils accommodaient souvent avec les parties dans les contraventions et en tiraient de l'argent. Il est ordonné que les maîtres gardes devront rendre compte des deniers qu'ils ont ainsi soustraits et défense leur est faite de récidiver. — G. F. 2.

8 juin 1706. — Ordonnance consulaire ensuite d'une requête portant qu'il est permis de visiter chez tous particuliers soupçonnés de contravention aux règlements, même chez ceux qui ne seroient pas du métier. — R. G. F.

12 septembre 1711. — Avis des maîtres gardes sur deux pièces d'étoffes formant procès entre un fabricant de Nîmes et un marchand de Montpellier. Cet avis est donné à la demande de l'intendant du Languedoc. — G. F. 12.

21 mai 1755. — Procès-verbal d'excuses d'un marchand fabricant qui avait calomnié les maîtres gardes, déclarant qu'ils lui avaient offert d'annuler une saisie moyennant 1,500 livres. — G. F. 40.

3 décembre 1760. — Déclaration et excuses faites en plein bureau par Benoît Terme, marchand boutiquier, qui avoit injurié les sieurs Penet, Devirieux, Biron et Guedan chez le suisse de l'Hôtel de ville où ils étoient à boire. — R. G. F.

14 novembre 1761. — Plaintes par Devirieux et Desplantes, maîtres gardes, contre divers, et notamment Magnin, qui les avaient insultés. — G. F. 46.

Mai 1771. — Un maître se plaint au Consulat qu'une pièce fond argent a été abîmée par la mauvaise odeur et cite le sieur Laboré, entrepreneur de vidanges des latrines. Le Consulat les renvoie devant les maîtres gardes qui estiment le dommage causé à 10 sols par aune, que le sieur Laboré devra payer. — G. F. 53.

Liasse de contraventions pour injures aux maîtres gardes accomplissant leurs visites. — Ch. 7, 17.

22 mai 1790. — Délibération du Corps municipal de la ville de Lyon concernant les visites prescrites par le règlement annexé à la déclaration du Roi du 30 août 1782 concernant les communautés d'arts et métiers de la ville de Lyon. — Impr. in-4, 4 p. — F. C.

Section IV. — Délibérations de la Communauté.

Délibérations de la Communauté du 11 mai 1730 au 23 juillet 1732. — G. F.

Recueil des délibérations du bureau de la Communauté de la grande Fabrique. — Deux registres in-folio, incomplets, de 1745 à 1765 et de 1754 à 1755. — Bibl. Ch. de C.

Avis et délibérations de la Communauté des fabricants du 37 août 1755 au 4 mai 1774. — G. F.

Section V. — Comptes de la Communauté.

DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

Livre de raison à parties doubles établi en l'année 1730, commençant à l'exercice des maîtres gardes des six premiers mois de 1714, les comptes antérieurs ayant été apurés par arrêt du Conseil du 1^{er} février 1716. Joint un répertoire alphabétique. Ce livre va jusqu'à la fin de 1744.

Grand livre de raison de 1745 à janvier 1777, avec son répertoire alphabétique.

Livre des rendements de comptes du Bureau de la grande Fabrique. Il comprend les quatre derniers mois de 1779 et va jusqu'à juillet 1790.

DOCUMENTS PARTICULIERS.

Feuille qui est un relevé des sommes touchées et payées par les maîtres gardes de 1692 à 1705. — Ch. 7, 31.

Etat de la recette et de la dépense de la Communauté depuis 1692 jusqu'à la fin de 1712. — Ch. 7, 31.

13 mai 1694. — Reddition de comptes des maîtres gardes. — G. F. 10.

11 janvier 1697. — Rendement de comptes. — G. F. 10.

Dépense effective de 1714 à 1738 y compris. — G. F. 27.

Recette effective de 1714 à 1738 y compris. — G. F. 27.

1713. — Mémoire pour les sept cents maîtres marchands et maîtres ouvriers représentant la plus saine et meilleure partie de la Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon, opposans et demandeurs, contre les maîtres gardes de ladite Communauté en charge les années 1712 et 1713, deffendeurs. Le Moyne, avocat, — Impr., 16 p. — Ch. 7, 33. — (Il s'agit, ainsi que dans toute la procédure qui suit, d'une contestation sur les comptes de certains maîtres gardes qui seraient redevables de sommes assez élevées.)

24 février 1714. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy concernant les comptes des revenus et droits de la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de la ville et fauxbourgs de Lyon. — Impr., 8 p. — Ch. 7, 32.

Mémoire pour les maîtres gardes de la Communauté des marchands fabricants en étoffes de soye, d'or et d'argent de la ville de Lyon, deffendeurs, contre Gabriel Brion et autres, demandeurs. — Ch. 7, 35.

31 janvier 1715. — Compte en recettes et dépenses de la régie et administration des revenus et droits de la Communauté des ouvriers en étoffes d'or, d'argent et de soye depuis l'année 1692 jusques et compris l'année 1712. — Ch. 7, 33.

2 juillet 1715. — Dires et débats que fournissent les soussignez, Ant. Lamilleret, Michel dit Estienne Fouilloux, nommés par arrest du Conseil du 24 février 1714, Théodore Rojon, Joachim Richard, Claude Penet et Bonaventure Batheon, nommés par Mgr l'Intendant en la généralité de Lyon, contre les comptes des revenus et droits de la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en

draps d'or, d'argent et de soie de la ville de Lyon qui ont été rendus et à eux présentés par devant MM. les prévôt des marchands et eschevins de ladite ville par les maîtres gardes de ladite Communauté depuis l'année 1692 jusques et comprise l'année 1713, le tout conformément au susdit arrêt du 24 février 1714, contenant redressement desdits comptes. — Impr. in-folio, 32 p. — Ch. 7, 34.

Les cartons 32, 33, 34 et 35 contiennent un grand nombre de pièces de pure procédure, inventaires, réponses à répliques, contredits, soutènements de comptes, mémoires, délibérations dont l'énumération n'offre pas un grand intérêt. Ce procès se termina par un :

Arrêt du Conseil du 1^{er} février 1716, ordonnant le rapport par divers maîtres gardes ou leurs héritiers de 2,417 livres au lieu des 215,928 livres réclamées. Il règle qu'à l'avenir aucune délibération relative à des dépenses pour procès, députations, voyages, etc., ne pourra être exécutée qu'après homologation du Consulat, que les comptes devront être rendus par les maîtres gardes dans la quinzaine qui suit leur sortie de charge en présence du Consulat, qui les fera parvenir au secrétaire du Conseil du commerce. Enfin, il est défendu aux maîtres, compagnons et apprentis de faire des assemblées et de lever des deniers sans l'autorisation du Consulat. — Ch. 7, 35.

1747. — Relevé des erreurs de comptes sur les dix-neuf années précédentes. — G. F. 32.

8 juillet 1752. — Etat des sommes dues à différents particuliers par la Communauté tant en principal qu'en intérêts annuels, y joint les pentions, les honoraires et autres frais qu'elle est obligée de payer chaque année. — (Cet état, qui comprend la période entre 1727 et le 8 juillet 1752, accuse une dette de 345,490 livres 10 sols qui nécessite le service de 18,999 livres 10 sols de rentes et intérêts annuels.) — Ch. 7, 36.

2 avril 1763. — Déclaration du Roi portant défenses aux corps et communautés de marchands et artisans du royaume d'emprunter sans y avoir été autorisés par lettres patentes. — Impr., 4 p. — G. F. 47.

2 août 1764. — Lettre de l'Intendant sur l'état des dettes et revenus de la Communauté que le Conseil a demandé en conséquence de la déclaration du Roi du 11 février 1764. — G. F. 50.

20 avril 1765. — Procès-verbal de l'assemblée tenue à l'Intendance et relative à l'administration des deniers et à la garde des papiers. — G. F. 51.

23 avril 1765. — Délibération des maîtres marchands déclarant vouloir s'en tenir au règlement de 1744 en ce qui concerne l'administration des deniers et la garde des archives. — G. F. 51.

1777. — Demande formée par M. de Flesselles, intendant à Lyon, au Bureau pour connoître l'état, situation et faculté de la fabrique, contenue en onze questions, avec les réponses. — R. G. F.

5 janvier 1780. — Tableau de la situation de la Communauté après la vente de ses effets. — R. G. F.

Mai 1780. — Examen des comptes des maîtres gardes. — G. F. 54.

2 juillet 1780. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roi pour la comptabilité des communautés d'arts et métiers de la ville de Lyon. — Impr., 4 p. — G. F. 54.

Moyens fournis par la Communauté contre le jugement du 14 juin 1780 des commissaires généraux, députés pour procéder à la liquidation des dettes des communautés. — Ch. 7, 36.

Section VI. — Perception des droits.

1667. — Déclaration du secrétaire de la Ville remontrant qu'il n'a jamais perçu les 20 sols à lui attribués pour l'inscription des maîtres et qu'il ne les percevra jamais. — Ch. 7, 4.

6 juin 1679. — De par le Roy et Mgr l'archevêque et comte de Lyon : Ordonnance fixant les droits à payer par les compagnons étrangers et forains. — Placard. — Ch. 7, 5.

11 octobre 1692. — Arrest du Conseil d'Estat du Roy rendu en faveur de la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon portant permission d'emprunter 38,500 livres pour le paiement de la taxe faite sur ladite Communauté, avec attribution de nouveaux droits jusqu'au remboursement et extinction de ladite somme empruntée. — Impr., 8 p. — Ch. 7, 31.

2 septembre 1704. — Délibération de la Communauté pour obtenir le rétablissement des droits tels qu'ils ont été établis par l'arrêt du 11 octobre 1692. — G. F. 11.

20 septembre 1704. — Arrest du Conseil d'Estat du Roy portant le rétablissement des nouveaux droits qui avoient été ci-devant établis par un autre arrest du Conseil d'Estat du 11 octobre 1692 sur les marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye et sur les apprentifs et compagnons dudit art, lesquels nouveaux droits doivent subsister jusques à l'entière délibération de la Communauté pour les sommes qu'elle a été obligée d'emprunter afin de payer les taxes faites sur icelle. — Placard. — Ch. 7, 31.

9 août 1707. — Arrêt du Conseil d'Estat approuvant les emprunts faits par la Communauté, augmentant les droits et imposant aux maîtres l'obligation de se faire enregistrer. — Ch. 7, 31.

Observations pour servir d'instructions à répondre au mémoire distribué sous le nom collectif de sept cents maîtres ouvriers en soye opposans à l'exécution de l'ordonnance consulaire du 25 octobre 1711 et à l'arrêt du Conseil qui l'a homologuée, rendu le 1^{er} mars 1712. — (Il s'agissait de l'augmentation des droits et les opposans offrent de démontrer que, loin d'être endettée, la Communauté doit avoir un excédent. C'est le point de départ du grand procès en apurement de comptes fini par l'arrêt de 1716.) — Ch. 7, 31.

18 décembre 1720. — Requête de la Communauté pour obtenir la diminution des droits de réception et ordonnance consulaire y faisant droit. — Impr., 4 p. — Placard. — Ch. 7, 7. — G. F. 15.

20 mars 1727. — Ordonnance consulaire portant règlement pour les droits appartenant aux deux hôpitaux de Lyon sur les communautés des arts et métiers. — Placard. — G. F. 18.

22 juin 1728. — Ordonnance consulaire remettant les droits au taux fixé par l'ordonnance du 19 décembre 1720. — Placard. — G. F. 20. — Ch. 7, 13.

7 août 1732. — Ordonnance consulaire fixant le droit à prélever pour les pauvres de la Communauté sur chaque réception. — G. F. 22.

28 septembre 1753. — Ordonnance consulaire portant que P. Briquet sera reçu compagnon et même maître et ne payera pour le tout que 104 livres, attendu le service de Sa Majesté et que ledit avoit fourni un compte dans le

temps du règlement de 1737, ce qui formoit une espèce d'engagement pour le Bureau de le recevoir pour la taxe dudit règlement de 1737. — R. G. F.

28 juillet 1767. — État des droits qui se perçoivent dans la Communauté pour les diverses réceptions en conséquence de l'arrêt du mois de mai 1767 portant création de privilèges ou maîtrises dans les communautés du royaume. — G. F. 53.

8 avril 1770. — Ordonnance consulaire rendue sur la demande du Bureau; il est dit que chaque maître garde et adjoint proposera un fils de maître ou compagnon en état d'être reçu maître et qu'au moyen qu'ils épousent, autant que faire se pourra, des filles de maîtres, ils seront reçus maîtres gratis en considération du mariage de Mgr le Dauphin, « toutefois que la valeur du droit soit porté en droit dotal dans le contract de la fille, ce qu'ils seront tenus de justifier ». — R. G. F.

Section VII. — Taxes levées par le Roi.

11 octobre 1692. — Arrest du Conseil d'Etat rendu en faveur de la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon portant permission d'emprunter la somme de 38,500 livres pour le payement de la taxe faite sur ladite Communauté. — Impr. in-4, 8 p. — F. C.

Etat de toutes les sommes que la Communauté des marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye a payé au Roy pour différentes taxes depuis 1692 jusqu'à la fin de 1712. — Ch. 7, 31.

5 juillet 1704. — Signification à la Communauté d'avoir à payer au Roi, en vertu de l'arrêt du 1^{er} avril, 18,000 livres et les 2 sols par livre pour la confirmation d'hérédité des offices d'auditeurs des comptes et de trésorier de la bourse commune et pour jouir de 362 livres de gages effectifs. — G. F. 11.

2 septembre 1704. — Délibération de la Communauté demandant qu'il lui soit permis d'emprunter. — G. F. 11.

1704. — Requête de la Communauté pour obtenir diminution des taxes pour la charge de payeur et receveur de la bourse commune et pour la confirmation d'hérédité des jurés syndics et auditeurs des comptes. — G. F. 11.

Octobre 1704. — Edit du Roy portant création de deux offices de conseillers du roy, inspecteurs généraux des manufactures dans chacune des provinces et généralités du royaume, de commissaires visiteurs contrôleurs des manufactures en chacune des villes et lieux nécessaires et d'un garde concierge en chacune des halles aux draps et aux toiles, à l'exception de la ville de Paris. — Impr., 12 p. — Ch. 7, 31.

3 octobre 1705. — Déclaration du Roy qui permet à la Communauté des maîtres ouvriers et fabriquants en draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon d'emprunter la somme de 22,000 livres pour estre employée au payement de pareille somme imposée sur ladite Communauté pour sa part de la finance des offices d'inspecteurs généraux et autres offices des manufactures supprimés par la déclaration du 30 décembre 1704. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 31.

5 juin 1711. — Lettre d'avis annonçant que l'Intendant a modifié la taxe

pour la réunion des deux lettres de maîtrise créées par édit du mois d'août 1709 à 27,000 livres et les 2 sols, au lieu de 35,000 livres. — G. F. 12.

15 septembre 1711. — Itératif commandement d'avoir à payer les 27,000 livres des lettres de maîtrise. — G. F. 12.

24 octobre 1711. — Signification à la Communauté d'avoir à se conformer à l'édit de juin 1710 portant que 20 sols de droits doivent être payés par brevet d'apprentissage. — Impr., 4 p. — G. F. 12.

16 novembre 1711. — Sommation à la Communauté d'avoir à payer les 27,000 livres et les 2 sols par livre des lettres de maîtrise. — G. F. 12.

29 novembre 1711. — Ordonnance consulaire portant que les apprentis de la Charité ne paieront aucun droit pour raison d'enregistrement d'apprentis. — G. F. 12.

15 décembre 1711. — Procuration passée aux maîtres gardes pour emprunter 29,700 livres pour acheter les charges de gardes des archives. — G. F. 12.

25 avril 1712. — Requête du receveur demandant un état des maîtres pour percevoir le droit de 40 sols par maîtrise une fois payé. — Impr. — G. F. 12.

25 avril 1712. — Réponse de la Communauté prouvant que ce droit n'est pas dû, vu que le Corps n'est pas sujet à l'arrêt qui le crée, n'étant pas juré ni à bourse commune. — G. F. 12.

Septembre 1720. — Pièces relatives au paiement de la finance pour la confirmation d'hérédité des auditeurs des comptes. — G. F. 15.

5 avril 1723. — Arrest du Conseil d'Etat par lequel les communautés des maîtres ouvriers et artisans de la ville de Lyon dépendants de la juridiction du Consulat sont maintenus et conservés dans tous leurs privilèges, franchises et exemptions de lettres de maîtrise créées et à créer pour heureux avènements, mariages, naissances de princes ou autre cause que ce puisse être. — Impr., 4 p. — F. C.

20 octobre 1742. — Ordonnance du Roi portant augmentation de trente mille hommes de milice; la Communauté est taxée à quatre-vingts hommes. — G. F. 29.

17 décembre 1742. — Délibération de la Communauté : Assemblée des maîtres marchands qui décide d'emprunter 20,000 livres pour payer quatre-vingts soldats que la Communauté est chargée de fournir. — Ch. 7, 9.

18 décembre 1742. — Délibération des maîtres ouvriers sur le même objet; ils donnent pouvoir aux maîtres gardes d'emprunter la somme nécessaire. — Ch. 7, 9.

20 décembre 1742. — Homologation par le Consulat des précédentes délibérations. — Ch. 7, 9.

10 septembre 1743. — La Communauté prévoit qu'elle sera taxée d'un certain nombre de miliciens et décide d'emprunter 25,000 livres. — Ch. 7, 9.

11 octobre 1743. — Etat de répartition des miliciens que doivent fournir les corps et communautés. Reçu de 1,600 livres versées par la Communauté pour l'équipement de ses cinquante miliciens à raison de 32 livres par homme. — Ch. 7, 9.

21 septembre 1745. — Délibération de la Communauté qui se départit de la préférence qui lui est accordée par l'édit de février 1745 pour l'achat des offices d'inspecteurs et contrôleurs, en raison de sa pénurie. — G. F. 31.

16 novembre 1745. — Nouvelle délibération donnant aux maîtres gardes

pouvoir de faire les soumissions nécessaires, le contrôleur général ayant fait espérer une diminution. — G. F. 31.

22 août 1747. — Ordonnance consulaire sur requête portant que les marchands et maîtres ouvriers seront tenus de payer à l'avenir chaque année 40 sols pour droit de visite attribué aux offices d'inspecteurs et contrôleurs achetés par la Communauté. — Placard. — G. F. 33.

8 mai 1748. — Copie par notaire du reçu des 220,000 livres comptées au Roy par la Communauté pour les offices d'inspecteurs et contrôleurs. — G. F. 31.

1749. — Titres et copies des originaux des quittances des finances. — G. F. 35.

18 avril 1752. — Réception gratis à la maîtrise de Milan, qui s'était, après son apprentissage, « engagé au service du Roy dans le nombre des miliciens fournis par la Communauté des marchands et maîtres fabriquant en étoffes de soye de cette ville, sous la promesse qui luy fut faite alors d'estre reçu maître dans ladite Communauté sans paier aucuns droits s'il revenait du service ». — G. F. 38.

16 janvier 1759. — En marge de la mention de l'édit du mois d'août 1758 portant création d'un million effectif de gages, se trouve : « La quittance originale des 100,000 livres concernant l'édit ci-contre a été enlevée des archives de la Communauté par ordre du Roi, par le sieur Delhorme, sequestre dans l'affaire de la saisie des livres des communautés supprimées en 1776. » — R. G. F.

30 mars 1759. — Délibération de la Communauté demandant au Roi de diminuer le chiffre de la taxe imposée par édit d'août 1758 pour supplément de finances et augmentation de gages, et de rendre un arrêt permettant de contracter un emprunt et d'hypothéquer les biens présents et à venir de tous les membres de la Communauté. — G. F. 44.

16 avril 1759. — Mémoire pour obtenir une modération sur la taxe. — G. F. 44.

28 juillet 1759. — Mémoire de la fabrique de Lyon au sujet de l'emprunt qu'elle est obligée de faire pour la taxe du supplément de finances ordonné par l'édit du mois d'août 1758 et pour les rôles arrêtés au Conseil à cause des offices d'inspecteurs et contrôleurs créés et réunis en 1745. — G. F. 45.

21 août 1759. — Requête sur le même sujet. — G. F. 45.

29 septembre 1759. — Arrêt du Conseil d'Etat qui permet aux maîtres gardes d'hypothéquer tous les biens présents et à venir des membres de la Communauté pour raison de la taxe des 100,000 livres. — R. G. F.

Mai 1767. — Edit du Roi concernant les arts et métiers. (Création de lettres de privilèges.) — Impr., 4 p. — G. F. 53.

28 juillet 1767. — Avis de la Communauté refusant d'acheter les lettres de maîtrise qui viennent d'être créées. — G. F. 53.

1^{er} décembre 1767. — Ordonnance consulaire portant obligation pour les maîtres gardes d'enregistrer le nommé Rousset, acquéreur d'une lettre de privilèges. — G. F. 53.

30 avril 1768. — Lettre du contrôleur général à M. le prévôt des marchands qui permet la réception des maîtres non obstant qu'il n'y ait qu'une lettre de privilèges vendue; y joint plusieurs requêtes de compagnons qui demandoient à être reçus. — R. G. F.

Appert par les registres de la Communauté des fabricants qu'avant la saisie faite en septembre 1776 de son immeuble et de ses effets, elle avoit à elle appar-

tenant quatre quittances des finances signées Bertin, receveur des revenus casuels de Sa Majesté, sur lesquelles elle avoit pris des titres nouveaux. — G. F. 56.

Section VIII. — Les impôts.

Décembre 1707. — Poids et mesures. Explication des fonctions des contrôleurs visiteurs des poids et mesures avec le tarif des droits. — Impr., 8 p. — G. F. 41.

1758-1759. — Rôle de la capitation de la grande Fabrique et de ses dépendances pour les vingt-huit quartiers de la ville. — CC 178.

1761. — Rôle pour les quartiers de la place Saint-Pierre, de la Juiverie, de la rue Tupin, de la rue Neuve, de Bon-Rencontre, de tous les fabricants et autres individus susceptibles d'être compris dans le rôle général de la grande Fabrique conformément aux instructions fournies par l'Intendant de la généralité de Lyon. — CC 179.

25 avril 1765. — Mémoire fait et prononcé à l'assemblée de MM. les notables du 25 avril 1765 par le sieur Lassausse, ancien maître garde, à l'occasion d'un nouvel impôt proposé sur les soyes. — G. F. 51.

1765. — Mémoire des maîtres ouvriers fabricants contre l'industrie. — G. F. 51.

Janvier 1766. — Diverses ordonnances rendues par l'Intendant sur la taxe de capitation depuis l'année 1759 jusques et y compris l'année 1766. — G. F. 51.
Février 1766. — Mémoire de la Communauté au sujet de la milice. — G. F. 51.

Avril 1766. — Mémoire relatif à la capitation des domestiques. — G. F. 52.
— Mémoire relatif à l'industrie. — G. F. 52.

Pièces relatives à la capitation de 1768. — G. F. 53.

1770. — Rôle des marchands, des maîtres fabricants et des autres ouvriers ou employés de la grande Fabrique faisant partie du quartier Saint-George avec indication de leur qualité, des rues et des maisons où ils demeuroient, du nombre de leurs enfants et de leur cote de capitation et d'industrie. — CC 180.

1770. — Rôles des marchands, des maîtres et autres ouvriers de la grande Fabrique, de divers quartiers. — CC 181.

Livre des délibérations concernant les capitations et industries commencé le 7 mars 1770 et fini le 28 may 1777. — (Ce sont les avis des maîtres gardes sur les modérations et remises.) — Registre de la Communauté.

Répertoire par ordre alphabétique des marchands, des fabricants, des ouvriers et employés divers de la grande Fabrique de Lyon, précédé de deux autres répertoires, l'un particulier pour découvrir la cote de chaque quartier, l'autre indiquant les quartiers suivant leur cote. — CC 182.

11 juin 1771. — Moyens pour les observations à faire à l'Intendant sur les taxes de capitation et d'industrie dont la répartition avait été ôtée à la Communauté. — G. F. 53.

CHAPITRE XIII

**Lutte de la Communauté contre ce qui porte atteinte
à son monopole.****Section I^{re}. — Procès et frais divers de procédure.**

4 septembre 1646. — Paul Justy a obtenu, en raison de l'heureuse naissance de Sa Majesté, une lettre de maîtrise confirmée par sentence de la Sénéchaussée. Les maîtres gardes font appel au Parlement et Justy se désiste, déclarant tenir pour nulle sa lettre de maîtrise. — G. F. 3.

1673. — Mémoire des frais, salaires, vacations et deniers déboursés deus à M. Girard le jeune, procureur en la Cour, comme ayant succédé à feu M. Poura, par les maîtres et gardes des ouvriers en draps d'or et d'argent de la ville de Lyon; ce mémoire s'élève à 1,121 livres 25 sols. — G. F. 7.

Livre de copies de lettres du 20 janvier 1686 au 7 juillet 1720 contenant les correspondances adressées aux avocats de la Communauté. — G. F. 8.

18 avril 1719. — Députation à Paris du sieur Gayet pour la poursuite des procès engagés au Parlement par la Communauté. — Ch. 7, 7.

11 avril 1720. — Copie de l'arrêt obtenu par Quinson et Charbonnet portant privilège pour les velours. — G. F. 15.

— Mémoire pour les velours signé par la Communauté pour faciliter l'opposition qu'elle a faite à l'arrêt portant établissement d'une fabrique royale de velours en faveur des sieurs Quinson et Charbonnet. — G. F. 15.

6 mai 1720. — Délibération de la Communauté homologuée par le Consulat donnant procuration à Navarre et Duperet, députés à Paris pour l'opposition contre le privilège de Quinson et Charbonnet. — G. F. 15.

1720. — Mémoire pour les marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon sur l'arrêt du Conseil du 11 avril 1720 rendu sur les remontrances de sieur Roch Quinson et Charbonnet, marchand et maître dudit art. — Impr., 8 p. — G. F. 15.

21 février 1722. — Arrêt du Conseil portant que le privilège des sieurs Quinson père et fils est, de leur consentement, subrogé à la Communauté pour en jouir au moyen de 6,000 livres que celle-ci leur a comptées. — G. F. 16.

6 août 1722. — Quittance de 6,000 livres passée à la Communauté par les sieurs Quinson. — G. F. 16.

1723. — Mémoire présenté pour obtenir du Roy l'exemption de lettres de maîtrise pour son avènement à la couronne, vu que l'art est et doit être compté au nombre de ceux où l'ignorance est nuisible. — G. F. 16.

7 mars 1724. — Délibération de la Communauté pour députer à Paris une personne éclairée au sujet du procès engagé contre les guimpiers qui prétendent à la liberté de fabriquer ou faire fabriquer toutes sortes d'étoffes mélangées. — Ch. 7, 7.

Avril 1724. — Convention avec M^e L. Guichard, avocat en Parlement et es cours de cette ville, député à Paris pour les procès de la Communauté. — Il est convenu que, outre les frais de voyage, déboursés, faux frais de carrosses, étrennes, gratifications et autres dépenses inévitables, le sieur Guichard recevra 40 livres par jour « pour le dédommagement de son cabinet pendant son absence, pour sa dépense et de son valet en la ville de Paris ou pour reconnaissance des soins et peines qu'il y prendra ». — G. F. 17.

18 janvier 1726. — Compte de M^e L. Guichard, avocat, envoyé à Paris pour les affaires de la Communauté. — M^e Guichard resta à Paris du 13 avril 1724 au 4 septembre 1725. Il réclame, entre autres : Voyage de Lyon à Paris avec un domestique et port des hardes, 225 livres; frais de carrosses depuis son arrivée à Paris jusques à la fin du mois de janvier 1725, 468 livres; épices des conclusions dans l'affaire contre les guimpiers et tireurs d'or, 369 livres 10 sols; pour frais de carrosses depuis le 1^{er} février 1725 jusques à son départ de Paris, « les pluies ayant esté presque continuelles », 475 livres; frais de retour, 225 livres; honoraires de 40 livres pendant cinq cent dix-sept jours, montant 20,680 livres; soit en tout 24,387 livres 14 sols 4 deniers. — G. F. 18.

16 juin 1731. — La Communauté est reçue opposante à l'enregistrement de l'arrêt portant privilège exclusif obtenu par un sieur Tixier d'établir des manufactures d'étoffes de soye drapées et foulées. — Impr., 8 p. — G. F. 21.

10 juillet 1731. — Signification à la Communauté de l'enregistrement de l'arrêt du sieur Tixier. — Impr., 4 p. — G. F. 21.

22 décembre 1746. — Deptes payées par la Communauté en l'acquit des ouvriers pour celles contractées par la suite du procès au sujet du règlement de 1737. (S'élèvent à 33,294 livres 15 sols 3 deniers.) — R. G. F.

1^{er} mai 1752. — Délibération nommant M. Joliclair avocat de la Communauté « pour être consulté et écrire dans les affaires qui se présentent journellement ». Il lui sera payé 200 livres par an, sauf pour les affaires extraordinaires. — G. F. 38.

25 mars 1755. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui ordonne que les sujets qui justifieront d'un apprentissage et compagnonnage chez les maîtres d'une ville du royaume quelconque où il y a jurande seront admis à la maîtrise de leur profession dans les communautés d'art et métier de telle autre ville du royaume qu'ils jugeront à propos de choisir, à l'exception de ce qui concerne les communautés, compagnons et apprentis des villes de Paris, Lyon, Lille et Rouen, par rapport auxquels il ne sera, quant à présent, rien innové. — Impr., 4 p. — G. F. 40.

Avril à juillet 1755. — Lettres de M. Genève l'ainé, député à Paris au sujet des mémoires de de Gournay, des commandites et des largeurs. — G. F. 40.

13 avril 1757. — Requête au contrôleur général contre le sieur Blache, maître ouvrier, qui avait obtenu la permission d'avoir huit métiers chez lui et son droit de marchand gratis, pour avoir inventé des étoffes nouvelles; la Communauté s'oppose à ces faveurs, vu que cette affaire n'a pas passé devant le Bureau. — G. F. 42.

27 mars 1759. — Lettre de l'Intendant aux maîtres gardes. Le sieur Dumas ayant été autorisé à établir à la campagne, dans le château de Bouthéon, en Forêt, une fabrique de velours de Gênes, il leur est enjoint de ne pas s'opposer au transport de trois à quatre métiers avec leurs ustensiles. — G. F. 14.

1759. — Comptes de P. Collin, agent de la Communauté à Paris, pour l'affaire du règlement contre Magnin et consorts. (S'élèvent à 7,862 livres.) — G. F. 45.

1761. — Lettres et comptes de M. Bouron, procureur au Parlement. — G. F. 46.

1766. — Pièces relatives aux frais avancés par Magnin pour l'affaire du règlement. Il réclame 10,946 livres 5 sols, sur lesquels la Communauté lui a déjà versé 6,523 livres 13 sols 3 derniers. Un compte va du 9 mars 1749 à mars 1764; un nouveau détail de dépenses pour frais de mars 1764 au 27 juillet 1766 s'élève à 289 livres 10 sols. — G. F. 45.

6 avril 1767. — Délibération supprimant la place et les honoraires d'avocat de la Communauté pour épargner 200 livres de fixe d'honoraires à la Communauté dans les temps calamiteux qui régnoient. — R. G. F.

15 mai 1767. — Avis de la Communauté sur la demande du sieur Sonnerat qui veut établir hors la ville une fabrique de quarante métiers, dans laquelle il emploiera toutes sortes d'ouvriers sans distinction d'âge ni de sexe; comme encouragement, il demande l'exemption des droits sur les étoffes qu'il fera rentrer à Lyon. — G. F. 53.

23 décembre 1774. — Mémoire sur le danger d'assujettir à la milice les différents artisans et ouvriers attachés à la fabrique des étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon. — G. F. 54.

Mai 1780. — Mémoire présenté par MM. les directeurs et syndics du commerce de la ville de Lyon pour obtenir la révocation de l'arrêt qui permet au sieur Perret d'établir une manufacture de velours mélangé soye et coton dans le bourg de Cuire-la-Croix-Rousse en Franc Lyonnais. — G. F. 54.

Lettres et mémoires de divers au sujet de l'affaire Perret, entre autres de Suchet, fondé de procuration de la Communauté, avocat au Conseil. — G. F. 54.

Liasse de procès-verbaux et de procédures de 1599 à 1788. — Ch. 7, 27.

Section II. — La Communauté et M. de Gournay.

26 mai 1750. — Copie de l'arrêt rendu sur le procès des tireurs d'or, guimpiers, passementiers et fabriquans : Ordonne que le Consulat, la Chambre de commerce, la Cour des monnoyes donneront en six mois mémoire à Mgr le contrôleur général pour règlement être fait et décidé qui aura droit d'écacher et filer. — En note : « C'est sur ce procès que sont émanés tant de différents projets d'arrêts et mémoires de M. de Gournay, intendant du commerce de cette ville, dont on peut voir les copies en leur rang cy après. » — R. G. F.

1751. — Mémoire concernant la manufacture des étoffes d'or, d'argent et de soye de la ville de Lyon envoyé à M. de Gournay qui demandait à la connaître. — G. F. 37.

Septembre 1752. — Extrait du mémoire de M. de Gournay, intendant du commerce. — G. F. 39.

Octobre 1752. — Mémoire servant à faire connoître la nécessité de l'établissement du Corps de la communauté des fabriquans d'étoffes de soye de Lyon et celle d'un règlement spécial pour l'ordre de cette Communauté et la police de la manufacture, relativement au bien du commerce, donné en réponse au mémoire présenté au Conseil dans lequel on propose d'abolir le Corps de la communauté et les règlements. — G. F. 39.

Octobre 1752. — Mémoire donné en réponse par les maîtres ouvriers, à

eux joints les maîtres gardes de leur classe, au mémoire présenté au Conseil dans lequel on propose d'abolir le Corps de la communauté et les réglemens. — G. F. 39.

24 février 1753. — Avis du Consulat sur le mémoire de M. de Gournay. — R. G. F.

24 février 1753. — Mémoire de M. de Gournay et réponse de la Chambre de commerce. — Reg. délib. Ch. de C.

12 avril 1753. — Réponse de M. de Gournay à l'avis du Consulat. — R. G. F.

Décembre 1753. — Projet d'arrêt du même cru qui, en supposant les com-mandites permises, tend à la réformation de plusieurs articles du règlement comme à diminuer l'apprentissage et le compagnonnage et abolir le droit de marchand, à mettre deux courriers marchands et deux ouvriers, à mettre quatre maîtres gardes marchands et quatre maîtres gardes ouvriers. — R. G. F.

1763-1789. — Pièces relatives à la suppression des anciennes communautés et à la réglementation des nouvelles. — C 18.

Section III. — La défense contre les étoffes des Indes, les toiles peintes et les soieries étrangères.

25 février 1565. — Arrest du Conseil pour faire marquer les étoffes d'or, d'argent et de soye qui entreront dans le royaume. — Ch. 7, 2.

29 novembre 1667. — Déclaration du Roy portant deffences de porter des estoffes et passemens d'or et d'argent, ny mesme des dentelles de fil des pays estrangers. — Impr., 8 p. — Ch. 7, 3.

21 février 1697. — Députation à Paris du sieur Puilata au sujet des étoffes des Indes. — G. F. 10.

25 février 1697. — Ordonnance consulaire approuvant la députation du sieur Puilata. — G. F. 10.

1697. — Copie d'une requête présentée au Roi par M. Puilata. — G. F. 10.

26 mai 1698. — Ordonnance consulaire portant défense « de faire imprimer et peindre aucunes toiles de quelque qualité.... ny les vendre ou exposer en vente » dans Lyon et la généralité, à peine de confiscation et de 3,000 livres d'amende. — Impr., 4 p. — G. F. 10.

13 juillet 1700. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy qui règle la quantité des étoffes de soye, or et argent que la Compagnie des Indes-Orientales peut faire venir des Indes et vendre en France, après avoir été marquées suivant l'arrêt du 14 août 1688. Et fait défenses à tous marchands, négocians et autres d'acheter de ladite Compagnie ni des marchands de Marseille des toiles peintes et écorces d'arbres et d'en faire commerce, à toutes personnes d'en porter et d'en faire des vêtements et des meubles dans tout le royaume, à peine de confiscation et de 3,000 livres d'amende. — Impr. — Ch. 7, 5.

12 septembre 1701. — Au Roy : Supplique exposant que la cause de la cessation de la fabrique est surtout dans l'usage des étoffes apportées par la Compagnie des Indes. — Impr., 4 p. — Ch. 7, 5.

26 août 1702. — Délibération de la Chambre de commerce au sujet du privilège de la Compagnie des Indes qui va expirer. — Reg. des délib.

27 août 1709. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy faisant défense de porter aucunes robes et vêtements de toile peinte et étoffes des Indes et d'en faire

aucun commerce, sous les peines y contenues. — Impr., 8 p. — Placard. — G. F. 11.

1709. — Mémoire envoyé à Paris demandant l'établissement d'un droit d'entrée sur les étoffes étrangères. — G. F. 11.

29 juillet 1710. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy qui fait très expresses inhibitions et défenses à tous fabriquans de fabriquer ny faire fabriquer aucune étoffe à l'imitation de celles des Indes, de la Chine et du Levant, à tous marchands d'en faire commerce...., à tous particuliers de quelque qualité et condition qu'ils soient d'en porter et faire faire aucuns meubles et à tous fripiers et ouvriers d'en employer ny avoir dans leurs boutiques, chambres ou magasins, sous les peines exprimées par l'arrêt du 27 avril 1709 qui sera exécuté selon sa forme et teneur. — Impr., 4 p. — G. F. 12.

28 avril 1711. — Saisie avec inventaire mobilier des effets du sieur Capot, traiteur, qui a été condamné à 600 livres d'amende « pour avoir été trouvé deux tabliers indienne chez luy ». — G. F. 12.

13 décembre 1711. — Saisies d'indiennes; confiscation et 150 livres d'amende à chaque délinquant. — G. F. 12.

23 avril 1714. — Procuration aux maîtres gardes pour poursuivre l'exécution des arrêts et édits contre les indiennes. — G. F. 14.

12 mai 1714. — Ordonnance du Roy pour défendre aux troupes et gens étant à leur suite d'introduire et faire entrer dans le royaume aucunes toiles peintes et autres étoffes provenant du cru et fabrique des Indes, de la Chine et du Levant ou faites à l'imitation desdites fabriques. — Placard. — G. F. 14.

11 juin 1714. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy portant règlement sur les toiles de coton peintes ou blanches, mousselines et étoffes des Indes, de la Chine et du Levant, et injonction de faire marquer tous les meubles qui en sont composez, avec nouvelles défenses d'en faire aucun commerce et usage tant en meubles qu'en habits. — Impr., 8 p. — G. F. 14.

12 septembre 1714. — Ordonnance de Mgr l'Intendant au sujet des étoffes des Indes. — G. F. 14.

Novembre 1715. — Mise en dépôt à la douane d'indiennes saisies par les maîtres gardes. — G. F. 15.

1720. — Mémoire pour empêcher que la permission qui était demandée de porter les étoffes prohibées soit accordée. — G. F. 15.

5 juillet 1723. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy qui renouvelle les deffenses cy devant faites de l'introduction dans le royaume et du commerce, port et usage des étoffes des Indes, de la Chine et du Levant ainsi que des toiles peintes et autres venans desdits pays. — Impr., 4 p. — G. F. 16.

17 septembre 1723. — Délibération de la Communauté au sujet des indiennes. — G. F. 16.

Février 1726. — Requête à l'Intendant au sujet des étoffes des Indes. — G. F. 18.

1727. — Requête au contrôleur général pour demander l'exécution de l'édit d'octobre 1726 contre le port des étoffes des Indes. — G. F. 19.

1729. — Requête de la Communauté au Roi pour qu'il nomme un commissaire qui roule toute la France et dresse contravention aux porteurs d'étoffes prohibées. — G. F. 21.

10 juin 1731. — Arrest du Conseil d'Etat du Roy qui deffend l'introduction

dans le royaume des étoffes ou autres marchandises de la fabrique et du commerce de la ville et Comtat d'Avignon. — Impr., 4 p. — G. F. 21.

17 juillet 1733. — Ordonnance consulaire en suite d'une requête de la Communauté portant défense de peindre sur chaîne ainsi que sur les étoffes de soie fabriquées à l'imitation des soieries de Chine et du Levant, leur introduction en fraude pouvant en être facilitée. — Placard. — Ch. 7, 9.

1747. — Requête de la Communauté contre les étoffes des Indes. — G. F. 33.

1749. — Requête de la Communauté au contrôleur général contre le port et usage des étoffes des Indes. — G. F. 35.

1750. — Requête adressée par la Communauté à Mgr l'Intendant pour avoir le droit de faire saisir par huissier toute étoffe de soie étrangère. — G. F. 36.

23 avril 1751. — Députation à Paris du sieur Genève qui doit s'occuper de la prohibition des étoffes étrangères et des permissions accordées pour fabriquer des étoffes s'écartant des largeurs ordinaires. — G. F. 37.

30 octobre 1756. — Ordonnance de Mgr l'Intendant de la généralité de Rouen qui fait défenses à toutes personnes, de quelque sexe, qualité ou condition qu'elles soient, de porter dedans ou dehors leurs maisons aucunes toiles peintes ou étoffes de la Chine, des Indes ou du Levant, sous quelque dénomination qu'elles soient introduites et connues, à peine de confiscation desdites toiles et étoffes et des amendes portées par les règlements. — Impr., 4 p. — G. F. 41.

25 novembre 1756. — Mémoire au contrôleur général par la Communauté pour obtenir la révocation des indiennes qui s'impriment en France avec tolérance sous la dénomination de toiles teintes ou peintes avec réserve, ainsi que des étoffes étrangères. — G. F. 41.

27 décembre 1756. — Lettre de Pernon, député du commerce, au sujet des indiennes qui s'impriment dans le royaume. — G. F. 41.

1756. — Mémoires imprimés des maîtres gardes de Tours sur les indiennes. — G. F. 41.

24 janvier 1757. — Mémoire pour la manufacture de Lyon sur l'établissement des toiles peintes dans le royaume. — G. F. 42.

Réflexions sur l'état actuel du commerce de soierie avec le tableau des arrêts, édits et déclarations contre le port et usage des toiles peintes, imprimées et de toutes étoffes étrangères. D'octobre 1686 à mars 1757. — Impr., 8 p. — G. F. 43.

7 mai 1757. — Lettre aux ministres pour accélérer l'affaire des indiennes dites à la réserve. — G. F. 42.

11 mai 1757. — Délibération de la Chambre de commerce sur la tolérance du commerce des étoffes prohibées. — Reg. des délib.

18 mai 1757. — Réponse du maréchal de Belle-Isle à la lettre du 7 mai, assurant la Communauté de sa protection. — G. F. 42.

Mai 1757. — Copie de divers mémoires contre les indiennes. — G. F. 42.

18 février 1758. — Délibération de la Communauté sur les indiennes. — G. F. 42.

Février 1758. — Plan des opérations nécessaires pour obtenir une défense sérieuse contre les indiennes et les étoffes étrangères. — G. F. 43.

24 juin 1758. — Mémoire en forme de réflexions de l'abbé Morellet, concluant à la liberté de fabriquer des indiennes. — R. G. F.

Mémoires pour les fabricants d'étoffes de soie de Paris contre les indiennes et pour les fabricants d'Yvetot et du Pays de Caux contre les toiles peintes. — Impr. — G. F. 43.

Mémoire des merciers de Rouen contre les indiennes. — In-folio, 12 p. — G. F. 43.

28 octobre 1759. — Arrêt du Conseil d'Etat du Roi et lettres patentes sur icelui, registrées au Parlement, en interprétation de celui du 5 septembre 1759 concernant les toiles de coton blanches et les toiles peintes et imprimées. — Impr., 12 p. — G. F. 44.

Mémoire présenté au Consulat par la Communauté pour qu'il soit pris des mesures contre l'entrée des produits de la manufacture d'Avignon dans le royaume. — Ch. 7, 12.

1768. — Réflexions sur les avantages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes en France pour servir de réponse aux divers mémoires des fabricans de Paris, Lyon, etc. — Genève, in-8.

Section IV. — La concurrence de la campagne.

1753. — Projet d'arrêt qui donne la liberté à tous sujets du Roi de fabriquer des étoffes unies dans les bourgs et villages de la généralité de Lyon et de Tours. — G. F. 39.

31 juillet 1759. — Réponse contenant les moyens contre le projet du Roi de faire passer à la campagne la fabrique des étoffes unies. — G. F. 56.

3 février 1765. — Arrêt du Conseil du Roi et lettres patentes sur icelui, registrées en Parlement le 26 mars 1765, qui permettent à tous les habitants de la campagne et à ceux des lieux où il n'y a point de communautés de fabriquer des étoffes suivant les dispositions des réglemens. — Impr., 4 p. — G. F. 50.

Section V. — La manufacture du Puy-en-Velay.

25 septembre 1755. — Arrest du Conseil d'Etat du Roi portant permission d'établir une manufacture d'étoffes de soye unies au Puy-en-Velay, sous le titre de Manufacture royale. — Impr., 8 p. — G. F. 41.

16 juillet 1756. — Deux mémoires contre l'arrêt qui permet l'établissement d'une fabrique au Puy-en-Velay, dont l'un envoyé dès le 15 février 1756 et l'autre a servi de matériau pour le premier. — R. G. F.

30 août 1758. — Mémoire comprenant les informations qu'on a prises au Puy sur l'état des manufactures d'étoffes de soye par une personne qui rend compte des moindres circonstances et a formé des achats et rapporté factures. — R. G. F.

1771. — DE FAGES. — Remarques sur le pays du Velay. — Publié par Chassaing, Le Puy 1880.

Section VI. — La Communauté et ses différends avec les corps de métiers connexes.

1610. — Pièces de procédure relatives aux mouliniers et ouvriers en soye. — Ch. 7, 2.

1610 à 1720. — Volumineuse procédure au Parlement contre les guimpiers. — G. F. 48.

19 février 1671. — Arrêt relatif aux teinturiers. — Impr., 8 p. — Ch. 7, 4.

4 mars 1671. — Ordonnance consulaire contre Reverchon, marchand fabricant, qui a donné à fabriquer des popelines à des guimpiers; celles-ci sont saisies et Reverchon est condamné à 20 livres d'amende. — G. F. 6.

5 mars 1671. — Ordonnance consulaire portant défense aux guimpiers de fabriquer des étoffes en or, argent ou soye. — G. F. 6.

16 mai 1671. — Ordonnance consulaire relative aux soies teintes. — Placard. — Ch. 7, 4.

1671. — Saisies diverses chez des guimpiers qui ne peuvent faire que « des étoffes meslängées, tramées de layne, fillet ou cotton, pourvu qu'elles ne soyent de pure soye ». — G. F. 6.

24 septembre 1688. — Ordonnance consulaire réglant que les maîtres guimpiers peuvent prendre des compagnons de la manufacture et les maîtres ouvriers en soye des compagnons guimpiers, à charge d'observer l'ordonnance de 1680 relative à l'obligation de l'acquit. — Ch. 7, 5.

1689. — Procédure contre un moulinier auquel les maîtres gardes ont saisi des marchandises en contravention. — G. F. 8.

13 juin 1703. — Ordonnance consulaire portant que les maîtres guimpiers pourront recevoir des ouvriers en soie l'or et l'argent pour le filer et écacher. — Placard. — Ch. 7, 6.

28 mai 1711. — Ordonnance consulaire relative aux teinturiers. — Ch. 7, 6.

1^{er} juin 1713. — Ordonnance consulaire sur les contestations entre les guimpiers et les maîtres gardes de l'art de la soie. — Ch. 7, 6.

1713. — Pièces relatives à un procès contre les guimpiers. — Ch. 7, 6.

15 mai 1720. — Dénombrement des teinturiers de soye, « trente maîtres ayant quatre-vingt-dix-neuf enfants, douze apprentis, quarante et un compagnons et dix-neuf domestiques ». — Ch. 7, 31.

2 septembre 1720. — Délibération de la Communauté relative aux teinturiers. — G. F. 15.

Août 1721. — Procédure relative au procès engagé entre la Communauté et les guimpiers et tireurs d'or. — G. F. 17.

13 juin 1725. — Nouvelle production et ouverture du procès pendant entre la Communauté et les guimpiers et tireurs d'or. — G. F. 17.

30 juillet 1726. — Extrait des règlements : Arrest du Parlement rendu en faveur des maîtres et marchands en draps d'or, d'argent et de soye contre les maîtres et marchands guimpiers et gazetiers de la ville de Lyon. — Impr. — G. F. 19.

1726. — Mémoire signifié pour la Communauté..... contre les soit disans maîtres et gardes de la Communauté des guimpiers, gazetiers, écacheurs et fileurs d'or et d'argent de la ville de Lyon, appellans et deffendeurs. — In-folio, 32 p. — G. F. 18.

Octobre 1728. — Mémoire de la Communauté contre les guimpiers. — G. F. 20.

1737. — A Monsieur Claret de la Tourette : Supplique des maîtres gardes guimpiers proposant de nouveaux articles de règlement pour éviter les empiètements de la Communauté des marchands fabricants. — Ch. 7, 10.

1737. — Mémoire pour la Communauté des maîtres marchands guimpiers, gazetiers, écacheurs et fileurs d'or et d'argent de la ville de Lyon contre les marchands fabricants d'étoffes de la même ville. — Ch. 7, 10.

Requête des maîtres gardes contre les guimpiers. — Ch. 7, 11.

11 mai 1746. — Ordonnance consulaire sur requête donnant aux guimpiers et à divers marchands fabricants un mois pour finir des étoffes non conformes aux règlements, avec défense d'en faire à l'avenir. — G. F. 31.

21 février 1747. — Lettres patentes en faveur de la Communauté des maîtres et marchands guimpiers. — Impr. — G. F. 33.

1748. — Mémoire contre les tireurs d'or. — G. F. 34.

1749. — Deux mémoires contre les tireurs d'or; joints des échantillons d'étoffes fabriquées par les guimpiers. — G. F. 35.

21 août 1755. — Avis du Consulat sur l'affaire avec les guimpiers. — G. F. 41.

Juillet 1760. — Mémoire contre les tireurs d'or. — G. F. 45.

9 septembre 1761. — Mémoire au sujet des guimpiers et des passementiers. — G. F. 46.

Décembre 1761. — Résultats, exposés en une lettre au contrôleur général, de l'assemblée des maîtres gardes de la fabrique et des maîtres gardes passementiers. — Ch. 7, 11.

1761. — Mémoire abrégé pour sieur Antoine Bagnon, maître et marchand fabricant en étoffes d'or, d'argent et de soie à Lyon, contre la Communauté des maîtres guimpiers de cette ville. — Impr., 4 p. — G. F. 46.

26 juillet 1764. — Transaction entre les maîtres gardes de la fabrique et les maîtres gardes passementiers. — G. F. 50.

1771. — Requêtes contre les guimpiers et répliques de ceux-ci. — G. F. 53.

1771. — Divers mémoires échangés entre les maîtres gardes de la Communauté et les maîtres gardes guimpiers. — Ch. 7, 12.

31 mai 1781. — Requête des guimpiers et réponse de la Communauté. — G. F. 55.

2 novembre 1781. — Requête de la Communauté sur le droit de fabriquer des gazes qu'elle conteste aux guimpiers. — G. F. 55.

20 novembre 1781. — Mémoires et pièces diverses contre les guimpiers qui demandent la fabrication exclusive des gazes et mouchoirs de soie. — G. F. 55.

CHAPITRE XIV

Rapports de la Communauté avec les communautés des autres manufactures du royaume et de l'étranger.

Mémoires des marchands et maîtres ouvriers de la ville de Tours relatifs à divers articles du règlement de 1667, en particulier à ceux concernant les largeurs des étoffes, et avis des maîtres gardes de Lyon. — Ch. 7, 4.

20 juillet 1683. — Lettre adressée à MM. les maîtres gardes de l'art de la soie de Lion par ceux de Nîmes, relative à la façon dont sont expédiés les papiers des compagnons, maîtres et fils de maîtres. — G. F. 7.

12 juillet 1686. — Lettre sur le même sujet par les maîtres gardes de la manufacture d'Avignon. — G. F. 7.

Livre de copies de lettres, du 20 janvier 1686 au 7 juillet 1720, contenant diverses correspondances avec les maîtres gardes des manufactures de Turin, Tours et Nîmes. — G. F. 8.

22 avril 1688. — Lettre des maîtres gardes de Tours informant ceux de Lyon que souvent des ouvriers, après avoir reçu par avance leur prix de façon, quittent la ville; ils demandent qu'on ne les reçoive à Lyon que munis d'un certificat spécial, offrant la réciprocité. — G. F. 8.

5 mars 1692. — Certificat des maîtres gardes de Tours pour un compagnon, priant et requérant « les maîtres des villes et bourgs de ce royaume où il passera de le souffrir et luy donner à travailler, en offrant en cas pareil faire le semblable ». — G. F. 9.

23 janvier 1713. — Lettre des maîtres gardes de Nîmes demandant comment ils doivent s'y prendre pour augmenter les droits de réception dans leur Communauté. — G. F. 13.

1748. — Réponse à un mémoire des fabricants de Nîmes demandant de pouvoir tirer en droiture les soies étrangères sans les faire passer à la douane de Lyon. — G. F. 34.

4 octobre 1750. — Lettre des maîtres gardes de Tours au sujet des indiennes. — G. F. 36.

7 février 1756. — Lettre en copie des maîtres gardes de Lyon à ceux de Tours au sujet de ce qu'ils ont écrit sur les idées de de Gournay. — G. F. 41.

15 novembre 1756. — Demande de renseignements des syndics de Nîmes sur les toiles peintes. — G. F. 41.

19 novembre 1756. — Lettre des maîtres gardes de Nîmes à leurs confrères de Lyon, les informant des projets sur les commandites et contre les maîtrises. — G. F. 41.

19 décembre 1756. — Lettre des maîtres gardes de Tours envoyant leur mémoire contre les étoffes prohibées. — G. F. 41.

2 janvier 1757. — Lettre des maîtres gardes de Tours sur l'envoi d'un député à Paris pour l'affaire des indiennes. — G. F. 41.

28 janvier 1757. — Lettre des maîtres gardes de Tours au sujet des indiennes

et en réponse à une lettre des maîtres gardes de Lyon qui a trait aux idées de de Gournay. — G. F. 41.

31 janvier 1757. — Lettre des maîtres gardes de Tours sur le « système de de Gournay ». — G. F. 41.

15 septembre 1757. — Lettre des maîtres gardes passementiers de Rouen au sujet des indiennes. — G. F. 42.

22 décembre 1764. — Lettre des maîtres gardes de Toulouse sur le port des lettres. — G. F. 50.

21 août 1767. — Lettre des maîtres gardes de Nîmes sur le maniement des deniers de la Communauté. — G. F. 53.

17 septembre 1783. — Brevet d'apprentissage envoyé à Monet, à Rouen, vu que les maîtres gardes de cette ville prétendent qu'il n'a pas fait d'apprentissage. — G. F. 55.

CHAPITRE XV

Pièces relatives à diverses autres manufactures de soieries du royaume.

21 mars 1581. — Extrait des registres du Parlement. — (Il s'agit d'un débat entre les marchands en draps d'or, d'argent et de soye et les maîtres ouvriers teinturiers et filateurs de la ville de Tours). — Ch. 7, 2.

4 juillet 1587. — Arrêt du Parlement de Paris entre les fabriquants de Tours et les mouliniers. — G. F. 1.

15 juillet 1587. — Nouvel arrêt sur le même objet. — G. F. 1.

13 février 1588. — Requête des maîtres jurés ouvriers en soie de Tours au Consulat de Lyon pour qu'il s'associe à leur démarche auprès des États généraux de Blois. Il s'agit de leur remontrer le préjudice que causerait à Tours et à Lyon l'établissement projeté à Genève d'une manufacture de draps de soye. — Ch. 7, 2.

1623. — Factum pour les maîtres et gardes du Corps et Communauté des marchands merciers, grossiers, jouailliers, droguistes, espiciers et autres de la ville de Tours, jointes avec Charles Godu, l'un desdits marchands, appelans de l'octroy d'une commission du lieutenant général audit Tours le 26 janvier 1623 et appelant en adhérant de quatre jugemens rendus audit Tours les 7 mars et 20 juin 1622, 19 juillet et 17 août 1623, et encore lesdits maîtres et gardes demandeurs en reiglement selon la clause de leurs lettres de conversion d'appel en opposition, contre les maîtres jurez ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de ladite ville, inthimez et deffendeurs, les prévost des marchands et échevins de Lyon intervenant. — (Les intimés prétendaient avoir droit de visite sur les appelants et leur interdire de faire venir de Lyon, Saint-Chamond et autres lieux des soies appareillées pour les débiter et vendre.) — Un second factum déclare « que doit estre le négoce libre afin d'augmenter le courage

aux ouvriers à bien faire, estant certain lors que les ouvriers de Tours feront de plus belles marchandises que ceux de Lyon ils seront plus recherchés ». — Impr., 8 p. — Ch. 7, 2.

2 septembre 1628. — Arrest de Nosseigneurs de la Cour de parlement portant deffences aux marchands de soie de la ville de Tours et à toutes personnes de quelque estat, condition et qualité qu'elles soient de faire venir et apporter de Lion, Saint-Chaumont et autres lieux aucunes soies appareillées pour les vendre et débiter dans la ville et banlieue de Tours, soit en gros, soit en détail. — Impr., 24 p. — Ch. 7, 2.

12 août 1633. — Arrêt du Conseil d'Etat portant permission aux marchands de Lyon et Saint-Chamond de vendre soyes appareillées à Tours. — Parchemin. — Ch. 7, 2.

1634. — Election de l'office d'Abondance, privilèges et réglemens pour l'art de la soye, avec l'establisement des quatre foires franches concédées à ceux de la ville de Chambéry, ensemble les privilèges et tariffe de toutes sortes de marchandises au port de Ville-Franche, Saint-Hospice et pays de Nice. — Impr., 20 p. — Ch. 7, 3.

Statuts, ordonnance et réglemens pour le Corps et Communauté des marchands, maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye de la ville et fauxbourgs de Tours, donnez et concédez par Sa Majesté en l'année 1667. — Tours 1720, 36 p. — Ch. 7, 3.

Mémoire sur ce qui est nécessaire d'augmenter ou diminuer aux statuts et réglemens accordez aux marchands maistres ouvriers en soye de la ville de Tours en l'année 1667. — Ch. 7, 3.

Statuts, ordonnances et réglemens donnez, concédez et octroyez aux maîtres et marchands ouvriers en draps d'or, d'argent et soye et autres étoffes mélangées de la ville, fauxbourgs et banlieue de Paris, du mois de juillet 1667. — Paris 1720, 32 p. — Ch. 7, 3.

1682. — Projet de règlement des maîtres ouvriers en soye de la ville de Nîmes. — Ch. 7, 5.

Statuts et réglemens vieux faits sur la soye et velutiers d'Avignon, tirés sur l'original. — Avignon, Michel Chastel, in-4. — F. C.

17 août 1715. — Mémoire inséré au registre des délibérations de la Chambre de commerce sur les progrès des manufactures étrangères et en particulier de celle de Turin. — Reg. délib. Ch. de C.

Ordonnances du roy Henri III, confirmées par Henri IV et Louis XIII, contenant les statuts des maîtres tissutiers, rubaniers, ouvriers en draps d'or, d'argent et de soye, tissus, rubans et passements aussi d'or et d'argent, soye, fleuret, filozelle, laine, fil et coton et autres ouvrages faits tant en la grande que petite navette, haute et basse lice, tant large qu'étroite, de la ville, cité et fauxbourgs et banlieue de Paris, avec les arrests et réglemens tant du Conseil que du Parlement et Chastelet. — Paris, Mazuel, 1718. — Ch. 7, 7.

9 mars 1753. — Lettre des échevins et députés du commerce de Marseille au garde des sceaux au sujet de la demande des fabricants de Tours de faire venir les soies par Nantes; proposent de la repousser, car cela reviendrait plus cher. — Ch. 7, 9.

3 décembre 1756. — Mémoire que présentent les syndics et jurés gardes du Corps des marchands fabricants et ouvriers en soye de Nîmes pour demander

la prohibition des toiles peintes, attendu le préjudice que leur consommation porte aux manufactures d'étoffes de soie. — Impr., 8 p. — G. F. 41.

Précis de la cause pendant au Conseil du Roi pour les Corps et Communauté des marchands fabricants d'étoffes d'or, argent et soie de la ville de Tours contre les sieurs....., se disant mal à propos corps et communauté. — Impr., 16 p. — G. F. 51.



Nous devons à l'obligeance de MM. les bibliothécaires d'Avignon, de Nîmes et de Tours l'indication des documents suivants, contenus dans leurs bibliothèques et relatifs aux manufactures de soieries de ces villes. Il est à noter qu'aucune étude spéciale n'a été faite pour ces manufactures, qui auraient un intérêt peut-être plus grand, au point de vue historique, que celle de Lyon, étant plus anciennes ou présentant un développement continu depuis leur fondation.

Avignon. — *Bibliothèque et Musée Calvet.*

N° 1211. — Mémoire sur le vitrage dans la filature des soies, par l'abbé SOUMILLE. — 297 p.

N° 1577. — Notes sur la création, les développements et la décadence des manufactures de soie d'Avignon, par M. Paul ACHARD. — 65 feuillets.

N° 1688. — Soies et soieries d'Avignon. — Recueil de pièces sur la discussion qui eut lieu à la Chambre des députés en 1836 à l'occasion de l'établissement des droits de douane sur les soies. — 67 pièces.

N° 2521. — Cahier de comptes de M. Victor CHAMBAUD, concernant la fabrication des étoffes de soie. — 42 p.

N° 2663. — *Statuta inclitæ et devotæ Confraternitatis veluteriorum seu aliorum artis sericæ magistrorum* (1550). — 15 feuillets.

Nîmes. — *Bibliothèque municipale.*

PAULET. — L'art du fabriquant d'étoffes de soie. — 5 volumes in-folio, Nîmes 1773.

F. DE LA FARELLE. — Etudes économiques sur l'industrie de la soie dans le Midi de la France. Troisième étude. Classes laborieuses vouées au tissage de la soie. Fabrique de Nîmes. — Lu à l'Académie des Sciences morales et politiques, 24 décembre 1853. — Paris, Guillaumin, 1854.

Mémoires de l'Académie du Gard. Années 1807, 1809, 1838, 1842-44, 1845-46, 1847-48, 1852, 1856-57. — Travaux de MM. VINCENS SAINT-LAURENT, D'HOMBRES-FIRMAS, PH. HEDDE, G. DE LABAUME, H. RIVOIRE, DE LA FARELLE.

Tours. — *Bibliothèque municipale.*

TURGAN. — Les grandes usines. — Paris, Lévy, 1870. — Tome IX, p. 200 à 280 : Les soieries de Tours.

GIRAUDET. — Histoire de la ville de Tours. — Tours 1873. — Tome I, p. 239; tome II, p. 59, 317, 371.

CHAUVIGNÉ. — Histoire des corporations en Touraine.

Mémoires de la Société archéologique de Touraine. — Tome IV, p. 185; tome XIII, p. 26.

VU :

Lyon, le 10 janvier 1899.

Le Président de la Thèse,
P. PIC.

VU :

Lyon, le 12 janvier 1899.

Le Doyen de la Faculté,
E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 13 janvier 1899.

Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
Gabriel COMPAYRÉ.

TABLE DES MATIÈRES

LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

PRÉFACE	Page.	I
-------------------	---------------	---

CHAPITRE I. — *Etablissement de la manufacture de draps d'or, d'argent et de soie à Lyon. — Son développement jusqu'en 1791.*

Sommaire.

Causes qui amènent dans un milieu l'établissement d'une industrie spéciale. — Caractère artificiel du développement de la manufacture de draps d'or, d'argent et de soie à Lyon. — Lente immigration d'ouvriers venus d'Italie et d'Avignon, appelés par les besoins de la clientèle religieuse et le mouvement des foires. — Edit de 1450 accordant à Lyon le monopole du commerce des soieries. — Intervention de Louis XI (1466). — Création, de par la volonté du Roi, d'une manufacture. — Opposition des conseillers de Lyon. — Transfert des ouvriers à Tours (1469). — Compte des deniers « bailles et deslivres » par Jehan Girard « pour le deffrayement et delivrance des maistres et ouvriers de draps de soye naguere menez en la ville de Tours » (1470). — Lents progrès de l'industrie des ouvriers restés à Lyon. — Essor donné par Turquet et Nariz. — Lettres patentes de 1536. — Aide pécuniaire accordée aux ouvriers par le Consulat. — Relation de Marino Cavalli, ambassadeur vénitien (1546). — Règlement de 1554. — « Rolle des ouvriers travaillant en l'art de la soye » en 1575. — Exagération de la plupart des dénombrements. — Recensement de 1621. — Résultats donnés par « le livre de visite commansé le 28 janvier 1660 par les maistres jurés de la ditte anné ». — Visite de 1667. — Chiffre de la population de Lyon en 1694 et 1698. — Résultats de la visite générale de 1739. — Détails sur la manière dont il fut procédé à la visite de 1752; ses résultats. — Population de Lyon de 1750 à 1752. — Renseignements sur le nombre des maîtres, de leurs auxiliaires et de leurs métiers donnés par les visites de 1761 à 1788. — Recensement de Lyon en 1788-1789. — Tableau du nombre des personnes employées à la manufacture de 1575 à 1788. — Tableau du nombre de métiers de 1621 à 1788. — Chiffre maximum des personnes employées à la manufacture. — Influence de l'idée corporative sur la manière dont les résultats des visites sont interprétés.

Page. 1

CHAPITRE II. — *La manufacture et la ville; leur développement parallèle. — La manufacture et la Cour; le luxe et les édits somptuaires.*

Sommaire.

Influence du milieu sur la manufacture. — Caractère cosmopolite de Lyon au ^{xvi}^e siècle. — Témoignage de Paradin. — Les idées de maistre Claude de Rubys sur les gens « servants de leurs bras et de leurs mestiers ». — Relations sur Lyon des ambassadeurs vénitiens, André Navajero (1528) et Jean Capello (1554). — Causes du développement de Lyon, ville manufacturière et ville frontière, à la fin du ^{xvi}^e siècle. — Règlement de Laffemas de Humont et sa théorie économique sur les manufactures de draps d'or, d'argent et de soie (1597). — Les idées d'Antoine du Pinet sur la richesse de Lyon et le luxe de ses habitants (1564). — De « l'esprit de marchand » qui règne à Lyon au dire de d'Herbigny, intendant de la Généralité (1698). — Efforts réitérés des Lyonnais pour sortir de leur spécialité. — Ils demandent au Roi à diverses reprises une Cour de parlement et « une Université en droict et artz libéraux ». — Causes du refus de la Royauté. — Appréciations sur le caractère exclusivement commerçant des Lyonnais par M. Mayet (1786) et par Grimod de la Reynière (1788 et 1792). — Les théories économiques des fabricants en 1789.

La manufacture et la Cour. — Le luxe et les édits somptuaires sous Louis XI et ses successeurs. — Dialogue d'Henri IV et de Sully. — Caractère de la réglementation somptuaire; son inutilité d'après Montaigne. — Les modes sous Louis XV et Louis XVI. — Influence du changement des modes et des édits somptuaires sur le caractère de l'ouvrier en soie.

Page. 29

CHAPITRE III. — *Description de la ville au point de vue de la manufacture. — L'atelier du maître ouvrier en draps d'or, d'argent et de soie. — Etude technique du métier.*

Sommaire.

Les deux collines et les deux fleuves. — Impressions de divers voyageurs qui ont traversé Lyon : Thomas Coryat (1608), Abraham Golnitz (1630), Dr Maihows (1760). — Pourquoi les boutiques des maîtres ouvriers étaient éparpillées dans toute la ville. — Raison de leur agglomération au Gourguillon et à la Grand'Côte. — Petit nombre des boutiques dans les faubourgs. — En quels lieux de la ville les maîtres se rendaient le plus fréquemment. — Le Bureau, la Chapelle de la Communauté, l'Hôtel de ville.

La boutique et le logement du maître ouvrier en draps d'or, d'argent et de soie. — Contrat de mariage et inventaire après décès du mobilier de « deffunct Jean Dagan, maistre ouvrier en soye » (18 décembre 1645). — Procès-verbal de la vente aux enchères des meubles et effets de François Bertellier, maître ouvrier en soie, qui eut lieu le 18 février 1687 « en la place et au devant de l'église Saint-George, lieu accoustumé à faire vente ». — Contrat de mariage de Barthélemy Palluis (16 août 1738). — Testament de Joseph-Noël Laurent,

« maître fabriquant d'étoffes de soye à Lyon, travaillant comme simple ouvrier pour les marchands » (1777).

Le métier. — Distinction des étoffes en pleines ou unies et en figurées ou façonnées. — Division correspondante des métiers en métiers de plein et en métiers de tire. — Le métier de plein. — Division des métiers de tire en métiers à la grande tire et en métiers à la petite tire ou à boutons. — Métiers à la grande tire. — Nécessité d'un auxiliaire pour tirer les cordes. — Mécanisme de la tire. — La liseuse de dessins et la faiseuse de lacs. — La machine à tirer. — Les sept temps de la tire. — Inconvénients du système de la tire. — Métiers à la petite tire ou à boutons. — Mécanisme. — Métiers de Jean le Calabrais, de Galantier et Blache. — Le métier et l'homme.

Page. 51

CHAPITRE IV. — *Les règlements. — Les maîtres marchands et les maîtres ouvriers.*

Sommaire.

La liberté du travail à Lyon. — Intérêt des Communautés et du Consulat à la réclamer. — Lettres patentes relatives au privilège des artisans « de travailler de leur mestier en boutique, ouvroir, chambre ou autrement, sans y estre troublez ni empeschez sous ombre de n'avoir fait chef d'œuvre ou expérience ». — Les règlements et la liberté du travail. — Restriction et suppression en fait de cette dernière dès le milieu du xvi^e siècle.

Les règlements de la manufacture. — Note : L'édit de Léon le Sage (886-941) sur les corporations de Constantinople ; les vestioprates ou marchands de soieries et les séricaires ou fabricants de soieries. Les règlements des « ouvriers en draps de soye et de veluyaus et de boursserie en lac » rapportés dans le *Livre des métiers* d'Etienne Boileau. — Raisons pour lesquelles le règlement de 1554 fut accordé. — Rapide aperçu des divers règlements dans leur complication et leurs prescriptions tant de police que de fabrique. — Note : Rubrique des titres du règlement de 1744. — Les règles techniques. — Roland de la Platière et les règlements.

Prépondérance des maîtres marchands sur les maîtres ouvriers. — Anomalie de cette distinction. — Les diverses phases de l'asservissement des maîtres ouvriers. — Leurs vaines protestations. — Leur attitude lors des élections préparatoires aux Etats généraux.

Page. 77

CHAPITRE V. — *L'apprentissage.*

Sommaire.

Double influence de l'apprentissage. — Le rôle des ordonnances consulaires à côté des règlements. — Durée de l'apprentissage. — Age de réception. — Formes du contrat. — Exclusion des étrangers, des forains et des protestants. — Requête d'Abel Duby « tendante à ce qu'il luy fut permis, en considération de l'abjuration qu'il a faite de l'hérésie de Calvin, de se faire enregistrer comme

apprentif » (27 avril 1763). — Exclusion des apprentis mariés et domiciliés. — Ordonnance consulaire du 8 août 1619 portant obligation pour les apprentis de se faire inscrire au livre des maîtres gardes. — Perception du droit d'inscription. — Variations de ce dernier.

Limitation du nombre des apprentis. — Interdictions temporaires de faire des apprentis. — Véritables raisons de cette prohibition et ses effets.

Obligation pour l'apprenti de demeurer en la maison du maître. — Absence. — Débauchage. — Congé. — Remise en cas de manque d'ouvrage ou d'absence du maître. — Droit de remise. — Fin de l'apprentissage. — Quittance ou reconnaissance du maître. — Examen oral et pratique.

Clauses habituelles des contrats d'apprentissage. — Caution de fidélité. — Note de fournitures faites par un maître à son apprenti. — Prix en argent, en nature ou en services. — La vie de l'apprenti au foyer du maître.

Les apprentis de l'Aumône générale. — Leur situation spéciale. — Les registres d'apprentissage des garçons de 1722 à 1726 et de 1740 à 1779. — Comparution d'un apprenti devant les recteurs de l'Aumône générale en 1574. — Notes du maître de la Communauté des garçons à la Charité sur les apprentis dont il avait la surveillance.

Attaques de de Gournay, intendant du Commerce à Lyon, contre l'apprentissage et réponses des maîtres marchands et des maîtres ouvriers.

Page. 99

CHAPITRE VI. — *Le compagnonnage.*

Sommaire.

Le compagnonnage et ses liens avec l'apprentissage. — Droit de réception des compagnons. — Le billet de consentement, de congé ou d'acquit. — Le livre du compagnon. — Règles du congé tant du côté du compagnon que du côté du maître. — Les avances. — Le chef-d'œuvre.

La vie du compagnon dans l'atelier. — Deux budgets de compagnons.

Acquisition de la maîtrise par franchise abrégant les années de compagnonnage. — Supplique d'un compagnon qui s'était établi sans être maître et que le Consulat a condamné soit à finir son temps de compagnonnage, soit à se marier avec une fille de maître dans un délai de quatre mois (1757). — Maîtrise décernée par faveur.

Les compagnons forains et étrangers. — Réglementation de leur admission suivant les circonstances jusqu'en 1737. — Les compagnons forains depuis le règlement de 1737. — Les compagnons étrangers depuis cette même date.

M. de Gournay et l'exclusion des étrangers. — Réflexions à ce sujet du sieur Volet, au nom des maîtres ouvriers. — Influence bienfaisante du compagnonnage.

Page. 135

CHAPITRE VII. — *La maîtrise. — Fils, filles et veuves de maîtres. — Les auxiliaires du maître.*

Sommaire.

Les compagnons de la ville aspirants à la maîtrise. — Droit de réception. — Lettre de maîtrise.

La maîtrise des forains et étrangers. — Droits.

La franchise. — Ses effets au point de vue de la diminution des droits et de la remise du temps de compagnonnage. — Franchise des forains et étrangers.

Les fils et filles de maîtres. — Leur éducation professionnelle. — Age de réception des fils de maîtres. — Droits. — Suppression des privilèges des fils et filles de maîtres. — Leurs plaintes. — Affermage des enfants de maîtres. — Registre d'affermage des fils et filles de maîtres recueillis par l'Aumône générale. — Note des fournitures et avances faites à un fils de maître affermé. — Livre d'affermage de Rose Verdelle. — La situation des veuves de maîtres. — La police des servantes et tireuses de cordes. — Les anciens maîtres et la nouvelle Communauté. — Droit de réunion. — Plaintes des agrégés.

Page. . . . 159

CHAPITRE VIII. — *Le travail.*

Sommaire.

Limitation du nombre des métiers. — Le billet d'acquit imposé aux maîtres ouvriers en 1667. — Protestations. — Restrictions au droit du maître ouvrier travaillant à façon de prendre de l'ouvrage pour plusieurs maîtres marchands. — Le livre ou registre des maîtres marchands et maîtres ouvriers ; sa tenue. — Le travail. — Note : La visite et la marque des étoffes. — Les déchets. — Inscription au livre du maître ouvrier du prix de la façon.

Le droit de congé. — Ses limitations. — Les avances. — Protection du salaire du maître ouvrier. — Son privilège en cas de faillite du marchand. — Quasi-insaisissabilité de ses métiers et ustensiles. — Le privilège des maîtres marchands pour leurs avances.

Les privilèges accordés par les rois pour attirer et retenir les ouvriers à Lyon. — Note : Les encouragements du Consulat.

L'avouage. — Les sociétés en commandite. — Le projet d'arrêt de M. de Gournay et les mémoires fournis à son encontre.

Note : Les piqueurs d'once ; les courretiers.

Les juridictions. — Le tribunal amiable des maîtres gardes. — Compétence de la Sénéchaussée, puis du Consulat. — Les contraventions, délits et crimes. — Le Consulat et la Conservation. — Note : Juridictions de la Cour des monnaies, de la Douane de Lyon, de l'Intendant pour les étoffes de soie et de toile provenant des Indes, de la Chine et du Levant.

Page. . . . 179

CHAPITRE IX. — *Les causes de chômage.***Sommaire.**

Sensibilité de la manufacture aux événements extérieurs. — Exposé des causes de chômage par M. le comte d'Albon, « mestre de camp de cavalerie ». — Les édits somptuaires et leur retentissement dans l'industrie de la soierie. — Plaintes des ouvriers en soie le 12 janvier 1627. — L'inconstance de la mode. — Les étoffes de l'Inde. — Lutte engagée contre elles par la Communauté et la Chambre de commerce. — Influence du luxe de la Cour sur la prospérité de la manufacture. — Requêtes au Roi pour qu'il porte des vêtements de soie et donne l'exemple du luxe. — Marie-Antoinette et la manufacture. — Projets de fêtes pour donner au luxe l'occasion de s'étaler. — La mode des étoffes blanches. — L'anglomanie. — Le traité d'Eden (1786). — Effet désastreux des deuils sur la manufacture. — Ordonnances de 1716 et de 1730 réduisant leur durée. — Mémoires, plaintes, adresses au sujet des deuils par la Communauté, la Chambre de commerce, les maîtres ouvriers, la Société philanthropique.

La concurrence étrangère. — Détails sur le fonctionnement de la manufacture de Turin (1715). — Mémoire des maîtres gardes sur les manufactures étrangères (1750). — La concurrence de la campagne. — Projet d'arrêt de l'intendant de Gournay (27 décembre 1753). — Mémoires en réponse. — Arrêt et lettres patentes du 13 février 1765. — Note: La manufacture du Puy-en-Velay; établissement et développement. — La disette des soies. — Mémoire sur l'utilité de la culture du mûrier. — Danger, pour la manufacture, du commerce des juifs. — Délibération des maîtres gardes à ce sujet en date du 22 octobre 1760.

Page. 205

CHAPITRE X. — *Les crises : leurs causes et leurs remèdes.***Sommaire.**

Exagération du nombre des victimes du chômage. — Cessations de travail en 1609, 1619, 1627. — Crises de 1649 et de 1665. — Malaise qui régna dans la manufacture de 1690 à 1700. — Crise de 1699. — Les secours de l'Aumône générale.

Crise de 1701. — Rôle du Consulat et de la Communauté. — Crise de 1709 et propositions des maîtres ouvriers. — Cessations de 1715 à 1750. — Crise de 1750. — Ce qu'en rapportent les *Mémoires* de d'Argenson. — Emprunt et mémoire de la Communauté. — Cessation de travail de 1756. — La Communauté ne peut plus emprunter pour venir en aide à ses membres. — Souscriptions des habitants et subsides de la Ville. — Crise de 1766. — Mesures prises par la Communauté pour éviter les saisies et ventes de métiers. — Crise de 1771. — Organisation des secours par la Société du Confalon, les sœurs de la Marmite, les curés des paroisses et la Communauté. — Malaise de 1784. — Crise de 1787. — Discussions sur le meilleur moyen de venir en aide aux ouvriers sans travail. — Pourquoi l'assistance par le travail ne peut être pratiquée pour les ouvriers en soie. — Projet d'entreprise de fabrication de soieries par la Communauté aidée de la Ville et du Roi. — Secours en argent. — Souscriptions et emprunt. —

Témoignage d'A. Young sur l'état de la manufacture en 1789. — Projet d'une Condition des soies gérée au nom des ouvriers, par Rast de Maupas. — Autre projet, du même, d'une Caisse de secours et de prévoyance. — La Caisse philanthropique. — Crise monétaire de 1790 et fondation de la Caisse patriotique.

Page. 227

CHAPITRE XI. — *La question des tarifs.*

Sommaire.

Double raison pour laquelle dans la manufacture s'est imposée la question des tarifs de la main-d'œuvre.

Requête des maîtres ouvriers du 9 février 1709 demandant une augmentation et sa fixation définitive. — Tentative des compagnons en 1759 pour obtenir une augmentation. — Démarches des maîtres dans le même but en 1774. — Promesses du Consulat. — Tarif de 1779. — Agitation en faveur d'un tarif général de 1783 à 1786. — Révolte de 1786. — Ordonnance consulaire du 8 août. — Arrêt du 3 septembre supprimant tout tarif. — Réclamations suscitées par l'avisement des façons pendant la crise de 1787. — Arrêt du 8 août 1789 nommant une commission pour dresser un tarif. — Opposition déguisée des maîtres marchands. — Arrêt du 29 novembre 1789 ordonnant l'exécution provisoire du tarif. — Difficultés relatives à l'article 27, titre X, du règlement de 1744 portant délai pour les réclamations. — Ordonnance du Corps municipal du 27 avril 1790. — Opposition à cette ordonnance par les marchands et sa confirmation en date du 1^{er} mai 1790. — Exposé de la question par le procureur de la commune Fr. Dupuis.

Documents sur la lutte pour le tarif et les idées des maîtres et marchands à ce sujet. — Mémoire des maîtres ouvriers pour obtenir une augmentation du prix des façons (1779). — Mémoire des maîtres gardes marchands en faveur du cours des façons applicable par les maîtres gardes (1783). — Mémoire sur l'interprétation qu'on a voulu donner à l'arrêt du 3 septembre 1786 (8 octobre 1788). — Les idées de M. Mayet sur la manière de conduire les ouvriers (1786). — Réflexions d'un citoyen patriote pour les ouvriers de la ville de Lyon (1789). — Lettre d'un maître taffetier à M. R..., auteur des *Réflexions d'un citoyen patriote pour les ouvriers de la ville de Lyon* (1789).

Page. 247

CHAPITRE XII. — *La lutte pour les revendications ouvrières. — Emeute, grève, mise à l'index.*

Sommaire.

Manifestation des maîtres ouvriers en 1627 contre un édit somptuaire. — Mesures prises contre un mouvement d'ouvriers en 1649. — Assemblées tumultueuses lors de la publication du règlement de 1667. — Sédition en 1699 pour obtenir la diminution du prix du pain. — Condamnation de deux ouvriers en

soie en 1717 pour s'être assemblés tumultueusement et avoir jeté des pierres sur les soldats. — Grève et révolte de 1744. — La phase judiciaire de la lutte contre le règlement de 1744. — Agissements de Magnin et consorts pour obtenir les signatures des maîtres. — Saisie de listes de mise à l'index le 21 mars 1760. — Placards portant menaces de mort contre des maîtres gardes. — Soulèvement de 1786.

Page. . . . 273

CHAPITRE XIII. — *La Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers fabricants en étoffes d'or, d'argent et de soie. — La Chapelle. — Le Bureau.*

Sommaire.

Ce que doit être une Communauté d'art et métier.

Note : Edits, ordonnances et lettres patentes réglementant les Confréries de métiers. — La distribution des pains bénits d'après les lettres patentes de 1561 et le récit de Claude de Rubys. — La Chapelle de la Confrérie des maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soie. — Note : *Statuta inclitæ et devotæ Confraternitatis veluteriorum seu aliorum artis sericæ magistrorum* (Avignon, 1550). — Les prescriptions religieuses des règlements. — Les courriers de la Confrérie. — Exclusion en 1744 des maîtres ouvriers de la charge de courrier ; leurs plaintes. — Election et fonctions des courriers. — Les ressources de la Confrérie ; droits, amendes, confiscations. — Nombre des confrères et recettes. — Les dépenses de la Confrérie. — Sa suppression et la vente de ses biens. — Quel enseignement est ressorti pour les ouvriers des faits qui composent l'histoire de la Confrérie.

Le Bureau tenu tour à tour dans le logis des maîtres gardes. — Demandes des maîtres ouvriers en 1667 pour la construction d'une maison ou Bureau. — Délibération du 25 novembre 1724 et lettres patentes du 6 mars 1725. — Aspect du Bureau. — Coût de la bâtisse et des meubles. — Installation de métiers pour les chefs-d'œuvre. — Réceptions et illuminations. — Vente du Bureau.

Page. . . . 301

CHAPITRE XIV. — *Les maîtres gardes et les comptes de la Communauté.*

Sommaire.

Caractère des fonctions des maîtres gardes. — Nomination et élection. — Maîtres gardes marchands et maîtres gardes ouvriers. — Conditions d'éligibilité. — Obligation de remplir les fonctions. — Prestation de serment. — Visites aux fonctionnaires et étrences. — Visites générales et particulières. — Procès-verbaux de contravention. — Part revenant aux maîtres gardes dans les amendes ; droit de visite. — Note des menus frais d'un maître garde en 1765. — Les assemblées générales. — Rétribution fixe des maîtres gardes : ses variations.

Fonctions du maître garde tenant le Bureau. — Attribution exclusive de

cette charge aux maîtres gardes marchands. — Frais de régie. — Solidarité des maîtres gardes en ce qui concerne la gestion. — Rendement de comptes. — Note : Comptes de l'année 1714, du second semestre de 1746, du premier semestre de 1790.

Les livres de raison de la Communauté. — Les emprunts. — Note : Créanciers de la Communauté de 1714 à 1766. — Frais de procédure. — L'exploitation de la Communauté par le Roi. — Lettres de maîtrise par privilège. — Création d'offices. — Les miliciens de la Communauté. — Suppression par le Roi de ses quittances déposées aux archives. — Recettes et dépenses de la nouvelle Communauté.

Page. 325

CHAPITRE XV. — *La Communauté et ses luttes contre la liberté.*

Sommaire.

La Communauté et les prohibitions. — Son avis sur l'établissement d'un entrepôt d'étoffes de Lyon à Altona, près Hambourg. — L'exclusion des filles et femmes de la manufacture. — Note : L'exploitation de la main-d'œuvre féminine au XII^e siècle. — Réponse des maîtres gardes à la proposition du contrôleur général de laisser monter sur le métier les tireuses de cordes après un certain stage (10 janvier 1760). — Les doléances des maîtres ouvriers relatives aux prétentions des filles (1789).

Les idées de M. de Gournay. — Son mémoire de septembre 1751. — La réponse des marchands fabricants démontrant l'utilité des règlements et de la Communauté (octobre 1751). — Le mémoire des maîtres ouvriers. — Les avis du Consulat et de la Chambre de commerce. — Députation par la Communauté du sieur Genève à Paris en 1755. — Echanges de vues entre les Communautés des manufactures de soieries du royaume. — Turgot et l'édit de février 1776. — Note : Son éloge de de Gournay. — Comment l'édit ne fut pas publié à Lyon. — Création de quarante et une nouvelles Communautés d'arts et métiers à Lyon le 24 janvier 1777. — Les cahiers du Tiers-État et les maîtrises. — La loi du 17 juin 1791.

Page. 355

CHAPITRE XVI. — *La vie intellectuelle. — Les distractions. — La prévoyance. — Les idées religieuses et politiques.*

Sommaire.

Fêtes ayant un caractère professionnel. — Des inconvénients de laisser les portes de la ville ouvertes pendant la nuit (1776). — Arrêt du 7 septembre 1778 contre les associations et les excès des samedis et veilles de fêtes. — La prévoyance et le règlement de 1554. — Les aumônes. — Fixation de leur taux le 7 août 1732. — Projet d'un bureau d'indication pour les maîtres et les marchands (18 août 1775). — Nouveau projet d'un bureau d'embauteur (1779). — Son rejet motivé par la Communauté. — Rejet par la Chambre de commerce

d'une proposition d'établissement d'un Mont-de-Piété (1786). — Les idées religieuses. — Les idées politiques. — Délibération de la section du Gourguillon (22 juillet 1790). — Le secret du bon vieux père Caluire (1791).

Page. 373

CHAPITRE XVII. — *La vie matérielle. — Les budgets.*

Sommaire.

La question du pain, du loyer, de l'impôt. — Difficulté d'évaluer ce que gagnait un maître ouvrier. — Tableau des étoffes de la fabrique de Lyon propres pour la consommation de l'Espagne et de l'Amérique avec leurs prix courants (1742). — Mémoire sur la manufacture présenté à M. de Gournay en 1751. — Disettes et famines. — Récits des curés de Saint-Vincent et de Saint-Pierre de Vaise en 1694 et 1709. — Prix des denrées usuelles en 1768 et 1770. — Tableau du maximum des denrées et marchandises qui se consomment dans le district. — Les maîtres ouvriers propriétaires et locataires. Augmentation des loyers de Louis Vincent, maître ouvrier en soie, locataire à Saint-George de décembre 1707 à décembre 1769. — Les ressources nécessaires à un maître pour s'établir. — Apports des épouses et avantages faits par contrats aux fils et filles de maîtres. — Achat de métiers d'occasion et prix divers. — Longs crédits dus à la confiance des fournisseurs. — Dettes de Vital Biollay, maître ouvrier en soie en 1739.

La capitation. — Répartition et rôles dressés par les maîtres gardes. — Le vingtième d'industrie. — Les droits d'octroi : mémoires divers et réclamations des cahiers du Tiers-État.

Les budgets. — Tableaux des charges journalières du fabricant en étoffes pleines et du fabricant en étoffes façonnées présentés en 1777 à l'Académie de Lyon. — Tableau de la « dépence journalière qui forme les charges annuelles des maîtres fabricants en étoffes de soie » dressé en mai 1779. — Budget de 1786. — Tableau du produit de la main-d'œuvre des maîtres ouvriers fabricants en étoffes de soie pleines ou unies de la ville de Lyon pour le montant être mis en parallèle avec le tableau des dépenses journalières qui forment leurs charges annuelles présenté à MM. du Consulat le 2 mai 1786 par Antoine Celle, maître fabricant d'étoffes, rue Neyret, au nom de ses confrères. — Réédition du budget précédent en 1789 et ses modifications. — Quelle conclusion tirer des budgets.

Page. 387

CONCLUSION Page. 419

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE ET CLASSEMENT MÉTHODIQUE DES ARCHIVES

	PAGES
PRÉFACE	423

PREMIÈRE PARTIE. — *Bibliographie générale.*

CHAPITRE I. — Recueils, registres et ouvrages généraux, manuscrits ..	429
CHAPITRE II. — Recueils, inventaires et ouvrages généraux, imprimés ...	430

DEUXIÈME PARTIE. — <i>Classement méthodique des Archives de la</i> <i>Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers en</i> <i>draps d'or, d'argent et de soie, formant le fonds dit de la</i> <i>grande Fabrique, et des Documents inventoriés par Chappe et</i> <i>Rolle, conservés aux Archives municipales, ainsi que de diverses</i> <i>pièces des Archives départementales et de la Charité, du fonds</i> <i>Coste, des bibliothèques de l'Académie et de la Chambre de com-</i> <i>merce</i> Page.		437
--	--	-----

	PAGES
CHAPITRE I. — Etablissement de la manufacture	439
CHAPITRE II. — Statistique	440
CHAPITRE III. — Papiers de famille	442
CHAPITRE IV. — Les règlements	443
CHAPITRE V. — L'apprentissage	452
CHAPITRE VI. — Le compagnonnage	455
Section I. — Compagnons de la ville et des provinces admises ..	455
— II. — Compagnons forains et étrangers	456
CHAPITRE VII. — La maîtrise	457
Section I. — Maîtres ordinaires	458
— II. — Maîtres par franchise	459
— III. — Fils et filles, femmes ou veuves de maîtres	459
— IV. — Les auxiliaires du maître ; Servantes et tireuses de cordes	460

	PAGES
CHAPITRE VIII. — Le travail.....	462
Section I. { 1° Les privilèges généraux	462
{ 2° Les privilèges spéciaux.....	463
— II. — Nombre de métiers.....	464
— III. — Les avances	464
— IV. — Les déchets	464
— V. — Permissions; Acquits; Exemptions	465
— VI. — Paiement des salaires en cas de faillite du marchand.....	466
— VII. — Sociétés; Commandites	467
CHAPITRE IX. — La police de la manufacture	467
Section I. — Les juridictions : 1° Les maîtres gardes; 2° La Sénéchaussée; 3° Le Consulat	467
— II. — Les assemblées et l'inscription des membres de la Communauté.....	469
— III. — Les Protestants	469
— IV. — Gens travaillant ou faisant travailler sans droits ...	469
— V. — Les avouages.....	470
— VI. — Falsification de livres	470
— VII. — Piquage d'once; Vols	470
— VIII. — Transport des manufactures à l'étranger	473
— IX. — Le courretage	474
CHAPITRE X. — Le travail et la police de la manufacture au point de vue technique.....	475
Section I. — Documents relatifs à la fabrication	475
— II. — Contraventions aux règles de la fabrication	479
— III. — La marque	482
— IV. — La protection des dessins	483
— V. — L'exportation des échantillons	484
— VI. — La sortie des soies teintes	485
— VII. — Établissements particuliers; Inventions.....	485
— VIII. — La culture des mûriers	489
CHAPITRE XI. — La lutte pour la suprématie et les salaires contre le marchand fabricant et les chômages.....	490
Section I. — Les marchands fabricants.....	490
— II. — Lutte des maîtres ouvriers et des marchands fabricants	492
— III. — Salaires et tarifs.....	494
— IV. — Les crises; Causes et remèdes.....	496
— V. — Soulèvements et coalitions	500
CHAPITRE XII. — La Communauté.....	501
Section I. — La Chapelle.....	501
— II. — Le Bureau.....	502

Section III. — Les maîtres gardes : 1 ^o Nomination ; 2 ^o Refus d'accepter la charge de maître garde ; 3 ^o Solidarité pécuniaire des maîtres gardes en ce qui concerne leur gestion ; 4 ^o Egalité des maîtres marchands et ouvriers ; Indemnités ; 5 ^o Fonctions des maîtres gardes ; Visites ; Expertises	503
— IV. — Délibérations de la Communauté	507
— V. — Comptes de la Communauté	508
— VI. — Perception des droits	510
— VII. — Taxes levées par le Roi	511
— VIII. — Les impôts	514
CHAPITRE XIII. — Lutte de la Communauté contre ce qui porte atteinte à son monopole	515
Section I. — Procès et frais divers de procédure	515
— II. — La Communauté et M. de Gournay	517
— III. — La défense contre les étoffes des Indes, les toiles peintes et les soieries étrangères	518
— IV. — La concurrence de la campagne	521
— V. — La manufacture du Puy-en-Velay	521
— VI. — La Communauté et ses différends avec les corps de métiers connexes	522
CHAPITRE XIV. — Rapports de la Communauté avec les communautés des autres manufactures du royaume et de l'étranger ..	524
CHAPITRE XV. — Pièces relatives à diverses autres manufactures de soieries du royaume	525

TABLE DES GRAVURES ET DESSINS

Faux-Titre. — Encadrement d'un en-tête de chapitre tiré du volume I^{er} du Recueil du précis des titres et papiers de la Communauté.

Les armes de la Communauté des maîtres marchands et maîtres ouvriers en draps d'or, d'argent et de soie. — Eau-forte, hors texte. — Volume I^{er} du Recueil du précis.

Les Amours dessinateurs, tisseurs et vendeurs. — Eau-forte, hors texte. — Vol. II du Recueil du précis.

La Manufacture arrête le Temps. — Eau-forte, hors texte. — Vol. III du Recueil du précis.

Préface. — Lettre ornée copiée sur la couverture d'un registre.

Page 1. — Porte sculptée avec les armes et attributs de la Manufacture. — Dessins du Bureau. — G. F. 18.

Page 27 et 50. — Motifs décoratifs copiés sur la couverture d'un registre.

Page 97. — La marque de Barthelémy Andro, dessinée en couleurs sur la couverture d'un registre. — Ch. 7, 3.

Page 157. — Carte à jouer au dos de laquelle se trouve la mention de réception d'un compagnon avec le sceau de la Communauté sur cire rouge. — Arch. munic.

Page 177. — Sceau sur cire rouge de Benoît Beaujollin, maître garde ouvrier en 1621. — G. F. 2.

Page 204. — Grille en ferronnerie dessinée pour le Bureau. — G. F. 18.

Page 299. — Ecusson placé en tête des lettres de maîtrise des maîtres ouvriers.

Page 323. — Grille en ferronnerie dessinée pour le Bureau. — G. F. 18.

Page 354. — Double écusson placé en tête des lettres de maîtrise des maîtres marchands fabricants.

Page 421. — Lettre ornée copiée sur la couverture d'un registre.

Page 423. — Porte sculptée avec les attributs de la Fabrique. — Dessins du Bureau. — G. F. 18.

ACHEVÉ D'IMPRIMER

PAR

E. NICOLAS, IMPRIMEUR A LYON

38, RUE TUPIN

Le 25 Avril 1899.

